LE CHANTEUR BIERMANN, LA FONCTION DE LA CRITIQUE ET LA CONSTRUCTION DU SOCIALISME

(PAGES CENTRALES) **J.Posadas**

SUPPLEMENT DE "LUTTE OUVRIERE" n°278

J.POSADAS

La libération de Corvalan, une défaite pour le système capitaliste! (24.12.76)

La nouvelle Constitution Algérienne et l'avance du processus vers l'Etat ouvrier. (18.11.76)

EN PAGE 4

Extrait de la Thèse pour le Congrès du Parti des Travailleurs du Vietnam

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous!

LUTTE OUVRIERE

ORGANE DU PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE TROTSKISTE
Section Belge de la IVe INTERNATIONALE POSADISTE

7 FB. | 15e ANNEE | n° 278 | 7 Janvier 1977

Périodique bi-mensuel — Envoyer toute correspondance à LUTTE OUVRIERE — BP 273 — 6000 CHARLEROI I
Abonnement de 12 numéros : 80 F. — Abonnement annuel : 150 F. — Abonnement de soutien : 500 F.
A verser au CCP 000-09762.34-26 de C Pôlet — Editeur Responsable : C. Pôlet — 51a, rue Garibaldi — 1060 Bruxelles.

LE PROJET DE RESOLUTION POUR LE CONGRES DU PARTI COMMUNISTE VIETNAMIEN ET LA FONCTION DU POSADISME

16 . 11.1976 **J.Posadas**

Le projet de Résolution que le Parti Communiste Vietnamien va discuter lors de son 4ème Congrès, se base intégralement sur la conception de la révolution permanente, de l'unité du processus mondial de la révolution, des relations de forces essentiellement favorables à la revolution. Il pose également que les conditions pour le triomphe de la révolution, ne dépendent pas du développement du pays, mais du parti, de la direction et de leur capacité d'organiser le triomphe; les conditions objectives favorables ont un certain poids, une importance, mais ne sont pas décisives. L'existence du prolétariat, du Parti est également importante. Mais ce Parti peut triompher, s'il est révolutionnaire, s'il s'appuie sur le cours mondial de la révolution, sur la lutte de classes; autrement, il ne peut triompher.

Le Vietnam prouve qu'un pays très arriéré est parvenu à son unification, au cours même de la guerre. Le capitalisme avait divisé le Nord et le Sud. La révolution a unifié le Vietnam et élevé le Sud très arriéré, au niveau du Nord très avancé.

Le programme de production, présenté par le projet de résolution, se base essentiellement sur l'industrie légère et alimentaire et la fourniture d'articles de première nécessité à la population. L'industrie lourde reste au second plan, sans être pour autant abandonnée. Cet aspect est important : il s'agit d'un principe fondamental établi par le bolchéviques : développer l'industrie légère en priorité sur l'industrie lourde de façon à satisfaire les besoins de la population et à élever celle-ci, pour exercer le contrôle au fur et à mesure du développement de l'économie. Si on se centre sur l'industrie lourde, on laisse la population sans assistance avec un niveau de vie très arriéré, on crée un appareil bureaucratique et on laisse la porte ouverte aux influences contraires au développement de la révolution.

Il est très important que ce Projet programme de donner la priorité à l'industrie légère, à la transformation des matières premières pour la consommation; à ne pas importer pour l'industrie lourde et donner à cette dernière, une place secondaire dans la planification par rapport à l'industrie légère. Ce sont des expériences qu'ont fait les Bolchévqiues. Après la guerre, elles n'ont pas été reprises par les nouveaux Etats ouvriers. De ce fait, il s'est créé tout un appareil bureaucratique, séparé de la population. La priorité à l'industrie lourde requérait tout une série de connaissances, d'interventions que ni la population ni les syndicats ne pouvaient exercer, et cela a développé des intérêts de groupes, de castes bureaucratiques, et donné lieu à la croissance des couches les moins intelligentes du Parti Communiste et de la population, de celles qui ne s'intéressaient qu'à leurs propres problèmes. L'intelligence ne signifie pas avoir des capacités techniques ou industrielles. Etre intelligent cela veut dire voir comment planifier l'économie, afin de faire intervenir, et se développer, toute la population avec la capacité de diriger. Voilà ce que font les Vietnamiens. Sans faire intégralement la même chose, ils sont dans une voie similaire à celle des Bolchéviques.

En même temps que cette programmation qui impulse l'intervention de toute la population, les Vietnamiens rendent l'enseignement du marxisme obligatoire. Il ne s'agit pas d'une imposition. Tout le monde doit étudier le marxisme pour développer des cadres marxistes dans la vie du Parti et dans l'économie.

Il y a là tout un développement de la conception bolchévique, que nous avons été les seuls à défendre et à soutenir. Les camarades vietnamiens posent également la défense de la dictature du prolétariat et de l'internationalisme prolétarien. Ce Projet de Résolution ne laisse la place à aucun doute. Ce programme montre qu'un pays, tellement arriéré sur le plan de l'économie, des matières premières, de l'industrie, de la technique, a la volonté, la capacité, les moyens de progresser, parce qu'il a un Parti. Ce Parti se base sur les principes de la lutte de classes, sur les principes marxistes, sur les expériences de l'histoire et surtout, celle de la Révolution Russe.

Cette Résolution du Parti Communiste Vietnamien est prise, après que des Partis Communistes comme le Français et l'Italien, ont fait des réunions en défense de l'eurocommunisme, du pluralisme, ont abandonné la dictature du prolétariat, l'internationalisme prolétarien comme quelque chose d'"arriéré", de "vieux". Un pays, plus arriéré que la France et l'Italie, adopte les principes du bolchévisme, les principes marxistes sur la base desquels les Bolchéviques ont pu faire la grande oeuvre historique de développer l'Union Soviétique et de faire de celle-ci la base de l'actuel épanouissement du progrès de l'histoire.

Ces conclusions vont peser énormément sur la discussion du mouvement communiste mondial. Le Vietnam est un pays terriblement arriéré du point de vue économique, il doit tout construire, il doit refaire tout ce que l'impérialisme a dévasté pendant 30 ans. Et les vietnamiens reconstruisent tout, tandis que leur préoccupation essentielle est de développer la conception communiste, et non les intérêts de secteurs, de groupes, ou de pays qui engendrent des intérêts bureaucratiques. Le Vietnam démontre que l'arriérement d'un pays n'est pas un obstacle à la planification du progrès, que le Parti, la direction, sont l'essentiel pour construire la base, les cadres. Dans ces conditions, le Parti comprend bien les limites des possibilités, mais il a la capacité scientifique d'assimiler les expériences du monde, qui constituent la richesse et l'intelligence de tous les pays et de tous les partis.

Le Parti assimile les expériences des autres Etats ouvriers. Voilà ce que font les Vietnamiens! Ils assimilent directement les expériences de l'Union Soviétique, des sept premières années de l'Etat ouvrier. En lisant cette résolution, on croirait voir notre propre Congrès.

LE VIETNAM INTERVIENT PROFONDEMENT DANS LA CRISE DU MOUVEMENT COMMUNISTE MONDIAL

Cette Résolution confirme que la ligne, le progrès de la discussion du mouvement communiste mondial, ne va pas être déterminée par le Parti Communiste Français, Italien ou Espagnol, mais bien par le Parti Communiste vietnamien, l'Union Soviétique, et même par les

Un programme d'étatisations sous contrôle ouvrier pour unifier les forces de gauche

EDITORIAL

Aujourd'hui toute la presse bourgeoise, et les ministres dans leurs discours, ne peuvent faire autrement que reconnaître que la "récession économique va continuer, qu'il n'y a pas de relance économique en perspectives, que le chômage va s'accroître" etc.. Cependant toutes les grandes entreprises et les banques en Belgique font des bénéfices énormes et continuent à les faire. Quand ils déclarent la faillite ou ferment des usines, ce n'est pas parce qu'ils sont ruinés, mais parce qu'ils cherchent ailleurs les moyens de faire des profits encore plus importants et rapides. Mais la crise dans laquelle se débat tout le système capitaliste signifie une concentration de plus en plus grande de la production entre les mains des plus gros trusts ou monopoles, tandis que des dizaines de petits et moyens capitalistes sont éliminés.

Et les ministres, et le Roi — dans son discours de Noël — et les dirigeants de la FEB essaient de faire croire que tout le monde doit se solidariser dans cette crise, qui est une sorte de fatalité venant on ne sait d'où, et incontrôlable. Au nom de cette soi-disant solidarité, la bourgeoisie attaque tous les droits acquis de la population travailleuse, le niveau des salaires et les conditions de vie des travailleurs dans leur ensemble. La liste s'allonge chaque fois plus : augmentation des taxes indirectes de toutes sortes, diminution des droits à l'AMI, bloquage des salaires, de fait etc.. Pendant que le gouvernement Tindemans accuse pratiquement les travailleurs d'être malhonnêtes envers l'Etat, il éclate des petits Watergate tous les jours dans le monde capitaliste ! L'affaire De Broglie en est un dernier exemple. Les scandales qui éclatent ne font que cacher des milliers d'autres affaires sordides de la bourgeoisie en crise.

Les partis ouvriers et les syndicats, en discutant "l'alternative de gauche" qui est ressentie de plus en largement comme une nécessité, doivent poser à fond le problème de la structure économique et sociale capitaliste, pour établir le programme qui va permettre à la classe ouvrière et toute la population travailleuse de sortir de la crise,

Suite page 4

LE CHANTEUR BIERMANN, LA FONCTIO
LA CONSTRUCTION DU SOCIALISME

Biermann exerce une fonction erronnée et objectivement réactionnaire, parce que l'objectif, actuellement, ne doit pas être de faire des critiques à l'Etat ouvrier. L'époque de Staline était une chose, celle d'aujourd'hui en est une autre. Staline a trahi l'Espagne; par contre l'Union Soviétique, actuellement, a aidé à s'élever des pays comme l'Angola, Cuba, Mozambique, les pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique Latine. La situation n'est plus la même. On ne peut faire la même condamnation globale à une direction de l'Etat ouvrier, comme à l'époque de Staline.

L'autre aspect à prendre en considération, est que nous sommes à une étape de réglement final des comptes, dans laquelle le système capitaliste affronte les Etats ouvriers. Celui qui veut le progrès, pour être objectif, doit tenir compte de la fonction de l'Etat ouvrier et de celle du capitalisme. Il n'y a rien à défendre, à soutenir dans le régime capitaliste. Celui-ci ne commet pas des "erreurs", car les crimes, l'arrièrèment, la guerre, la mort sont des conditions de sa propre existence.

Il devient chaque fois plus évident que l'Etat ouvrier est le centre qui s'oppose au système capitaliste. Il représente l'organisme dont l'humanité dispose déjà pour s'opposer au système capitaliste. Il faut partir de cet organe pour l'améliorer. Mais sa fonction, même quand il commet des erreurs, est contre le système capitaliste. Il faut donc faire des chansons, des poésies, des oeuvres de théâtre, des romans, en fonction de cette nécessité historique et de cette réalité. Autrement, on favorise l'ennemi de classe et on discute des problèmes totalement secondaires par rapport aux nécessités historiques.

Il faut démontrer que c'est le système capitaliste, et non l'Etat ouvrier Allemand, ni sa direction, qui empêche le développement de l'histoire. Il faut considérer ce qu'est l'Allemagne capitaliste. Le capitalisme allemand s'y est enrichi considérablement, ainsi qu'une couche importante de la petite-bourgeoisie; mais le reste de la population ne s'est pas enrichie. Il y a des millions d'ouvriers étrangers exploités en Allemagne capitaliste.

Pourquoi Biermann ne chante-t-il pas cela ? Il y a des millions d'exploités. C'est un mensonge de dire qu'ils vivent bien. Ils vivent misérablement, parce que le système capitaliste est incapable de les incorporer pleinement à la vie du pays.

L'Union Soviétique a incorporé des pays entiers, des villes, des zones de langues différentes, à l'Etat ouvrier soviétique. Elle a pu le faire grâce à la structure de l'Etat ouvrier : propriété étatisée, production planifiée, monopole du commerce extérieur, appui à la lutte anti-capitaliste des autres peuples du monde. Aucun pays capitaliste ne peut en faire autant.

Il faut donc voir que toute critique adressée à l'Etat ouvrier allemand, qui ne se propose pas d'impulser la lutte anti-capitaliste, dans les pays capitalistes, favorise le système capitaliste. On peut faire des critiques à l'Etat ouvrier, mais dans le but d'élever sa fonction, et il faut partir de la base que l'Etat ouvrier exerce une fonction nécessaire dans l'histoire; cette fonction est développée de façon insuffisante par la direction, mais non pas contre la nécessité historique : voilà le fond de la question.

Tout poète, chanteur, artiste, scientifique, doit partir de cette condition, sans quoi il part de suppositions, d'intérêts, d'élucubrations personnelles, individuelles. Le capitalisme utilise ces problèmes individuels pour s'adresser à la petite-bourgeoisie. Mais ces préoccupations n'ont aucun effet dans le prolétariat, ni dans la petite-bourgeoisie militante. Biermann chante : "on ne me laisse pas parler", "le manque de démocratie est une tragédie"; et les gens disent : "et l'Angola ? L'Etat ouvrier allemand a aidé l'Angola, le Mozambique, les mouvements de libération. Cà, c'est de la démocratie". Biermann dit : "il n'y a pas de démocratie pour moi". Le monde se mesure, non au travers de lui, ou des cordes de sa guitare, mais au travers du progrès global des Etats ouvriers et du processus révolutionnaire.

La discussion sur les libertés démocratiques ne doit pas se faire comme le pose Biermann, mais bien en ayant en vue le préparer à la guerre, aider la révolution mondiale, les mouvements de libération. Les syndicats de l'Etat ouvrier doivent avoir le droit de discuter : mais pour dire quoi ? pour appuyer le progrès, le développement de la lutte anti-capitaliste. La démocratie doit servir cet objectif.

Il y a la démocratie dans l'Etat ouvrier : tandis que le capitalisme écrase les peuples, l'Etat ouvrier les aide. Est-ce démocratique oui ou non ? Les relations, la fonction démocratiques réclamées par Biermann et Havemann répondent à des préoccupations individuelles de ces gens-là. Autrement, ils auraient honte de dire qu'il n'y a pas de liberté ni de démocratie, sans voir la fonction de l'Etat ouvrier. Ils demandent la liberté pour eux-mêmes, pour leurs amis. En outre, la liberté, ils l'ont, ce qui ne leur est pas permis, c'est de mettre en question l'Etat ouvrier, mais c'est cela qui provoque leur embarras.

Celui qui chante aujourd'hui, sur de tels thèmes, s'adresse à la petite-bourgeoisie. Ceux-ci n'intéressent ni le prolétariat, ni la paysannerie, ni la petite-bourgeoisie militante. Ce n'est pas le chant qui organise leur compréhension politique, la pensée scientifique, leur capacité d'action. Ce sont les idées. Où y a-t-il des idées chez Biermann ? Le chant est une forme arriérée. Il peut avoir une certaine importance, remplir une certaine fonction; il ne faut pas l'exclure. Mais à l'époque où des millions se mobilisent, le chant n'a pas d'importance appréciable; il est le fait de petits cercles, exprime quelquechose de très arriéré.

On ne peut adresser aucune critique à l'Etat ouvrier sans se prononcer en même temps pour sa défense et expliquer la fonction qu'il remplit. Sans l'Etat ouvrier allemand, l'Allemagne capitaliste serait à nouveau nazie. Et l'Etat ouvrier existe, malgré toutes les difficultés, toutes les limitations, malgré Staline. Cela signifie que sa structure – propriété étatisée, monopole du commerce extérieur, fonctionnement des syndicats – est décisive pour le progrès de l'histoire.

On ne peut, comme le pose Biermann, lancer des accusations qui rabaissent la fonction historique de l'Etat ouvrier, et mettent en relief la fonction du système capitaliste. Ce Biermann ne fait pas que se tromper; il exerce une fonction délibérément et intentionnellement nuisible à l'Etat ouvrier. Il ne peut être naïf au point de ne pas voir qu'il nuit à l'Etat ouvrier.

Le capitalisme a fait peu de cas de lui, parce qu'il n'obtient pas beaucoup d'effet. Il avait déjà fait toute une propagande pour Soljenytsine et il a du le laisser en plan. Il a dépensé des millions pour éditer tous ses livres et les lui acheter. Soljenitsine a vendu ses livres seulement à la bourgeoisie, qui était obligée de les acheter afin de le stimuler à continuer à écrire contre l'URSS. Mais la population, les gens intelligents n'achètent pas Soljenytsine et n'y voient aucun intérêt. Il n'y a qu'à voir ce qu'il dit pour comprendre. Il dit ": il y a des camps de concentration". Les gens disent : "L'URSS a soutenu le Vietnam, appuie l'Angola, affronte l'impérialisme". Il suffit de faire cette comparaison. Tous ces types n'ont rencontré aucun écho.

La norme de l'Etat ouvrier ne réside pas dans les failles, les erreurs, les aspects réactionnaires de la politique de la bureaucratie soviétique, mais bien dans ce que l'URSS a fait au Vietnam et en Angola, au Mozambique et à Cuba. A l'époque de Staline, la norme était d'assassiner le Parti Bolchévique et la révolution mondiale. Maintenant, c'est le contraire.

Tous ces individus sont ignorants, inintelligents. Ce Biermann est un sot. Il faut être sot pour faire une telle campagne qui affecte l'Etat ouvrier. Il ne défend en rien la vérité. Si on ne le laisse pas parler, c'est qu'il ne le mérite pas. Il n'a aucune valeur, aucune capacité d'analyse. C'est un individu qui dédie des chansons à Dubcek. N'importe qui se pose la question : "mais quelle idée a apporté Dulcek ?". Les idées de Dubcek sont : "pluralité", "liberté pour tous" ..., pour tous ceux qui sont d'accord pour une alliance avec le capitalisme, mais pas pour les ouvriers, les syndicats, les tendances révolutionnaires.

Tous les gens du type de Biermann, passent et disparaissent tout de suite. En Allemagne même, les journaux ne lui donnent plus beaucoup d'importance. Le capitalisme voit qu'il ne peut pas l'utiliser. Biermann n'a suscité aucun qppui, aucun effet. Il a fait également une tournée en Italie. Mais c'est la radio et la TV qui lui ont donné de l'importance. Les journaux en ont à peine parlé. Les masses communistes ne lui ont donné aucune importance. C'est un indice de la capacité, la compréhension, la maturité des masses communistes, petites-bourgeoises et socialistes. Elles comprennent, mesurent et comparent bien. Elles ne se basent pas sur le fait que Biermann dénonce qu'on ne le laisse pas parler. Les masses mesurent immédiatement : "l'Allemagne-Etat ouvrier a appuyé l'Angola; les Soviétiques ont avancé leur flotte en Méditerranée face aux Yankees, au moment de la guerre du Liban". Voilà où est la démocratie. Dans ce cas, qu'a fait l'Allemagne capitaliste ? qu'ont fait les amis de Biermann ? L'URSS a avancé sa flotte. Les gens ont vu cela. Ils ont pu juger : "c'est possible qu'on ne laisse pas parler Biermann, mais les Etats ouvriers appuient l'Angola, la Libye, le Liban". Ce "manque de démocratie" ne signifie pas un recul de l'Etat ouvrier. Au contraire , celui-ci va de l'avant. Donc, il ne s'agit pas d'un manque de démocratie.

Il faut demander la démocratie syndicale pour les ouvriers, le droit démocratique de tendances pour discuter les progrès et l'appui à la révolution mondiale : il faut donner un programme à la démocratie.

La discussion qui se déroule actuellement en France dans le Parti Communiste a une grande importance. Dans un débat opposant Ellenstein et des dirigeants de la tendance d'Althusser, la camarade Thévenin déclare : "ici la démocratie est bourgeoise, elle sert le capitalisme et non le socialisme". Voilà une formidable réponse aux Biermann et compagnie. Et la presse communiste doit publier ces déclarations. A une autre étape, cette camarade aurait été chassée du PC. Par contre, Marchais a dit de réelles aberrations : "il est logique que toute impulsion comporte des excès à droite ou à gauche". C'est faux ! Quand la ligne est correcte, il n'y a aucun excès, ni à droite ni à gauche. Il y a une opposition de la droite ou de l'ultra-gauche : mais ce ç'est pas un excès, c'est une opposition. Quand la ligne est juste, c'est elle qui compte et elle ne mène à aucun excès : il y a des tendances qui s'y opposent. Les masses montrent leur grande maturité, parce qu'elles accordent de l'importance à cette discussion publique dans le PC Français, alors qu'elles n'en donnent aucune aux Biermann et autres.

IL FAUT APPUYER LA FONCTION PROGRESSISTE DE L'ETAT OUVRIER

L'Etat ouvrier allemand est un des piliers contre le système capitaliste. L'Allemagne capitaliste a élevé la vie du capitalisme, la richesse, la puissance économique, militaire, sociale du capitalisme, mais le reste de la population vit comme avant, et pire qu'avant. Ceux qui sont de gauche n'ont pas le droit d'être fonctionnaires publics. L'Etat ouvrier allemand, après avoir été détruit par le nazisme et le système capitaliste s'est relevé en moins de 30 ans et est devenu un des pays les plus développés du monde.

Voilà ce qu'il faut chanter ! : l'avenir du socialisme passe pas la voie de l'Etat ouvrier et celui-ci, à son tour, passe par l'organisation d'une direction qui apprenne à diriger, qui représente et développe les intérêts objectifs de l'Etat ouvrier. Mais il faut donner du temps à l'histoire pour faire cette tâche, et intervenir pour contribuer à son accomplissement.

L'Etat ouvrier est objectivement supérieur à tout le système capitaliste. Dans la RDA on vit dans des conditions infiniment supérieures à celles de l'Allemagne capitaliste. Dans ce dernier pays, on mange plus de saucisses, de frites, plus de choses inutiles. Mais il y a moins de culture, de connaissances, de relations humaines, de dignité. On y exploite 3 à 4 millions d'ouvriers immigrés qui n'ont aucun droit. Et les Allemands dans les services publics, ne peuvent avoir ouvertement une opinion de gauche.

Dans l'Etat ouvrier allemand, on peut avoir toutes les opinions qu'on veut. La direction bureaucratique n'exerce pas la fonction dirigeante comme elle devrait le faire. Mais, historiquement, elle le fait, car elle va contre le système capitaliste. Les masses du monde voient la différence entre l'Etat ouvrier et l'Allemagne capitaliste.

On ne peut pas chanter contre la direction de l'Etat ouvrier en englobant l'Etat ouvrier dans cette opposition. Il faut faire la séparation. On peut faire des critiques à la direction si on veut, mais il ne faut pas y mêler la fonction de l'Etat ouvrier.

Les trotskystes – et aujourd'hui les posadistes – ont fait la séparation entre l'Etat ouvrier et Staline, entre les erreurs de la direction et l'Etat ouvrier soviétique. Mais à mesure que la direction de l'Etat ouvrier exerce une fonction représentant plus directement les intérêts mondiaux objectifs de la révolution, nous lui donnons un appui plus direct, sans pour autant cesser nos critiques.

Il faut, entre autres, demander à l'Etat ouvrier allemand le fonctionnement de la démocratie soviétique. Mais celle-ci sert à impulser l'histoire et non à faire chacun ce qu'il a envie. La démocratie soviétique n'est pas la "pluralité"; celle-ci signifie une barrière, un obstacle au progrès de l'histoire. Le socialisme n'a pas besoin de coordination ou d'assemblage avec le système capitaliste. Il s'oppose à celui-ci. Il faut donc aller au socialisme, contre le système capitaliste.

Il faut demander la démocratie soviétique, afin que tous les courants et tendances interviennent dans l'Etat ouvrier, donnent leur opinion, leurs jugements. Par exemple, nous posons qu'il faut lutter pour le nivellement des salaires, en donnant à chacun en fonction de ses besoins, éliminer les salaires élevés des hauts fonctionnaires, du président, des dirigeants du Parti ou de l'Etat et leur donner des salaires égaux à ceux d'un ouvrier; essayer d'impulser le nivellement des salaires, non en fonction de ce que chacun peut donner, mais de ce dont chacun a besoin. De telles conclusions signifieraient une impulsion énorme au développement mondial de la révolution, en particulier une influence sur les masses nord-américaines et la petite-bourgeoisie allemande.

Voilà ce que doit chanter Biermann s'il veut être un instrument utile à l'histoire. Sinon, sa confusion est utilisée par le système capitaliste : Il en a d'ailleurs conscience. Nous rejetons cette fonction de Biermann et de tous ses semblables. Nous faisons appel à Biermann et à tous les chanteurs, écrivains, poètes, à partir de la considération suivante : l'Etat ouvrier allemand est un instrument nécessaire de l'histoire. Il faut le défendre avec intransigeance et il faut attaquer et condamner le système capitaliste. Il faut, dans les Etats ouvriers, demander le développement de la démocratie soviétique, c'est à dire, le droit pour toutes les masses, de parler, discuter, ouvertement dans des organismes; de discuter entre autres, les montants des salaires, les conditions de vie; que cette intervention des masses soit planifiée, par le Parti Communiste, les syndicats, l'Etat, les organismes. Cela représente une énorme éducation pour tout le monde.

L'Etat ouvrier allemand, pour vivre lui-même, doit impulser le progrès de l'histoire, tandis que l'Etat capitaliste doit, pour vivre, empêcher le progrès de l'histoire. On ne peut rester indifférent devant cela. On ne peut être poète en abstrait. Le poète ou le chanteur chantent la réalité pour aider à son épanouissement. Mais Biermann ne fait rien

N DE LA CRITIQUE ET
12.12.76 J.POSADAS

de cela. Il chante subjectivement, en défense des capitalistes. Il peut faire l'éloge du socialisme, mais il défend objectivement le capitalisme parce qu'il attaque un Etat ouvrier, le met en question, crée une incertitude sur sa fonction objective pour faire progresser l'histoire.

Dans les Etats ouvriers existe un développement de la fraternité humaine qu'on ne connaît dans aucun pays capitaliste. C'est une condition inhérente à la structure même de l'économie, aux bases de propriété étatisée. Celle-ci élève les sentiments de fraternité humaine, chose qui n'existe dans aucun pays capitaliste. Ces relations existent dans les syndicats, les partis ouvriers, mais non dans le régime capitaliste, car celui-ci tend à élever les intérêts privés et crée par conséquent des relations d'intérêts, des associations basées sur ces intérêts. Dans l'Etat ouvrier, la propriété étatisée engendre une conduite fraternelle et des relations humaines élevées.

Voilà ce qu'il faut chanter. Nous invitons Biermann à répondre à cette nécessité et faire des poèmes et des chansons de cette nature. Il peut maintenir toutes ses critiques, mais tout en appuyant cette condition fondamentale, de faire des critiques dans le sens d'une plus grande liberté et démocratie pour construire le socialisme. Il verra alors, qu'il n'a pas besoin de faire tout ce qu'il fait maintenant. Il ne se trouvera plus aux côtés de ceux qui s'associent au système capitaliste, mais fera des critiques pour développer et impulser l'Etat ouvrier.

Le premier devoir de tout militant communiste, de toute personne progressiste est d'appuyer la fonction progressiste de l'Etat ouvrier allemand, et ensuite on peut critiquer, si c'est dans le but d'élever cette fonction de progrès. Il faut demander la démocratie pour élever la fonction progressiste, anti-capitaliste, de l'Etat ouvrier, chanter pour impulser la révolution dans le monde, la démocratie soviétique dans l'Etat ouvrier allemand, les conseils ouvriers, le droit de tendances révolutionnaires, la discussion publique entre tendances. Voilà le devoir de toute personne qui veut être progressiste, même sans être communiste.

Mais on ne peut passer au-dessus des partis communistes, des Etats ouvriers, qui sont l'organe le plus important qui soit. l'Etat ouvrier est le centre de le classe ouvrière mondiale pour construire la nouvelle société. Il faut partir de cette base quand on veut faire une critique qui serve au progrès de la société. Toute critique doit signifier un progrès.

J. POSADAS 12.12.76

LE PROJET DE RESOLUTION POUR LE CONGRES DU PARTI COMMUNISTE VIETNAMIEN ET LA FONCTION DU POSADISME

16 déc. 1976 J.POSADAS

Chinois – qui sont en général pour la dictature du prolétariat, pour l'internationalisme, bien qu'ils se limitent beaucoup en traitant l'URSS de "roi des Tsars" etc...

Nos sections doivent étudier ces conclusions, les faire connaître et s'adresser aux partis communistes. Il ne faut pas attendre que cette Résolution produise ses effets, mais intervenir directement, et montrer que cette intervention est nécessaire.

Nous avons été les seuls à soutenir et développer ces principes de programme et d'objectifs que le Parti Communiste Vietnamien défend à présent. Depuis 15 ans, nous avons été les seuls à analyser, écrire, développer toute une activité littéraire sur ces principes. Il faut continuer. Il va y avoir une lutte dans et hors du Vietnam, avec la Chine, avec les partis communistes pluralistes.

La Résolution montre la possibilité de passer directement de l'étape d'un pays arriéré, à des mesures socialistes; elle indique aussi la fonction révolutionnaire élevée du Parti, sans laquelle il n'est pas possible de passer d'une étape à l'autre. Cette conclusion va peser d'un poids déterminant, et orienter la formation de l'expérience, des jugements des partis communistes du monde. Toutes nos sections doivent étudier ces résolutions. Elles sont entièrement posadistes. Elles montrent notre fonction dans l'histoire. Les Soviétiques eux-mêmes, n'ont pas posé ces principes. Nous sommes les seuls à les poser, comme le font les Vietnamiens. Certaines parties de leur texte sont prises intégralement des nôtres. Voilà une affirmation et confirmation de notre fonction. Il faut montrer que notre fonction est nécessaire, quand nous nous adressons aux partis communistes. La Résolution des Vietnamiens n'est pas simplement une copie de nos textes, elle montre comment nous influençons ce processus. Nous croyons que d'autres confirmations vont se manifester postérieurement, dans d'autres lieux.

Il faut considérer un autre aspect fondamental et décisif : les Vietnamiens, face aux menaces de l'impérialisme, n'essaient pas de négocier, de reculer, ni de concilier. Ils posent directement qu'il faut affronter l'impérialisme pour développer le socialisme. Cela va contre la ligne du PC Italien et du PC Français (bien que ce dernier soit plus avancé quant au programme anti-capitaliste). Le Vietnam intervient dans la discussion du mouvement communiste mondial. Ce Congrès – croyons-nous – ne se tient pas par hasard en ce moment. Il a pour but d'intervenir dans la discussion du mouvement communiste mondial. Il faut donc le faire connaître. Le fait que le journal "L'UNITA", organe du PC Italien ait publié une synthèse du Projet de Résolution, est très significatif : tout ce qui est publié est contre la ligne du PC Italien. De toute évidence, plusieurs tendances sont d'accord avec ces positions. Autrement, il ne publieraient rien. Cela veut dire qu'en Italie, on ne discute pas seulement les problèmes du pays, mais ceux du monde et que la conception marxiste doit de toute façon se frayer un chemin.

Nous félicitons les camarades vietnamiens pour cette Résolution et y adhérons. Nous devons intervenir, en faisant de nouvelles analyses sur le caractère inévitable de la guerre et sur la guerre préventive : ces problèmes sont déjà en discussion dans le mouvement communiste mondial. Les grands partis communistes, comme le vietnamien, les posent déjà. Le PC vietnamien a un poids immensément plus important dans l'histoire que le Français ou l'Italien. Il ne discute pas le "pluralisme", il pose tous ces problèmes qui sont inclus dans cette Résolution.

La IVe Internationale Posadiste a influencé l'orientation de ce Projet de résolution. Nous sommes la seule organisation mondiale a s'être préoccupée des problèmes théoriques, politiques, pratiques, organisationnels, à avoir généralisé les expériences, donné des idées, des analyses, des conclusions qui alimentent la capacité théorique et politique du mouvement communiste mondial. Même quand ils parlent de la guerre, les Vietnamiens posent implicitement son caractère inévitable : ils ne parlent pas comme les français ou les italiens, qui veulent empêcher la guerre en allant jusqu'à s'associer à l'OTAN. Ils montrent, bien clairement qu'on n'empêche la guerre qu'en luttant pour le socialisme et non en luttant pour la simple démocratie ou en faisant des comités anti-guerre. Ils posent la lutte de classes. Cette conclusion est très importante et exprime un progrès très grand du mouvement communiste mondial.

Il faut faire sentir à tous les dirigeants qui voient avec un certain pessimisme l'évolution du processus du mouvement communiste mondial, que ces conclusions posées par les Vietnamiens ne sont pas du tout occasionnelles; c'est une résolution qui provient de la victoire sur l'impérialisme. La Révolution Vietnamienne, qui est une des plus importantes dans l'histoire après la révolution russe et chinoise, montre aux masses du monde, à partir de l'expérience de sa victoire, que c'est ainsi qu'on triomphe, qu'on s'organise, qu'on construit le socialisme. Cette Résolution comporte un programme de production économique, un programme de politique mondiale anti-impérialiste et un programme pour préparer le Parti à appliquer ces conclusions, à appliquer le marxisme, à s'appuyer sur les expériences mondiales de la lutte de classes. Il s'agit là d'une intervention très sérieuse et profonde dans le mouvement communiste et socialiste mondial. Elle liquide toute perspective pour les tendances conciliatrices, révisionnistes, pour ceux qui défendent le "pluralisme", et abandonnent la dictature du prolétariat et l'internationalisme prolétarien.

Les Vietnamiens démontrent aussi que la dictature du prolétariat est la forme la plus complète de développement du socialisme. Dans aucun point du programme, ils ne proposent de tuer, d'assassiner qui que ce soit; ils disent que la démocratie sert à la finalité de développer le socialisme. Ils disent la même chose que nous. La dictature du prolétariat sert à défendre ce programme. Que peuvent bien rétorquer les partis communistes français et italien, qui sont pour la pluralité, et disent que les partis pourront s'alterner au pouvoir; aujourd'hui un parti ouvrier, demain un parti bourgeois. La révolution vietnamienne, qui a démontré, les armes à la main comment vaincre l'arrièrement historique que représente le capitalisme, leur dit : voilà comment on construit le socialisme.

Le fait que "l'UNITA" doit publier cette Résolution, indique l'existence d'une gauche très importante dans le PCI et vise à contenir ses protestations. Mais cela veut dire que beaucoup de gens, dirigeants inclus, sont d'accord avec de telles positions.

Il y a des parties relativement plus faibles dans la résolution, comme celle où ils disent qu'il est possible d'éviter la guerre. Mais ils disent aussi qu'on ne peut pas l'éviter de n'importe quelle façon, et qu'il faut avancer dans la lutte contre le capitalisme, l'impérialisme et pour le socialisme, pour empêcher la guerre. Ils posent ce problème de façon telle que si, en cours de route, ils voient l'impossibilité d'empêcher la guerre, ils prêts seront par porter le coup final au capitalisme. Ils ne posent pas la conciliation, l'alliance, la pluralité avec le capitalisme, comme une condition; au contraire, ils disent qu'on peut empêcher la guerre en luttant contre l'impérialisme, le capitalisme, et pour le socialisme. On ne l'empêche pas au travers d'un mouvement démocratique pour la paix, mais bien dans la lutte pour le socialisme.

DE LA REGENERESCENCE PARTIELLE A LA REGENERESCENCE TOTALE

Nous avons eu la capacité de prévoir que ce processus allait se dérouler de cette manière, quand nous disions que les Vietnamiens avaient réalisé une regénérescence complète sur le plan militaire, dans la guerre contre l'impérialisme et que cela signifiait l'existence d'un Parti capable et la préparation pour se regénérer complètement sous tous les autres aspects. Notre caractérisation indique une application de la méthode marxiste. On ne peut le faire on ne vit pas intégralement préoccupé, centralisé sur tous ces problèmes et si on ne base pas notre fonctionnement, notre organisation, si on n'unifie pas totalement tout notre mouvement dans la compréhension que ce sont sont là les problèmes déterminants et décisifs. Nous n'aurions eu aucune capacité de prévision, sans notre préoccupation pour vivre tout ce processus.

Aucun mouvement, aucun parti communiste n'a prévu ce processus. Si les Soviétiques l'avaient prévu, ils l'auraient déjà dit. Mais aucun d'eux ne se base sur les conclusions du processus de l'histoire, pourtant irremplaçables : le mûrissement du monde est tel qu'il est déjà possible de parvenir à la regénérescence totale, à une certaine échelle. Et cette échelle grandit de plus en plus. L'impérialisme va y répondre par la guerre. Il ne peut laisser le processus atteindre la regénérescence totale.

Il faut mesurer toute l'importance, de la préoccupation pour la vie théorique. Tout ce que nous faisons est déterminé par cette nécessité. Il existe une unité complète dans toute notre vie; il n'y a pas de différenciation, de contradiction, de discordance entre n'importe laquelle des tâches que nous faisons et cet objectif. Nous y consacrons toute notre morale, notre dignité, notre soin de la vie. C'est ainsi que les idées peuvent venir. En vivant autrement, on a des idées superficielles, on se laisse paralyser par n'importe quel évènement. On se laisse conduire dans une voie individualiste, superficielle.

Nous devons nous préparer à intervenir dans un processus supérieur à l'actuel. Il ne s'agit plus d'intervenir dans une grève, dans un petit mouvement. Il faut le faire dans des processus comme celui du Vietnam. Notre intervention au Vietnam a permis un progrès de l'histoire supérieur à celui que produiraient des dizaines de grèves, parce que nous intervenons dans l'avant-garde qui décide de l'histoire de l'humanité. Il faut se préparer, et avoir la tête bien propre, les sentiments, la conscience ouverts pour développer cette tâche et faire des expériences plus élevées.

Ces évènements du Vietnam sont l'expression d'un processus qui va aller en s'approfondissant. Il ne peut être le même partout, en Chine, à Cuba ou en Union Soviétique. Le Vietnam a des antécédents. Et ce Projet de Résolution confirme l'existence d'un processus de regénérescence partielle, en marche vers la regénérescence totale. Si on élabore une telle Résolution, c'est parce que les forces qui l'ont fait surgir sont infiniment supérieures à ce que dit la Résolution elle-même. Celle-ci contient encore des accords, des arrangements qui la contiennent et la limitent, alors que les forces qui l'ont engendrée sont immenses. Ces forces sont celles du peuple vietnamien qui, face à la menace de destruction totale du Vietnam, face à l'impérialisme qui a été deux fois sur le point de lancer la bombe atomique, a continué de se battre. Il démontrait que le communisme est une nécessité de l'histoire. Tout cela est très beau et va produire des effets profonds dans le monde entier, sur les mouvements nationalistes, sur les partis communistes, en particulier en Italie. Le PC Italien a publié le Projet de Résolution comme une réponse à la lutte intérieure et à une nécessité qui devient inéluctable. Le Vietnam est une des conquêtes les plus grandes, et les plus complètes de l'humanité : un peuple, sans rien, apprend à lutter et forme des combattants avec des enfants de deux ans. C'est cela "l'enfance", aujourd'hui.

Cette Résolution est très importante. Elle indique le progrès du processus de régénérescence partielle et l'ouverture d'une autre étape historique pour notre intervention, pour notre renforcement dans le mouvement communiste mondial, dans le Parti Communiste Italien entre autres. Cette Résolution du PC Vietnamien est la confirmation publique de notre propre fonction au Vietnam, on est en train de discuter ferme des positions du trotskysme, du posadisme ! Il est évident également, que les camarades vietnamiens lisent Trotsky. Trotsky, qui a été assassiné par les directions communistes, est en train de prendre le café avec les communistes vietnamiens ... Il n'est pas présent en personne, certes; mais ses livres sont tous là. D'autre part, Trotsky n'a pu faire de prévisions pour l'étape présente. La IVe Internationale posadiste l'a fait. C'est pourquoi les Viet-

Suite page 4

EXTRAITS DE LA THESE POUR LE CONGRES DU PARTI DES TRAVAILLEURS DU VIETNAM

Reproduit du journal "UNITA", organe du Parti Communiste Italien du 17/11/1976

VIETNAM : NORMES POUR LES ANNEES DE LA CONSTRUCTION SOCIALISTE

Le Parti des Travailleurs du Vietnam a publié le "projet de Rapport" pour le 4ème Congrès qui se réalisera en décembre prochain. Le 3ème Congrès, réalisé en 1960, avait signalé deux tâches fondamentales : "l'indépendance complète et la réunification du pays au travers de la révolution nationale et démocratique dans le Sud" et le "commencement de la construction du socialisme dans le Nord". Malgré les difficultés les deux objectifs ont été atteints.

La Thèse afirme "en 1975, 95,5 % de la valeur de la production industrielle, 97,1 % de la valeur de la production agricole proviennent de l'économie socialiste". Une fois disparue la vieille classe exploiteuse, la société du Nord s'est transformée en une société de travailleurs patrons du pays. Le capital fixe investi dans la production a augmenté de 5,1 fois entre 1960 et 1975. Le rendement du riz par Ha et par récolte est passé de 19 quintaux en moyenne entre 1955-60 à casi 22 entre 1971-75. Plus de 400.000 cadres scientifiques et techniques ont été formés, le nombre de médecins a augmenté de 13,4 fois, le nombre de lits d'hopitaux a plus que doublé.

La Thèse, loin de prendre un ton triomphal, indique : "les lacunes et difficultés ne dérivent pas seulement des difficultés objectives mais aussi des défauts de direction et de gestion du Parti et de l'Etat".

La Thèse analyse les trois caractéristiques de la révolution socialiste au Vietnam :

1) le fait de passer de la petite production à la grande production socialiste en sautant la phase du développement capitaliste";

2) le fait que ce processus se développe dans la paix et l'unité du pays, dans l'élan révolutionnaire d'une nation qui a obtenu une grandiose victoire; d'autre part, il faut encore surmonter les conséquences de 30 années de guerre et les vices sociaux laissés par le néo-colonialisme dans le Sud

3) le fait que les conditions sont favorables au processus révolutionnaire.

De ces conditions dérive le caractère spécifique et créateur de la révolution vietnamiennne. En premier lieu, on doit organiser et renforcer constamment le système de la dictature du prolétariat qui doit se baser sur la juste relation entre Parti, Etat et masses, pour valoriser au maximum l'esprit créateur du peuple.

Il est nécessaire d'étendre les droits des citoyens qui soivent agir avec l'esprit de patron collectif de la société. Le document analyse largement et synthétise les idées de souveraineté populaire, de propriété collective socialiste et de responsabilité envers la société.

Le patron collectif sera l'homme nouveau socialiste, qui naîtra sur la base de la transformation des relations sociales et d'un travail minutieux d'éducation basé sur la critique et l'autocritique. La construction de la société vietnamienne se réalisera au travers des "trois révolutions dans les rapports de production, dans l'idéologie et sur le plan culturel, idéologique et technico-scientifique.

LA STRUCTURE

La future structure économique, basée sur la propriété socialiste sous la forme de propriété de tout le peuple et des coopératives, devra réaliser l'équilibre entre l'industrie et l'agriculture, entre le centre et les régions, coordonner la production et la défense nationale et étendre les relations avec tous les pays, en particulier les pays socialistes.

La thèse fixe à 20 ans, le temps nécessaire pour mener à terme, pour l'essentiel, le phase de transition vers la grande production socialiste".

Le document souligne la nécessité d'utiliser le mécanisme des prix et de lier, de façon juste, et rationnelle, l'accumulation et la consommation. Pour le prochain plan quinquennal, priorité sera donnée à l'agriculture, sa modernisation au travers de l'organisation hydraulique et d'un début de mécanisation, doit être l'élément déterminant de l'économie. Il est urgent de résoudre le problème de l'alimentation, de fournir des matières premières à l'industrie légère et des produits pour l'exportation. L'industrie assurera un rôle principal, s lement dans l'avenir. Pour le moment, elle doit se limiter à la construction de ses premières bases et la priorité doit être accordée aux secteurs directement liés à l'agriculture. Un développement plus important sera donné à l'industrie légère.

La clé de tout cela consiste dans une répartition rationnelle de la main d'oeuvre. Il faut, dans l'immédiat, augmenter rapidement la productivité de l'agriculture, pour transférer une bonne partie des travailleurs vers d'autres secteurs productifs. Dans le Sud, on devra avancer rapidement vers la transformation socialiste et le développement économique. Les biens des grands propriétaires "compradores", spéculateurs et des bourgeois enfuis à l'étranger seront immédiatement expropriés et nationalisés. Les capitalistes nationaux pourront continuer à jouir de la propriété de leur entreprise, sous forme de société mixte ou en pleine indépendance, surtout dans le cas de petites entreprises nécessaires au plan de l'Etat et du peuple, et sous la direction de l'Etat socialiste et dans le cadre de la planification.

L'ECONOMIE COLLECTIVE

Il faudra affirmer dans l'agriculture, la priorité de l'économie collective, et rompre la dépendance des paysans vis-à-vis des spéculateurs et en les liant à l'Etat. On arrivera par étapes à la constitution de coopératives, au travers du renforcement des organisations de masses des paysans, la constitution de brigades d'échange et de coopération. Parallèlement, l'Etat donnera impulsion à la réalisation de grands travaux hydrauliques, d'irrigation des sols et de grandes fermes d'Etat. La même politique sera suivie pour la pêche et l'artisanat. Le commerce de gros passera au secteur public, tandis que l'Etat renforcera son contrôle sur ceux qui continuent à exercer le commerce de détail.

En ce qui concerne le problème de l'Etat, la Thèse affirme la nécessité d'une plus grande efficacité surtout du point de vue de l'organisation et de la gestion économique. Il faudra mieux diriger du centre, et en même temps étandre les responsabilités et les pouvoirs aux unités de base. En ce qui concerne le Sud, à ce propos, il s'agit de liquider tout ce qu'il y a de réactionnaire et de négatif dans la vieille gestion et organisation et de conserver ce qu'elle pouvait avoir de positif et rationnel. Le rôle des assemblées populaires pour exercer un contrôle sévère sur les activités des organismes d'Etat, sera accru également.

Sur la situation internationale, le document affirme que, après la formation du système socialiste mondial, les luttes des peuples d'Asie, d'Afrique et Amérique Latine pour leur indépendance nationale, est le second grand évènement de notre époque et que la caractéristique du mouvement d'indépendance nationale actuel, est sa tendance à se lier au socialisme. Le mouvement ouvrier des pays capitalistes se développe à une échelle de plus en plus élevée, avec une grande qualité organisative, un riche contenu et des formes variées de lutte. Malgré les efforts de l'impérialisme pour récupérer les positions perdues, l'expérience confirme qu'il existe chaque fois plus, la possibilité réelle d'empêcher la guerre mondiale et d'instaurer une paix durable entre les nations. Pour obtenir ce résultat, les mouvements démocratiques contre la guerre ne sont pas suffisants. Il est essentiel qu' ils soient accompagnés du développement de mouvements de lutte révolutionnaire anti-impérialiste. L'objectif de la paix doit s'unir à ceux de l'indépendance nationale, de la démocratie et du socialisme.

Dans les pays capitalistes en particulier, la démocratie est un mot d'ordre de la lutte révolutionnaire, qui fait reculer le capitalisme monopoliste d'Etat, et permet de conquérir progressivement des victoires, créant ainsi les conditions et les prémisses de la victoire du socialisme.

De nouvelles victoires des trois courants révolutionnaires sont possibles à condition d'appliquer une stratégie offensive, avec prudence, et de développer le front du peuple, un large front dont le noyau sont les pays socialistes, et le mouvement ouvrier et communiste international.

Pour cela, il faut rétablir l'unité du système socialiste, du mouvement ouvrier et communiste international sur la base du marxisme léninisme et de l'internationalisme prolétarien : c'est là une question de première importance.

En ce qui concerne le Parti, la thèse affirme la nécessité d'élever le niveau militant pour l'adapter au rôle d'un parti au pouvoir et elle rappelle que le Parti n'est fort que s'il est lié au mouvement de masses.

Le travail de recrutement doit être rigoureux et s'adresser en premier lieu à la classe ouvrière et aux ouvriers agricoles. Mais il faut aussi éliminer des rangs du Parti, les éléments rétrogrades, qui ne répondent plus au critère requis, et veiller à empêcher l'entrée au Parti d'éléments moralement douteux et opportunistes. Il faut former rapidement un grand nombre de cadres jeunes, renforcer les organisations provinciales et les appeler, non seulement à appliquer la politique, mais aussi à collaborer avec le centre pour son élaboration".

(Massimo Loche)

VIETNAM... Suite de la page 3

namiens combinent les positions de Trotsky avec les nôtres. Ils prennent aussi des positions qui vont contre celles que posait l'Union Soviétique, quand ils disent que, pour empêcher la guerre le problème est de voir comment on prend le pouvoir. Ils posent la conception de la révolution permanente, qui fut abandonnée pendant des années par le mouvement communiste mondial. Cela veut dire qu'en Union Soviétique également, des courants progressent dans cette ligne. On rediscute de Trotsky, c'est à dire de la stratégie de Trotsky. On en discute aussi en Pologne, en Hongrie, en R.D.A. C'est dans l'Etat ouvrier allemand que des dirigeants comme Hoffman posent la conclusion de l'inévitabilité de la guerre atomique, dans les mêmes termes que notre propre organisation. Ils n'avaient jamais dit cela auparavant. Pour le moment, Hoffman a été écarté des centres de direction, mais il n'a pas été éliminé; il semble être le représentant d'une tendance favorable à la guerre préventive, qu'on essaie de contenir, et non de liquider.

Il faut voir également l'influence que le processus du Vietnam va avoir sur le Laos et le Cambodge. Les Cambodgiens ont publié une résolution, aussi bonne que celle des Vietnamiens. Il faut suivre avec une grande attention aussi le processus en Thailande. C'est une dictature qui rencontre d'énormes difficultés internes. Un secteur se rend compte qu'ils sont dans une impasse et que ce sera encore pire s'ils se livrent à l'impérialisme. Il y a une très grande lutte intérieure.

Cette discussion du Parti Communiste du Vietnam est bien l'expression d'un processus qui va s'approfondir de plus en plus. C'est une bonne résolution, elle est un motif d'allégresse, de satisfaction communiste, mais elle provoque surtout la joie de se sentir des dirigeants de l'histoire. Elle confirme que ce processus est un processus de regénérescence partielle, en marche vers la regénérescence totale.

J. POSADAS
16.11.76

EDITORIAL

Programme d'étatisations... Suite

de prendre en mains la direction de la société. On pourra décréter toutes les commissions de contrôle bancaire, comités de surveillance des entreprises qu'on voudra, mais si on n'exproprie pas les grands patrons capitalistes, tout va continuer comme maintenant : par exemple, plusieurs entreprises ont été récemment abandonnées par les capitalistes américains qui sont allé chercher ailleurs comment faire fructifier tous les bénéfices qu'ils ont gagné sur le dos des travailleurs belges. Mais d'autres capitalistes se présentent pour racheter ces entreprises, et ils reçoivent la bénédiction du gouvernement, les subsides énormes de l'Etat et l'assentiment des directions syndicales ! Le mouvement ouvrier se trouve acculé à se réjouir quand un nouveau patron vient s'installer, dans la mesure où tous les emplois ne sont pas perdus. Même si les organismes d'Etat qui accordent de tels subsides sont placés sous la direction d'institutions régionalisées, ils ne changeront pas la nature du régime capitaliste. Et même si les dirigeants socialistes retournent dans un gouvernement avec les capitalistes, ils ne pourront rien faire non plus pour imposer la défense des intérêts de la classe ouvrière.

Dans un article publié par le journal "Le Soir", A. Cools rappelle bien que "la lutte est une lutte de classes", et montre aussi que dans le Parti Socialiste il y a une discussion et des conflits importants sur la participation éventuelle à un gouvernement capitaliste. La "droite participationniste" n'a pas plein pouvoir : les masses socialistes ont voté et luttent tous les jours pour des changements profonds dans ce pays, et pas pour porter des dirigeants vers de nouveaux postes de ministres! Et si la lutte est bien une lutte de classes, il faut discuter pour lui donner un programme anti-capitaliste! Des mesures de contrôle et de surveillance des capitalistes ne suffisent pas, il est nécessaire de proposer une politique d'expropriations des principales entreprises et des banques, de nationalisation de l'énergie et du commerce extérieur.

Sur cette base, le contrôle ouvrier devient possible et se montrera efficace. Il faut discuter un Programme Commun comme en France. C'est ce qui manque beaucoup dans toutes les tendances du mouvement ouvrier. Le dernier congrès de la FGTB wallonne, l'assemblée du MOC, et même le Comité Central du Parti Communiste, ne posent pas la lutte de classes avec ses conséquences : la classe ouvrière doit toujours se battre à la défensive, secteur par secteur, usine par usine. Il n'y a pas de plan de lutte anti-capitaliste pour tout le pays, et pas de programme pour exproprier les secteurs clé de la production, les banques et se préparer à prendre en mains la direction de l'économie. Ce n'est pas le pays qui est en crise, ce sont les capitalistes!

La classe ouvrière est disposée à lutter, mais pas pour n'importe quoi. Les délégués présents au congrès de l'Interrégionale wallonne de la FGTB ont assez manifesté leur volonté de combat, d'action anti-capitaliste. L'éclatement de la crise dans le Rassemblement Wallon exprimait, lui aussi, une radicalisation dans la petite-bourgeoisie, dans le mouvement démocrate-chrétien; dans les usines en Flandres et en Wallonie, les ouvriers ont fait grèves sur grèves pour défendre les conquêtes, pour défendre l'emploi. Les chômeurs ont cherché à s'organiser et participer aux mobilisations. L'organisation de comités de chômeurs, un peu partout, est importante; et cela montre que les chômeurs ne peuvent plus, comme avant, être utilisés par les capitalistes contre le reste de la classe ouvrière, mais au contraire, qu'ils participent à la lutte. Le Front Commun Syndical ne fait que claquer les portes ou émettre des protestations verbales contre le plan anti-populaire du gouvernement, mais il ne mobilise pas la classe ouvrière pour l'action directe, pour une grève générale, et il ne propose pas de programme pour faire face à la crise. C'est cette campagne qu'il est nécessaire de développer partout, en Flandres comme en Wallonie, pour organiser un front unique à la base, dans toutes les entreprises, entre les régions du pays. Le front unique des travailleurs wallons et flamands est une des principales forces de la classe ouvrière! Il ne faut pas accepter de la diviser, de le 'régionaliser'! Le gouvernement Tindemans, exécuteur du plan du capitalisme s'attaque aux droits de tous les travailleurs dans leur ensemble; il faut lui opposer un front uni pour préparer une offensive de la classe ouvrière, pour ne pas faire les frais de la crise capitaliste.

L'AIGUISEMENT DE LA CRISE DU CAPITALISME EN ITALIE ET L'ISSUE DU GOUVERNEMENT DE GAUCHE

22.12.1976 (PAGES CENTRALES) **J.POSADAS**

EN SUPPLEMENT DE "LUTTE OUVRIERE" nº279

J.POSADAS

Le Mouvement révolutionnaire du Tchad , le Polisario et la fonction de l'Union Soviétique (10.12.76)

La regénérescence partielle et la fonction sociale historique de petits mouvements révolutionnaires (8.12.76)

*

EN PAGES CENTRALES

La femme dans le cours actuel de la lutte de classes (J.POSADAS, 20.4.76)

La libération de Carrillo,et la lutte pour le pouvoir en Espagne (extrait de LUTTE COMMUNISTE,organe de la section française de la IVe Internationale - Posadiste)

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous!

LUTTE OUVRIERE

ORGANE DU PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE TROTSKISTE
Section Belge de la IVe INTERNATIONALE POSADISTE

7 Frs | 15ème ANNEE | N° 279 | 27 Janvier 1977

Périodique bi-mensuel — Envoyer toute correspondance à LUTTE OUVRIERE — BP 273 — 6000 CHARLEROI I
Abonnement de 12 numéros : 80 F. — Abonnement annuel : 150 F. — Abonnement de soutien : 500 F.
A verser au CCP 000-09762.34-26 de C Pôlet — Editeur Responsable : C. Pôlet — 51a, rue Garibaldi — 1060 Bruxelles.

Le congrès du M.O.C. et la nécessité d'une politique d'étatisations pour la gauche

EDITORIAL

Le Congrès du MOC a marqué un progrès dans la radicalisation du mouvement chrétien vers des positions anticapitalistes. En effet, toutes les déclarations conclusions de ce Congrès rendent responsable, le gouvernement Tindemans, de son incapacité à résoudre la crise, et de faire payer par la majorité de la population travailleuse.

Cela est bien clair dans toutes les déclarations des dirigeants qui parlent à la tribune du Congrès, mais ce qui est moins clair est : Quelle alternative donner à cette crise ? Comment réaliser dans la pratique un rassemblement des progressistes indispensable ? D'Hondt au nom de la CSC propose de réaliser des actions en Front Commun avec la FGTB pour réduire la durée hebdomadaire du travail à 36 heures, il soutient également des actions "d'auto production" réalisées par les travailleurs pour défendre leur usine contre les fermetures. Le MOC constate également que la crise actuelle est structurelle et que les instruments habituels de la politique économique ne peuvent plus servir, il faut développer des formes d'initiatives publiques.

Mais personne n'a posé qui va faire cette politique d'initiative publique, qui va prendre en mains ces transformations globales indispensables, qui va parer à l'incapacité du gouvernement de résoudre la crise ? Qui va prendre en mains la création d'une société publique d'achat d'énergie primaire comme le propose le MOC ?

Les travailleurs ont déjà constaté dans la pratique que les discussions en hauts lieux, les Sociétés de développement régional, les régions "dotées de pouvoir réel", etc. n'ont rien changé, ni résolu. Le Chomage continue d'augmenter, les usines continuent de fermer, et même la participation de l'Etat dans certaines entreprises en difficulté n'arrangent rien du tout aux problèmes. Dans la Sidérurgie, la situation est particulièrement critique, et 4000 licenciements sont prévus. A côté de cela, dans certaines usines on continue de faire des heures supplémentaires.

La classe ouvrière démontre chaque jour qu'elle ne veut pas faire les frais de la crise. Elle se mobilise sans arrêt contre le chomage et les licenciements, elle occupe les usines comme à Henricot et maintenant à la FN de Herstal, elle manifeste dans les rues, et se heurte à la passivité, des directions syndicales.

Le Congrès du MOC reflète en fait, très partiellement, la résistance, le refus de tous les travailleurs chrétiens et de tous les travailleurs de payer la crise. Il reflète du processus très profond de discussions de nécessité de répondre à cette crise avec une perspective anticapitaliste, avec des actions efficaces, nationales et non usine par usine, région par région, avec un large front de la gauche, socialistes, communistes, chrétiens, à partir des usines.

Il ne suffit pas de faire des pressions sur la gouvernement, ni même de vouloir établir un contrôle public sur les investissements. Il est nécessaire d'attaquer le pouvoir capitaliste, d'attaquer la propriété privée. Un contrôle public ne changerait pas grand chose, si la classe ouvrière à la base, dans les usines ne peut pas intervenir et décider, discuter et organiser elle même directement la production. Toutes les expériences de mise en fonctionnement et de ventes par les travailleurs eux-mêmes, ont déjà montrés que les patrons, les capitalistes sont inutiles, que les travailleurs peuvent très biens organiser eux-mêmes et même beaucoup mieux la production et la vente directe à la population.

Il faut attaquer le système capitaliste et proposer une alternative. Si le gouvernement Tindemans est incapable de résoudre la crise, un gouvernement de gauche peut la résoudre. PC, PSB et chrétiens de gauche proposant un programme contre le capitalisme comme le programme commun en France peut résoudre tous les problèmes du pays, parcequ'il se préoccupe avant tout de la population, de la classe ouvrière. Il faut rompre avec la politique du gouvernement et proposer la nationalisation de toutes les usines en crise, de l'énergie, la nationalisation des banques, la lutte contre les heures supplémentaires, pour l'augmentation des salaires, pour une échelle mobiel des salaires, et faire un plan d'action dans les usines dans les quartiers pour mettre cela en application.

Sans le Parti Socialiste, il sera impossible de réaliser un tel programme. Pour cela, il faut faire un appel à la gauche socialiste à discuter la seule alternative à la crise est le front à la gauche et un programme anticapitaliste.

Mêmes Berlinguer en Italie, parle de la nécessité de transformations révolutionnaires de la société. Il ne met plus en avant la politique de "compromis historique" avec la démocratie chrétienne que le PCI a défendu jusque maintenant.

Cela est le résultat de la rébellion, de l'avant garde communiste, des masses communistes en Italie, qui se mobilisent en permanence contre la crise, qui

Suite page 4

AVEC L'OTAN, LE CAPITALISME SE PREPARE A LA GUERRE ET NON AU PLURALISME

Le général de l'armée belge qui a parlé à la TV la semaine passée, exprimait, brutalement,ce que toute la bourgeoisie pense et est en train de faire : que le capitalisme européen et mondial, sous la direction des Yankees, se prépare à la guerre contre l'Union Soviétique, contre les Etats ouvriers et contre les forces révolutionnaires et les mouvements de gauche partout où ils ont la possibilité et la perspective de prendre le pouvoir. L'OTAN déclare que l'Union Soviétique possède des armes tactiques et conventionnelles plus puissantes et rapides que celles des armées de l'Europe capitaliste, et qu'en 48 heures, elle aura occupé toute l'Europe jusqu'à l'Océan Atlantique.

C'est une déclaration destinée à augmenter encore les dépenses de guerre des gouvernements capitalistes en Europe et pour resserrer toutes les bourgeoisies autour de cet objectif de préparation à la guerre. Il montre crûment qu'il n'y a pas de place pour le "pluralisme" entre la bourgeoisie et la classe ouvrière, les masses, et que la bourgeoisie ne cédera pas son pouvoir, même si elle se retrouve en minorité sur le plan électoral.

Aucun pays d'Europe encore capitaliste ne peut se développer, sur le plan économique et social, sous le régime de la propriété privée. Les grands patrons de la sidérurgie, de la métallurgie, de l'industrie chimique, énergétique, qui sont ceux qui décident, loin de se préparer à partager leur puissance et leurs bénéfices avec les travailleurs, font, au contraire, de nouveaux plans pour augmenter les licenciements, les rationalisations sur le dos des masses et en obtenant des subsides énormes des gouvernements, belge, française ou allemand, pour financer les risques de ces restructurations. Ce sont eux aussi qui cherchent à se coordonner, au niveau européen, pour s'assurer un pouvoir politique plus important. C'est à cela que va servir l'augmentation des attributions du Parlement Européen, même si il se fait couvrir d'une image démocratique en élisant ses députés au soi-disant suffrage universel de l'Europe. Toutes ces manoeuvres ont pour but d'élever le pouvoir des grands trusts européens, aux dépens de la population, des ouvriers, des paysans, de la petite-bourgeoisie à qui les capitalistes font payer tous les frais de leur crise. Ils doivent affronter la concurrence à plusieurs niveaux: inter-capitaliste, et aussi la concurrence économique et sociale que leur font les Etats ouvriers, et la concurrence que signifient les luttes de plus en plus importantes et profondes de la classe ouvrière et des masses en Europe c'est face à tout cela que le capitalisme se prépare à la guerre.

Le "pluralisme", pour lui, decrait signifier qu'il va céder la place a des fronts de la gauche, aux partis communistes, aux

Suite page 4

L'AIGUISEMENT DE LA CRISE DU CAPITALISME ET L'ISSUE DU GOUVERNEMENT DE GAUCHE

La crise en Italie ne fait que s'aiguiser. Les types de la haute finance prévolent déjà une nouvelle baisse de la lire. Personne ne se trompe sur les mesures qu'aurait pris le gouvernement Andreotti pour contenir la dévaluation. Il n'existe en fait aucune mesure pour défendre la lire; on ne peut la défendre au moyen des injections que sont les prêts, le soutien monétaire. Tout le reste peut porter des modifications vers le haut ou vers le bas, mais ne peut pas conduire le niveau de la monnaie. Ou même, si l'une ou l'autre mesure conduit la monnaie pendant une certaine période, sans que, pour autant la production se stabilise, la productivité s'élève, la capacité concurrentielle augmente, la lire va baisser à nouveau.

Ce n'est pas le niveau de production, mais son coût et la concurrence mondiale, qui sont fondamentaux. Le capitalisme cherche à diminuer le coût de production en diminuant les salaires, et non en diminuant ses bénéfices. Il faut donc attaquer le fait que le crise de l'Italie est le résultat de l'existence du système capitaliste.

Ce qu'il faut donc supprimer, ce n'est pas la vie des ouvriers, mais le capitalisme : c'est lui qui provoque la baisse du niveau de vie des ouvriers, l'état arriéré de ce pays. Il y a déjà une base très forte dans les Partis Communiste et Socialiste qui pose cette conclusion et dit : c'est le capitalisme qui est responsable, c'est lui qu'il faut supprimer.

La prochaine réunion des syndicats doit discuter cela, comme un centre vital. L'Italie est-elle en crise ? quelle Italie ? Non, ce n'est pas l'Italie, mais le capitalisme, qui est en crise ! Il n'y a pas de travail, pas d'emploi, il y a l'inflation, la fausse du coût de la vie, une baisse du niveau de vie. Comment résoudre cela ?

Si on diminue le pouvoir d'achat des masses, on diminue également le commerce, le production; mais on maintient les profits capitalistes et rien d'autre. En gardant l'échelle mobile des salaires, en augmentant ceux-ci, on ne met pas l'Italie en crise, au contraire : la population a le moyen de faire des achats, de vivre; mais on augmente les disturbations dans le système capitaliste. Alors, que faire ? ou bien on résout les causes de ces disturbations, ou bien on empêche les masses de vivre. On peut résoudre les causes : pour cela, il faut exproprier les capitalistes. Montecatini, Montedison demandent 300 milliards de lires au gouvernement, ils disent que c'est pour créer des emplois. Mensogé cet argent va servir pour eux seuls. Voilà un problème concret à discuter.

Il y a une crise entre les différents ministres du gouvernement Andreotti, parce que chacun d'eux représente des secteurs différents. Ils n'ont pas de divergences d'idées sur la base d'un objectif commun qui serait l'élévation du niveau de vie des masses : ils ont des idées différentes, parce qu'ils représentent les intérêts de différents secteurs de la grande industrie et de la haute finance.

La manière dont discute le Parti Communiste et les syndicats, ne permet pas aux gens de comprendre. Ils mettent les gens dans l'erreur et font croire que la crise de l'Italie est une fatalité, de Dieu, du ciel ou de la terre. Ils disent – comme le fait Lama – : "l'Italie est en crise. Il faut l'empêcher .." Lama parle purement et simplement comme un représentant du patron. La situation en France est la même qu'en Italie, mais en France les syndicats disent : "les gens ne doivent pas payer la crise du capitalisme; que celui-ci la paie lui-même". Mais en Italie, ils disent : "les gens ne comprennent pas la profondeur de la crise..."

Des dirigeants comme Lama et Amendola, ne tiennent pas compte de la situation des ouvriers; par contre ils se préoccupent beaucoup de celle des capitalistes : "ils doivent concurrencer les yankees ... ils doivent concurrencer les capitalistes français ...".

Il faut poser clairement que c'est impossible de ranimer l'économie italienne, dans le cadre du système capitaliste. Ils font des simulacres, comme la Montedison qui réclame 300 milliards de lires au gouvernement. 20 milliards au moins vont servir à payer des pots-de-vins, des dividendes, à faire des cadeaux, à entretenir leur base – comme ils disent. Avec tout cet argent, on a assez pour racheter la Montedison et pour ouvrir la voie au développement de l'économie. Mais dans le système capitaliste, il n'y a pas de progrès possible. Les communistes n'ont pas dit une seule fois : "il faut étatiser. Le capitalisme est au bout du rouleau en Italie". Cependant, les communistes français – malgré qu'ils ont parmi eux des gens comme Ellenstein, qui est un représentant de la bureaucratie, de la conciliation avec le système capitaliste – défendent le Programme Commun, c'est à dire un programme d'expropriation du capitalisme. La lutte va s'approfondir en Italie, dans cette même voie, dans la ligne du programme et de mesures anti-capitalistes.

Ce nouveau Parti Démocrate-Chrétien, qui cherche actuellement à s'organiser, le fera sur la base de mesures anti-capitalistes. Ce ne sera pas un nouveau parti capitaliste, mais bien un parti du gauche, même s'il reste encore confus.

Il faut considérer cette crise dans le cadre de l'étape finale du capitalisme dans son ensemble. L'impérialisme yankee n'a plus de bases pour soutenir la structure unifiée du système capitaliste. Il court le risque que l'un ou l'autre pays lui crée des difficultés, en se plaçant sur des positions de neutralité Les yankees en ont une peur panique. L'Union Soviétique cherche à pousser des pays vers cette conclusion, même sans se faire des illusions sur la neutralité. Mais si certains petits pays d'Europe se déclaren neutres, cela signifie un coup terrible pour le système capitaliste. Il ne s'agit pas d'une neutralité entre un Hitler et l'Angleterre ou les Etats-Unis, qui faisaient tous partie du système capitaliste, mais d'une neutralité entre l'Etat ouvrier et le système capitaliste. Chez des gens comme Olaf Palme, par exemple, il y a déjà certains éléments de cette neutralité.

Il n'y a pas d'issue pour le régime capitaliste en Italie. Les dernières statistiques sur la production industrielle indique que la production a augmenté de 57 % tandis que la main d'oeuvre a diminué de 12 % : voilà la crise ! Le capitalisme n'a pas d'autre manière de la résoudre. Il ne peut la résoudre et maintenir en même temps, le même niveau d'emploi qu'avant. La crise signifie, pour lui, un nettoyage du régime de production, Par contre le travail à domicile, c'est du travail en série. Les camarades du PCI, comme Amendola ou Peggio, ne discutent pas scientifiquement ces problèmes. de la technification, de la productivité; les plus faibles, les moins concurrentiels disparaissent. Par exemple, des usines de chaussures qui amployaient dans leur ensemble 500.000 ouvriers, peuvent faire la même chose maintenant, avec 350.000. C'est une conséquence inévitable de toute cette crise du capitalisme. Comment va-t-il ce trouver du travail pour tous ces gens? il ne peut pas le faire. L'Etat ouvrier, par contre, peut le faire. Un Etat révolutionnaire – qui serait un intermédiaire entre état capitaliste et état ouvrier – peut le faire également.

L'exemple de l'industrie textile en Italie est significatif : la production a augmenté de près de 30 %, avec une diminution de 20 % de la main d'oeuvre. Le travail à domicile est quelque-chose d'arriéré, il faut contraliser la production, mais on ne peut pour autant condamner au chômage les gens qui vivaient de ce travail. Il faut trouver une solution pour eux. Ce régime de production domestique est très coûteux et sert un marché très pauvre. Si on veut développer le marché, il faut éliminer cette forme de production. Le travail à domicile, ce n'est pas de l'artisanat. C'est du travail de grande industrie, fait à la main. L'artisanat a une autre fonction. Il fabrique des produits que la grande industrie ne peut faire parce qu'elle produit en série.

Il n'est pas possible d'améliorer le Marché Commun Européen

La nouvelle division des fascistes en Italie, confirme notre analyse (un secteur du MSI a rompu avec ce parti pour former la "Droite démocratique"). Quand le camarade Amendola voyant déjà le spectre du fascisme, nous disions que le fascisme n'avait aucune force, que ce n'est pas l'époque du fascisme. Cette nouvelle division le montre. En pleine crise du système montrer sa robustesse et son assu au lieu de dela, les fascistes se divi tion du système capitaliste, sous le tion et de la lutte des masses.

Amendola défend une perspect le capitalisme, ou profiter de sa cri vers le socialisme. Mais camarade; capitalisme est assassin et criminel scene sabs recourir à tous les moy encore plus. Mais il est déjà au plu ce qu'il fait : il fait des assassinats met des crimes à Seveso. Il n'y a a la Rhodésie. Les faits ne sont pas l tème capitaliste qui provoque l'un

Le capitalisme est criminel quand il fait la politique actuelle du Marché Commun : ils veulent éliminer une immense quantité de vaches en Italie et détruire les vignobles en France, liquider des secteurs agricoles et des paysans, en les accusant d'être responsables des prix agricoles élevés. Ils augmentent la productivité, mais n'élèvent le capacité de consommation, ni en absorbée en Afrique, en asie, en Amérique Latine ou en Europe même.

Mais ils éliminent un secteur de la production agraire, et des producteurs et développent une concentration de grands produc-

La femme dans le cours actuel

20.4.76

La rébellion des femmes n'est pas motivée par le fait qu'elles défendent le droit à l'avortement ou leurs problèmes individuels. Ceux-ci sont, pour elles, une occasion de manifester leur opposition à l'esclavage dans lequel les hommes les maintiennent dans le mouvement politique, syndical ou culturel.

Dans leurs manifestations, elles devraient dire : "nous avons le droit de décider aussi bien que les hommes. Le problème de l'avortement a été créé par les relations du régime de propriété privée. Les femmes doivent décider, mais les hommes aussi. Quand il s'agit d'un cas particulier, c'est à la femme de décider. Mais quand c'est un problème du couple, l'homme aussi doit décider, tout comme il doit participer à tous les inconvénients de l'avortement.

Mais il faut aussi, pour pouvoir établir une unité des sentiments, de la conscience, de l'intelligence, pour résoudre les problèmes de façon unitaire, en fonction de l'intérêt commun de l'humanité, – une vie politique, syndicale, culturelle, égale pour l'homme et la femme : la femme doit être dirigeante, à l'égal de l'homme. Il ne s'agit pas de faire des listes : pour 20 hommes, 20 femmes; mais bien de permettre à la femme d'exercer toutes les fonctions, développer en elle la conception de ce qu'elle est autant capable que l'homme. Il n'en est pas encore ainsi, parce que la femme actuellement, est le résultat de milliers d'années d'infériorité. On ne peut pas les éliminer d'un coup.

Ces changements font des progrès dans plusieurs pays. Mais les Chinois et les Soviétiques eux-mêmes, ont peu avancé sur ce point. Par contre, des révolutions comme celles du Mozambique, d'Angola, du Vietnam, Cambodge, du Polisario, ont apporté une contribution immensément plus grande au progrès de la femme vers l'égalité dans la société. L'Etat ouvrier Allemand a fait également des progrès, mais à un niveau inférieur à ces mouvements, car les Etats ouvriers ont une conception et une force d'appareils. Ils doivent ouvrir une brèche dans cet appareil, vaincre les résistances de ceux qui ont des intérêts sociaux, des conceptions anachroniques, un manque de compréhension marxiste; dans ce vaste appareil, une équipe très puissante d'hommes de l'industrie, de la technique peuvent continuer à fonctionner sans avoir besoin des femmes. Par contre, les révolutions qui partent d'une base sociale très arriérée sur le plan économique, n'ont pas d'équipes formées, composées d'hommes, n'ont pas ces appareils, cette structure empêchant les femmes d'avancer; alors les femmes ne sont pas écrasées, elles se développent à l'égal des hommes, elles peuvent progresser.

Il faut s'appuyer sur toutes lutte des femmes. Ce n'est pas liste que se pose le problème également dans l'Etat ouvrier. emple. Par exemple, ils donne qu'ils emploient des femmes c ants révolutionnaires, ils présen lité : en fait, celles-ci sont peu vietnamiennes, mais elles sont développe à l'égale de l'homme, organisations, aux directions. préoccupation et donner le dé s'epanouir dans la société, autr

Ce problème ne peut se rés et il ne se résoudra pas à bref bureaucratie des Etats ouvriers de la société destinée à se déf quand elles s'incorporent aux h les gauchistes. C'est faux de di et passive.

Le problème ne va pas se rés tuelles que font les mouvemen et justes. Mais il faut proposer tion des syndicats, et des parti faire de façon protectionniste : direction et ce sont ensuite les communistes et socialistes accu

est lui-même le résultat de l'ar ouvriers, du régime, de la con teur et du manque d'uniformit L'Etat ouvrier ouvrier avance b sion politique, car il s'agit de pr l'intérêt bureaucratique; mais i concerne les intérêts sociaux, c se beaucoup moins la bureauc mes, si elles interviennent, aille mes, à part les quelques-unes q ture d'intérêts bureaucratiques. de la dépravation, sont très pe veut intervenir objectivement.

La société ne prépare pas la objective. Dans la famille, elle pe des relations de rancoeur, sion et se crée tout un sentim sociale dépasse les limites de l comportent plus en réactiion à expression intelligente de la lut

EN ITALIE

J.Posadas

21.12.76

e capitaliste, le fascisme devrait
rance pour défendre le système;
sent. Ils expriment la désintégra-
s effets de l'avance de la révolu-

ive erronnée en espérant corriger
se pour avancer de façon indolore
cette perspective n'existe pas ! Le
par nature. Il n'abandonne pas la
ens. On peut chercher à l'affaiblir
s profond de sa faiblesse et voyez
en Rhodésie, tout comme il com-
aucune différence entre Seveso et
es mêmes, mais c'est le même sys-
comme l'autre.

teurs capitalistes, en défense du
système capitaliste. Ils ne se pré-
occupent pas du tout de régle-
menter les prix ou la production
pour maintenir un équilibre ou
empêcher l'inflation. Ils veulent
uniquement empêcher une baisse
du prix du lait, même si cela si-
gnifie une réduction de la con-
sommation populaire en Europe
ou dans le reste du monde. C'est
tout le contraire dans les Etats
ouvriers : plus ils produisent,
mieux cela vaut, le coût de pro-
duction et les prix diminuent,
la consommation augmente.
Le capitalisme n'agit pas ainsi,
parce qu'il ne veut pas limiter
ses profits. Voilà les conséquen-
ces du Marché Commun ! voilà
en quoi consiste le pluralisme
dans le Marché Commun Euro-
péen. Ils réduisent la production
de lait, alors qu'il y a une sous-
consommation de lait, ainsi que
de viande, de blé, en Italie.
Toute cette rationalisation est
faite en défense des prix, de l'ac-
cumulation et du profit capitalis-
tes.

On peut augmenter la produc-
tivité, et même la doubler en
quelques années et permettre
aux gens de consommer en fonc-
tion de leurs besoins. Mais cela
n'intéresse pas le système capi-
taliste parce qu'il n'y fait pas de
profit. Il ne peut s'adapter au
marché, adapter les prix, l'accu-
mulation et les intérêts. Il ne
peut le faire parce qu'il est dé-
bordé par sa propre crise et par
l'intervention des gens. Le sys-
tème capitaliste n'est plus en
mesure de fonctionner.

Il y a une sous-consommation
en Europe, que ce soit en Es-
pagne, en Italie, au Portugal,
ou en Belgique. Il faudrait dou-
bler la production agricole. Mais
aucun gouvernement capitaliste
ne peut le faire, ou améliorer
l'administration. Il faut un gou-
vernement répondant aux be-
soins d'alimentation de la popu-
lation. Aucun gouvernement ca-
pitaliste ne peut le faire. Pour
cela, il faut un gouvernement
socialiste, un Etat ouvrier.

Le Marché Commun Euro-
péen manipule les prix, les in-
vestissements, la production
en fonction des intérêts des
grands pays producteurs indu-
striels. Ceux qui possèdent les
finances dominent les autres
pays. Si les autres se rebiffent,
ils ne leur donnent plus de prêts,
ne leur achètent plus, les sabo-
tent. D'autre part, en Afrique
par exemple, il y a des besoins
énormes de consommer, il suf-
fit d'investir. Le Mozambique
et l'Angola, qui sont partis de
zéro, montrent comment il est
possible que tout le monde
mange à sa faim. Avant, la moi-
tié des gens ne mangeaient quasi
pas. Maintenant, ils se nouris-
sent, s'habillent et construisent
des maisons.

On ne peut pas discuter de la
manière d'améliorer le Marché
Commun, car ce n'est pas une
chose possible. Il faut organiser
une planification de la produc-
tion. Et on ne peut planifier sans
éliminer la propriété privée. Le
problème qui se pose est : ou
bien Marché Commun Européen,
ou Etats-Unis Socialistes d'Eu-
rope. Le Marché Commun reste
ce qu'il était : des pays dévelop-
pés tels que l'Italie connaissent
la sous-alimentation, de viande,
de farine, de toutes sortes. Il
n'y a qu'à voir les maladies dont
souffrent les gens, et les plaies
que signifient les Seveso, le
Friuli, Trapani etc.. Un pays
comme l'Italie est en conditions
de se développer très bien. Il
peut organiser une agriculture
intensive, de plaine. Mais le sys-
tème capitaliste ne peut réaliser
cela. L'Etat ne représente pas les
intérêts de la population, mais
celui des capitalistes.

Ils n'ont pas intérêt à investir
pour la consommation, dans un
marché où cela ne leur rapporte
pas de profits. Aussi l'Etat, qui
représente le capitalisme, n'a pas
intérêt à faire des travaux, des
investissements, une administra-
tion, pour la population. Ces
principes essentiels, élemen-
taires, enseignés par Marx, ap-
pliqués ensuite par Lénine, sont
encore à l'ordre du jour.

22.12.76 J. POSADAS

LA LIBERATION DE CARILLO ET LA LUTTE POUR LE POUVOIR EN ESPAGNE

La libération de Carillo et des autres dirigeants du PC emprisonnés à la veille de Noël est une victoire du mouvement ouvrier et populaire espagnol. Indépendamment des aspects manœuvriers, des arrières-pensées qui ont présidé à tout ce processus arrestation libération, c'est pour ce gouvernement et le pouvoir en place une perte d'autorité, une marque de faiblesse face au mouvement de masse du pays.

Au lendemain de cette libération, l'avant-garde ouvrière, étudiante, petite-bourgeoise prend une plus grande mesure de ses forces, de la force de l'ensemble des masses espagnoles, et partant de la fragilité et faiblesse du régime qui a succédé à Franco. C'est une immense impulsion à élever et étendre les luttes pour toutes les revendications en suspens. De là les manifestations en cours qui se multiplient pour l'amnistie.

Cet épisode de l'emprisonnement suivie à quelques jours d'intervalle de la libération de Carillo montre à l'évidence un rapport de force immensément favorable aux masses espagnoles, au mouvement anticapitaliste.

Ce n'est pas avec des déclarations, comme celle que Carillo vient d'adresser en signe de reconnaissance au roi, dans un but évident d'établir un terrain de conciliation, de discussion au sommet, que le PC pourra répondre aux aspirations et à la volonté de lutte du peuple espagnol qui ont déjà permis à celui-ci de renverser le fascisme, non pour se retrouver sous une domination bourgeoise, mais comme un moyen d'avancer dans la voie du programme anticapitaliste, et du socialisme.

Pour l'avant-garde et les masses exploitées espagnoles, il ne fait aucun doute que la bourgeoisie n'a pas de forces propres suffisantes pour se maintenir au pouvoir et développer le pays. Le capitalisme est vacillant dans toute l'Europe occidentale, chaque jour davantage désintégré par une crise irréversible. Où le capitalisme espagnol pourrait-il trouver les bases d'un renforcement, d'un avenir de développement ?

Il compte avant tout pour survivre et conserver le pouvoir, sur l'indécision, le manque de politique, de programme et d'action de caractère anticapitaliste et révolutionnaire des directions du mouvement ouvrier et en particulier du PC. Si des dizaines de tendances, de courants, d'organisations syndicales et politiques, nationales et régionales surgissent dans le mouvement ouvrier en Espagne c'est avant tout parce qu'aucune d'elle n'apparaît avec un programme et une politique capable de centraliser les immenses forces des masses et leur volonté de lutte.

C'est pour cela que le pouvoir en place, la bourgeoisie, ses tendances « libérales » compte avant tout pour se maintenir à la tête du pays, pour stabiliser le régime de la propriété privée, l'économie de marché, sur les faiblesses et limitations de leur adversaire, et entre autres sur la capitulation idéologique et donc sur le désarmement politique et programmatique que signifie la conception de l'Eurocommunisme défendue par Carillo.

C'est là, comme l'a posé le dirigeant communiste bulgare Alexandre Lilov lors d'une récente réunion à Sofia un « concept fabriqué par l'idéologie bourgeoise et bruyamment véhiculé par elle ».

Si la bourgeoisie se sentait suffisamment forte pour imposer seule son pouvoir, ses « réformes », ses institutions, elle n'aurait pas agi de la sorte avec le Parti communiste, pour essayer « sans perdre la face » de permettre à ce parti son insertion légale dans le pays. Les 23 % d'abstention au référendum ont de toutes façons indiqué que le secteur prolétarien le plus représentatif est décidé à mener de l'avant une lutte pour des changements profonds dans la société. Il faut aussi considérer que tous les oui ne sont pas des votes d'appui à la bourgeoisie. Un grand nombre parmi eux, compte tenu des conditions de vote antidémocratiques dans lesquelles ce scrutin s'est déroulé, a également cherché à montrer qu'il voulait des changements. Sinon la droite aurait obtenu infiniment plus de voix.

L'emprisonnement de Carillo et des autres camarades de la direction, montre de toutes façons qu'il n'y a rien à espérer de changements d'en haut, où à travers ce qu'ils appellent la « négociation démocratique ». Un secteur de la bourgeoisie veut réellement négocier une série de concessions pour rétablir un certain équilibre, permettant de mettre en marche son économie sur les rails de la propriété privée et des lois du marché capitaliste. Reste que la bourgeoisie n'en a pas la force, sinon voilà déjà longtemps qu'elle l'aurait fait.

La crise du capitalisme est mondiale. Elle est toute sociale et condamne chaque fois davantage ce régime à engendrer le chômage, l'inflation, la stagnation, le recul de la production et des conditions de vie plus difficiles pour les masses. Ce n'est pas dans ces conditions que la bourgeoisie espagnole peut espérer échapper à cette crise et donner à l'Espagne le développement auquel elle aspire.

Suite page 4

de la lutte de classes

J.Posadas

ces expériences pour généraliser la
seulement dans le système capita-
de la défense de la femme, mais
Il faut que ceux-ci donnent l'ex-
nt beaucoup d'importance au fait
omme diplomates, comme dirige-
tent cela comme une grande qua-
nombreuses. Il y a les camarades
très peu. Il faut que la femme se
, à tous les postes, dans toutes les
Il faut développer en elle cette
lai historique pour qu'elle puisse
ement elle restera dans son repli.
oudre dans le système capitaliste,
délai dans les Etats ouvriers. La
a déjà développé une structure
endre elle-même. Or les femmes,
ttes, sont plus à gauche que tous
e que la femme est conservatrice

oudre avec les manifestations ac-
ts féminins. Celles-ci sont bonnes
que les femmes soient à la direc-
s politiques. Il ne s'agit pas de le
on met une femme à un poste de
hommes qui décident. Les partis
sent encore un grand retard, qui

rièrement de la direction des Etats
ception bureaucratique, de la len-
é du progrès dans les Etat ouvriers.
beaucoup plus dans sa compréhen-
oblèmes qui affectent directement
l est beaucoup plus lent en ce qui
ulturels, scientifiques; cela intéres-
atie. Celle-ci redoute que les fem-
nt beaucoup plus à fond. Les fem-
ui font carrière n'ont pas de struc-
Celles qui font du carriérisme, ou
u nombreuses; l'immense majorité

femme à la fonction dirigeante et
mène une vie d'opprimée, dévelop-
le rage, de dispute, ou de soumis-
nt de revendication. Mais la lutte
a famille. Alors, les femmes ne se
la vie familiale, mais comme une
e de classes mondiale.

Nous ne sommes plus à l'époque de Rosa Luxembourg. Rosa Luxembourg est un exemple. Mais aujourd'hui il y en a des milliers, des millions. Il faut voir les limitations de ces directions des mouvements révolutionnaires, des partis ouvriers, des syndicats : dans ces mouvements on voit intervenir des hommes de 80 ans, des enfants de 6 ans, mais pas les femmes. Si les femmes n'interviennent pas, alors que les deux pôles de la société que sont les vieux et les enfants, le font, c'est parce qu'il existe un intérêt à opprimer la femme et l'empêcher d'intervenir. Et quand ces directions les font intervenir, c'est pour ajouter des forces, et non pas en tant que capacités de penser, de diriger. C'est pour cette raison que la femme en veut à l'homme. Mais la lutte sociale permet d'élever ce sentiment, de prendre conscience qu'il n'y a pas de raison d'avoir de la rancoeur, et qu'on s'unit pour créer une relation de dignité humaine. Il ne s'agit donc pas de revendiquer la réhabilitation de la femme, mais l'élévation de la dignité humaine, de sorte que la femme soit l'égale de l'homme, avec les mêmes droits, les mêmes attributions dans la vie. La femme a plus de problèmes, du fait d'être mère, c'est certain; c'est encore une conséquence de la nature. Mais une relation sociale meilleure élimine cet inconvénient. L'homme ne peut se substituer à la femme, dans la nature, mais les relarions sociales peuvent compenser ces différences.

Autrefois, l'accouchement était une catastrophe. Aujourd'hui, il devient de plus en plus une chose simple et normale : l'homme n'intervient pas dans l'accouchement à la place de la femme, ou en partageant ses douleurs. Mais en élevant leurs relations sociales, il crée le climat, la relation, la compréhension sociale intelligente qui est la base de l'accouchement sans douleur. S'il est sans douleur, l'accouchement de la femme élève l'intelligence et élimine aussi en partie les douleurs des relations humaines. Ce sont des problèmes d'intelligence, de dignité humaine, mais on les pose encore aujourd'hui, comme des revendications isolées, séparées du reste.

Tous les problèmes de la femme, de l'enfant, des vieux, sont des résultats de l'organisation sociale créée par la propriété privée. Les relations économiques, la structure établies par la propriété privée, en fonction des besoins de celle-ci, ont conduit à concevoir les relations humaines de telle sorte que les plus faibles payaient les conséquences : la femme était la plus faible, non par sa nature, mais parce qu'elle devait, entre autres, assumer la maternité et n'était donc pas en conditions de faire autre chose. La société a infériorisé la femme par rapport aux qualités qu'elle avait avant. La société a créé cette mentalité, cette psychologie d'infériorité de la femme par rapport à l'homme; c'est une conséquence de la division mondiale du travail.

J. POSADAS *4.4.76.*

AVEC L'OTAN, LE CAPITALISME SE PREPARE A LA GUERRE...

unions de la gauche si celles-ci gagnent les élections ou progressent vers des gouvernements de gauche. Au lieu de cela, le capitalisme répond au travers de ces généraux de l'OTAN : il faut augmenter les forces militaires, et il faut disposer d'armes nucléaires dites "tactiques" pour affronter l'Union Soviétique et surtout et aussi les peuples d'Europe encore capitaliste qui se révoltent contre le pouvoir de la bourgeoisie.

Les capitalistes n'ont pas seulement peur de l'Union Soviétique, ils ont peur surtout de ce que feront les masses face aux Soviétiques : "si les Soviétiques arrivent ici, il n'y aura pas beaucoup de gens pour les empêcher de passer". Voilà quelle était la conclusion de beaucoup de travailleurs en discutant cette émission de TV dans les usines. La bourgeoisie a conscience qu'elle ne parviendra pas à entraîner les masses dans une guerre "pour défendre la partie en danger"! Il y a déjà une conscience très élevée dans la population que ceux qui font la guerre le font pour défendre leurs intérêts, leurs propriétés, leurs privilèges et aussi que les Etats ouvriers représentent un régime social supérieur au capitalisme même si leurs directions politiques sont bureaucratiques. C'est pour cela que de nombreux secteurs parmi les militaires eux-mêmes se mettent à faire des syndicats, à employer les méthodes de lutte des ouvriers, à considérer que l'Etat est un patron, et que la patrie est une fumisterie pour chacher la défense des intérêts capitalistes. Dans l'armée portugaises, ces idées sont allé encore beaucoup plus loin. Les militaires sont "sortis de la solitude de leur uniforme" pour se joindre aux revendications et aux luttes des masses pour le socialisme. En France, en Italie, en Belgique, en Suède, des mouvements agitent les armées et mettent en question la hiérarchie, le droit suprême des commandants. Ce ne sont plus des armées aptes pour faire la guerre comme le voudrait la bourgeoisie.

La bourgeoisie ne va pas pouvoir utiliser les armées comme dans les guerres inter-capitalistes maintenant ce sera une guerre entre deux systèmes économiques et sociaux antagoniques et la majorité des forces militaires soit passeront de l'autre côté, soit ne se battront pas. Pour cela, ces généraux alertent le monde capitaliste et font appel a renforcer le pouvoir militaire pour qu'il soit entre quelques mains, avec des hommes sélectionnés, une petit armée de métier, et des armes nucléaires "tactiques", qui seront lancées aussi bien contre les Etats ouvriers d'Europe que contre les masses qui lutteront pour le pouvoir.

En même temps, la bourgeoisie développe une campagne politique énorme pour attaquer les Etats ouvriers, et sur tout l'Union Soviétique et elle essaie d'utiliser les Plioutch. Boukovsky, à la suite de Soljenitsine et d'autres opposants de l'Etat ouvrier soviétique, qui sont eux-mêmes des résidus d'une bureaucratie actuellement délogée du pouvoir en Union Soviétique. Ces types ne défendent pas, ni l'Etat ouvrier, ni l'économie planifiée, ni les objectifs socialistes; ils préfèrent "l'Occident tel qu'il est maintenant à l'Union Soviétique. Ils ne prennent jamais en exemple le Vietnam socialiste ou Cuba, ou l'Angola et le Mozambique qui, à partir de niveaux très arriérés ont réalisé des progrès énormes pour la population et montré qu'on ne peut parler de "libertés" en abstrait : que veut-dire la liberté pour les millions et millions d'êtres humains qui dans le régime capitaliste, vivent dans un état de sous-alimentation permanente ? cela n'existe plus dans aucun Etat ouvrier et la première chose à poser c'est que n'importe quel Etat ouvrier donne plus de liberté que tout le système capitaliste dans toute son histoire, parce qu'il donne aux masses le droit à la dignitié humaine. Cette campagne que mène la bourgeoisie en Europe ne vise pas tellement à mettre de la confusion dans la classe ouvrière, mais surtout à intimider les directions des partis communistes et socialistes, qui veulent aller vers le socialisme, mais sans employer les moyens de lutte révolutionnaire nécessaires pour cela.

C'est pour cette raison également, que les partis communistes et socialistes parlent si peu dans leur programme de la lutte pour explulser l'OTAN et pour faire sortir chaque pays de l'OTAN quand on aura instauré des gouvernements de gauche. Au contraire, Carrillo vient encore de dire que le PC espagnol tolérera l'OTAN comme une force d'équilibre face à l'Union Soviétique. Les généraux belges étaient bien clairs, pour leur part : l'OTAN prépare la guerre et elle n'a pas d'autre issue ni d'autre objectif que de la faire pour sauver "l'Occident". Ces militaires ne parlent pas seulement au nom d'une petite clique d'individus isolés dans la société: ils parlent au nom des grands capitalistes européens, des grandes banques, des trustse, qui sont les secteurs décisifs de la classe capitaliste.

Il faut donc répondre à la campagne de la bourgeoisie par une discussion et un programme anti-capitaliste de la gauche; le programme du front de la gauche, pour aller au gouvernement et au pouvoir, doit inclure la lutte contre l'OTAN, la rupture des pactes militaires avec les puissances capitalistes, la dissolution de tous les accors, publics ou secrets, que les gouvernements précédents ont signé avec l'OTAN, acceptant de perdre leur souveraineté nationale en cas de nécessité urgente, et même en cas de danger pour les forces de l'OTAN et du SHAPE sur le territoire de la Belgique. Le programme du front de la gauche doit aussi comporter la résolution de faire des accords commerciaux, économiques, de relations pacifiques avec les Etats ouvriers et tous les pays du monde en lutte pour leur libération nationale et sociale.

Le 19-1-77

LA LIBERATION DE CARILLO...

Voilà ce qu'il faut discuter dans le parti communiste espagnol en montrant que la libération de Carillo est l'expression de la faiblesse de l'ennemi de classe. Il faut lui opposer une politique de classe, de lutte pour le pouvoir, le programme des nationalisations, du développement socialiste de l'économie.

La grève générale, les luttes de tous les secteurs de la population exploitée, y inclus de la police, l'unanimité de la mobilisation de tous les courants, communistes, socialistes, gauchistes, syndicaux pour la libération de Carillo et de ses camarades, montrent que les conditions existent pour un puissant Front Unique des partis et des syndicats ouvriers, qui lutte pour un programme anticapitaliste, en fonction des intérêts de la population travailleuse sans pour autant exclure les secteurs bourgeois qui acceptent ce programme.

Les mobilisations pour la libération de Carillo, les actions actuelles pour l'amnistie doivent être élevées et élargies pour imposer la reconnaissance de tous les droits démocratiques, syndicaux et politiques, dont la légalisation du PC et de toutes les autres tendances ouvrières encore interdites, pour la libération de tous les emprisonnés politiques, pour la satisfaction de toutes les revendications économiques et sociales des masses exploitées.

EDITION REVUE MARXISTE

Textes récents du camarade

J. POSADAS

LE MARXISME, SEUL INTERPRETE DE CETTE EPOQUE REVOLUTIONNAIRE DE L'HISTOIRE
(Exposé présenté à la réunion élargie du Comité Exécutif International de la IVe Internationale – 3 janvier 1976)
LA PENSEE VIVANTE DE TROSTKY, 36 ANS APRES SON ASSASSINAT
25 août 1976
LA PHASE ACTUELLE DE LA REVOLUTION POLITIQUE EN CHINE
27 juin 1976
LA MORT DE MAO TSE TOUNG, LA CRISE DU PC CHINOIS ET L'UNITE DU MOUVEMENT COMMUNISTE MONDIAL
9 septembre 1976
L'ORGANISATION DE LA GAUCHE DU PARTI SOCIALISTE ET LA LUTTE DE CLASSES EN ALLEMAGNE CAPITALISTE
3 septembre 1976

LA CRISE ET IMPUISSANCE DU CAPITALISME ET DE LA DEMOCRATIE CHRETIENNE EN ITALIE ET LA NECESSITE DU GOUVERNEMENT DE GAUCHE ET DU PROGRAMME ANTI-CAPITALISTE
31 octobre 1976
LA MONTEE MONDIALE DE LA REVOLUTION ET LE PROGRAMME POUR LE PROGRES DU MAXIQUE
29 septembre 1976

(Chacun de ces documents peut être obtenu à l'adresse du Parti, sur demande, contre l'envoi de 20 Francs)

le congrès du M.O.C...

EDITORIAL

organise d'immenses manifestations de 10.000 de milliers, qui occupent les usines, les batiments vides, qui exercent une pression énorme qui oblige le Parti Communiste a changé. Il faut tirer les conclusions de ces actions pour les appliquer en Belgique. Par les mobilisations, les actions permanentes de l'avant garde, on peut obliger les partis de gauche à changer leur politique, à répondre plus aux nécessités de la situation, de crise capitaliste. En Italie, les masses font des actions, des mobilisations que le PCI condamnent mais elles votent massivement de façon centralisée pour le Parti Communiste. Elle a confiance dans ses propres forces, dans sa capacité de lutte, de triomphe qui permet, de progresser dans la lutte contre tous les appareils bureaucratiques. Il faut utiliser toutes ces forces pour la Belgique et avoir confiance que les directions seront obligées d'avancer vers la discussion d'un programme anticapitaliste.

Le Congrès du MOC repond de façon très partielle et limitée à la volonté anticapitaliste des travailleurs. Il rend responsable le gouvernement capitaliste de la crise actuelle. Mais les travailleurs depuis longtemps savent très bien que c'est ce gouvernement capitaliste qui est responsable de tous les problèmes, qui veut encore lui faire partager les sacrifices, qui fait appel à la solidarités.

Les chrétiens de gauche doivent discuter la nécessité d'attaquer les fondements de la propriété privée, de poser clairement pour résoudre cette crise au fénéfice des travailleurs il faut détruire les structures de l'Etat capitaliste.

La volonté de lutte de la classe ouvrière, dans les usines, n'a pas de représentation au niveau politique. Aucune direction ne représente la volonté, les sentiments la décision de combat qui existe à tous les niveaux dans les entreprises. Les directions politiques reflètent seulement partiellement les sentiments des masses. Il faut donc arriver à faire passer cette volonté des ouvriers socialistes, communistes, chrétiens dans chaque organisation de gauche. Pour cela, les militants, les cadres de base, les militants syndicaux les sections socialistes d'entreprises, ont un rôle très importants à jouer pour que le Part Communiste rompe le suivisme de la direction syndicale, pour le que PSB discute les expérience du front de la gauche, de Mitterand en France, pour que le MOC précise la nécessaire organisation de tous les chrétiens de gauche indépendamment du PSC.

Nous appelons la gauche socialiste et le Parti Communiste à discuter le programme et la politique d'étatisations nécessaires pour résoudre la crise capitaliste. C'est le moyen le plus efficace pour impulser le MOC à aller plus loin. C'est le PC, qui doit donner l'exemple d'une politique et d'un programme anticapitaliste, de nationalisations, d'étatisations.

Il n'existe pas encore des élements d'un programme commun anticapitaliste après ce Congrès, contrairement à ce que le Drapeau Rouge affirme dans ces colonnes. Il y a une compréhension dans le MOC de l'incapacité du gouvernement à résoudre la crise. Il faut aider, ce courant chrétien à mûrir dans des conclusions programmatiques.

Il existe en effet, des bases d'action commune et immédiate, et cela est très important. Il faut partir de cela, pour proposer l'ETATISATION de la Sidérurgie, des banques, en priorité, et l'Etatisation de toutes les entreprises en crise.

Voilà la tâche essentielle de la gauche socialiste et du Parti Communiste pour aider ce courant chrétien de gauche à mûrir pour réaliser un front de la gauche.

le 19-1-77

VOIR PAGE 3

LA CRISE DU CAPITALISME EN ANGLETERRE ET L'ORGANISATION DE LA GAUCHE AVEC UN PROGRAMME ANTICAPITALISTE
J.POSADAS 30 Décembre 76

*

La réunion des partis communistes francais, espagnol et italien à Madrid et la discussion du mouvement communiste mondial 13 Mars 1977

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

LUTTE OUVRIERE

ORGANE DU PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE TROTSKISTE
Section Belge de la IVe INTERNATIONALE POSADISTE

7 Frs | 15ème ANNEE | N° 281 | 15 mars 1977

Périodique bi-mensuel — Envoyer toute correspondance à LUTTE OUVRIERE — BP 273 — 6000 CHARLEROI I
Abonnement de 12 numéros : 80 F. — Abonnement annuel : 150 F. — Abonnement de soutien : 500 F.
A verser au CCP 000-09762.34-26 de C Pôlet — Editeur Responsable : C. Pôlet — 51a, rue Garibaldi — 1060 Bruxelles.

DANS LES GREVES ET LES ELECTIONS : FRONT UNIQUE PARTIS OUVRIERS, SYNDICATS POUR UN GOUVERNEMENT DE GAUCHE !

Les grèves et mobilisations syndicales ont accéléré la crise gouvernementale. Après la dissolution des chambres, et l'annonce de la préparation de nouvelles élections, les Syndicats du front commun ont décidé d'arrêter, de suspendre toutes les actions. Toute la classe ouvrière est fermement opposée à cette décision. Il faut organiser des assemblées syndicales, pour discuter la poursuite de toutes les grèves et les actions décidée par le front commun. Comme pour l'organisation des grèves, et actuellement pour les suspendre les travailleurs n'ont pas été consultés. Et dans toutes les entreprises se discute ferme, ce manque de démocratie syndicale flagrant.

Il n'y a aucune raison d'arrêter ou de suspendre les actions. Il n'y a rien de changer dans la politique actuelle du gouvernement. Au contraire, tous les problemes restent entiers. Le chomage continue, la crise politique et économique également. Aucune des revendications exigées par les Syndicats n'a été obtenues. Rien ne justifie cette suspension des mobilisations. Le gouvernement a voulu faire pression sur les Syndicats, faire du chantage avec cette crise de gouvernement et les directions syndicales cèdent, alors que la classe ouvrière, tous les secteurs des travailleurs dans tout le pays démontrent, et ont démontré leur détermination, leur décision, leur volonté de lutter de façon unanime, nationalement, chrétiens et socialistes, wallons et flamands. Les directions syndicales capitulent, devant le gouvernement alors que les travailleurs sont décidés à poursuivre les luttes jusqu'au bout.

Au travers de cette prise de position les directions syndicales, montrent bien que les Syndicats agissent politiquement, ont une fonction politique. Sinon, indépendamment des décisions gouvernementales les Syndicats continuent. Avec force au cours de tous les meetings, les permanents syndicaux se sont défendus de faire de la "politique". Et maintenant ils interviennent "politiquement", mais pour faire de la consilation.

Il faut discuter dans toutes les assemblées syndicales, dans les réunions, de maintenir fermement toutes les actions, toutes les mobilisations qui ont déjà ébranlé le fonctionnement du régime capitaliste.

Si les Syndicats discutent de cette façon maintenant, c'est parceque le programme proposé par les directions syndicales était limité, imprécis et ne répondait pas aux nécessités de donner une perspective anticapitaliste à la crise. Entre autre, dans le programme était inscrit la perspective d'obtenir de véritables négociations avec le gouvernement, avec le patronat.

De la façon dont s'est décidé les choses, le gouvernement n'est pas dimisionnaire et va continuer à appliquer les "affaires courantes" mais sans tenir compte du Parlement. C'est à dire, que par des décrets-lois, il va pouvoir mettre en application toutes les mesures antisociales décidées dans le plan Egmont sans que le Parlement puisse rien empêcher.

Les délégués syndicaux doivent discuter dans les assemblées la nécessité de poursuivre toutes les actions prévues et d'imposer dans les faits, dans l'action concrète les revendications exigées par les travailleurs. Pour imposer les 36 heures sans perte de salaires et sans augmenter les cadences, il n'y a pas besoin de gouvernement, il faut seulement la décision de l'organiser et de l'appliquer dans les usines.

Pour discuter un programme d'Etatisations, de controle ouvrier, il n'y a pas besoin non plus d'un gouvernement, mais il faut des partis ouvriers communistes et socialistes décidés à lutter hors du Parlement pour mettre cela en application.

LA DEMOCRATIE SYNDICALE EST NECESSAIRE POUR IMPOSER LES REVENDICATIONS OUVRIERS

Les grèves sont unanimes, personne ne fait le jaune, tous sont unis : immigrés, belges, jeunes et vieux, flamands et wallons, hommes et femmes. Non seulement tout le monde participe, mais aussi tout le monde discute que ce n'est pas suffisant de faire 24 heures de grèves tournantes, qu'il faut faire la grève au finish jusqu'à ce que le gouvernement cède, et qu'il faut continuer les mobilisations, quelle que soit la situation de crise dans le gouvernement. Les travailleurs font des discussions très critiques dans les usines, envers les dirigeants, et les méthodes avec lesquelles ces grèves ont été préparées. Il y a eu très peu d'assemblées, pas de discussions sur le programme et les modalités de ces grèves. La grève a été suivie à 100 %, mais dans les meetings, les réunions où parlaient les dirigeants syndicaux, les gens n'écoutaient pas, beaucoup partaient avant la fin ou discutaient à haute voix en plein meeting. C'est une critique et une protestation envers les méthodes bureaucratiques. Toutes les prochaines actions doivent être discutées dans des assemblées, des meetings, tout le monde doit pouvoir intervenir pour donner son avis, et il ne faut pas se mobiliser seulement dans les régions concernées, mais dans toutes les entreprises.

LE FRONT DES TRAVAILLEURS WALLONS ET FLAMANDS IMPOSE AUX DIRECTIONS SYNDICALES EST L'ARME LA PLUS PUISSANTE DES TRAVAILLEURS POUR CONTINUER LA LUTTE.

L'aspect le plus important des grèves actuelles, est la réalisation de l'unité syndicale FGTB et CSC et le front des travailleurs wallons et flamands. En effet les grèves tournantes se font en même temps en Flandres et en Wallonie, et les travailleurs ont imposé l'unité syndicale aux directions. C'est une conquête très importante pour la Belgique. Cela représente une force, une cohésion, une puissance du mouvement ouvrier très grande, et a même une signification plus importante que les conclusions de la Grève de 6061. Tout le monde reparle de 60-61, mais les grèves actuelles sont une conclusion de 60-61, à un niveau beaucoup plus élevé ; parce que la classe ouvrière a depuis lors vécu les expériences de front de la gauche dans plusieurs pays d'Europe et elle a imposé le front wallons-flamands. Cela remet en place, toutes les idées, déformées sur le soi-disant manque de conscience et le conservatisme de la Flandre face au progressisme de la Wallonie. La classe ouvrière est unie dans sa lutte contre le capitalisme. Aujourd'hui elle a imposé cette unification aux directions syndicales. C'est la plus belle leçon que l'on ait pu tirer de 60-61. Toute la classe ouvrière lutte pour la même chose, pour en finir avec l'exploitation capitaliste.

LES GREVES ONT UN CARACTERE POLITIQUE POUR RENVERSER CE GOUVERNEMENT MAIS SURTOUT POUR ABOUTIR A UN GOUVERNEMENT DE GAUCHE. POUR UN FRONT UNIQUE PARTIS OUVRIERS ET SYNDICATS POUR IMPOSER CE GOUVERNEMENT.

Tindemans, au nom de la bourgeoisie, a qualifié ces mobilisations de "politiques", et les directions syndicales s'en défendent tant qu'elles peuvent. Il est certain que ces mobilisations ont un caractère politique, à cause de la crise sans issue du système capitaliste. Il n'est pas possible de poser une revendication économique, de salaires, de diminution des heures de travail, sans remettre en question toute la politique du gouvernement Tindemans, qui applique les ordres de la bourgeoisie. Tindemans veut créer un comité de défense de la démocratie politique, en prétendant qu'il n'aurait rien à voir avec les grèves actuelles. Mais on se demande bien à quoi il servirait alors.
La discussion sur ce problème est très grande dans tous les secteurs des travailleurs, qui ne veulent pas être utilisés pour un simple changement de figures dans un gouvernement, pour les intérêts parlementaires ou électoraux d'un parti. Pour cela, beaucoup d'ouvrier disent que la lutte est seulement syndicale, et pas politique. C'est en fait, une réaction contre la droite, la direction du PSB qui n'est pas contre de revenir à un gouvernement pour administrer la crise capitaliste. Les ouvriers ne veulent pas de cela, ni plus d'ailleurs que leurs grèves servent des objectifs de fédéralisme, de régionslisation, de gouvernement wallon. La détermination de toute la classe ouvrière, de Flandre comme de Wallonie exige une issue sur le plan national et contre le pouvoir capitaliste.

LE ROLE POLITIQUE DES SYNDICATS EST IMPORTANT POUR AIDER A L'ORGANISATION DU FRONT DE LA GAUCHE

Les syndicats ont un rôle essentiel a jouer, non pour obtenir une "régionalisation" ou un "fédéralisme", mais pour impulser une alternative ouvrière à la crise capitaliste : un front unique, sur le plan national, des partis de gauche et des syndicats, un programme anticapitaliste, un gouvernement de gauche. La FGTR de Liège, qui veut se montrer plus à "gauche" fait, en fait, un jeu pour les forces bourgeoises ou de la petite-bourgeoisie en nettant en avant la régionalisation, au lieu d'un programme d'expropriations, d'étatisations, de planification sous contrôle ouvrier de l'économie.
Il faut discuter la poursuite des grèves ces prochains vendredis : y participer chaque fois dans tout le pays, soit par des arrêts de travail, des assemblées, des meetings, des manifestations. Il faut faire des assemblées dans toutes les entreprises pour tirer les conclusions des actions et décider sous quelle forme continuer. Il faut maintenir un mouvement sur le plan national. Dans les assemblées il faut discuter pour que les Partis Communiste, Socialiste, la gauche chrétienne, le RW, les jeunes sociaux-chrétiens, le MOC interviennent en appui total aux luttes et avec des propositions pour construire un front de la gauche, avec un programme anti-capitaliste.

Maintenir les grèves jusqu'à imposer les 36 heures immédiates, sans pertes de salaires et sans augmentations des cadences !

Developper un front des partis ouvriers et des syndicats pour fixer, dès maintenant une alternative anti-capitaliste, au travers d'un gouvernement de gauche !

Pleine démocratie syndicale pour discuter et décider la poursuite des actions !

11 mars · 1977

Les soi-disant "dissidents" en Union Soviétique, la crise du capitalisme et la construction du socialisme 23.1.1977 . J.POSADAS

VOIR PAGES CENTRALES

Vive le 3è congrès du FRELIMO et le progrès du Mozambique vers l'Etat Ouvrier !

*

VOIR PAGE 3

POUR LES 36 HEURES TOUT DE SUITE, SANS AUGMENTATION DES CADENCES ET SANS PERTE DES SALAIRES!

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

LUTTE OUVRIERE

ORGANE DU PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE TROTSKISTE
Section Belge de la IVe INTERNATIONALE POSADISTE

7 Francs — 15ème ANNEE — N°280 — 22 Février 1977

Périodique bi-mensuel — Envoyer toute correspondance à LUTTE OUVRIERE — BP 273 — 6000 CHARLEROI I
Abonnement de 12 numéros : 80 F. — Abonnement annuel : 150 F. — Abonnement de soutien : 500 F.
A verser au CCP 000-09762.34-26 de C Pôlet — Editeur Responsable : C. Pôlet — 51a, rue Garibaldi — 1060 Bruxelles.

Résolution du Bureau Politique du PORT

FAIRE DU 25 FEVRIER UNE JOURNEE DE LUTTE NATIONALE POUR TOUTES LES REVENDICATIONS ET POUR ORGANISER LE FRONT UNIQUE SYNDICATS-PARTIS OUVRIERS !

- *Pour les 36 heures TOUT DE SUITE, sans perte de salaires et sans augmenter les cadences !*
- *Pour une réelle échelle mobile des salaires !*
- *Bas les pattes devant tous nos acquis sociaux ! Que les capitalistes peient eux-mêmes leur crise !*
- *Contrôle ouvrier et étatisation complète de la sidérurgie de l'énergie, de toutes les grandes entreprises et les banques !*
- *Il faut en finir avec ce gouvernement de misère pour les masses !*
  Pour un Gouvernement de gauche — Partis ouvriers et syndicats, qui appliquera un programme anti-capitaliste !

La journée d'action nationale du 25/2 a été imposée aux directions syndicales par la volonté ininterrompue des travailleurs de tout le pays, et ceux de la FGTB comme de la CSC, de lutter contre toutes les attaques que le capitalisme est en train de faire à la population. La classe ouvrière montre bien vigoureusement qu'elle ne paiera pas les frais de la crise capitaliste ! qu'ils la paient eux-mêmes !

Depuis plus d'un an, depuis l'heure de grève du 23 décembre 75 du Front Commun Syndical, les directions FGTB et CSC n'ont pas fait beaucoup de progrès pour continuer l'action contre le capitalisme, ni pour construire plus solidement le front unique des travailleurs. Pourtant une nouvelle action nationale va avoir lieu. C'est la résultat de ce que la classe ouvrière n'a pas baissé les bras devant la passivité, ou la politique réformiste de ses directions. Les grèves, les occupations d'usines, les manifestations, la création de comités de chômeurs, de comités de défense de l'emploi, de comité de quartiers, de comités de lutte contre la pollution capitaliste (comme à Hennuyères) etc. n'ont pas cessé un seul jour. En Belgique, et dans toute l'Europe encore capitaliste, la classe ouvrière avance ses revendications, pour les salaires, pour la diminution du temps de travail, pour le droit à la dignité humaine dans le travail, le logement, les conditions de vie en général, et aussi des revendications de contrôle ouvrier, et de mesures pour faire progres sur l'économie et la société que les capitalistes ne sont pas capables de faire : aux Pays-Bas, la classe ouvrière se mobilise actuellement pour défendre l'échelle mobile des salaires ; en Espagne, deux grèves générales en quelques semaines imposent le respect des droits démocratiques pour la population ; en Italie, la classe ouvrière maintient toutes ses mobilisations pour ne pas reculer sur les acquis sociaux, en France, les travailleurs font un front de la gauche et ont un programme très avancé de nationalisations de l'économie, de gouvernement de gauche ; même en Allemagne — où le capitalisme semble le plus fort, les syndicats sont en train de mettre en question l'économie de marché et demandent un contrôle ouvrier sur les entrepri-

Le soulèvement populaire en Egypte et la lutte de classes 21 1 1977 J.Posadas

Il est possible que ces mobilisations en Egypte soient coupées, contenues, réprimées ou déviées.

Mais quand un soulèvement populaire aussi grand se produit — et il a explosé sur les aspects les plus immédiats — continuant ceux qui se sont réalisés les années antérieures, c'est parce qu'il existe un mécontentemente très profond, dans l'armée également, contre l'incapacité et la brutalité de Sadate représentant la nouvelle bourgeoisie égyptienne.

C'est un soulèvement très important contre la bourgeoisie. Il prélude à d'autres évènements encore plus profonds et qui vont avoir des conséquences dans les relations avec d'autres pays. La crise en Egypte est aussi une crise pour Israël, parce que ni l'un ni l'autre ne parviennent à imposer la guerre aux populations. La population voit que la guerre est une bonne affaire pour les gros et n'a rien à voir avec l'indépendance, la liberté, le nationalisme, qu'elle est le résultat de l'affrontement entre différents d'intérêts bourgeois.

Les conditions existent pour poser, au milieu de toute cette crise, le mot d'ordre de l'unification du Moyen Orient, avec le droit à l'auto-détermination pour Israël, de faire des appels pour qu'Israël s'intègre dans une Fédération Socialiste. Il faut montrer que la crise se trouve des deux côtés. Elle est très grande, en Israël aussi bien qu'en Egypte.

Sadate avait libéré récemment des prisonniers politiques. Il l'a fait pour couper court à un processus, parce que beaucoup de vents étaient déjà en train de souffler. Il cherchait à contenir en faisant cet acte. On voit qu'il n'a rien contenu du tout ! La violence des manifestations exprime une très profonde colère. Cette colère ne se calmera pas. Les gens ont fait face à l'armée, à la police. Cela veut dire que ni l'armée ni la police n'ont tiré comme ils auraient dû le faire. Autrement ils auraient tué des milliers de personnes. Beaucoup de policiers ont tiré seulement en l'air. Il existe déjà un niveau de relations qui atteint l'antagonisme. La population ne veut plus le supporter.

En Egypte, il n'y a pas de travail, les salaires sont bas, les gens mangent mal, il n'y a pas de développement économique, pas de transports, ni d'eau, ni de maisons ; par contre une nouvelle couche de la bourgeoisie s'est enrichie sous le gouvernement de Sadate et en utilisant la fable de la guerre contre Israël. Les gens voient tout cela. C'est une petite minorité qui s'enrichit.

Une aile nationaliste, beaucoup plus puissante que ce que l'on peut percevoir, est en train de se former. Elle n'a pas accès aux postes de commandement. Mais cette réaction de la population va produire ses effets postérieurement. Ils vont essayer de la contenir en arrêtant la hausse des prix ou en mettant certains prisonniers en liberté.

Mais une nouvelle tendance est apparue déjà, qui a voté qui a voté pour une position centriste, et dans laquelle une série de secteurs non favorables à Sadate sont inclus. Ceux-ci représentent, empiriquement une protestation — inclus de la grande bourgeoisie. Il faut considérer également qu'une grande bourgeoisie s'est constituée à nouveau ; elle n'a pas de pouvoir social, mais elle a une force politique. Elle a une telle force, sans base sociale, parce que le gouvernement la lui a donnée.

Elle exerce toute une pression en utilisant la fable de la guerre. Le gouvernement de Sadate maintient avec préméditation cet etat de guerre avec Israel — il n'a aucun intérêt à y trouver une solution — , pour pouvoir poursuivre la politique d'enrichissement de ces secteurs de haute bourgeoisie. Pour Sadate la guerre est une affaire pour faire vivre la bourgeoisie. Le régime capitaliste est normalement en crise, et connaît le chômage, l'inflation, les secteurs bourgeois les plus forts écrasent les autres et ils reconstituent le fonctionnement du capitalisme en éliminant une série de concurrents. Ces secteurs de la bourgeoisie égyptienne ont intérêt au jeu de la guerre tout comme Israel d'ailleurs. En maintenant l'état de guerre, Israel empêche le développement de discussions politiques, la lutte pour des revendications économiques et sociales de sa population. (...)

En Pologne, Les masses ont eu l'attitude consciente de ne pas lésionner l'Etat ouvrier. Elles ont manifesté leur protestation contre les augmentations

suite page 4

LES SOI-DISANT "DISSIDENTS" EN U.R.S.S. LISME ET LA CONSTRUCTION DU SOCIA

La discussion sur le soi-disant "dissidence en Union Soviétique" est organisée par le système capitaliste. C'est la presse capitaliste qui dirige tout cela. Il ne s'agit en fait d'aucune "dissidence", mais de toute une manifestation de vieux types qui étaient contre l'Etat ouvrier, contre son fonctionnement juste; ils veulent un Etat ouvrier qui accepterait une dissension antagonique à lui-même. Ils ne cherchent pas à donner des opinions progressistes, mais à créer une dissension contre l'Etat ouvrier. Ils sont tous des réactionnaires. Aucun d'entre eux n'a la moindre valeur. Autrement, ils diraient "j'ai des critiques à formuler, mais je suis pour l'Etat ouvrier". Ces types exigent le "droit culturel à la dissension" – ce qu'eux appellent "culturel". Mais, de quel droit à la dissension s'agit-il ? L'Etat ouvrier est là, c'est de cette manière que l'on construit le progrès. La direction politique peut être améliorée. Il faut donc discuter de la direction politique, et non mettre l'Etat ouvrier en cause.

Aucun de ces types ne parle des syndicats, des droits syndicaux, de l'Angola, du Mozambique. Ils ne parlent que d'eux-mêmes, de la liberté pour 70 idiots, pour des hommes qui n'ont aucune valeur et ne représentant qu'eux-mêmes.

Ce qu'expriment tous ces types, c'est l'ambition personnelle et en même temps la crainte être annulés. Ils vont l'être, car ils n'ont rien à voir avec le socialisme. Le propre progrès de l'Etat ouvrier va éliminer des gens comme eux. De nouveaux écrivains, de nouveaux scientifiques, intellectuels vont surgir, stimulés par le Vietnam, par l'attitude de l'Etat ouvrier qui a appuyé l'Angola, Cuba, le Mozambique, et arrêté le bras de l'impérialisme yankee. Ces types réagissent avec fureur parce qu'ils sentent qu'on les déplace, sans aucun effort. C'est comme s'ils se trouvaient sur un quai pour prendre un bateau et que celui-ci s'en va sans eux et ils restent plantés là. Ils crient avec désespoir contre l'Etat ouvrier. Ils n'ont aucune valeur.

L'impérialisme a orchestré toute une campagne mondiale pour stimuler l'opposition dans les Etats ouvriers. Cependant la résistance est de plus en plus grande dans les partis communistes à soutenir le rôle que ces types sont en train de jouer. Il n'y a là aucune dissidence. Il s'agit purement et simplement d'une opposition à l'Etat ouvrier. Ils peuvent bien parler au nom du socialisme, cela ne change rien; même les bourgeois parlent au nom du socialisme. Mais leur politique, leur objectif, et celle de ceux qui les appuient est contre l'Etat ouvrier, contre la construction du socialisme. Ils ne se proposent pas de corriger, d'améliorer l'Etat ouvrier, ils cherchent le moyen de s'opposer à lui.

Celui qui a un point de désaccord avec l'Etat ouvrier, commence par l'appuyer, par soutenir le progrès qu'il représente et cherche à ne pas lésionner cet instrument du progrès. Ces types, au contraire, ont cherché tout de suite comment lui faire du tort en posant qu'ils veulent le droit d'être contre. Etre contre quoi ? contre la construction de l'Etat ouvrier ? Il n'y a aucun droit à être contre cela ! parce que de cette façon on ne construit pas le progrès de l'histoire. Ceux qui appuient ces "dissidents" expriment une faiblesse au sein des Partis communistes. Cela ne va pas durer longtemps.

Cette fausse dissidence, fait partie du jeu de l'impérialisme pour gagner du temps historique, afin de provoquer les divergences les plus grandes possible en Union Soviétique. Ces divergences ne partent pas de disputes, d'affrontements au sein des Etats ouvriers, mais des courants liés socialement au capitalisme, ou qui, sans l'être directement, ont une conception privée de l'usage de la propriété étatisée. Cela les rapproche de la conception capitaliste, d'une alliance politique avec le capitalisme.

Aucun d'entre eux ne parle de la classe ouvrière ni des objectifs de transformations sociales. S'il y a un désaccord, il faudrait y trouver un objectif, un programme. Ici, rien de tout cela. Ils parlent d'être libres, du pluralisme, du droit de parler. Ils veulent faire pression sur les Etats ouvriers au travers du pluralisme. Mais cette situation va impulser les directions des Etats ouvriers à rélever la conception théorique et à avancer dans l'application pratique de mesures organisatives pour faire face à ces dissidences et au capitalisme. Les syndicats vont bientôt prendre la parole. Pendant la guerre, ce sont les tanks soviétiques qui sont sortis pour prendre la parole. Maintenant, il ne faut pas encore de tanks. Ce sont les ouvriers qui vont sortir, s'adresser au monde pour dire : "ici il n'y a aucune dissidence". Nous sommes en désaccord sur un point ou sur un autre, mais pour le reste nous sommes totalement d'accord". Même si cela tarde un peu, les ouvriers vont sortir. C'est inévitable, parce que ce sont ces instruments que l'Etat ouvrier doit utiliser aujourd'hui. Staline ne pouvait pas les utiliser. Brejnev non plus, à l'étape antérieure. Mais il devra le faire maintenant, dans cette étape de réglement final des comptes. Non seulement parce qu'il s'agit du réglement final des comptes, mais aussi parce qu'il s'agit de l'instrument adéquat, de l'Etat ouvrier pour se défendre du système capitaliste.

Cette "dissidence" est une nouvelle tentative de l'impérialisme de gagner des bases pour la guerre. Il ne se prépare pas à faire la concurrence sur le plan économique, scientifique. Il fait une concurrence en cherchant à gagner du temps, tandis qu'il prépare la guerre. Les délais vers la guerre sont indépendants de ce que fait l'impérialisme, mais son objectif final est de lancer la guerre; en attendant, pour gagner du temps, il manoeuvre, il cède. Mais il faut voir bien clairement que l'impérialisme prépare la guerre et ne peut se laisser acculer.

Dans le régime capitaliste, la classe ouvrière s'oppose antagoniquement à ce régime qui l'opprime à tout point de vue : économique, social, moral, culturel, familial. L'ouvrier ne se sent rien de commun avec ce régime, il n'y voit rien qu'il puisse améliorer. Dans l'Etat ouvrier, il en va autrement. Les ouvriers font des protestations sur des aspects partiels, de fonctionnement, mais non sur les tructures du régime. Ils n'ont pas la même attitude. La différence, c'est qu'il n'y a pas de motif pour faire dans l'Etat ouvrier, les mêmes mouvements que les ouvriers font dans le régime capitaliste. L'usine la plus importante de Moscou fait des réunions au cours desquelles elle appuie l'Angola. L'Etat ouvrier appuie l'Angola. L'ouvrier voit cela. Il sent que les divergences existant à propos des salaires ne sont pas dues à la structure du régime, mais à la direction qui a une attitude discutable. Mais l'ouvrier laisse le régime intact.

Tous ces "dissidents" ne sont pas pareils les uns aux autres. Plioutch déclare qu'il appuie le socialisme. Mais ils sont tous des représentants de pensées sélectes, des gens plus haut que les autres. Leur vie consiste à écrire, alors ils considèrent que c'est cela, la vie... C'est idiot, la vie ne consiste pas à être écrivain, mais à savoir quoi écrire, pourquoi écrire et surtout, celui qui écrit doit exprimer quelle expérience il communique, comment il vit et se nourrit du processus de l'histoire. Quelle est l'expérience de tous ces gens là ? Les Angolais, quant à eux, s'alimentent très bien du processus objectif progressiste de l'histoire, que sont les Etats ouvriers, la lutte révolutionnaire. Mais ces types, de quoi s'inspirent-ils ? de leur petite maison, de leur femme, de leur conception sélecte de la vie. Le capitalisme les utilise, comme avant, il utilisait d'autre gens. Mais il ne peut pas en faire un grand usage.

L'avant-garde ouvrière du monde, la classe ouvrière, les ouvriers militants appuient l'Union Soviétique, d'instinct, et de par leur expérience objective de classe. Ce n'est pas vrai, comme disent ces imbéciles et salauds, que les ouvriers ferment la bouche, on ne voient pas. Ils voient très bien. Qu'était l'URSS avant ? qu'est-elle maintenant ? Ils voient que le capitalisme a fait la guerre et tué 50 millions de personnes, dont la moitié étaient des Soviétiques. Avant, en Russie, des millions de gens mouraient de faim. Maintenant, l'union Soviétique en nourrit des millions d'autres, par exemple en Angola. Il faut être stupide pour discuter en faisant abstraction de l'histoire. C'est la même abstraction intéressée avec laquelle le voleur fait l'innocent après avoir volé.

Ces gens sont en dehors de toute pensée objective. Ils sont écrivains, tout comme il y eut avant des peintres surréalistes, cubistes; voyant le monde en fonction de leur propre conception, de leur tragédie personnelle. Ils font partie de toute un couche surgie d'une étape de transition de l'histoire, qui représentent un recul et non le progrès. Ils représentent tout le chaos des relations capitalistes. Ils expriment une peur de la vie collective de l'humanité. La vie collective ne veut pas dire que tout le monde doit mettre les mêmes vêtements, manger la même chose, dormir dans le même lit. Elle veut dire l'élimination de toute forme de pouvoir, d'oppression et d'imposition. C'est de cela qu'ils ont peur.

La Révolution Russe a commencé avec 80 % d'analphabètes, maintenant il n'y en a plus en seul et l'Union Soviétique aide à éliminer l'analphabétisme en Angola, au Mozambique, au Pérou, à Cuba et en Chine. Et des gens comme Medvedev disent : "cela n'a rien à voir"... Avant les gens mouraient de faim, et maintenant l'Union Soviétique aide à surmonter les famines en Angola, au Mozambique et brise le pouvoir du capitalisme. Et ces types disent : "cela n'a pas d'importance"... Avec quel critère parlent-ils ? au nom de quel intérêt social ? que représentent-ils ? ils expriment l'intérêt d'une couche de gens utilisés par le capitalisme. Celui-ci va d'ailleurs s'en débarasser rapidement parce qu'ils n'ont aucune valeur.

L'IMPERIALISME CHERCHE A UTILISER LES "DISSIDENTS" POUR SES PLANS DE GUERRE

La non acceptation de Sorensen comme chef de la CIA indique les limites jusqu'où Carter pourra faire sa politique de détente. Ils ne lui laissent pas les mains libres. L'impérialisme a fait Pearl Harbour : il a lui-même liquidé une partie considérable de sa flotte, pour justifier la guerre devant le peuple américain qui n'était pas pour entrer en guerre. Toutes les précautions qu'ils prennent maintenant, indiquent le même fond. Il n'y aura pas de nouveau Pearl Harbour, parce que les Etats ouvriers ne seront plus, comme à l'époque de Staline, pris au dépourvu. Mais l'impérialisme yankee doit tenir compte de la population nord-américaine qui est contre la guerre et qui est pour laisser faire le socialisme à ceux qui le veulent. Si Carter avait l'appui du peuple nord-américain dans la politique de défense du système capitaliste, il mènerait une politique contre les Etats ouvriers, au nom de ce système : capitalisme contre socialisme. Mais il ne peut agir ainsi, il doit parler en défense de la démocratie; il essaie donc d'étendre cette défense de la démocratie aux Etats ouvriers. Il s'accroche à des idiots comme Boukovsky, qu'il agite comme des marionettes et dont il défend le droit à "la dissidence".

L'impérialisme défend ces "dissidents", non pas au nom du système capitaliste contre l'Etat ouvrier, mais au nom de l'abstraction qu'est la démocratie : d'autant plus que c'est aux Etats-Unis qu'il existe le moins de démocratie. Il n'y a qu'une démocratie formelle, superficielle et inconséquente. Par contre, c'est dans les Etats ouvriers qu'il existe le plus de démocratie : on y résout tous les problèmes de la vie, du travail, de l'emploi, de la santé, de l'égalité en général comme aucun pays capitaliste n'a pu le faire.

Cette revendication de liberté n'est pas destinée à aider les peuples à progresser et à vaincre l'arrièrement. C'est une excuse pour justifier la réaction du capitalisme contre les Etats ouvriers. Voilà le fond de la question. C'est pourquoi ils ont recours à des fous comme Soljenitsine qu'eux-mêmes accusent de se prendre pour un roi, ou une espèce de dieu, où à des gens comme Boukovsky.

Il faut attier l'attention sur le fait qu'ils ne vont rien faire de spectaculaire avec ce nouveau président des Etats-Unis. Ils vont, comme avec Ford, Nixon et Johnson, essayer de trouver les conditions pour déclencher la guerre. Johnson, et Kennedy pensaient aussi faire la guerre. Ils n'ont pas pu le faire. Il se peut que cette présidence passe également sans qu'ils la fassent. Cela ne veut pas dire qu'ils ne pourront pas la faire, mais bien qu'ils ne décident pas. Tout en étant disposés à faire, ils ne décident pas des conditions dans lesquelles ils vont la déclencher. Par contre, ce qu'ils font, c'est toute cette campagne contre les Etats ouvriers, afin d'écarter de l'Etat ouvrier une partie importante d'intellectuels et de se justifier aux yeux du peuple nord-américain, de la petite-bourgeoisie anglaise, française, italienne. Ils utilisent ces gens comme des points d'appui pour empêcher la perte de nouveaux secteurs sociaux, qui sont gagnés par les Etats ouvriers. Voilà leur but. Il n'y a rien de vrai, de nécessaire, ni de rationnel dans tout ce qu'ils disent.

Cette soi-disant "dissidence" ne constitue pas l'aspect déterminant de l'Etat ouvrier. Il s'agit d'une couche d'intellectuels, qui n'ont aucune valeur, aucune fonction. Ils sont contre parce qu'ils sont dépassés et qu'ils se sentent des nullités. S'ils avaient la moindre valeur intellectuelle, ils resteraient avec l'Etat ouvrier, supporteraient la bureaucratie et lutteraient pour élever les relations intérieures de l'Etat ouvrier, en surmontant la bureaucratie. Ils comprendraient que depuis Staline, il n'y a pas eu un recul, mais un progrès, à tout point de vue, économique, politique, social, scientifique et surtout sur un aspect montrant l'unité d'action de l'Etat ouvrier : l'appui mondial aux luttes de libération des masses. Aucun de ces types ne discute de cela.

Les divergences avec la direction de l'Etat ouvrier ne sont pas de nature historique, elles portent sur des points concrets, objectifs, fonctionnels. Il y a des changements bien profonds depuis l'époque de Staline ! Pour vivre, Staline devait se lier à la réaction mondiale et au capitalisme. Aujourd'hui la bureaucratie, les Etats ouvriers doivent, pour vivre, appuyer la révolution mondiale. C'est à dire que la bureaucratie développe les forces qui vont la nier elle même. Ce n'est pas la même chose qu'avant.

Ce qu'ils appellent "dissidence", protestations, résistance, n'est pas déterminé par la nécessité du progrès révolutionnaire, mais par des intérêts de couches sociales, étrangères au développement scientifique du socialisme. Aucun d'entre eux ne parle au nom du socialisme. Certains parlent de "socialisme humanitaire", "pluraliste", "de socialisme au visage souriant". C'est absurde. Il n'y a qu'un socialisme : il est déterminé par la planification de la production. Pour planifier la production, la propriété doit être étatisée. Ces mesures, par elles-mêmes, sont la source de progrès la plus féconde qui soit. Elles éliminent la possibilité de continuer l'appropriation de la production, la représentation de la propriété, au travers de petites couches sociales. Le socialisme élimine cela. Dans les Etats ouvriers, il s'agit d'une question de temps, pour changer la direction politique. Il s'agit de changements de direction et pas de transformations.

Le problème n'est pas comme le font ces types, de parler "liberté", pour dire ce qu'on a envie, et faire ce que l'on veut, pour s'opposer si on veut. Au nom de quoi ? et pour qui ? Nous sommes contre le fascisme parce que c'est un recul de l'histoire. Nous sommes aussi contre le retour au capitalisme ou à des normes qui feraient reculer les Etats ouvriers vers le capitalisme. Quelle différence entre les deux choses ? nous sommes contre le fascisme et utiliserons tous les moyens pour l'empêcher d'exister, et nous sommes contre ceux qui défendent le passé. S'ils défendant réellement le progrès et la liberté, ils doivent défendre la centralisation de l'Etat ouvrier, la planification; ils doivent défendre inconditionnellement l'intervention de l'Etat ouvrier au Mozambique, à Cuba, mais l'Angola, le Mozambique, Cuba sont des su-

,LA CRISE DU CAPITA - LISME J. POSADAS

jets tabou pour ces types.

La liberté, les droits individuels sont liés à la vie collective et l'Etat ouvrier garantit cette vie collective. Le droit individuel de ces gens va contre la vie collective. Ils défendent un intérêt individuel d'intellectuels dépassés par l'histoire et sans aucune valeur. Même ceux qui sont mathématiciens, physiciens, scientifiques, n'ont aucune valeur.

Cette soi-disant "dissidence" est un mensonge, une spéculation du capitalisme, elle n'existe pas; c'est une campagne contre l'Etat ouvrier, contre le développement de l'Etat ouvrier. Ces soi-disant "dissidents" sont contre l'Etat ouvrier; leurs revendications ne sont pas destinées à impulser la démocratie soviétique, pour développer elle-même l'Etat ouvrier, et libérer les masses du monde de l'oppression capitaliste. Or l'Etat ouvrier a pour finalité, construire une nouvelle société, des formes de production et de relations humaines supérieures, requérant la centralisation, le monolithisme de la direction, la démocratie soviétique, afin de développer les forces, appuyer dans le monde entier le progrès de la lutte anti-capitaliste.

On ne peut construire une nouvelle société au moyen de doutes, de confusion, de pluralisme, en laissant la porte ouverte à des conceptions antagoniques du système de propriété et des rapports de production. Construire le socialisme signifie de l'anti-capitalisme, par conséquent la notion de démocratie y est celle de la démocratie anti-capitaliste, soviétique. La façon de penser, de raisonner est anti-capitaliste également, et toute divergence dans l'Etat ouvrier doit avoir une sens logique, en fonction de l'objectif de construire le socialisme. Elle ne peut contenir aucune ambiguité et ne signifie pas qu'une diversité de pensées, inclus celles qui sont capitalistes, soit possible. Cette pluralité est possible dans le système capitaliste, parce que celui-ci est obligé, à cause des relations mondiales de forces, de tolérer le mouvement communiste et socialiste. Mais cette pluralité n'est pas une conséquence propre du système capitaliste, elle lui est imposée par la lutte de classes. C'est par sa lutte que le prolétariat gagne le droit, l'autorité, le poids social lui permettant d'imposer la démocratie afin de combattre et détruire le système capitaliste. Et il le déclare sans aucune crainte, comme le fait Marx dans le Manifeste Communiste : "les communistes n'ont aucune peur de déclarer leur but anti-capitaliste et leur volonté de détruire le système capitaliste".

On ne peut éluder les conclusions du programma, de la lutte anti-capitaliste, si l'on veut le progrès de l'humanité, sans quoi il n'y a de progrès, que celui d'un secteur ou d'un autre. C'est le système capitaliste qui empêche le progrès de l'humanité, le développement, le droit, la volonté de progrès de l'humanité. La démocratie, sans le progrès, n'a aucune valeur elle est un instrument social transitoire. Nous ne défendons pas les droits démocratiques en soi, ni la société démocratique capitaliste. Face au fascisme où aux tentatives réactionnaires, nous défendons le droit de la classe ouvrière à écraser le fascisme, non pour soutenir le capitalisme, mais bien pour écraser également ce dernier. Autrement on ne peut construire le futur. Il n'y a pas de place pour le doute, l'ambiguité, la pluralité dans la société, pour le progrès du socialisme. Celui-ci ne peut se construire avec de la commisération, ou avec un mélange de capitalisme. Le système capitaliste est un système de profits, de propriété privée; son intérêt pour la société, la démocratie, la science, la technique, les relations humaines s'établit en fonction des intérêts de propriété. L'intérêt de propriété va contre l'intérêt des gens. Seveso en est une preuve, de même que le Friouli en Italie, les crimes actuels des fascistes et de la bourgeoisie, les injustices dans les pays capitalistes dans lesquels, comme en Italie, on met en liberté tous les chefs fascistes alors qu'on met en prison des militants ouvriers parce qu'ils font des manifestations revendiquant la justice.

Les "dissidents" ne sont pas des gens qui veulent impulser le développement du socialisme en Union Soviétique et dans les autres Etats ouvriers, leur "dissidence" porte contre l'Etat ouvrier lui-même; ils veulent combiner le développement de certaines formes de propriété étatisée et de planification, avec un usufruit privé réservé à une certaine catégorie de gens. C'est pour cela qu'ils n'ont pas d'audience ni d'autorité auprès des ouvriers, des paysans, ni même des secteurs moyens de la société. Ce sont des secteurs isolés; ils s'intitulent eux-mêmes "les intellectuels", car ils ne représentent pas en fait la pensée scientifique, ni le progrès scientifique des Etats ouvriers. Par contre, le développement de la fonction historique des Etats ouvriers s'exprime au travers de l'appui que ceux-ci donnent à l'Angola, au Mozambique, à Cuba, aux masses d'Afrique du Sud, de Rhodésie, au Vietnam, au Cambodge, au Laos, à la Chine même. Voilà où se trouve le progrès. En quoi peut-on avoir des dissidences par rapport à cette tâche ?

Une "dissidence" doit manifester quelle est sa position face au socialisme et au capitalisme. Mais des gens comme Medvedev proposent une société mixte : à la fois société privée et société socialiste. Ces "dissidents" sont en fait des secteurs issus des couches bureaucratiques de l'étape antérieure, qui ont développé des sentiments et des intérêts bureaucratiques au-dessus de la société soviétique. Ils correspondent à ce que, pouvait-être, dans la société capitaliste, la petite bourgeoisie intellectualisée. Ce sont des couches, qui n'ont aucune fonction dans la société soviétique, aucun de ces types n'apporte une contribution d'idées. Ils peuvent contribuer, en tant que mathématicien, physicien, mais des scientifiques peuvent le faire également dans la société capitaliste, indépendamment de leur pensée sociale. Leur profession leur permet d'apporter quelquechose. Mais quand il s'agit d'impulser la lutte pour le progrès, il faut une lutte anti-capitaliste, on ne peut combiner capitalisme et socialisme. Le socialisme n'admet pas une pluralité de tendances, de courants, de positions, de politiques, incluant le capitalisme. La lutte entre socialisme et capitalisme ne se résout pas au moyen d'une concurrence électorale, mais dans une lutte de classes aiguë qui a déjà démontré que la capitalisme ne peut être renversé que par la force.

Le capitalisme n'accepte pas d'être délogé. S'il recule, comme il a du le faire, c'est parce que le rapport de forces mondial le lui a imposé, mais il prépare le règlement final des comptes, il prépare la guerre. C'est pour cela qu'il fait des armements atomiques. Il n'a pas consenti à la victoire de Cuba, du Mozambique, de l'Angola. Il n'a pas de forces pour s'imposer. Dans les élections présidentielles américaines, les 50 % de gens qui n'ont pas voté, ont émis un vote contre l'impérialisme. Il y a une relation mondiale de forces, un affrontement mondial entre les Etats ouvriers et le système capitaliste. Si le capitalisme avait de la force il attirerait ces 50 % d'électeurs américains. Il est contre l'Etat ouvrier, et pourtant 50 % des gens votent contre lui. L'impérialisme yankee n'a pas eu la résolution d'intervenir en Angola, parce qu'il a la population nord-américaine contre lui.

LA DEMOCRATIE SOVIETIQUE EST NECESSAIRE POUR ABATTRE LE CAPITALISME ET IMPULSER LE SOCIALISME

Ces "dissidents" n'aspirent pas à la démocratie pour impulser le socialisme. Ils aspirent au développement d'intérêts bureaucratiques des couches sociales qui s'étaient développées à l'époque de Staline et ensuite de Kroutchev. Aucun d'entre eux n'est capable de faire des poèmes, des peintures, des romans, reflétant la lutte actuelle pour le progrès de l'humanité. Tous font, comme Soljenitsine, des critiques en fonction d'un intérêt individuel; dans ce sens ils s'unissent au capitalisme. Medvedev par exemple, estime que la révolution russe était prématurée. Mais, pour mesurer l'objectif, le sens, l'opportunité de la révolution russe, il suffit de regarder ce qu'est l'Etat

suite page 4

Pour les 36 heures tout de suite ! sans perte de salaires ! Sans augmenter les cadence !

La semaine des 36 heures est un mot d'ordre très discuté dans tous les secteurs de la classe ouvrière, en particulier dans cette période d'appronfondissement de la crise du système capitaliste et d'augmentation quotidienne du chômage. En effet, la Belgique est un des pays d'Europe capitaliste dont le taux de chômage est le plus élevé. Des usines ferment. La crise dans la sidérurgie va avoir des conséquences pour des milliers de métallos qui vont se retrouver sur la pavé, allonger les files déjà interminables aux bureaux de chômage.

Et cela se passe, alors que le grand patronat a continué et continue à faire des bénéfices plantureux et que la productivité du travail n'a fait qu'augmenter. Il semble donc contradictoire que, maintenant encore, dans beaucoup d'usines le patronat oblige les travailleurs à faire des heures supplémentaires, alors que d'autres sont chômeurs. Tout cela va évidemment à l'avantage du patronat. Les chômeurs ne sont pas à charge du patron, mais de l'Etat, c'est à dire, payés avec les taxes que tous les travailleurs actifs ont du verser obligatoirement à l'Etat. Tout cela va à l'avantage du patronat, tant les heures supplémentaires, que le chômage technique, parce que cela lui fait économiser tous les frais que représente un ouvrier pour la Sécurité Sociale, la pension etc...

Les 36 heures sont un mot d'ordre que les travailleurs revendiquent déjà depuis longtemps. Dans de nombreuses assemblées syndicales, ils ont même demandé les 32 heures, ou 35 heures, comme dans les ports. Mais les ouvriers ont exigé aussi que cette revendication aille ensemble avec celle du contrôle ouvrier sur les cadences, Ils ont tout à fait raison de poser ces mots d'ordre, et pour tout de suite, pas pour 1980 comme le disent les directions syndicales. Il faur exiger les 36 heures sans perte de salaires et avec le contrôle ouvrier sur leur application ! Si on obtien les 36 heures, et qu'on laisse le patronat accélérer toutes les cadences pour maintenir et augmenter sa productivité, cela ne sert à rien et cela ne permettra pas non plus de mettre des chômeurs au travail. C'est bien ce qui s'est passé jusqu'à présent ! Il faut mettre en évidence l'hypocrisie des dirigeants capitalistes de la FEB qui disent que c'est en Belgique qu'on travaille le moins d'heures et pourtant qu'il y a les plus de chômeurs : évidemment ! Si on fait le compte à l'usine : chaque ouvrier travaille beaucoup plus durement qu'avant, et les patrons ont rattrapé tout ce qu'ils ont du céder sur les heures de travail, en augmentant les cadences!

Les cadences, les mauvaises conditions de travail, les accidents souvent mortels ont été chaque fois plus nombreux, parce que le patronat fait travailler plus vite, et avec moins de personnel, pour maintenir ses profits. Dans certains secteurs, ces cadences sont vraiment insupportables et sont la cause de l'absentéisme fréquent, des maladies nerveuses, du surmenage (qui ne sont toujours pas reconnus comme maladies professionnelles!).

Tout cela tourne autour du même axe. Le système capitaliste organise tout en fonction du profit. Il s'en fiche pas mal de l'augmentation des chomeurs, des accidents du travail, des maladies professionnelles. Il recherche aveuglément le profit, et c'est la loi de l'économie de marché qui domine, qui provoque la rationalisation, qui élimine les petites entreprises et les moyennes également et qui centralise toute l'économie dans les mains de grandes sociétés financières, des grandes banques et des Multinationales.

Mais les travailleurs ne veulent pas faire les frais de la crise capitaliste et veulent travailler dans la dignité humaine, et non dans la brutalité, l'anarchie de la production orchestrée par le régime capitaliste. Ils veulent d'autres relations sociales dans leurs usines, dans leurs quartiers. Voilà pourquoi, il est nécessaire de se mobiliser pour imposer les 36 heures, sous controle ouvrier et sans diminution des salaires. Il faut pour cela que les Syndicats organisent une campagne pour refuser les heures supplémentaires, et ensuite élaborer tout un programme qui permettrait de mettre tous les chômeurs au travail. Evidemment les 36 heures ne peuvent pas être appliquées sans que cela fasse partie d'un programme plus général des Syndicats. Entre autres, la pension à 55 et 60 ans, sans perte de salaires, un congé de maternité prolongé avec la sécurité de garder son emploi, l'organisation de crèches dans les usines et les entreprises. Cela signifie évidemment un changement de société, un autre système social qui est basé sur l'attention et la préoccupation pour le bien-être de la population dans son ensamble. Dans une émission à la T.V., un médecin a pris en exemple la Hongrie qui du point de vue social manifeste une supériorité évidente en comparaison au système capitaliste. En effet, les mères travailleuses ont droit à un congé de maternité de deux ans sans perdre leur emploi, avec du personnel qui leur rend visite à la maison pour la mettre au courant des nouveautés techniques ou autres qui se sont produites pendant leur congé. Apparemment cela n'a rien à voir avec les 36 heures et le problèmes du chômage. Et pourtant cela fait partie de la même lutte par la dignité humaine.

Il faut voir également que pendant 50 ans le mouvement ouvrier s'est battu pour travailler 40 heures par semaine, à lutter pour travailler dans la dignité. Il y eut des mobilisations massives pour la journée de huit heures, pour le droit au repos, aux congés payés, pour arrêter le travail des enfants. De nombreux ouvriers sont morts pour imposer tous ces droits. Et actuellement encore dans certains secteurs, les travailleurs travaillent 48 heures et même jusqu'à 55 heures par semaine.

C'est un véritable scandale et une honte que les organisations acceptent de tels faits. Depuis 1936, c'est à dire depuis près de 40 ans il n'y a pas de diminution du temps du travail, on travaille toujours 40 heures/semaine et même plus.

Il est indispensable de faire changer cet état de choses dont les directions syndicales FGTB, et CSC sont les principaux responsables. Il faut imposer dans les assemblées syndicales, dans les réunions, dans les congrès, un mobilisation générale contre les heures supplémentaires, pour les 36 heures tout de suite sans perte de salaires. Et profiter de la journée d'action qui se prépare pour le 25 Février, pour imposer cette mesure, contre le chômage, et l'accélération des cadences.

EGYPTE: suite de la page 1

des prix, contre la conduite erronnée de leur direction politique, contre le comportement bureaucratique qui faisait du tort aux masses. Elles ont cherché, par leurs mobilisations à faire peser leur opinion.

En Egypte par contre, elles ont fait des mobilisations énormes, et beaucoup de destructions. Les destructions en Pologne n'ont pas été le fait des ouvriers, mais celui d'une petite couche de gens qui n'avaient pas les mêmes intentions que les ouvriers. C'est pour cela que les ouvriers se sont arrêtés et n'ont plus fait aucun mouvement qui aurait pu faire du tort à l'Etat ouvrier polonais.

Leur conduite a été différente. Cela ne veut pas dire que les masses polonaises sont "pluralistes", ou influencées par la démocratie bourgeoise, mais qu' elles ont une conscience de classes et comprennent que des contradictions subsistent encore au sein de l'Etat ouvrier. Elles cherchent à la résoudre sas faire de tort a l'Etat ouvrier.

Les Biermann, et tous ceux qui s'en font les défenseurs, doivent apprendre de ces expériences. En Egypte les masses n'ont rien à défendre dans l'Etat egyptien. Elles ont senti que rien ne les unissait à ce gouvernement, même pas le danger de la guerre contre Israël. Ce gouvernement nationaliste en Egypte est une farce.

Les dirigeants communistes et socialistes doivent tirer ces conclusions du comportement des masses (égyptiennes et polonaises pour voir le mûrissement des masses polonaies et l'autorité qu'a l'Etat ouvrier sur les masses.

Ces grands défenseurs du pluralisme ont une bonne occasion de se soulever contre la répression sanglante et assassine de Sadate. En Pologne, on n'a tué personne. On a émis des condamnations, qui sont certes réactionnaires, mais on doit voir également que l'etat polonais a senti la pression des masses et, tout en cherchant à sauver son autorité, il a peu a peu levé presque toutes les condamnations. Malgré cette direction bureaucratique, l'Etat polonais a senti cette pression des masses. Il ne le fait pas parce qu'il a peur devant cette pression, mais parce qu'il existe un intérêt commun entre lui et les masses. Le gouvernement a du sentir les effets de cette identité, qui a fait que les masses ont cherché à impulser l'Etat ouvrier.

Il n'y a rien de tout cela en Egypte. Rien n'unit les masses à Sadate. Même pas le danger ou la menace d'invasion de la part d'Israël. Les masses ont montré qu'elles n'en avaient pas peur et que rien ne les unissait au gouvernement. Ce mouvement affaiblit l'Egypte face à Israël. Israël avait là un belle occasion pour faire une invasion. Pourquoi ne l'a-t-elle pas fait ? Elle n'a aucun intérêt à impulser la révolution en Egypte, de même que Sadate n'a aucun intérêt a impulser la révolution en Israël Ils se mettent tous deux d'accord contre les masses.

Les conditions existent pour exiger la démocratie syndicale complète, en Egypte. Nous proposons à tous les pluralistes des partis communistes et socialistes de prendre comme centre essentiel de leur programma : liberté démocratiques en Egypte ! C'est là qu'il faut les réclamer ! en plus qu'il n'y a pas de liberté, le niveau de vie y est extrêmement bas. En Pologne, ce n'est pas pareil.

Il faut demander la démocratie syndicale, le droit à l'organisation démocratique, l'indépendance syndicale, le droit à lutter pour des augmentations de salaires et de meilleures conditions de travail, le droit de former des partis ouvriers indépendants de l'appareil de l'Etat et répondant aux intérêts, aux besoins et aux initiatives de la population. Il faut revendiquer les libertés démocratiques, syndicales et politiques, établir un programme appelant à l'unification du mouvement arabe avec les masses israéliennes, incluant l'auto-détermination pour Israël et proposant son incorporation dans une fédération socialiste arabe. Voilà la réponse à donner à ces mobilisations. Il revendique le droit de tendances dans le camp syndical et politique, le droit de toutes les tendances révolutionaires, démocratiques, à lutter pour le progrès de l'Egypte : une des bases essentielles de ce progrès consiste à réétatiser tout ce qui Sadate a privatisé et à élargir les étatisation, à réaliser la planification de la production, et à faire appel à une alliance de tous les Etats arabes contre l'impérialisme. Il faut aussi appeler les masses d'Israël à une alliance pour vaincre l'état d'arrièrement du Moyen Orient, dû à l'existence du système capitaliste, donner tout l'appui aux Palestiniens, et les intégrer dans cette Fédération Arabo-Israélienne Socialiste.

LES SOI-DISANT "DISSIDENTS" EN UNION SOVIETIQUE, LA CRISE DU CAPITALISME ET LA CONSTRUCTION DU SOCIALISME

Tous les pays qui ont impulsé la révolution, sont partis d'un état féodal arriéré pour atteindre un développement économique, social et scientifique, des plus élevés. Cette mesure est suffisante. Ces gens, par contre, veulent résister à tout cela. Ils n'annulent pas complètement l'Etat ouvrier `à part Soljénitsine –, ils représentent diverses couches, divers intérêts bureaucratiques. Chacun d'eux a encore quelque intérêt pour l'Etat ouvrier, car c'est de lui qu'ils ont vécu, ils cherchent donc à combiner l'Etat ouvrier avec le régime capitaliste. Ce sont des couches de la société sans aucune représentation. Ce sont de petits noyaux d'intellectuels qui ne représentent personne, ni les ouvriers, ni les militants. Ils ne font que défendre un intérêt de profit privé de la propriété étatisée. C'est pour cette raison qu'il y a toute cette gamme de types, depuis Soljenitsine qui est contre le socialisme, contre l'Etat ouvrier, jusqu'à Medvedev qui déclare que la révolution était trop pressée et veut un état intermédiaire entre l'Etat ouvrier et le capitalisme. Toutes leurs idées ne sont pas le produit de la réalité, mais celui des intérêts sociaux de ces couches qui proviennent de l'époque de Staline.

Entretemps l'Etat ouvrier avance et oblige les directions des partis communistes à élever leur politique révolutionnaire, à porter la liberté dans toutes les parties du monde, à étendre les Etats ouvriers.

L'Union Soviétique n'a pas apporté l'oppression à l'Angola ni au Mozambique. Elle a apporté la liberté. Les Medvedev et autres ne parlent même pas de ces pays. Par contre, ils parlent des pays capitalistes et y comparent le niveau de liberté par rapport aux Etats ouvriers : mais la "liberté", que ce soit en France, en Italie, aux Etats-Unis, signifie le chômage, le sous-alimentation, les bombes des fascistes, la répression, les assassinats, les Seveso, la baisse du niveau de vie. Voilà le capitalisme. Par contre, dans les Etats ouvriers, il existe un progrès ininterrompu pour tous, du niveau de vie, de la capacité culturelle, des connaissances, des soins médicaux, de la préoccupation pour la vie des masses, et un progrès dans l'appui à la révolution mondiale.

En même temps que ce progrès, il subsiste une insuffisance de développement de la démocratie socialiste, de la démocratie permettant le développement communiste. C'est cela que nous revendiquons : la démocratie soviétique, le fonctionnement indépendant des syndicats, pour développer l'Etat ouvrier, la vie publique, le fonctionnement objectif des partis pour influencer le monde et continuer à appuyer les révolutions et tous les Etats ouvriers du monde.

Voilà la différence entre ce que nous revendiquons et la contestation de tous ces intellectuels dans les Etats ouvriers. Ils ne cherchent pas à impulser les droits démocratiques pour le communisme, mais pour une alliance entre eux et le système capitaliste mondial. Ils n'ont aucun droit à l'existence et ne méritent pas d'être reconnus ni soutenus. Ce sont des secteurs dépassés par l'histoire, représentant les intérêts de couches sociales bureaucratiques, et rien d'autre. Ce sont des couches isolées, ils n'ont avec eux ni des ouvriers, ni des militants, ni des intellectuels militants.

Ils ne parlent jamais de processus mondial de la révolution, ni de la lutte de classes. Ils font entièrement abstraction de ce processus. Ils parlent au nom de ce groupe qui s'allie au capitalisme pour avoir de la force contre les Etats ouvriers. Entretemps, les masses du monde appuient l'Angola, le Mozambique, et demandent que l'Union Soviétique intervienne dans tous les nouveaux Angolas du monde. Mais ces gens vivent dans l'isolement en n'interviennent en rien. Ces individus se réfugiént dans des intérêts de castes, ils sont dépassés par l'histoire, comme le capitalisme.

Le droit à la divergence doit exister, mais en fonction de la construction d'un nouvelle société; et celle-ci ne peut se construire sous d'autre forme que celle de l'Etat ouvrier. Le droit au désaccord doit porter sur les formes les meilleures pour développer la société socialiste, contre le système capitaliste et sur les pensées iconomiques, sociales, politique militaires, les meilleures pour aller contre le système capitaliste.

Quand on pose le droit à la démocratie, à la dissidence, il faut dire aussi au nom de qui et pour qui, on le fait. S'opposer au nom de la propriété privée, signifie un recul. La science n'admet pas le recul, mais bien le progrès. C'est pour cette même raison que n'admettons pas le retour au fascisme, à la société féodale, à la société esclavagiste. Rester dans le capitalisme revient au même que rester dans l'esclavage, par rapport à l'Etat ouvrier.

L'Etat ouvrier a déjà éliminé tous les maux fondamentaux du système capitaliste : le chômage, la guerre. Il ne l'a pas fait entièrement, parce qu'il y a encore certaines faiblesses sues à la domination de castes sociales, d'appareils bureaucratiques qui profitent de l'Etat ouvrier. Mais ces mêmes couches, pour vivre aujourd'hui, doivent impulser la révolution mondiale. Elles y sont obligées parce que l'Etat ouvrier exige, scientifiquement, une expansion mondiale de l'économie étatisée, afin d'éliminer l'arrièrement de la production. L'Etat ouvrier ne le fait pas pour tirer profit des autres pays. On le voit bien en Angola, au Moambique, au Vietnam, à Cuba. Il le fait pour permettre un développement sans entraves de l'économie. Plus se développe l'économie des Etats ouvriers, moins il reste de place pour la bureaucratie, de sorte que tout militant, toute personne cherchent le progrès, doit aspirer à ce que l'Etat ouvrier se développe le plus possible. Plus il le fera, moins la bureaucratie aura de terrain pour subsister.

La bureaucratie est un produit de la pauvreté, de l'arrièrement, du manque de moyens; elle n'est pas le produit du progrès de l'Etat ouvrier. Ces "dissidents" ne s'intéressent pas à tout cela. La lutte contre la bureaucratie n'est pas une lutte contre l'Etat ouvrier. Il ne s'agit pas de mettre en question l'Etat ouvrier, au nom de la pluralité, mais de mener la lutte pour impulser l'Etat ouvrier à intervenir plus dans le monde et à abattre le système capitaliste.

Il faut développer la démocratie soviétique, pour impulser l'intervention des masses, impulser la révolution, abattre le capitalisme, développer la capacité de toute la population pour intervenir. Mais cela doit se faire dans le camp concret du communisme, et non sur le terrain ambigu du pluralisme. Plus l'Etat ouvrier se développe, moins il y a de place pour la bureaucratie. C'est ainsi qu'il faut mesurer scientifiquement. Tous ces "dissidents" n'ont rien à voir avec le communisme.

23.1.77
J. POSADAS

RESOLUTION DU BUREAU POLITIQUE DU P.O.R. (Trotskyste) suite de la page 1

ouvrier aujourd'hui.

Ce sont toutes ces luttes qui sont à l'esprit des travailleurs et qui obligent maintenant les directions syndicales à faire un certain pas. C'est important la revendication des 36 heures sans perte de salaires. Mais, comme l'ont déjà manifesté de nombreuses assemblées d'usines, il faut réclamer les 36 HEURES TOUT DE SUITE, SANS PERTE DE SALAIRES ET AVEC LE CONTROLE OUVRIER SUR LES CADANCES, SANS AUGMENTATION DES CADENCES. Notre Parti propose de préparer le 25 février avec cette revendication comme centre. Il faut montrer qu'on doit et qu'on peut obtenir les 36 heures, dès maintenant : c'est nécessaire parce que la crise n'est pas pour 1980, elle est bien là aujourd' hui. Ensuite, on ne doit pas laisser les mains libres au patronnat de réorganiser la production ; le travail et d'arriver en 1980, à faire produire en 36 heures ce qu'on fait actuellement en 40. Pour que la diminution du temps de travail soit efficace, il faut exiger aussi le contrôle ouvrier sur les cadences, et il faut les 36 heures tout de suite.

Dans les assemblées syndicales pour préparer le 25 février, nous appelons à discuter ce problème. Il faut aussi demander plusieurs assemblées, et des assemblées en commun entre travailleurs et CSC, faire des assemblées entre les usines, inviter d'autre usines à venir discuter : par exemple, dans une assemblée des ACED, inviter des délégués de la sidérurgie, des verreries. La participation la plus grande de tous les travailleurs est un moyen essentiel por mener le combat. Les directions syndicales nationales ont passé des jours et des jours à discuter avec les patrons, avec la FEB, avec le gouvernement, et d'ailleurs inutilement. Maintenant, il faut consacrer du temps, et faire une grande campagne de discussions, d'agitation dans tout le pays, pour informer les travailleurs, mais surtout pour que les travailleurs prennet la parole et interviennent pourdire comment faire le 25/2, quoi faire apr–es. Il faut faire des réunions entre travailleurs flamands et wallons.

Nous appelons à discuter aussi sur la perspective de ces actions de revendications : aujourd'hui, les organisations du mouvement ouvrier voient de plus en plus qu'on ne peut pas mettre d'uncôté les revendications syndicales et de l'autre, la lutte politique. Chaque action que font les travailleurs est très politique, parce qu'elle met en cause tout le plan que les capitalistes avaient établi, au travers du gouvernement Tindemans, de faire payer leur crise à la classe ouvrière, à la population : quand les travailleurs réclament les 36 heures, tous les dirigeants politiques de la bourgeoisie crient que l'économie va s'effondrer ! Certes leur économie s'effondre, leurs profits qu'ils tirent de l'exploitation des masses, tout cela est mis en danger. Mais le capitalisme est incapable d'assurer le progrès des gens. Et les travailleurs ne se sentent pas du tout solidaires de la crise des capitalistes. Dans cette action du 25 février, nous appelons à discuter aussi comment faire pour que l'économie continue à fonctionner, pour empêcher le dépérissement de régions et de branches entières de l'industries : pour cela, il faut que le mouvement ouvrier propose un programme, une politique d'étatisations des banques, de la sidérurgie, des principales entreprises métallurgiques, de l'énergie (du gaz, à l'énergie atomique : tout doit être en service public et donc étatisé), de toutes les entreprises en crise, et un plan de développement économique en fonction des besoins de la population. Etatisations sous contrôle ouvrier et planification de l'économie, sont des points essentiels pour permettre le progrès économique et social de la population.

Aucun gouvernement capitaliste n'est capable de soutenir et de réaliser un tel programme. Et si les dirigeants socialistes vont au gouvernement, sans avoir un programme anti-capitaliste, il est certain qu'ils serviront d'exécuteurs des plan capitalistes contre la classe ouvrière. La gouvernement Tindemans tient à peine débout. Il est encore là parce qu'aucune force politique ne se décide à le faire tomber. La mobilisation unie de la classe ouvrière peut le faire tomber. Mais on doit discuter dès maintenant : que voulons-nous mettre à la place ? Si les organisations syndicales luttent avec conséquence pour les revendications qui sont actuellement posées, cela fait un coup au pouvoir capitaliste, et le gouvernement aura difficile à rester en place. Alors il faut poser clairement, dès maintenant cette possibilité. Nous appelons les militants syndicaus, les travailleurs dans les usines, dans les quartiers des étudiants dans les écoles, à faire venir des délégués des partis de gauche dans les assemblées syn dicales pour discuter la perspective d'un alternative de gauche : nous proposons de discuter LE FRONT UNIQUE DES SYNDICATS ET DES PARTIS OUVRIERS POUR IMPOSER TOUTES NOS REVENDICATIONS ET POUR PREPARER UN GOUVERNEMENT DE GAUCHE EN BELGIQUE. Que des camarades des Partis Communiste, Socialiste, du MOC de la gauche chrétienne indépendante, du Rassemblement Wallon, viennent dans les assemblées ouvrières pour discuter le front de la gauche, sur le vif, à la base. Nous appelons au front unique de toutes les tendances de gauche, inclus les groupes dits gauchistes, et notre Parti, les Trotskystes-Posadistes, pour donner un perspective de lutte vers le socialisme à la journée du 25 février.

VIVE L'ACTION UNITAIRE DE LA CLASSE OUVRIERE POUR FAIRE SENTIR SA FORCE ET SA RESOLUTION ANTI-CAPITALISTE LE 25 FEVRIER !

CONTINUER CETTE LUTTE POUR OBTENIR LES 36 HEURES IMMEDIATEMENT !
VIVE LE FRONT UNIQUE DES PARTIS OUVRIERS ET DES SYNDICATS OUVRANT LA VOIE A UN GOUVERNEMENT DE GAUCHE EN BELGIQUE !

Le Bureau Politique du P.O.R. (Trotskyste)
section belge de la IVe Internationale-Posadiste *11.2.77*

VOIR PAGE 3

LA CRISE DU CAPITALISME EN ANGLETERRE ET L'ORGANISATION DE LA GAUCHE AVEC UN PROGRAMME ANTICAPITALISTE
J.POSADAS 30 Décembre 76

*

La réunion des partis communistes francais, espagnol et italien à Madrid et la discussion du mouvement communiste mondial 13 Mars 1977

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

LUTTE OUVRIERE

ORGANE DU PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE TROTSKISTE
Section Belge de la IVe INTERNATIONALE POSADISTE

7 Frs | 15ème ANNEE | N° 281 | 15 mars 1977

Périodique bi-mensuel — Envoyer toute correspondance à LUTTE OUVRIERE — BP 273 — 6000 CHARLEROI I
Abonnement de 12 numéros : 80 F. — Abonnement annuel : 150 F. — Abonnement de soutien : 500 F.
A verser au CCP 000-09762.34-26 de C Pôlet — Editeur Responsable : C. Pôlet — 51a, rue Garibaldi — 1060 Bruxelles.

DANS LES GREVES ET LES ELECTIONS : FRONT UNIQUE PARTIS OUVRIERS, SYNDICATS POUR UN GOUVERNEMENT DE GAUCHE !

Les grèves et mobilisations syndicales ont accéléré la crise gouvernementale. Après la dissolution des chambres, et l'annonce de la préparation de nouvelles élections, les Syndicats du front commun ont décidé d'arrêter, de suspendre toutes les actions. Toute la classe ouvrière est fermement opposée à cette décision. Il faut organiser des assemblées syndicales, pour discuter la poursuite de toutes les grèves et les actions décidée par le front commun. Comme pour l'organisation des grèves, et actuellement pour les suspendre les travailleurs n'ont pas été consultés. Et dans toutes les entreprises se discute ferme, ce manque de démocratie syndicale flagrant.

Il n'y a aucune raison d'arrêter ou de suspendre les actions. Il n'y a rien de changer dans la politique actuelle du gouvernement. Au contraire, tous les problemes restent entiers. Le chomage continue, la crise politique et économique également. Aucune des revendications exigées par les Syndicats n'a été obtenues. Rien ne justifie cette suspension des mobilisations. Le gouvernement a voulu faire pression sur les Syndicats, faire du chantage avec cette crise de gouvernement et les directions syndicales cèdent, alors que la classe ouvrière, tous les secteurs des travailleurs dans tout le pays démontrent, et ont démontré leur détermination, leur décision, leur volonté de lutter de façon unanime, nationalement, chrétiens et socialistes, wallons et flamands. Les directions syndicales capitulent, devant le gouvernement alors que les travailleurs sont décidés à poursuivre les luttes jusqu'au bout.

Au travers de cette prise de position les directions syndicales, montrent bien que les Syndicats agissent politiquement, ont une fonction politique. Sinon, indépendamment des décisions gouvernementales les Syndicats continuent. Avec force au cours de tous les meetings, les permanents syndicaux se sont défendus de faire de la "politique". Et maintenant ils interviennent "politiquement", mais pour faire de la consilation.

Il faut discuter dans toutes les assemblées syndicales, dans les réunions, de maintenir fermement toutes les actions, toutes les mobilisations qui ont déjà ébranlé le fonctionnement du régime capitaliste.

Si les Syndicats discutent de cette façon maintenant, c'est parceque le programme proposé par les directions syndicales était limité, imprécis et ne répondait pas aux nécessités de donner une perspective anticapitaliste à la crise. Entre autre, dans le programme était inscrit la perspective d'obtenir de véritables négociations avec le gouvernement, avec le patronat.

De la façon dont s'est décidé les choses, le gouvernement n'est pas dimisionnaire et va continuer à appliquer les "affaires courantes" mais sans tenir compte du Parlement. C'est à dire, que par des décrets-lois, il va pouvoir mettre en application toutes les mesures antisociales décidées dans le plan Egmont sans que le Parlement puisse rien empêcher.

Les délégués syndicaux doivent discuter dans les assemblées la nécessité de poursuivre toutes les actions prévues et d'imposer dans les faits, dans l'action concrète les revendications exigées par les travailleurs. Pour imposer les 36 heures sans perte de salaires et sans augmenter les cadences, il n'y a pas besoin de gouvernement, il faut seulement la décision de l'organiser et de l'appliquer dans les usines.

Pour discuter un programme d'Etatisations, de controle ouvrier, il n'y a pas besoin non plus d'un gouvernement, mais il faut des partis ouvriers communistes et socialistes décidés à lutter hors du Parlement pour mettre cela en application.

LA DEMOCRATIE SYNDICALE EST NECESSAIRE POUR IMPOSER LES REVENDICATIONS OUVRIERS

Les grèves sont unanimes, personne ne fait le jaune, tous sont unis : immigrés, belges, jeunes et vieux, flamands et wallons, hommes et femmes. Non seulement tout le monde participe, mais aussi tout le monde discute que ce n'est pas suffisant de faire 24 heures de grèves tournantes, qu'il faut faire la grève au finish jusqu'à ce que le gouvernement cède, et qu'il faut continuer les mobilisations, quelle que soit la situation de crise dans le gouvernement. Les travailleurs font des discussions très critiques dans les usines, envers les dirigeants, et les méthodes avec lesquelles ces grèves ont été préparées. Il y a eu très peu d'assemblées, pas de discussions sur le programme et les modalités de ces grèves. La grève a été suivie à 100 %, mais dans les meetings, les réunions où parlaient les dirigeants syndicaux, les gens n'écoutaient pas, beaucoup partaient avant la fin ou discutaient à haute voix en plein meeting. C'est une critique et une protestation envers les méthodes bureaucratiques. Toutes les prochaines actions doivent être discutées dans des assemblées, des meetings, tout le monde doit pouvoir intervenir pour donner son avis, et il ne faut pas se mobiliser seulement dans les régions concernées, mais dans toutes les entreprises.

LE FRONT DES TRAVAILLEURS WALLONS ET FLAMANDS IMPOSE AUX DIRECTIONS SYNDICALES EST L'ARME LA PLUS PUISSANTE DES TRAVAILLEURS POUR CONTINUER LA LUTTE.

L'aspect le plus important des grèves actuelles, est la réalisation de l'unité syndicale FGTB et CSC et le front des travailleurs wallons et flamands. En effet les grèves tournantes se font en même temps en Flandres et en Wallonie, et les travailleurs ont imposé l'unité syndicale aux directions. C'est une conquête très importante pour la Belgique. Cela représente une force, une cohésion, une puissance du mouvement ouvrier très grande, et a même une signification plus importante que les conclusions de la Grève de 6061. Tout le monde reparle de 60-61, mais les grèves actuelles sont une conclusion de 60-61, à un niveau beaucoup plus élevé ; parce que la classe ouvrière a depuis lors vécu les expériences de front de la gauche dans plusieurs pays d'Europe et elle a imposé le front wallons-flamands. Cela remet en place, toutes les idées, déformées sur le soi-disant manque de conscience et le conservatisme de la Flandre face au progressisme de la Wallonie. La classe ouvrière est unie dans sa lutte contre le capitalisme. Aujourd'hui elle a imposé cette unification aux directions syndicales. C'est la plus belle leçon que l'on ait pu tirer de 60-61. Toute la classe ouvrière lutte pour la même chose, pour en finir avec l'exploitation capitaliste.

LES GREVES ONT UN CARACTERE POLITIQUE POUR RENVERSER CE GOUVERNEMENT MAIS SURTOUT POUR ABOUTIR A UN GOUVERNEMENT DE GAUCHE. POUR UN FRONT UNIQUE PARTIS OUVRIERS ET SYNDICATS POUR IMPOSER CE GOUVERNEMENT.

Tindemans, au nom de la bourgeoisie, a qualifié ces mobilisations de "politiques", et les directions syndicales s'en défendent tant qu'elles peuvent. Il est certain que ces mobilisations ont un caractère politique, à cause de la crise sans issue du système capitaliste. Il n'est pas possible de poser une revendication économique, de salaires, de diminution des heures de travail, sans remettre en question toute la politique du gouvernement Tindemans, qui applique les ordres de la bourgeoisie. Tindemans veut créer un comité de défense de la démocratie politique, en prétendant qu'il n'aurait rien à voir avec les grèves actuelles. Mais on se demande bien à quoi il servirait alors.
La discussion sur ce problème est très grande dans tous les secteurs des travailleurs, qui ne veulent pas être utilisés pour un simple changement de figures dans un gouvernement, pour les intérêts parlementaires ou électoraux d'un parti. Pour cela, beaucoup d'ouvrier disent que la lutte est seulement syndicale, et pas politique. C'est en fait, une réaction contre la droite, la direction du PSB qui n'est pas contre de revenir à un gouvernement pour administrer la crise capitaliste. Les ouvriers ne veulent pas de cela, ni plus d'ailleurs que leurs grèves servent des objectifs de fédéralisme, de régionslisation, de gouvernement wallon. La détermination de toute la classe ouvrière, de Flandre comme de Wallonie exige une issue sur le plan national et contre le pouvoir capitaliste.

LE ROLE POLITIQUE DES SYNDICATS EST IMPORTANT POUR AIDER A L'ORGANISATION DU FRONT DE LA GAUCHE

Les syndicats ont un rôle essentiel a jouer, non pour obtenir une "régionalisation" ou un "fédéralisme", mais pour impulser une alternative ouvrière à la crise capitaliste : un front unique, sur le plan national, des partis de gauche et des syndicats, un programme anticapitaliste, un gouvernement de gauche. La FGTR de Liège, qui veut se montrer plus à "gauche" fait, en fait, un jeu pour les forces bourgeoises ou de la petite-bourgeoisie en nettant en avant la régionalisation, au lieu d'un programme d'expropriations, d'étatisations, de planification sous contrôle ouvrier de l'économie.
Il faut discuter la poursuite des grèves ces prochains vendredis : y participer chaque fois dans tout le pays, soit par des arrêts de travail, des assemblées, des meetings, des manifestations. Il faut faire des assemblées dans toutes les entreprises pour tirer les conclusions des actions et décider sous quelle forme continuer. Il faut maintenir un mouvement sur le plan national. Dans les assemblées il faut discuter pour que les Partis Communiste, Socialiste, la gauche chrétienne, le RW, les jeunes sociaux-chrétiens, le MOC interviennent en appui total aux luttes et avec des propositions pour construire un front de la gauche, avec un programme anti-capitaliste.

Maintenir les grèves jusqu'à imposer les 36 heures immédiates, sans pertes de salaires et sans augmentations des cadences !

Developper un front des partis ouvriers et des syndicats pour fixer, dès maintenant une alternative anti-capitaliste, au travers d'un gouvernement de gauche !

Pleine démocratie syndicale pour discuter et décider la poursuite des actions !

11 mars · 1977

LA CRISE DU CAPITALISME EN ANGLETERRE ET L'ORGA
UN PROGRAMME ANTI-CAPITALISTE

Le niveau actuel de la lutte de classes en Angleterre montre la nécessité et la possibilité dès maintenant, de faire fonctionner une tendance de gauche, malgré toutes les résistances de la direction du Parti Travailliste et des Trade Unions. Comme nous l'avons analysé antérieurement, le manque de vie, de tradition marxiste, de fonctionnement démocratique soviétique des syndicats, a conduit le mouvement ouvrier, les centrales ouvrières, le Parti Travailliste, à empêcher le fonctionnement de tendances révolutionnaires.

L'absence d'un Parti Communiste important – le PC est chaque plus réduit en Angleterre –, l'étape de Staline avec le réformisme qui l'accompagnait, ainsi que le développement de l'économie capitaliste, la puissance de l'empire anglais, basée sur l'exploitation et les massacres des colonies : tout cela a engendré une bureaucratie ouvrière qui a servi de base au Parti Travailliste. Cette structure a développé un corps syndical et politique sur lequel s'appuie l'aristocratie ouvrière et sur lequel se fonde le système capitaliste. Le Parti Travailliste s'est formé, structuré, organisé, développé dans cette fonction, dans ces conditions.

Maintenant, il n'en est plus de même. On discute, et de façon très véhémente, que le progrès du monde s'accomplit au travers des Etats ouvriers. Ni les Etats-Unis, ni l'Angleterre, ni la France, l'Allemagne, ni le Japon – les seuls pays capitalistes – puissants – ne peuvent comparer leur développement avec celui de l'Union Soviétique, comparer les colonies avec l'URSS. Ils cachent cette réalité, alors qu'ils développent toute une dispute sur la fonction, la portée et la supériorité du développement des Etats ouvriers. Les masses du monde voient le développement des Etats ouvriers – de la Pologne à la Hongrie, la Tchécoslovaquie –, elles voient qu'ils sont partis d'un état d'arrièrement profond et en moins de 40 ans, ils sont tous devenus des pays très développés industriellement, ils ont éliminé la faim, le chômage, les plaies du système capitaliste.

Tout cela se discute également en Angleterre. Le délai est plus long, parce que la structure de l'aristocratie ouvrière est plus puissante et qu'il n'y a pas eu de révolution comme dans les pays d'Europe devenus Etats ouvriers. Cependant l'avant-garde ouvrière, les secteurs avancés du prolétariat et de la petite-bourgeoisie discutent. On en discute également dans le mouvement syndical. On voit que les revendications, augmentations de salaires, conditions de travail, que l'on parvient à obtenir sont de courte durée parce qu'elles sont immédiatement suivies d'une augmentation des prix, d'une croissance des difficultés d'existence. Les masses apprennent que les revendications ne suffisent pas, mais qu'il faut instaurer un gouvernement qui assure la vie, le travail, la sécurité. Elles voient que cela existe dans les Etats ouvriers, et non dans les pays capitalistes. Les masses anglaises vivent cette préoccupation et le manifestent.

Le Parti Communiste ne participe, ni ne mène aucune activité importante. Il est en voie de désintégration, de liquidation. Il a moins de gens qu'avant. Il fait une politique de secte et, en plus, droitière, d'alliance avec la propriété privée ; il a une conception d'analyse, de pensée, sur l'économie, l'histoire, la lutte de classes, qui sont réformistes et de conciliation avec le capitalisme. Aussi ne peut-il avoir de grande influence dans ce processus, il ne peut canaliser, ni recueillir, ni organiser aucune force révolutionnaire. Pourtant, la base d'intellectuels du mouvement travailliste et des trade unions est préoccupée de comprendre et de connaître. Elle voit l'affondrement de toute perspective de l'impérialisme anglais. L'instabilité de la livre anglaise témoigne de la décadence et l'effondrement de l'impérialisme anglais.

La lutte et la libération des colonies contre l'impérialisme, le manque de possibilité de garder des colonies comme avant – car cela coûte plus cher de les soutenir que de les abandonner – tout cela affaiblit l'impérialisme anglais. Les conditions se développent pour la formation de tendances révolutionnaires, se basant sur des analyses théoriques et programmatiques. Il faut porter la discussion sur ce terrain-là, tout en intervenant pour appuyer, orienter, participer aux mouvements de grèves. Mais il est nécessaire d'intervenir sous cette forme.

C'est une conclusion marxiste que d'analyser que le Parti Communiste Anglais n'a rien à faire là. Les masses se concentrent dans le Parti Travailliste et les Trade Unions et c'est de là que peuvent surgir tendances et courants, même s'ils n'ont pas la possibilité dans cette étape, d'être dirigeants, d'avancer beaucoup. Mais il faut développer cette discussion dès maintenant.

L'impérialisme anglais se désintègre. Cela s'exprime, non seulement dans la chute de la livre, mais aussi dans le manque de poids et d'autorité de l'Angleterre dans le monde. Il n'y a aucune possibilité de réanimation du capitalisme pour se tirer de cette situation. Mais cela ne veut pas dire non plus que le capitalisme va se laisser remplacer, sous forme parlementaire ou tranquille ; le passage du capitalisme à un gouvernement socialiste ne se fera pas sans violences. Il y a déjà un gouvernement socialiste. Les masses ont une expérience vaste et continue des gouvernements travaillistes. Et elles voient que ces gouvernements continuent à agir comme des agents administrateurs du système capitaliste. La préoccupation essentielle de tous les gouvernements travaillistes est de sauvegarder la compétitivité de l'impérialisme anglais par rapport aux autres pays capitalistes du monde. Ils arrangent tout – le problème de la livre, des augmentations de salaires, de l'inflation, du coût de la vie, en fonction de la concurrence de l'impérialisme anglais vis-à-vis du reste du capitalisme mondial. On ne peut attendre ni espérer aucun changement, aucun pas important de la part de ces directions. Quand elles font des changements, c'est parce qu' elles cèdent à l'énorme pression des masses, pour éviter le pire.

Les conditions existent pour mener une discussion publique parmi les intellectuels, les dirigeants syndicaux et politiques, montrant que l'impérialisme ne marche plus, que la crise est totale, et non point passagère. Il faut analyser que la structure impérialiste de l'emppire anglais s'effondre, se désintègre. Les pays cherchent à se libérer et à faire des accords en dehors du Common Wealth.
Certains, comme l'Australie, restent encore dans le Common Wealth, à cause des couches dirigeantes qui ont des intérêts liés à l'impérialisme anglais et sentent qu'elles vont s'écrouler, elles aussi, si elles se rendent indépendantes de lui. Elles s'accrochent à l'impérialisme anglais pour survivre. Mais ces couches ne représentent pas la puissance des masses.

Les évènements récents de la Jamaïque, de la Guyane, de la Trinidad (où des gouvernements ou des partis de gauche ont gagné la majorité) montrent une croissance très grande de la lutte contre l'impérialisme anglais dans toutes les colonies. Cela affablit l'impérialisme en Angleterre même.

IL FAUT DISCUTER LE PROGRES REPRESENTE PAR L'ETAT OUVRIER

Il faut développer une activité littéraire, écrire des articles, des textes destinés à enseigner, illustrer, clarifier aux yeux des intellectuels, des dirigeants syndicaux et politiques du prolétariat, de la petite-bourgeoisie, des cadres dirigeants du mouvement ouvrier, des militants, la nécessité d'un programme socialiste celui-ci ne peut s'en tenir au programme travailliste.

Un programme socialiste doit se baser essentiellement sur l'expropriation, l'étatisation, la planification de la production. Tout programme restant dans le cadre du capitalisme ne signifie aucun bénéfice pour les masses. Peu importe qui l'élabore, mais ce sera un programme destiné à maintenir, défendre la capacité de concurrence de l'impérialisme anglais par rapport aux autres impérialismes. Rien de plus. Entretemps le niveau de vie, d'emploi, de salaires des masses ne fait que reculer. Alors pourquoi voudrait-on d'un gouvernement travailliste, en attente de quoi ? Aucun gouvernement travailliste ne répond à ces besoins, alors que les masses sont disposées à avancer. Il faut mener une campagne publique, de discussions persuasives, pour clarifier tous ces problèmes, démontrer qu'il n'y a pas, dans le cadre du système capitaliste, de perspectives, de changement, d'arrangement. Il faut un plan d'expropriations, de planification, de contrôle ouvrier.

Il faut faire des comparaisons avec les Etats ouvriers. Il y a des résistances envers l'Etat ouvrier en Angleterre. Mais de qui viennet-elles ? des dirigeants. Pas des masses anglaises. Les masses anglaises, stimulées par les Etats ouvriers, ont adopté une série de mesures soviétiques, elles ont cherché à nationaliser des entreprises privées pour les diriger elles-mêmes. Ce ne sont pas les masses qui ont des préjugés contre les Etats ouvriers, mais bien les directions.
La vie d'appareil a provoqué une sélection empêchant le développement de tendances révolutionnaires, de la vie culturelle révolutionnaire. L'impérialisme anglais dispose dans les directions du Parti Travailliste et des syndicats, d'une couche de dirigeants dominant tout l'appareil anti-soviétique, anti-mesures soviétiques, c'est à dire, anti-étatisations, anti-planifications. Ceux-ci se basent sur les erreurs commises, par les directions bureaucratiques des Etats ouvriers, la politique criminelle de Staline et la politique bureaucratique encore suivie actuellement. Mais cela ne permet pas de justifier ni d'approuver les mesures de défense du capitalisme anglais, suivies par ces directions ! Au contraire, si on est contre la politique bureaucratique de Staline et du stalinisme, il faut mener une politique correspondant aux besoins de progrès de la révolution, de l'économie, qui ne peut avancer que par des mesures révolutionnaires anti-capitalistes ; il faut la démocratie soviétique, La solution, face à la crise de l'impérialisme anglais, c'est l'étatisation, la planification. Il faut discuter tout cela publiquement.

En proposant un tel programme, on ne dépend pas des erreurs de la bureaucratie soviétique, mais on prend une mesure de centralisation économique permettant de faire progresser l'économie et de répondre aux besoins de la population. Il faut faire une discussion publique au cours de laquelle il faut séparer les erreurs bureaucratique et criminelles de Staline, le caractère bureaucratique des directions communistes et des Etats ouvriers, et le progrès des Etats ouvriers. Montrer que les Etats ouvriers sont partis de zéro et que, malgré ces conditions bureaucratiques, ils ont résolu tous les problèmes de la crise économique. Tous ! Alors, que faut-il discuter en fait ? Se protéger derrière "le manque de liberté" n'est qu'un subterfuge pour éluder de discuter le fait que dans aucun Etat ouvrier il n'y a de chômage, de famine, de misère, de répression des masses. La répression contre l'un ou l'autre intellectuel est, en fait, une mesure d'hygiène.

Une couche de la direction travailliste, socialiste, communiste, gauchiste, vit ces problèmes, mais ne sait pas quoi faire. Elles ressent le poids du mysticisme de l'impérialisme anglais. Pourtait il n'existe plus d'impérialsme anglais ! Mais les dirigeants travaillistes, communistes, gauchistes, cachent tous les problèmes concernant les Etats ouvriers. L'Etat ouvrier est un exemple pour sortir de la crise du système capitaliste, pour le progrès. Il faut appuyer ce progrès, indépendamment des critiques que l'on fait aux directions. Qu'était la Hongrie avant 1946 ? une prairie et un lieu de vacances pour l'empire austro-hongrois. Qu'est-elle devenue ? Tous ces types ont été liquidés. Il y a, certes, un gouvernement bureaucratique, mais il a développé l'économie. Il n'y a plus de faim, de misère, de chômage. La Hongrie a besoin de main d'oeuvre, elle exporte des techniciens et des machines. Voilà ce que doivent discuter les camarades du Parti Travailliste, du Parti Communiste, des Trade Unions.

Une préoccupation intelligente, logique, rationnelle ne consiste pas à crier : "voyez ! ce sont des bureaucrates !", mais à voir comment l'Etat ouvrier a progressé, tout en veillant à ne pas faire ce que ces bureaucrates ont fait de mal. Quand on construit un train, et qu'une roue fonctionne mal, on ne dit pas le train ne vaut rien. Il faut changer la roue ; mais le train est bon, les voies et la destination le sont aussi. C'est l'impérialisme anglais qui n'a plus ni destination, ni roues, ni voies, ni train.

C'est faux que l'impérialisme anglais est tout-puissant et qu'il a contaminé la classe ouvrière et le peuple anglais comme le prétendent certains. L'impérialisme anglais dispose d'un appareil ne laissant ni penser, ni agir, ni parler. La démocratie n'est qu'une étiquette, de pure forme : "voici la démocratie ... mais je casse la figure à celui qui parle". On ne laisse pas discuter, se prononcer, ni prendre en exemple les Etats ouvriers. Une réelle démocratie en Angleterre, permettrait aux ouvriers d'expliquer ce que sont les Etats ouvriers.

Notre section doit poursuivre l'activité du publicer les textes de l'Internationale, de Posadas, car ils éduquent l'avant-garde, ils l'orientent, la persuadent, ils expliquent la nature des problèmes du monde, leur influence sur l'Angleterre et l'influence de l'Angleterre sur les problèmes du monde. Ils aident à donner une compréhension harmonieux

L'ABSENCE DE VIE PO
PAS AU NIVEAU DE CO
ANGLAISES

Il est certain qu'il n'y a pas de v
ni dans aucun parti de la classe
qui font le plus de réunions, a
tions. Les masses ne participent
qu'elles n'ont pas confiance, el
problèmes qu'elles sont en mesu
la prise du pouvoir, l'avance des
res anti-capitalistes, la significat
la Chine, le programme anti-ca
tions, les sections des partis so
une politique d'amélioration du
que les gens n'ont pas intérêt à a

Mais dans les grandes grèves,
masses et la classe participent i
diction dans le comportement,
contradiction si elle manquait
tion politique. Mais son appu
ses demandes de mesures anti-ca
rêt. Elle ne va pas aux réunion
lent, empêchent toute possibilit
tive, et qu'ils ne programment
plus, poser une question dans
générales, on ne peut poser qu'u
teur, même s'il défend une posit
namique de la lutte de classes a
aucun argument, aucun raisonne

Voila pourquoi les masses ne
vont pas aux partis, cependant
elles votent massivement socia-
liste et communiste. Elles ne
vont pas aux syndicats et elles
font massivement grève et font
preuve de beaucoup d'initiatives.
Les masses sont aptes, elles ont
la compréhension et la résolu-
tion de résoudre elles-mêmes les
problèmes, d'impulser les partis
socialistes et communistes, les
groupes de gauche, les syndicats
à prendre des mesures anti-ca-
pitalistes. La classe fait son édu-
cation, sa formation, sa compré-
hension politique, non seule-
ment dans la lutte de classes
dans le pays même, mais dans le
monde entier. Elle observe le
processus du monde, assimile
les expériences et voit la fai-
blesse du système capitaliste,
l'impuissance, l'incapacité, les
contradictions internes du sys-
tème capitaliste. Celui-ci ne par-
vient pas à se mettre d'accord,
bien qu'il y arrivera quand il
décidera la guerre contre les
Etats ouvriers. Les masses voient
que le capitalisme, tout en étant
un ennemi antagonique de l'Etat
ouvrier, n'a pas été capable
d'empêcher l'Angola, le Mozam-
bique. La classe ouvrière tire la
conclusion : "la force, la puis-
sance est de notre côté, la fai-
blesse du leur". Elle cherche,
dans chaque pays à resoudre les
problèmes dans une voie anti-
capitaliste, et elle fait pression.
Le manque de vie politique, d'ar-
guments, de discussion scientifi-
que intimide, fait reculer les
masses. Par exemple, cette dis-
cussion sur l'abandon de la dic-
tature du prolétariat : on ne
donne aucun argument pour
montrer que celle-ci n'est plus
nécessaire. L'expérience de Cu-
ba, d'angola, du Mozambique
démontre, au contraire que la
dictature du prolétariat est né-
cessaire ; sans elle, la bourgeoi-
sie a la voie libre pour reprendre
le pouvoir. Le problème de tou-
te révolution est d'empêcher cet-
te reprise du pouvoir, car c'est
un recul de l'histoire, alors que
la révolution est le progrès de
l'histoire. Les masses voient tout
cela. Elles appuient unanime-
ment tout mouvement révolu-
tionnaire et tout pays se libé-
rant de l'impérialisme et du ca-
pitalisme. Elles voient que n'im-
porte quel pays, aussi peu im-
portant soit-il sur le plan éco-
nomique comme l'Angola, le
Mozambique, adopte des mesu-
res de programme et d'organisa-
tion socialistes, dans le cours de

...NISATION DE LA GAUCHE AVEC 30.12.76 J. POSADAS

du processus mondial de crise du système capitaliste, des Etats ouvriers, de la lutte pour le socialisme.

...LITIQUE, NE CORRESPOND ...MPREHENSION DES MASSES

...ie politique dans le Parti Travailliste, ...ouvrière, même si on considère ceux ...doptent les plus nombreuses résolu... ...pas à la vie régulière des partis parce ...es ont vue qu'on ne discute pas les ...re et en conditions de discuter : sur ...revendications de la classe, les mesu... ...on de l'Angola, du Mozambique, de ...pitaliste. Par contre, dans les fédéra... ...cialistes et communistes, on discute ... système capitaliste. C'est pour cela ...ller aux réunions.

...les manifestations, les meetings, les ...tégralement. Il n'y a pas une contra... ...la conduite de la classe. Il y aurait ...l'intérêt, de capacité, de préoccupa... ... au Parti Travailliste, aux grèves, ...pitalistes sont la preuve de son inté... ... des partis parce que ceux-ci annu... ...é de discussion, de politique objec... ...aucune discussion. On peut tout au ...le "débat". Les réunions sont très ...ne petite question, tandis que l'ora... ...ion opposée, aux positions, à la dy... ... tout le loisir de parler, sans donner ...nent.

sa lutte contre l'impérialisme : ces pays étatisent la propriété, planifient la production, font intervenir des organes de classe, de quartiers, des organes de discussion des masses.

Les masses voient cela, en France, en Angleterre, et elles se disent : "pourquoi ne pas en faire autant ici ! ces masses ont moins de possibilités que nous, elles n'ont pas de quoi se nourrir, elles dépendent de l'appui militaire des Etats ouvriers, de la relation mondiale de forces". Les masses de chaque pays voient qu'il s'agit d'un problème de relations de forces mondiales, et non locales. C'est pourquoi elles se disent : "L'Angola n'a rien. Pourquoi l'impérialisme n'est-il pas intervenu ? les Anglais qui étaient si puissants, pourquoi ne s'en sont-ils pas mêlés ?" L'OTAN qui a tant de forces, pourquoi n'est-elles pas intervenue en Angola et au Mozambique ? Les masses savent que c'est à cause de sa faiblesse que le capitalisme n'intervient pas. Il est faible, parce que les Etats ouvriers sont forts. Du point de vue militaire, le capitalisme a plus de forces que jamais dans l'histoire. Du point de vue social et politique il n'a rien. Les masses du monde ont déjà décidé. Leur décision est sociale et politique.

Une fois prise la décision politique et sociale, alors les armes peuvent servir ; pour accomplir cette résolution, il faut compter sur l'alliance objective avec les Etats ouvriers. Et cela signifie : dictature du prolétariat, internationalisme, même avec les directions bureaucratiques des Etats ouvriers. Celles-ci se voient obligées d'être objectives et d'appuyer la lutte contre l'impérialisme.

Voilà toutes les raisons pour lesquelles n'existe pas de vie politique plus profonde en Angleterre. Mais nous devons nous-mêmes intervenir plus et appeler à faire place et donner accès à l'intervention des masses, à former des organes de quartiers.

Par exemple, dans plusieurs pays et en particulier en Italie, se sont formés des conseils de quartiers qui exercent une fonction supérieure aux conseils municipaux, sans avoir toutefois leur pouvoir. Quand on parvient à former des conseils de quartiers, c'est parce que le quartier se méfie du parlement, du député, de la commune, il ne croit pas aux députés. Autrement, au lieu de former des conseils de quartiers, il diraient aux députés : "faites ceci et cela". Mais comme la population sait que les députés ne le feront pas et que le parlement, à cause de toute sa structure, ne permettra pas de le faire, elle a recours à ces organes. Les masses du monde comprennent que ce sont des organes liés à la population, à la vie quotidienne, qui permettent de décider le cours du progrès, d'élever politiquement et socialement les masses et celles-ci s'expriment ensuite dans la lutte de classes, dans l'appui à l'Angola, au Vietnam, à la Chine, l'appui politique aux partis ouvriers, socialistes et communistes. Les masses vivent tout cela également en Angleterre.

POUR LA REPUBLIQUE SOCIALISTE !

Entretemps la bourgeoisie anglais continue avec son roi, bien que celui-ci ne remplisse aucune fonction sociale, ni politique, ni scientifique. C'est seulement un type qui bouffe. La Reine d'Angleterre, quant à elle, utilise son palais avec toutes ces chambres pour y dormir chaque nuit avec un type différent. Leur vie est vide, ils tentent de la remplir au moyen du sexe ou de l'équitation. Une des conclusions urgentes à poser en Angleterre, une consigne immédiate : à quoi sert le roi ? quelle est sa fonction politique, scientifique, dirigeante ? quelle importance a-t-il ? Le Président d'une république, au moins, représente des courants, des tendances politiques. Mais le Roi ? il reste impartial devant le gouvernement travailliste ou conservateur. Même les communistes en Angleterre disent que le roi peut rester en place, avec un gouvernement communiste.

La liquidation du roi est un mot d'ordre essentiel. Il faut éliminer la juridiction et la structure politique de la monarchie. Et lui opposer la république socialiste. La direction travalliste persiste à omettre, à cacher la discussion sur ce problème de la monarchie. Poser ce problème consisterait à poser aussi : où allons-nous ? Et les masses vont imposer des mesures socialistes, une république socialiste, et non bourgeoise. Il faut donc, aussi bien en ANgleterre qu'en Belgique, proposer l'élimination de la monarchie et l'instauration de la république socialiste.

Les masses comprennent que le capitalisme ne peut résoudre aucun problème. Elles ne sont pas seulement préoccupées des besoins économiques, de travail, d'emploi, de salaires, elles ont aussi une compréhension politique et programmatique de ce que le capitalisme ne peut rien résoudre, tandis que dans le monde existent 18 Etats ouvriers et 20 Etats révolutionnaires. Les masses pensent : "si dans ces pays on a résolu ces problèmes, pourquoi pas nous ? qu'est-ce qui empêche de le faire ? l'impérialisme a de la force ? certes, mais il en avait aussi en Angola, au Mozambique, au Vietnam".

Une des raisons — importante sinon l'essentielle — de la défaite de l'impérialisme au Vietnam est l'attitude de la jeunesse nord-américaine qui était contre cette guerre. On sait maintenant, que près de 5 millions d'exemplaires de journaux faits par les jeunes contre la guerre du Vietnam, sortaient chaque semaine. Cette résistance intimidait le capitalisme : "si on va plus loin, la résistance va s'aiguiser et devenir un soulèvement et une impulsion à l'organisation des masses". L'impérialisme a cédé, par peur, pour empêcher que les masses s'organisent. Les masses en Angleterre, dans toute l'Europe et le monde voient bien que le capitalisme ne résout aucun problème, l'Anglola, le Mozambique résout les problèmes, tout en disposant de moyens militaires inférieurs à ceux des masses anglaises.

Les masses ont une influence très grande dans l'armée et la police anglaises. Celle-ci fut une des premières à poser l'organisation syndicale de la police. Les masses ouvrières, petites-bourgeoises moyennes et pauvres sentent que l'empire anglais ne peut plus résoudre aucun problème, qu'il est en désagrégation et se disloque, et qu'une transformation sociale est nécessaire. Il faut discuter de ce point de vue.

Les masses ne sont pas sans savoir ce qu'il faut faire. Elles sont au-dessus de la direction de leur parti. Celle-ci ne sait pas expliquer ce qu'il faut faire, alors que les masses regardent l'Angola, le Mozambique, les Palesiniens, l'Algérie, le Bénin : elles les voient résoudre les problèmes sur la base de l'étatisation, de la planification.

Il faut discuter également que la seule perspective pour l'impérialisme anglais est de s'enfoncer plus encore dans sa crise, économique, sociale et politique. La livre dévalue constamment, les prix montent, directement ou indirectement. Même s'ils n'ont pas augmenté aussi fort que dans d'autres pays, on liquide une série de services sociaux, qui faisaient partie du salaire. Et par conséquent le coût de la vie augmente. Même si le prix des chaussures n'a augmenté que d'une livre, on a supprimé la gratuité des soins dentaires, de toutes sortes de services sociaux, de congés payés, d'atten-

suite page 4

La réunion du PCF.PCE.PCI. à Madrid et la discussion du mouvement communiste

Il n'y a eu aucun "triomphe" d'une ligne eurocommuniste, lors de la rencontre entre le Parti Communiste Français, Italien et Espagnol en Espagne. Aucun Parti Communiste ne peut rompre avec le reste du mouvement communiste mondial, avec les Etats ouvriers et en particulier avec l'Union Soviétique, sans perdre en même temps sa principale raison d'être : être le prolongement de l'Etat ouvrier, pour la classe ouvrière des différents pays encore capitalistes.

Avant la réunion de Madrid, le Parti Communiste Italien, dont la direction avait le plus défendu des positions "eurocommunistes" a fait beaucoup de changements. Il a reçu Cunhal avec beaucoup de publicité et signé une déclaration commune avec le Parti Communiste Portugais, qui marquait la solidarité entre les deux partis, l'appui à toutes les conquêtes de la révolution portugaise, la nécessité d'un front de la gauche, et le soutien au pays socialistes, et en particulier à l'Union Soviétique. Il faut se rappeler qu'il y a à peine un an, lors du congrès du Parti Communiste Italien, le délégué portugais n'a même pas eu le droit à la parole ! Maintenant, Cunhal s'est rendu dans de nombrueses fédérations et a rencontré beaucoup de militants et de cadres communistes italiens, sans avoir rien changé à la politique du PC Portugais. En même temps, Berlinguer et d'autres dirigeants du PC Italien ont manifesté leur reconnaissance et compréhension de la fonction de la Révolution d'Octobre et de l'Union Soviétique dans l'histoire et la nécessité de prendre appui sur les expériences historiques les plus avancées. C'est que la rébellion a été très grande à l'intérieur des masses communistes, des militants, des cadres du PC Italien et tout un courant de gauche, imposé certains changements, de la part des dirigeants.

La même discussion s'est développée dans les autres Partis Communistes, et se poursuit dans tout le mouvement communiste mondial. Pendant que certains dirigeants des PC d'Europe cherchent une voie au socialisme, qui n'existe pas, les révolutions qui progressent en Afrique, en Amérique Latine, en Asie, comme l'Ethiopie, le Mozambique, l'Angola, le Vietnam affirment les principes du marxisme, et cherchent à les mettre en application, ou viennent au marxisme. Le Vietnam, lors du dernier congrès du Parti Communiste montre l'importance et la vie des principes de la révolution permanente (voir le texte du cde J. Posadas sur "le projet de résolution du PC Vietnamien") ; le Mozambique se propose de construire un nouvel Etat ouvrier, appuyé sur la dictature du prolétariat, les organismes de contrôle et de pouvoir des masses, l'internationalisme socialiste, et s'engage à continuer la lutte armée et mettre toutes ses forces pour aider la libération des masses de Rhodésie et d'Afrique du Sud. L'ethiopie montre aussi comment il faut répondre au "pluralisme". Dans toutes ces révolutions, qui partent de mouvements nationalistes et adoptent le programme, les principes du socialisme, il y a des discussions, des expériences très riches pour tout le mouvement ouvrier et communiste mondial : on discute sur le rôle politique des syndicats dans la construction de l'Etat ouvrier, la participation de toute la population à la construction de l'économie collective, on y discute surtout, comme les camarades vietnamiens, des relations communistes qu'il est déjà possible de construire aujourd'hui.

L'existence des Etats ouvriers, l'exemple qu'ils donnent aux masses du monde de la supériorité de l'économie planifiée, de la propriété étatisée, même avec une direction bureaucratique, l'appui qu'ils donnent de plus en plus à la libération des peuples contre l'impérialisme, sont un stimulant et un point d'appui immenses pour toutes ces révolutions. Ils le sont aussi pour la classe ouvrière, pour les masses communistes d'Europe encore capitaliste. Et les Etats ouvriers eux-mêmes, qui reçoivent toutes les impulsions de la révolution mondiale, sont en train de rediscuter des principes programmatiques du marxisme, que les directions bureaucratiques avaient enterrés pendant des dizaines d'années. A côté de la réunion de Madrid, les Partis communistes des Etats ouvriers d'Europe se sont réunis pour affirmer des principes importants : sur les droits démocratiques des peuples, liés à la lutte de classes, sur les conclusions à tirer du Chili, où la défaite de l'Unité Populaire provient de son incompréhension de ces limites de la démocratie pour la bourgeoisie, sur le fait que la bourgeoisie, une fois chassée du pouvoir, cherche à s'organiser pour le reprendre, et n'accepte pas de faire du "pluralisme" avec les partis de gauche. Même bureaucratiquement, les PC des Etats ouvriers sont obligés de discuter plus profondément et ils doivent chercher à donner une réponse, des arguments, des analyses, face à la résistance que leur opposent certains secteurs des directions communistes d'Europe capitaliste.

L'eurocommunisme, comme l'avait posé le camarade J. Posadas dès le départ (voir le texte, paru aux Editions Revue Marxiste) n'a pas de perspective, parce que la nécessité historique demande l'unification du mouvement communiste mondial, et que tous les mouvements révolutionnaires qui triomphent à cette étape, prennent aussitôt des mesures communistes, cherchent l'alliance avec les Etats ouvriers et de tout ce processus surgit une impulsion déterminante vers l'unification, et non vers la dislocation du mouvement communiste mondial.

A Madrid, les Partis Communistes Français, Italien, Espagnol, ne sont pas allés afiirmer une ligne d'eurocommunisme. Ils y sont allé avec, dans chacun des partis, le poids d'une résistance et d'une rébellion de la base, de l'avant-garde, d'une bonne partie de la direction contre tout abandon des liens avec les Etats ouvriers et l'Union Soviétique. C'est pourquoi à l'issue de cette réunion, il n'y a pas eu de déclaration — malgré tous les espoirs de la presse capitaliste mondiale — condamnant le soi-disant manque de libertés dans les pays socialistes. Carrillo, qui maintient encore les positions les plus éloignées du programme communiste, allant jusqu'à dire qu'il est plus libre en Espagne qu'un dissident ne l'est en Union Soviétique, oublie bien facilement qu'il a pu faire l'activité et les discussions qu'il a faites, grâce à l'existence de ce rapport de forces mondiales qui oblige toute la bourgeoisie européenne et espagnole à manoeuvrer certaines concessions démocratiques ; et dans ce rapport de forces, l'Union Soviétique est un centre fondamental. Carrillo n'était pas libre grâce à sa capacité de manoeuvrer avec la bourgeoisie, ou grâce à la civilité de celle-ci, mais grâce aux luttes incessantes des millions de travailleurs dans le monde, en Europe, en Espagne même, pour imposer des changements sociaux révolutionnaires en Espagne.

Les dirigeants communistes à Madrid étaient sous la protection, non des policiers qui les gardaient, mais des centaines de milliers de travailleurs agricoles qui occupaient toutes les routes avec leurs tracteurs pour imposer des syndicats de classes, et qui imposaient les droits démocratiques dans le pays.

Tout cela a pesé sur la rencontre entre les trois Partis Communistes, qui n'ont pu affirmer ou développer en quoi consistait la soi-disant "voie démocratique" au socialisme, ni une voie "européenne" au socialisme. Par contre, la discussion s'approfondit et va continuer dans tous les Partis communistes, en Espagne, en France, également en Belgique. Dans cette discussion il faut s'appuyer sur les expériences de la révolution socialiste au Mozambique, en Angola, au Vietnam et sur tous les changements dans les Etats ouvriers, il faut les faire connaître dans les partis, dans tous les secteurs de la classe ouvrière au lieu de toujours être à la défensive, en attendant la prochaine attaque de la bourgeoisie. La bourgeoisie mondiale, et en particulier en Europe, cherche désespérément des "dissidents" pour s'emparer d'eux, essayer de les utiliser contre les Etats ouvriers. Les camarades communistes ne doivent pas lui emboîter le pas ! Au lieu des communiqués estimant que les "dissidents" eux aussi ont le droit à la critique, nous invitons les camarades communistes à discuter les principes de la démocratie socialiste, ce que celle-ci représentait pendant les 7 premières années de la Révolution Russe, les expériences très profondes que sont en train de faire tous les nouveaux Etats ouvriers, les progrès et les changements en cours en Union Soviétique et dans tous les Etats ouvriers d'Europe : faire des débats, des discussions, prendre des initiatives, pour faire avancer ces idées.

SUR L'ANGLETERRE ... SUITE

tion aux enfants. Cela signifie une augmentation du coût de la vie. Le gouvernement travailliste se fait le soutien acharné du système capitaliste, et pour cela, il supprime toutes sortes de services sociaux, de congés payés, de soins pour les enfants.

Quand le capitalisme en est réduit à prendre ces mesures, qui signifient un affrontement brutal contre la population, il montre toute son impuissance. Les secteurs dirigeants du Parti Travailliste comptaient fermement sur toutes ces mesures sociales pour faire avoir confiance dans le capitalisme. S'il en vient à cette limite, c'est parce qu'il est au bord de la ruine. Il finiira par supprimer le paiement des pensions. Les masses anglaises voient que l'impérialisme, qui en faisait autant en Angola, a été chassé de ce pays et que les Angolais résolvent leurs problèmes. L'Angola n'est pas différent de l'Angleterre. L'armée anglaise est très puissante. Mais l'armée impérialiste en ANgola l'était également : derrière l'impérialisme portugais, il y avait les Anglais, l'OTAN, les Yankees. Ceux-ci avaient programmé d'intervenir en ANgola. Pourquoi ne l'ont-ils pas fait ? à cause de l'intervention des masses noires et du rapport mondial des forces – entre autres, des Etats ouvriers. Chaque population exploitée du monde compte sur l'Union Soviétique pour sa libération.

La direction de l'Union Soviétique ne tire pas les conclusions de cette situation, parce que les formes bureaucratiques de fonctionnement, la conception et la défense d'intérets économiques et sociaux bureaucratiques l'empêchent de voir. Cependant elle est obligée de regarder. N'importe quel mouvement dans le monde compte sur l'Union Soviétique. Ils comprennent sa fonction, parce qu'ils ont vu les Soviétiques appuyer Cuba. Et Cuba a fait la prouesse historique de dire : "nous envoyons 20.000 hommes en Angola, et nous n'en envoyons pas plus parce que nous n'en avons pas plus". Les canons atomiques des Yankees sont pointés sur Cuba. Les masses voient cela. Elles tirent la conclusion qu'il ne s'agit pas de la puissance de Cuba, mais du rapport mondial de forces favorable.

Il faut considérer l'intelligence, la compréhension politique, la résolution anti-capitaliste des masses du monde. Il faut la mesurer au travers du progrès des luttes révolutionnaires, anti-capitalistes et anti-impérialistes d'Afrique, d'Asie et d'Amérique Latine, au travers de la formation d'organes de masses dans le monde entier : depuis les Conseils d'Ecoles, où les parents et les élèves, la population interviennent, en substituion de l'Etat ; jusqu'aux conseils dans les usines et les quartiers. Les masses font l'expérience de ces organismes, qui se développent et se heurtent aux mesures, aux décisions, aux programmes du système capitaliste. Les masses voient qu'elles résolvent les problèmes, et non le Parlement. Leur mobilisation, leur force, leur poids entraîne toute la population, inclus celle qui appuie électoralement les partis du gouvernement. Elles voient leur propre autorité, elles mesurent les progrès des masses du monde, avec l'appui des Etats ouvriers, et le recul constant de l'impérialisme.

Il faut compter sur tout ce processus, pour l'Angleterre. Il est certain qu'on ne voit pas s'élever des tendances développent ces principes et ces expériences. Cela provient du manque de vie dans le Parti Travailliste, du manque de formation antérieure d'organes d'intervention. Les initiatives conduisant à cette vie politique et à ces conclusions, ne vont pas venir d'une usine ni d'un quartier ou d'un Comité de quartier. Elles doivent surgir d'éléments ayant l'assurance de développer des idées, le programme, les expériences, et de s'occuper de ces problèmes. Tous les comités de quartier, de syndicat, s'occupent de leurs propres problèmes ; et il faut des directions s'occupant de ces problèmes de base que nous avons cités. Le Comité de quartier peut être un point d'appui pour une activité postérieure plus importante, mais ce n'est pas lui quia l'initiative, la capacité, ni la possibilité de mener cette activité programmatique fondamentale.

C'est à nous à le faire. Il faut faire un très grand effort pour augmenter le poids de notre section, sa force numérique et sa capacité. La section doit publier, en même temps que les textes de l'Internationale, des artciles qu'elle élabore elle-même.

Le capitalisme anglais est épuisé. Les masses anglaises ont donné déjà une infinité d'exemples d'initiatives, de luttes anti-capitalistes. Entre autes, elles ont été les premières dans le monde à organiser des occupations de maisons vides. En 1946, à la fin de la guerre, la population anglaise a occupé toutes les maisons vides et a créé le principe, pour le prolétariat du monde, de résoudre momentanément de cette façon, les problèmes de logement dus aux destructions de la guerre. Un autre principe des masses anglaises : le sit-in. Ces mouvements avaient d'autant plus d'importance qu'ils étaient le fait des "cols blancs", des secteurs privilégiés, auxquels se sont joints des étudiants, des ouvriers. Le sit-in a impulsé le monde entier, et en particulier les Etats-Unis. Il y a donc une tradition dans les masses anglaises. Il y eut aussi la période des étatisations : ports, chemins de fer, avions, bateaux, entreprises antumobiles.

Mais le Parti Travailliste n'a jamais développé la préoccupation de discuter, de planifier, de comprendre, de divulguer les expériences des étatisations. Tout au contraire. Actuellement il attaque le principe de l'étisation, en attaquant les Etats ouvriers, car il ne considère pas exuc-ci dans leur fonction historique fondamentale. Par exemple, il ne dit jamais que le loyer ne vaut que 3 % des salaires dans l'Etat ouvrier ; mais il se plaint qu'on ne laisse pas chanter Biermann.

La bureaucratie travailliste conservatrice, et les communistes, ont caché tous ces problèmes. Ils n'ont fait aucune activité culturelle ou politique pour faire assimiler politiquement ces expériences. Toute leur activité consiste à dire "en URSS il n'y a pas de liberté, on ne peut pas discuter, on ne peut pas vivre". "Ici en Angleterre on est bien, tout le monde a du travail"...

Il faut mener toute une activité destinée expliquer la nécessité de l'étatisation, de la planification, à montrer qu'on ne doit pas juger l'Etat ouvrier selon sa direction politique, ses erreurs ou ses failles politiques, mais selon le progrès historique et concret qu'il représente. On ne doit pas mesurer l'Etat ouvrier, par le fait que Staline ou Kroutchev se trouvaient à sa tête, ou parce qu'on ne laisse pas chanter Biermann. Tous ces types-là sont de trop.

Mais en Russie tsariste 80 % de la population étaient des paysans, 60 % ne mangeaient jamais à leur faim, les filles des paysans devaient se vendre pour vivre, on assassinait, on torturait, ou tuait, il n'y avait pas de culture, 80 % de la population était analphabète ; mais en Union Soviétique maintenant, il n'y a pas d'analphabètes et le niveau culturel est le plus élevé du monde, les problèmes sociaux ont été surmontés. Il y a des critiques à formuler envers la direction politique, mais il n'y a plus de problèmes sociaux. Les masses ne vivent pas avec l'angoisse des fins de mois sans rien à manger, des loyers à payer ; les enfants ne voient pas leurs parents angoissés de ne pouvoir les nourrir. La direction bureaucratique elle-même, avec toutes ses limitations, est contrainte par les besoins centralisés de l'Etat ouvrier, de développer une politique en fonction de l'intérêt de la population. Tout en conservant l'essentiel de ses privilèges, la bureaucratie est obligée de répondre chaque fois aux intérêts de la population. Voilà comment il faut discuter l'Etat ouvrier. Il faut comparer ce qu'était la Russie avant la Révolution, et ce qu'elle a progressé, même avec Staline et Kroutchev.

Comparons avec l'Angleterre: elle a toujours la même reine stupide. A la différence des Etats ouvriers, le capitalisme anglais quand il concentre, son pouvoir économique, augmente aussi la pauvreté, la misère, le chômage de la population, il attaque son niveau de vie, son niveau culturel, d'assistance médicale, hygiénique. Par contre en Union Soviétique, dans tous les Etats ouvriers, inclus le plus petit comme l'Albanie, le niveau de vie, d'attention, de soins à la population, s'élève. Voilà comment il faut discuter, camarades du Parti Travailliste : voici l'Angleterre et voilà l'Union Soviétique.

DISCUTER L'ORGANISATION DU FRONT UNIQUE ET LE PROGRAMME ANTI-CAPITALISTE

La situation de l'économie, et l'attitude, la vie des masses, déterminent tous les autres problèmes. C'est cela qu'il faut discuter. On peut, en même temps, faire des critiques à la direction bureaucratique, à ses limitations, mais c'est l'aspect le moins important. Le problème du dépassement de la bureaucratie se résoud en maintenant et en généralisant les principes des Etats ouvriers. Plus les Etats ouvriers s'étendent dans le monde, moins la bureaucratie a de pouvoir, car la population acquiert plus de poids dans la vie politique, dans les résolutions, la vie culturelle scientifique de chaque pays.

Il faut proposer une série de mots d'ordre à discuter dans le mouvement ouvrier, le Parti Travailliste, les syndicats : un programme pour sortir de la crise du système capitaliste. Il n'y a aucune issue dans le cadre du système. La crise va s'approfondir, sur le dos de la population travailleuse, et des secteurs moyens. Par contre les Etats ouvriers, malgré la bureaucratie, ont résolu tous ces problèmes. Alors faisons comme eux, et sans bureaucratie ! Il faut prendre exemple sur les expériences effectives de développement du progrès de l'humanité et non sur les mesures qui ont empêché ce progrès.

Il faut discuter le front unique Trade Unions – Parti Travailliste – Parti Communiste – groupes avec un programme anti-capitaliste, donner une aternative à la crise du système capitaliste, un programme anti-capitaliste, l'élimination de la monarchie (c'est un problème d'hygiène), et l'instauration de la république socialiste. Le gouvernement travailliste n'est socialiste que de nom, les mesures, la politique, les objectifs qu'il poursuit sont capitalistes. Mais les masses voient des gouvernements réellement socialistes, dans l'Union Soviétique, la Chine, Cuba, la Tchécoslovaquie, la Roumanie, parce qu'ils ont étatisé la propriété, planifié la production et la population de ces pays n'a plus de problèmes économiques. Elle fait des queues dans les magasins, pour acheter, mais elle ne fait pas la queue pour obtenir des subsides de famine. Il y a des limitations dans la production parce que les directions sont insuffisantes et que le niveau arriéré duquel sont partis ces Etats ouvriers ne leur a pas permis de développer des moyens supérieurs. Mais il n'y a pas de problèmes de faim, ni de problèmes posés par des grèves. Les grèves en Pologne n'ont pas provoqué la paralysie du pays. Elles ont, au contraire, donné une impulsion à la reconnaissance de la légitimité de la grève. La répression partielle contre cette grève s'est heurtée à la réaction de la population ; mais ce n'était pas, comme veut le faire croire le système capitaliste, une réaction anti-Etat ouvrier. Les ouvriers ont dit clairement : nous voulons faire la grève, non pour faire du tort à notre pays socialiste, mais pour en corriger les défauts". Voilà ce qu'ont dit tous les ouvriers ! Mais les directions bourgeoises, petites-bourgeoises capitalistes, celles des Partis socialistes et des Syndicats font comme si les ouvriers polonais étaient contre l'Etat ouvrier. Mensonge! ils voulaient le corriger. Les problèmes posés sont ceux de la construction d'une direction socialiste : la population des Etats ouvriers exprime sa propre élévation dans le fait qu'elle intervient pour résoudre les problèmes de l'économie, et elle le fait très bien. Il se crée ainsi un niveau supérieur de relations et on discute contre les mesures insuffisantes, anti-democratie soviétique, ou réactionnaires des dirigeants de l'Etat ouvrier, sans toutefois faire de tort à la structure de l'Etat ouvrier car celle-ci signifie un progrès au travers de la propriété étatisée, ka planification de l'économie.

Aucun mouvement des ouvriers, de la petite-bourgeoisie révolutionnaire, de Pologne, de l'URSS, ou d'un autre Etat ouvrier, n'a réclamé le retour au capitalisme dans le cours de sa lutte pour le droit de grève. Ils voulaient affirmer les principes de l'Etat socialiste. Les capitalistes, sans aucun scrupule, cachent tout cela et font croire que Biermann représente les luttes des ouvriers pour élever la démocratie soviétique. Biermann représente seulement la petite-bourgeoisie désespérée de voir qu'elle n'a plus sa place dans le processus.

Il faut appeler à un front unique avec un programme anti-capitaliste, d'expropriations, d'étatisations. Front unique des syndicats et du Parti Travailliste ! Il faut s'opposer à toute subvention de l'Etat aux entreprises, même étatisées, sans contrôle ouvrier ou sans un plan de production contrôlé par les ouvriers et au bénéfice de la population, s'opposer à toute subvention de l'Etat qui ne soit pas faite au bénéfice direct de la population. Les subventions de l'Etat doivent aller au bénéfice direct de la population, c'est à dire, signifier une diminution du prix de vente pour que les gens puissent acheter. Il ne faut subsidier, soutenir financièrement, politiquement, socialement, aucune entreprise capitaliste, aucune entreprise d'Etat tombant en ruines à cause de sa direction qui reste capitaliste. Il faut éliminer les directions des entreprises d'Etat qui n'agissent pas selon une planification sous contrôle ouvrier, au profit de la population. Il faut, au minimum, permettre de meilleures conditions de travail, éliminer les formes brutales de travail, le manque d'hygiène, les morts dues aux accidents du travail, diminuer le prix de vente et augmenter le niveau de vie des masses. Cela fait du tort aux capitalistes. Mais cela fait du bien aux masses !

Il faut donc décider un programme anti-capitaliste, en même temps que la lutte pour les revendications transitoires : l'expropriation, l'étatisation sous contrôle ouvrier. Les ouvriers doivent contrôler l'entreprises étatisée afin que celle-ci soit utile pour le développement de l'économie, de la production, qu'elle diminue les prix et permettre une élevation de la consommation des masses. Il ne faut pas qu'une étatisation serve au sauvetage du capitalisme, ou de quelques capitalistes, ou à un appareil administratif remplaçant le capitaliste. L'étatisation doit se faire sous contrôle ouvrier et le mouvement ouvrier doit faire un programme de développement de l'entreprise étatisée : fixer les salaires et les prix, déterminer les rénumérations du secteur administratif, éliminer l'appareil administratif bourgeois, constituer une administration ouvrière avec la collaboration des techniciens, des employés, et fixer un programme favorable à la population. Il ne s'agit pas de favoriser l'un ou l'autre secteur du mouvement ouvrier, mais de développer le niveau de vie de la population. Il faut appeler les techniciens à collaborer et s'identifier à cet objectif du mouvement ouvrier.

La monarchie est soutenue par la bougeoisie, et par la direction du Parti Travailliste et des syndicats. Si ces derniers posaient un changement politique, ils mettraient en question tout le système capitaliste. C'est pourquoi ils n'en parlent jamais; il en sont tous complices et responsables. C'est la même chose en Suède, en Hollande, en Belgique. En Grèce, on a chassé le roi. Un secteur de la bourgeoisie appuyé sur l'armée, a tenté de le remplacer par un régime moins coûteux, plus ouvert, pour développer des relations économiques que le roi entravait car il était lié aux grands propriétaires terriens et à l'OTAN. Cet objectif n'a pas échoué, mais il n'y avait pas de direction pour le mener de l'avant. Il faut donc accompagner l'objectif de liquidation du roi avec celui d'une république socialiste, même si celle-ci n'est pas réalisable immédiatement. Le mouvement ouvrier et les partis doivent montrer qu'ils luttent pour cet objectif, tandis qu'ils défendent les revendications transitoires.

Au cours des prochaines années, on va discuter programme, politique et objectifs. L'habileté de la bureaucratie travailliste, de la direction capitaliste du Parti Travailliste n'a plus de terrain sur lequel manoeuvrer. On va discuter en Angleterre un programme objectif anti-capitaliste. Une telle activité rencontre assez bien d'opposition, car il y a là tout un appareil incrusté dans le régime capitaliste et qui prolonge celui-ci au sein du mouvement ouvrier. Mais les masses d'Angleterre et notre section ont le soutien de la montée mondiale des luttes des masses pour abattre le capitalisme, de sorte que le chemin à parcourir n'est pas très long. La préparation de la gauche et de la nouvelle direction se fait dans le monde et produit ses effets en Angleterre. Elle serait beaucoup plus longue s'il s'agissait seulement de l'Angleterre. Mais comme elle se fait dans le monde, tout est plus simple. Une direction, défendant objectivement la tactique et le programme anti-capitaliste, s'avère de plus en plus nécessaire.

30.12.76 J. POSADAS

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

LUTTE OUVRIERE

ORGANE DU PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE TROTSKISTE
Section Belge de la IVe INTERNATIONALE POSADISTE

supplément du n° 281 - 15 mars 1977

déclaration du Bureau Politique du P.O.R.Trotskyste _ Posadiste

maintenir dans les élections le front unique imposé contre le capitalisme dans les grèves !

* Il faut un programme d'étatisations et contrôle ouvrier pour ce front !

* Nous appelons à voter socialiste de gauche et communiste !

* A CHARLEROI : APPUYER LA LISTE **PORT**

La classe ouvrière a montré, dans toutes les dernières grèves, que c'est elle la force capable d'unifier tout le pays, face au capitalisme, et de proposer une issue favorable à la population, pour vaincre la crise dont le capitalisme est responsable. Le gouvernement Tindemans a provoqué ces élections pour essayer de gagner du temps et de contenir la pression du mouvement ouvrier, de diviser la population.

La division qui existe en Belgique ne provient pas des masses travailleuses: entre ouvriers wallons et flamands, il n'y avait pas de séparation dans la lutte pour les 36 heures, pour défendre tous les acquis sociaux, pour faire face au chômage et à l'inflation capitaliste. C'est yne division créée et entretenue volontairement par la bour-

MANIFESTATION LE 19 MARS CONTRE L'APARTHEIT !

A CHARLEROI, 14.30 heures

PLACE DU MANEGE

EXIGEONS AUSSI : PAS D'ARMES BELGES POUR SAUVER MOBUTU !

geoisie belge.

Comme elle n'a pas de forces sociales et politiques sur lesquelles elle peut compter pour dominer la population, elle utilise les soi-disant problèmes entre les communautés pour susciter et maintenir les divisions parmi les travailleurs.

Le front unique ouvrier wallons-flamands et le front de toutes les tendances de gauche constituent une force fondamentale pour affronter les capitalistes et pour en finir avec leur régime d'exploitation. En France, le progrès de la gauche est continu. Maintenant elle a gagné la majorité aux élections municipales parce qu'elle présente une alternative à la population : l'Union de la gauche et le programme commun, qui contient des points anti-capitalistes importants, comme les nationalisations des principales entreprises, des banques capitalistes. Malgré toutes les disputes qui subsistent encore dans les directions, malgré le manque de participation des masses et de la base des militants communistes et socialistes dans toute l'activité de l'Union de la Gauche, les masses continuent à la pousser en avant parce que c'est leur force, contre le pouvoir et le régime capitaliste. D'autre part, dans leur soutien apporté au programme commun et à l'Union de la Gauche, les centrales syndicales françaises progressent vers la nécessité du front unique partis ouvriers et syndicats.

Il faut arriver à construire ce front unique en Belgique aussi, dans les grèves, dans les luttes de tous les jours, et le faire avancer également dans les élections du 17 Avril. Les partis ouvriers se présentent encore divisés dans ces élections. Il est vrai que les masses chrétiennes de gauche n'ont pas un centre politique dans lequel elles peuvent manifester toute leur volonté anti-capitaliste, et exprimer ce qu'elles ont déjà fait dans les grèves du front commun syndical. Pour arriver à réaliser ce front, il est nécessaire que la gauche chrétienne rompe avec le PSC-CVP et s'organise de façon indépendante. Pour cela, il faut discuter un programme qui donne une alternative à la crise. Le Parti Socialiste ne présente pas non plus un programme qui va clairement contre le capitalisme et propose une issue socialiste. Il faut un programme d'étatisations des banques, des principaux moyens de production en Belgique, de l'énergie.

LA PROPRIETE CAPITALISTE A FAIT FAILLITE ET MONTRE SES LIMITES

Plus la crise augmente, et elle ne va pas se réduire dans la prochaine étape, plus la concurrence inter-capitaliste se fait furieuse, et la lutte pour les marchés pour accroitre et défendre les bénéfices aussi. Il n'y a rien qu'on peut améliorer dans ce système de profits. Par contre, la classe ouvrière en luttant pour étatiser la production sous son contrôle, lutte pour le bien de toute la population, pas seulement pour elle-même, pour donner du travail, pour élever la consommation des gens, les conditions de vie, de travail, la culture, les soins de santé. Le pouvoir capitaliste se défend avec acharnement contre le progrès de la population.

Maintenant, pour gagner du temps et garder le pouvoir, il entretient les gens avec les problèmes communautaires, la révision ou non de la Constitution, les 107 quaters, la régionalisation. Ce n'est pas pour rien que tous les partis capitalistes ont repris ces mots d'ordre dans tous leurs programmes ! Il y a une décomposition des forces de la bourgeoisie, et celle-ci n'est pas capable de garder un pouvoir fort, centralisé, chaque secteur bourgeois tire de son côté pour prendre une meilleure part de gâteau de l'Etat capitaliste.

Le programme de "régionalisation" que le Parti Socialiste, et aussi le Parti Communiste ont repris à leur compte, ne va pas résoudre les besoins de la population travailleuse. C'est un fait que si les "régions" obtiennent des pouvoirs financiers, économiques plus grands, cela affaiblit le pouvoir central du capitalisme ; mais cela ne veut pas dire que la population s'en trouvera mieux : qu'est-ce que la classe ouvrière va gagner à avoir un patron capitaliste régional plutôt qu'un patron multinational ! Ces patrons vont de toutes façons se battre pour gagner plus d'argent, pour avoir des débouchés, pour réduire les salaires et les coûts de production, pour faire la concurrence aux autres, il ne produira pas plus ce que les gens ont besoin.

POUR FAIRE AVANCER LE FRONT DE LA GAUCHE, ON N'AVANCERA PAS EN SE METTANT D'ACCORD SUR LES PROBLEMES DE REGIONALISATION. IL FAUT POSER UN PROGRAMME, MEME LIMITE, D'EXPROPRIATION DES CAPITALISTES

Il faut être clair dans cette campagne électorale et ce programme doit être : étatisation de la sidérurgie, de la métallurgie, des grosses entreprises, en Flandres et en Wallonie, étatisation de la Société Générale, de la Banque Lambert, de la Kredietbank, etc..., étatisation de l'énergie, et fonctionnement de tous ces secteurs sous contrôle ouvrier, et sur la base d'un plan de production pour répondre aux besoins de la population. Il faut un programme d'étatisations et cela unifie le pays, et c'est aussi une impulsion au progrès des masses chrétiennes et du Rassemblement Wallon.

Le PSB n'a aucune raison de courir derrière le programme fédéraliste du RW. Au contraire, la crise de ce parti montre bien une radicalisation dans tous les secteurs de la petite bourgeoisie et le PSB doit accentuer et donner une issue à cette radicalisation, en proposant un programme anti-capitaliste, un programme pour un gouvernement de gauche.

Il faut montrer que les Etats ouvriers ont résolu les problèmes fondamentaux auxquels les masses travailleuses se heurtent en Belgique : il y a peut-être encore la queue devant certains magasins en Union Soviétique (parce que la gestion bureaucratique de l'Etat ouvrier entrave un progrès plus grand et cohérent), mais il n'y a pas de files de chômeurs ! Il n'y a pas non plus de milliers de jeunes étudiants sans travail, il n'y a pas l'angoisse de la fin du mois, la crainte de ce qui va se passer en cas de maladie, ou de n'importe quel pépin dans la famille ! Les Etats ouvriers ont réalisé tous, même ceux qui sont partis des bases les plus arriérées, un progrès économique et social immense. Et cela veut dire une démocratie plus grande que dans n'importe quel pays capitaliste. Ils l'ont fait sur la base de l'expropriation du capitalisme, de l'étatisation de la propriété, et de la planification collective de l'économie.

Voilà l'exemple qu'il faut montrer, même en critiquant les directions politiques des pays socialistes, qui n'agissent pas comme directions révolutionnaires, parce qu'elles défendent des intérêts bureaucratiques, parce qu'elles ont des privilèges. Mais la base du progrès existe et les Etats ouvriers le montrent : c'est l'étatisation de la propriété et la planification de l'économie.

POUR UNE REPUBLIQUE SOCIALISTE

Le front de toutes les tendances de gauche doit progresser sur la base de ce programme minimum. Il faut dénoncer l'existence encore aujourd'hui de la monarchie en Belgique. Le roi ne sert à rien, il n'a rien à voir avec le progrès, la culture. Le PSB et le PCB laissent toujours la monarchie bien tranquille, mais pourtant la lutte pour une République Socialiste en Belgique est un aspect important, pour montrer qu'on veut réellement des changements profonds dans le pays. Le roi va cautionner la future régionalisation, comme il cautionne maintenant l'Etat unitaire : ce sera toujours une Belgique capitaliste, une Belgique de la propriété privée. Toute la gauche doit mener une campagne contre la monarchie pour donner force et confiance à un front de la gauche, en même temps que pour étatiser les principaux moyens de production.

Le roi ou la monarchie n'est pas une institution indépendante des classes, mais au service de la bourgeoisie et du capitalisme. Il défend les intérêts de la "nation", du "royaume", de la "patrie". Mais aujourd'hui, aucun travailleur ne lutterait pour défendre sa "patrie", car c'est elle qui est la cause de tous ses problèmes : du chômage, des fermetures d'usines, de l'augmentation du coût de la vie.

A CHARLEROI, NOTRE PARTI PRESENTE UNE LISTE TROTSKISTE-POSADISTE

Notre parti s'engage à lutter, avec les moyens qu'il a, pour faire avancer ce programme d'unification anti-capitaliste, de la gauche, pour impulser les camarades de la gauche socialiste à le développer dans leur parti, pour ne pas laisser les mains libres à la droite so-

cialiste de reformer un gouvernement avec le CVP-PSC et se faire le gérant du capitaliste en crise. Nous le posons également aux camarades communistes et chrétiens de gauche.

A ces élections, la LRT présente une liste de candidats, et propose de faire un front à gauche du PSB. Nous pensons que cette position est incorrecte et qu'au contraire, n'importe quel front doit intégrer les socialistes. Toutes les organisations, Parti Communiste, LRT, AMADA, PORT, doivent aider la gauche socialiste à s'organiser à lutter pour un programme anti-capitaliste à l'intérieur du PSB. Sinon, cela apparait comme une lutte de concurrence contre le Parti Socialiste ou continuer la même politique de fronts type UDP avec d'autres groupes en plus. Ce qui est nécessaire est donc un programme d'expropriation du capitalisme, et non d'autogestion comme le propose la LRT, ce qui n'est pas très différent du programme proposé par le Parti Socialiste, et qui n'a rien à voir avec le programme de transition de Trotsky.

A Charleroi notre parti présente une liste pour défendre ce programme, dans la mesure où un front de la gauche ne se forme pas. Il est alors nécessaire d'intervenir clairement et directement avec le programme anti-capitaliste qui est le seul qui va donner une issue à la crise actuelle.

Nous appelons tous les camarades à donner leur appui à la présentation de notre liste à Charleroi, à nous aider et collaborer de toutes les manières possibles, en donnant un appui financier, des signatures, des candidats. Nous appelons également à discuter dans tout le pays et toutes les organisations de gauche pour affirmer un programme anti-capitaliste clair, comme base de la constitution d'un front de la gauche pendant ou après les élections.

Le I5 Mars I977 — Bureau Politique du P.O.R. (T)

Les derniers textes de J. POSADAS :

= "LES SOI-DISANT DISSIDENTS EN UNION SOVIETIQUE, LA CRISE DU CAPITALISME ET LA CONSTRUCTION DU SOCIALISME"
23.I. I977

"LE CHANTEUR BIERMAN, LA FONCTION DE LA CRITIQUE ET LA CONSTRUCTION DU SOCIALISME"
I2.I2.I976

"SOLJENITSYNE, L'UNION SOVIETIQUE ET LA LUTTE POUR LE SOCIALISME"
I3.2.I974

= "L'ETAPE DE TRANSITION AU SOCIALISME, LA STRUCTURATION ET LA FONCTION DE L'ETAT, LE REGLEMENT FINAL DES COMPTES ET LA CONSTRUCTION DU SOCIALISME"
7e Ecole de Cadres Mondiale Août I976

= "LA NOUVELLE CONSTITUTION ET LE PROGRES DE L'ALGERIE VERS L'ETAT OUVRIER"
Novembre I976

"LES MOUVEMENTS REVOLUTIONNAIRES DU TCHAD ET DU POLISARIO ET LA FONCTION DE L'UNION SOVIETIQUE"
Décembre I976

(Brochures sur demande à l'adresse du journal - Prix : I5 F chacune)

Le voyage de Fidel Castro et Podgorny en Afrique, la révolution permanente et la nécessité objective mondiale du socialisme

5.4.77 **J.POSADAS**

VIVE
LE PREMIER NUMERO DE

Lucha Obrera

organe de la section Vénézuélienne
de la IVe Internationale Posadiste

ET
la reparution de

Komunistiki Pali

organe de la section grecque
de la IVe Internationale Posadiste

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

LUTTE OUVRIERE

ORGANE DU PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE TROTSKISTE
Section Belge de la IVe INTERNATIONALE POSADISTE

7 FB — 15e année — No 283 — 1er Mai 1977 — Périodique hebdomadaire

Périodique bi-mensuel — Envoyer toute correspondance à LUTTE OUVRIERE — BP 273 — 6000 Charleroi I
Abonnement de 12 numéros : 80 F. — Abonnement annuel : 150 F. — Abonnement de soutien : 500 F.
A verser au CCP 000-09762.34-26 de C Pôlet — Editeur Responsable : C. Pôlet — 51a, rue Garibaldi — 1060 Bruxelles.

DECLARATION DU BUREAU POLITIQUE EN CONCLUSION DES ELECTIONS :

Lutter pour imposer un programme de transformations socialistes de la Belgique

Le résultat des élections du 17 Avril, ne vont rien changer et ne vont pas permettre de résoudre les problèmes essentiels du pays : Chomage, augmentation du coût de la vie, mesures antidémocratiques qui cherchent à faire payer la crise par la majorité de la population travailleuse entre autre au travers du plan Egmond. La gauche n'a pas gagné ces élections, Tindemans se maintient à la tête du prochain gouvernement. Les grèves et mobilisations des travailleurs, contre le plan Egmond n'ont pas trouvé de prolongements politiques électoraux. Aucun front de gauche n'a été présenté, et la diversité des listes de la gauche n'a pas aidé la classe ouvrière, l'avant-garde ouvrière à se concentrer pour imposer des changements politiques, pour faire discuter un programme anticapitaliste par les partis ouvriers. Il est bien évident qu'avec un progrès d'un front de la gauche, la majorité des travailleurs se sentent attirés, gagnés par une force capable de changer la situation politique. Le résultat des élections municipales en France est un triomphe de la gauche parce qu'existe le programme commun, que les masses francaises défendent avec acharnement et décision contre les propres directions des PC et Socialistes qui cherchent à en diminuer la portée et le contenu. En Belgique, le résultat des élections montre la nécessité de faire une large discussion dans tous les partis ouvriers, sur la nécessité de construire un front de la gauche, de discuter un programme anti-capitaliste pour faire face à la crise. Nous appelons la gauche socialiste, communiste, la gauche chrétienne, les militants de gauche du FDF, du RW, à prendre des initiatives pour organiser dans tout le pays des réunions-débats, pour discuter les conclusions des élections et la nécessité de préparer un front de la gauche, avec un programme anticapitaliste.

LA CLASSE OUVRIERE S'EST CENTRALISEE EN VOTANT PSB

La classe ouvrière et une partie de l'avant garde ouvrière s'est concentrée dans le Parti Socialiste, qui a progressé légèrement dans tout le pays. Elle manifeste de cette façon sa volonté de changement social, d'une autre société, d'une société socialiste. Et ce n'est pas une approbation, à la politique réformiste ou à une intégration du PSB au gouvernement pour gérer la crise. Mais la majorité des travailleurs qui ont voté socialiste voit dans le PSB, la seule organisation ouvrière de masse qui va pouvoir mettre un frein ou limiter toutes les mesures réactionnaires des partis de la droite, PSC, CVP et libéraux contre les masses exploitées du pays même en participant au gouvernement. Ce qu'il est indispensable de discuter alors, n'est pas la participation ou non du PSB au gouvernement mais le programme avec lequel le PSB va ouvrir la prochaine étape. Et le programme nécessaire est la nationalisation sous contrôle ouvrier de toutes les usines en crise, la nationalisation des banques, et un programme ouvrier de développement du pays, non aux fermetures, aux licenciements, partage du travail, les 36 heures tout de suite sans perte de salaires et sans augmenter les cadences, exproprier les patrons, voilà ce qu'il est nécessaire de discuter comme condition de participation à un gouvernement.

Il est évident que si l'on fait l'addition de toutes les listes de gauche, c'est la gauche qui gagne en Belgique. Les résultats du FDF montrent qu'un grand secteur encore de la petite bourgeoisie, employés étudiants, indépendants ne sont pas gagnés et attirés par les partis socialiste et communiste, et expriment leur opposition au gouvernement en votant FDF. Mais le FDF est un parti bourgeois, qui revendique le fédéralisme, et ne va pas plus pouvoir donner une solution aux problèmes de la région bruxelloise. Un secteur qui a voté FDF, est de gauche, veut des changements sociaux, un renversement de régime, mais n'a pas confiance dans le PSB et le PC, et a également une certaine méfiance vis-à-vis des Etats Ouvriers (pays socialistes). Pour cette raison il est d'autant plus important de montrer que dans tous les Etats Ouvriers, il n'y a pas de crise, d'inflation de pollution comme dans les pays capitalistes. Le Parti Communiste doit développer cette argumentation persuasivement, montrant la supériorité sociale, politique et militaire de tous ces pays à commencer par le Vietnam, l'URSS, la RDA etc.

L'attraction pour les listes écologiques a également un sens anticapitaliste, mais également réprésente un courant de la petite bourgeoisie qui rejette toute forme de bureaucratie, d'imposition, d'un parti. Nous aussi, nous voulons supprimer la pollution, la brutalité des relations sociales, nous voulons des espaces verts, des parcs, une "qualité de la vie" meilleure. Il est nécessaire de discuter que ceux qui sont responsables de la pollution des "Seveso", des "accidents" comme celui de la nappe de pétrole dans la mer du Nord sont les patrons, les responsables des sociétés multinationales qui sont déterminés par la course au profit, par l'appat du gain et se foutent complètement de la population, et de la destruction des plantes, des animaux et des espaces marins. Plus la crise du capitalisme va s'accentuer, plus vont se développer de tels "accidents". Il faut donc répondre avec un programme qui détruit la propriété privée. Un programme que doivent discuter les Syndicats et les partis ouvriers.

Une partie de la classe ouvrière a encore voté, wallon, RW, ou VU ou même PSC. Encore une fois les Partis ouvriers socialiste et communiste, n'ont pas été capables de les attirer parce qu'ils ne donnaient aucune alternative ouvrière à la crise, du point de vue programmatique, même si le PSB a fait toute sa campagne contre l'Etat CVP. Les travailleurs chrétiens, qui participent aux grèves, aux mobilisations organisées par les Syndicats, n'ont pas pu s'exprimer pour un parti chrétien de gauche aux élections. Ils n'ont pas voulu voter ni socialistes, ni communistes. Pour pouvoir gagner ces secteurs politiquement à la gauche, le PC et le PSB doivent discuter du programme anti-capitaliste et montrer la nécessité non pas de s'incorporer aux rangs socialistes et communistes mais de construire un parti chrétien de gauche indépendant du PSC. Il existe déjà plusieurs tendances de travailleurs chrétiens, GPTC, MOC, etc.
L'unification en un parti chrétien de gauche serait nécessaire pour attirer tout un secteur de travailleurs chrétiens encore hésitants.

Le Rassemblement wallon a perdu des voix également. Certains ouvriers votent encore wallon, parce qu'ils croient qu'il faut donner priorité à l'économie wallonne, que le problème est d'investir dans cette région pour empêcher le déclin de tout son économie. Mais la grande majorité des votes au RW, viennent des secteurs de la petite bourgeoisie, parceque la grande majorité de la classe ouvrière a voté socialiste. Il s'est donc produit une polarisation des forces, après la rupture de Périn et son incorporation à l'équipe libérale, la grande majorité des travailleurs, de la classe ouvrière a compris que le RW ne pouvait pas défendre leur intérêt non pas de "wallon" mais de travailleur.

LE RECUL ELECTORAL DU PARTI COMMUNISTE ET LA NECESSITE D'ORGANISER LA GAUCHE SOCIALISTE

La perte de deux députés communistes est un fait évident dont il est nécessaire de discuter les raisons. Nous nous associons à la déception des militants communistes qui sont intervenus dans cette campagne électorale avec passion, et conviction en défendant leur parti. Il ne faut pas tirer la conclusion négative de cette perte que la population en Belgique

Suite page 4

Pas une arme pour soutenir le régime réactionnaire de Mobutu !

VOIR PAGE 3

LA TRANSCENDANCE MONDIALE DU TRIOMPHE ELECTORAL EN FRANCE J. POSADAS 21.3.77

LES ELECTIONS EN BELGIQUE ET LA NECESSITE DU FRONT DE LA GAUCHE AVEC UN PROGRAMME ANTICAPITALISTE J. POSADAS 23.3.77
Le titre est de la Rédaction de "Lutte Ouvrière)

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous!

LUTTE OUVRIERE

ORGANE DU PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE TROTSKISTE
Section Belge de la IVe INTERNATIONALE POSADISTE

7 Frs — 15ème ANNEE — No 282 — 8 Avril 1977

Périodique bi-mensuel — Envoyer toute correspondance à LUTTE OUVRIERE — BP 273 — 6000 CHARLEROI I
Abonnement de 12 numéros : 80 F. — Abonnement annuel : 150 F. — Abonnement de soutien : 500 F.
A verser au CCP 000-09762.34-26 de C Pôlet — Editeur Responsable : C. Pôlet — 51a, rue Garibaldi — 1060 Bruxelles.

POUR UN VOTE ANTI-CAPITALISTE AUX ELECTIONS LEGISLATIVES !

A CHARLEROI VOTEZ PORT 13 !
DANS LE RESTE DU PAYS VOTEZ SOCIALISTE DE GAUCHE ET COMMUNISTE !

Notre Parti présente une liste trooskiste-posadiste, pour les élections législatives dans l'arrondissement de Charleroi pour donner un moyen à l'avant garde ouvrière, aux chomeurs aux jeunes, aux étudiants, à toute la population dans les quartiers de se prononcer clairement pour un programme qui relie la lutte de la classe ouvrière sur le plan syndical, avec la lutte politique qui est nécessaire pour donner une issue ouvrière à la crise du capitalisme : IL FAUT PARVENIR A FORMER LE FRONT DE LA GAUCHE AVEC UN PROGRAMME ANTICAPITALISME! L'exemple de la France est formidable pour cela. Même dans les élections municipales la gauche a gagné 52% des voix. C'est un triomphe de toute la classe ouvrière et des masses françaises qui va impulser, et influencer tous les pays d'Europe.

Notre candidature à ce but : Donner plus de forces au courant de l'avant garde ouvrière qui a mené avec détermination, toutes les luttes importantes de cette dernière période, pour faire changer le Parti Socialiste, le Parti Communiste vers des positions anticapitalistes, et pour changer radicalement le fonctionnement bureaucratique des Syndicats.

Regrouper les voix des camarades travailleurs, chomeurs, étudiants, pour élire un député trotskiste-posadiste, ou même sans cela, pour affirmer un programme anticapitaliste sera un point d'appui et un progrès très grand pour faire avancer cette unification de la gauche.

Pour résoudre les problèmes du chomage, des licenciements des fermetures d'usines, d'augmentation fulgurante du coût de la vie, des mauvaises conditions de travail, de la pollution il faut une réponse globale; Exproprier les patrons qui ferment et licencient, imposer les 36 Hs tout de suite sans perte de salaires, sans augmenter les cadences, nationaliser toutes les entre prises sous contrôle ouvrier et organiser un gouvernement de gauche qui puisse mettre en application un tel programme.

L'UNIFICATION IMPOSEE DANS LES GREVES EST LA CONQUETE LA PLUS IMPORTANTE POUR POURSUIVRE LES LUTTES

La grève générale nationale imposée aux directions syndicales par toute la classe ouvrière et les travailleurs du pays ont fait tombé le gouvernement. Tindemans a donné comme prétexte le refus des députés Rassemblement Wallon de voter le budget national. Mais le gouvernement a pris cette mesure pour rompre l'unanimité des mobilisations ouvrières, du mouvement qui allait prendre une ampleur de grève générale a caractèle politique, qui remet en question la propriété privée, le capitalisme. Il a pu compter sur la démission des directions syndicales qui ont immédiatement arrêté les actions. Et les Syndicats disent qu'ils ne s'occupent pas de politique!!! Cette fois ils se sont bien occupés de politique, des problèmes du gouvernement pour reculer, par peur d'être complètement débordés par les travailleurs. La conquête la plus importante de cette grève générale est l'unification qui s'est réalisée entre wallons et flandans, socialistes et chrétiens. Tout le monde s'est senti uni, contre les attaques du capitalisme à tous les acquis essentiels du mouvement ouvrier et de la population en général.

Depuis la grève 60-61, c'est la première fois que ce front s'est réalisé à la base. Cette unification est sentie par tous, comme une source de puissance et de décision très grande du mouvement ouvrier. Cela prépare les prochaines étapes de lutte qui seront bien nécessaires tant à Charleroi que dans le reste du pays.

La division qui existe en Belgique ne provient pas des masses travailleuses. Elles en ont fait la preuve à un niveau très élevé dans toutes les dernières actions. Entre les ouvriers wallons et flamands, il n'y a aucune séparation dans la lutte pour les 36 heures, pour défendre les acquis sociaux pour faire face au chomage et à l'inflation. C'est une division crée et entretenu volontairement par la bourgeoisie. Elle n'a aucune force sociale ni politique sur lesquelles elle peut compter pour dominer la population elle utilise ces soi-disants problèmes entre les communautés.

LE REGIME CAPITALISTE A FAIT FAILLITE ET MONTRE SES LIMITES
LA CRISE GOUVERNEMENTALE BELGE FAIT PARTIE DE LA CRISE DU CAPITALISME MONDIAL

Le capitalisme belge fait payer les frais de sa crise à la classe ouvrière et en général à toute la population travailleuse. Cette politique anti-ouvrière pèse à tous les niveaux : dans les entreprises, dans les écoles, dans les bureaux, dans les Services Publics et dans les quartiers. Le chomage ne cesse d'augmenter, ainsi que le chomage technique. Dans ce pays soi-disant développé une petite minorité de capitalistes continue de s'enrichir tandis que les travailleurs, les jeunes, les pensionnés, les ménages ont de plus en plus difficile de nouer les deux bouts. Le Plan "Egmond" prévoit une série de mesures antidémocratiques pour faire payer la crise capitaliste à toutes les masses du pays. Les impôts vont encore augmenter, on veut taxer les chomeurs, on diminue les pécules de vacances, on porte atteinte à la Maladie-Invalidité. Les prix ne cessent d'augmenter, et vont encore le faire de façon scandaleuse, comme le café l'essence, les cigarettes. Les salaires augmentent un peu, ave l'Index, mais augmentent toujours trop tard et ne correspondent jamais à l'augmentation des prix.

Aucune Société de Développement régional, aucun de tous les organismes créés par la droite ou même proposés par le PSB, RW etc... n'a résolu aucun des problèmes essentiels du pays. Tant que ce sont les patrons, les banquiers, les partis de la droite qui décident l'économie, le fonctionnement du système continue de s'appuyer sur le profit sur la défense de la propriété privée.

Le capitalisme belge n'a aucune perspective pour développer l'économie du pays. Il laisse une région comme Charleroi à l'abandon et va chercher ses profits ailleurs, en fonction de ce qui lui rapporte le plus. L'avenir du pays, de ces 9 millions d'habitants ne l'interresse pas. Cette crise ne va pas diminuer, au contraire elle ne fait qu'augmenter. Et la Belgique dépent également de la crise mondial. Actuellement, la crise de la Sidérurgie, de la Métallurgie arrive à un tel point que cela va provoquer une situation semblable à celle des Charbonnages. Les patrons charbonniers les ont fermés parcequ'ils ont trouvé leur profits leur intérêt ailleurs mais pas parceque les gens n'avaient plus besoin de charbon.

La population, doit faire face à une masse de problèmes dans les quartiers, de polution de manque de routes, d'installations sanitaires de douches, de WC etc. Dans la dernière période, plusieurs manifestations se sont faites contre l'implantation de centrales nucléaires. Le capitalisme organise tout sans se soucier des gens. Et on peut constater les conséquences catastrophiques de tout cela, avec Seveso en Italie, avec les tremblements de terre qui se produisent dans les pays capitalistes, avec les accidents de voitures, de travail. Il y a des milliers et des milliers de être humains qui meurent encore de faim, de misère, dans le monde. D'autres meurent sous la torture dans les pays de régime fascistes. Voilà ce qu'est le régime capitaliste.

Et le gouvernement belge intervient directement dans cette politique mondiale. Il a envoyé des armements et des mercenaires pour soutenir le régime réactionnaire de Mobutu contre les mouvements révolutionnaires d'Afrique. Mais il a le "droit" de régler les affaires courants sans avoir l'approbation du Parlement. Voilà comment il justifie toutes les mesures antidémocratiques qu'il va prendre, et prend déjà.

LES ETATS OUVRIERS MONTRENT LEUR SUPERIORITE POLITIQUE, SOCIALE ET MILITAIRE

PORT VOTEZ 13

LA TRANSCENDANCE MONDIALE DU TRIOMPHE E

Le résultat des élections en France, bien qu'il s'agisse d'élections municipales, démontre l'inclination et l'attraction immense des listes de gauche sur l'électorat. Ce sont des votes qui visent à la transformation de la société. L'électorat passe de voter du côté d'un gouvernement à majorité bourgeoise, à voter pour une écrasante majorité ouvrière. L'électorat a voté, non simplement pour changer des élus municipaux, mais pour des transformations sociales.

La conclusion qu'il faut en tirer est le progrès unifié et coordonné de la volonté du monde pour se transformer. Les élections en France sont limitées à un champ très étroit qui est la municipalité, inférieur à l'expression politique. Mais c'est justement de ce fait qu'à travers les votes, les gens ont manifesté leur désir de changement et de transformation. Dans les élections parlementaires ou présidentielles, cela s'exprime politiquement en se rapprochant du programme, de l'objectif de changement, de transformation ou de soutien économique. Mais ici, la population cherche, à travers une élection secondaire, par la portée, les effets et la fonction, à manifester sa volonté de changement, et le prolétariat à attirer d'autres couches de la société.

Le prolétariat a été un centre qui a attiré le reste de la population. Mais à travers lui s'exprime le changement de relations de forces du monde.

En même temps, ces votes proviennent de l'influence du progrès général du mouvement ouvrier, du développement des Etats ouvriers, de la lutte des peuples Afrique, d'Asie et d'Amérique Latine. La concentration de ce processus a permis aux masses de France de voir que les progrès de l'histoire se réalisent au travers des partis ouvriers, que ceux-ci donnent l'exemple et sont eux-mêmes influencés par le développement de la lutte des masses au Mozambique, en Angola, en Ethiopie, en Palestine, par le progrès immense des luttes révolutionnaires du monde, et par celui des Etats ouvriers.

C'est un processus mondial de changements en élévation constante, favorable aux transformations sociales, représenté par le voyage de Fidel Castro en Afrique et la déclaration de la Pravda attaquant les soi-disant dissidents. Ce sont des processus qui interviennent en donnant un certain ordre au mouvement communiste mondial. Ils n'apparaissent pas comme direction mais sont en train d'agir en tant que telle, parce qu'ils mettent un certain ordre duquel nous faisons partie.

Cette élection en France va impulser tous les Partis Communistes d'Europe et du monde. C'est un facteur essentiel et très profond de détermination. A mesure que le progrès mondial de la lutte pour le socialisme avance, de façon constante, à mesure que le capitalisme est mis en défaite de toutes les façons, électorales, municipales, parlementaires, sur le terrain des idées l'importance du processus mondial avance aussi pour définir des situations locales. A mesure que le processus mondial est plus distendu, il a moins d'effets locaux. A mesure qu'il avance et se concentre, il n'y a pas de guide, ni de centre qui coordonne et dirige. Ce sont alors les Etats ouvriers qui le font à travers l'Union Soviétique avec une attitude plus résolue, en disant : "que viennent faire ces dissidents, que font-ils ? " Cela signifie qu'il ne s'agit déjà plus d'une discussion pour se défendre, se cacher ou les expulser clandestinement du pays. Aujourd'hui l'Union Soviétique leur dit : "si vous voulez partir, partez. Regardez les progrès que nous faisons en Sibérie, et vous, qu'est-ce que vous faites ? "

La bureaucratie ne peut utiliser les normes dialectiques du marxisme mais utilise une partie de celui-ci, sans être dialectique du tout. C'est ainsi qu'elle utilise la Sibérie sans les conclusions nécessaires et sans les développer à l'intérieur de l'Union Soviétique. Cela pèse chaque fois plus directement, et non de façon approximative, tout comme la conscience du monde pèse de façon déterminante.

L'écologisme n'est pas le résultat d'un ensemble de scientifiques, ni un résultat politique d'eux-mêmes, mais celui de l'influence politique de la lutte des masses du monde. Le progrès des Etats ouvriers, leur intervention au Vietnam, le triomphe de ce pays, l'intervention des Etats ouvriers en Angola, au Mozambique, ne sont-ils pas partie du mouvement ouvrier et révolutionnaire mondial ? C'est la partie essentielle. Les grandes grèves de France, d'Italie, du Japon, sont importantes quant à leur influence, mais celle-ci est limitée alors que n'importe quelle chose venant de l'Union Soviétique a une influence très grande et mondiale parce qu'il s'agit de l'Etat ouvrier. Il agit au nom du progrès mondial qu'il représente, alors que l'autre agit en tant que mouvement ouvrier en dispute le capitalisme.

Les masses reçoivent cette énorme influence des Etats ouvriers, et chaque fois plus celle-ci s'accroit. El le donner par conséquent des bases scientifi´ques, permanentes, continues à la régénérescence partielle. Dans ce processus quelques aspects sont de régénérescence partielle, en même temps que se déterminent une dégénérescence totale du système capitaliste. Ce ne sont pas des oppositions mais des ef´fets logiques du processus. La décomposition du système capitaliste n'est pas déterminée seulement par sa crise intérieure, par sa contradiction en tant que système, mais essentiellement à cette étape de l'histoire par le fait qu'il se sent influencé fondamentalement pour le développement des Etats ouvriers.

Le capitalisme a eu Staline et un plan de perspectives que lui donnait l'existence de celui-ci. Aujourd'hui, il ne l'a plus. C'est pourquoi chaque élection importante comme celle de France, ou de moyenne importance, est un reflet de la relation de forces mondiale. Les masses agissent ainsi, et non leurs directions.

Les masses sentent cette influence. Quelle force ont les écologistes pour trouver les moyens d' accomplir ce qu'ils veulent ? Ils n'en ont pas. En qui se confient-ils ? Par qui faut-il que le changement soit dirigé ? On ne peut nettoyer les relations dedproduction industrielle de la société sans une transformation de régime. Le capitalisme ne va pas le faire. Ils disent que pourle progrès de la société, pour pouvoir respirer, il faut empêcher qu'on nous étouffe. C'est ce que pense le mouvement ouvrier.

Mais quand la société doit se diviser en tant de morceaux pour mener une lutte nécessaire, c'est parce qu'il n'y a pas de direction. Les enfants luttent pour la liberté, la femme, les homosexuels, le prolétariat aussi. Y a-t-il tant de formes de liberté ? C'est qu'il n'y a pas de direction. Cela montre que la société est déjà mûre car tous les ecteurs sortent, s'imposent et disent : "tout ceci est de la merde ! " Et la réponse des communistes est de dire : "attendez, nous n'avons pas encore suffisamment de députés".

Quand on en arrive aux écologistes, c'est que la réaction de l'humanité contre le système capitaliste est très profonde. En même temps, que se passent les élections en France et le phénomène des écologistes, Fidel Castro fait le tour du monde. Entre les écologistes et Fidel Castro existe une même relation. L'un veut nettoyer un peut, l'autre veut tout nettoyer, mais les deux font le même chose.

La relation capitaliste fait de la société un tissu confondu, entrelacé dans lequel le capitaliste a le fil à la main. Et maintenant, tout ce tissu est en train de se défaire. Quant toute la société cherche la manière de se manifesté et de protester, c'est que la relation que créé le capitalisme est horrible et immonde, et que les gens sont disposés à changer. Dans chacune des sphères de la société, ils disent : il faut changer.

Les écologistes ont une origine "gauchiste", mais au lieu de se perdre en eux-mêmes ils votent à gauche. En votant pour l'écologie, ils veulent attirer l'attention sur le fait qu'il faut changer. Quandcombat et de la lutte.

Cette élection a une importance déterminée de façon symptomatique, qui exprime une force infiniment supérieure au nombre de voix, et qui dit : nous voulons des changements.

Dans ces élections, nous saluons l'attitude politique des écologistes et des organisations de gauche trotskistes. LCR-LO-OCT, qui ont décidé de voter pour l'Union de la Gauche. Nous croyons que c'est un vote intelligent, indiquant le chemin, la nécessité de se centraliser en front unique dans des conclusions et des situations comme celle-là, ou dans d'autres, similaires, sans abandonner l'indépendance organique de chaque parti et son droit à la critique, à la polémique publique, mais en concentrant les forces contre l'ennemi de classe qu'est le capitalisme.

Ces élections sont très significatives et déterminantes. Il ne s'agit pas d'une élection en plus, mais d'une élection qui détermine pour influencer et peser dans le mouvement communiste et socialistie mondial, pour montrer qu'il ne s'agit ni d'eurocommunisme, ni de pluralité, mais de la nécessité de changer. Et les masses se montrent les plus patientes de l'histoire : la patience historique de la classe ouvrière qui est consciente de sa fonction dans l'histoire parce que celle-ci lui permet d'être objective et de risonner objectivement, non en fonction d'intérêts de classe pour construire l'humanité. Bien qu'elle agisse dans la lutte de classe en fonction de sa classe, dans le développement de la société et de l'humanité. C'est la fonction de la classe ouvrière de par sa position dans l'économie et dans la société.

Il doit y avoir une joie très grande dans le prolétariat français. Si elle ne s'exprime pas, ne s'extériorise pas et ne se diffuse pas, c'est parce que les directions politiques ne le lui permettent pas, mais il doit épvrouver une grande joie. Notre propre joie doit être mul tipliée par cent dans le prolétariat français parce qu'il sent qu' il sent qu'il gagner. Il ne le dit pas avec l'intérêt subjectif, mais comme quelqu'un qui montre sa contribution à l'histoire. Il n'a pas notion de cela mais sent qu'il agit ainsi, objectivement : il faut avancer, il faut nettoyer.

Un exemple en France est l'u l'usine Usinor qu'ils veulent former. Les ouvriers disent : "l'usine est à nous, elle doit ouvrir, il doit y avoir du travail et les gens doivent vivre". Ils ne disent pas "je veux pour moi", mais que les gens doivent vivre. "Le capitalisme ne sert pas, qu'on étatise", ce sont des pensées de progrès que ne peut donner aucun pluraliste ou capitaliste, parce que l'un comme l'autre pense à ses actions, à ses intérêts, à son accumulation. Il ne pense qu'e nsuite à la tragédie du capitalisme mourant : s'il ne se rend pas, comment concurrence-t-il l'autre ? Il vaut gagner, accumuler, investir pour pouvoir concurrencer l'autre capitaliste et la classe ouvrière dit : "nous supprimons les deux", alors que dans le pluralisme c'est l'un contre l'autre.

Ce n'est pas l'étape des aspirations et des conceptions individuelles, de respects individuels à la relation capitaliste. La relation humaine n'est pas ainsi. C'est le respect individuel mais avec une conclusion sociale, et beaucoup de dirigeants maintiennent le respect et des conclusions individuelles. "Comme le capitaliste dit cela, il faut le laisser dire", pourquoi ? "Parce que c'est un capitaliste qui peut penser". Non, il pense ainsi, mais ce n'est pas ainsi qu'il faut penser. Et nous lui imposons comment il doit penser. La sxience n'impose-t-elle pas quelquefois à l'humanité au moyen du raisonnement ? Alors, nous leur imposons aussi le Parti Communiste Français a changé le drapeau rouge pour le point vert, les écologistes leur dirent : "nous voulons le drapeau rouge avec le drapeau vert, nous sommes écologistes mais non anti-communistes".

Marchais disait : "je donne la main, je ne serre pas le poing". Aujoure'hui les gens répondent en fermant le poing non en donnant la main, ce qui est une forme superéirue de donner la main qui vient de l'époque des Romains et qui était le symbole d'amitié et de relation humaine, rien de plus. Le poing est venu du Front Populaire, il n'a pas été inventé ainsi mais par les masses dans un moment où elles sentaient la nécessité de communiquer avec la population et le monde. Ce fût le poing levé qui dans toute l'étape de l'histoire fût l'expression du combat et de la lutte.

au moyen du raisonnement, et celui-ci est qu'il faut prendre le pouvoir parce que c'est ainsi que s'est construit la société. Le pouvoir est là et il faut le prendre car c'est une des sources du raisonnement.

Si ce triomphe ne s'extériorise pas et ne s'exprime pas en actions, c'est parce que les directions ne laissent pas faire. Ce n'est pas un triomphe électoral mais une manifestation disant : "l'Union de la Gauche a raison, il faut changer la France ! " C'est le résultat électoral : il faut changer la France.

Une des expressions de cette nécessité de changement est le déchirement, la désintégration de l'ennemi. Quand celui-ci se sent fort et capable de résister, il se maintient uni et celui qui a le moins de force prend la quotepart la plus petite. Mais quand il voit que tout s'en va d'en bas, il dit : "on me laisse de côté", et alors il essaie de l'éviterpour ne pas être mis à la porte. C'est ce qui se passe entre eux.

Cela va énormément influencer la crise de l'impérialisme yankee, et va accentuer la tendance à vouloir arranger, faire des concessions : "nous mettons de bonnes têtes mais sans arrêter de préparer la guerre". Ce résultat électoral, bien qu'ils s'y attendaient, est supérieur à ce qu'ils pensaient. Quand on en arrive à une telle attraction de couches de la petite bourgeoisie d'une certaine façon élevée, cela indique que les couches basses du capitalisme sont inertes. Elles n'aident ni le prolétariat, nil l'ennemis, mais ne font rien pour leur propre classe. Le capitalisme est paralysé, schlérosé, il n'a vision de rien, ni même une idée, et cela va accroitre la crise de l'impérialisme yankee. Il ne s'agit pas de quelque chose d'immédiat mais c'est ainsi.

Cet impérialisme yankee qui a envoyé les B 52, les bombes contre le Cambodge, le Laos, le Vietnam, va maintenant dans ces pays et doit dire : "nous discutons". Pour le peuple cambodgien, vietnamien, cela donne une puissance immense et ils voient aussi la fonction de l'Union Soviétique. Les yankees vont là pour feindre face au peuple nord-américain et pour simuler face aux Soviétiques, mais tout n'est pas non plus de la simulation

Les élection un program

Nous saluons la resolution de la section belge d'intervenir dans les élections. Cette resolution reflecte beaucoup de decision et de comprehension politique : la base essentielle ne consiste pas dans le nombre, mais dans les conditions favorables qui existent pour pouvoir influencer et orienter des courants et tendances qui vont se developper dans le cours de cette crise, beaucoup plus que dans les antérieures.

La crise du capitalisme en Belgique est très grande. Tindemans a essayé d'en tirer profit pour lui-même, pour s'imposer au nom du secteur bourgeois qu'il représente, à tous les autres. Cette crise ne date pas d'aujourd'hui, la bourgeoisie belge, depuis de longues années déjà ne parvient pas à la stabilité. Elle s'est maintenue en s'appuyant sur la social-démocratie, sur la division entre flamads et wallons sur les dissidences intérieures du capitalisme de la petite bourgeoisie ; elle a entretenu des conditions sociales qui s'expriment politiquement par la division de langues, de nationalités, afin d'apteurs de la bourgeoisie sont ceux qui gouvernent le pays.

La bourgeoisie cherche à susciter une division : d'un côte la Flandre, de l'autre la Wallonie et Bruxelles à part, comme un centre coordonnant les deux autres régions. Cela signifie un recul brutal de la vie centralisée qui a permis de conduire au développement de l'économie ; cette division n'a rien à voir avec la nécessité du progrès ; elle sert uniquement à défendre les intérêts des couches de la bourgeoisie flamande et wallone. Le pays, pour avancer, doit se centralisé mais ces secteurs, qui défendent leurs intérêts particuliers dans la concurrence interne et mondiale, font reculer, dévier et amputent les possibilités de développement du pays. Cette tâche ne peut être accomplie par aucun parti à lui tout seul, il faut poser le problème de l'unification et la centralisation.

Ces problèmes de Belgique ont certains rapports avec ceux de l'auto-détermination des juifs et des arabes, d'autres pays dont les langues, les cultures, les intérêts économiques sont opposés : nous préconisons l'unification comme moyen de développer l'économie, et sur cette base il est possible de faire comprendre la nécessité de l'unification totale. Les divergences de langues, de connaissances culturelles, de coutumes, d'intérêts et de tendances culturels ne sont pas une raison pour maintenir l'arrièrement économique. Le progrès économique, basé sur l'unification, résout les problèmes de la culture, de la langue et des nationalités.

Les Etats ouvriers en sont l'exemple : ils ont résolu des problèmes infiniment plus aigus que ceux de Belgique, et ils l'ont fait très bien. La Chine se composait de très nombreuses nationalités, et langues différentes, l'Union Soviétique également. Ils les ont résolus en s'unifiant.

Quel est le problème qu'il faut résoudre ? L'intérêt de chaque secteur de la bourgeoisie ou celui du pays ? Voilà le fond du problème. On ne peut cher-

ECTORAL EN FRANCE 21.3.77

J. POSADAS

parce qu'ils doivent résoudre des problèmes et se rendent compte qu'un nouveau Vietnam signifie leur propre mort, car l'Union Soviétique intervient dans la discussion. Celle-ci le démontre avec le voyage de Fidel Castro en train de préparer l'intervention dans le nouveau Vietnam d'Afrique. Cette élection est un processus d'élévation de la révolution et de désintégration du capitalisme à un point culminant. Il ne s'agit pas d'une élection municipiale, mais à travers elle exprime les relations de forces mondiales favorables à la révolution et la volonté du prolétariat pour imposer des changements.

Ces élections sont aussi une expression des luttes très grandes menées par le prolétariat italien, de son immense progrès, des manifestations étudiantes, des militants du Parti Communiste et du Parti Socialiste, et du mouvement syndical.

C'est un très grand exemple qui doit être repris par les directions des partis ouvriers et des syndicats, dans de prochaines élections, comme dans tout mouvement plitique, afin que ceux-ci agissent en front unique en mobilisant, pour défendre et développer le progrès de tout le pays. Cela montre qu'il faut développer l'organisation du front unique à toutes les tendances du mouvement ouvrier, des partis et des syndicats, pour affronter le système capitaliste.

J. POSADAS
Le 21 Mars 1977

en Belgique et la necessite du front de la gauche avec ne anticapitaliste

J. Posadas, 23.3.77

cher à donner raison aux flamands, ou aux wallons ou à Brüxelles. Cette mesure que prend la bourgeoisie signifie un très grand arrièrment, elle se base sur son propre état arriéré pour empêcher le développement de la lutte de classes. Pour cela, elle suscite un affrontement entre les différentes couches de la population et entre le prolétaiat wallon et flamand.

Il faut appeler les centrales ouvrières, les partis, les syndicats à un Front Unique, sur la base duquel on peut résoudre ce problème. La bourgeoisie est incapable de le résoudre, autrement que par des mesures de recul et en suscitant une dispute interne afin que les sociétés multinationales sortent gagnant. Celles-ci se mettent d'accord dans les trois régions du pays, pour assurer leur domination. La moyenne et petite bourgeoisie n'a pas le même intérêt ni de perspective, mais elle est en partie d'accord avec cette division parce qu'elle défend des intérêts locaux. Elle n'a pas conscience ni la vision de la nécessité de l'unification et de la projection de celle-ci ; elle n'y a donc pas intérêt non plus, parce qu'elle n'a ni les capitaux, ni les capacités, tandis que les multinationales disposent de plus grands moyens.

A une époque antérieure, la Wallonie était la région la plus riche et industrialisée, tandis que la Flandre était surtout agricole. Mais cela fait longtemps déjà que des usines métallurgiques, sidérurgiques, les mines de charbon ferment. Ces fermetures en Wallonie ont permis que le poids de la Flandre augmente dans la mesure ou cette région développait une production agricole plus dynamique et s'industrialisait.

Il faut montrer du point de vue du marxisme, comment se résolvent les problèmes des pays arriérés. La Belgique est un des pays les plus arriérés du point de vue de l'histoire. A une étape dans laquelle l'Union Soviétique et la Chine démontrent comment résoudre les problèmes des nationalités, des terres, de la culture, des races, la Belgique s'en tient encore à la division entre Wallons et Flamands : cela montre l'arrièrement du système capitaliste. Ce qu'il faut donc résoudre pour pouvoir aller de l'avant, c'est le changement de système.

Il faut discuter les problèmes posés par le retard de l'économie la nécessité d'unifier le pays au travers de la centralisation économique, en montrant en même temps quelle est la classe qui va pouvoir diriger et qui a intérête à centraliser le pays : c'est la classe ouvrière. Il faut combiner cette activité aux revendications normales, quotidiennes des paysans, des ouvriers, de la petite-bourgeoisie. Appeler la population à mener cette activité.

Ces problèmes ne sont pas un fait particulier à la Belgique, ils se posent également en Espagne, en Angleterre (qui a l'Ecosse, l'Irlande, le Pays de Galles, etc.). La raison en est que le capitalisme s'est développé sur la base d'un processus de vols très, très profonds. Son régime s'est structuré partir du féodalisme de façon très divisée et fragmentée. Il a rassemblé des morceaux et, par la nature même de son régime ; basé sur la concurrence, il le capitalisme s'est développé en fonction du progrès du plus fort. L'intérêt du plus fort était de se développer lui-même sur le plan économique et il n'avait pas la faculté ni la possibilité de voir comment organiser un développement homogène. La risque le développement du capitalisme a permis à celui-ci de voir la possibilité d'atteindre une homogénéité, le prolétariat s'étaient déjà développé lui aussi. Le capitalisme, qui cherchait une homogénéité pour développer le commerce, s'est trouvé face au danger d'être renversé, alors il ne s'est plus intéressé à ce problème il n'était pas capable de donner des idées pour le résoudre. Et le le prolétariat a hérit-e de cet été arriéré du système capitaliste.

Il faut ouvrir une campagne pour faire discuter de cette solution, dans la classe ouvrière, les partis, les écoles. La bourgeoisie cherche à diviser la Belgique. La bourgeoisie flamande et wallonne cherche à faire un accord de soutien mutuel pour affronter la lutte de classes. Mais le prolétariat apprend chaque fois plus. Les conditions pour une grève générale visant à abattre le gouvernement bourgeois et installer un Gouvernement Socialiste, de Gauche, se rapprochent.

Le processus mondial de la révolution continue, les Etats ouvriers avancent, la lutte des masses pour des transformations sociales progesse dans le monde entier, et tout cela se reflète aussi en Belgique. Dans la crise actuelle, Tindemans va essayer d'imposer une solution au nom de la grande bourgeoisie, afin de ne plus dépendre de l'appui circonstantiel des mouvements wallons ou du Parti Socialiste. Il va essayer d'imposer un centre de la grande bourgeoisie, afin de se rendre indépendant de l'appui des socialisties ou des Wallons qui sont, de toutes manières, liés à la petite bourgeoisie et au prolétariat, auxquels ils doivent faire des concessions. Cette crise de la Belgique est unique à la crise mondiale du système capitaliste, et celle du capitalisme belge lui-même, à la crise du charbon de l'acier, des débouchés pour les produits industriels. Ils essaient de réunifier la grande bourgeoisie pour maintenir leur domination et ne pas dépendre de secteurs liés aux masses.

LA NECESSITE D'UNE DIRECTION UNIFIEE DES MASSES WALLONNES ET FLAMANDES

La nécessité d'une gauche surgit avec une clarté très grande. On ne peut pas continuer à gouverner avec le capitalisme, ou à concilier avec lui, ni rester dans l'expectative ; il faut un programme répondant socialement à la crise du capitalisme, aux problèmes de la production, du commerce mondial, de l'emploi des différentes langues. Le bourgeoisie en est incapable ; c'est pourquoi elle cherche un accord aux sommets pour ne pas dépendre d'un accord fait sous la pression des masses. Elle utilise cette crise pour maintenir ces divisions dans les relations entre les masses.

Une direction unifiée des masses flamandes et wallonnes pour résoudre les problèmes de la crise du capitalisme belge, au moyen d'un Gouvernement socialiste anti-capitaliste, est nécessaire. Même si ce gouvernement ne se propose pas de supprimer directement le capitalisme, il faut qu'il avance des mesures d'étatisations, de planification de l'économie et donne une solution commune aux problèmes posés par les différences de langues. La recherche d'une solution commune signifie le maintien des langues actuelles, et l'utilisation d'une langue comme permettant à tout le monde de se communiquer, tout en organisant le développement du pays, en réalisant une transformation sociale telle que les masses voient qu'elle n'affecte pas leurs coutumes, leur vie, mais au contraire, les élève. Dans le système capitaliste ; les basses d'antagonisme, de contradictions entre les langues subsistent et sont utilisées par le capitalisme.

Dans les prochaines élections les communistes, les mandelistes, les socialistes de gauche vont facilement augmenter leurs voix. Le capitalisme, dans ce processus de cette crise, est conscient de sa faiblesse et cherche à unifier la grande bourgeoisie.

Il faut voir la décision de notre section Belge de se présenter aux élections. Nous ne nous présentons pas dans le but d'obtenir des voix ou d'augmenter le nombre de voix, mais pour pouvoir faire connaître et peser notre programme dans la formation de la gauche. La présentation de notre Parti aux élections est fondamentale et les conditions pour le faire sont favorables.

Notre Parti a rencontré un appui, inclus auprès des chômeurs. C'est parce qu'ils veulent manifester leur adhésion à un parti de gauche, avec un programme de gauche. Ils n'appuient pas un parti quelconque. C'est un indice de la situation existant en Belgique. Les chômeurs nous donnent un tel appui, non parce qu'ils n'ont rien à faire, mais parce qu'ils ont une préoccupation politique, ils expriment le niveau de compréhension politique existant. Les partis de gauche doivent comprendre cela : le chômeur, au lieu de s'occuper de se défendre, appuie un parti de gauche.

Il y a les conditions pour développer un programme de gauche, d'étatisations, de planification de l'économie. Nous intervenons dans cette campagne électorale pour développer, le plus possible, un programme pour résoudre les problèmes de Belgique : à bas la monarchie ! pour une République Démocratique Socialiste ! Pour une solution des problèmes wallons-flamands au moyen d'un programme et d'étatisation de la propriété. Sur cette base on peut poser la solution du problème des langues. Les masses verront d'elles-mêmes quelle est la langue qui leur permet de mieux se communiquer et se mettre en contact avec la culture, la science, le monde, le développement du progrès de l'histoire. Les masses verront bien quelle langue leur convient le mieux.

Cette dépendance de la langue signifie un arrièrement, provenant d'un niveau insuffisamment élevé des luttes de classes en Belgique. A mesure que ce niveau de lutte s'élève, le problème des différences de langues perd de son importance. Nous intervenons pour élever cette conscience en même temps que pour poser le programme d'étatisations et de planification, d'élimination du roi et d'instauration d'une République Socialiste Démocratique. On peut éliminer le problème des langues en organisant une direction du pays qui développe l'économie planifiée. C'est là que réside la solution. Lorsque la propriété est étatisée, on ne dépend pas de l'intérêt de l'un ou l'autre capitaliste à vendre ses marchandises ou défendre son march-e. Quand il existe différents patrons, la langue sert aux patrons, comme un moyen d'affronter la population. S'il n'y a plus de patrons, les conditions et bases d'existence de langues séparées, vont rapidement disparaître.

La grève générale qui vient d'avoir lieu en Belgique, même avec les limites que lui a donné la direction, montre ce qu'il est possible de faire et quel est l'instrument pour dépasser la crise. Nous devons intervenir pour faire sentir la nécessité de la démocratie syndicale, de la plus ample discussion dans le camp syndical pour discuter tous ces problèmes. Que toutes les tendances aient le droit de participer, de donner des idées dans ce processus. Que tous les courants interviennent pour discuter cette nécessité. Il faut un programme d'étatisation et de planification, de démocratie syndicale, de représentation proportionnelle de toutes les tendances, de formation d'organes de discussion dans lesquels toutes les tendances puissent écrire. Le mouvement ouvrier doit discuter.

Il faut une pleine démocratie syndicale permettant aux ouvriers de choisir directement leurs délégués en foction de leur qualité. Que les délégués défendent avec intrasigeance le revendications d'emploi, de diminution des heures de travail salaire répondant aux besoins vitaux, d'amélioration des conditions de travail, de sécurité, d'hygiène, de conditions de travail scientifiques. Quels sont les points essentiels, en même temps que l'étatisation et la planification de la production ? Il faut prendre appui sur les élections en France, qui sont un exemple pour toute l'Europe.

Il faut faire un appel à un Front Unique avec un programme anti-capitaliste d'expropriation, de planification de la production, d'élimination de la monarchie et de proclamation de la République Démocratique Socialiste, de plein droit à toutes les tendances du mouvement ouvriers. Même si ce programme n'est pas repris immédiatement, il va servir de stimulant d'enseignement, d'expérience pour tous les courants : dans le Parti Communiste, Socialiste, dans les mouvements wallons, les organisations de gauche, dans le mouvement ouvrier, pour les orienter dans les prochaines luttes.

Voilà le programme pour lequel il faut se présenter. Le processus du monde favorise le progrès de ces conditions en Belgique. Quand une lutte importante se développe dans un pays – et les prochaines élections en Belgique sont très importantes –, celle-ci reflète, même sous une forme réduite, la crise mondiale, du système capitaliste, et l'affrontement système contre système. Le capitalisme belge exprime, sous une forme belge, la crise de tout le capitalisme d'Europe, de France, Italie, Angleterre, Allemagne, Hollande. Tout le capitalisme européen et mondial est en pleine crise. Il doit recourir au fascisme ou à la guerre. Il ne peut imposer le fascisme parce qu'il n'en a pas les moyens ni la force, et ile ne peut déclarer la guerre parce que la force des Etats ouvriers l'empêche de le faire maintenant, sans quoi il l'aurait déjà déclarée. Pour cette raison, la crise du capitalisme dure et s'allonge.

Il faut montrer que c'est possible. Il faut appeler à un Front Unique des partis ouvriers, de tous les courants petits-bourgeois de gauche, sur la base d'un programme anti-capitaliste d'expropriation, de planification de la production, pour une République Démocratique Socialiste, pour les droits de toutes les tendances et courants du mouvement ouvrier à s'exprimer : telle est la réponse à la crise du systme capitaliste.

Nous croyons que le Parti a eu une attitude très audacieuse et cela va favoriser beaucoup l'élévation de la compréhension de secteurs du Parti Communiste et Socialiste. Il faut appeler à la formation de la gauche socialiste. Il a discuté ces conclusions dans le Parti Communiste. Il n'y a aucune issue dans le système capitaliste. Nous saluons la résolution de la Section Belge et sa confiance dans les analyses, l'orientation de l'internationale, et l'intelligence dont elle fait preuve, qui est la base de sa confiance.

Abonnez vous a notre presse!

En Union Soviétique, à Cuba, en RDA, et dans tous les autres Etats Ouvriers (pays socialistes) n'existent aucun de ces problèmes. Il n'y a pas de chomage, pas de pollution, pas d'inflation, ni de crise économique comme dans les pays capitalistes. L'Etat a le monopole du commerce extérieur, et l'économie est planifiée en fonction des besoins de la population. Toutes les entreprises ont été expropriées, les patrons et les banquiers également.

Voilà, la base qui a permis à l'Union Soviétique et à tous les Etats Ouvriers de progresser. La bourgeoisie mondiale cherche à utiliser les "dissidents", contre le progrès politique actuel de l'URSS. Les déclarations de Carter à ce sujet sont bien claires. Il se donne le droit d'intervenir dans les affaires intérieures de l'union soviétique en défense des "libertés" des "droits démocratiques". Cette campagne est organisée par la bourgeoisie mondiale contre l'intervention de l'URSS, de Cuba. Les messes du monde entier voit que l'intervention de l'URSS, de Cuba, au Vietnam, en Angola, au Mozambique, servent le progrès de la révolution contre l'impérialisme. Le dernier voyage de Fidel Castro et de Podgorny en Afrique Australe fait également partie de l'aide des Etats Ouvriers à tous les mouvements révolutionnaires d'afrique. C'est une très grande responsabilité politique et historique que prennent les soviétiques. Avec toutes ces interventions ils vont gagner de autorité sur les masses du monde et en particulier celles des Etats Unis.

Les masses du monde sentent que l'Union Soviétique est du côté du progrès, et même en Belgique après les déclarations du général de l'armée belge disant qu'il faut se préparer à un invasion des armées Pacte de Varsovie en Europe en 48 heures. Les ouvriers dans les usines discutent et disent que si les soviétiques entrent en Europe ils les laisseront passer.

En effet, ils viendront appuyer un gouvernement de gauche en Italie ou en France. En Belgique, il faut prendre exemple sur les Etats Ouvriers, sur l'organisation économiques qui s'est développée dans tous ces pays. Le seul moyen de résoudre la crise du système capitaliste est d'proprier les patrons, de planifier l'économie. C'est cela qui a été fait dans tous les Etats Ouvriers. Et tous les pays qui entrent dans le camp de la révolution font la même chose. Mozambique, Vietnam, Angola.

LES PARTIS OUVRIERS ET LES SYNDICATS DOIVENT PROPOSER UN PROGRAMME ANTICAPITALISTE, UN FRONT DE LA GAUCHE POUR FAIRE FACE A LA CRISE.

Le front unique qui s'est imposé dans la grève générale, n'a pas de prolongements politiques dans un front de la gauche. Il est évident qu'il n'y a aucune solution électorale à la crise dans laquelle se débat le capitalisme.

Mais au travers des élections il est possible de faire progresser la gauche. La bourgeoisie ne va pas respecter le résultat électoral si il lui est défavorable. On peut déjà le voir avec toutes les mesures qui ont été prises par le gouvernement. La décision de Tindemans de dissoudre le Parlement est tout à fait anticonstitutionelle. C'est là un petit exemple de ce que le capitalisme, ne respecte même pas ces propres lois quand elles se retournent contre lui. Les partis de la bourgeoisie se présentent complètement divisés, en Flandres et en Wallonie. Il y a une terrible dispute entre les différents partis libéraux.

Les conditions sont formidables pour impulser le front unique de la gauche pour aller au pouvoir. La révolution mondiale, la structure actuelle de l'histoire impulsent vers des changements.

Il faut organiser avec pleine résolution et confiance la gauche dans le Parti Socialiste et discuter dès maintenant que le PSB ne doit pas rentrer dans le gouvernement pour gérer la crise. Nous appelons les camarades socialistes à faire cette discussion avec toute la passion dans le PSB en s'appuyant sur le triomphe de la gauche en France, qui est un coup très grand contre le capitalisme français et qui va influencer toute l'Europe.

LES LUTTES POLITIQUES ET SYNDICALES SONT UNIES

Toutes les luttes que la classe ouvrière mène dans les usines, doivent avoir un prolongement politique. La lutte pour les 36 heures par exemple ne peut pas être menée seulement dans les usines, sur le plan syndical. Cela arrangerait parfaitement le patronat parcequ'il augmenterait simplement les cadences, pour obtenir la même productivité. Il faut donc être clair. Les 36 heures doivent être obtenues tout de suite, mais sans perte de salaires, sans augmentation des cadences et payées 48 heures. Si les 36 heures ne sont pas accompagnées du partage du travail entre tous les ouvriers, elles permettraient de mettre au chomage technique, de licencier des travailleurs. Mais pour donner une continité politique à cette lutte pour pouvoir la mettre réellement en application, il faut organiser de grandes mobilisations, contre le patronat. Pour arracher cette revendication, il faut que les Syndicats FGTB et CSC discutent un plan d'action et le maintiennent. Et il est nécessaire également de mettre en question toute la propriété privée, d'exproprier les patrons pour qu'il soit impossible de revenir en arrière sur cette conquête.

Pour cela, la démocratie syndicale est nécessaire. Sans arrêt, des attaques sont faites contre des délégués syndicaux combatifs, leurs mandats sont retirés et le patronat les licencie. Cela se passe actuellement, dans les Verreries, mais aussi en Sidérurgie en Métallurgie. L'organisation de la gauche syndicale est indispensable en Belgique pour pouvoir obtenir des conquêtes, des revendications. Il y a eu un profond mécontentement, une très grande protestation contre les directions syndicales qui ont suspendus les actions de grève a cause de la crise du gouvernement. Plusieurs secteurs locaux, des militants de base ont refusé les décisions de la bureaucratie syndicale et ont poursuivis les mobilisations. Cela montre la décision, de la classe ouvrière d'intervenir, de s'imposer vis à vis des directions syndicales. Mais cela n'a pas été généralisé à tout le pays. Nous appelons les délégués de base, les militants syndicaux à organiser des groupes d'avant garde syndicale dans les usines, à imposer des assemblées géneérales chaque fois que cela est nécessaire dans lesquelles tous les ouvriers ont droit à la parole.

Il faut parler de tous ces problèmes dans les élections législatives. Il est évident que les élections sont le terrain de la bourgeoisie. Et les directions syndicales ont laisser la voie libre, sur ce terrain. Elles préfèrent laisser le chemin libre sur le terrain électoral parceque la classe ouvrière a beaucoup moins de moyens, de possibilités d'y exprimer sa force sa puissance et sa détermination. Les directions syndicales s'appuyent sur la division de la gauche dans les élections pour tenter de freiner les mobilisations ouvrières.

NON A LA REGIONALISATION ! NON AU FEDERALISME ! POUR UNE REPUBLIQUE SOCIALISTE !

Le fédéralisme, la régionalisation ne vont pas permettre de progresser, de résoudre les problèmes des masses exploitées.

La majorité des partis de droite mais malheureusement aussi ceux de gauche proposent le fédéralisme et la régionalisation comme un moyen de sauver la région. Mais les travailleurs n'ont pas besoin d'un capitaliste wallon ou flamand, parceque tous leurs problèmes resteront tels que. Le coût de la vie va-il diminuer ? le chomage va-il se résorber ? Les licenciements vont-ils s'arrêter ? Va-il y avoir de meilleures routes, de meilleures habitations, avec douches et installations sanitaires ? NON ! Le capitalisme investit où cela lui rapporte le plus. Il refuse de continuer à investir en Belgique parceque cela ne lui rapporte plus de bénéfices suffisants. Alors, un pouvoir régional, ou exiger plus d'investissements dans un région que dans une autre ne changera rien. Ce sont les banques qui décident. Il faut exproprier les banques sous controle ouvrier. Et utiliser l'argent en fonction d'un plan établi par la classe ouvrière, par les masses exploitées. Ce sont elles qui doivent décider où produire ! Quoi produire ! En fonction des intérêts de toute la population.

Les comités de quartiers, les comités de chomeurs peuvent participer pleinement à cette discussion et décider tout ce qu' il est nécessaire d'améliorer dans les quartiers. Faire un plan de construction de maisons, d'écoles, de crèches. Un plan de routes. etc...

Les partis de la droite sont divisés en mille morceaux. Ils utilisent la monarchie et le roi pour tenter de maintenir une certaine cohésion nationale. Mais le roi ne sert à rien, il faut remettre cela en question également. Le roi et la monarchie n'est pas une institution indépendante des classes mais au service du capitalisme de la bourgeoisie. Il défend les intérêts de la "nation", de la "patrie". La roi va cautionner la future régionalisation, comme il cautionne maintenant l'Etat unitaire. Ce sera toujours une Belgique capitaliste, une Belgique de la propriété privée.

Nous invitons les camarades du Parti Communiste et du Parti Socialiste à se prononcer bien clairement contre le monarchie ! Pour une République Socialiste à l'image de tous les Etats Ouvriers.

VOTER P.O.R.T. 13 POUR IMPULSER L'ORGANISATION DE LA BAUCHE SOCIALISTE ET COMMUNISTE ! POUR IMPULSER L'ORGANISATION DE LA GAUCHE SYNDICALE ! POUR UN DEPUTE TROTSKISTE-POSADISTE !

Notre Parti intervient dans cette campagne, pour faire discuter tous ces problèmes. A Charleroi, chaque Parti ouvrier se présente séparemment. Et cette fois, se présentent également plusieurs organisations marxistes-léninistes, de nouvelles organisations écologiques de la LRT.

VOTER 13 – Voter PORT à Charleroi, ce sera un moyen de donner plus de force et de confiance au courant qui se développe dans le PSB et dans le PC et aussi dans les Syndicats. Mais nous intervennons également pour obtenir un député, trostkiste. Quel sera son travail ? Au Parlement il sert le porte parole de toutes les luttes que les ouvriers et les travailleurs développent dans leur usine. Il utilisera le Parlement comme une Tribune pour s'adresser au mouvement ouvrier, pour dénoncer tout ce qui se trame dans les coulisses. Le Parlement ne représente pas la volonté des travailleurs. Son intervention au Parlement sera un stimulant pour les camarades socialistes, pour les communistes, les chrétiens de gauche et aussi pour certains secteurs de RW.

Nous faisons un appel à tous les camarades qui sont intervenus dans les grèves, dans les luttes quotidiennes pour organiser la gauche syndicale et imposer la démocratie syndicale a intervenir avec la même passion en votant PORT.

Nous appelons tous les camarades "gauchistes" à engager une discussion, une polémique fraternelle dans cette campagne. Nous pensons que le programme proposé par les camarades de AMADA est incorrect et ne va pas rencontrer d'écho dans la classe ouvrière, de même celui de l'UCLMB, parcequ'ils font une campagne contre l'Union Soviétique. Aucun ouvrier ne peut accepter cette consigne. L'ennemi de la classe ouvrière est le capitalisme belge et l'impérialisme américain. Et l'Union Soviétique, comme tous les Etats Ouvriers est considéré comme faisant partie du camp socialiste. Il faut lutter pour l'unification du mouvement communiste mondial, et en particulier de l'URSS et de la Chine! Et surtout lutter contre le capitalisme belge qui est seul responsable de la crise.

Nous pensons également que le programme proposé par la LRT, est incorrect. Il est impensable d'organiser un front, une unité à la gauche du PSB. Sans le PSB en Belgique, il n'est pas possible de progresser. Il faut tenir compte de la lutte passionnée, ardue, intense que mènent les camarades socialistes dans leur Parti pour qu'il se transforme en un véritable parti socialiste et perde son caractère social-démocrate. Il faut pour cela proposer un programme anticapitaliste, et non pas l'autogestion socialiste, ni le fédéralisme.

Nous appelons les jeunes, les ouvriers, les étudiants à appuyer le PORT. Non seulement il faut le vote à 18 ans, mais aussi le droit au travail, le droit à une vie digne, à un avenirdans lequel il sera possible de développer l'intelligence, le dynamisme. Et cet avenir c'est celuide la société socialiste.

Nous appelons les camarades ouvriers, étudiants employés, ménagères qui ont voté pour notre Parti précdemment et qui nous donnent un appui dans la campagne à organiser autour d'eux, dans leur famille, à l'école, au bureau, dans le quartier le vote pour le PORT.

POUR AFFIRMER LE COURANT ANTICAPITALISTE A CHARLEROI POUR ORGANISER LA GAUCHE SYNDICALE ET POLITIQUE.

Le 2 Avril 1977
Le BP du PORT
IVème Internationale-posadiste

Vive le triomphe de l' Union de la gauche en France !

Camarades ! La campagne électorale coûte cher ! Aidez nous financièrement !

Le voyage de Fidel Castro et Podgorny en Afrique, la révolution permanente et la nécessité objective mondiale du socialisme

5.4.77 **J.POSADAS**

VIVE
LE PREMIER NUMERO DE

Lucha Obrera

organe de la section Vénézuélienne
de la IVe Internationale Posadiste

ET
la reparution de

Komunistiki Pali

organe de la section grecque
de la IVe Internationale Posadiste

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

LUTTE OUVRIERE

ORGANE DU PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE TROTSKISTE
Section Belge de la IVe INTERNATIONALE POSADISTE

7 FB — 15e année — No 283 — 1er Mai 1977 — Périodique hebdomadaire

Périodique bi-mensuel — Envoyer toute correspondance à LUTTE OUVRIERE — BP 273 — 6000 Charleroi I
Abonnement de 12 numéros : 80 F. — Abonnement annuel : 150 F. — Abonnement de soutien : 500 F.
A verser au CCP 000-09762.34-26 de C Pôlet — Editeur Responsable : C. Pôlet — 51a, rue Garibaldi — 1060 Bruxelles.

DECLARATION DU BUREAU POLITIQUE EN CONCLUSION DES ELECTIONS :

Lutter pour imposer un programme de transformations socialistes de la Belgique

Le résultat des élections du 17 Avril, ne vont rien changer et ne vont pas permettre de résoudre les problèmes essentiels du pays : Chomage, augmentation du coût de la vie, mesures antidémocratiques qui cherchent à faire payer la crise par la majorité de la population travailleuse entre autre au travers du plan Egmond. La gauche n'a pas gagné ces élections, Tindemans se maintient à la tête du prochain gouvernement. Les grèves et mobilisations des travailleurs, contre le plan Egmond n'ont pas trouvé de prolongements politiques électoraux. Aucun front de gauche n'a été présenté, et la diversité des listes de la gauche n'a pas aidé la classe ouvrière, l'avant-garde ouvrière à se concentrer pour imposer des changements politiques, pour faire discuter un programme anticapitaliste par les partis ouvriers. Il est bien évident qu'avec un progrès d'un front de la gauche, la majorité des travailleurs se sentent attirés, gagnés par une force capable de changer la situation politique. Le résultat des élections municipales en France est un triomphe de la gauche parce qu'existe le programme commun, que les masses francaises défendent avec acharnement et décision contre les propres directions des PC et Socialistes qui cherchent à en diminuer la portée et le contenu. En Belgique, le résultat des élections montre la nécessité de faire une large discussion dans tous les partis ouvriers, sur la nécessité de construire un front de la gauche, de discuter un programme anti-capitaliste pour faire face à la crise. Nous appelons la gauche socialiste, communiste, la gauche chrétienne, les militants de gauche du FDF, du RW, à prendre des initiatives pour organiser dans tout le pays des réunions-débats, pour discuter les conclusions des élections et la nécessité de préparer un front de la gauche, avec un programme anticapitaliste.

LA CLASSE OUVRIERE S'EST CENTRALISEE EN VOTANT PSB

La classe ouvrière et une partie de l'avant garde ouvrière s'est concentrée dans le Parti Socialiste, qui a progressé légèrement dans tout le pays. Elle manifeste de cette façon sa volonté de changement social, d'une autre société, d'une société socialiste. Et ce n'est pas une approbation, à la politique réformiste ou à une intégration du PSB au gouvernement pour gérer la crise. Mais la majorité des travailleurs qui ont voté socialiste voit dans le PSB, la seule organisation ouvrière de masse qui va pouvoir mettre un frein ou limiter toutes les mesures réactionnaires des partis de la droite, PSC, CVP et libéraux contre les masses exploitées du pays même en participant au gouvernement. Ce qu'il est indispensable de discuter alors, n'est pas la participation ou non du PSB au gouvernement mais le programme avec lequel le PSB va ouvrir la prochaine étape. Et le programme nécessaire est la nationalisation sous contrôle ouvrier de toutes les usines en crise, la nationalisation des banques, et un programme ouvrier de développement du pays, non aux fermetures, aux licenciements, partage du travail, les 36 heures tout de suite sans perte de salaires et sans augmenter les cadences, exproprier les patrons, voilà ce qu'il est nécessaire de discuter comme condition de participation à un gouvernement.

Il est évident que si l'on fait l'addition de toutes les listes de gauche, c'est la gauche qui gagne en Belgique. Les résultats du FDF montrent qu'un grand secteur encore de la petite bourgeoisie, employés étudiants, indépendants ne sont pas gagnés et attirés par les partis socialiste et communiste, et expriment leur opposition au gouvernement en votant FDF. Mais le FDF est un parti bourgeois, qui revendique le fédéralisme, et ne va pas plus pouvoir donner une solution aux problèmes de la région bruxelloise. Un secteur qui a voté FDF, est de gauche, veut des changements sociaux, un renversement de régime, mais n'a pas confiance dans le PSB et le PC, et a également une certaine méfiance vis-à-vis des Etats Ouvriers (pays socialistes). Pour cette raison il est d'autant plus important de montrer que dans tous les Etats Ouvriers, il n'y a pas de crise, d'inflation de pollution comme dans les pays capitalistes. Le Parti Communiste doit développer cette argumentation persuasivement, montrant la supériorité sociale, politique et militaire de tous ces pays à commencer par le Vietnam, l'URSS, la RDA etc.

L'attraction pour les listes écologiques a également un sens anticapitaliste, mais également réprésente un courant de la petite bourgeoisie qui rejette toute forme de bureaucratie, d'imposition, d'un parti. Nous aussi, nous voulons supprimer la pollution, la brutalité des relations sociales, nous voulons des espaces verts, des parcs, une "qualité de la vie" meilleure. Il est nécessaire de discuter que ceux qui sont responsables de la pollution des "Seveso", des "accidents" comme celui de la nappe de pétrole dans la mer du Nord sont les patrons, les responsables des sociétés multinationales qui sont déterminés par la course au profit, par l'appat du gain et se foutent complètement de la population, et de la destruction des plantes, des animaux et des espaces marins. Plus la crise du capitalisme va s'accentuer, plus vont se développer de tels "accidents". Il faut donc répondre avec un programme qui détruit la propriété privée. Un programme que doivent discuter les Syndicats et les partis ouvriers.

Une partie de la classe ouvrière a encore voté, wallon, RW, ou VU ou même PSC. Encore une fois les Partis ouvriers socialiste et communiste, n'ont pas été capables de les attirer parce qu'ils ne donnaient aucune alternative ouvrière à la crise, du point de vue programmatique, même si le PSB a fait toute sa campagne contre l'Etat CVP. Les travailleurs chrétiens, qui participent aux grèves, aux mobilisations organisées par les Syndicats, n'ont pas pu s'exprimer pour un parti chrétien de gauche aux élections. Ils n'ont pas voulu voter ni socialistes, ni communistes. Pour pouvoir gagner ces secteurs politiquement à la gauche, le PC et le PSB doivent discuter du programme anti-capitaliste et montrer la nécessité non pas de s'incorporer aux rangs socialistes et communistes mais de construire un parti chrétien de gauche indépendant du PSC. Il existe déjà plusieurs tendances de travailleurs chrétiens, GPTC, MOC, etc.
L'unification en un parti chrétien de gauche serait nécessaire pour attirer tout un secteur de travailleurs chrétiens encore hésitants.

Le Rassemblement wallon a perdu des voix également. Certains ouvriers votent encore wallon, parce qu'ils croient qu'il faut donner priorité à l'économie wallonne, que le problème est d'investir dans cette région pour empêcher le déclin de tout son économie. Mais la grande majorité des votes au RW, viennent des secteurs de la petite bourgeoisie, parceque la grande majorité de la classe ouvrière a voté socialiste. Il s'est donc produit une polarisation des forces, après la rupture de Périn et son incorporation à l'équipe libérale, la grande majorité des travailleurs, de la classe ouvrière a compris que le RW ne pouvait pas défendre leur intérêt non pas de "wallon" mais de travailleur.

LE RECUL ELECTORAL DU PARTI COMMUNISTE ET LA NECESSITE D'ORGANISER LA GAUCHE SOCIALISTE

La perte de deux députés communistes est un fait évident dont il est nécessaire de discuter les raisons. Nous nous associons à la déception des militants communistes qui sont intervenus dans cette campagne électorale avec passion, et conviction en défendant leur parti. Il ne faut pas tirer la conclusion négative de cette perte que la population en Belgique

Suite page 4

Pas une arme pour soutenir le régime réactionnaire de Mobutu !

LE VOYAGE DE FIDEL CASTRO ET PODGO
LA REVOLUTION PERMANENTE ET LA NE
TIVE MONDIALE DU SOCIALISME 5.4.7

Le voyage de Fidel Castro et Podgorny en Afrique, démontre de manière très nette, le rapport de forces favorable au développement mondial de la lutte pour supprimer le régime capitaliste. Fidel Castro est allé en Afrique au nom d'un petit pays qui a des quantités de difficultés économiques pour son développement, qu'a une capacité limitée, même avec l'économie planifiée. Cependant il est allé exercer une fonction d'impulsion, de développement, d'appui au développement mondial de la révolution. Il est allé offrir l'appui politique, économique et social humain, au nom d'un pays qui n'a pas les moyens pour le faire. Il peut le faire, parce que la population est prête à faire des sacrifices et réduire ses propres moyens de subsistance pour appuyer la Révolution Socialiste Mondiale.

Cette tournée de Fidel Castro montre le rapport existant entre un petit pays et le processus mondial de la révolution. Fidel Castro est intervenu au nom des Etats Ouvriers. Un petit pays comme Cuba, qui est soumis mis à la pression constante de l'impérialisme et aux négociations en vue d'accords, ose faire cette tournée, à travers son plus haut représentant, Fidel Castro, pour impulser la révolution en Afrique.

Ce voyage de Fidel Castro et de Podgorny est dirigé à peser et pressioner sur l'Afrique, pour impulser la lutte de libération anti-impérialiste. Il met en évidence la faiblesse immense du capitalisme et de l'impérialisme. Avant, l'impérialisme et le capitalisme exercaient une influence et le commandement militaire, économique et social de l'Afrique. Ce sont eux qui ont développé les couches, les courants et les cliques locales, liées au système capitaliste mondial. C'est sur cette base qu'il put maintenir la maîtrise de la population pour empêcher son développement indépendant, social, économique.

L'impérialisme est impuissant déjà pour maintenir cette situation. Il augmente son pouvoir militaire et économique, mais n'augmente pas son pouvoir social. Les masses n'ont pas peur du pouvoir militaire et économique de l'impérialisme ; La structure et les contradictions intérieures du système capitaliste mondial l'empêchent de continuer à exercer cette fonction de commandement du monde, particulièrement de l'Afrique. L La raison essentielle de la désintégration de l'impérialisme, n'est pas dans ses propres contradictions, mais dans le progrès mondial des Etats Ouvriers, de la Révolution Socialiste Mondiale et le progrès de la lutte des masses du monde, avivé et aiguisé par les contradictions du système capitaliste. Ce progrès de la révolution leur impose un affrontement entre eux, de plus en plus aigu, parce qu'ils ont de moins en moins la possibilité, d'investir d'exploiter les peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique Latine.

Cette tournée de Fidel Castro va stimuler la lutte des masses d'Afrique contre l'impérialisme.

Un petit pays qui a peu de forces sur le plan économique, militaire et social pour représenter les Etats Ouvriers, avec l'appui de l'Union Soviétique, des autres Etats Ouvriers d'Europe, est en train d'exercer l'autorité de tous les pays socialistes, de l'URSS, Tchécoslovaquie, la Pologne, Roumanie, Yougoslavie, Hongrie Bulgarie. C'est avec ce soutien, et particulièrement celui de l'Union Soviétique, que Fidel Castro fait cette tournée en Afrique.

Si l'on tient compte de ce qu' est Cuba, elle n'a pas les moyens pour affronter l'impérialisme, mais elle peut le faire en représentation du mouvement socialiste mondial. C'est pour cela que l'impérialisme n'a pas osé intervenir. Avant il intervenait pour empêcher le développement des luttes. Maintenant il ne peut rien faire pour contenir l'intervention de Cuba. Cela montre le rapport de forces favorable au développement mondial de la lutte anti-impérialiste et anti-capitaliste.

La fonction de Cuba, économiquement, est seulement rélative. Mais par contre elle est très grande du point de vue social, militaire et politique. Voilà un des aspects fondamentaux dans la discussion du mouvement communiste mondial, sur l'internationalisme prolétarien.

Cette intervention cubaine met en évidence que les Etats Ouvriers peuvent exercer une influence très grande pour le progrès de l'humanité en impulsant la révolution, la lutte armée contre le système capitaliste et l'impérialisme. Ces actions impliquent les points essentiels de la discussion dans le mouvement communiste mondial, tels que l'internationalisme prolétarien, le caractère de la révolution, la pluralité etc.

Cette action de Cuba et de l'Union Soviétique, pour stimuler les pays d'Afrique à élever la lutte pour éliminer l'impérialisme, montre comment se combine la lutte pour le développement des Etats ouvriers et celle pour la libération du monde. C'est l'histoire qui impose à l'URSS, et aux autres pays qui doivent s'appuyer sur l'union Soviétique, de tendre à libérer les autres peuples du monde du système capitaliste et répondre ainsi au besoin, pour les Etats ouvriers, de se développer harmonieusement dans leur ensemble.

L'économie des Etats ouvriers et plus particulièrement de l'URSS est comprimée et opprimée si l'économie avec laquelle elle est en relation, n'est pas planifiée, car cela limite son développement et son extension. Tant qu'existe le système capitaliste, la planification des Etats ouvriers reste limitée et distorsionnée. C'est une nécessité objective et historique pour les Etats ouvriers, d'éliminer les pays capitalistes. Ceci explique leur résolution et leur audace pour aider les pays africains à se libérer.

Staline, à son époque, pactisait avec le capitalisme pour empêcher le développement de la révolution et de la lutte anti-impérialiste et anti-capitaliste. Ces alliances avec le système capitaliste répondaient aux intérêts de la bureaucratie de cette étape. Le développement objectif de l'économie, des Etats ouvriers, le développement immense de l'intelligence des masses, l'ascension mondiale, scientifique et technique des Etats ouvriers, pousse à une planification mondiale de l'économie, pour développer sans limites la capacité créatrice de la propriété étatisée, de la planification de la production, de l'intelligence et du progrès scientifique.

La tournée de Fidel Castro exprime cette nécessité d'unification et d'expansion des Etats ouvriers, même si cette action est faite de façon encore limitée et bureaucratique. Elle se combine à des accords, des discussions avec l'impérialisme. Ce qui détermine dans le cours de cette activité, ce ne sont pas ces accords avec l'impérialisme, mais l'appui concret des Etats ouvriers pour impulser la révolution. Cet appui s'élargit : il y a eu l'Angola et le Mozambique, et avant le Vietnam, le Laos, le Cambodge ; et maintenant, les autres pays africains. Cela indique que la relation de forces est favorable aux Etats ouvriers et à la lutte anti-impérialiste et anti-capitaliste.

Cette tournée de Fidel Castro et le fait qu'il dise qu'en Afrique il y a les conditions favorables pour passer directement au socialisme parce que les peuples sont très exploités, est un pas en avant dans la compréhension et la position politique des Etats ouvriers.

En réalité, le problème n'est pas que l'Afrique est plus proche de la construction du socialisme. Economiquement elle en est très loin. Mais pour se développer économiquement, l'Afrique, l'Asie ou l'Amérique Latine ne peuvent le faire du point de vue capitaliste. Ils doivent le faire du point de vue anti-capitaliste.

Tous les pays d'Amérique Latine, qui ont tenté de se développer dans le cadre du système capitaliste ont échoué. Ils sont en crise constante : certaines couches — les secteurs de l'oligarchie, de la bourgeoisie se développent, contre le reste de la population, tandis que les masses du monde voient comme les Etats ouvriers se développent intégralement, unanimement.

En Afrique, comme en Asie, il n'y a aucune structure bourgeoise solide, avec une autorité sur une partie de la population, ou une base petite-bourgeoise ou paysanne solide. L'impérialisme a empêché que ces pays se développent, pour les éliminer du champ de la concurrence.

C'est une conception insensée, de vouloir passer de l'étape actuelle d'arrièrement féodal brutal que connaît l'Afrique, l' Asie et, en partie, l'Amérique Latine (même s'il existe un certain développement capitaliste en Argentine, au Brésil, Mexique Chili), à la révolution démocratique bourgeoise. La bourgeoisie n'a pas les moyens ni les conditions historiques pour concurrencer le capitalisme mondial. C'est l'impérialisme lui-même qui a conduit ces pays dans l'impasse du point de vue capitaliste. Ils ne peuvent lui faire concurrence.

La Révolution Permanente est nécessaire pour développer tous ces pays. Il s'agit de passer directement, de l'étape actuelle, à celle de l'étatisation. La planification et la démocratie se développent dans le cours de ce processus. La démocratie doit servir ce développement, autrement ce n'est pas la démocratie. Si le capitalisme domine, il applique la démocratie pour lui seul. La démocratie du capitalisme, c'est la Rhodésie, l'Afrique du Sud.

Nous avons lutté pour ces principes pendant 50 ans. Aujourd'hui on voit clairement que c'est là le chemin de l'histoire. Les masses voient la supériorité de la planification et ont besoin d'éliminer le système capitaliste pour développer l'économie, la culture, la science, la technique, élever le niveau de vie et l'intelligence de la population. Sous le capitalisme, il n'y a aucune chance, possibilité, ni conditions historiques pour faire cela.

Les contradictions, la concurrence interne du système capitaliste font que, pour avancer, celui-ci doit produire à la fois la richesse pour un petit groupe et la misère pour la grande majorité. Il produit au milieu de la concurrence et cela empêche un développement harmonieux de l'économie. Il développe les branches de production qui lui conviennent, au travers de la concurrence et du marché. Par ces moyens, il est impossible de développer l'Asie, l'Afrique, l'Amérique Latine. Il faut une planification de la production et pour cela, l'étatisation de la propriété. Il faut au moins, dans l'immédiat, étatiser l'essentiel de la propriété pour pouvoir planifier la production, non plus sur la base de la concurrence, mais en fonction des besoins et des possibilités objectives. Ce sont là les aspects de la Révolution Permanente. Trotsky avait exposé ces jugements déjà en 1905 et la Révolution de 1917 les a réalisés.

L'Appel de Fidel Castro et des Soviétiques à passer directement au socialisme en Afrique, n'est pas une position qu'ils défendaient antérieurement. Ce sont des positions de la Révolution Permanente de Trotsky, qui sont encore en vigueur aujourd' hui. Ce sont les positions pour lesquelles a lutté la IVe Internationale Posadiste et qui servent de guide et de programme aux pays arriérés.

Le processus de révolution permanente ne veut pas dire qu' on saute l'étape bourgeoise, mais bien qu'on ne peut réaliser l'étape démocratique pour développer l'économie, sous la direction de la bourgeoisie. Celle-ci s'exprime au travers de ses intérêts privés, du marché, et au moyen de la concurrence. Il lui est donc impossible de développer l'économie, parce que chaque capitaliste développe ce qui répond à son intérêt particulier et ne peut accorder de droits démocratiques, ni permettre un progrès scientifique démocratique de la population.

Pour développer l'économie dans tous les pays d'Asie, Afrique et Amérique Latine, il faut exproprier, étatiser et conjointement, faire intervenir toute la population avec les plus larges droits démocratiques. Les formes de la démocratie se développent donc au plus haut niveau dans la révolution socialiste. Telle est l'expérience vivante en cours en Afrique, Asie, Amérique Latine.

LA FONCTION NECESSAIRE DE L'INTERNATIONALISME PROLETARIEN

L'intervention de Fidel Castro est aussi une démonstration d'internationalisme prolétarien. Toutes ces directions, antérieurement, s'opposaient à l'exportation de la révolution. Depuis la mort de Trotsky, nous avons lutté pour exporter la révolution. Exporter ne veut pas dire porter la révolution à un autre endroit, mais influencer les autres pays en agitant le programme et la politique d'expropriation du capitalisme, de planification de la production, établissement du contrôle ouvrier et en défendant, armes à la main, le progrès de la révolution. Voilà ce que signifie exporter la révolution ! Et si on peut, en même temps, intervenir humainement et militairement comme l'a fait Cuba tant mieux ! Mais l'exportation de la révolution ne veut pas dire que les armées vont de tous côtés pour libérer les pays, mais que la révolution influence ces pays au moyen que l'expropriation du capitalisme et la planfication de l'économie représentent la voie du progrès des peuples d'Asie, d'Afrique, d'Amérique Latine. C'est l'exemple que donnent le Vietnam, le Laos, Cambodge et Cuba. C'est la Révolution Permanente, l'Internationalisme prolétarien.

L'attitude de Cuba montre ce qu'est l'internationalisme prolétarien. C'est l'Etat ouvrier qui, pour développer l'économie, la science, la technique, l'intelligence, les relations fraternelles dans le peuple, a besoin d'intervenir et développer dans le monde entier les mêmes conditions qu'à Cuba. L'internationalisme prolétarien — comme la science, la culture, la musique, l'art — consiste à diffuser, étendre les processus les plus élevés, pour influencer les autres parties du monde, et les impulser à faire la même chose. Cela ne veut pas dire qu'on se mêle des problèmes des autres pays, mais qu'on s'occupe des problèmes nécessaires au progrès de l'histoire. Les problèmes de la culture et la science intéressent toute l'humanité, de sorte que se mêler d'un autre pays ne veut pas dire intervenir dans des problèmes étrangers, mais bien développer les éléments nécessaires au progrès, c'est à dire la lutte pour éliminer le système capitaliste.

Un autre aspect à examiner est celui de la pluralité : l'intervention en Afrique montre qu'il n'y a pas de place pour la pluralité. Il n'y a de place que pour la position programmatique consistant à exproprier le capitalisme, établir un gouvernement des masses, pour développer l'économie sur la base de la planification de l'économie. Voilà des problèmes simples, au travers desquels se développe l'expérience pratique de l'histoire.

Cette fonction de Cuba exerce une influence immense sur les masses du monde, et particulièrement d'Amérique Latine. Les masses voient que ce petit pays, encerclé par l'impérialisme, menacé par les armes atomiques de l'impérialisme, a la résolution d'accompagner son gouvernement pour stimuler la révolution dans le monde, sans crainte de l'impérialisme. C'est l'exemple que donnent les masses cubaines aux peuples du monde. C'est l'exemple que devraient donner tous les partis communistes et socialistes également.

Cuba est un exemple historique. Mais quand cette action prend une telle ampleur, elle indique les rapports de forces favorables au développement mondial de la révolution. L'intervention de Cuba va avoir une influence énorme sur l'Amérique Latine, l'Afrique, l'Asie. Elle va montrer que les pays plus avancés, ou qui sont en conditions

NY EN AFRIQUE, ESSITE OBJEC-

j.posadas

d'intervenir comme Cuba et l'Union Soviétique, doivent le faire plus souvent et régulièrement, pour impulser la révolution dans le reste du monde. Même si cette intervention s'est faite bureaucratiquement, elle signifie un progrès et une expérience immenses pour les masses. Celles-ci voient que chaque petit pays ne dépend pas de lui-même mais du rapport mondial des forces. De cette manière les masses du monde, la petite-bourgeoisie, les secteurs culturels, intellectuels qui étaient auparavant des serviteurs du capitalisme, apprennent à mesurer les relations historiques et à avoir confiance dans le fait que les Etats plus avancés de la société représentent le progrès, tandis que le système capitaliste représente l'arrièrement de l'histoire.

Les masses du monde voient intervenir les Etats ouvriers, Cuba et l'URSS, et ne leur disent pas qu'ils se mêlent des affaires intérieures d'autres pays, mais qu'ils doivent intervenir pour impulser le développement de l'histoire. C'est là un progrès scientifique, au même titre que la science, la culture et l'art.

Les masses apprennent qu' une direction mondiale est nécessaire, pour coordonner, sous une forme démocratique soviétique, le cours de la politique, de la lutte anti-capitaliste et anti-impérialiste. C'est une expérience très riche pour éduquer les masses. Elles vont faire pression sur leurs partis dans tous les pays du monde, et même influencer les partis bourgeois qui ont une base sociale d'ouvriers et de petits-bourgeois.

Le triomphe de l'Union Populaire en France a une importance déterminante. Il indique, non seulement un résultat de la politique de l'Union Populaire et du Programme Commun, mais l'influence mondiale de la révolution. Celle-ci se mesure dans les changements des rapports entre les classes. Les masses accroissent leur éducation, leur sentiment, leur conscience, leur capacité politique de classe. Elles vivent cette relation de forces favorables et attirent les secteurs de la petite-bourgeoisie, les persuadent, les organisent et rompent l'appareil bourgeois.

Cela augmente considérablement les contradictions internes du système capitaliste et ses luttes, sa concurrence interne ; et favorise, au contraire, la possibilité du prolétariat d'influencer des couches de la population qui ne sont pas encore attirées par la lutte révolutionnaire.

Ce voyage des Cubains et des Soviétiques, est un exemple très vivant pour tout le mouvement ouvrier et communiste mondial. Il aura des répercussions immenses et fera progresser les discussions du mouvement communiste et socialiste mondial. Cette influence doit aussi servir de base au progrès de la discussion.

Le triomphe de l'Union Populaire en France est également une base de ce progrès. C'est une immense défaite pour le capitalisme en France et il stimule – avec l'intervention de Cuba et de l'Union Soviétique en Afrique – la lutte des masses pour avancer dans la voie anti-capitaliste. La lutte ne va pas seulement consister à résister et affronter l'impérialisme pour essayer de le vaincre, mais aussi à avancer dans un sens anti-capitaliste. Il n'y a pas seulement un problème de noirs contre blancs en Afrique du Sud, mais aussi un problème essentiel d'organisation sociale de l'économie.

Les masses noires apprennent qu'il ne s'agit pas d'un problème des noirs contre les blancs. Dans le système capitaliste ce sont les blancs qui sont contre les noirs, pour maintenir la propriété privée. Par contre, les noirs sont en train de montrer et développer le processus de la révolution permanente ; ils cherchent le pouvoir pour éliminer l'exploitation capitaliste et, par conséquent, la ségrégation raciale, les différences entre noirs et blancs.

LA DISCUSSION DES PRINCIPES DE LA REVOLUTION PERMANENTE

Cuba apporte une contribution immense, avec ce voyage et son intervention antérieure en Angola. Nous lui rendons hommage avec émotion. C'est aussi un exemple vivant pour démontrer qu'il faut développer dans tous les Etats ouvriers – Cuba inclus – une discussion, la vie intérieure publique de toutes les tendances révolutionnaires, développer les échanges d'opinions, de jugements, d'expériences, d'analyses pour élever la population à une intervention scientifique dans les discussions politiques, économiques.

Plus la population discute, échange ses opinions, intervient sur tous les problèmes de la révolution, élève sa capacité culturelle politique, plus elle augmente son assurance sociale pour écrase l'impérialisme. Il ne faut, par contre, laisser le droit de pluralité à aucune tendance capitaliste. Cette discussion, et l'action de Cuba manifeste qu' il n'y a pas de place pour une tendance défendant le système capitaliste ou un état intermédiaire entre capitalisme et Etat ouvrier ou socialisme.

Il n'y a pas de place pour le doute quant à la nécessité d'éliminer le système capitaliste. Ces tendances n'ont aucun droit à l'existence, elles sont rétrogrades, et représentent le passé de l'humanité, le passé exploiteur et chargé de honte. Pour cette raison, toutes ces tendances n'ont aucun droit d'exister. Il n'y a pas de place pour la pluralité entre capitalisme et socialisme. Les tendances qui ont droit d'existence sont les différents courants de la révolution socialiste, qui cherchent à faire avancer, développer la pensée scientifique pour élever la capacité d'intervention des masses et influencer le reste du monde.

Cette intervention de Cuba et l'Union Soviétique montre que les relations de forces sont constamment favorables à la révolution socialiste. Elle va avoir une grande influence sur l'Amérique Latine. Les masses latino-américaines vivent ce processus, même si elles ne l'expriment pas immédiatement. Par exemple en Argentine, ce sont les syndicats qui mènent essentiellement la lutte contre la dictature militaire, contre les AAA ; et ils ont influencé une couche importante de l'armée ; celle-ci cherche une alliance, un accord avec les syndicats pour une nouvelle politique ; les militaires ont prouvé leur impuissance à faire plier les masses. Cuba fait partie de cette force des masses argentines qui affrontent la dictature et les AAA.

Il faut rendre un très grand hommage à l'action du peuple cubain et la direction du Parti Communiste de Cuba. Nous faisons, en même temps, un appel à développer la discussion publique –à Cuba, sur les problèmes de la révolution en Afrique, qui passe directement d'un état arriéré à la révolution socialiste. Ce sont les conceptions de la révolution permanente, établies par Trotsky et soutenus par les trotskystes posadistes à cette étape de l'histoire. Il faut faire place à l'intervention de toute l'intelligence, de toute la capacité théorique et programmatique existante, afin d'enrichir la capacité de la direction et contribuer plus encore au développement culturel, scientifique, politique, militaire du pays et au progrès mondial de la révolution socialiste.

Nous saluons également l'intervention de l'Union Soviétique en Afrique. C'est une expression évidente de la maturité des rapports de forces mondiaux favorables à la révolution socialiste. Le capitalisme n'a pas les moyens de soutenir son pouvoir politique et militaire mondial. Il est en recul constant. Il prépare la guerre atomique. Il ne va pas assister à ce recul sans réaction militaire. Economiquement il se montre impuissant pour faire face à l'avance mondiale de la révolution. Le progrès de la révolution accroît les contradictions du système capitaliste et, par conséquent, les crises internes et les affrontements. L'avance mondiale de la révolution, des Etats ouvriers et particulièrement de l'Union Soviétique, avive et aiguise constamment la crise du système capitaliste. Le capitalisme ne va pas assiter impassiblement à ce processus et cherchera à répondre par la guerre. Mais il ne pourra la faire quand, ni où il veut.

C'est le processus mondial de la révolution qui accule le système capitaliste. Plus on gagne de positions et d'expériences au sein des masses du monde, mieux cela vaut. L'Union Soviétique, Cuba et les autres pays socialistes doivent exprimer, traduire dans des discours, des textes, des appels, des analyses, des résolutions, ces bases de relations mondiales favorables au développement de la lutte anti-capitaliste. Les syndicats des Etats ouvriers, les Partis Communistes des Etats ouvriers doivent faire des résolutions, mener une vie de réunions, d'assemblées, de discussions, s'adressant aux masses d'Amérique du Nord, aux masses des pays capitalistes, les appelant à la lutte contre le système capitaliste, pour renverser le capitalisme et développer l'économie par l'étatisation de la propriété, la planification de la production et le développement de l'intervention des masses dans l'économie.

La crise est celle du système capitaliste, et non du monde. Ce ne sont pas les masses des pays capitalistes qui sont en crise, mais bien le système lui-même ; et les masses en paient les conséquences. Il faut faire des appels des syndicats des Etats ouvriers, des Partis Communistes de Chine, d'URSS, de Yougoslavie, Tchécoslovaquie, Pologne, aux masses du monde, les invitant à une discussion pour surmonter la crise du système capitaliste, pour affronter la guerre, la préparation de la guerre de l'impérialisme, pour se soulever afin d'éliminer le système capitaliste qui est synonyme d'assasinat brutal des masses du monde.

Les Etats ouvriers, les syndicats et les Centrales ouvrières des Etats ouvriers, doivent faire ces appels aux masses nord-américaines. Tandis que le gouvernement soviétique mène des négociations, fait des accords avec les pays capitalistes, les syndicats et le Parti Communiste des Etats ouvriers doivent faire des appels, indépendamment du gouvernement, aux masses du monde pour renverser le système capitaliste, ils doivent montrer la supériorité de l'Etat ouvrier sur le système capitaliste.

Les luttes des masses en Afrique sont un exemple de cette influence des Etats ouvriers. Il faut la développer de façon programmée. Les racistes d'Afrique du Sud, de Rhodésie doivent faire face aux luttes des masses du monde, et pas seulement à celles des masses noires. Le rapport de forces mondial favorable à la lutte anti-capitaliste, stimule, encourage les masses d'Afrique, les rend invincibles.

LA NECESSITE DE L'INTERVENTION LIBRE DE TOUTES LES TENDANCES REVOLUTIONNAIRES

Il faut aussi faire une offensive des Etats ouvriers, de Cuba, de l'URSS, pour appeler, la Chine à s'unifier au mouvement communiste mondial sur la base d'un programme anti-impérialiste et anti-capitaliste. Même si les Etats ouvriers maintiennent encore des relations commerciales ou culturelles avec les pays capitalistes, ils doivent faire un appel au Front Unique, proposer d'éliminer l'arrièrement du monde, au travers des Etats ouvriers. L'Afrique du Sud, la Rhodésie, le Mozambique, l'Angola, montrent qu'il est nécessaire d'abattre le système capitaliste pour sortir de l'arrièrement. Aucun progrès n'est possible dans le système capitaliste, ni même partiel, épisodique ou échelonné. Tous ces pays, pour se développer d'un point de vue capitaliste, doivent affronter l'impérialisme et le capitalisme mondial sur le plan économique et ils produisent à un coût infiniment plus élevé que les grands pays capitalistes. Ils ne pourraient faire autrement. Il existe par contre, des possibilités immenses de développement si les masses de ces pays étatisent la propriété, planifient la production, élèvent leur intervention. Voilà la démocratie la plus complète qui soit ! L'impérialisme est incapable d'empêcher cela.

Il faut tirer la conclusion catégorique que l'impérialisme est impuissant pour contenir le processus de développement révolutionnaire en Afrique, en Asie, en Amérique Latine. Même si le niveau de lutte n'est pas égal sur les trois continents, il existe un processus en constante avance, dont la norme est le niveau le plus avancé atteint par la lutte anti-impérialiste et anti-capitaliste.

Il faut faire un appel à l'unification du mouvement communiste mondial, à une immense discussion publique, montrer la supériorité de l'Etat ouvrier, de la lutte pour le socialisme, l'immense supériorité des pays socialistes par rapport au capitalisme. Cela aura un effet très grand sur les masses du monde. Il faut accompagner cette manifestation, par une discussion publique à laquelle participent les syndicats, les usines des Etats ouvriers. Une discussion ouverte, au sein des usines des Etats ouvriers, aura un influence immense sur les masses des Etats-Unis, d'Afrique, d'Asie, d'Amérique Latine. Celles-ci verront les masses participer directement comme directions de ce processus de l'histoire et seront stimulées à intervenir.

Cette intervention de l'Union Soviétique en Afrique est une grande impulsion pour l'éducation, la résolution des masses. Elle résout le problème de l'internationalisme prolétarien. L'URSS et Cuba se sont mêlés des problèmes des autres pays pour impulser le progrès de la science, de la technique, de la culture. Cette action permet également de montrer que l'arrièrement du monde ne se doit pas à des conditions particulières de crise, ni au hasard, mais à l'existence du système capitaliste.

Le progrès économique, scientifique, technique, social n'est pas égal en Union Soviétique et dans tous les Etats ouvriers. Mais Cuba agit en représentation des Etats ouvriers. Elle montre, au travers de son intervention réitérée en Afrique pour aider et appuyer les mouvements révolutionnaires anti-impérialistes, que les Etats ouvriers ont besoin d'en finir avec le système capitaliste pour pouvoir vivre et s'épanouir eux-mêmes.

Cette étape est différente de celle de Staline. Celui-ci, pour soutenir le pouvoir bureaucratique, étouffait, trahissait, assassinait la révolution, comme il l'a fait en Espagne. Les Etats ouvriers actuellement, tout en intervenant bureaucratiquement et en développant des formes bureaucratiques, doivent représenter l'intérêt du progrès historique. C'est pour cela qu'ils se lient et stimulent la révolution mondiale. Un processus de rapprochement entre le développement de l'Union Soviétique et le mouvement révolutionnaire anti-impérialiste et anti-capitaliste mondial est en cours. Ce processus est encore limité, mais cette intervention est la ligne conduisant l'Etat ouvrier à se rapprocher de la révolution ; elle établit parmi les masses du monde, la conscience, l'assurance de compter sur un instrument mondial qui peut faire pression sur le système capitaliste.

Ce fonctionnement est proche de l'instrument historique nécessaire : l'Internationale Communiste. Celle-ci ne fonctionne pas comme telle. Mais l'intervention de l'Union Soviétique et des Etats ouvriers dans plusieurs parties du monde, Indochine, Cambodge, au Laos, en Angola, Libye, au Moyen Orient démontre que ceux-ci ont besoin d'impulser la révolution pour vivre, et d'agir comme une direction mondiale. On voit aussi que l'internationalisme et l'Internationale Communiste n'est pas le produit de l'intérêt bureaucratique, mais le résultat d'une nécessité historique, dirigée bureaucratiquement, mais devant s'accomplir scientifiquement. Elle représente la planification, l'extension de l'expérience scientifique, pour éliminer le système capitaliste, cause de tous les maux de l'humanité ainsi que, en partie, la bureaucratie des Partis Communistes et des Etats ouvriers.

Mais la bureaucratie a chaque fois moins de forces ; en son sein se développent des processus de différenciation, de progrès vers une représentation plus proche de la nécessité du progrès vers le socialisme. En Union Soviétique, le congrès des syndicats vient de se tenir. On y a expulsé 5000 dirigeants, accusés d'être des voleurs, de mauvais organisateurs, des types autoritaires, d'empêcher les ouvriers de parler et discuter, d'intervenir dans la planification pour soustraire les biens de l'Etat. Le Congrès a appelé les ouvriers à intervenir plus dans la direction des syndicats et de l'Etat. Pour qu'il en soit effectivement ainsi, il faut une discussion, une vie publique dans les usines, les syndicats et les centrales ouvrières.

Un processus de différenciation favorable se produit dans les Etats ouvriers. Les masses du monde le voient, le sentent et stimulent cette intervention. Il ne s'agit pas d'intervenir avec le pluralisme bourgeois, mais avec la résolution prolétarienne d'en finir avec le capitalisme. Dans ce sens, il faut permettre à toutes les tendances révolutionnaires d'intervenir.

Il faut prendre la résolution d'appeler à l'appui et la défense des luttes des masses africaines contre le système capitaliste et l'impérialisme, pour libérer l'Afrique. Ces discussions vont également stimuler les masses d'Amérique Latine.

SUITE page 4

lutter pour imposer un programme socialiste...

ne veut pas du communisme, ou du socialisme à la "soviétique". L'avant garde ouvrière, la classe ouvrière exprime sa volonté anticapitaliste, sa décision de changement social en votant socialiste. Elle exprime au travers de ce vote qu'elle a les mêmes objectifs que les militants communistes, qu'elle souhaite un changement révolutionnaire, une autre société. Mais elle n'a pas suffisamment confiance dans le Parti communiste, pour s'y concentrer soit en votant massivement pour le Parti Communiste, soit en s'y incorporant. Et cela à cause du passé historique de la Belgique, où la classe ouvrière depuis le début de la création du mouvement ouvrier s'est concentrée dans le Parti Socialiste. La conclusion essentielle à tirer de cette perte est qu'il faut discuter la politique, le programme, et la tactique, du Parti communiste pour comprendre la nécessité indispensable d'aider la gauche socialiste à s'organiser dans le PSB. Il ne suffit pas de faire des propositions aux directions socialistes, mais développer une argumentation, un programme avec lequel les militants socialistes puissent mener la lutte intérieure dans le PSB pour empêcher que le PSB ne participe à la gestion de la crise capitaliste, pour que le PSB donne une alternative ouvrière à la crise, avec un programme anticapitaliste ; de nationalisations sous controle ouvrier, d'expropriation des banques, et des patrons. Pour pouvoir développer cette argumentation, le PC doit montrer l'exemple des Etats Ouvriers, de l'Union Soviétique en premier lieu, montrer que dans ces pays il n'existe pas de crise, de pollution, d'inflation de chomage, que les conditions de travail sont meilleures, plus dignes, que les relations sociales sont déterminantes et passent avant la course au profit, que les produits alimentaires ne sont pas pollués.

Il faut discuter que l'URSS et Cuba, appuyent les mouvements révolutionnaires dans le monde, et en Afrique en particulier, qu'ils manifestent au travers de cette intervention la plus élevée manifestation d'internationalisme prolétarien, et prennent une responsabilité politique, militaire et sociale très importante face à l'impérialisme américain et mondial. Ce progrès constant de la régénérescence partielle dans les Etats Ouvriers doit être une source de discussion dans le PCB, pour intervenir avec la même décision, audace dans l'organisation de gauche en Belgique. Il faut discuter avec les socialistes que si tous les problèmes provoqués par le régime de propriété privée, par le régime capitaliste n'existent pas dans les Etats Ouvriers (pays socialistes) c'est parcequ'ils ont exproprier les patrons, nationaliser les banques, organiser le monopole du commerce extérieur, et planifier l'économie en fonction des besoins de la population. Cela a permis un pays comme l'Union Soviétique, ou même la Roumanie, de construire et d'exporter des tracteurs dans tous les pays du monde. Pourquoi ne pas appliquer ces conclusions pour la Belgique ? Et établir toute une liste d'entreprises à nationaliser, de banques à étatiser, comme le fait le programme commun de l'Union de la gauche en France qui a gagné avec 52 % les élections municipales.

Il est évident que le système d'apparentement défavorise les petites organisations politiques et que le Parti Communiste a été victime de falsifications, comme probablement toutes les listes des différentes tendances de la gauche. Mais la raison essentielle, vient d'ailleurs. Sans le Parti Socialiste en Belgique, sans tenir compte de lutte de tendances intérieures qui s'y donne, sans compter avec la volonté et la passion des militants de la gauche socialiste pour changer leur parti en un véritable Parti Socialiste, il est impossible d'aider à l'organisation d'un front de la gauche. Pour pouvoir mener cette politique, le PC doit adopter une attitude beaucoup plus ferme, et moins conciliatrice avec les actions des directions syndicales. La classe ouvrière n'a pas confiance dans le PC parcequ' elle le voit cautionner pratiquement toutes les positions et attitudes de la direction syndicale, de conciliation, de frein aux luttes de la classe ouvrière.

Nous invitons les camarades communistes à discuter dans leur parti, la nécessité d'intervenir pour organiser le front de la gauche, pour aider à l'organisation de la gauche socialiste avec un programme anticapitaliste, de discuter l'organisation de la gauche syndicale avec la nécessité d'imposer la démocratie syndicale pour défendre un programme qui donne un perspective ouvrière à la crise capitaliste à discuter la défense inconditionnelle de l'Etat Ouvrier Soviétique et l'appui à toutes les interventions des Etats Ouvriers, de l'URSS et de Cuba pour soutenir les mouvements révolutionnaires dans le monde.

LA CRISE DANS LE COURANT "GAUCHISTE" VIENT DE SON INCOMPREHENSION DU MOUVEMENT SOCIALISTE

La LRT s'attendait à

La LRT s'attendait à recueillir les voix de tout un courant de gauche de la classe ouvrière et se retrouve déçue des résultats très limités qu'elle obtient et en rejette la faute sur la conscience "réformiste" qui dominerait même au sein de l'avant-garde ouvrière. L'échec de l'entreprise de la LRT montre, au contraire, que les travailleurs ne veulent pas se lancer dans une nouvelle opération centriste, renouvelant l'expérience du PWT avec quelques consignes plus à gauche et au contraire, qu' ils sont bien conscients qu'une alternative anti-capitaliste en Belgique n'existe pas en excluant le Parti Socialiste. C'est pour cette raison que les ouvriers ont voté socialiste dans les élections, alors que ces mêmes camarades mènent une lutte très dure dans l'organisation syndicale et dans le Parti Socialiste lui-même pour pousser à des changements et pour y former un courant de gauche.

L'échec de la LRT se rapproche aussi de celui de l'UDP, où une partie des communistes, de la gauche chrétienne et de la LRT elle-même se sont unis, et ont voulu présenter une alternative possible en concurrence au Parti Socialiste.

D'autre part, le LRT défend un programme confus, et elle ne s'est pas montrée au nom du trotskysme. Elle a mis côte à côte l'auto-gestion socialiste et les nationalisations, le fédéralisme et la planification démocratique de l'économie, elle a inventé un "fédéralisme à deux" comme une solution progressiste pour la population. Elle n'a pas posé de perspective révolutionnaire. Nous invitons les camarades de la LRT à discuter les conclusions de ces élections pour faire progresser un front de la gauche en Belgique en tenant compte fondamentalement de la base socialiste qui lutte avec passion et ténacité pour des changements dans son propre Parti et dans le pays contre le capitalisme. Il faut discuter aussi ce que signifie "ne pas vouloir un socialisme à la soviétique", et que l'association de la LRT avec tous les "dissidents" qu'elle rencontre sur son chemin ne représente pas la conception trotskyste.

AMADA a également perdu des voix dans tout le pays. Les secteur d'étudiants, et aussi d'ouvriers, de la population exploitée qui vote pour AMADA cherchent une réponse combative et dure à des problèmes immédiats et ont exprimé ainsi leur manque de confiance dans le PSB ou le PCB ; mais ce ne sont pas les secteurs les plus conscient et avancés de l'avant-garde ouvrière qui ont soutenu AMADA, parce que, si même ils ont toutes les raisons de protester et vouloir des actions plus combatives dans l'immédiat contre le capitalisme, ils voient aussi qu' AMADA défend des positions contre-révolutionnaires vis à vis de l'Union Soviétique, et des mouvements révolutionnaires du monde. Et même AMADA, dans tous ses zig-zag opportunistes, s'unit aux secteurs les plus limités au sein de l'appareil syndical (voir à la STIB, à Caterpillar par exemple).

LE NOYAU DE L'AVANT-GARDE OUVRIERE DE CHARLEROI QUI A VOTE PORT EXPRIME UNE CONFIANCE ET AUTORITE DU PROGRAMME REVOLUTIONNAIRE QUI VA PESER DANS LA PROCHAINE ETAPE

Nous saluons les camarades de l'avant-garde ouvrière de Charleroi qui ont maintenu leur vote à la liste Trotskyste-Posadiste. Ce sont 175 voix qui ont une grande importance pour la prochaine étape de l'organisation de la gauche consciente dans le Parti socialiste, Communiste et dans le mouvement syndical. Dans ces conditions de dispersion des organisations de gauche, notre Parti, qui s'est présenté aux élections avec peu de moyens, ne représente pas pour beaucoup de travailleurs, un poids électoralement. Mais même ainsi, la position de principes et le programme révolutionnaire que les Trotskystes-Posadistes ont défendu dans cette campagne électorale trouvent une affirmation dans les 175 camarades qui ont voté PORT et cela va produire des effets au sein du Parti Socialiste, du Parti Communiste et du mouvement syndical et donner plus de confiance et d'assurance programmatique aux secteurs, aux tendances de gauche pour intervenir elles-mêmes avec plus de résolution. Les Trotskystes-Posadistes ont été la seule tendance, par exemple, à faire peser dans ces élections, l'exemple du triomphe historique de l'Union de la Gauche en France, l'exemple du Vietnam socialiste, l'exemple du progrès des Etats ouvriers dans leur aide aux mouvements révolutionnaires d'Afrique : ce sont des expériences qui n'ont pas eu d'influence immédiate dans les élections du 17 avril, mais qui vont être essentielles pour l'organisation prochaine du front de la gauche, et des tendances de gauche révolutionnaire : c'est l'appel que nous faisons à toutes les tendances de gauche en Belgique, pour le Premier Mai et toute la prochaine étape : il faut un front unique des organisations ouvrières et des syndicats, un programme anti-capitaliste, et la perspective d'un gouvernement de gauche en Belgique pour donner une issue à la crise capitaliste.

27.4.77
Le Bureau Politique du P.O.R.T.

EDITION
REVUE MARXISTE
J. POSADAS

LE MARXISME SEUL INTERPRETE DE CETTE EPOQUE REVOLUTIONNAIRE DE L'HISTOIRE
Exposé présenté à la réunion élargie du Comité Exécutif International de la IVe Internationale - posadiste le 3 janvier 1976.

LA PENSEE VIVANTE DE TROTSKY 36 ANS APRES SON ASSASSINAT — *25 août 1976*

LA PHASE ACTUELLE DE LA REVOLUTION POLITIQUE EN CHINE — *27 juin 1976*

LA MORT DE MAO TSE-TOUNG, LA CRISE DU P.C. CHINOIS ET L'UNITE DU MOUVEMENT COMMUNISTE MONDIAL — *9 septembre 1976*

L'ORGANISATION DE LA GAUCHE DU P.S. ET LA LUTTE DE CLASSES EN ALLEMAGNE CAPITALISTE — *3 septembre 1976*

LE CHANTEUR BIERMANN, LA FONCTION DE LA CRITIQUE ET LA CONSTRUCTION DU SOCIALISME — *12 décembre 1976*

Le voyage de Fidel Castro....

Le Parti Communiste, les syndicats cubains doivent faire des appels aux masses à intervenir, discuter, montrer que la planification de la production est le moyen de résoudre les problèmes de l'économie. Sans aucun doute, il faut tenir compte des négociations et relations diplomatiques du gouvernements cubain, et de la réaction de l'impérialisme. Mais les Cubains, s'ils n'ont pu intervenir directement en Amérique Latine, sont en train de montrer aux masses latino-américaines la voie à suivre. Les masses voient la fonction de ce petit pays, la contribution importante de l'Etat ouvrier cubain à l'histoire et l'impulsion qu'il donne à la révolution en Afrique. Elles en reçoivent une immense influence.

Voila les problèmes d'internationalisme prolétarien qu'il faut discuter dans le mouvement communiste mondial. Ils prouvent bien que la soi-disant pluralité entre capitalisme et socialisme est insensée, de même qu'est insensée la non-intervention dans les problèmes des autres pays. Ce sont les Trotskystes, continuateurs de Lénine et ensuite les trotskystes posadistes qui ont maintenu ce programme d'intervention dans les autres pays, dans tous les problèmes du monde. L'action de Cuba et de l'union Soviétique montre qu'il faut intervenir dans les problèmes du monde. Il ne s'agit pas d'intérêts particuliers de l'un ou l'autre pays, de l'une ou l'autre direction. Il s'agit d'impulser l'histoire pour éliminer de l'humanité les problèmes de la guerre inhérents au système capitaliste, les problèmes des crises, de la faim, les conséquences de la brutalité, de la pollution inhérentes à l'industrie, au fonctionnement du système capitaliste.

Le triomphe des masses d'Afrique, de cette intervention de Cuba englobe aussi la lutte des masses de France, d'Italie, d'Espagne où les syndicats influencent et impulsent de façon essentielle des luttes, encouragent les masses et leur montrent la voie à suivre.

La conclusion à tirer de ce processus est qu'il faut faire un appel à discuter dans le mouvement communiste mondial, dans le mouvement ouvrier mondial, les syndicats et les centrales ouvrières d'une intervention plus résolue, programmatique, en soutien à la lutte des masses d'Afrique, d'Amérique Latine, d'Asie contre le système capitaliste, avec la pleine intervention de tous les courants, toutes les tendances qui sont d'accord avec la lutte pour abolir le régime capitaliste.

5.4.77 J. POSADAS

La "jeunesse" de Marx, le matérialisme dialectique et la construction du socialisme. 2 janv. 77

La lutte des masses et la légalisation du parti communiste espagnol. 10 avril 1977 J. POSADAS

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous!

LUTTE OUVRIERE

ORGANE DU PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE TROTSKISTE
Section Belge de la IVe INTERNATIONALE POSADISTE

7 Francs — 15ème Année — N° 284 — 28 Mai 1977

Périodique bi-mensuel — Envoyer toute correspondance à LUTTE OUVRIERE — BP 273 — 6000 Charleroi I
Abonnement de 12 numéros : 80 F. — Abonnement annuel : 150 F. — Abonnement de soutien : 500 F.
A verser au CCP 000-09762.34-26 de C Pôlet — Editeur Responsable : C. Pôlet — 51a, rue Garibaldi — 1060 Bruxelles.

L'intervention de l'impérialisme au Zaire ne peut empêcher le progrès de la Révolution Permanente en Afrique

La bourgeoisie belge, avec le gouvernement actuel qui gère soi-disant les affaires courantes s'est empressée d'apporter son aide militaire et technique pour soutenir le régime de Mobutu qui se désintègre. Au travers du capitalisme belge, français, de l'intervention des militaires marocains, ce sont aussi les intérêts de l'impérialisme américain qui se sont engagés dans cet appui contre-révolutionnaire au régime de Mobutu. Leur but essentiel est d'arrêter le développement de la révolution africaine, de contenir les conséquences de l'intervention des Soviétiques et des Cubains et de rassurer, redonner confiance aux bourgeoisies locales. C'est aussi pour cela que la bourgeoisie belge a reçu avec beaucoup d'emphase le président Houphouet Boigny. Celui-ci a clairement exprimé dans ses discours, sa peur d'être délogé par le progrès de la révolution africaine et a fait appel au front unique entre les bourgeoisies africaines et l'impérialisme européen pour y faire face.

Comme le pose le camarade J. Posadas : "quand l'impérialisme fait intervenir autant de forces dans un pays relativement petit, c'est parce que les Yankees voient toute l'Afrique s'échapper de leurs mains ; il fait un front avec la bourgeoisie africaines réactionnaire, mais cela va avoir pour conséquence d'élever le front unique entre le mouvement révolutionnaire et les Etats ouvriers et développer leur propre intervention. L'impérialisme essaie de faire tout un encerclement de l'Algérie et des autres pays révolutionnaires, et les Soviétiques vont devoir intervenir beaucoup plus ouvertement.

La politique de Carter échoue dans ses tentatives de concilier avec les Soviétiques, sans rien leur concéder, pour gagner du temps. Carter se proposait de gagner au moins un an par des déclarations ambigues, des manoeuvres de discussions, mais tout cela s'en va au diable".

C'est en effet, le front révolutionnaire qui s'élève et s'étend en Afrique, de la Rhodésie à l'Ethopie, au Sahara, montrant comme les peuples les plus arriérés passent du tribalisme au socialisme, c'est tout un processus de révolution permanente (voir l'article du camarade J. Posadas sur "la tournée de Fidel Castro et Podgorny en Afrique", publié dans Lutte Ouvrière no 283).

Le mouvement révolutionnaire est loin d'avoir été vaincu, malgré tous les communiqués que publie Mobutu et l'armée marocaine ; et s'il a du reculer militairement devant la brutale offensive et les destructions au napalm que fait l'aviation de Mobutu de toute la région, il va préparer une nouvelle phase de son activité et de son organisation révolutionnaire, en discutant et se donnant un programme clairement socialiste, de front unique avec les Etats ouvriers et de front unique révolutionnaire avec les autres mouvements et Etats révolutionnaires d'Afrique pour chasser Mobutu et intégrer le Zaire à une Fédération d'Etats Unis Socialistes Africaines.

C'est la responsabilité de tout le mouvement ouvrier en Belgique d'appuyer pleinement toutes les luttes des mouvements révolutionnaires au Zaire, qui sont contre un régime réactionnaire et contre l'impérialisme belge et mondial ; les partis ouvriers et les syndicats doivent imposer le retrait de toute aide militaire ou autre de la Belgique au Zaire de Mobutu. En particulier le Parti Socialiste doit prendre position sur ces problèmes, il faut le discuter au sein du PSB. Il faut aussi condamner vigoureusement la position d'AMADA à propos du Zai-

suite page 4

ELEVER LA FONCTION POLITIQUE DU MOUVEMENT SYNDICAL AVEC UN PROGRAMME DE TRANSFORMATIONS SOCIALES

EDITORIAL

La crise gouvernementale qui persiste actuellement exprime toute l'impasse dans laquelle se trouve et le capitalisme belge et le capitalisme mondial. On voit bien aussi que la droite était loin d'avoir gagné les élections le 17 avril. Elle ne peut imposer le gouvernement fort, qui serait capable de faire payer la crise capitaliste à la population travailleuse sans riposte de sa part. C'est parce qu'elles ne se sent pas assez sûre pour imposer une telle issue que la bourgeoisie a recommencé des négociations avec la direction du PSB. Elle cherche à associer les dirigeants socialistes à la gestion de la crise capitaliste et à ce que ceux-ci se chargent de contenir le mouvement ouvrier, le mouvement syndical. Les socialistes, de leur côté, espèrent pouvoir s'appuyer sur cette faiblesse de la bourgeoisie pour obtenir certaines concessions en échange de leur participation au gouvernement, telles que des mesures d'application de la régionalisation, et une augmentation de l'intervention de l'Etat pour règlementer la crise économique. Mais ce sont des plans voués à l'échec, d'une part parce que la crise du système capitaliste est totale et mondiale et entraîne l'économie belge ; et d'autre part parce que la classe ouvrière montre par toutes ses luttes, son activité, qu'elle ne laissera pas le capitalisme reprendre ses conquêtes et qu'elle cherche à changer toute cette société : le congrès du SETCA la manifestation des jeunes contre le chômage, les grèves contre les fermetures d'entreprises, pour la diminution du temps de travail, à Caterpillar, Mangé, aux ACEC, la grève à l'ALE et dans tout le secteur public d'électricité, eau et gaz de Liège, sont là pour le montrer.

Les représentants des 7 plus grands pays capitalistes se sont réunis récemment, et derrière les discours qu'ils ont fait sur leur volonté de donner du travail à tout le monde, de résoudre les problèmes de la faim et de la misère, ils ont surtout cherché à coordonner la concurrence entre eux, à contnir leurs conflits et leurs contradictions, pour être unis devant les prochaines victoires de la gauche en France et en Italie, devant toutes les luttes des masses en Europe. Ils ont aussi fait la réunion de l'OTAN qui, elle, a décidé bien concrètement, d'augmenter les budgets militaires de tous les pays membres — donc la Belgique — pour préparer mieux la guerre : cette guerre, ils la préparent contre les pays socialistes, contre la gauche qui sera au pouvoir bientôt dans plusieurs d'Europe, contre le progrès de la révolution en Afrique (avec l'impérialisme belge et français au Zaire, c'est l'OTAN qui est intervenue indirectement). C'est cela la perspective que se donne toute la bourgeoisie mondiale. Derrière les sourires de dentifrice, les mascarades de Carter, derrière les grimaces de ses ministres qui se montrent avec le poing levé comme le "Black Power", pour faire croire à la petite-bourgeoisie qu'ils ont des intentions de progrès démocratiques, l'impérialisme prépare la guerre et la contre-révolution. Il le fait clandestinement, il ne trouve aucun secteur de la population pour le soutenir dans ses plans. En même temps, le capitalisme n'a aucun moyen pour empêcher la crise économique de s'approfondir ; même si une "reprise" se produit dans quelques secteurs, c'est aux dépens des autres et cela ne signifie plus de nouveaux emplois pour la classe ouvrière. En particulier dans la sidérurgie, les monopoles capitalistes ont concentré la production, liquidé les secteurs les moins rentables pour eux, et ont obtenu des subsides énormes de l'Etat belge, mais cela ne va donner aucun résultat pour le développement économique ou pour donner du travail aux chômeurs.

C'est cela l'impasse de la situation actuelle. La classe ouvrière ne veut pas se

suite page 4

LES LUTTES DES MASSES ET LA LE COMMUNISTE ESPAGNOL

La légalisation du Parti Communiste Espagnol est une reculade terrible pour le gouvernement. Elle ne résulte pas de ce que le gouvernement veut la démocratie. Les communistes, qui pensent cela, ne voient pas les relations de forces mondiales et locales, l'effet des luttes des ouvriers, du peuple basque. La lutte des Catalans, des Basques, des Asturiens — bien qu'étant des luttes régionales et historiquement incorrectes — ont mis le régime en difficulté, montrant que le capitalisme est incapable de résoudre les problèmes. Le fascisme a accru les contradictions que le système capitaliste n'est pas parvenu à résoudre. Les grèves des ouvriers prouvaient aussi cette incapacité du système. Cependant les communistes disent : "on voit que ce gouvernement veut la démocratie" ...

Ils vont laisser rentrer La Passionaria en comptant surtout que les disputes internes du Parti Communiste vont affaiblir sa capacité d'action. La Passionaria a 80 ans, mais pas mal de vitalité. Le gouvernement doit céder aussi en partie, parce qu'il vient d'engager des relations économiques avec l'URSS.

Le fascisme a augmenté toutes les contradictions propres au capitalisme espagnol, de sorte que celui-ci était paralysé. C'est la réaction même de l'appareil de production qui l'a poussé à ne pas continuer ainsi. Ils se sont lancés à ranimer l'appareil productif, avant que les ouvriers le fassent pour leur propre compte.

La relation de forces mondiale, la lutte des masses d'Europe, d'Afrique, d'Asie, l'expulsion de l'impérialisme portugais des colonies, l'avance d'Etats révolutionnaires en Afrique, augmentent les contradictions du capitalisme espagnol. Pour sauvegarder ce régime fasciste, ils ne pouvaient qu'affecter le fonctionnement de l'appareil productif. La discorde, la dispute qui a surgi au sein du capitalisme, ne vient pas de ce que celui-ci veut la démocratie, mais du fait qu'il étouffait. En se disputant entre eux, ils n'ont pas d'autre remède que de mettre leurs faiblesses en évidence et permettre ainsi l'intervention du prolétariat. Voilà où mènent leurs contradictions. Les luttes du prolétariat ont été le facteur essentiel de la déroute du fascisme et de cette reconnaissance du Parti Communiste.

Nous sommes d'accord avec cette légalisation. Le Parti Communiste doit se lancer de toutes ses forces à intervenir, mais prendre aussi conscience que les relations de forces mondiales ont eu une grande importance et se sont exprimés au travers des luttes du prolétariat espagnol contre le capitalisme. Les Catalans, les Basques ont aussi contribué — bien que leurs luttes soient régionalistes et conduisent historiquement à une impasse — à accroître les contradictions du capitalisme. Ces problèmes de langues, de régions, d'auto-détermination, peuvent se résoudre dans l'Etat ouvrier, comme l'a fait l'Union Soviétique. Par contre, quand ces problèmes se posent dans le régime capitaliste, ils augmentent les contradictions de celui-ci, parce qu'ils entravent la planification d'ensemble du système en se cantonnant sur des aspects locaux.

Il faut faire sentir que c'est un rapport de forces favorable qui a determiné cette légalisation et qu'il est donc possible d'aller beaucoup plus loin dans les conquêtes en faisant un front unique de socialistes, communistes, tendances de gauche, petite-bourgeoisie, sur la base d'un programme de progrès économique, d'étatisations, de planification, sous contrôle ouvrier. On peut aller infiniment plus loin. Et le programme est celui-là. Les syndicats doivent intervenir avec la même force que maintenant, et préconiser ce programme. Le contrôle ouvrier, l'intervention des conseils ouvriers et de quartiers sur tous les problèmes de l'économie et la société en constituent un des points essentiels. Les Conseils doivent déterminer la planification de la production l'étatisation, le contrôle des masses sur la production, les prix, la distribution, de façon à empêcher l'appareil bourgeois de saboter l'économie. Il faut aboutir à l'étatisation des principales propriétés, au partage des terres, à l'expropriation des terres de l'Eglise, à la planification de la production agricole.

Le prolétariat, les syndicats, les centrales ouvrières, les partis communiste et socialiste, les radicaux de gauche doivent présenter, face au chaos auquel a conduit le franquisme, un programme proposant une issue, pour entraîner la petite-bourgeoisie avec eux. Les relations mondiales de forces ont empêché le capitalisme, les yankees, d'intervenir, avec leurs armes et leur OTAN. Le prolétariat d'Europe a collaboré avec le prolétariat espagnol dans cette lutte, en affaiblissant le système capitaliste d'Europe et du monde et le capitalisme espagnol. Si le capitalisme mondial avait eu de la force, le capitalisme espagnol aurait résolu ses contradictions par l'écrasement d'une partie des capitalistes et une alliance du secteur le plus fort avec l'impérialisme yankee. Mais les contradictions se sont accrues du fait des luttes du prolétariat en Europe et dans le monde, elles ont affaibli le système capitaliste et l'ont empêché d'intervenir. Le développement de l'URSS, de Cuba, des luttes du Mozambique des colonies espagnoles, des Saharaouis, des Iles Canaries, ont joués également un rôle fondamental.

Il faut compter sur tout cela pour une intervention plus profonde des syndicats ; sans éliminer les partis, les syndicats doivent prendre l'initiative parce qu'ils ont plus d'autorité sur les masses, pour les mobiliser sur un programme d'étatisations, de planification, de contrôle ouvrier du partage des terres ; faire une alliance ouvrière et paysanne et une alliance — sans unifier les organismes syndicaux respectifs — avec les petits paysans propriétaires et fermiers, et une alliance entre syndicats et partis ouvriers. Les syndicats ont démontré une immense autorité. Ils ne remplacent pas les partis, mais peuvent être un facteur fondamental de mobilisation en s'appuyant sur ce processus d'élévation des luttes des masses d'Europe et du monde, et d'intervention plus grande de l'Union Soviétique pour appuyer les mouvements de libération du monde entier.

LES MASSES ESPAGNOLS CHERCHENT DES SOLUTIONS SOCIALES GLOBALES

Les mobilisations des Basques, l'opposition des Catalans ne résolvent pas historiquement le problème, parce qu'elles tendent à une décentralisation ; mais elles ont augmenté les difficultés et les contradictions du capitalisme.

Dans l'Etat ouvrier, ces problèmes se résolvent par l'intégration et la reconnaissance de tous les droits revendiqués. C'est le moyen de les persuader, leur faire voir qu'il est nécessaire de centraliser l'économie, le langage, la culture. Tous les apports des cultures régionales s'incorporent à la culture générale, la vie scientifique tend à la concentration, la centralisation, et non à la dispersion.

Les masses espagnoles ont montré qu'elles cherchent des solutions sociales globales. Tous ces problèmes de régionalisme basque, catalan, galicien vont à nouveau se poser. Mais ils ne peuvent se résoudre dans l'Etat capitaliste ni dans une division de chaque région pour former un pays à part. Cela signifierait un recul économique et culturel immense. Le capitalisme ne peut pas donner la solution de l'unification et centralisation dans un objectif commun à toutes les nationalités d'Espagne, à tous ceux qui réclament des droits nationaux. Le socialisme peut seul le faire et il résoudra tous les problèmes de l'arrièrement culturel, social et linguistique de l'Espagne comme l'a fait l'Union Soviétique. Il unifiera le pays en accordant le droit à l'auto-détermination, mais en développant l'économie et la culture au travers de l'Etat socialiste.

Le droit à l'existence de différentes nationalités et communautés linguistiques est un droit légitime des masses qui cherchent refuge dans cette revendication pour se défendre du capitalisme. Mais la bourgeoisie utilise ces différences comme un moyen d'empêcher l'issue socialiste dans le pays. Les masses suivent un processus de clarification, de développement des luttes— comme elles l'ont fait dans la Révolution Espagnole — de défense d'un programme révolutionnaire pour montrer que tous les problèmes de langues se révolvent dans la structure centralisée de l'appareil de l'Etat, dans la formation d'une seule direction nationale et sociale, dans l'utilisation d'une seule langue — l'espagnol —, comme instrument pour développer l'économie, la science, l'art, la culture. Que chaque région garde sa langue particulière, mais accepte d'adopter une langue et une direction communes pour se développer, s'épanouir vers le reste du monde. Seul un Etat socialiste peut réaliser cela. Le capitalisme en est incapable, Au contraire, il utilise ces problèmes pour susciter des divisions dans les forces révolutionnaires, les masses, le prolétariat, la petite-bourgeoisie, les paysans.

Les luttes, les grèves générales, les mobilisations et grèves contre l'assassinat des nationalités basques, ont fait que le prolétariat a influencé la nation espagnole, l'a mise sur pied de lutte et a produit un accroissement des contradictions du système capitaliste.en Espagne. Mais il y a eu surtout le poids du progrès mondial de la révolution, de l'intervention des Etats ouvriers en appui au mouvement des masses, aux lutes anti-impérialistes et anti-capitalistes.

Il n'y a là aucune victoire de l'eurocommunisme, mais bien une imposition de l'avance mondiale de la lutte des masses. L'eurocommunisme ne représente ni programme, ni politique, ni objectifs ni expérience scientifiques. Il n'a rien à voir avec tout cela. C'est un résultat des contradictions du capitalisme aggravées par la lutte de classe du prolétariat mondial, européen et espagnol. Le capitalisme doit céder. Il ne fait pas une concession démocratique.

Ceux qui cèdent maintenant, sont les mêmes qui ont assassiné des milliers et des milliers d'ouvriers communistes, anarchistes, trotskystes, démocrates, républicains, radicaux, catholiques, Leur objectif était l'écrasement du progrès vers le socialisme. Quand ils doivent pactiser et concilier, c'est parce qu'ils n'ont pas de forces pour écraser. Il est du devoir principal de tout dirigeant de classe de comprendre cela. Le capitalisme ne fait pas de concession par ce qu'il comprend ou reconnaît la vérité. Il est assassin ! C'est lui-même qui a dirigé le fascisme pendant 40 ans. Ces concessions lui ont été imposées par la lutte de classe mondiale, par la dictature du prolétariat dans les Etats ouvriers, l'internationalisme prolétarien des Etats ouvriers et en particulier, de Cuba.

Le fascisme étouffait le système capitaliste, détériorait la vie intérieure, le marché, et rendait celui-ci incompétent dans la concurrence mondiale capitaliste. Le système capitaliste a réagi pour essayer de se sauver. Il avait essayé aussi de se sauver au moyen du fascisme et l'écrasement de la révolution. Il doit prendre les mesures actuelles par impuissance. Voilà la conclusion que doivent tirer les partis ouvriers : le capitalisme est impuissant ! Cela ne veut pas dire qu'on doit prendre le pouvoir maintenant même, mais qu'on peut déjà se donner un programme de gouvernement des socialistes et des communistes, de front unique avec les radicaux, les syndicats, les centrales ouvrières, pour un programme d'étatisations, de planification de la production, et de contrôle ouvrier.

UN PROGRAMME ANTI-CAPITALISTE EST NECESSAIRE POUR ATTIRER LA PETITE-BOURGEOISIE VERS LE PROLETARIAT

Ce sont les luttes, les combats, l'offensive constante du prolétariat espagnol, qui ont affaibli le régime franquiste et mis en évidence toutes ses contradictions, ses failles, et contraint la bourgeoisie de se débarasser du secteur fasciste, le remplacer par l'autre secteur bourgeois. La lutte du prolétariat a imposé un changement, un transfert du pouvoir du franquisme au secteur bourgeois dit démocratique. Le prolétariat mondial, par ses luttes, a empêché le capitalisme de venir en aide au capitalisme espagnol. Une des bases des contradictions, de la concurrence sur le marché capitaliste, consiste dans

cette lutte du prolétariat mondia
intervention selon ses intérêts. Il c
ce que lui imposent les luttes du pr

La légalisation du PC est un n
lonté de lutte des masses et du Pa
campagne électorale, La bourgeoi
ciliatrice de la dicrection du PC p
vont très à gauche, elles le montre
La bourgeoisie essaie de canalise
secteurs très larges des masses (c
calistes, qui ont un poids socia
ouvrier et révolutionnaire espagn
au combat. Tel est le sens de cett
de gagner du temps, de reprendre
masses du Parti Communiste donn
ment. Au travers de ce dernier, le
sion sur le Parti Communiste et
elles s'orientent vers une issue dé
chent pas à imposer des transforn
possible de réaliser celles-ci au tra
essayer de le faire en dehors.

Le prolétariat espagnol a représenté la volonté de lutte du prolétariat mondial, le progrès im

La "jeun et la co

Certaines publications du Parti
attaques contre Marx, et à trave
connaissent Marx, en réduisant ce
sa jeunesse. Ils disent : "il faut
sant au-dessus de Lénine". C'est u

Lénine, c'est Marx. C'est l'a
de la nécessité de son époque. Si
mant Lénine, on fait une déma
pas pu appliquer ce que Lénine a
lant Lénine, on annule Marx et
enfance lorsqu'il préparait seule
élaborait des projets. On en revi
gel et Feuerbach, on le fait recu
l'envers, sur la tête au lieu de la
qu'ils peuvent éluder la vérité,
est pas ainsi.

Certains camarades du Parti
Marx en se basant sur ce qu'il a
gagner à cette influence. Pour ét
ter à sa jeunesse. On peut le fai
nous recommandons aux camara
que Marx écrivit à son père quai
étudiant. Il y exprime une harm
marxisme. Marx s'orientait à être
dialectique. Les communistes ig
tant une des plus belles choses d
14 ans, et il écrit une lettre s
grande profondeur. Il préparait le

Quand Marx a rompu avec F
nier, mais lui a dit : "jusqu'ici n
tenant tu restes là et je conti
Feuerbach, il le critique mais pa
pose : "je représente tout ce q
bach". Marx se présente lui-m
et centralise le meilleur de so
comme un génie qui s'est mis à
lui qui a appris de tous, qui a c
surtout celles du prolétariat.

Tous ceux qui veulent élimi
fit dans sa jeunesse, doivent p
quand Marx dit : "je suis parve
nisme est inexorable dans l'his
tement du prolétariat en France
létariennes lui ont fait faire cette

Staline a possédé le pouvoir
plus encore que Genghis Khan.
à une nécessité de l'histoire — e
tie de cette nécessité — Staline f
vrier s'est développé, a accouch
un tissu de relations mondiales
naires, qui sont proches de deve

C'est nous qui avons écrit et
révolutionnaires. Sept pays ont
volutionnaire" : la Somalie, M
Même le président du Panama,
un Etat révolutionnaire". Cette
geants. Ils ont pris les textes de
clusion. Alors, pourquoi les ca
muniste Italien ne s'inspirent-il
prendre le processus actuel ? Ils
fique qui ne va pas contre leur
sus de l'histoire. Si des transfor
cessaires pour progresser, il fa
exemples de l'histoire, et ne p
mais à sa maturité, quand sa
On ne peut prendre une voitur
se de Marx alors qu'il lui manq
Marx dit lui-même : "je fus Hég

Il apprit d'eux profondéme

EGALISATION DU PARTI
10 avril 1977 J. Posadas

dial, qui l'empêche de planifier son
l doit faire ses plans en fonction de
prolétariat.
moindre mal, pour canaliser la vo-
Parti Communiste Espagnol dans la
oisie s'appuie sur l'orientation con-
pour le faire. Cependant, les masses
trent dans leurs luttes et leurs grèves.
ser électoralement la lutte d'autres
(comme les anarchistes et les syndi-
cial très grand dans le mouvement
nol), qui ne sont pas encore entrés
tte mesure. Le gouvernement essaie
re des forces, pour empêcher que les
nnent une issue en dehors du Parle-
e gouvernement cherche à faire pres-
t les masses communistes, afin qu'
émocratique bourgeoise et ne cher-
rmations sociales. Comme il est im-
ravers du Parlement, les masses vont

- mense du prolétariat du monde
- et des Etats ouvriers, des luttes
en Afrique, en Asie et en Améri-

que Latine. Cette légalisation du Parti Communiste n'a pas été accordée par les partis bourgeois ni les tendances démocratiques bourgeoises. Cette concession est un moindre mal pour le capitalisme, parce qu'il ne peut imposer au prolétariat la politique de dictature. Le Parti Communiste doit s'appuyer sur cette base pour développer une tendance, dans la perspective de transformer l'Espagne.

La faiblesse du capitalisme s'exprime également dans l'armée et la police, qui reçoivent l'influence de la lutte mondiale de l'Union Soviétique, des Etats ouvriers, des masses d'Afrique, d'Asie, d'Amérique Latine et ressentent les effets du progrès de l'humanité sous la direction des Etats ouvriers et de la lutte du prolétariat mondial.

Sur cette base, le Parti Communiste et le Parti Socialiste doivent, ensemble, impulser un Front Unique pour entraîner la petite-bourgeoisie, et aller vers des transformations sociales de l'Espagne. La bourgeoisie espagnole va essayer d'organiser un parti petit-bourgeois en faisant de grandes et solennelles promesses démocratiques, pour essayer de l'arracher à l'influence du prolétariat espagnol et mondial et de la lutte des Etats ouvriers, des pays d'Afrique, d'Asie, d'Angola, Mozambique, de Cuba. Un programme anti-capitaliste est la base nécessaire pour mettre la petite-bourgeoisie en contact avec le prolétariat.

Même en faisant un alliance avec les tendances bourgeoises pour les droits démocratiques, le Parti Communiste, le Parti Socialiste, toutes les tendances communistes et socialistes, les syndicats, les centrales ouvrières doivent se baser sur un programme de lutte indépendante de l'alliance avec la bourgeoisie, un programme anti-capitaliste pour attirer la petite-bourgeoisie, influencer l'armée. Il est essentiel d'influencer l'armée et la police. Celles-ci ont vécu en défendant et servant le système capitaliste. Quand elles rompent avec lui, c'est parce qu'elles sentent la nécessité des changements. Les policiers, les militaires, ne cherchent pas à changer de patron, mais bien à transformer les structures parce qu'ils considèrent faire partie des êtres humains, de la société. Avant, il exerçaient une fonction qui les coupait des relations humaines, en affrontant le peuple. Maintenant, ils l'accompagnent.

C'est sur cette base qu'il faut développer un programme de transformations sociales, avec un front unique Socialistes – Communistes – Groupes de gauche – Trotskystes Posadistes – Syndicats et en même temps que ce front unique pour un programme anti-capitaliste, établir l'alliance avec des secteurs de la bourgeoisie pour étendre sans limites les droits démocratiques.

Il faut saluer la reconnaissance du Parti Communiste Espagnol, et l'appeler à lutter pour ce programme, à réaliser l'unification des deux Partis Communistes existant actuellement, sur la base de ce programme de transformations sociales, de nationalisations des principales industries planification de la production, conseils ouvriers, et à faire un front unique Communistes – Socialistes.

La lutte mondiale du prolétariat, le progrès et le triomphe de l'Union Populaire en France exercent une influence immense. Ce n'est pas un facteur déterminant ni décisif, ni un résultat particulier de la France.
L'Union Populaire est elle-même le produit de ce processus de l'histoire. Mais elle contribue à élever le rapport des forces en faveur des luttes pour des transformations sociales anti-capitalistes.

10.4.1977
J. POSADAS

nesse» de Marx, le matérialisme dialectique
onstruction du socialisme 2.1.77 J.Posadas

ti Communiste Italien font des
vers lui, contre Lénine. Elles mé-
celui-ci à ce qu'il fût à l'époque de
ut revenir à Marx, même en pas-
une tromperie.
application de Marx en fonction
on veut revenir à Marx en suppri-
arche fausse, parce que Marx n'a
a appliqué en son nom. En annu-
on laisse Marx au niveau de son
lement sa pensée scientifique et
vient au Marx de l'époque de He-
culer et on remet la dialectique à
la mettre sur les pieds. Ils croient
se moquer de l'histoire. Il n'en

Communiste, qui veulent étudier
a fait dans sa jeunesse, se laissent
étudier Marx, il ne faut pas remon-
aire si on a le temps; dans ce cas,
rades communistes de lire la lettre
and il avait 14 ans, alors qu'il était
monie de la pensée et préparait le
re bien public de l'histoire, il était
ignorent cette lettre. C'est pour-
de l'histoire humaine ! Marx avait
sur les relations humaines d'une
le marxisme.

Feuerbach, il ne l'a pas mis au pa-
nous sommes allés ensemble, main-
inue". Il n'a aucun mépris pour
arce qu'il va plus loin que lui. Et il
qu'il y a de meilleur chez Feuer-
même comme celui qui s'identifie
on époque. Il ne se présente pas
penser tout seul, mais comme ce-
conjugué toutes les expériences et

ner Marx en se limitant à ce qu'il
partir de la conclusion suivante,
nu à la conclusion que le commu-
istoire, après avoir vu le compor-
e en 1848". Les insurrections pro-
e constation.
r le plus grand de toute l'histoire,
. Mais comme il ne répondait pas
et l'expérience des masses fait par-
fut supprimé tandis que l'Etat ou-
hé de 13 enfants, et a formé tout
s au travers des Etats révolution-
nir des Etats ouvriers.
t analysé ce phénomène des Etats
t déjà adopté le nom d'"Etat ré-
Madagascar, l'Algérie, et d'autres.
Torrijos, a posé "nous allons vers
e notion ne vient pas de ces diri-
Posadas pour aboutir à cette con-
marades dirigeants du Parti Com-
ls pas plus de Posadas, pour com-
s y verront une explication scienti-
parti. On ne peut éluder le proces-
rmations révolutionnaires sont né-
ut alors en discuter, prendre des
as retourner à l'enfance de Marx,
propre préparation fût terminée.
re sans roues et prendre la jeunes-
ue toute la préparation nécessaire.
élien et Feuerbachien".
ent. Feuerbach était le plus pro-

che de Marx, et Marx fût son dernier disciple. Marx incorpora la dialectique, et maintenant, le PCI veut enlever celle-ci à Marx et le laisser au raisonnement hégélien, ce qui signifie de toutes manières laisser de côté l'élimination des classes, et donner le pouvoir à celui qui commande.

Par contre, Feuerbach se rapproche plus de la pensée dialectique d'où Marx a tiré les conclusions. Mais à l'inverse de Marx, Feuerbach ne voyait pas la conclusion comme le résultat de la lutte de classes.

Quand les communistes prennent seulement la jeunesse de Marx, ils éliminent le Marx formé, "marxiste", ils l'annulent. C'est une falsification de l'histoire.

On ne revient à discuter Marx et le marxisme tout comme à discuter Feuerbach et Hegel, les principes de l'internationalisme et de la dictature du prolétariat. On en revient à discuter la jeunesse de Marx, et il existe des articles qui le dénigrent, le rabaissent, voulant montrer que Marx était autoritaire, impérieux et mauvais père de famille.

Cela revient à dénigrer et rabaisser l'intelligence humaine. Marx était le père de famille le plus complet et le meilleur qui soit. Père de famille ne signifie pas s'occuper bien des enfants, mais s'occuper bien de l'humanité, et par conséquent de ses enfants. Deux des enfants de Marx sont morts, il n'avait pas d'argent pour les enterrer et a dû vendre sa chemise pour acheter un cercueil. Si Marx avait discuté s'il devait travailler pour avoir de l'argent et alimenter ses enfants, pour ne pas qu'ils meurent, il n'aurait alors pas écrit Le Capital, ni créé le marxisme. C'est ce qu'il a fait, et le marxisme a donné pour résultat la révolution russe et toutes les autres révolutions. Ses enfants sont morts mais des millions et des millions sont nés qui sont les enfants de Marx.

Ceux qui accusent Marx ne tiennent pas compte de la signification du progrès de ses idees, ni de son objectivite quand il savait que ses enfants et sa compagne allaient mourir. Il a dû choisir entre sauver ses enfants et faire son oeuvre qui allait représenter le progrès de l'humanité, c'est là qu'est la représentation paternelle de l'histoire.

Marx est le représentant de tous les pères de l'humanité. Il aimait raconter, avait l'humour naturel de la joie, non celui de la moquerie, de la blague, ou de la contradiction, mais l'humour du progrès de l'intelligence. Marx n'avait rien d'autoritaire, s'il l'avait été, il n'aurait pas fait ce qu'il a fait. Il était par contre sevère et concentrait sa volonté vers le but à atteindre. Quand sa fille voulut se marier avec Lafargue, qui était un type conciliateur, il fût contre. Le résultat fût que sa fille se maria avec Lafargue, et que celui-ci devient marxiste. L'attitude objective de Marx était correcte, il cherchait à maintenir la continuité de la pensée, du programme et de l'objectif. Il allait à des fêtes comme nous le faisons, en chantant, en jouant. Il faisait des pique-niques comme les nôtres, c'est ce que nous avons appris de lui. Il ouvrait la porte de son intelligence à celui qui en avait besoin, à qui il pouvait être utile.

Il faisait des meetings dans la rue. Il y a à Londres des endroits où Marx donnait des conférences. Il faisait ses meetings après avoir promis à sa fille qu'il ne parlerait pas parce que la police allait l'emprisonner. Il intervenait dans la polémique qu'il y avait avec le mouvement travailliste, les sectes évangélistes qui n'avaient pas de mauvaises positions politiques.

La qualité la plus grande de Marx est d'être un père de famille qui avait la préoccupation de s'occuper de sa famille comme bien public de l'histoire. C'est ainsi qu'il répandait et organisait la joie et la solidarité. Sa vie était joie et solidarité, et celle-ci venait de sa fonction dans l'histoire, pour les transformations nécessaires afin d'éliminer toute violence, toute forme de relation agressive. Comment peut-on dire qu'il était impérieux ?

Ceux qui voient Marx ainsi ont l'image d'un Marx qui impose le matérialisme dialectique. C'est ainsi que ces dirigeants communistes en Italie ont publié dans "L'Unité" que Marx était impérieux et voulait en imposer à ses enfants. Que voulait-il leur imposer ? Il leur mettait la pensée scientifique en ordre.

Il y a une attaque organisée contre Marx et contre Lénine, venant d'Ellenstein en France et aussi d'Italie. Le PCI a rejeté la discussion sur le matérialisme dialectique, considérant celui-ci comme une chose vieille, arrièrée. Si le matérialisme était ainsi, c'était parce que l'étape de l'interprétation matérialiste dialectique de l'histoire était passée. Si cette étape est passée., les classes également. Et les yankees, qui sont-ils ? Et l'impérialisme anglais ? Le capitalisme italien ? Les classes existent et par conséquent la méthode du matérialisme dialectique est valable, et de plus, universelle et définitive. Dans l'avenir, le matérialisme dialectique, la méthode dialectique d'analyse du processus matérialiste, changera et ne sera plus matérialisme dialectique, mais matérialisme accompagné d'une méthode supérieure d'interprétation de l'histoire, et de son mouvement, dans lequel la dialectique sera une partie du nouvel instrument. C'est ce que dit Trotsky dans "En défense du marxisme".

La méthode dialectique est celle qui analyse selon l'intérêt des classes dans l'histoire , et celle-ci se représente sous forme politique, pour déduire, prévoir ce qu'elles vont faire. Ceci ne peut avoir lieu qu'en prévoyant l'intérêt de classe qu'elles représentent. Le reste est capacité politique pour comprendre. C'est ainsi également dans la nature. Il s'agit d'un processus dialectique matérialiste dans la nature et dans la société, bien que la nature diffère de la société. Dans la nature, il s'agit d'un processus empirique mais ordonné à l'intérieur de cet empirisme, parce qu'il a des résultats concrets. Dans la société, il s'agit de la lutte de classe. Le comportement de celles-ci est dialectique. Si on n'interprète pas la lutte de classes de façon dialectique, on ne peut prévoir ni comprendre, et il en résulte pas conséquent le vide. Si ce n'est avec la méthode dialectique, avec quelle autre méthode pouvons-nous interpréter le progrès de la société dans la lutte de classes ? Nous annulons celle-ci et c'est ce que font les communistes italiens. Mais la lutte de classes continue.

Les camarades des groupes d'extrême-gauche ne tiennent pas compte non plus du matérialisme dialectique. C'est ainsi qu'apparait le cas des radicaux en Italie et du mouvement des homosexuels qui sont anti-capitalistes. Ils ne le sont pas tous, mais il s'agit d'un anti-capitalisme inconséquent parce qu'avec la conception qu'ils ont il ne peuvent être conséquents. Ce sont des impressionnistes de la lutte anti-capitaliste dont la base est la sexualité. C'est pour cela que ces mouvements sont peu nombreux, n'ont pas de conséquence et aucun poids social. Ils sont une partie résiduelle de la société.

Par contre, les mouvements dans les sciences et les arts ont une importance immense : là avance le matérialisme dialectique. Ils viennent de créer une fondation aux Etats-Unis pour étudier et défendre le matérialisme dialectique. Ce sont des scientifiques qui ont la préoccupation scientifique, en physique, chimie, médecine. Mais quand aux Etats-Unis s'organise un tel mouvement en faveur du matérialisme dialectique dans cette branche, c'est parce que la lutte de classe, et fondamentalement l'Union Soviétique, les impulsent à développer cette préoccupation, et non la chimie, la physique ou la médecine.

Il faut rejeter la discussion qui se fait aujourd'hui sur le matérialisme dialectique dans le PCI. Si on rejette le matérialisme dialectique, la méthode d'interprétation est alors une méthode empirique dans laquelle ce sont les gens qui agissent en fonction d'intérêts empiriques. Qu'est-ce qui unit les gens ? Quel est le mouvement et l'objectif communs qui les rationalisent : c'est l'intérêt de classe. S'il n'y a pas d'interprétation dialectique, il n'y a pas de possibilité de prévoir où va-t-on, que va-t-on faire, quelles perspectives a-t-on et comment agir.

Une des préoccupations les plus grandes que doivent avoir les camarades communistes, est la nécessité de reprendre l'analyse matérialiste dialectique, et que ceux qui s'y opposent le disent et proposent autre chose.

Le bourgeois agit, fait ses calculs, son programme, sa politique, ses jugements sur la base de l'intérêt bourgeois. Et celui-ci entraîne un certain conditionnement de la pensée. Et qui conditionne cette pensée ? L'intérêt du jour comme les actions du marché ? Ou la base historique objective d'où se détache la pensée, qui est celle de la propriété ? C'est alors que le matérialisme dialectique organise et détermine la façon de penser, la façon de prévoir.

2 Janvier 1977
J. POSADAS

Discuter dans le P.C.B. le progrès de la régénérescence partielle dans les Etats Ouvriers et l'intervention actuelle de l'URSS en Ethiopie

La base essentielle du processus qu'il faut discuter dans le mouvement communiste, dans les Partis communistes, est l'élévation constante des Etats Ouvriers de l'Union Soviétique, de Cuba mais aussi de la RDA et de tous les autres états ouvriers. Dans chaque Etat Ouvrier, il y a des améliorations, des positions politiques et programmatiques qui répondent de façon de plus en plus adéquate à la nécessité de renverser ce qui reste du capitalisme dans le monde, à la nécessité de la construction du socialisme. Et dans tous les partis communistes, s'élève également cette discussion. En Europe, la situation n'est pas du tout tranquille, et en France, en Italie, les masses, la classe ouvrière, les étudiants luttent en permanence pour l'amélioration des conditions de vie, contre le chomage, mais également pour changer de société, pour prendre le pouvoir. Cela est bien significatif, evident en France et en Italie mais aussi dans les autres pays d'Europe. Et les hésitations les limitations les craintes de la direction du PCF par exemple, se font dans la possibilité que la gauche unie gagne les prochaines élections et forme un gouvernement de gauche en France. C'est dans cette situation très mûre pour aller au pouvoir, en France et en Italie que se discutent la voie pour aller au socialisme, le "pluralisme", l'"Eurocommunisme", "les libertés", les "dissidents" dans les pays socialistes. Nous pensons que cette discussion est très importante mais qu'elle doit se faire de façon publique, pour que toutes les tendances du mouvement ouvrier puissent intervenir dans cette discussion et l'enrichir, que tous les militants communistes les cadres communistes puissent discuter à fond tous ces principes et mettre clairement sur le tapis les positions divergentes, non pas pour se disputer, pour provoquer des divisions internes mais pour appliquer toutes ces discussions à la situation de chaque pays et intervenir dans l'organisation du front de la gauche avec un programme anticapitaliste en Belgique. La discussion sur l'Eurocommunisme par exemple, se fait dans tous les partis communistes et pas seulement en Europe. C'est une conception politique, qui veut concilier les intérêts du communisme avec ceux de la démocratie bourgeoise, avec les intérêts du "pays". Mais il est impossible de concilier des intérêts antagoniques. Les intérêts de l'Europe, sont ceux des patrons, des multinationales, de l'OTAN, des banquiers et des capitalistes. Ceux du communisme sont ceux de la classe ouvrière, des étudiants, de toutes les masses exploitées, qui veulent en finir avec le chomage, la misère, les assassinats, les destructions, les guerres. Ce sont des intérêts inconciliables. Cette discussion sur l'Eurocommunisme, en réalité, est une résistance à l'intervention de l'Union Soviétique. Le PCE, le PCF veulent rester indépendant de l'Union Soviétique, et faire une politique de socialisme à la "française" ou à la mode de chaque pays. Mais l'intervention actuelle des Soviétiques dans le monde, de soutien aux mouvements révolutionnaires d'Afrique, d'intervention en Amérique Latine sert le progrès de ces pays vers le socialisme, aide à construire l'économie sur une base socialiste, participe à la construction des relations humaines supérieures que tous ces pays établissent, comme le Mozambique, l'Angola. Rester indépendant de ce progrès est impossible. Ce n'est pas une indépendance, mais une forme de maintenir la conciliation avec la bourgeoisie. Au travers de leur intervention en Afrique, les Etats Ouvriers, et en particulier l'Union Soviétique et Cuba sont en train d'appliquer des principes marxistes qu'ils avaient laissé dans les tiroirs, pendant des années : Internationalisme prolétarien, Dictature du prolétariat Les positions des eurocommunistes sont contradictoires avec ces conclusions et défendent le pluralisme.

Ce sont des problèmes très importants à discuter dans les PC et en particulier dans le PC belge pour pouvoir comprendre et interpréter chaque nouvelle situation de l'actualité. Par exemple : En Ethiopie, comment qualifier ce processus et comment intervenir ? Les Etats Ouvriers sont intervenus immédiatement en soutenant Hailé Mariam et le gouvernement progressiste d'Ethiopie pour arrêter, couper la contrerévolution organisée, au travers des étudiants contestataires. Pour pouvoir comprendre et qualifier ce qui se passe en Ethiopie, il faut voir comment a agit la direction militaire jusqu'à présent, depuis la chute de Hailé Sélassié. Et depuis ce moment, l'Ethiopie a progressé économiquement, politiquement et socialement, en faveur de la majorité de la population. La réforme agraire a été amorcée, beaucoup de nationalisations ont été réalisées, et ainsi que l'alphabétisation. Les bases de l'arriérement économiques ont été éliminées.

Dans ce processus en Ethiopie il n'y a pas de place pour le pluralisme. Le pluralisme signifie laisser intervenir librement les forces qui représentent les intérêts impérialistes, ou des féodaux locaux. Cela signifierait revenir en arrière sur toutes les conquêtes. La contrerévolution utilise tous les moyens pour empecher le progrès du socialisme, il faut, donc intervenir militairement, fermement, pour l'empecher. Et c'est cela qui s'est fait en Ethiopie avec l'aide des Etats Ouvriers cubain et soviétique.

Le progrès du Parti Communiste belge ne peut se faire en intervenant sur les problèmes du pays seulement, mais en discutant de façon beaucoup plus intense et approfondie les problèmes du monde. Il n'est pas nécessaire de s'adapter à la discussion sur la situation belge.

Mais la solution aux problèmes du pays, se trouve sans l'application en Belgique du socialisme scientifique. Pour cela, c'est important de discuter l'expérience de L'URSS comme un exemple à suivre. La solution pour en finir avec le chomage, avec la misère, avec tous les maux du système capitaliste, est la voie qu'ont suivi les pays socialistes : Eliminer la propriété privée, Nationaliser toutes les entreprises en crise, organiser une économie planifiée en fonction des besoins de la population exploitée, Eliminer l'économie de marché. Voilà ! Il est évident qu'il faut discuter ce programme de façon concrète et précise pour chaque pays, mais la voie pour le changement est de toute façon exproprier les patrons et organiser un front de gauche qui lutte pour un tel programme. Pour cela, le Parti Communiste ne doit pas être un grand parti de masses. Il doit surtout avoir un programme, des arguments pour discuter avec la gauche socialiste, pour l'aider à s'organiser dans le Parti Socialiste sur la base des principes marxistes. Pour cela, il est nécessaire de discuter beaucoup plus ce que représente les Etats Ouvriers la supériorité économique, politiques, sociale de tous ces pays.

Nous invitons tous les camarades communistes à développer cette discussion dans le PCB et à discuter également le maintien et la défense des principes marxistes : Internationalisme prolétarien, Dictature du prolétariat, Soutien inconditionnel à l'union Soviétque et tous les Etats Ouvriers !

Elever la fonction politique.... SUITE

laisser emprisonner, et les grèves, les luttes à l'intérieur des usines, les mobilisations se poursuivent un peu partout. La lutte de Caterpillar est particulièrement significative, car les travailleurs revendiquaient en ordre principal la diminution immédiate du temps de travail. Ils ont été démobilisés par les directions syndicales qui veulent remettre la réalisation de cette revendication dans les mains du futur gouvernement ; mais les ouvriers et une partie des délégués syndicaux ont montré leur conscience que c'est eux qui doivent lutter, indépendemment de la politique des dirigeants socialistes ou démocrate-chrétiens, car ils ont voté à 42 % dans le réferendum, pour ne pas interrompre la lutte, malgré que tous les dirigeants du Front Commun Syndical ont fait campagne pour lever le préavis de grève. Cela montre à Caterpillar, comme dans toutes les usines, la résistance qu'il y a dans la classe ouvrière.

Les jeunes qui ont manifesté à plusieurs milliers dans les rues de Bruxelles samedi dernier ont exprimé eux aussi une volonté de lutte anti-capitaliste, qui ne vient pas seulement de la jeunesse, mais de tous les travailleurs. Il y a eu un front unique des mouvements de jeunes de la gauche, comme on n'en voit pas encore dans les organisations et partis de gauche. Mais ce front et la combativité de cette manifestation exprimaient un sentiment de milliers d'autres travailleurs.

La grève qui continue encore à l'ALE et dans les autres services publics de Liège montre aussi que les travailleurs ne veulent pas se soumettre à la politique ou au comportement capitaliste des dirigeants du Parti Socialiste. C'est pour cela que cette grève a de l'importance et la droite ne pourra en tirer aucun avantage, même si elle essaie d'utiliser la lutte pour dénigrer tout le mouvement socialiste : en effet, ce que les autres travailleurs tirent comme conclusion d'une telle lutte, ce n'est pas de se détourner du mouvement socialiste, mais de faire une pression beaucoup plus dure sur lui pour l'obliger à changer. La classe ouvrière était conséquente avec elle-même en votant socialiste aux dernières élections ; cela ne voulait pas dire de laisser la droite socialiste négocier à son aise une participation au gouvernement capitaliste mais maintenir une concentration de classe pour préparer les prochaines luttes.

Les directions syndicales le Front Commun, doivent bien rappeler à chaque instant que les grèves générales du vendredi ne sont que suspendues, et qu'ils maintiendront les luttes quel que soit le gouvernement en place. Elles n'ont pas d'autre possibilité. Tous les travailleurs en Belgique ont les yeux tournés vers la formidable grève générale du 24 mai en France qui va paralyser complètement toute l'économie, et bien montrer qui est capable de décider ; et sur tous les évènements d'Italie, d'Espagne, qui préparent de grands changements en Europe.

Le Parti Socialiste Belge fait tout le possible pour qu'il n'y ait pas de discussion : il a mobilisé très peu de monde pour le Premier Mai, il n'accomplit pas le programme de débats publics, et la direction socialiste n'a convoqué aucun congrès pour discuter la politique à suivre après ces élections. Mais le fait de ne pas laisser respirer, discuter, intervenir la base du Parti, ne veut pas dire qu'il ne se passera rien. Tout ce qui ne s'exprime pas directement dans une lutte et discussion ouverte de tendances au sein du PSB, s'exprime par contre dans les syndicats. C'est pour cela que la grève de l'ALE a de l'importance, de même que le vote des ouvriers de Caterpillar, ou le récent congrès du SETCA qui a pris des positions combatives contre le capitalisme.

Il faut donner toute la force à cette volonté de lutte contre le capitalisme, en discutant un programme qui unit les revendications des 36 heures tout de suite, des augmentations de salaires, du droit au travail, avec un plan d'étatisations sous contrôle ouvrier des grandes entreprises et des banques et un plan de développement économique en fonction des besoins de la population ; dans le syndicat, dans l'organisation de la gauche syndicale, dans la lutte pour faire respecter la démocratie ouvrière dans les assemblées et toute la vie du syndicat, il faut discuter ce programme, et élever la fonction politique des syndicats pour pousser à des changements profonds de toute la société capitaliste en Belgique.

23 mai 1977

L'intervention de l'impérialisme au Zaire.... FIN

re et de la révolution en Afrique ; en s'identifiant aux thèses de l'actuelle direction de l'Etat ouvrier chinois, Amada s'est associé et propose une alliance avec l'impérialisme belge et français, contre l'Union Soviétique et les autres Etats ouvriers et Révolutionnaires. Mais il faut voir que derrière l'impérialisme belge et français, derrières les troupes marocaines se trouvent les intérêts de l'impérialisme yankee ; ni la France ni la Belgique n'interviennent au Zaire pour soutenir l'indépendance ou la liberté des peuples africains. Il n'y a aucun doute là-dessus et cela doit être condamné par toutes les organisations de gauche en Belgique.

Le régionalisme, le prolétariat et le programme de gauche et anticapitaliste pour développer l'Espagne

16.2.1977 J. POSADAS

J. Posadas Va paraitre sur demande au prix de 15 frs

Le processus mondial révolutionnaire et les changements en URSS

26 avril 1977

LE COMITE DU PREMIER MAI ET LA REALITE DES CHANGEMENTS EN UNION SOVIETIQUE voir page 4

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

LUTTE OUVRIERE

ORGANE DU PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE TROTSKISTE
Section Belge de la IVe INTERNATIONALE POSADISTE

7 Francs — 15ème Année — N° 285 — 21 juin 1977

Périodique bi-mensuel — Envoyer toute correspondance à LUTTE OUVRIERE — BP 273 — 6000 Charleroi I
Abonnement de 12 numéros : 80 F. — Abonnement annuel : 150 F. — Abonnement de soutien : 500 F.
A verser au CCP 000-09762.34-26 de C Pôlet — Editeur Responsable : C. Pôlet — 51a, rue Garibaldi — 1060 Bruxelles.

LE SOI-DISANT PACTE COMMUNAUTAIRE ET LA NECESSITE DE LUTTER POUR UN GOUVERNEMENT DE GAUCHE

EDITORIAL

La "majorité" si vaste des partis politiques qui soutiennent le nouveau gouvernement Tindemans n'est là que pour couvrir et essayer de camoufler les crises très profondes qui se développent au sein de tous ces partis.

Que ce soit les partis fédéralistes, la démocratie chrétienne, et également le PSB. La crise n'est pas de même nature et ne conduira pas aux mêmes conclusions mais elle a un caractère commun chez tous : c'est que le système capitaliste est au bout du rouleau, en Belgique, dans le Marché Commun, dans le reste du monde, qu'il n'y a pas de palliatifs à cette crise, permettant d'assurer le développement économique, le progrès de la société, et que de profonds bouleversements sociaux et politiques se préparent dans toute l'Europe encore capitaliste, que le capitalisme, mondialement, se prépare à la guerre contre les Etats ouvriers et la révolution dans le monde et que la bourgeoisie belge et européenne ne peut supporter le "pluralisme" avec des gouvernements de gauche et a besoin de ce concentrer et participer à cette préparation de guerre internationale et de réaction anti-populaire dans chaque pays.

Cette "majorité" à 80 % exprime surtout aussi la séparation brutale qu'il y a entre les directions des partis et ce que veulent cherchent et luttent les masses travailleuses : entre cette 'majorité' parlementaire qui soutient le gouvernement, et les millions de travailleurs qui ont participé aux grèves du Front Commun Syndical, il n'y a aucune ressemblance, aucune identification. La classe ouvrière, inclus les employés, les cadres, les petits commerçants ont pris part unanimement à ces grèves, exigeant deux revendications fondamentales : les 36 heures, la garantie de l'emploi, la défense du niveau de vie. Et certain secteurs reprenaient la revendication de 'régionalisation' avec l'espérance que celle-ci aiderait à réaliser un progrès économique dans les régions les plus atteintes par la crise capitaliste.

Mais la 'majorité' qui soutient le gouvernement Tindemans, soutient un Pacte Communautaire qui ne considère que les problèmes les plus limités de la population, accepte un programme économique et politique qui ne dit pas un mot de la réduction du temps de travail, mais se propose de réduire les dépenses de l'Etat sur le dos des masses, d'augmenter les aides de l'Etat aux entreprises privées, et est bien incapable de s'engager à garantir le droit au travail ou la défense des conditions de vie des travailleurs.

Par contre, sans même attendre que se forme le nouveau gouvernement Tindemans, la bourgeoisie a organisé la distribution des milliards de subsides aux patrons sidérurgistes, l'envoi d'une aide militaire et technique au régime réactionnaire et chancelant de Mobutu, le début d'application du Plan Egmont avec les impôts retirés des pensions et des allocations de chômage, la liquidation de conquêtes de la classe ouvrière, comme le Fonds Social des ouvriers de Glaverbel Gilly, l'acceptation de tous les plans de l'OTAN pour augmenter les dépenses militaires nécessaires au renforcement de L'OTAN, etc.

La classe ouvrière n'a rien à appuyer, à cautionner, ou à accepter dans la politique capitaliste de ce nouveau gouvernement Tindemans. Si la direction socialiste y participe, et si les directions syndicales s'y soumettent dans les faits, ils le font sans tenir compte de ce que pensent les travailleurs, ni les militants, ni leur propre organisation. Ils ont pris cette décision sans faire aucune discussion, aucun débat ni congres, dans lesquels la classe ouvrière, les jeunes, les étudiants, les chômeurs, la population, ait pu dire quelquechose. Cette "majorité" qui soutient l'actuel gouvernement, montre ainsi toute sa fragilité et sa faiblesse, parce qu'elle n'est pas du tout représentative des masses.

Ce gouvernement est très transitoire. Sa principale raison d'être, c'est qu'il exprime, du côté de la bourgeoisie, que celle-ci est très divisée et connaît une crise politique très important dans son principal parti : le PSC-CVP ; et du côté du mouvement ouvrier, que le PSB a peur de proposer une alternative anti-capitaliste et pour cela, les tendances les plus droitières ont pris le dessus dans les appareils et imposé la participation à ce gouvernement capitaliste. Mais c'est un gouvernement qui n'est pas assez fort pour faire la politique dont a besoin le capitalisme et qui, par sa composition ne peut rien faire en faveur des travailleurs non plus. Pour cela, il faut continuer toutes les discussions, et la lutte pour organiser l'alternative du mouvement ouvrier, anti-capitaliste : discuter un programme de transformations sociales en Belgique comme le Programme de l'Union de la Gauche en France, et poser clairement l'objectif de lutter pour changer le régime, pour instaurer un gouvernement de gauche.

Ni en Belgique, ni dans le reste de l'Europe, il n'y a de stabilité pour la bourgeoisie. Pour faire la politique dont elle a besoin, il faudrait que la classe ouvrière soit passive et soumise. Mais ce n'est le cas nulle part. Et même si on est moins loin en Belgique que dans d'autres pays d'Europe capitaliste, toutes les luttes des masses ont beaucoup d'importance pour ici aussi, et sont un soutien constant aux luttes ici.

Le triomphe de l'Union Populaire aux dernières élections en France, le progrès de la gauche en Hollande, et même en Turquie, les mobilisations ferventes des masses espagnoles pour les meetings socialistes et communistes (même s'ils ne donnent pas encore la majorité électorale à la gauche, mais les conditions sont mûres pour cela en Espagne), montrent qu'il n'y a aucune tranquilité sociale ni politique possible pour la bourgeoisie !

Et cela produit des effets dans le Parti Socialiste, et aussi dans le mouvement chrétien qui était la base essentielle de soutien du PSC-CVP. La crise actuelle au sein de la social-démocratie en Allemagne, et du Labour Party en Angleterre pèse aussi à l'intérieur du Parti Socialiste en Belgique. C'est un fait que la direction socialiste — sans aucune possibilité de discussion du Parti — a décidé sa collaboration au gouvernement capitaliste. Mais le PSB a un pied dedans et un pied dehors. Si aucun dirigeant de l'aile dite de gauche ne se trouve au gouvernement, , ce n'est pas parce qu'elle a été battue par les droitiers, mais parce qu'elle même ne veut pas se mouiller plus loin dans ce gouvernement qui sera contre la classe ouvrière. L'avertissement d'André Cools dans Le Peuple : "le parti est une chose, le gouvernement une autre", est une manière de répondre à la protestation et à la résistance très grandes qu'il y a dans le PSB, au sein même de l'appareil. De même s'il y avait une telle confiance, et unanimité dans le Parti Socialiste pour faire le compromis avec la bourgeoisie il n'y aurait pas de nécessité de faire des discussions et des réunions avec les militaires socialistes, ni d'essayer que l'armée ne soit pas seulement aux mains de la bourgeoisie. La participation socialiste à ce gouvernement n'est pas approuvée par les travailleurs, ni même par le Parti. Mais la gauche n'a pas d'organisation, de forme d'intervention et elle ne sait pas quoi proposer comme alternative et elle n'a pas de programme anti-capitaliste pour exprimer et représenter une perspective et représenter toute la volonté de lutte des ouvriers. Et elle ne voit pas non plus le progrès qui avance dans le mouvement chrétien par exemple, dans les autres pays, et surtout, dans les pays socialistes.

Les ouvriers, dans plusieurs usines et entreprises, ont montré une conscience politique bien grande, avec les résolutions en appui aux travailleurs en France et en solidarité pour le camarade français qui a été assassiné par les milices patronales à Reims. A Caterpillar, à la Sabca, à la STIB, dans plusieurs sections syndicales il y a des résolutions appelant à faire un arrêt de travail en Belgique également, avec la conscience qu'il faut se préparer à des affrontements entre la classe ouvrière et les bandes fascistes payées par le patronat, en Belgique aussi, et qu'il faut faire une union de la gauche. Cela, uni aux grèves, aux mobilisations que les ouvriers continuent partout où ils peuvent, et en particulier la réponse des travailleurs de Glaverbel contre l'élimination du Fonds social par le gouvernement.

Une autre expression de la volonté de changements profonds, de structures, qui se développe au sein des masses, c'est la crise du mouvement ouvrier chrétien, le congrès de la JOC, la création du Parti Ouvrier Chrétien à Liège, le congrès des Equipes Populaires flamandes, et tout le processus de discussions pour une politique anti-capitaliste qui a lieu dans le CSC.

VIVE LA VICTOIRE ELECTORALE DE LA GAUCHE EN ESPAGNE !

Le problème en Espagne ne se pose pas en tant que tactique électorale ou sociale. L'Espagne ne peut sortir de son état arriéré qu'avec un programme d'étatisations. Telle qu'elle est maintenant elle n'en sortira pas. La réalité objective elle-même va impulser les secteurs qui veulent mener ce programme de l'avant.

Suarez n'a pas été mis à la tête du gouvernement pour ses qualités de conciliateur, mais parce que le capitalisme espagnol étouffe, se meurt, manque d'air. Mondale a fait une tournée dans plusieurs pays pour essayer de coordonner le capitalisme mondial. Carter, aussi bien que celui qui va le suivre, cherche à résoudre la concurrence mondiale sous le commandement de l'impérialisme, à l'éliminer pour préparer la guerre. Nous avions posé dans des articles antérieurs, que les élections nord-américaines signifiaient un rejet de l'impérialisme Celui-ci en a conscience et Carter représente la tendance d'un cercle impérialiste qui cherche à gagner du temps.

Les conditions de grandes mobilisations et d'agitation qui existent en Espagne, montrent une grande impulsion de la classe ouvrière et une reculade du capitalisme espagnol. Ceux qui, en Italie, rêvent du fascisme n'ont qu'à regarder ce qui se passe en Espagne. Ils ont du liquider Franco, au bout de 40 ans, pour pouvoir continuer à vivre, alors que le fascisme avait déjà pour but de faire vivre le capitalisme espagnol. Par contre, il y a une croissance de l'autorité de l'Union Soviétique et même de la capacité d'intervention de la bureaucratie soviétique. Celle-ci n'intervient pas partout, strictement en tant que bureaucratie. Sous certains aspects, elle doit intervenir avec une politique logique et correcte. Il se peut qu'elle utilise le Parti Communiste de Lister pour faire pression sur le PC de Carrillo, pour le faire changer de positions, sans affecter la politique mondiale de l'Union Soviétique.

Il est essentiel de voir que l'Union Soviétique mène une politique mondiale, qui n'est pas simplement une politique extérieure de ce pays, mais une politique pour chacun des autres pays : pour se maintenir elle-même et se préparer à la guerre, l'URSS a besoin de développer les contradictions du système capitaliste. C'est une ligne de l'Union Soviétique et non un fait du hasard ou une manoeuvre, à la différence des Chinois. Ceux-ci développent actuellement – et indépendamment des "4 bandits" – les mêmes conditions que celles de l'étape de Staline. Ils ne font pas cette politique uniquement pour se disputer ou concurrencer les Soviétiques, mais parce que l'appareil bureaucratique en a besoin pour défendre ses intérêts.

Le processus de la révolution permanente en Espagne est très profond. La bourgeoisie a fait tous ces changements, pour essayer de développer l'économie. Mais les ouvriers espagnols font toutes leurs actions pour développer "l'autre économie". Une discussion théorique, et politique s'ouvre. L'Espagne est un des maillons les plus faibles du capitalisme mondial. Il suffit pour le mesurer de voir que le fascisme – qui apparaissait comme le centre vital du capitalisme pour écraser la révolution – a été liquidé. La classe ouvrière a été repoussée dans un coin en Espagne, mais elle n'a jamais été vaincue. Et cela, grâce à la capacité de la classe ouvrière dans le monde et non seulement en Espagne. Aujourd'hui la classe ouvrière a des points d'appui conscients dont elle ne disposait que de façon déficiente dans le passé. Elle a des points d'appui solides en Espagne, elle a dejà passé beaucoup d'expérience.

Elle vient de faire deux grèves, contre ses directions. Les dirigeants n'en tiennent pas compte, mais la classe ouvrière et la petite-bourgeoisie, bien : il y a eu la Grève Générale du 12 Novembre, et celle de protestation contre l'assassinat des avocats à Madrid. Et la dernière n'a pas couvert toute l'Espagne parce que les directions l'ont arrêtée. Autrement, toute l'Espagne sortait avec l'appui d'une partie de la police. Si la police n'a pas réprimé, ce n'est pas pour avoir reçu des ordres dans ce sens, mais parce qu'il était évident qu'elle n'avait pas l'esprit à cela. C'est faux de dire qu'on lui a donné l'ordre de ne pas se montrer. Ils ont eu peur de laisser sortir la police parce qu'elle allait se joindre aux gens. Les masses ne structurent pas leur décision dans un cadre social étranger aux policiers. Le fascisme a été liquidé et la police sent que ce ne sont pas les fascistes qui ont de l'autorité, mais les partis ouvriers et les syndicats. Il faut se rappeler les mobilisations des pompiers de Barcelone, il ya deux ans, qui défilaient le poing levé.

Le GRAPO est une agence directe de la CIA. Même s'il y a dans ce groupe quelques sots qui sont trompés, ils font le jeu de la CIA en servant de liaison avec la gauche. Le Parti Communiste les attaque parce que cela lui convient dans sa polémique avec les gauchistes. Mais ce groupe n'a rien à voir avec la gauche. Peut-être y-a-t-il en son sein quelques types ayant une origine de gauche. Mais il y a aussi dans le mouvement communiste des gens qui sont devenus des fascistes. Par exemple : Doriot. En Italie, un des principaux sénateurs communistes était agent de la CIA. Il fut chassé au bout de 4 ans. Mais un mouvement comme celui qui a fait ces enlèvements ne peut provenir que de la CIA, qui y a et les intérêts et les moyens. Ces assassinats sont aussi le fait de la CIA, qui dispose d'informations précises et s'arrange pour que les tueurs n'aient aucun problème. Il y a une similitude entre tous ces mouvements dans le monde entier : entre autres, en Argentine. (et maintenant les fascistes argentins font leur apparition en Espagne). Les caractéristiques techniques de ces actions montrent qu'elles ne sont le fait d'aucun mouvement ; seul l'appareil répressif du gouvernement peut avoir la préparation et les connaissances techniques pour le faire.

A l'étape de la décrépitude de Franco, le PC avait encore certaines positions politiques passables et une conception programmatique globale acceptable (dont nous avons fait la critique des résolutions du 8ème Congrès). Mais dans la situation présente, le PC a développé toute un position de conciliation envers la conception capitaliste de l'économie, de la société, des relations humaines, qui n'est pas dans son programme, mais bien dans la conception avec laquelle il va aux élections. Malgré cette politique, les conditions objectives sont infiniment meilleures qu'avant. Ni les socialistes, ni les communistes ne font d'analyser sur la situation politique, la perspective, les conditions pour intervenir. Quand ils parlent d'Espagne, ils disent : "démocratie ! liberté !" mais ils se soumettent au roi. Ils sont prêts à accepter la monarchie si le roi se comporte bien et les laisse vivre. Il n'y a pas eu de direction politique conséquente et logique pour éduquer l'avant-garde dans la logique de la nécessité d'une position de classe. C'est ce qu'il faut faire maintenant.

Il faut commencer par poser un programme répondant à la situation et aux perspectives d'Espagne. Indépendamment de la ligne actuelle de la situation, il y a, à bref délai, la perspective d'un approfondissement de la lutte, tendant vers un Etat révolutionnaire, un Etat ouvrier.

Le roi est un vide que toutes les tendances peuvent chercher à remplir. Il ne représente ni courants, ni tendances. Les monarchies n'ont aucune valeur dans aucun pays du monde, elles ne donnent aucune idée et ne représentent que des intérêts à courte vue. Quand on met un roi en Espagne, dans de telles conditions, c'est parce que celui-ci est la composante d'une conciliation transitoire. Ni les communistes, ni les socialistes n'expliquent pourquoi le roi est là, ce qu'il représente : il est là en fonction d'une conciliation transitoire ; mais entretemps il est là au nom du grand capital. Les rois ne représentent pas toujours nécessairement le grand capital, ils peuvent parfois exprimer d'autres intérêts. Mais en Espagne, la monarchie est le courant le plus proche du pouvoir franquiste déchu. Aussi, le roi n'est le symbole d'aucune force. Il est un symbole vide d'une étape de lutte qu'il s'agit d'assumer.

La première conclusion est qu'il faut un programme tenant compte des conditions actuelles d'Espagne, de la volonté de lutte des masses, du front unique objectif qui s'est déjà formé trois fois depuis que ce roi est au pouvoir. C'est un front unique qui s'est fait seul, naturellement, dans la rue. Mais il s'est préparé auparavant, à la maison, au travail, au bureau, dans la vie quotidienne. Pour cela, il s'est montré si homogène et automatique.On ne peut mener aucune activité, ni établir de programme en Espagne sans prendre en compte pourquoi les masses ont agi par-dessus les syndicats et partis et pourquoi les syndicats ont fait preuve de plus d'autorité et d'initiatives que les partis.

Il existe une volonté, une qualité, des possibilités de lutte supérieures à ce qu'expriment les partis. Ceux-ci reculent, retiennent, calment, entravent la montée des masses et veulent orienter et canaliser les luttes politiques.

Le Parti Communiste est déjà reconnu. Les masses l'ont accepté. La petite-bourgeoisie également. Et ce n'est pas vrai que l'armée espagnole ait la force, soit en conditions de fournir une nouvelle base au franquise : si l'armée avait cette force, pourquoi le franquisme s'est-il effondré ? ce n'est pas parce que Franco est mort. Mais l'armée est, elle aussi, influencée par les conditions objectives de l'histoire, c'est à dire, par le progrès de la lutte anti-capitaliste. Le progrès est synonyme d'anti-capitalisme, dans n'importe quel pays, pour tout militaire quelque peu instruit qui lit les journaux.

La norme du progrès, ce n'est pas la démocratie, ni l'éducation démocratique, ni l'école ni les livres ni les journaux ni la pluralité. Toutes les masses du monde et celles d'Espagne ont les yeux tournés vers la propriété étatisée. Elles voient d'une manière bien concentrée que c'est la propriété privée, la concentration du pouvoir que celle-ci engendre, qui empêchent le progrès.

Les partis n'ont pas encore obtenu la légalité, mais ils sont déjà légaux, et bien légaux. Les masses dirigées par les syndicats dicats à direction communiste, proposent : "grève générale !", et la grève a lieu. Le Parti est vivant et a de l'autorité. S'il veut quand même l'autorisation du roi, c'est pour canaliser la lutte dans l'activité démocratique bourgeoise, et s'en tenir là. Il ne le fait pas, non qu'il se croit un petit Parti, mais parce qu'il a la conception de la voie pluraliste. Autrement, il dirait : "ce roi, que représente-t-il ?". Si le franquisme avait de la force, il ne ferait pas ce massacre des avocats communistes, ni ces enlèvements. Au contraire, la bourgeoisie chercherait à s'unifier, se centraliser et se détacherait en partie de ses propres intérêts pour concentrer le pouvoir. Mais quand la dispute s'aiguise au sein de la bourgeoisie, c'est parce qu'ils n'ont plus de forces.

La bourgeoisie est sans forces. Elle n'a même pas encore son propre parti. Il serait logique qu'elle forme un parti de la petite-bourgeoisie pour avoir un poids contre les partis ouvriers, communiste et socialiste et contre le mouvement anarchiste – même si ce dernier n'est pas fort important. Mais la bourgeoisie n'a pas de grand parti, ni de programme. Que va-t-elle dire ? quel programme va-t-elle présenter à la petite-bourgeoisie ? ordre, progrès, démocratie, liberté. Ce sont des refrains déjà entendus pendant des années et qui n'ont rien donné. Le parti de la petite bourgeoisie qu'ils veulent former ne peut devenir un centre politique, ni exercer d'attraction ou avoir une autorité pour concurrencer les partis ouvriers.

Le capitalisme essaie de susciter des divergences dans le camp ouvrier, d'entraver et réduire le Parti Communiste pour qu'il ne mène aucune activité révolutionnaire, sur le plan syndical ou politique. La bourgeoisie essaie que le Parti Communiste s'en tienne aux mots d'ordre démocratiques bourgeois, parce qu'elle ne peut faire autre chose. Mais elle a aussi un certain intérêt à légaliser le PC, à l'utiliser comme une soupape de sûreté, de contention. Elle ne l'a pas encore fait, à cause de ses propres luttes internes, qui sont bien profondes. Elle est en désagrégation, sans forces intérieures. Si la bourgeoisie espagnole et mondiale a de la force, alors pourquoi a-t-elle éliminé Franco ? pourquoi ne l'a-t-elle pas remplacé par un autre qui le continuerait ? Cette bourgeoisie qui a dominé le pays avec Franco, dit tout d'un coup : "nous allons donner la liberté. Ne pas le faire serait manquer d'éducation. Nous apprenons à l'école que la liberté ne doit pas se restreindre". Mais c'est elle qui, le jour avant, assassinait et montre son intention de continuer avec ce massacre des avocats.

Toute la période franquiste a suscité et développé le régionalisme en Espagne. Ce problème va surgir à nouveau. Et les dirigeants communistes et socialistes le cachent. Le régionalisme n'est pas une conséquence de l'oppression franquiste, mais un résultat de l'incapacité et l'arrièrement du capitalisme espagnol.

Ce n'est que dans une société capitaliste arriérée que peuvent surgir des problèmes tels qu'il en existe en Espagne. Et les camarades communistes se soumettent à cet état arriéré du capitalisme espagnol. Une des qualités essentielles du capitalisme a consisté justement à centraliser les pays, éliminer les régions pour pouvoir organiser la grande production et faire la cncurrence avec les autres pays. Mais le capitalisme en Espagne est divisé et redivisié. Il doit d'abord se faire la concurrence intérieurement et ensuite se mettre d'accord pour une concurrence en tant que nation, avec le reste de la bourgeoisie mondiale.

La régionalisation de l'Espagne est une des entraves les plus grandes de l'économie espagnole. Aucun progrès n'est possible en Espagne si on ne résout pas ce problème. Ils peuvent donner un simulacre de libertés régionales, laisser les gens parler le catalan ; mais c'est la bourgeoisie madrilène qui empoche l'argent.

Il s'agit d'un problème central en Espagne et le Parti Communiste se soumet à la régionalisa-

Le régionalisme anticapitaliste

tion. Si les Bolchéviques en avai ent fait autant, l'Union Soviéti que n'existerait pas aujourd'hui Il y avait plus de régionalism dans la Russie de cette époqu qu'actuellement. Il y avait a moins 35 nationalités. Les Bol chéviques les ont unifiées. Qu est-ce qui a changé depuis lors dans les relations économiques sociales, dans les conception scientifiques pour résoudre ce problèmes ? Rien ! Mais aucu Parti n'en dit un mot.

La ferveur régionaliste est en train de s'atténuer ; la bourgeoi sie se trouvant dans une phas autre que celle de Franco, nou velle, de réelle intégration à l concurrence mondiale, elle voi que le régionalisme l'affaiblit Alors, elle va chercher à résou dre ces problèmes au moyen d'un pouvoir central ; c'est a cela que sert le roi : il est charg d'agir comme un centralisateu des divergences tout en faisan des concessions aux intérêts ré gionaux de la Catalogne, des As turies, de Vascongade.

Le PC régionalise le Parti PC Galicien, PC andalou, catalan Les socialistes ne le disent pa dans leurs statuts, mais en prati que le PS de Galice est galicien celui de Catalogne, catalan. Il se comportent de façon aussi ré gionaliste que les communistes même s'ils n'en parlent pas dans leurs statuts. Le capitalisme es pagnol a été incapable de résou dre les problèmes de l'unité na tionale. Il est intervenu de façon

LES CONTRADICTIONS ET LA NECESSITE DE P OBJECTIFS ANTI-CAPITA

Il faut discuter également quel luttes sociales en Espagne. Après période pour s'habituer à la dé ques ? ou faut-il plutôt voir si l La base pour mesurer l'étape a aller. Si la bourgeoisie était for l'aurait remplacé par un autre c régime qui s'en va. Les consé franquiste, s'expriment dans l'a Mais il ne s'agit plus là d'un p cette base de la faiblesse du pou

C'est là l'élément essentiel p tuelle. Est-ce l'étape démocratiq à laquelle il faut combiner les re bourgeois – et même en alliance programme comprenant les é production, le partage des terres tions en Espagne. Le franquism maintenir et augmenter les étati duction sont nationalisées à 30 énorme du capitalisme espagnol pitalistes, individuellement, n'a l'Etat a pris en charge ces secteu suite à la propriété privée.

Voilà les problèmes qu'il fau de devoir passer par une étape 40 % des industries sont nation fer, importations. Il faut partir sée. Où est le pouvoir de la b assassiner des militants de gauc elle n'a pas besoin de recourir à cile le développement économi tion.

Personne, à part nous, ne discute cela. Au contraire, les commu nistes aussi bien que les trotskys tes qui en sont restés à Trotsky respectent le cours des étapes suivies par le capitalisme. Ils ne contribuent pas, par des idées, des analyses, à montrer que l'Espag ne est entièrement apte à devenir un Etat Révolutionnaire à bref délai. Cela ne veut pas dire qu elle le fera, parce qu'aucune for ce politique n'agit comme direc tion. Cependant, dans le congrès du Parti Socialiste de Felipe Gonzalez, la Fédération de Madrid a défendu la dictature du prolétariat, et c'est une des sec tions intellectuellement les plus avancées, et ayant l'appui de la

,le prolétariat et le programme de gauche et pour développer l'Espagne J POSADAS 16 2 77

impérieuse, forcée, et cela l'a empêché de réaliser la concurrence avec le capitalisme mondial. Ce n'est pas à cause de son arriérement social qu'il a maintenu le régionalisme, mais parce que son retard économique l'a rendu incapable d'unifier le pays. C'est en partie pour cela qu'ils ont gardé des rois. Le roi est un symbole d'unification. Autrement, quelle pourrait être la fonction de ce Don Juan ?

Le maintien des différents dialectiques régionaux, d'une littérature dialectale, indiquent l'état arriéré du capitalisme espagnol. C'est un régionalisme dans l'intérêt de la bourgeoisie locale. Celle-ci demande la liberté régionale et une Espagne fédérée, avec le maintien du roi et tous ceux qui sont derrière lui. Il y a là un arriérement complet, culturel, scientifique, social que rien ne justifie : le monde montre l'incapacité, les divergences, les contradictions de la bourgeoisie.

Ils luttent pour le Marché Commun et ils ont une régionalisation énorme à l'intérieur de l'Espagne. Se soumettre à cela revient à se soumettre à la mentalité capitaliste. Une des grandes qualités de la pensée socialiste est de donner des idées pour résoudre les problèmes de l'histoire, non seulement après la prise du pouvoir ou après un développement économique, mais dans le cours même de la lutte pour abattre le capitalisme.

J SYSTEME CAPITALISTE OGRAMME POLITIQUE ET STES

est l'étape de développement des ranco, faut-il passer par toute une cratie, aux conquêtes démocratiourgeoisie a, ou non, de la force ? elle, c'est que Franco a du s'en on ne l'aurait pas éliminé ou on me lui. Mais avec Franco, c'est son nces et l'actualisation du régime assinat des avocats communistes. oir politique. Il faut discuter sur capitaliste en Espagne.
en déduire quelle est l'étape ac- bourgeoise ? non, c'est une étape dications de droits démocratiques vec des partis bourgeois – avec un isations, la planification de la y a déjà assez bien de nationalisapour soutenir son pouvoir, a du ons. Certaines branches de la pro-40 %. Ce qui montre la faiblesse ranco a fait cela parce que les caent pas assez de forces. Alors avec l'objectif de les restituer en-

iscuter, et montrer qu'il est faux émocratique bourgeoise. Près de ées : charbon, acier, chemins de cette base économique déjà étatirgeoisie ? Ces types se lancent à . Si la bourgeoisie est puissante, s procédés qui rendent plus diffi- et les relations avec la popula-

base ouvrière. Ce Congrès n'était pas représentatif – De même que celui du Parti Socialiste Portugais –, parce que les délégués n'étaient pas élus démocratiquement. Mais lorsqu'on sort avec la dictature du prolétariat dans un Congrès chargé de ne pas perturber les rapports avec le capitalisme, cela veut dire que la force qui pousse à cela est très puissante. Il ne s'agit pas seulement de Madrid mais de toutes les zones ouvrières du pays.

Il faut établir un programme objectif et une ligne tactique, avec des analyses économiques, de l'agriculture, de l'industrie, des analyses sur la nécessité du Front Unique des syndicats et des partis ouvriers et d'une alliance avec des partis de la bourgeoisie ou même avec celui qui est en formation, pour des points bien déterminés de revendications démocratiques – non de défense de la démocratie, mais de revendications démocratiques – et la nécessité de passer à un Etat Révolutionnaire et un Etat Ouvrier.

Quel programme économique faut-il soutenir en Espagne ? ni les communistes ni les socialistes ne proposent rien. Tout au plus ils posent des revendications démocratiques. Carrillo, il y a six mois, défendait encore un programme d'expropriations. Il disait, dans une interview à la TV : "Se trompent ceux qui croient que nous avons abandonné le programme des étatisations. Il faut étatiser". Il faisait très bien de le dire. Mais depuis lors il a laissé ce programme de côté et mis l'accent sur "la démocratie" "le pluralisme".

Mais il faut compter aussi sur le fait que la Fédération Socialiste de Madrid a posé le programme de la dictature du prolétariat et l'a discuté au Congrès. Ils n'ont pas pu la chasser, car elle a de la force.

Ce processus d'Espagne est de courte durée. Il n'y a pas encore de luttes syndicales ou politique, publique, ouverte. La lutte est publique mais pas très ouverte. L'initiative de la classe ouvrière est supérieure à celle de toutes les directions. Les directions sont inférieures à tout point de vue : quant à la forme, au fond, aux objectifs. La classe est au-dessus de ses dirigeants. Il en est de même dans le monde entier.

Toute l'incapacité, l'impuissance et la corruption du capitalisme ne sont pas encore apparues à la lumière. Mais on verra très bientôt les limitations de l'industrie espagnole pour concurrencer le capitalisme mondial. Ce problème va se poser aux communistes et aux socialistes. Et ceux-ci diront : "ne demandez pas trop, ne faites pas trop de revendications, autrement l'économie du pays va s'effondrer". Mais les masses vont avoir tendance à répondre : "ce sont eux qui s'effondrent, mais pas l'économie ! nous voulons poser les revendications démocratiques, mais en même temps réorganiser la structure et le fonctionnement de l'économie !". L'Espagne ne va pas supporter l'aggravation chaque fois plus grande de la concurrence, dans l'industrie textile, de la chaussure ou la métallurgie.

Face à cette situation, communistes et socialistes vont tendre à freiner les revendications, comme en Italie où ils disent qu'il ne faut pas revendiquer l'échelle mobile des salaires (liaison des salaires à l'Index) afin de permettre au capitalisme d'être concurrentiel. Ils vont faire en Espagne la même chose qu'ils font déjà en Italie. Mais les masses vont repousser tout cela. Elles se sont bien imposées à Franco, elles s'imposeront aux autres aussi.

Il faut s'adresser, avec ces positions, à l'avant-garde communiste et socialiste, et même à la petite-bourgeoisie qui se trouve encore derrière Irribarne ou Areilza, lesquels représentent deux courants du grand capital.

Mais le plus important de tout, est d'intervenir dans la polémique existant au sein du mouvement ouvrier socialiste, communiste et syndical. Certains courants du PC sont ouvertement contre la politique de Carrillo, mais ils n'ont pas de moyens d'expression. Nous allons les aider, mais sans rompre le Parti Communiste. Nous n'avons l'intention de rompre, ni le Parti Socialiste ni le Parti Communiste. Nous ne sommes pas à l'étape de Lénine, où il fallait rompre pour prendre le pouvoir. Si on devait en arriver à cette situation actuellement, nous le ferions, mais il s'agit avant tout de développer passionnément dans les partis, les discussions programmatiques, sur la politique et les objectifs.

On discute ces problèmes dans les Partis Communiste et Socialiste. Ce Congrès des Socialistes a discuté ouvertement. Les communistes le font mais de manière cachée, ils annulent la vie politique, parce que toute discussion conduit à se poser le problème de l'issue à donner. Les masses d'Espagne sont au-dessus de leurs directions. En France, en Italie, c'est la même chose. La capacité, la compréhension, l'intelligence des masses d'Espagne, du monde est supérieure à celle de leurs dirigeants.

C'est là-dessus que s'appuie le succès de l'Union Soviétique. L'audace et la décision plus grandes avec lesquelles elle s'adresse aux Partis communistes ne proviennent pas de sa propre capacité de persuasion, car alors elle aurait pu le faire bien avant. Mais elle s'adresse à des secteurs des dirigeants, des groupes qui s'appuient sur une expérience, une compréhension et résolution très élevées des masses. Il y a la même chose en Espagne.

Franco n'a laissé ni un courant, ni un mouvement, mais seulement un petit nid d'assassins. En Allemagne, le nazisme avait conservé une certaine force, ce qui montre la différence entre le pouvoir du capitalisme allemand et espagnol. Celui-ci a une structure puissante et le grand capital a besoin du fascisme, en plus des socialistes. En Espagne, il n'y a pas de grand capital. Il existe de grands capitalistes, mais non une structure de grand capital. Et ils ne peuvent, de ce fait, créer un mouvement dont le pouvoir politique et social répondrait à ce grand capital.

Les conditions sont donc très bonnes pour mener une polémique publique. Les cadres et dirigeants du Parti Communiste qui, jusqu'à présent, faisaient une politique d'adaptation par commodité, vont être impulsés par le processus objectif. Ce que fait l'Union Soviétique répond à une nécessité logique de l'histoire. L'économie ne supporte plus de système capitaliste. Pour ne pas étouffer, pour avancer, elle a besoin d'une structure planifiée. Et le capitalisme offre seulement les multinationales.

Les multinationales signifient une augmentation de la productivité, une concentration pour répondre. Avant il en allait autrement : les paysans, par exemple, revendiquaient leur petite terre. Aujourd'hui ce n'est plus pour cela qu'on lutte. Ils regardent l'Union Soviétique et disent : "il y a 60 ans, L'URSS était terriblement arriérée. Voyez où elle en est maintenant". Les masses voient la Chine, Cuba, qui n'était qu'un désastre et a résolu en 15 ans les problèmes de la faim, du travail, de la culture, de l'analphabétisme. Les masses voient aussi l'Angola.

Il faut discuter tout cela en Espagne. Il faut déterminer jusqu'où on peut aller à cette étape. Il n'y a pas d'analyses des perspectives. Comment mesurer les possibilités, les délais ? en regardant la disposition de la bourgeoisie, de la petite-bourgeoisie, ou celle des masses ? Les communistes et les socialistes ne font pas ces analyses. Ils ne voient pas la bourgeoisie par rapport au monde et ils mesurent l'Espagne au travers de la petitesse du PCE. Il faut comprendre que l'Espagne s'est débarassée de Franco, grâce au rapport de forces mondial favorable à la révolution. Et Franco n'aurait pas existé, s'il s'était agi seulement de l'Espagne.

LA FONCTION POLITIQUE DES SYNDICATS ET LE PROGRAMME ANTI-CAPITALISTE POUR LE PROGRES SCIENTIFIQUE ET HOMOGENE DE L'ESPAGNE

En 1951, nous avons développé le principe de la fonction politique des syndicats. C'était à propos de la Bolivie. C'était une position de principes de la plus grande importance, parce que tant les communistes que les socialistes, partout, réfutaient ce rôle politique des syndicats. Actuellement, cette fonction politique augmente. Dans la mesure où les conditions objectives existent et que les partis n'accomplissent pas leur fonction, les syndicats jouent un rôle politique chaque fois plus concentré, nécessaire et correct. Cette fonction politique est correcte. Autre chose, les positions qu'ils prennent. Il ne faut pas cacher ou critiquer la fonction politique, mais lui donner une forme programmatique, jusqu'à ce que les partis aient la possibilité, la volonté ou la décision d'accomplir leur fonction de Parti.

Cette fonction des syndicats trouve une nouvelle expression en Espagne. Les syndicats mènent une action politique de concentration de l'action de la classe, même s'ils ont un programme limité. Les partis sont craintifs, ils n'ont pas encore de structure et de fonctionnement de Parti parce qu'ils ont peur et ne savent pas où ils vont. S'ils faisaient preuve de résolution, ils feraient un appèl, maintenant même, à une grève générale pour les droits démocratiques. Et ce serait résolu. Ils ont de l'influence dans l'armée. Toute une aile est d'accord pour cela. Grève Générale, Front Unique des Syndicats et partis ouvriers, des ouvriers, paysans, petite-bourgeoisie, pour les droits politiques ! et toute une série d'autres revendications ! Les partis n'utilisent pas ces moyens, sous prétexte que le fascisme peut revenir. Et comment le pourrait-il ? s'il revient, il sera de nouveau chassé !

D'un point de vue historique, ce sont les contradictions du système capitaliste et du fonctionnement de la bourgeoisie, qui ont conduit l'économie à une situation sans issue, à un étouffement. C'est pour cela qu'ils ont du déloger Franco.

Un des facteurs essentiels du progrès de l'humanité réside dans le fait que le prolétariat répond aux contradictions du système capitaliste, par le progrès scientifique, homogène du communisme. Les contradictions capitalistes s'expriment dans la concurrence : le capitalisme, pour avancer lui-même, doit diminuer de plus en plus le pouvoir d'achat et le niveau de vie de la population, il élimine au moins 40 % des forces de travail qu'il employait avant. La productivité augmente, mais aussi le chômage, les prix augmentent et le niveau de consommation des gens diminue ; la concurrence inter-capitaliste augmente aussi et a des effets nocifs pour le capitalisme. Si ce dernier avait pu, en Espagne, résoudre ces problèmes, il aurait gardé Franco. Et si le capitalisme avait pu, sur le plan mondial, en tant que régime, surmonter ses contradictions, il aurait encore un droit de vivre. Mais ces contradictions sont une partie essentielle de la crise du système de production capitaliste.

La situation actuelle en Espagne vient de ce que les contradictions antérieures du capitalisme l'ont conduit dans cette impasse. Il y a une stagnation de l'économie. L'Espagne vit en grande partie du tourisme. Aucun pays ne peut, de cette manière, avoir un développement industriel concurrentiel. Son économie est inerte, amorphe, parasitaire. Une économie destinée au tourisme n'est pas compétitive, elle est locale. En Espagne il vient chaque année presque autant de touristes qu'il y a d'habitants. Toute une industrie vit uniquement de cela. Ces secteurs se rébellent eux aussi, parce que le tourisme ne rapporte plus.

Toutes ces contradictions ne peuvent être résolues au travers d'un régime démocratique bourgeois, au contraire : elles vont s'accentuer et mener à une crise très profonde à bref délai. Il faut l'interpréter et y répondre avec un programme.

Il faut, entre autres, développer la fonction politique des syndicats. Même si les partis se décident à intervenir plus énergiquement, les syndicats doivent faire un programme d'investissements de contrôle ouvrier sur la qualité de la production, sur les conditions de travail, sur le niveau de vie de la population, sur les investissements, contrôle sur les droits politiques, sur les livres de comptes des entreprises, sur les bénéfices, proposer des étatisations sous contrôle ouvrier.

Les syndicats doivent aussi proposer l'organisation communautaire des Conseils d'écoles, des conseils de quartiers, la direction et le contrôle de l'application des programmes scolaires ou économiques. Que les syndicats fassent un Front Unique avec les partis. En même temps que le programme, l'appel au front unique pour les droits démocratiques et les libertés démocratiques il faut poser le contrôle ouvrier et les étatisations, qui vont au-delà du régime démocratique. Si on se contente de lutter pour un régime démocratique, on ne pourrait admettre les étatisations ; celles-ci échappent aux limites du régime démocratique. Mais il faut poser ce programme et ces perspectives.

L'Espagne n'a pas de possibilité de développement capitaliste. Faisons un bref examen de l'économie espagnole : quelles sont ses perspectives ? elle n'est pas concurrentielle sur le plan de la production industrielle, elle

suite page 4

LE COMITE DU PREMIER MAI ET LA REALITE DES CHANGEMENTS EN UNION SOVIETIQUE

Le Comité dit "du Premier mai" pour les libertés démocratiques et les droits des travailleurs dans les pays de l'Est" considère comme une lutte progressiste et primordiale de défendre tous les soi-disant "dissidents" qui apparaissent dans les pays socialistes actuellement, au nom de la défense des droits démocratiques.

Nous croyons pue c'est incorrect et n'approuvons pas les positions du Comité, tout en voyant en même temps que ceux qui participent à ce Comité, pour beaucoup d'entre eux, aspirent à une vie démocratique et plus élevée dans les pays socialistes et ne veulent pas être ni anti-soviétiques, ni anti-communistes. Mais beaucoup aussi mènent cette activité pour se défendre de devoir intervenir en Belgique même, avec un programme anti-capitaliste conséquent, avec une politique et des objectifs socialistes, de transformation socialiste de ce pays.

Parce que la première chose qu' il faut poser quand on discute sur les "pays socialistes", c'est que chacun d'eux, même le plus pauvre, a réalisé un progrès économique et social immense par rapport au régime capitaliste, sur la base de l'étatisation de la propriété, de la planification de l'économie, du monopole d'Etat du commerce extérieur. Ils ont éliminé la faim, la misère, le chômage, l'analphabétisme, les épidémies : voilà des bases matérielles fondamentales à partir desquelles on peut se mettre à discuter des "libertés".

On ne peut pas défendre cette démocratie et cette liberté en abstrait, en défendant seulement, et sans distinction, tous ceux qui apparaissent comme "dissidents". On ne défend pas des gens emprisonnés, pour le seul fait qu'ils sont en prison, mais il faut connaître et voir leur position politique, leur propre attitude vis-à-vis de l'Etat ouvrier. Et tous les dissidents, ou leur immense majorité, se prononcent contre le socialisme, contre le marxisme, contre Lénine. C'est faux de présenter Plioutch comme "un communiste". Lui aussi, comme tous les autres, à différents niveaux, est contre l'Etat ouvrier. Se dire communiste et prétendre que l'"Union Soviétique est quasi un pays fasciste et que le peuple d'Union Soviétique doit encore lutter longuement avant de pouvoir arriver au niveau des démocraties occidentales", c'est la même chose que quand un Tindemans dit qu'il est pour le bien-être des ouvriers, mais que l'Europe doit rester absolument capitaliste.

*Tous ces soi-disant "dissidents", se manifestent justement aujourd'hui, alors qu'il y a en Union Soviétique et dans les autres Etats ouvriers, des changements favorables à une plus grande intervention des masses, favorable au progrès de la révolution mondiale. un fait notoire de ces changements, c'est que la nouvelle Constitution Soviétique incorpore dans la loi fondamentale de l'Etat ouvrier, * en Afrique. Staline n'a jamais fait une chose pareille, au contraire, la bureaucratie soviétique de son époque a trahi et abandonné la révolution espagnole.*

Les secteurs qui protestent maintenant, comme ces "dissidents", font partie d'anciennes couches bureaucratiques, qui se sentent déplacées alors que la lutte contre la bureaucratie progresse ; on peut le voir avec les résolutions du congrès des syndicats soviétiques, avec la réalisation de films tels que "La Prime".

Nous croyons qu'il est très important de discuter tout cela pour en tirer surtout les conclusions pour la Belgique : comment construire la nouvelle société en Belgique. Défendre les dissidents dans les Etats ouvriers amène forcément à la conclusion qu'il faudrait être "pluralistes" en Belgique, et accepter que les tendances de droite, et même ultra-réactionnaires du genre Soljenitsine, aient tous les droits de s'exprimer, après la prise du pouvoir, ou quand on aura instauré un gouvernement de gauche. Ce n'est pas simplement une question d'avoir le "droit à la parole" : il faut mesurer clairement que les partis de droite, avec leurs journaux, leurs intellectuels, leurs écrivains, leurs professeurs etc., vont tout faire pour détruire le progrès, la bourgeoisie ne va pas tolérer de se laisser exproprier. Or pour progresser, il faut prendre la voie du socialisme scientifique, étatiser les entreprises et les banques capitalistes et les mettre sous contrôle ouvrier, planifier l'économie ; il faut détruire les structures et l'appareil de l'Etat capitaliste : et il ne faut pas laisser la droite s'organiser et s'opposer au progrès. On ne doit pas accepter ou vouloir non plus, que les Etats ouvriers reviennent en arrière et deviennent des "pluralistes".

Il faut intervenir pour aider à développer la démocratie socialiste dans les Etats ouvriers, on peut aussi critiquer les méthodes des dirigeants soviétiques pour faire face aux "dissidents", mais c'est tout autre chose de se mettre à les défendre et croire que de cette manière on fait avancer la lutte pour les droits démocratiques, des masses. Il faut avant tout, discuter quelle est la structure des Etats ouvriers la fonction qu'ils remplissent dans le cours de l'histoire, et ne pas confondre leurs directions bureaucratiques avec cette structure.

Nous appelons à organiser là-dessus un débat public, avec les camarades socialistes, communistes, chrétiens, des groupes de gauche, et des trotskystes-posadistes, toutes les tendances qui veulent un changement socialiste en Belgique.

Espagne : fin

est dépassée par la France, l'Allemagne, l'Angleterre. Elle peut exporter un peu de charbon, d'acier, mais ne peut concurrencer la grande industrie européenne, yankee, ou japonaise ; les japonais viennent même d'installer une usine de motocyclettes en Espagne. Son propre marché interne est assiégé par la concurrence mondiale. Dans le cadre du système capitaliste, c'est le profit qui décide des cycles de réinvestissements et de production. Mais avec une politique d'étatisations plus importantes que celles existant pour le moment, l'Espagne peut être concurrentielle.

Il faut proposer de mettre sous contrôle ouvrier les industries nationalisées qui ont actuellement une administration capitaliste. Une partie des administrateurs, des techniciens, des entreprises d'Etat cherchent à servir le capitalisme : sans revenir à la propriété privée, ils veulent que la propriété étatisée serve la propriété privée et ils utilisent l'entreprise d'Etat comme un bien privé. De cette façon l'étatisation perd enormément son effet.Il faut faire en sorte qu'elles soit placée sous contrôle ouvrier, pour vérifier les investissements, les coûts de production, les ventes, planifier la production, de façon à empêcher que l'administration des entreprises étatisées négocient avec la propriété privée.

On dit en général qu'il s'agit là du "capitalisme d'Etat". Ce n'est pas correct. Le capitalisme d'Etat n'existe pas. La propriété étatisée entrave assez bien le fonctionnement du système c capitaliste. La propriété privée a pour fonction de soutenir l'intérêt privé, entre autres, de produire quand il veut, ce qu'il veut, au prix qu'il veut, tandis que la propriété efatisée ne peut pas faire cela, elle est soumise à une série d'interventions, de contrôles qui ne répondent pas uniquement aux intérêts privés capitalistes. Mais s'il n'y a pas de contrôle des ouvriers sur la propriété étatisée, celle-ci peut servir directement le système de propriété privée. Le contrôle ouvrier l'administration ouvrière de l'entreprise étatisées est la seule façon d'empêcher cela.

Mettre deux ou trois ouvriers dans le conseil d'administration de l'entreprise étatisée n'a aucune importance et ne sert à rien d'autre qu'à tromper les gens pour obtenir l'appui du prolétariat. Ce sont les syndicats qui doivent discuter les plans de production, et les affaires de l'entreprise étatisée, c'est-à-dire faire en sorte qu'elle ne revienne pas aux mains de la propriété privée, mais au contraire, fasse des bénéfices qui profitent à la population, sur le plan des prix ou de la qualité. Il faut aussi éliminer tout l'appareil administratif, qui empoche tous les bénéfices de l'entreprise étatisée, Il n'y a pas de capitalistes ; mais toute cette machine administrative est pareille aux capitalistes. L'entreprise étatisée doit se soumettre aux positions des syndicats, des assemblées plénières dans lesquelles tous les membres, toutes les tendances ont droit à la parole : c'est ainsi que le syndicat contrôle la direction de l'entreprise. Sans ce contrôle, les administrateurs exercent la même fonction que le bourgeois et servent les bourgeois. Les économistes croient qu'il s'agit là de "capitalisme d'Etat". Ce n'est pas vrai. Si on change l'administration de ces entreprises, celles-ci cessent d'être "capitalisme d'Etat". La nature historique de la propriété ne change pas ; c'est l'exercice de la direction qui change. La nature historique d'un régime se détermine en fonction de la propriété et non en fonction de la direction.

La guerre que prépare le capitalisme n'est plus un produit de la concurrence commerciale entre différents pays capitalistes ; c'est une guerre de règlement final des comptes ; elle a un caractère totalement différent des autres. Ce n'est pas une guerre pour disputer des territoires à un autre pays capitaliste et assurer la domination de la propriété privée, c'est un règlement final de comptes entre propriété étatisée et propriété privée.

L'impérialisme tarde à lancer la guerre, il ne parvient pas à décider quand la faire ; mais ce n'est que par la guerre que va se décider le problème historique de qui va survivre, de la propriété privée ou la propriété étatisée. Ce n'est pas un problème de loterie ou d'ordinateur, mais de lutte de classes.

Les masses sont au-dessus de leurs directions et en ont conscience. Les Partis communistes, socialistes, petits-bourgeois de gauche n'estiment pas la capacité des masses pour interpréter, intervenir, gagner, influencer la petite-bourgeoisie, les paysans. Les masses ouvrières sont capables ; les directions n'en tiennet pas compte. Elles veulent que les masses se soumettent à leurs propres calculs limités, à leur manque d'audace, de décision, de jugement objectif ; elles déterminent le programme d'action en fonction de leur propre état d'esprit, qui reste limité et craintif. Cependant les masses n'ont aucune peur.

Par exemple : ni le Parti Communiste, ni le PS, ni les syndicats, n'ont discuté, fait aucun document en Espagne pour interpréter la signification de la Grève Générale du 23 Novembre, la grève immédiate en réponse à l'assassinat des avocats communistes, les grèves en Vascongade, en Galice. Ils n'en disent rien. Pourtant il faut estimer l'attitude de la classe : aucune grève perdue ! des mobilisations entraînant tout le pays : voilà la volonté de combat qui existe.

Si une telle volonté de combat existe, elle exerce de l'influence sur la moitié de l'armée. Cette volonté de combat ne se crée pas indépendamment des relations sociales quotidiennes, permanentes, constantes qui se tissent sous toutes les formes, de toutes les manières. L'armée y participe également ; elle ne s'exprime pas comme les ouvriers dans les usines, dans les syndicats, mais il faut voir, par exemple, que les militaires n'interviennent pas en soutien de la réaction. C'est un conclusion minimum à tirer. Si le capitalisme avait eu le choix, il aurait gardé le facisme : le secteur le plus proche de l'impérialisme, et l'impérialisme lui-même montrent là leurs contradictions, leur manque de forces, parce qu'ils ne peuvent pas imposer la solution qui les intéresse.

Il faut faire appel à un Front unique des syndicats, partis ouvriers, paysans, petite-bourgeoisie, toute la population, pour mener de l'avant ce programme, sur la base de la plus complète discussion politique et intervention des masses.

16.2.77 J. POSADAS

* le comité du 1er mai.....

le devoir pour L'URSS de soutenir les mouvements de libération dans le monde et de participer de toutes ses forces au renforcement du camp socialiste.

Les "dissidents" ne parlent pas de ces changements ; le Comité du Premier Mai non plus. Il n'y a pas de passivité de la classe ouvrière, ni d'indifférence, dans les Etats ouvriers. Au contraire quand les syndicats décident l'élimination de 5000 anciens dirigeants bureaucratiques, pour avoir pratiqué la corruption, pris des attitudes hiérarchiques, cela veut dire que la classe ouvrière intervient. L'intervention de l'Union Soviétique, avec Cuba, en Angola et au Mozambique stimule la classe ouvrière à s'appuyer sur les expériences de ces nouveaux pays révolutionnaires et à en tirer les conclusions pour lutter contre des secteurs de la bureaucratie en Union Soviétique même.

Les "dissidents" ne disent pas un mot de ces nettoyages. Si l'on revendique la démocratie en Union Soviétique, c'est la démocratie socialiste qu'il faut revendiquer. C'est à dire la démocratie où toutes les masses, la classe ouvrière, les travailleurs dans leur ensemble puissent intervenir dans tous les problèmes de l'économie, de la politique intérieure et internationale de l'Etat ouvrier, pour remettre en question la hiérarchie bureaucratique qui existe toujours en Union Soviétique. C'est juste de revendiquer le droit de grève dans les Etats ouvriers (celui-ci est d'ailleurs reconnu de plus en plus souvent), et l'indépendance syndicale. Pour cela on ne doit pas mettre sur le même pied non plus, les "dissidents" soviétiques ou tchécoslovaques, et les ouvriers polonais qui ont fait grève contre une augmentation injuste des prix. La rébellion des ouvriers était juste et ne cherchait pas à attaquer la structure de l'Etat ouvrier polonais. Au contraire, ils le considèrent comme leur conquête et veulent l'améliorer.

Par contre, ce n'est pas juste de défendre les "libertés" en URSS, pour quelques types qui veulent revenir en arrière sur toutes les conquêtes de l'histoire et qui représentent eux-mêmes des intérêts bureaucratiques, et les tendances les plus arriérées qui se défendent contre les changements en Union Soviétique. Cette opposition dans les Etats ouvriers défend le séparatisme, des tendances religieuses, des droits de nationalités. Ce sont les revendications les plus arriérées, et pas des luttes de progrès pour une unification socialiste.

Ce n'est plus l'époque de Staline. La bureaucratie n'a plus un pouvoir de domination, ni un monolithisme pour faire une dictature sur la classe ouvrière. Tout le progrès scientifique, économique, culturel des Etats ouvriers, l'extension de la révolution dans le monde, et la crise sans issue du capitalisme qui le conduit à préparer la guerre mondiale, ont provoqué des changements en Union Soviétique, une regenérescence partielle. Un des aspects importants du progrès de l'URSS, c'est son intervention actuelle en soutien aux mouvements révolutionnaires et aux Etats révolutionnaires

J. POSADAS

La nouvelle constitution soviétique **29.5.77**

Les élections en Espagne, défaite du capitalisme mondial **19.6.77**

EDITORIAL

La marche des travailleurs du Luxembourg et la nécessité de transformations sociales du pays

La marche des travailleurs luxembourgeois, a exprimé la détermination et la volonté de lutte de toute la classe ouvrière, de ne plus supporter les frais de la crise capitaliste sans réagir, sans chercher à donner une solution aux problèmes qui touchent toute la population exploitée du pays.

Cette manifestation a une grande importance et signification anticapitaliste, de résolution combative. Tout le monde y a participé, les travailleurs, les femmes, les jeunes et les plus âgés. Tout le long du parcours de la marche, les automobilistes, les camionneurs ont manifesté leur solidarité, en déployant des banderoles, des mots d'ordre solidaires. Au fur et à mesure, du parcours, le cortège des marcheurs se grossissait, et à chaque étape les soirées culturelles étaient animées de chansons, avec la participation bénévole de plusieurs groupes de chanteurs, et d'artistes de gauche.

Au travers de cette marche, les luxembourgeois représentaient toute la classe ouvrière du pays. Tous les ouvriers et travailleurs de la région de Charleroi, de Liège et du pays flamand se se sont sentis représentés par la volonté et la décision de combat des luxembourgeois. La crise est la même dans le pays de Charleroi, à Liège, et en Flandres. C'est la crise du capitalisme. Les marcheurs n'ont pas seulement défendu leur région, mais ont montré que la seule solution à cette situation catastrophique pour la région est la nécessité d'un changement politique. Voilà pourquoi ils marchent sur Bruxelles, qui représente le centre de la prise des décisions politiques, et du Parlement. Beaucoup ont dans la mémoire les grèves de 60-61, parce que toutes les manifestations avaient également comme objectif, marcher sur Bruxelles pour faire céder le gouvernement. Au travers de cette marche, ils ont montré à toute la population que la solution à tous les problèmes est politique, et que malgré les promesses faites par un ministre socialiste comme Willy Claes, le gouvernement ne va rien pouvoir changer ni résoudre aucun problème.

Le gouvernement belge ne peut résoudre ces problèmes parce que la crise du capitalisme en Belgique fait partie de la crise totale du capitalisme à échelle européenne et mondiale. Il concentre toute l'industrie sidérurgique dans des grands monopoles, exclusivement en fonction de ses intérêts sans se préoccuper des masses travailleuses. Voilà pourquoi il n'a pas intérêt au développement de la sidérurgie ou de la métallurgie à Charleroi et au Luxembourg. La solution n'est donc pas dans la recherche de banquiers pour investir et "sauver" les régions. Déjà à plusieurs reprises, des tentatives de ce type ont été faites, l'Etat a donné des subsides, mais au lieu que ces capitaux servent à maintenir l'emploi, ils ont servi à gonfler les caisses patronales.

La solution efficace à la crise de la sidérurgie est la reconversion complète en fonction des besoins de la population. Le gouvernement Tindemans n'a pas intérêt à développer une telle politique, et les socialistes au gouvernement n'ont pas non plus les moyens de la développer, parce que pour la réaliser, il est nécessaire de planifier l'économie, et pour cela exproprier les entreprises capitalistes. Avec les socialistes, le gouvernement Tindemans peut céder sur un point ou sur un autre, comme par exemple à Gleverbel ou avec le Grand Bazar de Liège, mais la structure ne change pas, globalement, les problèmes restent les mêmes, le chômage augmente constamment, les conditions de travail se détériorent ainsi que le niveau de vie des masses.

La manifestation des nationalistes flamands à Dixmude est aussi une expression de l'impasse dans laquelle se trouve le capitalisme belge. Elle représente des secteurs de la bourgeoisie qui veulent exercer une pression sur le gouvernement Tindemans pour ne pas respecter le Pacte Communautaire, pour que les socialistes se tiennent tranquilles en respectant le Pacte et surtout pour ne pas poser de perspectives de transformations sociales en Belgique. Ils étaient quelques dizaines de milliers, mais ne représentent aucune force sociale.

La force sociale se trouve dans toutes les manifestations, les mobilisations de la classe ouvrière et des masses, comme l'occupation du Grand Bazar de Liège et la marche des Liègeois sur Bruxelles le même jour que la marche des travailleurs du Luxembourg.

suite page 4

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous!

LUTTE OUVRIERE

ORGANE DU PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE TROTSKISTE
Section Belge de la IVe INTERNATIONALE POSADISTE

7 Francs | 15ème Année | N° 286 | 15 juillet 1977

Périodique bi-mensuel — Envoyer toute correspondance à LUTTE OUVRIERE — BP 273 — 6000 Charleroi I
Abonnement de 12 numéros : 80 F. — Abonnement annuel : 150 F. — Abonnement de soutien : 500 F.
A verser au CCP 000-09762.34-26 de C Pôlet — Editeur Responsable : C. Pôlet — 51a, rue Garibaldi — 1060 Bruxelles.

LA POLEMIQUE ENTRE "TEMPS NOUVEAUX" ET CARRILLO ET LA NECESSITE D'UN DEBAT OUVERT DANS LE PARTI COMMUNISTE EN BELGIQUE

Les critiques de la revue soviétique "Temps Nouveaux" contre Carrillo sont l'indication, non de ruptures ou de scissions dans le mouvement communiste mondial, mais bien, d'une nécessité très profonde de discuter tous les problèmes de la lutte contre le système capitaliste, de l'organisation et la construction de la société socialiste, de la dictature du prolétariat, l'internationalisme prolétarien, la préparation de l'impérialisme à la guerre, les relations entre les mouvements révolutionnaires du monde et les Etats ouvriers. Lorsque le PC Espagnol, Français et Belge également, ont résolu d'abandonner la conception de la dictature du prolétariat, et de défendre les voies nationales vers le socialisme, ils n'ont pas clôture une discussion, ils ont suelement commencé à la mettre en avant. Et cette discussion sur tous les principes du marxisme en est encore à son début, parce que les partis communistes et les Soviétiques non plus, ne touchent aux problèmes fondamentaux : quelle est la nature et l'origine de cette politique et cette conception des "voies nationales au socialisme", de l'indépendance de chaque parti, de l'existence de la bureaucratie; ils ne posent pas encore de façon constante l'analyse et les conclusions de l'étape actuelle de l'histoire, où les décisions vont se prendre système contre système, où l'impérialisme, mondialement se prépare à la guerre contre les Etats ouvriers, où aussi les masses des pays les plus arriérés qui entrent dans la révolution, passent directement du féodalisme au socialisme.

Dans leurs critiques au livre du cde Carrillo sur "l'eurocommunisme", les Soviétiques ont en général raison. Mais c'est absurde de traiter Carrillo d'ennemi, d'agent du capitalisme mondial tout comme il est faux, de la part des camarades espagnols, d'accuser la direction de l'Union Soviétique d'être impérialiste. Carrillo adresse des critiques à la bureaucratie de l'Union Soviétique, qui correspondent à la situation d'il y a 30 ans, quand Staline dirigeait la bureaucratie. Il ne parle pas, par exemple, de l'intervention de l'Union Soviétique et de Cuba en Afrique, de l'aide que l'URSS est en train de donner aux mouvements révolutionnaires de libération dans le monde, de l'incorporation dans la nouvelle Constitution de l'URSS, du principe que l'Union Soviétique a pour fonction de participer à l'extension mondiale du socialisme et de soutenir tous les mouvements de libération anti-impérialistes. Depuis l'époque de Staline, qui a trahi et livré au capitalisme la révolution espagnole, la révolution grecque etc.., la bureaucratie soviétique a perdu son monolithisme, la révolution a progressé dans le monde entier, et l'Union Soviétique comme tous les autres Etats ouvriers a réalisé un progres économique, social très profond sur la base de cette structure d'Etat ouvrier; et surtout, il se développe la compréhension et la conscience que l'impérialisme mondial se prépare, globalement, à la guerre, qu'il s'agit d'un règlement final de comptes entre le système capitaliste mondial et le camp de la révolution socialiste — pays socialistes, Etats révolutionnaires, et mouvement ouvrier.

Cette polémique ne se fait pas encore sur des pases objectives, mais sur la base d'accusations réciproques, où les différents partis défendent des conceptions liées à des intérêts locaux, de conciliation avec la bourgeoisie en Espagne, ou de relations bureaucratiques dans les pays socialistes. La position des Soviétiques n'est pas homogène non plus, ni celle des autres Etats ouvriers. En lançant cette critique à Carrillo, un secteur de la direction du PC Soviétique a cherché à provoquer une discussion plus à fond dans le mouvement communiste mondial, mais il l'a fait, lui aussi, de façon bureaucratique et catégorique; et les Soviétiques, d'autre part, ne sont pas allés plus loin dans leurs critiques au PC Espagnol, pour éviter que la discussion, au sein même de l'Union Soviétique, ne s'étende sur tous les problèmes : entre autres sur la nécessité de l'unification entre la Chine et l'URSS, sur le développement de la démocratie soviétique, sur la nature de la bureaucratie etc...

Mais ce qui est le plus important, c'est que tous les partis communistes, tous les Etats ouvriers (inclus la Chine) doivent se mettre à discuter les problèmes fondamentaux de cette étape, et mettre à la lumière, des principes scientifiques qui ont été enterrés pendant 50 ans, aussi bien en Union Soviétique que dans les autres Partis communistes, et en particulier dans le PC Espagnol. C'est pourquoi, à partir de cette critique de "Temps Nouveaux", tous les PC interviennent, les directions de la Yougoslavie, de la Hongrie, l'Abanie également. En Pologne, le Comité Central du PC revendique que Trotsky avait raison en posant la nécessité d'un front unique du mouvement ouvrier face au fascisme. En Espagne, Carrillo reprend toute une analyse de Trotsky sur la bureaucratie soviétique. En Union Soviétique, et à Cuba, les camarades du PC, Fidel Castro appuient des thèses de la révolution permanente, quand ils défendent le principe que les peuples des pays les plus arriérés peuvent passer directement à la construction du socialisme, sans devoir

suite page 4

LA NOUVELLE CONSTITUTION SOVI

29.5.77

J . P

Tout en maintenant le pouvoir bureaucratique, les changements contenus dans la Constitution d'Union Soviétique en affaiblissent beaucoup ses bases, surtout quand ils étendent la conception du socialisme à un système mondial. Ces conclusions de la bureaucratie secouent tout l'appareil bureaucratique des Etats ouvriers, et l'Union Soviétique est à la tête de tout cela. Cela confirme de nouveau que les stimulants peuvent venir de n'importe où, mais que les décisions se prennet à Moscou. C'est la révolution la plus complète dans laquelle se concentrent les progrès les plus grands.

Quand à travers la constitution soviétique la bureaucratie doit admettre comme un principe que le socialisme est un système mondial, cela signifie que l'ordre de l'économie est mondial : c'est un système mondial qui manque à la direction consciente politique, programmatique, pour que l'économie fonctionne dans un ordre mondial. Dans cet ordre mondial, le capitalisme n'a pas de place parce qu'il empêche de planifier. Tout ceci développe la conscience des cadres du mouvement communiste mondial et désintègre la bourgeoisie.

La direction de l'Union Soviétique ou de n'importe quel Etat ouvrier n'est ni homogène, ni conséquente. Elle prend des mesures pour se défendre elle-même, en essayant de tirer avantage de la relation de forces la plus grande avec l'impérialisme, et prend par conséquent une série de mesures qui vont être défavorables au système capitaliste. Mais il n'y a aucune continuité dans son intervention, elle n'a pas conscience, n'évalue pas la situation globale pour intervenir en tant qu' Etat ouvrier afin d'écraser le capitalisme. Elle cherche à avancer sans que surgissent de plus grandes complications, non en écrasant le capitalisme, mais en le surmontant, en le dépassant et en le faisant reculer, y inclus avec l'espoir qu'il puisse empêcher la guerre.

Mais même ainsi, toutes ces mesures indiquent une élévation des luttes inter-bureaucratiques et du processus bureaucratique des Etats ouvriers. Il faut attendre la poursuite de ces luttes en Union Soviétique. Ce qui est fondamental est la lutte intérieure qui s'est définie par ce progrès. Ce qu'il faut alors voir est ce qui va se passer après, comment cela va-t-il se répercuter sur le reste des Etats ouvriers et même de la Chine. Toutes les mesures qu'ils ont prises, les déclarations qu'ils ont faites et font, se faisaient déjà auparavant Ce n'est donc pas une modification, ni un changement de politique, mais une affirmation programmatique qui va voir des conséquences postérieures. Mais ils continuent à faire la même chose que ce qu'ils faisaient jusqu'à maintenant. Il est alors nécessaire de voir comment cela se discute dans chaque pays.

Il faut voir que tout en étant une bureaucratie, le progrès se fait de cette façon. Ce n'est pas un progrès déterminant, défini, qui utilise consciemment la relation de forces favorables, mais qui essaie d'avancer par rapport à ces forces, sans mettre en danger ou sans accroitre le danger de son propre pouvoir bureaucratique. Mais chaque fois, tout en maintenant son intérêt bureaucratique, le bureaucratie se voit obligée à défendre de façon plus accentuée et directe les intérêts de l'Etat ouvrier, de manière globale et historique, comme ces mesures qu'elle vient de prendre, qui signifient un progrès historique partiellement satisfaisant.

Il faut intervenir dans la discussion des partis communistes, y peser et aider les militants communistes, les sans partis, les "gauchistes".

Le développement de la démocratie soviétique, l'élimination de la dictature du prolétariat, s'expriment dans la suppression d'organes. C'est la forme directe. Des organes sont supprimés parce qu'il y a déjà une maturité de la population qui intervient, juge, analyse et résoud en tant que population. Mais ici il n'y a aucun organe d'intervention des masses. Les mêmes organes antérieurs continuent d'exister : gouvernement parlement, présidence, syndicat. D'autre part, l'élimination de la dictature du prolétariat doit signifier qu'il n'y a besoin d'aucun pouvoir coercitif par rapport à ceux qui sont contre, mais aussi aucune forme d'organisation spéciale, parce qu'existe déjà la maturité pour que de tels organes ne soient pas nécessaires. Cette maturité ne peut avoir lieu dans aucun Etat ouvrier tant qu'existe le régime capitaliste. Il peut y avoir une maturité politique très grande, mais le régime capitaliste existant toujours, c'est le facteur contraignant du capitalisme qui cherche à saboter, paralyser, préparer la guerre, la contre-révolution, des mesures réactionnaires. C'est la relation entre les Etats ouvriers et le capitalisme. Le système n'a pas été supprimé, et tant qu'il ne le sera pas comme système, les conditions pour supprimer la dictature du prolétariat ne seront pas mûres, car existe le système capitaliste contre lequel il faut faire la guerre, la lutte de classe quotidienne. Il ne s'agit pas de lutte de classes à l'intérieur de l'Union Soviétique, mais de la lutte de classes contre le système capitaliste. Mais même ainsi, il existe dans les Etats ouvriers des formes atténuées de lutte de classes, en ce qui concerne le salaire, le travail, les conditions de travail, la distribution inégale, le travail étant rétribué en fonction de "à chacun selon sa capacité" et non "à chacun selon ses besoins". Il y a une distribution inégale du salaire en fonction de ce que chacun peut faire, ce qui est une incitation à tirer avantage de cette situation, et qui fait partie de la lutte de classes.

Les conditions ne sont pas mûres pour éliminer la dictature du prolétariat, parce qu'existe le régime capitaliste et la distribution inégale qui est aussi capitaliste. "A chacun selon sa capacité" correspond à une distribution capitaliste, tandis que le socialisme élimine cette consigne et la change par "à chacun selon ses besoins". Les organes de coercition peuvent être alors supprimés. Ce n'est pas seulement l'influence du prolétariat qui assimile les autres couches de la population à la conception prolétarienne, mais aussi cette relation. Mais que signifie assimiler à la conception prolétarienne? La conception prolétarienne est le sentiment de justice correspondant à "à chacun selon ses besoins". En Union Soviétique n' existe pas cela.

C'est pour cette raison que ces changuements ne sont pas motivés historiquement parce que les conditions sont mûres, mais par un intérêt de la bureaucratie dans sa lutte intérieure, ainsi que pour se défendre du prolétariat, et pouvoir contenir l'avance de la classe ouvrière afin d'imposer à elle-même des modifications dans les relations sociales de distribution plus égales. Tout cela va se discuter dans les partis communistes, avec le grand poids que l'Union Soviétique signifie. Ces changements tendent et vont tendre à chercher des relations avec les partis communistes, en leur faisant des concessions pour supprimer ou atténuer les affrontements de la bureaucratie des Etats ouvriers avec celle des Partis communistes.

Même avec cette signification, il s'agit d'un progrès, car pour maintenir la conclusion que la classe ouvrière a assimilé les autres couches de la population ils vont devoir s'étendre dans tout le monde pour essayer de généraliser le socialisme ou des mesures socialistes, commençant par l'étatisation. Ils vont être obligés à faire cela, à généraliser.

La nouvelle constitution dit que la classe ouvrière a déjà assimilé les autres couches de la population, et qu'il n'y a déjà plus aucune propriété capitaliste, chose qui n'est pas vraie non plus, bien que la grande et la moyenne propriété n'existe pas. Il en existe de petites s'occupant de la distribution, des artisans, des petits commerces. Il existe aussi l'héritage de maisons. Il ne s'agit pas de propriété, car cela n'existe pas, mais une maison peut être transmise par héritage, ce qui signifie une inégalité entre ceux qui ont une maison et ceux qui n'en ont pas. L'inégalité existant, il y a par conséquent une distribution injuste et inégale, qui motive la lutte parce que la conception socialiste est "à chacun selon ses besoins", et non "à chacun selon sa capacité". C'est la nécessité qui détermine la consommation et non la capacité. Ces problèmes vont se discuter dans peu de temps et vont avoir un très grand écho. Nous allons y intervenir.

Cela va produire des effets sur les autres Etats ouvriers, pouvant être de concurrence ou de suivisme. Il faut voir comment réagit la population soviétique, ce que va démontrer la discussion qui va se faire s'il y a une acceptation inconditionnelle ou diverses résistances, et quelles modifications cela entrainera-t-il. Bien que la direction détermine les cartes à faire connaître concernant l'opinion sur la nouvelle constitution, s'il y a résistance cela va s'exprimer de toutes façons. Il faut voir alors dans quelle mesure et avec quelle profondeur cette résistance s'exprime-t-elle.

Mais de toutes façons c'est un progrès parce qu'il s'agit d'une centralisation du pouvoir bureaucratique, qui élimine des couches inférieures et permet une influence plus grande du prolétariat, ce qui va les conduire à devoir chercher un plus grand appui dans le prolétariat.

Ce sont des problèmes nouveaux qui n'ont jamais été discutés, et d'après ce qu'on voit, que les partis communistes n'ont aucun intérêt à discuter. Les "gauchistes" vont intervenir en critiquant, en écrasant, en rejetant. Nous devons intervenir en donnant cette signification : c'est une plus grande centralisation des Etats ouvriers qui va permettre un plus grand développement de leur lutte contre le système capitaliste, bien que ces mesures affirment le pouvoir de la grande bureaucratie et en élimine d'autre couches. Nous avons prévu, tout cela dans nos textes, mais il faut voir sous quelle forme concrète se donne ce processus, tenant compte surtout du fait qu'ils parlent d'un principe qui n'existe pas : le prolétariat a déjà assimilé toutes les couches de la population. Dans un certain aspect c'est ainsi, il n'y a pas en Union Soviétique de couches qui dorment avec la propriété privée. Mais cela n'élimine pas la nécessité de la dictature du prolétariat. Il existe une distribution inégale qui est une source d'injustices, de différences, qui est une forme de la lutte de classes. Pour donner un exemple, la bureaucratie veut donner 20 au prolétariat et prendre 100 pour elle, alors qu'il est nécessaire de répartir 50 et 50. Cela signifie que la lutte de classes continue, d'une façon atténuée, comme nous le disons dans nos textes. Elle ne conduit pas à des situations antagoniques comme dans le système capitaliste mais elle existe. C'est pour cela que nous avons écrit un texte sur la lutte de classes dans le système capitaliste et dans l'Etat ouvrier. Dans le système capitaliste, la lutte de classes conduit au renversement de celui-ci et à une transformation sociale. Dans l'Etat ouvrier, elle conduit à un dépassement ou à une élimination de l'appareil arbitraire, arrogant, du distributeur injuste, afin de rendre la distribution égale. Cela ne demande pas de transformations sociales, mais des changements politiques et une plus grande intervention politique du prolétariat.

Ce sont des problèmes nouveaux dans l'histoire qu'il faut discuter. L'Union Soviétique déclare qu'Il n'y a déjà plus besoin de la dictature du prolétariat. Cette discussion va permettre une bonne polémique. Le principe "à chacun selon sa capacité" est déterminé par la richesse économique, par la capacité de production. Mais même sans atteindre les bases matérielles pour une distribution en fonction besoins, c'est un principe politique, social, scientifique, qui avec la maturité politique d'un Etat ouvrier, peut s'appliquer sans qu'il y ait la richesse pour le faire. Si l'Etat ouvrier soviétique a déjà atteint un niveau d'influence du prolétariat tel que celui-ci assimile déjà les autres couches de la population, les conditions existent alors pour appliquer le principe "à chacun selon ses besoins". S'il n'en est pas ainsi, c'est la relation du système capitaliste "qui peut le plus gagne plus" qui continue, c'est la relation de force de la propriété privée.

L'autre aspect essentiel est que la différence entre l'une et l'autre couche de la population n'est pas déterminée par le fait que l'un soit plus capable que l'autre, mais par le besoin de catégories de travail distinctes, qui sont établies par le système capitaliste et par l'Etat ouvrier lui-même. Par exemple, tout le monde ne peut devenir mécanicien spécialisé, il existe une limite. Ceux qui ne peuvent le devenir gagnent moins. Par contre, il y a un réel besoin de paysans. Alors pourquoi le paysan s'il n'a pas d'autre chemin pour travailler, doit il gagner moins et manger moins que l' autre ? "A chacun selon ses besoins" est un principe social déterminé par une considération humaine, et non une considération de propriété, de profit. Il faut alors discuter cela.

La lutte de classes continue parce que la distribution est inégale. Celui qui tend à gagner plus va défendre ce principe et être stimulé à former des couches, des petits cercles, des tendances, des groupes pour cette tâche de défendre leur meilleur salaire, leur meilleur traitement mensuel. Comme il existe des différences de salaires, il existe aussi des différences de rémunérations d'autre nature, d'heures supplémentaires, de primes d'assiduité, de rendement.

Ce sont des principes qui ne sont pas déterminés par la capacité politique de la direction mais par le développement objectif économique à l'intérieur de l'Etat ouvrier, la capacité poltique de la direction n'intervenant que par la suite, -insi que le mûrissement du prolétariat et son fonctionnement.

Par conséquent pour éliminer la dictature du prolétariat il est nécessaire que la société n'ait pas d'ennemis intérieurs de préoccupations, de divergences ou de différences intérieures. La distribution inégale des salaires existant, il y a donc divergences et différences de toute sorte, parce que cela stimule la création d'intérêts matériels, de formes de jugement en fonction de l'entrée d'argent et non en fonction du principe "à chacun selon ses besoins". Une chose est la possibilité, une autre la nécessité Une chose est la condition déterminante de "à chacun selon sa capacité", une autre celle de "à chacun selon des besoins". On ne peut supprimer un principe sur la base de déclarations, mais il faut déterminer, sur la base des relations sociales existantes, s'il n 'y a pas les conditions en Union Soviétique pour appliquer "à chacun selon ses besoins".

Même avec la limitation et le peu de possibilités économiques, si la maturité politique existe, on peut déjà distribuer en fonction de "à chacun selon ses besoins". C'est en principe ce que font le Vietnam et le Cambodge, qui ont éliminé la monnaie et le salaire. Ce sont des principes qu' il faut discuter et il est intéressant de voir qu'en Union Soviétique surgit cette conclusion au moment où le Cambodge a adopté ces mesures et où le Vietnam tend à éliminer également "à chacun selon sa capacité" pour établir "à chacun selon ses besoins

Il faut intervenir avec ces exemples pour montrer que ce principe n'est pas déterminé par le manque de moyens économiques, mais par le manque d'une direction politique nécessaire pour cela. Le principe de distribution inégale crée aussi la lutte de classes, sous forme atténuée, très limitée, mais il la crée par la défense de lintérêt de celui qui reçoit plus face à l'autre, et parce que s'établissent des différenciations de catégories sociales de toutes sortes. Ce sont des catégories qui sont égales face à l'Etat soviétique, mais partiellement. Celui qui gagne plus est mieux que celui qui gagne moins, il peut acheter plus, vivre mieux. Celui qui gagne moins vit moins bien, il s'agit alors d'inégalités.

Si le prolétariat a assimilé les autres couches de la population, il faut alors éliminer aussi le salaire. Cela va engendrer une discussion très importante, qui va durer et qui va avoir de l'écho dans les partis communistes où vont se former des discussions qui vont faciliter et permettre

TIQUE

OSADAS

notre intervention, parce qu'il s'agit de principes qu'il faut discuter. Nous allons également nous diriger à la direction des Etats ouvriers, entre autres à l'Union Soviétique, mais en montrant que tout cela se fait ainsi. Cela va avoir un écho et un accueil dans quelques Etats ouvriers, certainement au Mozambique, au Cambodge, au Vietnam et en Allemagne. Cela va établir de toutes façons, sans que cela parvienne à une solution ou à une résolution, un principe de discussin et d'admission de notre intervention dans cette discussion.

Avec cette constitution aucune nouvelle conclusion ou orientation ne s'incorpore, tout cela existe déjà d'avant. Cela fait beaucoup d'années qu'on ne parle pas de dictature du prolétriat en Union Soviétique. Maintenant, ils donnent l'explication que l'étape de la dictature du prolétariat s'est déjà accomplie, qu'il n'y a plus de capitalisme, plus de couches bourgeoises capitalistes qui puissent mettre en danger l'Union Soviétique. Ils donnent une jusitification théorique et politique. Tout cela cache des intérêts bureaucratiques mais résoud aussi en partie des problèmes qu'il est nécessaire de résoudre. Jusqu'où la dictature du prolétariat doit-elle être appliquée ? Ils l'ont supprimée de façon arbitraire, alors que les conditions de la dictature du prolétariat ne sont pas encore eliminées, bien qu'elles ne soient pas non plus comme à l'époque deStaline. Elles sont beaucoup plus faibles maintenant car il n'y a déjà plus une telle nécessité.

Par exemple, une des conditions de la dictature du prolétariat était la lutte inter-régionale et l'affrontement de la bureaucratie avec celle-ci. Maintenant existe par contre une relation plus grande entre l'Etat ouvrier et le prolétariat. Il y a une plus grande fusion, un plus grand développement et une plus grande de stabilité de l'Etat ouvrier face au capitalisme. Cela est évident, mais le capitalisme n'est pas éliminé.

Marx et Lénine posaient la disparition lente de la dictature du prolétariat. Elle ne se supprime pas parce que le jour est venu, mais disparait peu à peu, ses fonctions s'éliminant normalement par la population.

Cela va engendrer une discussion très riche, parce que la déclaration de l'élimination de la dictature du prolétariat n'affaiblit en rien l'Union Soviétique. Elle était déjà éliminée. Mais par contre, elle peut l'affecter du point de vue de la conception théorique et programmatique. Dans les autres pays, par exemple en Yougoslavie, il faut maintenir la dictature du prolétariat, la même chose en Roumanie, en Pologne, où existe une couche très grande de la population se basant sur la propriété privée.

Les conclusions et les changements n'apparaissent pas encore de façon complète. Il y a déjà des expositions sur l'orientation mais rien de plus. Le changement de Podgorny n'est pas n'importe quoi : c'est un changement de la relation de forces des tendances intérieures. Podgorny ne représentait pas unepolitique plus audacieuse et plus résolue que Brejnev, mais, la droite de Brejnev. Il est le représentant de tendances et de couches de la bureaucratie liées à d'autres secteurs de l'Etat ouvrier. Mais tout en attendant une conclusion plus précise, il est évident qu'ils ne font pas cette nouvelle constitution parce que c'est un bon moment ou parce qu'ils ont eu l'idée de le faire, mais parce que cela obéit à une nécessité politique. La constitution résoud une série de luttes internes en Union Soviétique, et si elle ne les résoud pas c'est une tentative de le faire afin de concentrer les pouvoirs en une couche fixe et ferme de la bureaucratie, que représente Brejnev. C'est le secteur de la bureaucratie qui veut avancer dans le progrès de mesures socialistes, en évitant la guerre.

Les effets que cela va avoir dans la politique soviétique ne sont pas importants, parce qu'ils le faisaient déjà et qu'il n'y a aucun changement. Mais dans le capitalisme va se fixer la conviction qu'il ne faut attendre aucune attitude de conciliation de la part de la bureaucratie soviétique qui lui permette de céder de façon très importante. Des concessions se font entre le capitalisme et le bureaucratie, mais pour se soutenir, cette dernière est plus proche de la nécessité du développement mouvements socialistes. Pour cela il est important que la constitution fixe de toutes manières un principe programmatique constitutionnel de lutte système contre système. Bien qu'il ne s'agisse pas de fondements et de positions politiques, ce sont des fondements système contre système. L'union Soviétique propose comme objectifs de son e existence la lutte pour la paix, la démocratie et le socialisme.

C'est un principe de la constitution qui va tendre à se généraliser sous forme concrète d'application. Bien que le bureaucratie soit incertaine, instable, ceci est la base qui va impulser n'importe quelle direction. En même temps, cette résolution donne l'impression d'une dispute intérieure qui va permettre à la bureaucratie soviétique autant d'accords de conciliation des plus importants avec l'impérialisme, que d'attitudes plus résolues contre celui-ci.

Cela va aussi avoir de l'effet sur l'ensemble de la vie en Union Soviétique. Le principe selon lequel la dictature du prolétariat n'est déjà plus nécessaire est erroné. Ce n'est pas une altération concrète parce qu'ils le faisaient déjà, mais un principe erroné parce qu'il donne un fondement basé sur des conclusions erronées, répondant à un intérêt, et théoriquement fausses, qui peut avoir des conséquences pour d'autres pays. Mais cette constitution qui est un principe parce qu'elle est un programme, ne dit pas qu'il en est ainsi dans tout le monde. Elle parle pour l'Union Soviétique, mais aussi, cela va motiver en même temps des discussions intérieures qui vont permettre d'atténuer la portée de l'affirmation que la dictature du prolétariat a déjà accompli sa fonction. Cela va donner lieu à des discussions intérieures très grandes.

Un autre principe erroné qui a en même temps un certain avantage, est de faire du secrétaire du parti le président du pays. Dans ce cas le président était aussi avant membre du parti, mais le parti se soumettait au gouvernement. Par contre maintenant, le gouvernement est soumis au parti, et le parti permet une plus grande influence de la classe ouvrière, de la lutte de classes et du mouvement communiste mondial. Mais cela permet aussi d'assujettir de façon plus directe le parti aux accords réalisés par la présidence.

Ce sont toutes des conclusions prises par un secteur de la grande bureaucratie contre le reste représenté par les secteurs ayant des intérêts locaux, partiels, se heurtant à l'intérêt global de la grande bureaucratie. C'est le fond de tous ces changements : la grande bureaucratie est arrivée à s'unifier par-dessus les intérêts locaux, régionaux ou

suite p.4

LES ELECTIONS EN ESPAGNE, DEFAITE DU CAPITALISME MONDIAL J. POSADAS 19.6.77

Ces élections sont une victoire pour la gauche, y inclus pour les communistes dont les résultats ne sont pas mauvais. Elles indiquent avant tout une grande impulsion à la gauche, et cela après 40 ans de fascisme. Cela signifie que les conditions pour avancer vers la suppression de la monarchie et du système capitaliste sont profondément favorables. Ce triomphe de la gauche va influencer toute l'Europe parce qu'il réduit les points d'appui de la réaction, des secteurs impérialistes, et augmente au contraire les bases d'influence des partis ouvriers sur la petite bourgeoisie, les paysans.

Il faut compter que ce résultat en Espagne va exercer une très grande influence. Les partis ouvriers doivent établir leur programme et organiser leur activité en tenant compte de ces conditions, ne pas laisser Suarez décider. La gauche a eu plus de voix que la droite et le centre. Et ce dernier, qui s'est appuyé sur la droite, a reçu un soutien qui ne correspond pas à sa politique, celui d'un secteur de la petite bourgeoisie qui a voté pourlui, parce que communistes et socialistes n'ont rien offert de très différent des autres. Ils ont proposé la démocratie, le travail, quelques améliorations, mais pas un programme de transformations sociales, d'expropriation du capitalisme, d'augmentation du rôle de la classe ouvrière en tant que force démocratique.

Le problème n'est pas d'attendre pour s'habituer ou raffermir la démocratie, ou accoutumer l'armée à accepter ce processus. Il est vrai que l'armée pouvait faire un coup. Mais si elle a dû faire des élections, c'est parce qu'il n'y a pas de base en elle pour faire le coup. Les choses étaient déjà décidées quand Suarez a lancé la reconnaissance du Parti Communiste et fait toute cette quantité de réunions. Ce qu'ils ont fait étaient le moindre mal pour le capitalisme. Ils auraient continué avec Franco s'ils avaient pu. Ils ne l'ont pas fait à cause des contradictions du système capitaliste que le fascisme a aiguisées au maximum et qui ont affaibli le capitalisme espagnol dans la concurrence mondiale. L'autre raison est qu'à aucun moment, les masses ne se sont laissé abattre. Ce n'est pas le roi, ni la bourgeoisie espagnole ni l'impérialisme mondial qui ont décidé d'accorder la démocratie : ils ont été contraints à céder.

La classe ouvrière est consciente que c'est elle qui a arraché ces droits démocratiques bourgeois. Il faut tirer cette conclusion ! Il n'y a pas là une concession de la bourgeoisie qui se serait rendue compte que c'est mieux comme ça : elle n'a pas eu d'autre remède. Elle a laissé mourir Franco, l'a enterré et a chassé le fascisme.

La conclusion à tirer est celle du front unique pour le maintien et l'extension des libertés démocratiques, mais aussi avec un programme économique de transformations, d'expropriations, d'étatisations et de planification de la production, d'intervention du mouvement ouvrier, des syndicats et centrales ouvrières : un front unique des communistes, des socialistes, des groupes de gauche, des centrales ouvrières et des syndicats.

Il faut considérer comme un point fondamental le poids mondial de la lutte de la classe ouvrière, et en particulier le progrès des Etats ouvriers qui font une politique plus unie à la lutte anti-capitaliste. Cela a influencé le prolétariat espagnol. Celui-ci n'a pas voté pour la démocratie, pour les droits démocratiques, mais contre le système capitaliste. La petite bourgeoisie n'a pas été plus attirée par lui, parce qu' elle n'a pas vu de programme, d'appel à des transformations sociales, Il y avait un programme de démocratie, de droits démocratiques, mais cela n'est pas un pôle d'attrction pour la petite bourgeoisie. Suarez parlait aussi de démocratie, le fait même qu'il faisait des élections est de la démocratie. Il n'y avait pas de la part des partis ouvriers un appel à unir les droits démocratiques et des transformations sociales.

Il faut discuter que le fascisme fut écrasé par la lutte mondiale du prolétariat, par le progrès des Etats ouvriers, en particulier de l'Union Soviétique, qui a réduit la capacité de manoeuvre et d'intervention du capitalisme, aidé à désintégrer l'appareil fasciste et stimulé le prolétariat à voir qu'il peut avancer.

Après 40 ans de domination du régime franquiste, les élections donnent plus de 40 % à la gauche. Les voix qui sont allées à Suarez ne sont pas de droite, mais du centre contre la droite, et un grand nombre de ces votants veulent voir se réaliser les réformes démocratiques du programme de Suarez. Cette première épreuve montre la très grande concentration de la volonté du prolétariat qui a entrainé descouches petites bourgeoises, paysannes, à voter à gauche.

Le centre-droite de Suarez a compté sur l'absence de directions résolues des partis ouvriers. Les revendications démocratiques devaient constituer un point essentiel mais pas le seul. Les gens n'ont pas été invités par les partis à voter, à lutter pour des transformations sociales. Ils étaient appelés à voter pour des changements, des améliorations démocratiques.. Aucun programme ne prenait comme centre les transformations sociales. On ne peut pas dire que peu de gens ont voté pour des changements sociaux, puisqu'aucun parti n'y faisait appel. Les syndicats n'ont pas non plus été invités à appuyer un tel programme.

Suarez a recueilli les voix de la petite bourgeoisie qui espère des progrès, des améliorations au moyen de la démocratie. Cela ne veut pas dire qu'elle aspirait à la démocratie bourgeoise, car celle-ci ne signifie qu'un droit limité à donner un avis, àparler ou à décider, en fonction de la force détenue par la bourgeoisie au pouvoir. La démocratie bourgeoise n'est rien d'autre que cela.

Les élections ne sont pas une épreuve définitive, on ne peut faire de jugement durable à partir d'elles. Ce n'est pas une victoire pour Suarez si celui-ci a un peu plus de voix que les socialistes. Il n'y a là aucune force immense. C'est le prolétariat qui a fait preuve de la plus grande concentration car il a entrainé des secteurs paysans et petits bourgeois. Les communistes, plus les socialistes et les autres groupes de gauche, réunissent plus de 40 % des voix, tandis que les forces du gouvernement n'obtiennent pas autant. Pour être majoritaires, ils doivent compter sur les votes de la droite et de la démocratie-chrétienne. Ce n'est pas une définition sociale mais une épreuve très circonstancielle et transitoire.

Ce processus n'est pas un progrès de la "démocratie", mais du rapport de forces mondial dont la base essentielle se trouve dans les Etats ouvriers (pays socialistes) et les Etats révolutionnaires qui empêchent le capitalisme d'organiser la politique, l'action militaire et l'économie selon sa convenance. Il est harcelé par le développement mondial de la lutte des masses, par le progrès des pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique Latine vers des Etats ouvriers, et elle ne lui a pas permis de profiter de Franco. De la même manière, il n'a pas pu profiter de Hitler. Celui-ci représentait une défense du système capitaliste contre l'avance du socialisme, mais il était aussi un produit des contradictions internes de la concurrence intercapitaliste. Le capitalisme n'a ni la force, ni la capacité de contenir les Etats ouvriers.

Nous félicitons les partis ouvriers pour leur succès, et aussi le Parti Communiste. Mais ce succès aurait pu être beaucoup plus important, s'ils avaient pris un programme plus avancé de revendications de transformations sociales. Entre autres, mettre le roi en question, et poser que l'Espagne n'est pas en conditions d'un développement démocratique, mais qu'elle va avoir tendance à revenir à la période de Franco. Elle n'a pas de conditions économiques, Le prolétariat au pouvoir sera en conditions, parce qu'il aura éliminé la propriété privée.

Tout cela montre bien que les élections ne sont qu'une épreuve transitoire, elles vont être suivies par de grandes luttes et mobilisations où les communistes et les socialistes, et surtout les syndicats, vont avancer une série de positions de transformations sociales, d'étatisations, et surtout la lutte contre le roi. Qui appuie ce roi ? Qui représente-t-il ? Le roi a été imposé par Franco, c'était une tentative de la part de la grande bourgeoisie pour garder le pouvoir au travers de la monarchie et empêcher une redistribution des forces dans laquelle d'autres secteurs bourgeois imposeraient leurs candidats. Ils ont installé le roi afin que le grand capital garde le pouvoir de décider. Mais le roi ne va pas pouvoir exercer cette fonction, il va tomber bientôt.

A bref délai va se poser le besoin d'un front unique entre socialistes, communistes, groupes de gauche, groupes catholiques, petite bourgeoisie de gauche, pour chasser le roi et lutter pour des transformations sociales, pour maintenir et étendre les libertés démocratiques et les accompagner d'étatisations.

Les élections en Espagne...

Ce n'est pas correct d'attendre une étape de parlementarismepour renforcer la démocratie. Les masses ont l'expérience la capacité de lutter et une compréhension orientée bien à gauche. La bourgeoisie elle aussi a de l'expérience. Une période prolongée de développement d' une démocratie bourgeoise, limitée comme actuellement avec le maintien du roi, favoriseraiit la croissance de couches bureaucratiques, carriéristes, chez les socialistes, les communistes, les syndicats, et un Front unique entre eux pour faire durer cette situation.

La gauche a la majorité. Les élections sont un test très partiel et superficiel. Les luttes, les grèves et mobilisations des Basques, Catalans, Galiciens, de toute l'Espagne, ont été infiniment supérieures au résultat des élections. Cette épreuves montre un échec de la bourgeoisie, au travers de son aile franquiste, dans sa tentative d'écraser le peuple espagnol. Le rapport de forces mondial fut une des bases essentielles du renversement de Franco. Cela signifie que le capitalisme espagnol, au nom de capitalisme mondial, a cherché au moyen de Franco à affronter et détruire l'Union Soviétique, et étendre la réaction mondiale. Le résultat est qu'ils ont du liquider Franco et tolérer les communistes et les socialistes.

Les contradictions du système capitaliste sont un des facteurs empêchant sa propre stabilité. Le capitalisme ne se développe qu'au travers de la concurrence qui engendre une infinité de contradictions. Ce n'est pas un régime homogène, les intérêts privés le rendent hétérogène, tandis que le prolétariat, même s'il est hétérogène dans sa composition sociale, est homogène quant à ses objectifs, parce que l'avant-garde, les secteurs avancés du prolétariat, sont ceux qui dirigent le reste de la classe. Le capitalisme n'a pas réussi à faire de l'Espagne le front pour écraser la révoluition en Europe. L'Union Soviétique et les autres Etats ouvriers ont réussi, par contre, à impulser, soutenir, stimuler par leur seule présence et leur victoire sur le fascisme, le développement de la lutte des masses du monde contre le capitalisme, contre le fascisme et contre Franco.

Dans la prochaine étape en Espagne, on va discuter beaucoup pourquoi les communistes n'ont pas obtenu plus de voix. Pourquoi, après la guerre civile, il sort un parti centriste au lieu d'un gain des communistes : c'est à cause d'un manque de politique anti-capitaliste. On ne peut pas dire : "c'est à cause de toutes ces années d'oppression" si le franquisme a été renvoyé pour son incapacités. Les masses se sont soulevées contre le capitalisme. Pourquoi n'ont-elles pas voté communiste et socialiste ?

Même si ces élections n'ont servi que "pour balayer les cendres du passé" ou si d'autres élections vont suivre, ce n'était pas une raison pour ne pas développer un programme. Et les partis de gauche auraient eu, au moins le même nombre de voix avec un programme de trnsformations sociales, et ni l'armée, ni le roi, n'aurait pu s'y opposer: s'ils ont du légaliser les communistes et faire des élections, c'est parce qu'ils ne tenaient plus le coup autrement. La crise du capitalisme, l'empirisme de toutes ses contradictions ont déterminé le fait que la dictature de Franco conduisait l'économie espagnole à l'effondrement, parce qu'il concentre le pouvoir dans les mains de petits groupes, de la haute finance, de la banque, et aiguise ainsi les contradictions dans l'économie. Ils n'avaient plus aucune perspective. C'est pour cela que le capitalisme a fait des concessions, des élections. Le roi n'est pas devenu subitement démocrate ! Cette situation résulte, en partie d'une conquête des masses, et en partie du fait que le capitalisme ne puvait plus supporter ce degré de contradictions.

Dans ces conditions, il faut faire un front unique des communistes, socialistes, syndicats, centrales ouvrières, Commissions ouvrières, inclure la gauche démocrate-chrétienne, et les sociaux-démocrates, pour poser un plan de développement de l'Espagne, de planification de la production, d'expropriation, d'étatisations, de contrôle ouvrier, de meilleures conditions de vie, d'augemntation des salaires, de production pour la consommation intérieure et appeler, maintenant même, à la république. Même si tactiquement, on ne pose pas pour l'immédiat le renversement de la monarchie, il faut se préparer à envoyer ce roi à la merde. Et faire appel à l'armée pour le mot d'ordre : dehors le roi ! non à l'OTAN ! comme le posent les socialesties : quand ils disent "neutralité", cela veut dire : non à l'OTAN, parce que les Soviétiques n'ont pas de bases en Espagne.

J. POSADAS
19.6.77

La polémique entre "Temps nouveaux" et Carillo....

passer par des étapes de démocratie bourgeoise, qui est une conception bien stalinienne. Maintenant, des dirigeants communistes de Yougoslavie sont en train de poser le rôle de la violence dans la lutte contre le système capitaliste, les limites des conquêtes électorales, la nécessité de détruire l'Etat capitaliste.

Il y a, pour la première fois depuis l'époque de Staline, un débat sur des idées fondamentales dans le mouvement communiste mondial. Ce débat est une nécessité inéluctable. Pour cela, il ne va se produire aucune rupture du mouvement communiste mondial, au contraire. N'importe que Parti communiste qui rompt avec l'Union Soviétique va se désintégrer, il n'a pas de raison d'être. Ce sont des changements très profonds qui se produisent et se préparent dans tous les partis communistes, mais ils ne vont pas conduire à l'éclatement, sinon à l'établissement de nouvelles relations dans le mouvement communiste et révolutionnaire mondial, à la discussion plus scientifique de tous les problèmes et à une réunification du mouvement communiste mondial, incorporant aussi d'autres mouvements révolutionnaires, et le trotskysme-posadisme.

Carrillo pose certaines critiques à la bureaucratie de l'Union Soviétique, qui sont correctes. L'absence de démocratie est réelle. Mais alors il faut discuter et proposer de développer la démocratie soviétique, et pas celle des soi-disant "dissidents" qui ne défendent que leur petite personnalité. Il faut proposer que les syndicats soviétiques interviennent, que les soviets fonctionnent, que la classe ouvrière et toutes les masses soviétiques aient la possibilité de peser massivement et discuter tous les problèmes de la construction de l'Etat ouvrier et de la politique mondial de l'Union Soviétique. Il faut proposer de discuter pourquoi l'Union Soviétique et la Chine sont divisées et impulser l'unification Chine-URSS, il faut proposer que les Soviétiques généralisent les expériences d'internationalisme prolétarien menées en Angola, au Mozambique, en Ethiopie.

Mais le camarade Carrillo discute comme "espagnol", et pas comme scientifique. La science n'a pas de partie, ni de frontière, et les idées marxistes qui sont l'espression la plus élevées et concentrée de la science non plus. Pour cela, c'est tout à fait légitime et même nécessaire que les Soviétiques interviennent sur les problèmes de la lutte revolutionnaire en Espagne, comme dans le reste du monde, et chaque Parti Communiste doit discuter, s'intéresser, prendre position et intervenir sur tous les problèmes de la révolution mondiale, du mouvement communiste, des Etats ouvriers.

Dans cette polémique sur "l'eurocommunisme", le Parti Communiste Belge cherche beaucoup à ne pas se séparer de l'Union Soviétique. C'est important et cela montre bien aussi que la base d'appui du Parti Communiste en Belgique dans la classe ouvrière, parmi des secteurs de la petite-bourgeoisie également, est avec ce Parti parce qu'elle le voit comme un prolongement de l'Etat ouvrier et parce qu'elle cherche à transformer la soviété en Belgique pour en faire un Etat ouvrier. Mais en même temps, le PCB défend, lui aussi la conception de "la voie nationale au socialisme", il a aussi renoncé à la dictature du prolétariat. Il y a un mélange de positions contradictoires dans la politique du PC, et une absence de discussion ouverte dans le Parti sur tous ces problèmes. Jamais "l'eurocommunisme" n'a été discuté, n'a fait partie de la vie politique du PC.

A la prochaine Fête du Drapeau Rouge, nous proposons que le Parti Communiste ouvre un large débat, public et en y incorporant d'autres tendances de gauche et révolutionnaires et donne aussi des stands et la possibilité de participer à la discussion à toutes les tendances, et en particulier aux trotskystes-posadistes. C'est une occasion de montrer comment on fera vivre le "pluralisme" dans la nouvelle société : pleine liberté de discussions et de tendances pour tous ceux qui veulent le progrès socialiste. On peut commencer à le faire avec la Fête du "Drapeau Rouge".

La nouvelle constitution soviétique....

des Etats soviétiques. Elle unifie, centralise, élève le sens des luttes, et se voit obligée à affronter plus directement l'impérialisme tout en maintenant une base d'accord avec celui-ci.

Ils ont déjà liquidé avant un dirigeant d'Ukraine contre les intérêts du reste de la bureaucratie. Celui-ci faisait une série de propositions qui gênaient le programme de la grande bureaucratie, comme par exemple ne plus produire de voitures individuelles et développer des moyens de transports collectifs.

Ces changements centralisent les luttes inter-bureaucratiques au prix des intérêts locaux des bureaucrates, tout en remplissant une nécessité de centralisation. Cela va élever les luttes en les centralisant et va empêcher la possibilité de céder aux intérêts locaux de l'un ou de l'autre. Cela va obliger la grande bureaucratie à dépendre plus du cours mondial de la lutte de classes, et élever la lutte inter-bureaucratique à des niveaux supérieurs. C'est pour cela que dans nos textes antérieurs, nous disions que la régénérescence partielle et l'élévation de l'intervention soviétique n'éliment pas l'existence de la grande bureaucratie, mais qu'elles éliminent d'autres secteurs locaux, qui avant stimulaient le recul, rendaient très pesant, gauche et lent l'appareil soviétique. Par contre l'appareil soviétique est maintenant plus libre d'affronter l'impérialisme, bien qu'il concilie avec lui. Il est également plus libre d'avancer de façon plus unifiée dans la concurrence et dans la lutte avec le capitalisme mondial.

C'est pour cela que le fait de poser le socialisme dans la constitution, comme un des objectifs essentiels de l'Union Soviétique, ce qui veut dire qu'ils se dirigent à contenter des couches de la direction, du syndicat, de la classe ouvrière, des partis communistes, montrant que l'objectif du Parti Communiste n'est pas de concilier avec l'impérialisme mais de construire le socialisme. Quoiqu'ils concilient, ils fixent aussi cet objectif.

Il s'agit d'une élévation des luttes internes en Union Soviétique, ce qui indique le degré de développement du pays, qui ne permet déjà plus le développement d'intérêts locaux. Nous réintérons que ceci élimine des couches bureaucratiques, et par conséquent des moyens d'alimentation, de subsistence de l'appareil bureaucratique, renforce l'appareil central mais l'affaiblit parce qu'il n'est déjà plus possible de continuer à le nourir et qu'il doit affronter à des niveaux plus élevés la lutte de concurrence avec le système capitaliste. Il dépend plus de la classe ouvrière, et même maintenant, parce qu'il ne dépend déjà plus de l'un ou de l'autre appareil. C'est pour cela qu'ils ont nettoyé l'appareil syndical, car celui-ci était une partie de l'intérêt local de chaque Etat de l'Union Soviétique.

Il est important qu'ils donnent un délai de deux mois pour que la constitution soit discutée, une chose qu'ils n'ont jamais faite auparavant. Staline a imposé la constitution du jour au lendemain. Le principe des pleins droits et libertés excepté pour tout ce qui atteinte à la structure du socialisme, est aussi important.

Même avec les erreurs et l'arrièrement que signifie le fondement que l'étape de la dictature du prolétariat soit déjà passée, cette nouvelle constitution soviétique ne se fait pas au bénéfice de la bureaucratie, ni du capitalisme. Cela indique la concentration du processus mondial de la lutte de classes. Le principe n'est pas mauvais, la conclusion politique est incorrecte. Ils disent aussi qu'il existe un nouvel Etat qui est l'Union Soviétique, et ne parlent pas d'une fédération de nations ou de pays, ou de nationalités, mais d'un nouvel Etat Le principe historique est bien, mais est-ce le moment de faire cela ? Ce n'est pas le moment parce qu'ils n'ont fait aucun fondement, L'existence d'une quantité d'Etats est une chose arriérée. Maintenant ils cessent d'être comme la Yougoslavie un Etat fédératif : ils représentent un seul pays, ayant unifié la langue, la culture et tout le reste. C'est une nécessité logique. Le problème est de discuter si le moment est venu, la même chose que pour la dictature du prolétariat. Marx posait que l'application de la dictature du prolétariat allait en diminuant et s'éteignant. Mais elle n'est pas encore éteinte parce que le capitalisme a de la force à échelle mondiale. 40 % de la richesse du monde capitaliste est dédié à la guerre, bien qu'ils le cachent en disant qu'il ne s'agit que de 10 %.

Il est intéressant de voir qu' aucun Parti Communiste n'a donné d'opinion. Ils auraient pu déjà en donner une, mais personne n'a rien dit en dehors de "ils disent cela, ils commentent ceci, l'Union Soviétique dit que" Aucun d'entre eux n'est préparé à comprendre ce processus. Ils voient en plus que cela ne leur convient pas parce qu'ils voient l'appareil soviétique pouvant faire des accords avec l'impérialisme qui les affectent eux aussi.

En même temps que les Soviétiques font cette nouvelle constitution, les yankees font une série de mesures qui indiquent un certain accord entre eux, parce que le nettoyage qu' ils font en Corée, n'est pas ainsi et rien de plus. C'est la même chose au sujet d'Israël, où ils sont en train de chercher de nouveaux points d'appui parmi les arabes, ce qui indique un changement, tout comme la politique de Young.* Ils cherchent comment ils peuvent gagner du temps en Afrique et en même temps céder un peu à l'énorme pression des mouvements de libération. Les yankees veulent alléger la pression mondiale pour avoir moins de frais militaires, pouvoir réaliser des accords plus directs avec l'Union Soviétique. Mais de son côté, l'Union Soviétique ne peut faire un accord direct : sans tenir compte du cours mondial de la lutte de classes et de la révolution.

J. POSADAS
29 Mai 1977

* Andrew Young, représentant du gouvernement des Etats-Unis à l'ONU.

Editorial....

Cette manifestation est également une forme de protestation contre les agissements de la bureaucratie syndicale, et même si les syndicats ont appuyé ce mouvement, ils le l'ont fait que très timidement pour organiser les forces, pour que cette action soit suivie beaucoup plus largement. Il fallait organiser partout où passaient les marcheurs, des meetings, des débats, envoyer de partout des délégations d'usines, organiser des assemblées pour créer une liaison entre les différentes usines métallurgiques ou des autres secteurs, et des différentes régions du pays, organiser des assemblées où tous les travailleurs puissent intervenir, faire des propositions pour créer des noyaux d'avant-garde syndicale. Les travailleurs du Luxembourg ont montré par cette action qu'ils poursuivent sous cette forme les grèves du "vendredi" suspendue par le front commun syndical. Ils ont aussi affirmer que cette marche n'est qu'un début et va se poursuivre dans des actions "moins pacifiques". La classe ouvrière n'a pas accepté cette suspension des grèves et cette marche en est une démonstration évidente. Elle démontrait également qu'il n'y a pas de vacances dans la lutte de classes, alors que tous les ministres sont partis après avoir constitué le gouvernement.

En effet cette marche n'est qu'un avertissement, il faut continuer à discuter partout la nécessité de répondre avec une perspective globale à la crise du capitalisme, et discuter un plan de nationalisations, un plan pour les ¡/ heures tout de suite, pour la suppression des heures supplémentaires dans l'immédiat. Il faut continuer dans toutes les usines une campagne systématique des syndicats pour donner un programme anti-capitaliste face à ce gouvernement et aux patrons.

le 12 Juillet 1977

J. POSADAS

La crise et la fonction historique du parti communiste en Angleterre
18 juillet 1977

LA DISCUSSION MOSCOU CARILLO 26.6.77

LES MANIFESTATIONS ANTINUCLEAIRES ET LA NECESSITE DE CHANGER DE SOCIETE

Les manifestations antinucléaires qui se multiplient en France, en Allemagne et dans toute l'Europe ont un objectif anticapitaliste même si les organisateurs et les manifestants ne se le proposent pas directement. La pollution, l'empoissement, les accidents comme "Seveso" et "Ekofisk" sont le résultat de la décomposition du système capitaliste, de son incapacité à résoudre aucun problème, de l'a narchie brutale avec laquelle il organise l'économie ; et le fonctionnement de la société. Ces manifestations antinucléaires comme les mouvements féministes, ou aussi les mouvements d'homosexuels regroupent principalement des secteurs de la petite bourgeoisie qui sont révoltés par la décomposition des relations sociales, provoquées par le régime capitaliste. Ils ne se proposent pas de renverser le capitalisme mais veulent revenir à la nature, supprimer les centrales nucléaires, consommer des produits naturels. Ils manifestent avec audace et résolution qu'ils veulent d'autres relations entre les gens, qu' ils veulent une autre société avec d'autres relations humaines. Le sens des manifestations antinucléaires et des mouvements écologistes est profondement anticapitaliste. Le seul responsable de la pollution est le régime de propriété privée, qui organise toute l'économie, l'industrie en fonction du profit et non pour le bien être de la population. S'il fallait suivre le raisonnement des écologistes, pour construire une nouvelle société il faudrait d'abord détruire tout le progrès technique réalisé jusqu'à présent. Mais cela n'est pas nécessaire. Le progrès technique, doit être utilisé tel qu'il est, mais pour servir la majorité de l'humanité et non pour servir les intérêts d'une minorité. Il ne faut donc pas tout détruire, mais exproprier le capitalisme, et établir un contrôle, ouvrier et syndical, un contrôle de toute la population sur l'énergie pour qu'elle serve à tous. Voilà pourquoi, il ne faut pas condamner les centrales nucléaires comme nouvelle forme d'énergie, mais condamner l'utilisation qui en est faite par la propriété privée. Les partis communistes et socialistes doivent soutenir ces manifestations antinucléaires et ces mouvements écologiques et non pas pas discuter avec eux comme des concurrents électoraux. Il faut les gagner à s'incorporer au front de gauche, a renforcer la gauche au travers de la proposition d'un programme d'étatisation de l'énergie, de l'organiation de controle syndical sur les nationalisations, de l'organisation de comités de quartiers, de comités d'usines qui discutent le prix de revient de l'électricité du gaz et de toute autre forme d'énergie, qui discutent quoi produire, comment et où pour que cela soit le plus utile à toute la population. Les partis communistes et socialistes ne donnent pas de réponse à ces courants, et se contentent de les critiquer comme "gauchistes" et arriérés. la lutte pour changer de régime et la lutte pour nettoyer les relations de production est la même. C'est la lutte contre la propriété privée, contre le capitalisme.

La réaction des forces de l'ordre, dans la manifestation de Malville, et l'assassinat du camarade montre bien clairement que le capitalisme ne se prépare pas du tout au pluralisme, à respecter la victoire de gauche aux prochaines élections de 78 en France. Il montre qu'il prépare toutes ces forces pour faire face au triomphe de la gauche, pour empêcher l'application du programme commun. Et cela en France en Europe, et dans le monde entier. La nouvelle invention de l'impérialisme américain montre qu'il se prépare à la guerre contre l'humanité, à détruire la plus grande quantité possible d'être humains. La bombe aux neutrons, qui est concue pour tuer seulement les êtres vivants exprime également la faiblesse de l'impérialisme qui n'est pas capable de mobiliser aucune force sociale en defense de son système. La bombe à neutrons servira également pour les masses américaines, et pas seulement pour les Etats Ouvriers. Il est également nécessaire de discuter une chose essentielle. Dans les Etats Ouvriers, il n'existe pas de mouvements écologiques, et les problèmes de pollution n'existent pas. Il n'existe aucune forme d'empoisonnement, de pollution, d'accidents naturels et autres comme dans les pays capitalistes. Et quand il y a des catastrophe naturelles, la réaction de la population, et l'organisation des secours s'établit avant tout dans la sauvegarde de l'être humain. Il suffit de faire une petite comparaison entre le tremblement de terre qu'il y a eu en Chine, et "Sevéso", ou les tremblements de terre en Roumaine et la "panne de courant" dans New York.

Même si des tremblements de terre se produisent encore, dans les Etats OUvriers, les dégats sont beaucoup moindres parceque toute l'organisation sociale est faite en fonction de la sauvegarde de la population. Voilà des exemples qui doivent êtres discutés.

En Belgique également vont se réaliser des manifestations contre la construction des centrales nucléaires. Nous tenons à manifester tout notre appui à ces actions très nécessaires en Belgique également. Mais nous pensons qu'il faut discuter un programme d'étatisation de toute l'énergie en Belgique, et actuellement du gaz et de l'électricité. Et organiser des comités de quartiers, des comités d'usines, organiser des discussions, des débats pour que l'énergie nucléaire soit utilisée pour le bien être de la population et non pour augmenter les profits des banquiers. Il faut donc discuter un plan ouvrier de développement de l'économie, pour que ce soit la classe ouvrière et toute la population qui ait un contrôle sur la production d'énergie.

Le 8 Août 1977

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

LUTTE OUVRIERE

ORGANE DU PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE TROTSKISTE
Section Belge de la IVe INTERNATIONALE POSADISTE

15e ANNEE – 7 Francs – NUMERO 287 – Le 12 AOUT 1977

Périodique bi-mensuel — Envoyer toute correspondance à LUTTE OUVRIERE — BP 273 — 6000 CHARLEROI I
Abonnement de 12 numéros : 80 F. — Abonnement annuel : 150 F. — Abonnement de soutien : 500 F.
A verser au CCP 000-09762.34-26 de C Pôlet — Edíteur Responsable : C. Pôlet — 51a, rue Garibaldi — 1060 Bruxelles.

EDITORIAL

La lutte des ouvriers d'Athus et le programme d'étatisations et de planification de l'économie

C'est encore une fois la classe ouvrière qui. par son acction, met en échec les plans du capitalisme pour surmonter sa crise sur le dos des masses laborieuses. La lutte des ouvriers d'Athus est un centre pour tous les travailleurs, et un exemple pour affirmer cette volonté ouvrière de ne pas subir les conséquences de la crise et pour imposer aussi bien au patronat qu'au gouvernement Tindemans et aux dirigeants socialistes, des solutions qui tiennent compte des besoins et des revendications de la classe ouvrière.

C'est la décision et l'action combative des sidérurgistes d'Athus qui a bouleversé les programmes de rationalisation de la sidérurgie. Ce programme n'a pas été établi seulement par les patrons de la MMRA, mais par l'ensemble des autorités capitalistes du Marché Commun, et un de ses principaux artisans fut Henri Simonet. Les ouvriers et les militants syndicaux et socialistes d'Athus se sont attaqués à un problème beaucoup plus profond que seulement la défense de leur poste de travail ; au travers de cette revendication ils remettent en cause aussi toute la politique de l'actuelle direction du PSB qui, au gouvernement, gère la crise au nom du capitalisme : ce n'était certainement pas dans le projet du PSB ni du gouvernement de devoir garantir une reconversion de l'industrie au Luxembourg pour assurer du travail aux 1.200 ouvriers que l'on va licencier à la MMRA. Cependant le Parti Socialiste doit se montrer favorable à cette exigence et réclamer des ministres socialistes de la satisfaire. Il doit même appuyer les méthodes d'action des ouvriers, alors qu'il les aurait condamnées pour "gauchistes" si c'étaient des jeunes ou des étudiants qui les avaient employées : occupation de la gare d'Arlon, consigne de renvoyer toutes les grenades sur les gendarmes si ceux-ci s'en prenaient aux grévistes, occupation des postes-frontière, des pompes à essence, des maisons des bourgeois de la région.

Les travailleurs luttent, au nom de toute la classe ouvrière, pour imposer une conquête importante ; à la suite de ceux de Glaverbel : pas un ouvrier licencié ou mis au chômage : reclassement intégral de tous. Pas seulement en promesses, mais en fait précis. Cela veut dire combien la classe ouvrière est consciente que le capitalisme est responsable de toute la crise actuelle. Et que la propriété privée est l'obstacle le plus grand au progrès, au développement de l'économie et aubien être des gens.

Mais cette lutte montre aussi qu' il faut un programme pour unir toutes les forces et les secteurs de la classe ouvrière et des tendances de gauche pour pouvoir montrer une alternative, la nécessité et la possibilité de transformations sociales.

Le Parti Socialiste n'a pas de programme pour répondre à ces problèmes. Il a été pris au dépourvu, de même que les directions syndicales, devant la détermination des travailleurs d'Athus C'est la seule raison pour laquelle il se préoccupe de ce probleme. Autrement, il aurait simplement constaté que "la crise frappe à nouveau". Mais la classe ouvrière ne veut pas en rester.là et elle est train de préparer beaucoup de bouleversements, aussi bien dans les plans et projets budgétaires du gouvernement capitaliste, qu'au sein même du mouvement ouvrier, Parti Socialiste et syndicats principalement.

Le journal "Le Peuple" constate que "le régime capitaliste fait faillite – et que c'est l'Etat qui doit intervenir pour remédier aux carences de la proprieté privée". Cependant les ministres socialistes ne font que servir d'agents prospecteurs à la recherche d'une entreprise capitaliste, privée, qui voudrait bien ouvrir une usine et offrir des emplois dans la région du Luxembourg. Et pour cela : toutes les facilités aux investisseurs capitalistes : infrastructure financée par l'Etat, au travers de la SDR, gaz et électricité à bon compte, pas de taxe etc. Les socialistes en reviennent encore une fois à remettre en selle cette propriété privée, pourtant condamnée par eux-mêmes !

C'est justement cela qui doit changer et que la classe ouvrière cherche à faire changer. Au sein même du PSB il y a beaucoup de désaccords sur ce problème, comme sur l'ensemble de la politique PSB–Gouvernement. La situation de crise dans le Parti Travailliste en Angleterre et dans la social-démocratie allemande existe aussi bien en Belgique. Il y a un divorce entre les socialistes "gouvernementaux" et le Parti. Le PSB a à la fois un pied dans et un pied hors du gouvernement La résistance très grande de la base socialiste réflète les sentiments des masses envers la politique capitaliste de la direction au gouvernement.

Le problème le plus important est d'organiser et structurer toute cette résistance dans un programme de transformations anti-capitalistes de la société. Il faut le discuter dans le mouvement syndical comme dans le Parti Socialiste.

Les camarades communistes soutiennent activement la lutte des ouvriers d'Athus. Et c'est important pour leur donner un point d'appui pour imposer leurs revendications immédiates. Pas un ouvrier sur le pavé ! reclassement et reconversion pour tous ! Cependant il faut aussi poser que ce n'est qu'une mesure transitoire et qu'elle ne résout pas tous les autres "Athus" qui existent dans tout le pays. Et même pour les ouvriers d'Athus c'est une mesure transitoire : Glaverbel est là pour montrer qu'à chaque moment cet acquis est remis en question par les capitalistes.

Les grandes sociétés capitalistes – principalement financières – qui dominent l'économie en Belgique, ne vont pas changer ni s'adapter parce que des ministres socialistes leur demandent d'être de bonne volonté ! Elles ne peuvent agir qu'en fonction de la propriété privée, de la lutte pour le profit et de la concurrence intercapitaliste. On ne peut leur demander de raisonner, d'être humain, de penser aux besoins des gens.

Il n'y a qu'à voir autour de nous, partout dans le monde encore capitaliste, comment le capitalisme répond à la crise, aux luttes sociales, aux mouvements révolutionnaires : en préparant intensément la guerre mondiale contre les Etats ouvrirs et les masses du monde, en inventant de nouveaux moyens criminels de destruction humai-

SUITE PAGE 4

J POSADAS

18.7.77

LA CRISE ET LA FONCTION HIS
COMMUNISTE EN A

Il faut accorder une importance et une considération très grandes à la crise du Parti Communiste en Angleterre, pour ce qu'elle signifie : c'est un petit parti et pour cette raison la division s'y produit avec plus de facilité que dans un parti grand, parce que la structure d'intérêts, de direction, la vie, y sont très réduites. Dans de grands partis, l'étape d'affrontements vers la division ou la partition en deux partis se déroule avec plus de lenteur, du fait de la structure de ces partis, leurs liens avec les masses, les liens d'intérêts noués avec le Parlement, les communes et même avec des secteurs de la bourgeoisie ; une rupture se produirait plus lentement ; ces partis redoutent de s'isoler, ils font des considérations de type électoral. Par contre les partis communistes petits, comme celui d'Angleterre ou des Etats-Unis, ne sont pas retenus par les mêmes considérations ; ils ne remplissent aucune fonction. En Grande-Bretagne, ce Parti existe depuis 1919-20, il a eu un député après la guerre ; actuellement il déclare 36.000 membres, mais il a obtenu 30.000 voix aux élections.

Cette division signifie que, dans tous les partis communistes se développent des discussions sur tous les problèmes. Le Parti anglais est petit, cependant il discute des problèmes qui vont au-delà de l'Angleterre : la dictature du prolétariat, l'eurocommunisme. Ce sont les problèmes de base du mouvement communiste mondial qui sont en discussion. Cela veut dire que cette rupture ne se produit pas simplement pour le problème de la dictature du prolétariat, mais pour quelque chose de beaucoup plus profond. Ces partis n'expriment pas toute la profondeur de la crise ; ils ne la vivent pas, ils ne la montrent pas telle qu'elle est, au contraire ils la cachent; la camouflent et la limitent à un point, comme par exemple cette divergence sur la dictature du proletariat : celle-ci devrait être non un motif de crise, mais de simple discussion. Mais quelle discussion ont-ils faite ? il n'y a eu aucune discussion ouverte.

Cette crise signifie que le besoin de clarification, de discussions, de nouvelles prises de position, d'alignement sur les problèmes mondiaux a déjà pénétré, lentement mais inexorablement, le mouvement communiste mondial. Les discussions ne sont pas un fait nouveau en Angleterre, mais la division, oui. C'est très important de suivre l'évolution de ce processus. Il n'y avait pas de raisons internes de se diviser, et il n'y a eu aucune discussion pouvant conduire une telle conclusion. La rupture exprime un état d'exaspération déterminé par des divergences très profondes. Ce n'est pas un problème électoral qui est en cause, ni même un problème de principes, car les communistes n'ont pas de programme, ils ne discutent pas et n'appliquent pas de principes.

La cause de cette division est beaucoup plus profonde que les motifs qu'ils invoquent. Il faut donc attendre d'autres indices et expressions de cette crise.

Voilà déjà deux partis communistes qui se brisent, le Parti mexicain va bientôt faire la même chose et le PC d'Uruguay a toutes les bases pour une division. Ces divergences qui apparaissent dans des partis communistes petits expriment le degré de divergences qui existe dans les grands Partis communistes, mais celle-ci ne se met pas en lumière à cause de la grandeur du Parti, des intérêts électoraux qui sont en jeu.

Ces partis montrent leur faiblesse, le manque de préparation théorique, de compréhension théorique du processus révolutionnaire mondial, ils se divisent sur le problème de la dictature du prolétariat, mais ils ne donnent aucune position, ils ne disent pas en quoi consiste la dictature du prolétariat ? pourquoi ?

Il faut prendre cette crise du Parti Communiste Anglais comme une expression de la crise du mouvement communiste mondial. Dans ce pays le PC a un poids assez insignifiant. Il a une certaine importance, bien qu'il n'ait pas de forces numériques, mais il a des dirigeants dans le camp syndical, chez les mineurs, sur les chantiers navals, qui sont reconnus et acceptés. Le même processus s'est réalisé dans le Parti Communiste Suédois.

Cette crise dans les mouvements de gauche en Allemagne, comme en Angleterre doit servir à préparer la gauche dans les partis socialistes. Les partis communistes ne comprennent pas et n'acceptent pas cette situation ils se croient des représentants de l'Union Soviétique. Ce n'est pas vrai, ils sont soutenus, protégés, alimentés par la bureaucratie soviétique. Il faut prendre cette crise dans le Parti Communiste en Angleterre, et celle des Jusos en Allemagne, comme un moyen pour intervenir dans l'organisation de la gauche dans les deux pays et compter qu'en Allemangne le processus de crise va s'accentuer et pousser la petite-bourgeoisie, qui soutient Schmidt et le gouvernement social-démocrate dans une lutte plus aigue. Et en Angleterre la crise va s'aiguiser entre le gouvernement et la direction de gauche – une crise politique et non économique. Dans l'un et l'autre pays, ces crises ont la même base et la même origine mais des formes d'expression différentes.

En Angleterre, la crise économique est très profonde. La direction syndicale qui a servi le capitalisme au travers du gouvernement travailliste, rencontre beaucoup de difficultés à la base, il y a un affrontement public, les directions syndicales rompent le Pacte Social, qui signifiait une soumission de leur part à l'intérêt du capitalisme. Callaghan v veut faire un nouveau pacte afin que les ouvriers ne demandent pas d'augmentations, et dans le but de sauvegarder l'équilibre des bénéfices capitalistes dans la concurrence avec le capitalisme mondial. Les syndicats, au travers de ces directions veulent le droit de faire des conventions librement. Mais ils ne mettent pas en cause la fonction exercée par le Parti Travailliste en défense du capitalisme. Il y a beaucoup de discussions, cela fait 20 ans qu'ils discutent, mais la gauche ne s'est pas encore formée en Angleterre. Cela est dû aux conditions particulières de ce pays, qui a une bureaucratie comme celle de l'Allemagne et qui a connu des conditions économiques relativement favorables permettant au capitalisme de faire des concessions. Mais on arrive maintenant à des étapes où le capitalisme ne peut plus céder. La livre se dévalue à chaque instant.

Une autre expression de la crise très profonde et sans issue du capitalisme en Angleterre, ce sont les problèmes de l'Ecosse, l'Irlande, le pays de Galles. Dans ces régions, des mouvements séparatistes revendiquent que chacun a droit a son part de pétrole, ou à son morceau de mer du Nord. Un tel processus indique une exaspération de la direction bourgeoise qui se voit sans perspective. Alors, chacun tire de son côté, alors que le capitalisme aurait intérêt, au contraire, à se montrer unifié face aux Etats ouvriers, au prolétariat. La bourgeoisie, d'autre part, espère diviser le mouvement ouvrier en lui injectant ce stimulant de sentiment national. Mais même ainsi, la gauche est dans de meilleures conditions qu'avant pour s'organiser.

Cette division du Parti Communiste anglais doit être utilisée pour faire comprendre leur fonction aux camarades communistes, autrement ils ne discutent que la crise intérieure du Parti. Or celui-ci n'a aucune fonction propre, aucun poids, ce n'est pas lui qui organise la direction des luttes de classe en Angleterre. En elle-même, la crise du PC n'a aucune valeur. Par contre le PC a une fonction à remplir par rapport à la crise du capitalisme anglais et la necessité d'organiser la gauche en Angleterre. Il en est de même en Allemagne.

Le Parti Communiste anglais n'a même pas une ligne syndicale conséquente. Pourtant il a eu des dirigeants syndicaux très importants chez les mineurs, et sur les chantiers navals. Le vice-président du syndicat des mineurs était communiste, mais les gens votaient pour lui en tant que dirigeant syndical et non en tant que communiste. Dans les élections syndicales il a obtenu des centaines de millieurs de voix, mais dans les élections politiques il en a eu 38. Cela veut dire que les gens le voient comme dirigeant syndical, defendant les intérêts immédiats des travailleurs.

Cette situation est la conséquence de l'histoire de l'Angleterre qui connaît une des structures bureaucratiques les plus grandes. Pour mesurer le poids de cette structure bureaucratique, dans le mouvement syndical et travailliste anglais, il faut le comparer avec l'Union Soviétique. La bureaucratie, de par la nature de l'Etat ouvrier, y a moins de pouvoir que dans les pays capitalistes, cependant Staline a duré bien longtemps, parce que les conditions etaient plus favorables à la bureaucratie. Maintenant il n'en va plus ainsi, parce qu'il existe un processus de luttes pour des transformations, de crise mondiale du capitalisme, d'ascension du mouvement ouvrier. La bureaucratie antérieure a structuré des relations économiques, culturelles, politiques qui ont une rigidité, une force, une puissance de domination qui ne se sont pas encore affaiblies jusqu'à présent. Mais cette structure est toute lezardée et perd de sa force et de son assurance, parce qu'elle n'a plus les points d'appui économiques dont elle disposait antérieurement. Au contraire les conditions actuelles l'affaiblissent.

Les Anglais, et en partie encore les Allemands, utilisaient beaucoup les discriminations de de races, et le prolétariat anglais affrontait le prolétariat hindou, ceylanais, guyanais, turc, iranien Le prolétariat de ces pays était très nombreux et le capitalisme anglais le séparait du prolétariat anglais ; les ouvriers anglais ne faisaient pas les travaux plus sales ou moins bien payés; alors les immigrés prenaient cette place.

Cela provoquait une division qui a eu de l'influence sur des couches moyennes du prolétariat. De même en Allemagne. Cette situation a créé une relation particulière et exerce une pression intellectuelle sur les ouvriers anglais, ce n'était plus seulement un problème de l'appareil économique, mais aussi toute une tradition. Aux Etats-Unis, il s'est produit la même chose ; des couches immenses du prolétariat nord-américain qui sont bien payées, exercent une pression énorme sur le reste. Une telle chose n'existe pas en France ni en Italie. L'impérialisme français est le plus faible d'Europe, et le capitalisme italien le plus pauvre, c'est lui qui doit demander l'aumone.

Il faut compter que le prolétariat anglais et allemand vont recevoir l'influence du prolétariat mondial, en même temps que les conséquences de la crise du capitalisme. Il faut voir aussi que le prolétariat et la petite-bourgeoisie ont développé de grandes luttes en Angleterre : ils ont inventé le "sit-in", les défilés des "cols blancs". Après la guerre, ils ont organisé les mouvements de "squatters", d'occupation des maisons. Les syndicats avaient dans leur programme, que les ouvriers qui n'avaient pas de logements devaient occuper toutes les maisons vides. Mais en même temps la monarchie anglaise avait créé toute une institution pour intégrer les dirigeants syndicaux et politiques, elle leur donnait le titre de "Lord".

Il est très important de retenir, de ce processus historique, que l'économie a exercé un grand poids sur le prolétariat allemand, nord-américain et anglais. Le caractère de l'économie de ces pays a mis le prolétariat en marge des secteurs les plus exploités : par exemple les éboueurs : aux Etats-Unis ils sont tous noirs, il n'y a pas un seul blanc parmi eux, de même ceux qui jettent le sel sur les routes en hiver ; tous les noirs occupent les postes les moins bien payés. Ces discriminations ont fait partie de l'éducation, d

la conception du prolétariat. Le syndicat de classe, le parti de classe du prolétariat ont manqué au prolétariat.

En Angleterre tout cela s'exprime de façon très claire : les ouvriers font des grèves formidables et ils restent encore accrochés au Parti Travailliste et une partie essentielle du prolétariat, qui fait les travaux les plus durs est composée d'ouvriers immigrés. Cette situation a influencé fortement la conscience, la structuree de classe et la capacité politique du prolétariat. Le prolétariat anglais a fait de grandes luttes, d'importantes conquêtes, mais ces relations le limitent beaucoup dans les conclusions politiques, de programme, d'objectif de prise du pouvoir.

Ces erreurs ne sont pas dûes fondamentalement au prolétariat lui-même, mais au manque de direction. Si un mouvement révolutionnaire avait existé en Union Soviétique, à la place de Staline, tout cela ne se serait pas produit ; malgré ces relations économiques, l'influence de l'Union Soviétique aurait été plus forte que celles de ces relations économiques et elle aurait aidé à éduquer la conscience et la capacité politique, programmatique et organisative du prolétariat anglais, allemand et nord-américain. De toutes façons, le prolétariat de ces pays montre sa conscience de classe, dans le fait qu'il a de grandes organisations syndicales, c'est à dire qu'il n'est ni ne peut devenir un agent du capitalisme, ni rester soumis au capitalisme.

Mais il n'a pas de direction, de guide, de politique pour diriger les changements de société. Il a des directions conciliatrices avec le capitalisme. Ce n'est pas par hasard que dans ces trois pays les partis communistes et les autres mouvements révolutionnaires sont rachitiques, ils n'ont pas de racines dans le mouvement ouvrier et intellectuel.

Ces problèmes sont très importants à comprendre, pour avoir notion du processus inégal et combiné. L'Angleterre, l'Allemagne, les Etats-Unis forment la partie inégale, les Etats ouvriers et le mouvement révolutionnaire mondial, la partie combinée. Mais ce n'est pas l'aspect inégal qui détermine, c'est le combiné. Le processus n'a aucune nécessité d'être lent comme il l'est actuellement. Il l'est parce que la direction, a manqué au moment ou il en fallait une. Lénine n'a pas pu assurer une continuité de son programme et de sa politique, les Bolchéviques n'ont pas continué. Le problème n'est pas que le capitalisme nord-américain, anglais, allemand, était fort, mais que le mouvement communiste mondial était faible. Le capitalisme allemand vit aujourd'hui parce que le capitalisme mondial a eu besoin de lui, autrement il l'aurait écrasé. Il a fait la guerre pour l'écraser en tant que concurrent ; ensuite ils l'ont remis sur pied. Pourquoi ? parce que le capitalisme était sans force et il a dû redresser l'Allemagne pour faire face aux Etats ouvriers.

Le Parti Communiste n'a aucune perspective si ce n'est d'être un moyen pour influencer la gauche travailliste. Il en est de même en Allemagne, aux Etats-Unis. Cependant il peut exercer une influence très grande s'il aide à organiser la gauche. La tranquillité du capitalisme de ces pays provient en partie du fait que les communistes ne font pas cette tâche.

L'Internationalisme prolétarien n'est pour eux qu'une consigne, et non un programme . Cependant il s'agit d'un principe qui doit s'appliquer dans un programme. Les communistes discutent l'Angleterre en la séparant du monde. S'ils étaient internationalistes, ils auraient besoin de l'expérience du monde pour voir les raisons pour lesquelles un tel évènement se produit en Angleterre. Mais il n'y a pas une seule discussion là-dessus. Ils n'ont jamais discuté pourquoi le PC est si petit. Ils en rejettent la faute sur les travaillistes, sur la droite, sur tout le monde, mais pas sur eux-mêmes. C'est de leur faute s'ils ne s'accroissent pas, mais il ne se sont jamais préoccupés de voir le pourquoi d'un si petit nombre.

Le caractère inégal et combiné du processus se mesure dans le fait que, d'une part, il existe un tas d'Etats ouvriers et chaque mouvement, insurrection, soulèvement social, conduisent à un nouvel Etat ouvrier et de l'autre, les partis communistes des pays capitalistes et des pays coloniaux, sont, dans leur grande majorité, rachitiques. La base de cette inégalité se trouve dans le stalinisme, mais aujourd'hui il y a une montée de la révolution. L'aspect combiné absorbe l'inégal et c'est lui qui influence le processus d'ensemble.

La conclusion qui surgit clairement de cette crise dans le petit Parti Communiste Anglais est la faiblesse du mouvement communiste mondial. Celui-ci n'a pas d'idées, d'analyses, il ne transmet pas, n'applique pas de conclusions pour généraliser les ex-

TORIQUE DU PARTI GLETERRE

périences. Les crises produisent des effets particuliers dans chaque Parti communiste, tout en ayant une base commune, parce que ceux-ci n'ont pas de politique, ni de préparation théorique. Ces crises montrent aussi la faiblesse des Etats ouvriers, de la direction communiste des Etats ouvriers qui ne donne pas d' orientation, n'apporte pas l'enrichissement, la nutorition nécessaire en idées, en conclusions, en généralisation des expériences programmatiques. Les Etats ouvriers ne discutent pas les expériences pour les généraliser ; autrement, ils poseraient des conclusions : voici comment s'applique la dictature du prolétariat, voici l'internationalisme prolétarien ; voilà ce qu'est le pluralisme". Mais ils ne le font pas. Le mouvement communiste part donc d'une situation dans laquelle il n'a pas d'expérience sur laquelle s'appuyer et maintenant qu'il doit approfondir les expériences et adopter des positions de principes il débouche sur toutes ces crises.

Cette conclusion fondamentale va devoir se poser dans tous les partis communistes, de même que dans tous les mouvements nationalistes, quel que soit leur point de départ parce que ces principes sont généraux pour le monde entier : pour le progrès de la société, il faut étatiser ; la propriété privée ne conduit à aucun progrès, mais bien à la stagnation, à la crise et au recul. Pour étatiser il faut le Parti et il faut la planification afin de produire en fonction des besoins des gens, de toute la société et non selon l'intérêt individuel de chacun. Voilà quels sont les principes ! Dans le mouvement communiste on ne discute aucun principe, aucune expérience.

Cette crise dans le Parti Communiste semble se produire dans un coin perdu de l'Angleterre, parce que les communistes ne discutent même pas quelle est la situation du pays au moment de cette crise. Est-ce que la situation est bonne, mauvaise ? est-ce qu'elle progresse ou recule ? Comment situer leur crise ? Il n'y a pas de crise en abstrait. Un mouvement qui puisse se poser en abstrait, mouvement politique qui représente ou tend à représenter un progrès dans l'histoire, est uni à la réalité du progrès du pays où il intervient. Sa crise n'est pas un bouton étranger au corps du mouvement il faut éruption sur ce corps lui-même ; lors quelle en est la cause ? pourquoi surgit-elle ? que se passe-t-il en Angleterre ? que faut-il faire ? quel est le programme ? Les camarades communistes discutent abstraitement, ils ne généralisent aucune expérience. Leur faiblesse les mène à la naïveté de croire qu'ils peuvent se passer des expériences historiques. Mais on ne peut passer au-dessus des expériences de l'histoire. Les conditions particulières que peut présenter chaquepays sont des résultats cir´ constantiels des rapports de for ces, et ne signifient pas des dif´ férences de principes ; un rapport de forces, ce n'est pas un principe,c'est une situation bien limitée et déterminée. Les principes, par contre, sont inaltérables ; par exemple : les classes se comportent en tant que classe, elles doivent céder quand elles ne peuvent plus se maintenir, comme le capitalisme a du céder devant la révolution russe ; elles doivent aussi faire des concessions aussi importantes que lorsqu'elles se sont alliés avec l'union Soviétique contre Hitler, ce qui a donné pour résultat le recul du système capitaliste ; elles ont fait cette alliance pour essayer de survivre, parce que la bourgeoisie n'avait plus de forces par elle-même ; mais elle veut subsister et faire la guerre.

C'est ainsi qu'il faut discuter, camarades du Parti Communiste Anglais ! Et notre propre Parti doit discuter pour collaborer et contribuer à la formation de la gauche du mouvement travailliste anglais, c'est un processus dans lequel la crise du Parti Communiste est un aspect très important. Si le Parti Communiste comprenait qu'il faut organiser la gauche travailliste, il ne serait pas en crise, il se mettrait d'accord, il discuterait ; mais les communistes sont en crise parce qu'ils ne saventpas ce qu'il faut faire, ils n'ont pas de politique ni de programme.

Le mouvement communiste mondial manque d'expériences et de discussions. Par exemple, pourquoi le Parti Communiste Anglais ne discute pas pourquoi il ne se développe pas ? alors qu'il y a tant de grèves. A quoi obéit la crise ? Cette crise éclate sur une divergence à propos du principe de la dictature du prolétariat, alors que ce parti vi´ vait sans appliquer ni élaborer aucun principe, sans se préoccuper sur le plan programmati´ que. Quand le processus comporte plus de 20 Etats ouvriers, pourquoi le PC Anglais n'a-t-il pas d'influence ?

Cela provient d'un manque de vie théorique, politique, d'expérience et un manque de communication des expériences réalisées par les Etats ouvriers, pour montrer comment ils ont pris le pouvoir. Ils ne l'ont pas pris de la même façon que l' Union Soviétique ; mais comme une conséquence de la guerre et des circonstances historiques de ce moment. Mais les partis communistes n'étaient pas préparés pour le pouvoir ; celui-ci leur est tombé sur les bras. Le prolétariat, en particulier soviétique et chinois, le leur ont mis en mains. Ils ne discutent pas du tout cela. Ils font des déclarations arrogantes, alors que leur force est celle du prolétariat soviétique, de l'Union Soviétique, du Parti Communiste de L'URSS et de la Chine. Il n'existe pas encore une histoire des révolutions en Tchécoslavaquie, Hongrie, en Pologne. Celles-ci n'ont pas été le fait de partis communistes qui se seraient préparés et auraient utilisé les circonstances de la guerre pour faire la révolution. Les conditions de ce moment ont signifié un affaiblissement de la structure du système capitaliste mondial, à commencer par Hitler. Ce ne sont pas les Etats-Unis, mais Hitler qui était la base du système capitaliste, c'est lui qui a affronté l'Union Soviétique ; il devait représenter toute la magnificience, la puissance économique et militaire du système capitaliste. Il n'y a aucune expérience qui permettrait de montrer que l'on peut prendre le pouvoir par les voies nationales en se basant sur des différences entre ces révolutions et les précédentes.

Il y a, au contraire, 20 Etats ouvriers qui influencent l'Afrique, l'Asie, l'Amérique Latine et poussent les révolutions coloniales à prendre la forme soviétique ! Pourquoi les partis communistes ne discutent-ils pas cela ? L'influence de ces Etats ouvriers sur toute l'Asie, L'Afrique, l'Amérique Latine, et même sur des personnes comme Amin Dada, démontre bien l'universalité des principes. Même s'il n'y a pas d'organes préparés à adopter ces principes, les organes existants doivent le faire, bien qu'ils ne l'avaient pas prévu. En cours de route, ils démontrent que c'est ainsi que l'on peut construire. Les partis communistes, par contre, discutent dans le vide.

Le Parti Communiste Anglais ne pose même pas le mot d'ordre : "à bas la monarchie, vive la république socialiste !", dans la discussion de cette crise. Il pose des objectifs fans le vide parce qu'il veut être un grand parti en Angleterre. Il n'y a de place pour aucun grand parti dans ce pays, si ce n'est pour celui qui contribue à former la gauche dans le Parti Travailliste, à faire le Parti des transformations sociales.

18.7.77 J. POSADAS

LA DISCUSSION CARRILLO - MOSCOU

26.6.77 J.Posadas

L'histoire est déterminée par des relations basées sur les lois de la lutte de classes, et non par la volonté empirique de chaque dirigeant. Ce problème va se rediscuter dans le mouvement communiste mondial. La direction soviétique ne tient pas à cette discussion, elle l'a évitée. Cependant, elle va venir, parce qu'elle fait déjà partie de la structure de l'intelligence humaine. Cette prochaine discussion publique de tout ce processus n'est voulue ni par Carrillo ni par Brejnev. Ceux-ci vont essayer d'y couper court, de s'arranger, de se faire des concessions mutuelles. Mais les Soviétiques vont, de toutes manières, parvenir à empêcher que l'impérialisme ne profite de cette situation, pour diviser, affaiblir et rompre le mouvement communiste mondial.

Il faut voir que les conditions existent pour mener une discussion beaucoup plus profonde. La chute de Staline fut un pas, la situation actuelle en est un autre. Maintenant il n'y a plus besoin de faire tomber personne. Aucun dirigeant ne doit être démis pour faire progresser le mouvement communiste. Il faut discuter. C'est une autre étape, il y a un autre rapport de forces.

Cette intervention des Soviétiques provoque une grande discussion au sein des partis communistes et en particulier, du PC Espagnol. Sinon, à qui s'adresse cette déclaration du Comité Central du PC Espagnol disant que tous sont d'accord ? Elle s'adresse en premier lieu au Parti lui-même, et ensuite aux Soviétiques.

Cette discussion est très riche et elle a déjà atteint un niveau duquel elle ne peut reculer. Les dirigeants vont laisser tomber la discussion, mais pas les masses. Les communistes ont longtemps escamoté un problème qui est à présent mis en lumière : Trotsky a dit que si Hitler avait gagné la guerre après 10 ans de domination, toutes les contradictions capitalistes auraient quand même éclaté, parce que le capitalisme, en tant que régime, ne pouvait pas continuer à vivre. C'est cela qui est en train de se produire maintenant. Le régime capitaliste agit à l'encontre du développement de l'intelligence, de la science, de la technique et de la production. Il ne peut continuer à subsister, face aux enfants qui, comme en Angola, prennent le fusil pour défendre leurs camarades en lutte pour la révolution, au lieu de se laisser condamner à la mendicité comme le voulait le système capitaliste. C'est cela qui brise tous les projets du capitalisme.

Cette discussion sur l'eurocommunisme entre les Soviétiques et Carrillo escamote l'analyse de la crise du capitalisme. On ne peut pas discuter en abstrait comme ils font. Cette polémique n'est pas simplement une discussion entre eux, mais un évènement qui met en lumière une crise beaucoup plus profonde ; il ne faut pas en rester aux abstractions et négliger de discuter la crise du capitalisme. Celui-ci par contre se lance à faire discuter la crise du mouvement communiste, pour ne pas discuter la sienne propre.

Carrillo crie bien fort que le stalinisme est en crise. Mais pourquoi ne parle-t-il pas de la crise du système capitaliste ? de la chute de ce régime ? Ils ne font que parler de la crise de la direction soviétique. C'est un droit et une nécessité de critiquer la bureaucratie soviétique. Mais la condition pour faire cette critique et pour imposer une amélioration, c'est d'analyser la crise du système capitaliste, et de proposer un programme contre cette crise. Mais Carrillo ne la voit pas, il espère gagner des positions échelon par échelon, alors il situe l'ennemi de l'autre côté.

Certes il veut dépasser le capitalisme. Mais, il oriente la préoccupation contre les Etats ouvriers même si ce n'est pas son intention, en suscitant la méfiance envers eux et non envers le capitalisme. Cependant, s'il crie si fort, c'est que cela ne lui réussit pas du tout. Il a recours à cette accusation erronnée et fausse à tout point de vue, parce qu'il compte rassembler autour de lui les plus mauvais des militants communistes. N'importe quel militant communiste voit que l'Union Soviétique vient d'aider l'Angola, Cuba, le Vietnam, le Mozambique, les guerrillas de Rhodésie : cela n'est pas du stalinisme ! cela n'est pas le fait d'une caste vivant pour elle-même. Et chaque militant se demande : si Carrillo a une notion de cela, comment peut-il faire une telle critique ? C'est une critique de désespoir et non de raisonnement. Il aurait pu faire une intervention et apporter une.contribution très bonne à la discussion du mouvement communiste mondial.

Ces déclarations de Carrillo sont un cri de rage, pour parvenir à un accord. S'il dit ' "nous voulons discuter", c'est parce qu'il cherche un accord. S'il existait réellement, en Union Soviétique, les conditions qu'il décrit, il n'y aurait rien à discuter. Il faudrait combattre et écraser. Mais après avoir signalé que l'Union Soviétique est tout ce qu'il y a de pire, Carrillo dit : "nous allons discuter". C'est comme si on voulait arriver à un accord avec ses bourreaux. La base communiste n'accepte pas cela. Tout ce que dit Carrillo ne correspond pas à la réalité, ce sont des mensonges.

Les Soviétiques, eux aussi, discutent de façon mensongère et erronnée. Mais en même temps ils appuient l'Angola, donnent des armes à l'Ethiopie, au Mozambique, aux révolutionaires rhodésiens et à tout pays voulant se libérer de l'impérialisme. Staline ne faisait pas cela ! Staline signifie des intérêts sociaux. Quels sont les intérêts sociaux de l'actuelle bureaucratie ? les mêmes que ceux de Staline ? quel est leur niveau ? quel est le stade actuel des relations mondiales ? Si on ne fait pas cette analyse, on ne défend pas de principes scientifiques.

Carrillo se dit marxiste, il continue à l'être, mais son analyse de l'Union Soviétique ne l'est pas. Il fait une analyse répondant à des intérêts conciliateurs, pour lesquels il abandonne la méthode marxiste. On ne peut développer la compréhension de la classe ouvrière, espagnole, ou de la population qui cherche la direction de la classe ouvrière, en disant qu'il y a une dictature bestiale, féroce à Moscou, une équipe qui commande pour son propre bénéfice.

Soit. Mais quels sont les intérêts de cette couche ? quand et comment ces intérêts s'expriment-ils dans les rapports mondiaux ? en Angola ? au Mozambique ? en Rhodésie ? en Algérie ? en République du Sahara ? S'expriment-ils dans l'appui que la nouvelle Constitution déclare donner à tous les mouvements anti-impérialistes ? non. Alors, en quoi consistent ces intérêts ? Toute cette polémique signifie une très grande crise de la part de Carrillo et non de la bureaucratie soviétique. Cette dernière sort gagnante de cette discussion. N'importe quel militant communiste voit qu'il n'en est pas comme le dit Carrillo. En Union Soviétique on ne peut séparer l'intérêt politique des conditions sociales et économiques. Cette couche représente qui ? à quel secteur de la société correspond-elle ? comment s'expriment ces intérêts ?

Cette polémique est une discussion fausse,.destinée à stimuler un débat bureaucratique et non scientifique, de la part de Carrillo. Mais c'est un processus dans lequel il faut intervenir, parce qu'il montre la nécessité d'aider – à l'intérieur et en dehors des Etats ouvriers – les tendances qui cherchent à se réorienter dans la voie du marxisme.

Carrillo fait toutes ces déclarations en outre, pour cacher leur échec aux élections, en Espagne. Ce qu'il faut discuter maintenant, c'est pourquoi les communistes n'ont pas obtenu plus de voix ? Après une telle vague de grèves, après que le prolétariat espagnol ait mis en déroute le fascisme, pourquoi les communistes n'ont pas eu plus de voix ? ce n'est pas à cause de la brièveté de la campagne électorale. Le prolétariat a fait campagne pendant 40 ans. Cette tendance de Carrillo n'a pas d'appui dans les masses espagnoles ; elle peut en avoir dans l'appareil, du fait que ce dernier a vécu hors de l'Espagne.

Carrillo, après avoir dit pis que pendre des Soviétiques, dit : "discutons". Cela veut dire : "cède-moi quelquechose, je te céderai aussi un peu". Celui qui parle ainsi ne se sent pas un vainqueur. Il doit dire à son Parti qu'il n'est pas contre l' Union Soviétique, alors que toute la structure de ses arguments est contre la direction soviétique et pour une politique de conciliation. S'il avait mené une politique d'étatisations, de planification, il obtenait le double de voix, et ils auraient la majorité,avec les socialistes. Comme le PC n'a pas parlé en termes de transformations sociales, la petite-bourgeoisie est restée avec Suarez, elle a cherché comment se débrouiller au mieux dans sa vie de tous les jours, au trvail, pour le salaire, et elle a donné son appui politique à Suarez.

Ce problème ne devrait pas se discuter de cette manière.

Mais il n'y a pas de centre mondial dirigeant, il n'y a pas d'Internationale communiste, alors

SUITE PAGE4

LA DISCUSSION CARRILLO MOSCOU

J POSADAS SUITE

chaque Parti communiste a sa "liberté d'action". Mais que signifie cette liberté ? interpréter les expériences locales, en fonction de règles locales ? est-ce ainsi que se régit le monde ? Non, c'est faux. Est-ce qu'en Espagne on joue la musique des espagnols, on pratique la culture des espagnols ? la science, la technique des espagnols ?

La part des espagnols s'élève peut-être à 15 % de celle de l'ensemble du monde en Espagne. Même le langage des espagnols n'est déjà plus le langage ronflant et hautain de Charles Quint. C'est un langage plutôt modeste. On ne peut pas dire : en Espagne, nous faisons ce que les Espagnols décident. En principe, c'est ainsi. Mais : cette décision, comment est-elle établie ? C'est l'influence de ce qui sepasse dans le monde qui organise l'intelligence, la capacité d'action, qui donne notion de comment il faut agir. Et c'est cela qui détermine l'action indépendante de chaque Parti Communiste. Nous ne sommes pas contre cette action indépendante.

La façon dont cette discussion est menée montre la conception, les effets de l'existence encore d'appareils bureaucratiques. On discute encore dans les appareils. Mais le moins bureaucratique de tous est l'appareil de l'Union Soviétique. Celui-ci a besoin d'être plus objectif que tous les autres, parce qu'il doit défendre l'Union Soviétique. Et pour ce faire, ils doivent affronter le système capitaliste et les Yankees, ils doivent penser au monde et pas à eux-mêmes. Par contre, Carrillo pense localement.

Il y a une crise aussi en Union Soviétique, parce qu'un secteur veut temporiser, trouver des arrangements. Mais le fait est qu'en Union Soviétique même il n'y a déjà plus les conditions pour faire des arrangements. Ils représentent les intérêts du monde parce que l'URSS, pour vivre, doit représenter le monde ; autrement elle meurt. Mais pour Carrillo, ou pour les communistes italiens, le monde ne vient qu'en second ou troisième lieu. Ils veulent que tout le corps s'articule en fonction de leurs intérêts particuliers. Mais le corps du processus mondial s'articule en fonction du cours de la lutte de classe, et non selon les intentions ou les objectifs des dirigeants. La communication, l'échange desexpériences est un facteur fondamental pour le mouvement de ce corps mondial, comme il l'est pour la science, la littérature, l'art, la culture en général.

Le capitalisme accroît sa préoccupation — au travers de Carter en particulier — pour les "dissidents", pour les droits humains. En Belgique s'est formé un front unique de différents groupes, inclus les mandélistes, qui, sans se dire anti-soviétique, se déclare pour les droits humains et profondément indigné parce qu'il n'y a pas de libertés en URSS et parce que le nom de Marx et Lénine y est bafaré.

Le roi doit faire aussi partie d'un tel comité pour les droits humains ... Toute cette agitation que fait le capitalisme, Carter, a pour but de gagner du temps. Il donne beaucoup d'argent pour faire ce genre de mouvements, inclus à ces groupes mandélistes. Il le fait pour empêcher que les Soviétiques organisent et centralisent le mouvement communiste mondial.

La réalité est tout autre : maintenant justement, les Soviétiques ont besoin d'étendre la liberté et la démocratie et de chercher le contact avec les masses du monde. L'appui à la lutte en Afrique du Sud : est-ce de la démocratie, oui ou non ? Il y a 5 ou 6 types, intellectuels, qui ne peuvent pas parler en URSS. Mais personne de leurs défenseurs ne se demande : "et si ces gens ne parlent pas, quel effet celapeut-il produire ?" Y a-t-il une plus grande tranquillité sociale en Union Soviétique ? Boukovsky, par exemple, ne dit absolument rien ! quelle pensée a-t-il élaboré ? il demande la liberté. Mais la Rhodésie aussi, le Mozambique et le Pérou également. Pourquoi alors, ne pas se préoccuper de cette liberté-là ? Ils disent que personne n'a pitiée de Boukovsky. Avec cette tête d'idiot qu'il a. C'est une fausse conception. Mais quelle en est la racine ? Mandel, et les autres, voient l'Union Soviétique intervenir en Rhodésie, au côtés du Mosambique au risque de la réaction des Yankees, d'une invasion de l'URSS. Mais ils ne se demandent pas pourquoi les Soviétiques aident la lutte en Rhodésie et ne laissent pas parler les Boukovsky. Qu'est-ce qui détermine la ligne de l'Union Soviétique, et ses rapports avec le progrès du monde ? Boukovsky ou la Rhodésie ? Alors ils disent : les Soviétiques sont obligés de le faire, mais il n'y a quand même pas de démocratie, Boukovsky ne peut pas parler". Mais ce type s'est uni aux fascistes : il a fait un meeting avec eux. Ces groupes trotskystes prennent comme centre la critique pour le manque de libertés individuelles. A l'époque de trotsky, la critique portait sur le fait que la bureaucratie ne laissait pas parler l'opposition de gauche. Mais ces groupes trotskystes revendiquent la liberté individuelle. C'est cela qui les rapproche de tous les dissidents.

Si cette polémique avec Carrillo continue, elle va conduire à un nouveau centre mondial. Voilà le fond de toute cette question. C'est ce que cherchent les Yankees : ils veulent organiser un mouvement qui empêche une coordination du mouvement communiste mondial et orienter les préoccupations en fonction que "l'URSS ne laisse pas parler les gens", qu'il y a un déclin du communisme". C'est cela qu'ils veulent.

Cette discussion est une nécessité. Mais il faut la faire sur cette base, et avec tous, Carrillo inclus. L'impérialisme a un certain intérêt à ce qu'une polémique ait lieu. Mais cet intérêt est quand même très relatif parce qu'il se rend compte qu'il ne peut en retirer grand chose. Les journalistes du capitalisme qui écrivent sur ces problèmes sont des typtes d'importance secondaire, ils écrivent des mensonges, aucun d'eux ne peut développer des idées, des objectifs, des pensées de progrès ; ils parlent de liberté en abstrait, alors que dans ce monde capitaliste il y a 17 millions de chômeurs, et même 25 millions en comptant les chômeurs complets et partiels ; on y meurt toujours de faim, de froid, dechaleur. Dans les prisons capitalistes on assassine les prisonniers et puis on dit que leur cellule a brûlé et qu'on n'avait pas trouvé la clé. Et cela, ce n'est pas un attentat contre la dignité, la démocratie, la liberté ! Mais ils ne le voient pas. A Moscou un hôtel a brûlé. Qui y a mis le feu, et pourquoi ? ils disent que c'était par hasard ! Les Soviétiques eux, ont fait tout le possible pour intervenir tout de suite. Personne n'était pris de panique, les gens ont même chanté l'Internationale, en Hollande un hotel a brûlé également. Mais c'était tout un montage dans le but de toucher l'assurance. 25 personnes y ont péri. Mais les journalistes considéraient que c'était un accident !

Cette crise dans le mouvement communiste mondial ne vient pas d'aujourd'hui et ne se terminera pas demain. Elle provient de très loin. Sa cause et son point de départ essentiel, c'est que l'Union Soviétique a besoin de supprimer le système capitaliste. Et pour cela, elle a besoin d'empêcher des coalitions, des alliances, des fronts de partis communistes et socialistes, de directions d'Etats ouvriers avec le capitalisme. L'intérêt objectif de l'Etat ouvrier, détermine essentiellement ce besoin, et l'intérêt bureaucratique le détermine en second lieu, ce dernier n' est plus un centre. L'essentiel est que si l'Union Soviétique ne vit plus, la bureaucratie non plus. Et pour vivre maintenant, l' URSS a besoin de s'étendre. Pour s'étendre, elle doit chercher la coordination avec le mouvement communiste mondial.

Mais que défendent ces partis qui se défendent de Moscou ? une ligne anti-capitaliste ? Non. C'est une ligne de conciliation avec le système capitaliste. C'est l'inverse de l'époque de Staline. Les déclarations de Carrillo sont un mensonge consciemment élaboré pour se justifier. Mais qui fait cela est un homme en déroute, parce qu'il fait un appel à la conciliation, à l'aide du capitalisme. C'est aussi un appel à certains secteurs bureaucratiques de l'Union Soviétique, à qui il dit : "nous allons discuter" Il n'a pas compris et ne s'est pas préoccupé de comprendre que l'Union Soviétique ne vit plus à l'époque de Staline, et que L'URSS, ce n'est pas Brejnev.

En outre, Brejnev n'est pas un conciliateur tendant à écraser le mouvement d'émancipation contre le capitalisme. Tout en conciliant, il impulse ces mouvements, et enlève donc toute une base de conciliation à la bureaucratie. Nous appuyons tout mouvement de progrès. Les Soviétiques aussi. Ils sont obligés d'exercer cette fonction, tout en la coordonnant avec des intérêts bureaucratiques. Notre tâche est de développer une critique persuasive pour impulser au maximum et programmer, de la façon la plus complète possible, l'appui à ces mouvements de libération et l'organisation d'une direction pour transformer la société capitaliste.

L'époque de Staline a engendré dans les Etats ouvriers, des directions ayant des intérêts nationaux. Mais aujourd'hui la bureaucratie est obligée, tout en étant buraucrate, d'engendrer une conscience internationaliste. Elle n'a pas d'autre remède que de tendre à tout unifier. Il n'y a pas de différence quand elle propose l'unification de tous, et quand elle appuie l'Angola le Mozambique, les mouvements de Rhodésie, le Polisario, la Jamaïque.

Voilà la discussion qui est en train de se développer. Nous devons intervenir pour ouvrir le débat dans le mouvement communiste mondial.

J. POSADAS
26.6.1977

EDITORIAL

LA LUTTE DES OUVRIERS D'ATHUS ET LE PROGRAMME D'ETATISATION ET DE PLANIFICATION DE L'ECONOMIE

ne comme les bombes à neutrons, "les bombes capitalistes" (comme les qualifient les soviétiques), les bombes contre l'humanité, en assassinant ou persécutant les enfants comme en Afrique du Sud, en faisant des sabotages criminels comme celui qui aa provoqué la mort de 150 mineurs au Mozambique en construisant dans la plus grande anarchie et sans souci pour la population, des dizaines de centrales nucléaires.

Le capitalisme belge fait partie de toute cette structure mondiale de relations capitalistes. C'est lui qui fournit aide militaire et économique aux régimes les plus réactionnaires d'Afrique, de Mobutu à celui de Johannesbourg. Il prépare des équipes de militaires du genre du général Close, qui veut stocker ces bombes à neutrons en Belgique pour faire face à une soi-disant invasion des Etats ouvriers, et aussi pour faire face aux mobilisations sociales des masses en Europe, et en Belgique.

Le capitalisme ne se prépare à aucune coexistence pacifique, ni mondialement avec les Etats ouvriers et les pays où progresse la révolution, ni avec la classe ouvrière. Comment va-t-on le convaincre d'investir dans le Luxembourg et d'autres régions du pays, si cela ne correspond pas à ses intérêts de profit capitalste ? Et satisfaire ses intérêts, cela signifie aussi en même temps augmenter l'exploitation de la classe ouvrière, déteriorer toutes les conditions de vie des gens.

Le budget que le gouvernement Tindemans vient d'adopter est un autre exemple de cette situation : si le gouvernement a retiré certaines des mesures les plus brutales contre la sécurité sociale ou le droit aux allocations familiales et de chômage, il n'en attaque pas moins durement l'ensemble du niveau de vie de la population. Il est certain que l'augmentation de la TVA, ce sont les gens qui vont la payer dans l'augmentation de tous les produits de consommation. Aucun mesure n'est prise pour fournir effectivement du travail aux milliers de chômeurs. Les 70.000 emplois promis par le plan Spitaels sont surtout du bluff : quel développement économique correspond à ces "emplois nouveaux" ? aucun plan pour développer le pays, pour répondre aux besoins de la population, ni pour construire des maisons, des écoles, des moyens de transport collectifs, des maisons pour les pensionnés, des hôpitaux, Ces postes de travail seront récupérés sur le dos d'autres secteurs des travailleurs. En même temps la revendication des 36 heures sans perte de salaire, est oubliée.

Mais quand il s'agit de donner un emploi réel auxouvriers, on se heurtera chaque fois et partout au même problème qu'à Athus : qui va investir et dans quel but ? Les capitalistes ? ils le font uniquement en fonction de leur profit. L'Etat peut le faire, mais dans les conditions actuelles la participation socialiste au gouvernement n'est pas une force suffisante pour imposer que l'Etat exproprie les grandes entreprises capitalistes, et fasse un plan de développement en fonction des besoins de la population.

Il faut mener cette discussion en même temps que déployer la solidarité pleine avec les travailleurs d'Athus : le front de la gauche est plus que jamais une nécessité pour accomplir la revendication et la lutte pour transformer la société. C'est ce que la classe ouvrière cherche à faire avancer, au travers de cette action à Athus. Et il faut le discuter dans la gauche socialiste, dans le Parti Communiste et dans le mouvement ouvrier chrétien pour unir toutes les forces de l'action ouvrière autour d'un programme anti-capitaliste.

8.8.77

Sur demande à l'adresse du journal
15 frs

J. POSADAS *27.3.1977*

L'eurocommunisme le congrès des syndicats soviétiques et le processus de regénérescence partielle dans les Etats ouvriers

La Chine ne peut se developper en dehors du processus mondial de la lutte de classes

J. POSADAS — **25.7.77**

LA FETE DU DRAPEAU ROUGE ET LA DISCUSSION PUBLIQUE DES PRINCIPES MARXISTES

Notre Parti a proposé aux camarades communistes (dans la lettre que nous publions ci-dessous) d'organiser un débat public dans le cadre de la Fête du Drapeau Rouge, sur "les problèmes de l'eurocommunisme et de l'unification du mouvement communiste mondial", pour accompagner les activités culturelles de la Fête, avec une activité politique, de discussions, d'échanges d'idées et pour faire aussi de cette Fête une occasion de rencontre et de débats avec les différentes tendances de la gauche. Il y a un grand besoin de vie politique, au sein de la gauche en Belgique, comme dans le monde entier; et le débat est d'ailleurs déjà public au sein du mouvement communiste, que ce soit entre Carrillo et les Soviétiques, entre les différents secteurs du Parti Communiste Anglais, entre le Parti Socialiste et Communiste en France etc.. Il ne signifie aucun affaiblissement du mouvement de la gauche, au contraire.

Le Parti Communiste nous a répondu, au nom du Secrétariat National que "les conditions ne sont pas réunies actuellement pour prévoir la participation d'autres organisations à la fête et pour organiser le débat que nous avons proposé".

Nous croyons, qu'indépendamment des réticences et des hésitations des camarades communistes, la nécessité et l'actualité du débat sur les principes fondamentaux du marxisme, leur application au processus mondial actuel sont très vivantes. Le Parti Communiste Polonais vient de revendiquer la justesse de l'analyse de Trotsky sur les problèmes du front unique contre le nazisme; en Union Soviétique on publie un livre posant l'existence d'une tendance communiste qui veut revenir aux sept premières années de l'URSS; le PC Vietnamien s'élève contre le pluralisme, et aussi contre le maintien et la conciliation avec les secteurs de propriété privée dans l'agriculture. La RDA intervient ouvertement pour critiquer l'existence et l'arrièrement que représente la propriété privée existant encore dans les campagnes en Pologne; l'Albanie critique la politique extérieure de l'actuelle direction chinoise. Le Parti Communiste en Angleterre développe une discussion publique entre ses différentes tendances sur les "voies nationales au socialisme": dans le Parti Communiste Italien, la plupart des assemblées, et tous les festivals locaux et nationaux du journal UNITA sont ouverts à d'autres Organisations, inclus les groupes dits gauchistes. Alors pourquoi ne pas en faire autant en Belgique? C'est ce que nous continuons à proposer, que ce soit à la fête du Drapeau Rouge, ou à d'autres occasions prochaines et nous invitons les militants et tous les camarades communistes à le discuter dans leur organisation.

Le 1er septembre 1977.

AU BUREAU POLITIQUE DU PARTI COMMUNISTE
AUX CAMARADES RESPONSABLES DE L'ORGANISATION DE LA FETE DU DRAPEAU ROUGE

Camarades,

Il semble que cette lettre annuelle est devenue un acte traditionnel de la part de notre Parti, ainsi que la réponse (jusqu'à présent toujours la même) de votre part. Mais nous croyons que les circonstances actuelles, de discussion très profonde au sein de tout le mouvement communiste et révolutionnaire mondial, font que notre demande de participation à votre Fête avec un stand ou dans un lieu qui serait réservé aux diverses organisations de gauche en Belgique, n'a vraiment rien d'une "routine".

Beaucoup de problèmes se soulèvent publiquement maintenant sur les principes du marxisme et leur application dans le processus actuel, dans le rapport mondial des forces déterminé par les progrès des pays socialistes - Etats ouvriers - et des mouvements de libération du

Suite page 4

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous!

LUTTE OUVRIERE

ORGANE DU PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE TROTSKISTE
Section Belge de la IVe INTERNATIONALE POSADISTE

7 Francs — 15ème ANNEE — NUMERO 288 — Le 2 Septembre 1977

Périodique bi-mensuel — Envoyer toute correspondance à LUTTE OUVRIERE — BP 273 — 6000 CHARLEROI I
Abonnement de 12 numéros : 80 F. — Abonnement annuel : 150 F. — Abonnement de soutien : 500 F.
A verser au CCP 000-09762.34-26 de C Pôlet — Editeur Responsable : C. Pôlet — 51a, rue Garibaldi — 1060 Bruxelles.

Rodange-Athus, Caterpillar et la FN montrent la nécessité d'un changement social

EDITORIAL

La lutte que poursuivent les travailleurs d'Athus est importante, parce qu'elle cherche à donner une réponse programmatique supérieure à ce que voulaient faire les directions syndicales et le Parti Socialiste. Du point de vue de la plupart des revendications directes, les travailleurs d'Athus pouvaient être contents, puisqu'ils obtenaient des garanties de reclassement, de maintien du salaire pendant une période, l'ouverture d'une régie de l'emploi pour donner du travail à tous ceux qui n'étaient plus employés dans l'aciérie elle-même.

Cependant les ouvriers ont maintenu toute leur décision de lutte, et disent qu'ils ne veulent pas résoudre leur problème personnel, mais résoudre une situation économique grave qui touche tout le pays. Ce n'est pas seulement une lutte pour un problème particulier de leur usine, mais une lutte qui conduit à la nécessité de profonds changements sociaux en Belgique, et de la restructuration de toute l'économie, de la production sidérurgique en particulier en fonction des intérêts des masses et non de ceux des capitalistes. Ceux-ci ont déjà fait leurs plans, européen et mondial, pour liquider les secteurs qui ne leur profitent pas assez.

Les ouvriers d'Athus ont montré qu'ils veulent lutter pour des changements profonds, et pas seulement pour défendre leur emploi individuel. Pour cela, les moyens de lutte résolus qu'ils utilisent, en occupant l'ambassade du Luxembourg avec le drapeau rouge en tête, en mettant les gendarmes en garde contre toute provocation contre eux et en avertissant que les camarades restés à Athus sont prêts à marcher sur Rodange: ils représentent et expriment les sentiments de toute la classe ouvrière, qui doit lutter chaque jour contre la détérioration de ses conditions de vie et de travail, contre la hausse des prix, contre la pollution que les patrons nous font subir dans les usines, les quartiers, contre l'adultération des aliments. Tout cela est le résultat de la crise capitaliste, et les masses ne veulent pas la payer.

Une ouvrière de la FN de Liège l'a payé de sa vie, parceque les médecins des patrons l'ont obligée à reprendre le travail alors qu'elle était encore malade. Les ouvriers de la FN ont tout cassé dans les bureaux de contrôle médical et dénoncé dans cette action, la médecine au service du patronat. Mais la même chose se passe dans toutes les usines: l'absentéisme augmente, et aussi les maladies; les cadences imposées au travail sont insupportables; les travailleurs en sont épuisés. A Caterpillar aussi, à Charleroi, les ouvriers ont du faire grève pour un problème semblable à celui de la FN et ils ont obtenu par leur lutte la réintégration d'un travailleur licencié arbitrairement, alors qu'il était malade.

Mais on ne doit pas attendre plus que cette situation s'aggrave dans chaque lieu de travail! il faut intervenir! Ce n'est pas dans un avenir indéfini qu'il faut les 36 heures, mais c'est tout de suite! Les cadences de travail, la productivité augmentent; les conditions de travail continuent à s'aggraver; les bénéfices s'accroissent pour les grands capitalistes. Le chômage augmente avec l'accroissement du progrès technique. Voilà la logique capitaliste.

Un secteur du mouvement syndical soutient et stimule toutes ces luttes. Mais pour donner une solution, il propose que les capitalistes investissent dans les régions plus défavorisées pour maintenir un niveau d'activité industrielle. C'est indispensable d'investir, d'accord.

Mais cela n'intéresse pas le capitalisme belge d'investir dans des régions comme le Luxembourg ou Charleroi, ou Liège. L'industrie métallurgique et sidérurgique ne présente plus d'intérêts pour la Société Générale, qui ne manque pas de faire de plantureux bénéfices dans le reste du monde. Elle investit là où cela lui rapporte le plus et le plus vite. Quels moyens a-t-on alors de faire pression sur le patronat pour investir au Luxembourg, quand c'est

SUITE PAGE 4

Le parti socialiste, l'armée et la bombe à neutrons de l'impérialisme

voir page 4

La Chine ne peut se développer en dehors du processus mondial de la lutte de classes

J. POSADAS

25.7.77

Les changements en Chine sont le fait d'une camarilla qui s'appuie sur l'appareil et qui, afin de gagner autorité devant les masses, veut développer l'économie au nom de l'intérêt bureaucratique. Cela signifie qu'ils cherchent à répéter la politique de Staline sans Staline et sans les conditions historiques qui existaient alors.

Même de façon lointaine, cette couche bureaucratique n'a rien de comparable, ni sur le plan économique, à ce qu'était Staline. La différence vient de ce qu'un plan de production qui aurait pu se développer antérieurement ne le peut aujourd'hui que de façon très limitée. Le plan de Teng Hsiao-ping est de faire de la Chine un grand pays économique dans les années qui viennent. Mais l'Etat ouvrier ne peut se développer comme un grand pays économique sur la seule base de l'économie. Pour cela, il faut alors faire mille concessions au capitalisme pour qu'il ne cause pas de préjudice à travers la lutte de classes, qui affecte aussi l'économie. Il s'agit d'un plan de bureaucrates et de secteurs liés au capitalisme mondial et à ce qu'il reste encore de capitalisme en Chine.

Ceci est une expérience très riche pour revoir les méthodes de construction du socialisme, car ni les communistes espagnols, italiens ou français ne discutent ces problèmes. Ils n'en disent rien, alors qu'ils devraient appuyer cette politique pour "les particularités chinoises", "les voies nationales". Ce qui se passe en Chine démontre justement où mène la politique des "voies nationales" et du pluralisme.

LA LUTTE DE TENDANCES AU SEIN DU PARTI COMMUNISTE CHINOIS.

Il y a en Chine une lutte contenue qui va se développer en fonction du plan économique. Le fait que Hua Kuo-feng ait été mis en place contre Teng Hsiao-ping et que ce dernier ait attendu un an avant de revenir montre, semble-t-il, qu'ils soient parvenus à un accord. C'est une des volte-faces de l'appareil. Maintenant ils mettent au point le plan économique avec l'aide du capitalisme, profitant de la crise et des divergences de celui-ci. Ils le font aussi pour contenir la révolution et ne pas se laisser attirer par les Soviétiques de façon à ce que ceux-ci les obligent à mener une politique anti-capitaliste. La résistance de la direction chinoise vis-à-vis de l'Union Soviétique est la résistance à une politique anti-capitaliste.

Dans toutes leurs déclarations, il n'y a ni un jugement, ni une analyse, ni une caractérisation du monde, du capitalisme, de l'Etat ouvrier, de la lutte de classes, des masses. Par contre ils disent à chaque instant "nous suivons la dictature du prolétariat", "la parti va très bien". Il s'agit d'un langage hors du jugement politique, de l'analyse marxiste. Il n'existe aucune analyse de la part de la direction du parti, des comités régionaux, des cellules, sur l'état actuel de la lutte de classes dans le monde, sur le rapport mondial des forces et les objectifs de la Chine. Le seul objectif est de faire une grande industrie et de revenir "aux Cent Fleurs" mieux qu'avant; cela indique une direction ayant des intérêts bureaucratiques très profonds.

Ce n'est pas un hasard si parmi toutes les attaques qu'ils font "aux quatre bandits" ils disent maintenant qu'ils étaient liés aux propriétaires fonciers. Cela veut dire que les propriétaires fonciers existent encore C'est ce que ces types de la direction représentent et qu'ils attribuent "aux quatre".

Il y a un an, c'était la mobilisation des usines et de l'armée qui faisait tomber Teng Hsiao-ping. Aujourd'hui la presse bourgeoise reconnaît que le grand défilé de Pékin d'appui à Teng Hsiao-ping était constitué de presque tous les enfants des écoles. Il n'y a eu ni une seule usine, ni un seul syndicat, ni même une commune ou quelqu'un pour faire une résolution d'appui. Il n'y a eu non plus aucune discussion du parti, aucune spontanéité, pas une seule cellule ne s'est prononcée, appuyant au minimum Hua Kuo-feng.

Au moment de la Révolution Culturelle, 40 camions étaient sortis d'une seule usine et des milliers d'ouvriers de Shangaï, de Canton, de Pékin, s'étaient mobilisés. Déjà à cette époque il y avait à la même tribune Lin Piao et Chou En-lai de chaque côté de Mao Tsé-toung, et chacun avait fait un discours opposé l'un à l'autre. Dans le plus célèbre des discours de Lin Piao, qui montrait déjà une rupture publique, il appelait les ouvriers des usines à s'unir aux gardes rouges pour éliminer les bourgeois du parti et mener de l'avant une politique révolutionnaire. C'était une attaque à tous ces gens dans le but d'éliminer tous ceux qui vivaient comme des bourgeois.

Lin Piao proposait un plan de développement économique avec intervention des syndicats et de l'armée dans le plan de production et dans le développement d'une lutte anti-impérialiste. La direction actuelle a un plan complètement opposé et c'est pour cela que Lin Piao et d'autres ont été mis dehors» Mais le fait qu'il ne se soit écoulé qu'un an depuis l'expulsion de Teng Hsiao-ping signifie que celui-ci n'a pas changé: c'est l'appareil qui a changé en même temps que les autorités militaires de diverses régions. Cependant Staline avait changé plus de directions et plus d'appareils, avait fait la guerre. Mais aujourd'hui plus personne ne parle de lui.

ON NE PEUT AUJOURD'HUI REPETER LA POLITIQUE DE STALINE

Le fait que cette bureaucratie ne parle pas du prolétariat montre la peur immense qu'elle en a. Ils parlent de "la grande classe prolétarienne", mais ne parlent d'aucune résolution de cellule. Tout se fait dans les appareils. La différence avec Staline est que celui-ci est intervenu dans la lutte pour le pouvoir et dans la construction des premières années de l'Etat ouvrier. Il a utilisé cela et la bureaucratie l'a élu parce qu'il avait cette autorité. Ce pouvait être Trotsky, Staline ou Boukharine. Ce dernier n'avait pas grande autorité dans le parti, par contre Trotsky en avait, Staline aussi parce qu'il était un des rares qui venaient de l'étape antérieure et qui apparaissaient dans l'appareil du parti. Cette camarilla chinoise n'a rien de tout cela.

Staline exploitait la théorie du "socialisme dans un seul pays", afin de soumettre tout le monde à la défense de l'Union Soviétique. Par contre, les Chinois inventent la théorie des grandes puissances qui empêchent le développement des peuples. Ils mènent maintenant une campagne directe, ouverte et très grande contre l'absentéisme dans les usines, la faible production, contre le manque de préoccupation des ouvries pour la production, ce qui indique qu'ils préparent un plan pour augmenter l'exploitation et la répression. C'est pour cela qu' ils disent de prendre exemple sur Tachaï et Taching — à la fois commune, coopérative agricole et industrie pétrolière —. Ils cherchent le maximum de productivité et le minimum de préoccupation syndicale, sociale, politique, économique, rien d'autre que: "il faut travailler". C'est la même irrationalité que le capitalisme. Staline était accompagné d'une situation mondiale qui lui permettait d'agir comme il l'a fait, alors qu'aujourd'hui ces types ont, au contraire, le monde contre eux.

Ils ne voient que ce qu'ils veulent et non ce qu'il est possible de faire. Ils n'ont pas de capacité de prévision, ni de perspective. Ils ont confiance dans le fait que la guerre n'aura pas lieu, cherchent à l'empêcher et à empêcher aussi le développement de la révolution parce que celui-ci les affecte directement. Ce n'est pas un hasard s'ils appuient le Chili contre les masses et s'ils font la même chose en Angola. Quand ils appuient par contre la révolution au Vietnam, au Laos et au Cambodge, c'est parce qu'ils ont le danger d'être envahi par ceux-ci. La bureaucratie continue à avoir intérêt à conserver la propriété collective, elle continue à être bureaucratie mais ses possibilités sont inférieures à celles qu' avait la bureaucratie soviétique.

La politique de conciliation avec l'impérialisme que mènent les Chinois est supérieure à l'époque de Staline. L'appui de Staline au capitalisme venait du recul mondial de la révolution, tout comme son propre développement au sein de la direction soviétique. Ce ne fut pas l'unique cause mais la cause essentielle. Par contre, les Chinois n'ont rien de cela, et la lutte révolutionnaire mondiale est au contraire en élévation. Staline justifiait sa politique en disant qu'on ne pouvait faire autre chose, qu'il fallait défendre le socialisme. C'était "le socialisme dans un seul pays". Par contre maintenant ils s'agit d'autre chose. La guerre arrive et les Chinois veulent l'en empêcher. Ils doivent faire toutes sortes de concessions pour empêcher la guerre, alors que les Soviétiques veulent empêcher la guerre mais s'y préparent et l'annoncent. Ils se préparent avec ardeur pour la guerre. C'est ce qui s'exprime dans la littérature des Soviétiques alors que celle des Chinois n'a aucune valeur.

Dans tout cela Hua Kuo-feng agit comme un centre, alors que Teng Hsiao-ping pose à la place "des Cent Fleurs": "qu'importe la couleur du chat s'il chasse bien les souris". Cela signifie: "qu'importe de s'allier avec l'impérialisme si cela nous convient". Mais à qui cela convient-il? Ceci est une de ses grandes pensées.

Il s'agit d'une bureaucratie qui a peur panique de la révolution, mais qui étant entourée par la révolution et voyant son avance, doit en même temps l'appuyer, sans pour autant la favoriser. Leur programme est contre "les deux super-puissances", et ils cherchent à s'appuyer sur l'une contre l'autre: ils s'appuient ainsi sur l'impérialisme yankee contre l'Union Soviétique. Ils parlent d'appui à tous les peuples du monde, de développer la révolution dans les colonies, mais ne disent rien sur les Etats ouvriers, ils les ignorent. C'est la forme que prend le stalinisme aujourd' hui, parce qu'il s'agit d'une inclinaison vers l'intérêt local au prix de la révolution. Le stalinisme signifiait la mentalité idiote du bureaucrate qui ne voit pas le monde, n'analyse pas, ne compare pas, et ne développe pas le programme sur la base du processus mondial, mais sur la base de l'intérêt local, soumettant tous les autres à cet intérêt local. C'est ce que font les Chinois.

Ils s'allient à la junte assassine du Chili, à Israël, et de temps en temps appuient quelque chose qui leur convient, parce que cela se trouve à l'intérieur de ce jeu. Les Soviétiques faisaient la même chose avec Staline. Ce qui détermine dans la politique des Chinois est l'intérêt local, chauviniste, nationaliste, qui cherche l'alliance avec l'impérialisme, alors que les Soviétiques posent: "c'est eux ou nous". Au moment où les Soviétiques s'élèvent jusqu'à la compréhension du règlement final des comptes avec le capitalisme, les Chinois parlent de la coexistence, de la détente, tout en se prévenant du capitalisme pour qu'il ne les déloge pas. Toute cette bureaucratie a peur d'être délogée, ce qui indique qu'à l'intérieur existent des tendances très liées à l'impérialisme, sinon ils n'auraient pas une telle peur et leurs formulations seraient plus proches de la conclusion de classe. Quand ces formulations sont différentes à l'intérieur de la relation avec le système capitaliste, c'est qu'il y a des secteurs très attachés à l'intérêt privé, beaucoup plus qu'en Union Soviétique où ils ont tout jeté par terre, ce que les Chinois n'ont pas fait.

Cela fait quelques années, on payait encore les propriétaires en Chine. Ceux-ci continuent à toucher de l'argent, pèsent dans le pays avec leur conception de propriétaires, et ont des gens au Comité Central du Parti Communiste Chinois. Ils font partie des "Cent Fleurs" des fleurs en dehors de l'histoire, parce qu'elles n'ont ni

L'ABSURDITÉ DE LA DIRECTION C

Les accusations qu'ils font "aux c
ment dans un parti, quatre dirigea
faire cela? Cela veut dire alors que
arrivent à d'aussi grandes accusati
intérieure est très grande ainsi que
qui s'appuie sur l'arrogance et la co

Dans le communiqué du Comité
résolutions furent prises après une
cère. Mais s'ils disent "sincère" c'e
doute. De plus ils disent que ces
opposés sans raison, mais ne donn
sont des bandits, pourquoi parler c
bandit ce qui détermine est la ra
raisonnement politique ne conduit p
qu'alors il devraient dire quelle était
faisaient ces quatre dirigeants pend
donnent simplement des argument
mentent pour soutenir ceux qui co
un objectif mais le pouvoir.

C'est ainsi qu'il n'y a pas d'arguments politiques, d'appéciations, de raisonnements. Le fait de dire "nous avons discuté sincèrement" suffit. Et pourquoi considèrent-ils que quelqu'un puisse mettre en doute leur sincérité? Le raisonnement a sa logique: "je crois que c'est ainsi et ainsi, pour telle raison". La raison est l'argument. Quand ils disent que ces quatre dirigeants voulaient s'approprier le pouvoir, ou qu'ils s'opposaient sans raison, à quoi cette conclusion obéit-elle? Quelle différence avaient-ils avec Mao? Ils devaient dire: "Mao cherchait ceci et eux ont fait autre chose". Par contre, ce qui existe est un déclaration de Mao critiquant Teng Hsiao-ping parce que jamais dans aucune réunion il n'a cherché à se mettre de son côté. Et Hua Kuo-feng l'a accusé lui-même de bandit, d'incapable. Tout cela montre que l'accord qu'ils ont fait est très fragile.

Dans leurs déclarations, les Chinois parlent de ce qu' ils représentent les intérêts de la classe ouvrière, des petits et moyens paysans pauvres. Lorsqu'ils parlent de catégories, cela veut dire qu' il y en a d'autres plus hau-

arôme, ni valeur, et ne représentent rien.

Aujourd'hui, les conditions sont bien meilleures qu'à l'époque de Staline. Et quand les Chinois persistent dans cet intérêt, c'est qu'ils sont une direction bureaucratique qui n'a pas appris et ne veut rien apprendre. Ils s'accrochent à Mao Tsé-toung mais s'en servent comme d'une marionnette. Ils prennent ce qui est le plus arriéré chez Mao Tsé-toung, provenant surtout de la dernière étape. Mao Tsé-toung était un bon dirigeant, un homme capable, qui venait d'une famille riche comme la plupart des dirigeants chinois, issus d'une réaction contre la brutalité de la vie qui existait à cette époque.

En 1957, Mao Tsé-toung posait "les Cent Fleurs" qui consistaient en une série d'illusions qu'ils avaient développées dans leur concurrence avec l'Union Soviétique et sous l'impulsion de Kroutchev. Ils veulent maintenant revenir "aux Cent Fleurs", ce qui équivaut "au socialisme dans un seul pays". Aujourd'hui cela ne sert pas, parce qu'existent presque 20 Etats ouvriers. Ils ressortent "les Cent Fleurs" au moment où les Soviétiques développent la consigne: "c'est eux ou nous", qui équivent au règlement final des comptes. Toute l'histoire conduit à cela, c'est ainsi que cette politique des Chinois n'a aucune perspective.

N CHINOISE

ux quatre" sont absurdes. Comgeants peuvent-ils en arriver à ue le parti le permet. Quand ils ations, c'est que la divergence que la faiblesse de ce pouvoir concentration de la décision. ité Central, ils disent que ces une discussion sérieuse et sinc'est que quelqu'un les met en ces "quatre bandits" se sont onnent aucun argument. Si ce r de qui avait raison? Pour un raison d'être bandit. Mais le it pas à cette conclusion parce ait la politique juste, et ce que endant ce temps. Par contre ils ents sans objectifs. Ils argucommandent, ce qui n'est pas

tes. C'est une lutte de pouvoirs, d'appareils dans laquelle se démontre bien la base sociale de la représentation de chacun. La base sociale de Teng Hsiao-ping n'est ni ouvrière, ni paysanne pauvre ni moyenne. Il représente d'autres couches sociales beaucoup plus hautes et est mis là au nom de ces couches pour la tâche de cette étape qui, selon eux, est de développer l'économie. Mais développer l'économie en utilisant la technique occidentale signifie empêcher la guerre, les révolutions, les bouleversements qui les obligent à intervenir. C'est la politique de Staline de cette étape.

C'est une sottise de croire qu'on peut faire une telle politique. C'est se croire une espèce de Dieu qui fait un geste de la main et arrête la lutte de classes. C'est une pensée absurde, produit d'une couche sociale qui n'a aucun raisonnement dialectique. C'est pour cela qu'ils disent de Teng Hsiao-ping qu'il est pragmatique.

Pragmatisme en politique signifie que les choses s'expriment en fonction de ce qu'elles rendent, normalement en fonction de la justification des faits. Dans le cas, il s'agit d'une politique de rendement. Le pragmatique est celui qui sait combiner les qualités de chacun pour obtenir les meilleurs résultats pratiques et les meilleurs rendements. En politique révolutionnaire, il ne s'agit pas de rendre mais d'organiser pour développer de façon consciente, alors qu'ils espèrent atteindre un grand développement économique dans la technique du capitalisme. C'est une brutalité.

Il est vrai que les yankees et les allemands ont la technique, mais une technique brutale. Une chose est la structure de la technique, et l'autre est la technique globale qui inclut aussi le travail ouvrier, considéré comme partie technique. C'est une technique qui dégrade l'être humain et l'objectif du communisme n'est pas de faire cela. C'est une espèce de stakhanovisme* de tous les jours.

Pour cela, ils ont besoin d'un parti et de syndicats qui ne vivent pas, qui ne demandent pas de meilleures conditions de vie ou d'augmentations de salaires. C'est pour cette raison qu'aucune déclaration d'usines ou de syndicats n'est apparue. Ils ont besoin aussi d'éviter que le monde les oblige à une politique de dispersion, d'attention économique, sociale et politique, que ce soit des guerres, des révolutions, des affrontements. Ils parlent alors de la paix, ils veulent imiter Pie XII. La paix est pour eux mais pas pour les autres, et ils bénissent les canons pour faire la paix. C'est ce que veut faire cette camarilla dirigeante. C'est une chose insensée qui indique un compromis très transitoire.

C'est ainsi qu'ils font un Comité Central du Parti Communiste Chinois à toute vitesse pour ratifier et résoudre tout rapidement. Mais ils communiquent cela au moyen des "dazibaos" dans les rues. Pourquoi, à qui cela est-il dirigé? Ils veulent démontrer qu'ils ont eu un écho populaire. Celui-ci peut être fait par trois employés du ministère, surtout que les affiches sont apparues de nuit et que le matin elles n'y étaient plus. Cela veut dire qu'il y a bagarre et que ceux qui les ont mises avaient le pouvoir, mais ceux qui les ont enlevées aussi. Ils mettent d'abord les grands éloges à Teng Hsiao-ping et le matin ils n'y sont plus. Et quand ils les ont mis, il y avait quelqu'un pour les protéger. Contre qui? Cela montre qu'il y a résistance et que celle-ci doit être en outre très grande, parce que cette politique n'est pas celle qui convient à la Chine.

Ils mènent une politique complètement insensée. L'économie de la Chine ne peut ainsi se développer. Ce qui se développe est une couche d'administrateurs bureaucrates beaucoup plus arriérée qu'à l'époque de Staline.

En Chine, toute la couche dirigeante, d'origine paysanne, était constituée de militaires. Ils combinaient le commandement du parti avec le commandement militaire, chose qui n'existait pas en Union Soviétique où le parti dirigeait. En Chine, il n'y a pas de parti, il est très pauvre, rachitique, avec une base prolétarienne très restreinte et dont presque toute la vieille couche d'origine partisane et militaire est liquidée. Il reste alors aux mains de bureaucrates, de planificateurs, attachés à la conception bourgeoise comme Teng Hsiao-ping dont le pragmatisme en politique signifie qu'il se cramponne de tout côté. Ce ne sont pas les principes qui le guident mais la néssité de produire.

DE QUELLE ECONOMIE LA CHINE A-T-ELLE BESOIN

L'impérialisme n'a aucune confiance pour investir en Chine. Il sait que cette direction est un appareil qui ne peut durer longtemps. Ils ont vu aussi l'expérience de Staline, et en tirent les conclusions. Pendant ce temps, cette camarilla arriérée est préoccupée par le fait de produire selon "les modèles de l'occident". Modèle de l'occident signifie formes d'exploitation du prolétariat.

C'est le modèle soviétique qu'il faut prendre, mais les Chinois n'en parlent pas. Les Soviétiques ont des formes de productions très élevées qui diminuent l'exploitation. C'est pour cela que les Chinois prennent l'exemple de Taching qui est un sacrifice immense. Tachin n'est pas d'un haut niveau de production mais signifie un grand sacrifice de la part des gens qui sont allés travailler dans des zones paludéennes. Ils ont créé des bases d'exploitation de pétrole très grandes — comme dans la commune de Tachaï qu'ils utilisent comme modèle — où les gens travaillent de façon épuisante. Il n'y a là ni vie politique, ni publications. Ils paient et rendent les honneurs aux ouvriers qui ont le plus travaillé, tout comme dans le plus pur shakhanovisme arriéré.

Le héros apparait et toute l'équipe qui travaillait avec lui. L'équipe faisait le travail et le héros recevait les honneurs. Lui reçoit les prix et les autres les mentions et tout cela dans un vide complet, parce qu'à aucune moment il n'est question du prolétariat mondial, ni de la lutte de classes, ni qu'il faut vaincre le capitalisme. Il n'y a aucune orientation scientifique de classe. Tout ce qu'ils font est de dire "la grande Chine", "le grand Mao Tsé-toung", "beaucoup de pétrole", est c'est tout.

Dans les films qu'ils montrent sur la vie des ouvriers de Taching, on les voit très joyeux, communicatifs, mais il n'y a aucune discussion politique.Ils commentent des choses banales de la vie ou, combien vont-ils produire, comment vont-ils le faire. C'est très bien, mais la vie politique? La production a un sens qui est la politique, non la politique pour produire, mais la production soumise à la politique. Personne ne dit un seul mot de cela. Alors apparaissent les chefs, l'équipe sélectionnée qu'on compare avec l'autre. C'est la concurrence capitaliste. C'est ce que font les Chinois.

Pendant la Révolution Culturelle on discutait dans les usines, les camions sortaient des usines et allaient aux quartiers pour discuter, parler, ils allaient aux restaurants de luxe où venaient Teng Hsiao-ping et d'autres, les jetaient dehors et leur cassaient les disques, la musique. Ils ne faisaient pas cela contre la culture mais contre cette couche de la direction en disant que c'était le capitalisme qui avait apporté tout cela. Les publications n'en on jamais rien dit en Chine, alors que le même Teng Hsiao-ping déclare qu' il aime un bon restaurant, un service bien fait et un bon repas. Cela suffit pour imaginer ce qu'est cette direction.

C'est un étape qui ne peut durer longtemps. La Chine va passer par une série d'étapes similaires à celles qu'a connu l'Union Soviétique, différentes dans la forme mais indentiques dans le fond. Les Soviétiques aussi faisaient de grands plans de productions, ils ont dû par la suite les rejeter. Mais il n'y a déjà plus de place pour cette politique. Il s'agissait de plans brutaux de la bureaucratie qui terminaient dans la négligence. Par contre, la Chine a déjà toute une expérience, mais malgré cela réitère tout. Ils vont créer une exploitation qui va mener à un choc brutal avec les ouvriers et les paysans, parce qu'ils vont orienter essentiellement à ce qu'ils produisent et faire des réunions et des fêtes uniquement dans ce but, alors que le monde n'a pas les conditions pour une telle politique.

C'est pour cela qu'ils veulent faire tout ce qu'ils peuvent pour affronter l'Union Soviétique et éviter ainsi qu' on puisse l'écouter. Les affrontements de fontière sont en réalité contre les ondes des radios soviétiques qu'on ne peut arrêter par des affrontements de frontière. Les ondes ont des moyens particuliers de pénétrer qui ne passent pas par l'air mais par l'intelligence des Chinois Bien qu'ils ne voient pas, et qu'ils ne parlent pas, il écoutent.

La conception de cette direction est de la plus pure structure stalinienne. Il n'y a rien de vie politique, rien de discussion, tout est soumis au plan économique: "fermez la bouche, nous sommes la direction et faisons cela". C'est ce qu'ils font et le monde n'est pas de ce côté-là. Au même moment sort la discussion sur le pluralisme et les "voies nationales au socialisme", comme le posent les Partis Communistes français, italien et espagnol, mais tout en parlant de remplacer le capitalisme. Cela ne convient pas non plus aux Chinois. C'est pour cela qu'ils ne se mettentpas avec ces partis. Ce qui leur convient est le "statu quo".

C'est ainsi que dans leurs résolutions, ils ne disent rien sur le monde, sur le prolétariat vietnamien comme exemple, comparaison ou stimulant, ni sur le Cambodge qui a éliminé le salaire. Tout en étant une expérience réalisée à la hâte, cela indique les conditions qui existent dans la tête des Cambogiens. Quand ceci est dans la tête des gens, c'est que les bases existent déjà, non les conditions mais les bases qu'il faut développer.

Quand dans la tête des Cambodgiens surgit l'élimination du salaire, ce n'est pas une conséquence d'une planification programmatique, mais en plus de celle-ci, de l'existence de conditions qui sont la volonté du parti de le faire. Cela est aussi important que les conditions matérielles, et dans des situations déterminées, le parti est plus important que les conditions matérielles. Ce sont des expériences très importantes sur lesquelles il faut intervenir.

C'est pour cela que cette direction chinoise veut arrêter tout progrès révolutionnaire et appuie Israël et tous les mouvements réactionnaires. Ils veulent tout arrêter et s'opposer pour que le peuple chinois ne se laisse pas attirer par les Soviétiques. Ils ont une peur panique de cela. C'est ainsi qu'ont lieu ces affontements qui ne sont que des incidents ridicules.

Teng- Hsiao-ping est un type politiquement nul, de droite, faisant partie d'une couche bureaucratique. Il a été critiqué et séparé du parti depuis un an, avec des accusations publiques de ce même Hua Kuo-feng. Maintenant il revient sur la base d'un accord entre eux dans lequel s'exerce la pression de l'impérialisme, qui pour faire certains investissements, aides ou changements, ou quelque arrangement avec Formose, impose cela. De toutes façons, c'est une politique qui n'a aucune perspective.

La Chine ne se mesure pas par son extension mais par le monde. Et le monde n'a pas les conditions pour que la Chine fasse cette politique. Le tranquillité intérieure que recherche la Chine pour cet accord avec l'impérialisme devrait s'etendre au monde. Et où se trouve le monde tranquille? Teng Hsiao-ping représente une couche qui veut la tranquilité, la paix et la jouissance de ce processus. Pour cela il a besoin qu'il n'y ait ni révolution, ni lutte de classes, ni mouvements, rien qui les oblige à les dévier, à faire attention et à intervenir dans le processus de la lutte de classes. C'est une chose impossible à réaliser. C'est ce que ces types représentent, et pour développer la Chine comme ils le veulent, ils ont besoin de la tranquillité du monde. Telle qu'elle est aujourd'hui, la Chine ne peut concurrencer le monde que dans quelques domaines secondaires comme les tisus, et rien de plus.

Une telle couche bureaucratique qui cherche les conclusions pratiques, pragmatiques, a déjà fait 80% de concessions avant d'entrer dans la discussion, parce qu' elle s'adapte immédiatement à l'autre. C'est ce qu'ils appellent être pragmatique. Cela signifie qu'ils n'interviennent pas en défense d'une position mais qu'ils recherchent un accord.

Les Bolcheviques ont fait beaucoup d'accords, mais sur la base de positions de principes. Il ne s'agissait pas d'accord légers, rapides, mais d'accords programmés, accompagnés d'une politique d'intensification de la lutte afin de les compenser. Les Chinois ne sont pas ainsi, ils fond l'accord et en plus arrêtent les ouvriers, les étudiants, les militaires, pour qu'ils restent la bouche fermée, ne discutent rien du monde et ne les obligent pas à céder. Il n'y a aucune place dans l'histoire pour cette camarilla.

Les Soviétiques ne disent rien et n'interviennent pas dans ces problèmes, parce qu'ils sont dans l'attente d'une aile qui existe et espèrent qu'elle se manifeste. Mais cette camarilla n'a aucune perspective. C'est un des problèmes les plus difficiles et les plus complexes de cette étape, il est nécessaire de le comprendre et d'intervenir.

J. POSADAS
25 juillet 1977

* conception développée par le stalinisme qui vise à stimuler la productivité individuelle sur la base de récompenses matérielles.

Le Parti Socialiste, l'armée et la bombe à neutrons de l'impérialisme

La participation du Parti Socialiste au gouvernement Tindemans, et donc à la gestion directe du régime capitaliste n'a pas été acceptée ni admise, ni même discutée dans le Parti et elle est loin de rencontrer l'approbation des militants, des ouvriers, ni même de toute la direction du PSB. On ne peut pas mesurer la discussion et les divergences existant dans le PSB au travers des votes des derniers congrès, qui ont été préparés et décidés d'avance et dans lesquels les travailleurs, les masses qui ont voté et appuyé électoralement le Parti Socialiste n'on eu aucun moyen de s'exprimer.

C'est pourquoi ces congrès ont pu voter "à l'unanimité" la participation socialiste au gouvernement capitaliste.

Mais si ce vote représentait la volonté du Parti et des masses socialistes, on ne devrait pas voir, à côté des ministres socialistes, des dirigeants comme Glinne, critiquer l'orientation du budget établi par d'autres socialistes; ni André Cools déclarer avec tant d'insistance "qu'une chose c'est le Parti et une autre c'est le gouvernement et que les ministres socialistes n'ont pas les pleins pouvoirs à la direction du PSB".

Si le PSB avait pleinement confiance dans ce régime capitaliste, qu'une partie des dirigeants est en train de soutenir au gouvernement, il ne devrait pas non plus faire des réunions avec les militaires, inviter le général Chilien Pobiete pour mettre en garde contre les forces militaires qui se préparent, dans chaque régime dit démocratique, à faire un coup d'Etat.

Cependant de telles réunions se sont tenues, entre socialistes et hauts gradés de l'armée belge. Et nous croyons que cela a beaucoup d'importance de le discuter et de poser, au sein de toutes les tendances de gauche, une discussion programmatique à propos de l'armée.

Les dirigeants droitiers du PSB, comme Simonet, sont logiques dans leur défense intégrale du système capitaliste: ils sont des agents de la grande bourgeoisie belge et européenne et ils cautionnent (par exemple en préfacant le livre du général Close) les plans les plus réactionnaires du capitalisme mondial et de l'impérialisme américain contre les masses d'Europe et contre les pays socialistes. C'est ce même général Close qui souhaite voir la Belgique se fournir en bombes à neutrons! C'est lui qui est défendu et soutenu par une partie des dirigeants socialistes, alors qu'un autre secteur veut impulser des sections socialistes et des droits démocratiques politiques et la syndicalisation au sein de l'armée pour qu'elle ne soit pas un instrument aux mains des groupes les plus réactionnaires de la bourgeoisie: c'est une contradiction très grande, qui montre aussi le niveau des divergences sur tous les problèmes fondamentaux dans le Parti Socialiste, sur la nécessité ou non de réaliser un programme de transformations sociales du pays, d'adopter un programme anti-capitaliste etc..

Cette discussion sur l'armée est très importante; la gauche socialiste ne doit pas la laisser seulement entre les mains de différentes groupes de la direction du PSB. Il faut la développer dans tout le Parti et aussi publiquement et la gauche doit proposer un programme face à l'armée, face à l'OTAN, face à la bombe à neutrons, et à tous les préparatifs de guerre mondiale que fait l'impérialisme américain et tout le capitalisme avec lui.

La bombe à neutrons est une arme de l'impérialisme destinée à détruire la population, à tuer les ouvriers, les manifestants, les grévistes, à assassiner les gens qui se mobilisent pour leurs revendications, pour défendre l'environnement, pour le droit au travail. C'est une bombe qui a peu d'effets contre les Etats ouvriers, parce que ceux-ci et l'Union Soviétique en premier lieu. ont les moyens de riposter immédiatement à une attaque nucléaire américaine.

Cette "bombe capitaliste", comme l'ont justement appélée les Soviétiques, l'impérialisme va la lancer contre le peuple nord-américain et contre la classe ouvrière en Europe, contre les mobilisations et les progrès de la gauche vers le pouvoir. Non seulement il faut empêcher que cette bombe soit installée sur le territoire de la Belgique, mais il faut aussi lutter pour en chasser l'OTAN, et pour détruire ce pacte militaire pour lequel les gouvernements belges ont déjà accepté de renoncer à leur souveraineté en cas d'extrême nécessité. Et il faut aussi lutter et discuter dans le Parti Socialiste que le mouvement ouvrier n'a rien à faire de dirigeants qui cautionnent les plans des généraux comme Close; il faut discuter un programme pour un gouvernement de gauche en Belgique, et en fonction de cela, discuter la fonction et le rôle d'une armée.

C'est important que dans le Parti Socialiste, on discute qu'il faut imposer des droits démocratiques dans l'armée:

cela veut dire que le Parti socialiste ne peut pas rester indifférent ni insensible à tous les changements qui se développent dans le monde, au progrès des Etats ouvriers, au progrès de tous les pays qui ont éliminé la propriété privée, et aux changements dans le mouvement socialiste mondial lui-même: un parti socialiste comme celui de France ne se propose plus de gérer le régime capitaliste, mais bien

d'appliquer — avec toutes les hésitations un programme qui attaque le capitalisme; et au Portugal, la Constitution pose explicitement que l'armée a pour devoir de défendre tous les acquis de la révolution. Le Chili a démontré, même si c'est négativement, que les transformations sociales et économiques ne peuvent se faire sans des transformations profondes dans la structure de l'Etat, et en particulier de l'armée.

Le Parti Socialiste ne discute pas tous ces problèmes, il n'y a pas d'assemblées, de textes, de débats où les militants, les travailleurs interviennent ouvertement. Mais il ne peut pas non plus rester en dehors de tous ces problèmes, cela ne dépend plus de sa direction mais de tout un processus de changements dans le monde qui oblige à mettre ces problèmes sur le tapis. Il faut que la gauche socialiste, les Jeunes socialistes, Links, les syndicats socialistes interviennent dans un tel débat pour élever son niveau et pour discuter un programme, ainsi que le Parti communiste et toutes les tendances de la gauche.

LA FETE DU DRAPEAU ROUGE

monde, par les luttes de la classe ouvrière des pays capitalistes développés pour le pouvoir (La France, l'Italie, ainsi que le Portugal et l'Espagne mettent tous ces problèmes concrètement à l'ordre du jour). La discussion est à présent publique dans le mouvement communiste sur tous ces problèmes. Nous croyons que cela signifie un grand progrès. De toutes manières, les problèmes, les divergences existaient déjà avant, même si elles n'étaient pas mises en lumière. Le fait qu'elles le soient maintenant, ne va pas favoriser le camp du capitalisme.
Celui-ci a pu tirer très peu de profit de la crise de croissance qui existe dans le mouvement communiste mondial; on l'a vu avec les soi-disant "dissidents" et même avec la polémique sur l'eurocommunisme. C'est le capitalisme qui est dans une crise de désintégration très profonde et mondiale. Par contre, le fait que les problèmes de principes du marxisme se posent à présent ouvertement entre les différents partis communistes et les différentes tendances du mouvement communiste, va permettre d'approfondir et de clarifier une discussion que nous considérons depuis longtemps comme inéluctable et nécessaire.

La IVe Internationale - Posadiste fait partie de cette discussion et y a apporté déjà une contribution, comme elle fait partie du mouvement communiste mondial. Pour nous, aucune scission dans les partis communiste; ne nous réjouit et nous travaillons avec toute notre passion communiste à faire progresser l'unification. Nous n'avons souhaité ni encouragé aucune rupture dans les Partis Communistes et nous trouvons erronné le fait qu'elles aient au lieu, tant dans le PC Anglais que Suédois, où Espagnol et Grec précédemment. Mais nous croyons aussi qu'elles sont une conséquence du manque de discussion objective sur le programme, la politique, la fonction des partis communistes dans différents pays d'Europe capitaliste. Cette discussion est indispensable aussi dans le mouvement ouvrier et le Parti Communiste en Belgique.

Nous croyons que ce serait très favorable pour toute la gauche que le Parti Communiste ouvre ce débat. La Fête du Drapeau Rouge en est une très bonne occasion: nous vous proposons de faire un débat ouvert, contradictoire sur "l'eurocommunisme et sur les problèmes de l'unification du mouvement communiste mondial", d'y inviter des camarades des autres partis communistes d'Europe capitaliste et des pays socialistes à s'expliquer sur tous ces problèmes; et en même temps, d'ouvrir la Fête du DR aux autres organisations de gauche et tendances qui comme vous, luttent pour le socialisme, pour les transformations socialistes de la Belgique. Nous vous demandons en outre, de rencontrer une délégation de notre Parti afin de discuter directement de ces points de vue et de nos propositions.

Nous espérons votre réponse, camarades, et vous adressons notre salut communiste fraternel.

Le Bureau Politique du P.O.R.(T)
IVe Internationale - Posadiste

EDITORIAL

Rodange_Athus....

lui le maître absolu de ses capitaux et de la propriété privée! Il a déjà décidé depuis longtemps de ne plus investir en Belgique. La crise du capitalisme belge dépend de celle de tout le Marché Commun, et ses contradictions se font chaque jour plus profondes; maintenant les monnaies scandinaves décident une dévaluation; et le capitalisme nord-américain prend aussi des mesures pour se défendre de la concurrence européenne.

Par contre, la population voit que dans les pays socialistes, il n'y a pas de chômage, ni d'inflation et que le progrès économique est constant. Ce sont les Etats ouvriers qui constituent la principale concurrence par rapport au système capitaliste, parce qu'ils montrent leur supériorité.

La classe ouvrière résiste au démantèlement de l'économie belge, non seulement parce qu'elle défend son emploi, mais aussi parce qu'elle veut une économie qui soit au service de la population.

La production sidérurgique est excédentaire pour le marché capitaliste, mais ce n'est pas le cas quand on regarde tous les besoins de la population: est-ce qu'on n'a plus besoin de construire des logements convenables, avec des installations sanitaires des douches et des WC pour chaque famille, des écoles, des crèches, des moyens de transport collectifs: il y a de quoi utiliser des millions de tonnes d'acier en Belgique et dans toute l'Europe.

Mais les capitalistes ne vont pas le faire, cela ne les intéresse pas. C'est donc aux socialistes, aux syndicats, au Parti Communiste, à proposer ce programme. Il faut un programme de transformations sociales, partant du principe que tous les problèmes sont le résultat du maintien de la propriété privée. C'est un programme d'étatisations sous contrôle ouvrier, un plan ouvrier de développement du pays que le PSB et les syndicats doivent discuter. Il faut discuter l'expérience de la France et le Programme commun de la gauche.

Nous invitons les organisations syndicales, FGTB comme CSC, à discuter ce programme, dans les assemblées, les congrès, les réunions syndicales, et en même temps la défense de tous les droits démocratiques de la classe ouvrière, comme le font les travailleurs des ACEC contre les fichiers politiques que la direction patronale dresse sur les travailleurs les plus combatifs et aussi discuter ce programme, en même temps que toutes les revendications qui mobilisent actuellement les travailleurs. Préparer une offensive générale du mouvement ouvrier pour ces revendications et ce programme anti-capitaliste.

Prolétaires de tous les pays Unissez_vous !

LUTTE OUVRIERE

ORGANE DU PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE TROTSKISTE
Section belge de la IVe INTERNATIONALE POSADISTE

7 Francs _ 15e ANNEE _ NUMERO 289 _ 23 Septembre 1977

Périodique bi-mensuel — Envoyer toute correspondance à LUTTE OUVRIERE — BP 273 — 6000 CHARLEROI I
Abonnement de 12 numéros : 80 F. — Abonnement annuel : 150 F. — Abonnement de soutien : 500 F.
A verser au CCP 000-09762.34-26 de C Pôlet — Editeur Responsable : C. Pôlet — 51a, rue Garibaldi — 1060 Bruxelles.

REALISATION DU 11ème CONGRES MONDIAL ORDINAIRE ET 1er CONGRES EXTRAORDINAIRE DE LA IVème INTERNATIONALE POSADISTE

COMMUNIQUE DE PRESSE

Entre le 20 et 29 Juin 1977 s'est tenu le 11ème Congrès Ordinaire et 1er Congrès Extraordinaire de la IVème Internationale Posadiste. Des délégations d'Amérique Latine, Afrique et Europe y ont participé. Il a été rendu hommage à Léon Trotsky, dont le 37ème anniversaire de l'assassinat par Staline s'accomplit au mois d'août. Hommage fut rendu également aux camarades des sections Chilienne et Argentine de la IVéme Internationale-Posadiste, assasinés par les dictatures de ces pays, les camarades Anapé, Santiago, Raoul etManuel; aux camarades emprisonnés et séquestrés par les dictatures du Chili, d'Argentine et plusieurs autres pays d'Amérique Latine. On a rendu hommage à la lutte des masses d'Asie, d'Afrique d'Amérique Latine et d'Europe pour le progrès social, qui s'identifie à la lutte anti-capitaliste et pour la construction du socialisme. Un hommage a été rendu au comportement vaillant des masses d'Afrique, qui affrontent l'impérialisme. Le Congrès a adressé un salut aux Etats ouvriers -pays socialistes-, à l'Urss, la Chine, Cuba etc., et aux masses communistes, socialistes du monde entier et les a appelé au front unique pour mener l'action anti-capitaliste en vue du progrès de l'humanité.

Le Congrés a salué la nouvelle Constitution Soviétique et le parti Communiste d'Union Soviétique, et a appelé à ce que les syndicats et le Parti Communiste -de manière autonome du gouvernement - organisent une activité en direction des masses nord-américains et chinoises en appelant les premières à la lutte contre le capitalisme yankee, et les secondes à l'unification avec le mouvement communiste mondial et, en particulier, l'Union Soviétique.

Le Congrès a fait un bilan général de l'activité de l'Internationale depuis le Xème Congrès, constatant le progrès objectif de l'autorité de l'Internationale, de sa ligne politique et de son orientation, en vue d'impulser la lutte du mouvement communiste mondial en front unique avec les partis socialistes, les masses de gauche, les mouvements socialistes révolutionnaires pour unifier la lutte contre le système capitaliste.

Le Congrès a permis de constater le progrès de nouveaux cadres, un renouvellement de cadres qui, avec passion et dévouement communistes, développent l'activité d'impulser le mouvement communiste mondial; la croissance de nouveaux cadres, de nouvelles sections; un salut fut adressé aux nouvelles sections d'Amérique Latine et d'Europe.

Le Congrés a fait des saluts à la lutte des masses du monde entier et au progrès de l'incorporation au mouvement révolutionaire, des masses catholiques, nationalistes des pays d'Afrique, Asie et Amérique Latine, et particulièrement, d'Europe.

Le 11ème Congrès Extraordinaire de la IVème Internationale Posadiste a discuté et approuvé toute l'activité de l'Internationale pendant la période écoulée, approuvé l'activité de la direction, du Secrétariat International, du Secrétariat International Volant; il a observé comment la ligne politique et l'application de cette ligne se sont vérifiées dans la lutte révolutionnaire des masses du monde. L'activité du Congrès s'est déroulée sur la base d'un Rapport Politique et d'un Rapport d'Organisation. La réalisation de nouvelles activités fut discutée, en vue de développer le mûrissement des cadres de l'Internationale pour l'action d'impulser la lutte des partis communistes, le front unique des communistes, socialistes, nationalistes, catholiques de gauche, mouvements militaires nationalistes révolutionnaires pour diminuer les délais d'existence du capitalisme et limiter les atrocités que celui-ci prépare avec la guerre atomique.

Le Congrès a salué la nouvelle Constitution Soviétique tout en critiquant ses limitations. mais a constaté le progrès qu'elle signifie par rapport à l'anterieure, car elle ouvre de nouvelles voies au développement du progrès social révolutionnaire de l'Union Soviétique. Il a analysé la nécessité d'une discussion mondiale dans le mouvement communiste et socialiste afin d'unifier le mouvement anti-capitaliste. Il a fait appel aux masses chinoises et à la direction, pour qu'ils interviennent afin d'unifier le mouvement communiste mondial, et a discuté en même temps, la nécessité de condamner la politique réactionnaire et contre-révolutionnaire de la direction chinoise actuelle et a fait un appel aux masses et aux syndicats chinois pour qu'ils interviennent. Il a discuté également la nécessité d'un appel à l'intervention des syndicats des Etats-Unis afin de pressionner, entraver et mettre en déroute l'action de la bourgeoisie nord-américaine qui est le centre vital de la préparation contre-révolutionnaire et réactionnaire de la bourgeoisie mondiale.

suite page 3

NON AU PLAN SPITAELS !

Pour un programme anticapitaliste de la gauche

EDITORIAL

Le plan Spitaels est en fait le programme social que la bourgeoisie est obligée de présenter pour contenir les réactions de la lutte ouvrière contre la crise capitaliste.
Il ressemble tout à fait au plan du gouvernement Giscard d'Estaing ou du gouvernement Andreotti en Italie, qui proposent eux aussi, une soi-disant diminution du chômage par l'incorporation de quelques milliers de chômeurs dans les services publics, l'envoi de stagiaires payés à 80% dans les entreprises, la revalorisation du travail manuel. Ce plan n'a rien de «socialiste». Il confirme en tout cas que cette crise économique fait partie d'une crise totale du capitalisme en tant que système, que ce n'est pas quelquechose de conjoncturel. Le capitalisme s'y est installé et il procède à une politique de concentration énorme au profit des monopoles, des plus grandes entreprises ou sociétés financières.

D'autre part, ce Plan exprime aussi toute la faiblesse du capitalisme actuel. Avant, il entretenait une armée de chômeurs pour faire pression sur les ouvriers au travail et empêcher les luttes sociales. Maintenant le capitalisme est obligé de subventionner le chômage, pour contenir la révolte de la classe ouvrière et maintenir un semblant de pouvoir d'achat et un marché de consommation. Mais de toute façon, c'est l'ensemble de la population qui fait les frais de cette politique, car ces subsides sont une source d'inflation constant, ils ne correpondent à aucun investissement productif. De plus, la bourgeoisie — comme le pose tout à fait clairement Marc Eyskens dans ses déclarations à la presse — va continuer à pousser la technification, à accroître la productivité, sans accroître le nombre d'emplois. Dans tous les pays capitalistes d'Europe et en Belgique, la productivité augmente, les bénéfices des grands capitalistes aussi, en même temps que s'aggrave le chômage et la détérioration des conditions de travail de la classe ouvrière et de la vie de la population.

Le Marché Commun Européen est le coordinatuer de cette crise au bénéfice des grandes sociétés multinationales. La décision de «planifier» la production de l'acier par exemple, et de l'industrie textile n'a pas été prise en faisant l'inventaire des besoins des populations, mais uniquement en fonction des profits des grosses sociétés. Sur le plan agricole, c'est la même chose: le Marché Commun est là, avant tout, pour maintenir des prix élevés et surveiller la concurrence pour en faire bénéficier les capitalistes les plus puissants.

Il n'y a pas de dépassement possible de cette crise, sans imposer de profondes transformations économiques et sociales, au bénéfice de la classe ouvrière et de la population travailleuse. De plus en plus, cette conclusion s'impose dans le mouvement ouvrier en Belgique. Plusieurs syndicats, en préparation de leur congrès, partent de cette analyse; ils croyaient que la crise serait passagère, que le chômage allait se résorber, et la bureaucratie syndicale a passé des accords avec les patrons en acceptant une modération des revendications ouvrières, avec cette illusion: maintenant il n'est plus possible de faire passer cette politique. En sidérurgie, dans les aciéries de moulage, dans l'industrie textile, dans l'industrie du montage automobile et mécanique, dans la chimie même, partout, c'est le plan du grand capital qui s'applique parce que les directions syndicales n'ont pas posé le fond des problèmes.

Malgré toute la campagne de dénigration constante que fait la bourgeoisie dans la presse, à la radio, à la TV contre les pays socialistes, ceux-ci apparaissent pour la classe ouvrière comme un exemple, car ils sont en progrès constant; même les pays qui partent d'un état très arriéré, comme l'était Cuba, ou plusieurs pays d'Europe de l'Est, ont fait un progrès immense sur la base de l'étatisation de la propriété, de la planification de l'économie, du monopole du commerce extérieur pour affronter le marché capitaliste. Et en Europe encore capitaliste, ce sont les idées et le programme socialistes qui avancent.

La discussion qui se développe actuellement en France sur le Programme Commun a rencontré un écho très profond en Belgique, dans tout le mouvement ouvrier, socialiste, chrétien et communiste dans les syndicats, et aussi dans la petite-bourgeoisie. Ce n'est pas à cause de la proximité géographique de la France, mais parce que l'Union de la Gauche en France, appuyée par les grandes organisations syndicales, représente un exemple aussi et une expérience très importante pour les travailleurs de Belgique. Le Programme Commun, malgré toutes ses limitations, pose que le capitalisme est responsable de toute cette crise et qu'il faut éliminer la source de son pouvoir pour répondre aux besoins de gens: Etatiser les grands moyens de production. La France montre aussi qu'avec un programme dont beaucoup de points sont anti-capitalistes, on n'effaie pas la petite bourgeoisie, au contraire: même électroralement l'Union de la Gauche peut gagner la majorité, en proposant des messures anti-capitalistes.

Et la discussion qui s'approfondit actuellement n'affaiblit pas la gauche. C'est une discussion nécessaire. Quand la gauche sera au gouvernement, elle devra, inévitablement, prendre des mesures plus importantes contre la structure du régime capitaliste, ne pas se tenir au parlement, au système législatif, mais impulser l'organisation du pouvoir des travailleurs dans les entreprises, le contrôle ouvrier, transformer les structures et la fonction de l'armée: c'est tout cela qui commence à se discuter. La classe

suite page 4

Le P.S.B. et le programme commun de la gauche en France

VOIR PAGE 4

RAPPORT POLITIQUE DU XIe
ET Ier CONGRES EXTRAORDI
IVe INTERNATIONALE POSAD

Camarades:

C'est avec la plus grande fraternité communiste que nous saluons les camarades en ce XIème Congrès Mondial, et 1er Congrès Extraordinaire de la IVème Internationale — Posadiste» L'humanité vit une étape de transformations historiques. Le cours de ce processus de l'histoire est déterminé par les transformations sociales.
L'instrument de leur réalisation étant conçu soit de façon pleinement ou semi-consciente, soit de façon instinctive ou peu profonde. Mais c'est cela qui caractérise cette étape de l'histoire.

Celle-ci n'est pas déterminée par les inventions, par le télégraphe avec ou sans fil, ni par le progrès de la production, aussi énorme soit-il. On produit actuellement, mille et un million de fois plus qu'il y a cent ans. Mais ce n'est même pas la vitesse du rayon laser qui détermine ce processus.

Tout ce progrès de la science, de la technique est inférieur — et de résolution qui existe déjà dans la conscience humaine, de vouloir tout résolution qui existe déjà dans la consciense humaine, de vouloir tout changer, d'éliminer la propriété privée; il faut dépasser toute une étape de l'histoire de vie humaine, de manière à pouvoir élever les conditions des relations humaines, afin que celles-ci ne soient pas déterminées par des intérêts ou des objectifs individuels, mais par le besoin de généraliser la fraternité humaine. Voilà l'aspect le plus conscient, le plus conséquent et le plus constant de cette étape de l'histoire, et qui détermine son cours.

N'importe quel pays, aussi petit et insignifiant qu'il soit en force numérique et en richesses naturelles, qui prend la qoie du progrès, fait des transformations sociales. On ne mesure plus un pays par sa puissance économique. Les Etats-Unis sont immenses. Mais on les connaît surtout par la quantité de voie qui y sont commis et par la quantité de présidents qui travaillent pour leurs affaires personnelles.

L'étape actuelle est celle de la plus grande invention de l'humanité: les rapports humains. L'Angola, qui n'a pas d'instruments de production, de techniciens, d'ingénieurs, de médecins, décide d'éliminer la propriété privée. Cela signifie un progrès immense, qui ne trouve sa comparaison avec aucune autre étape de humanité: c'est 'élimination de la base essentielle d'opposition au progrès de l'humanité, c'est à dire de la détermination de la société au travers de l'intérêt de la propriété privée.

Voilà qui détermine le cours de i'histoire et, par conséquent, le progrès la culture, l'éducation, la maturité de l'humanité.

L'humanité est mûre. L'Angola est toute petite, comparée à l'Union Soviétique et aux Etats-Unis, elle vient à peine de naître. Mais ce nouveau-né dit aux grands comment il faut faire: abolir la propriété privée. Pourquoi agit-elle ainsi? Cela n'est pas venu de naissance. Mais l'Angola a à ses côtés l'URSS, la Chine, Cuba. la Yougoslavie, la Pologne.

Le fait d'assimiler de telles expériences ne veut pas dire "imiter", "parcourir le chemin fait déjà par d'autres", mais se laisser influencer par les formes les plus élevées des relations humaines. C'est aussi la condition la plus importante de n'importe quel progrès.

La science développe des connaissances, les techniques de production, la médecine, les transports etc. Mais elle n'a pas inventé, et ne peut le faire, les relations humaines. Celles-ci sont le produit des rapports sociaux. Et les peuples les plus petits du monde, comme l'Angola, Cuba, qui s'élèvent vers le formes les plus élevées des rapports sociaux, adoptent aussi les formes les plus élevées de la connaissance scientifique. Il est clair et évident que c'est là la forme du progrès. L'élévation des rapports sociaux détermine les trois formes du progrès: relations humaines, connaissances scientifiques, et capacité d'utilisation des connaissances scientifiques.

Il existe un déficit, quant à l'utilisation de ces connaissances. L'Angola ne peut avoir la même capacité que l'URSS ou les Etats/Unis. Elle n'en a pas les moyens matériels, elle manque d'équipements, de techniciens, d'ingénieurs et même de médecins. Mais elle a une volonté complète de construire le socialisme: c'est un socialisme encore limité, mais il y a la volonté de le faire. C'est ainsi qu'il faut mesurer l'histoire et l'étape que nous vivons.

Pour progresser, n'importe quel pays prend la voie du socialisme. On discute pas la crise du système capitaliste, l'ampleur, le degré, le niveau de cette crise, pour pouvoir décider ce qu'il faut faire. C'est le premier aspect qui détermine ce qu'il faut faire. Ce n'est pas comme avant, quand les réunions de l'Internationale Communiste, des Partis Communistes, nos propres réunions, considéraient la crise du capitalisme comme base d'interprétation. On analysait la perspective, l'issue de la crise, et on décidait la ligne politique. Aujourd'hui, non. On détermine la politique, les objectifs, en fonction des rapports sociaux, mondiaux, considérés globalement. Ces relations mondiales expriment un progrès incessant de mesures, de normes socialistes, de progrès vers des mesures socialistes. Même s'il s'agit — comme le disent ironiquement certains communistes — de socialisme sans pain, de mesures confuses ou limitées. Ce n'est pas la quantité, ni la distribution du pain, qui détermine la socialisme. Mais ce sont les relations sociales, d'égalité, d'aspiration au progrès commun du genre humain. C'est cela, le socialisme!

Le progrès économique est nécessaire, sans aucun doute, car il donne de l'assurance et de la confiance. Mais dans cette étape d'affrontement historique entre le système capitaliste et les Etats ouvriers, le cours n'est plus déterminé par la nécesité, pour chaque pays, de disposer des prémisses économiques pour aller au socialisme: ces prémisses se trouvent en Union Soviétique, qui démontre que le socialisme est possible. Elles se trouvent en partie en Chine, bien que de façon très limitée, et aussi à Cuba. Les populations qui manquent de moyens, de possibilités de développement économique, ont ces exemples devant elles.

Ils sont la forme la plus élevée de la culture. Le système capitaliste montre les Pasolini comme des expressions de la culture. Mais Pasolini n'a rien à voir. C'est une homme qui ne cherche qu'à entretenir et répandre ses vices et ses préjugés. Par contre, l'Angola dissémine la culture. La base en est la connaissance en vue du progrès. Voilà la base de la culture! Quelle est la connaissance transmise par Pasolini, une connaissance qui ne contribue pas au progrès. Par contre, le Mozambique, l'Angola, le Polisario y contribuent. En plein désert, le Polisario fait ses réunions pour discuter.

Il faut élever la connaissance, la compréhension, l'analyse, les conclustions de ce processus, ca il détermine les cours de l'histoire. Il ne prend pas plus d'ampleur parce que les directions n'ont ni la conscience, ni la confiance pour le voir ainsi.

Elles observent le Polisario, l'Angola, le Mozambique, Cuba, la tournée de Fidel Castro en Afrique. Mais elles n'en tirent pas de conclusions. Elles en éprouvent de la crainte. Pourtant on ne peut dire qu'elles ont peur, car elles sont vaillantes: mais elles craignent les idées, les conclusions des idées. Elles ressentent essentiellement le poids, la pression, de la culture bourgeoise face à la culture marxiste. Un homme Allende était courageux. Personne n'en doute. Il est mort en combattant Lui-même disait: "je mourrai ici, nous allons défendre ce que nous avons fait, et nous allons marcher vers le socialisme". Mais il s'est avéré que ce n'était pas le chemin. Il était courageux, mais il n'était pas dans le bon chemin.

Quelle conclusion en tirer? le courage a de l'importance, mais il est sans effets lorsqu'il n'est pas dirigé par la culture objective, consciente. C'est une balle sans poudre. Ce qu'il fallait à Allende et aux socialistes chiliens, au lieu de vouloir affronter l'impérialisme dans un seul pays, c'était d'organiser leur courage dans la conscience et la connaissance des expériences historiques. C'est ce qu'ils n'ont pas fait. La culture doit enseigner, fournir des éléments de connaissance afin de développer la capacité d'initiative; autrement ce n'est pas de la culture, mais un modèle que l'on doit suivre tel quel.

La culture apprend à agir et développer la capacité scientifique. La base essentielle en est de voir ce qui s'est passé dans le monde et pourquoi. Autrement il ne s'agit pas de culture, mais de mensonges, de calcomanie adaptée à la ligne de celui que l'utilise. La culture, en même temps qu'elle enseigne, doit communiquer l'assurance de la connaissance. Il faut montrer que le régime de production, les relations de propriété sont essentielles pour le progrès de l'humanité. Celles-ci déterminent le régime de production. Il ne peut y avoir de régime de production discinct des rapports de propriété. C'est absurde: l'expérience la plus simple et concrète le montre.

Les Angolais n'ont pas développé l'expérience, la capacité, l'étude scientifique qu'Allende et son gouvernement avaient acquis. Mais ils ont, par contre, acquis la conviction de pouvoir transformer la société dans une voie socialiste. Ce sont des noirs qui éclairent très bien le monde. Le Mozambique fait de même, avec des moyens encore plus réduits que l'Angola. Voilà la base essentielle de la discussion qu'il faut faire dans cette étape de l'histoire. C'était ainsi qu'il fallait et qu'il faut toujours faire. (. . . .)

Pour discuter, il faut revenir aux principes du marxisme qui ont été mis de côté. Quand les partis communistes discutent comme «français» ou comme «italien» et non comme des communistes vivant dans un pays déterminé, ils abandonnent l'instrument d'application scientifique. En voyant le processus localement au lieu de l'observer scientifiquement et d'assimiler les expériences — entre autres celle de l'Union Soviétique — ils limitent leur capacité de persuasion, de vision, d'analyse et de conclusion. Notre intervention tend à aider ce processus. Nous acceptons cette activité avec tout notre amour, alors que nous pourrions avoir beaucoup de militants en faisant une action en tant que groupe. Mais l'activité que nous menons permet d'influencer le mouvement communiste mondial.

Ce Congrès vise à élever la capacité de nos militants à comprendre cette fonction, et non à chercher notre croissance dans un mouvement de grève, dans une mobilisaton étudiante. Si nous pouvons croître, tant mieux. Mais notre but essentiel est de collaborer à l'élévation de l'expérience et de la capacité du mouvement communiste mondial — des Partis communistes dans les pays capitalistes et les Etats ouvriers — afin qu'il reprenne l'instrument marxiste. On ne peut faire progresser la construction économique et sociale sans cet instrument.

Une des concluions fondamentales de la nouvelle Constitution Soviétique est de se proclamer héritiers continuateurs de Marx, Engels, Lénine. Ce principe, lancé par la nouvelle Constitution, s'adresse à l'avant-garde ouvriere d'Union Soviétique, du PC de l'URSS, à l'avant-garde ouvrière du monde. Elle ne vise pas à gagner des voix, à faire une dispute avec le PC Italien ou Français, mais à influencer l'avant-garde ouvrière du monde pour l'attirer. Mais la politique et le programme concrets ne sont pas encore suffisants.

C'est pour cette raison que le Congrès a pour but de discuter tous ces problèmes. Cela ne va pas nous signifier une croissance numérique, mais bien une croissance de qualité, qui est la forme la plus complète algébrique, du nombre. Un n'est pas égal à un. Un est égal à cinq cents, en conclusion théorique et politique. On ne comprend pas cela en arithmétique, mais nous le comprenons très bien.

Nous réalisons ce XIème Congrès et Ier Congrès Extraordinaire à effets de préparer l'intervention de l'Internationale dans ce processus en développement. Il y a déjà plusieurs exemples qui montrent ces conditions ouvertes pour que nous intervenions de plus en plus. En Angleterre par exemple: Nous avons dit que le Parti Communiste Anglais était sur le point de se dissoudre, et ne pouvait continuer longtemps comme un parti plus droitier que toutes les droites communistes. Il déclarait avoir 36.000 membres, et aux élections il a obtenu 30.000 voix. Nous ne nous sommes pas moqués du Parti Communiste. Nous avons fait des articles et nous adressant à aux, en les appelant à discuter, en leur montrant qu'ils ne pourraient pas cntinuer ainsi. La fonction du PC en Angleterre n'est pas de se développer pour remplacer le travaillisme.

C'est absurde. Le Parti Communiste doit aider à former la gauche dans le Parti Travailliste. Ce que nous faisons envers les communiste à échelle mondiale, les communistes anglais doivent le faire envers le Parti Travailliste. Nous avions proposé la même chose aux communistes anglais doivent le faire envers le Parti Travailliste. Nous avions proposé la même chose aux communiste mexicains. Il n'y a pas de temps historique suffisant pour remplacer le Parti Travailliste, surtout en tenant compte des erreurs et de la

Déclaration du bureau politique

Le Bureau Politique du PORT au nom de la section Belge salue avec toute sa décision et volonté révolutionnaires la réalisation du XI ème Congrès Mondial et 1er congrès Extraordinaire de la IVème Internationale -posadiste. Il approuve et accepte toutes les résolutions et les rapports politiques du Congrès Mondial sur le processus actuel de progrès constant de la Révolution Permanente dans le monde.

Il approuve toutes les interventions et décide d'en tirer toutes les conclusions pour appliquer la politique, la conception, les analyses de la IVème Internationale-posadiste en Belgique dans l'organisation de la gauche socialiste, communiste et syndicale.

Il appelle le PCB, PSB, et toutes les organisations ouvrières en Belgique à faire un large débat public pour discuter tous les problèmes du mouvement communiste, pour discuter la nécessité de l'unification de tous les Etats Ouvriers, mais surtout de l'unification de l'URSS et de la Chine, à discuter les progrès constants et ininterrompus de la régénérescence partielle dans les Etats Ouvriers et en particulier en URSS au travers de la Nouvelle Constitution, à discuter l'intervention des Etats Ouvriers en Afrique, l'impossibilité d'appliquer l'Eurocommuniste et le pluralisme, à développer la discussion des principes marxistes dans tout le mouvement communiste mondial.

Il fait un appel à discuter la nécessité de répondre à la crise du capitalisme en Belgique par un front de la gauche avec un programme anticapitaliste: PC, PSB et chrétiens de gauche et syndicats à l'exemple du programme commun de gouvernement de la gauche en France et en s'appuyant sur le rapport de forces mondial tout à fait favorable au progrès de la gauche, de l'intervention de la classe ouvrière et des masses exploitées.

Il approuve et accompagne pleinement avec toute son affection communiste l'activité de la direction de la IVème Internationle, le camarade Posadas dans toute son activité d'intervention comme centre organisateur conscient des directions des Etats Ouvriers, des Partis Communistes, des Partis Socialistes, des Syndicats, des mouvements nationalistes révolutionnaires, militaires progressistes, et chrétiens de gauche, au travers de toutes les analyses, les textes, les interventions politiques, les résolutions et l'activité pratique dans les centres décisifs que sont les Partis Communistes dans le monde.

Il prend la résolution de publier très rapidement toutes les analyses, les textes et résolutions du XIème Congrès dans la prochaine Revue Marxiste pour servir d'orientation, de base, d'analyses scientifiques pour toute l'avant garde révolutionnaire, pour les militants communistes et socialistes en Belgique.

ONGRES MONDIAL

AIRE DE LA

TE

J.Posadas

extraits

3 juil. 1977

politique criminelle de l'URSS à l'époque de Staline. Alors, camarades du Parti Communiste Anglais, votre fonction est de former la gauche travailliste! et ensuite viendra l'étape du grand Parti Communiste. Le communisme et le travaillisme formeront un seul parti. Ils disaient que nous étions fous, que Posadas ne connaissait rien à l'Angleterre. Et maintenant, le Parti Communiste anglais est divisé entre une aile gauche et une aile droite et tous ces problèmes sont discutés.

En Pologne, le Comité Central du parti Communiste a adopté une résolution, sans dire contre qui elle se dirigeait, qui réfutait que la direction du PC ait été influencée par Trotsky en 1936 comme Staline les en accusait, mais que Trotsky avait eu raison dans ses prises de position sur la nécessité du front unique communistes-socialistes. L'histoire l'a démontré. Voilà ce que dit le Comité Central du PC Polonais. C'est le journal «Unita» qui l'a publié. Si on en arrive à un tel niveau, ce n'est pas simplement pour rendre un culte à la vérité, c'est qu'il y a une nécessité qui est en train de s'ouvrir la voie. Il faut discuter objectivement: voilà en quoi consiste cette nécessité.

Nous prenons ces exemples pour renforcer cette activité qui est nécessaire. Nous ne recherchons pas à nous développer numériquement, mais à influencer. pour cela, il faut une élévation de la passion communiste, de l'amour pour cette activité. Il ne s'agit pas d'amour pour le Parti. C'est un faux sentiment. Il existait plus ou moins à d'autres époques, quand il fallait combattre la social-démocratie et qu'il n'y avait pas encore d'Etat ouvrier. Mais aujourd'hui il y a 20 Etats ouvriers. Il faut avoir de l'amour objectif pour cette fonction, qui s'accomplit au travers du Parti. Le Parti est un instrument transitoire, il exerce donc une fonction transitoire, mais nécessaire. Il n'est pas la propriété de l'un, contre un autre. Il est l'instrument le meilleur, le plus complet, et doit être le plus scientifique. Cet instrument doit faire place à toute la capacité scientifique, théorique et politique. Il doit l'assimiler, et pour cela il faut de l'amour pour cette fonction, de l'amour pour l'humanité, pour l'objectif du communisme qui consiste à éliminer et désintégrer la dispute humaine. Cette dispute est engendrée actuellement encore par la lutte de classes, par l'existence du capitalisme. Mais dans le Parti communiste on ne doit pas vivre la vie de lutte de classe. On ne peut certes pas ignorer tous les problèmes de la vie capitaliste. Mais cela ne doit pas dicter la conduite, ni orienter la culture. Il faut de l'amour pour cette tâche.

Notre fonction est des plus complètes et elle est l'expression la plus objective d'amour pour l'humanité. Nous ne pouvons être un mouvement qui croît ou fait carrière. Chacun de nous individuellement, peut faire carrière dans le Parti Communiste. Mais notre objectif n'est pas un développement personnel, il est d'être utile à l'humanité, comme Lénine, comme le marxisme. Et comme l'est la classe ouvrière du monde et la petite bourgeoisie gagnée aux idées de la révolution.

Ce Congrès n'offre pas de perspectives de développement numérique. Il se propose d'encourager, de stimuler et de développer notre intervention dans le mouvement communiste mondial. Nous sommes à une étape très élevée, tous les principes théoriques vont se discuter; Les délais seront peut-être un peu longs, mais on va faire des comparaisons avec les expériences de l'histoire, de l'Union Soviétique et des autres Etats ouvriers.

Si l'Etat ouvrier polonais déclare, sans aucune raison ni besoin, sans que personne leur ait rien demandé; «nous avons été influencés par Trotsky. Trotsky avait raison»: cela veut dire qu'il y a une discussion dans le mouvement communiste mondial également, sur la base de Trotsky, non pour l'utiliser contre la bureaucratie soviétique, mais contre les positions erronnées, fausses et bureaucratiques du mouvement communiste mondial.

Nous sommes très heureux et contents d'accomplir cette fonction et de sentir que nous contribuons au progrès de l'humanité. C'est pourquoi le 11ème Congrès Mondial et 1er Congrès Extraordinaire a répondu à une nécessité. Le Bolchéviques ont pris des résolutions plus importantes encore, à toute vitesse.

Nous faisons ce Congrès, sous cette forme, parce qu'il répond à une nécessité objective. La discussion du mouvement communiste mondial s'élève. Il faut y intervenir maintenant. Et c'est ainsi que nous le faisons. Nous croyons qu'il y a un très grand progrès de l'Internationale, en ce qui concerne notre intervention dans le monde entier, mais particulièrement en Algérie, en Grèce, en Angleterre, Italie, au Vénézuéla, Equateur, Colombie où on voit le développement de notre influence sur le mouvement communiste mondial. Les déclarations des Polonais affirment cette conclusion. Nous n'avons pas d'égoisme, d'esprit de parti. Il y a en nous un esprit de classe, une conception de classe et une élévation du niveau de l'action de classe, dont nous voyons le point le plus haut en Union Soviétique.

Au nom du Secrétariat International, je félicite tous les camarades, pour la prouesse énorme réalisée par toutes les sections. En particulier, la section italienne, petite en nombre, vend une quantité de publications qui correspond à un grand Parti.

Ces camarades font l'exploit de traduire, publier et vendre. C'est un exemple pour toute l'Internationale et le mouvement communiste mondial. Un exemple d'amour objectif pour cette fonction. Il faut tenir compte du nettoyage des vieux trotskystes — qui sont restés seulement vieux et n'avaient plus rien de trotskystes —; et cet exploit de la section italienne va se traduire ultérieurement dans une activité beaucoup plus large et bien meilleure. On a déjà la confirmation de ce que la voie est juste. Nous soulignons aussi les prouesses d'autres sections, comme la petite section 'quatorienne. C'est la première fois qu'un délégué communiste sort d'Equateur. L'Equateur semble toujours inexistant dans les réunions mondiales des autres mouvements.

Je renouvelle mon salut à tous les camarades de l'Internationale et à l'effort immense accompli par les sections pour venir à le Congrès.

Un salut et un souvenir affectueux, fraternel pour tous les camarades qui sont détenus ou ont été tués. Plusiers camarades ont été assassinés en Argentine l'année passée et beaucoup sont en prison, tant en Argentine qu'en Uruguay.

Un salut très profond en souvenir du camarade Sant. assassiné par la police en Argentine. Le camarade est mort en défense de l'Internationale. S'il donnait les noms et adresses qu'il connaissait, la police pouvait prendre et assassiner beaucoup d'autres camarades. Il s'est tu. C'est pour cela qu'ils l'ont tué.
De même, la camarade Anap., assassinée au Chili. Cette camarade aussi vivait avec plusieurs autres, lorsqu'elle fut arrêtée. La police n'est pas allée à cette adresse, parce que la camarade n'a pas parlé. Ces camarades montrent ce qu'est la conscience responsable de la fonction historique. Un salut encore au camarade Ra., qui est en prison depuis trois ans et s'est ingénié à maintenir toute une vie politique avec sa section.

Un salut sans fin à tous les camarades qui ont lutté, qui sont en prison pour l'Internationale. Un salut à cette équipe de l'Internationale, qui ne s'est pas laissé intimider par les morts, les emprisonnés et la répression et qui mène de l'avant l'activité avec une passion très grande; et en particulier l'équipe qui fait les traductions, les copies, la publication des journaux:

ce sont des tâches fondamentales, sans lesquelles nous n'aurions rien pu fairé de ce que nous avons accompli. Nous leur adressons à tous notre sentiment de reconnaissance, notre salut fraternel et nous exprimons toute notre joie parce que nous accomplissons très bien la fonction communiste d'aider le mouvement communiste mondial à redresser sa politique vers le marxisme.

COMMUNIQUE DE PRESSE

Le Congrès a discuté les conséquences de l'élargissement constant, permanent, de la crise totale du système capitaliste: crise économique, sociale, politique, morale englobant tous les secteurs qui composent la structure du système capitaliste, de l'économie è l'armée et l'église; le Congrès a discuté la nécessité d'une politique tendant à gagner ces couches de la population à la lutte révolutionnaire. Il a discuté le progrès constant des mesures anti-capitalistes en Afrique, Asie et Amérique Latine et Europe. Il a discuté, analysé et donné son appui critique à l'intervention des Etats ouvriers et fondamentalement de l'Union Soviétique et de Cuba en appui au processus révolutionnaire d'Afrique, d'Asie et -en partie- d'Amérique Latine.
Le Congrès a discuté et adopté des résolutions sur l'élévation des luttes des masses en Amérique Latine et le recul des dictatures et gouvernements réactionnaires d'Argentine., Bolivie, Chili, Brésil, Uruguay, Pérou, sur la montée des luttes des masses d'Equateur, de Colombie, du Vénézuéla; il a appelé à la lutte des masses mexicaines, en front unique avec le gouvernement pour affronter l'impérialisme yankee avec un programme de développement économique, social et politique, une plus grande intervention des masses mexicaines, la liberté totale d'action de tous les partis de la classe ouvrière, des communistes aux posadistes.

Le Congrès a analysé les conséquences de l'arrièrement que représente, pour le mouvement communiste mondial, la conception de l'eurocommunisme et du pluralisme avec le système capitaliste, et la nécessité d'une discussion du mouvement communiste mondial pour en extirper de telles positions et les dépasser au moyen de la discussion et la compréhension.

Le Congrès a adressé un salut aux partis communistes et socialistes du monde entier et appelé à l'unification du mouvement communiste mondial, et l'union de celui-ci avec les partis socialistes; il a fait appel à un front unique des partis de la classe ouvrière, des socialistes, communistes, nationalistes de gauche, catholiques de gauche pour poser un programme anti-capitaliste répondant à la crise du système capitaliste et un programme pour faire face à la guerre que prépare le système capitaliste. Il a fait appel également aux masses catholiques des grands pays capitalistes, afin qu'elles rompent avec les directions bourgoises et constituent des mouvements catholiques de gauche, mènent de l'avant un programme socialiste, communiste, anti-capitaliste.
Le Congrès a élu un nouveau Comité Exécutif International et un nouveau Secrétariat International, et réélu le camarade J. Posadas comme Secrétaire Général de la IVème International.

Le Congrès a approuvé à l'unanimité l'activité menée par le Secrétariat International et les messures d'expulsion de quelques membres de l'Internationale, pour des raisons de corruption et d'immoralité.
Le Congrès a salué l'activité réalisée par l'Internationale, l'incorporation de nouveaux membres, des nouvelles sections, et la préparation de prochaines incorporations de membres et de sections. Il a approuvé un plan d'écoles, de cours de discussions, de conférences, en vue du mûrissement des cadres de la IVème Internationale Posadiste pour intervenir dans ce processus mondial de transformations sociales et, en particulier, répondre à la nécessité la plus vitale de l'histoire que signifie l'unification du mouvement communiste mondial, de la Chine et l'URSS, du mouvement communiste mondial avec le mouvement socialiste, le mouvement révolutionnaire de masses catholiques et d'autres secteurs.

Le Congrès a salué les camarades qui, en raison de leurs activités, n'ont pas pu assister à cette réunion, et établi un programme pour former les cadres dans l'activité en tant que direction internationale et dirigeants de chaque section.
Le Congrès s'est terminé par des saluts au mouvement communiste mondial, à l'Union Soviétique, la Chine communiste -en condammant la direction actuelle et sa politique réactionnaire et contre-révolutionnaire-, au mouvement communiste mondial, socialiste catholique de gauche, catholique révolutionnaire, nationaliste et militaire révolutionnaire, et par un appel fraternel au mouvement communiste afind d'ouvrir une discussion sur tous les problèmes de l'eurocommunisme, de la pluralité, de la dictature du prolétariat, l'internationalisme, une discussion fraternelle pour échanger les expériences, les enseignements réalisés depuis la Révolution Russe de 1917 jusqu'a aujourd'hui, une discussion fraternelle pour impulser l'histoire. La manière la meilleure de le faire est l'unification du mouvement communiste mondial.

Le Congrés a fait un salut aux centrales ouvrières pour les grandes luttes qu'elles sont en train de mener et leur a fait un appel à intervenir, elles aussi, dans ce processus, en front unique avec les partis socialistes, communistes, des Etats ouvriers, et un appel aux syndicats et centrales ouvrières des Etats ouvriers pour qu'ils appellent les masses nord-américaines et chinoises à intervenir dans la lutte anti-capitaliste et empêcher que le système capitaliste, dans son agonie, ne fasse un massacre par la guerre qu'il prépare et à raccourcir la durée et les conséquences de cette guerre. Il a fait également appel, face à la crise complète, économique, sociale, morale, du système capitaliste, à lutter pour un programme de transformations sociales, combinant les activités électoales, syndicales, avec la lutte pour monter au gouvernement et au pouvoir et transformer l'état capitaliste en un état qui permette le développement de l'économie, sur la base de la propriété étatisée et de la planification de la production.
Le Congrès a résolu d'adresser un salut au camarade J. Posadas, au Secrétariat International, au Secrétariat International volant, et de mener des discussions pour préparer de nouvelles actrivités jusqu'au prochain Congrès Mondial.

30 juillet 1977

Secrétariat International de la IVème Internationale Posadiste

LE P.S.B. ET LE PROGRAMME COMMUN DE LA GAUCHE EN FRANCE

La discussion sur l'actualisation du Programme Commun qui se développe en France a beaucoup de répercussions en Belgique et une grande importance. C'est en France que les organisations de gauche posent un programme anti-capitaliste, le plus avancé de tous les pays d'Europe encore capitaliste. Tenant compte de toutes les limitations de ce Programme, l'aspect le plus important c'est qu'il propose d'exproprier les grandes sociétés capitalistes et les banques et d'étendre les nationalisations à de nouveaux secteurs de l'économie, d'organisation — comme le posent à présent les communistes — des organismes de contrôle ouvrier dans toutes les entreprises. Ce programme signifie tout un processus de profondes transformations sociales. Il montre qu'il n'y a pas de perspective pour résoudre les problèmes des masses, si ce n'est en transformant les structures de la société, contre le système capitaliste. Et pour mener ce programme de l'avant, il y a un front des Partis Communiste—Socialiste et des syndicats pour un gouvernement de gauche.

C'est bien pour cela que cette discussion dépasse les frontières de la France. Les problèmes fondamentaux sont les mêmes en Belgique. Ceux qui dominent toute l'économie de ce pays ce sont aussi les grandes sociétés capitalistes, les banques et les holdings. Dans le M.O.C., comme dans plusieurs organisations syndicales, socialistes et chrétiennes, on commence à poser le problème de la crise, en voyant qu'il s'agit d'une crise globale du régime capitaliste, à laquelle il faut donner une réponse globale de la part des forces de gauche. C'est sous l'influence de tous les progrès de la politique d'étatisations, d'expropriation du capitalisme dans le monde entier, et sous l'effet de cette conquête que représente le Programme Commun en France, que le M.O.C. propose une nouvelle orientation à son mouvement et met en cause la structure même de la société capitaliste, propose d'exproprier les monopoles et les holdings.

Et dans le Parti Socialiste aussi, les secteurs de gauche s'animent à prendre position; à intervenir plus ouvertement contre la politique que fait le PSB au gouvernement. Pierson propose «un programme commun» entre PSB et MOC, sous l'impulsion de la force immense que cela représente en France et pour la classe ouvrière et de larges secteurs de la petite-bourgeoisie en Belgique. Proposer un Programme Commun pour la Belgique, cela ne va certainement pas le sens du pacte que les socialistes ont accepté en participant au gouvernement Tindemans. C'est tout à l'opposé.

Ce Programme Commun, les socialistes pouvaient le proposer avant les élections à la gauche chrétienne, au mouvement syndical, proposer d'en débattre pendant les grèves générales du vendredi qui ont mobilisé des centaines de milliers de travailleurs.

Mais la gauche socialiste ne s'est pas senti de force et d'assurance pour le faire. Maintenant, toute la situation dans le monde, l'approfondissement de la crise du capitalisme en Europe, et l'élévation de la discussion programmatique en France, la pression de plus en plus dure de la classe ouvrière dans les usines et les syndicats, poussent la gauche à sortir et se faire moins timide.

C'est un progrès important. Il exprime que le besoin de changements sociaux pénètre et secoue toutes les structures des appareils du mouvement ouvrier, et aussi le PSB. Et que la gauche ne peut pas rester seulement dans l'appareil pour mener la lutte contre la social-démocratie, mais a besoin de l'appui de la base syndicale, de la classe ouvrière, des masses qui ont voté et appuyé le Parti socialiste, pour changer la société.

Ainsi les Jeunesses Socialistes de la F.N. de Liège se décident à convoquer les travailleurs des usines à un débat public, sur le chômage et contre le Plan Spitaels, et intervient avec des tracts aux portes des usines de Liège et d'autre villes. Cette initiative est importante et il faut la continuer en proposant une discussion plus profonde sur les causes du chômage, de toute cette crise, et en proposant aussi une discussion pour faire en Belgique un Programme Commun de la gauche comme en France. De même, quand l'assemblée du PSB de Liège n'obtient pas un vote majoritaire pour retenir ses mandats politiques au dirigeant de la grève de l'A.L.E., cela montre qu'il y a des forces bien plus profondes qui sont en train de se développer et se préparent à intervenir dans le mouvement socialiste. Le problème de l'ALE a posé des questions de principes importantes, entre autres sur la relation entre syndicats et Parti.

Les ouvriers qui ont fait grève et toute une partie de l'avant-garde ouvrière qui a soutenu cette action, ont défendu une revendication de salaires, mais aussi le droit et la nécessité de faire peser l'action syndicale pour changer le Parti. Là aussi la fonction politique du syndicat se montre de plus en plus.

Quand Glinne est sorti pour critiquer le Plan Spitaels, et maintient ses positions, c'est bien parce qu'il reflète une nécessité beaucoup plus profonde que ce que lui-même exprime: cette nécessité, c'est qu'il faut un programme et une politique anti-capitaliste pour pouvoir changer quelque chose en Belgique. Il faut développer une discussion publique pour établir un Programme Commun en Belgique aussi, sur la base de l'étatisation des grosses sociétés capitalistes, de la Société Générale et des principales banques et du contrôle ouvrier, d'un plan ouvrier pour développer la Belgique en fonction des besoins de la population. En même temps il faut appeler à mener cette discussion et prendre position à partir des entreprises, incorporer à la lutte la revendication des droits démocratiques de la classe ouvrière à l'usine: le droit de discuter de politique et de faire une activité politique dans le cadre de l'usine.

C'est important que les J.S. appelent les travailleurs à intervenir dans ce débat, il faut lui donner un objectif plus élévé en discutant comment on peut appliquer en Belgique un Programme Commun de la gauche pour imposer de profondes transformations sociales et un gouvernement de gauche.

La discussion sur la réactualisation du programme commun

EXTRAIT DE LUTTE COMMUNISTE

La discussion qui existe à l'intérieur de la gauche n'est pas motivée par des objectifs électoraux, même si cette préoccupation est dans la tête des dirigeants, mais par la nécessité, face à la situation de crise de désintégration du capitalisme, de donner des solutions aux problèmes des masses, d'organiser l'économie. S'agit-il du problème d'une meilleure administrateur ou du régime de propriété? L'expérience démontre qu'il ne suffit pas de mettre à la direction de l'Etat des gens bien intentionnés, qu'ils soient communistes ou socialistes, si les lois du marché capitaliste conservent le même fonctionnement, mais qu'il faut, pour élever la production et faire une planification conforme aux intérêts des masses, étatiser sous contrôle ouvrier.

Le contrîe ouvrier ne signifie pas soumettre aux voix ce que décide la direction pour que les ouvriers l'approuvent. Pourquoi ne pas organiser par exemple des discussions dans les usines, les ateliers, sur le problème de l'arme nucléaire, de la fonction de l'armée? Avec l'intervention du mouvement ouvrier et des masses du pays, une grande partie des divergences qui existent actuellement entre communistes et socialistes se résout, parce que l'intervention objective du mouvement ouvrier et des masses permet de développer le raisonnement et d'aborder les problèmes d'un point de vue de classe.

Le système capitaliste cherche le meilleur profit le plus rapidement possible, et ce qui peut arriver alors à la population ne le préoccupe pas. Par contre, bien qu'il y ait encore une direction bureaucratique, l'Etat ouvrier doit tenir compte de l'élévation des conditions de vie des gens dans le développement de la production. Quand il construit des usines, il doit par conséquent tenir compte que celles-ci ne rompent pas l'équilibre du milieu ambiant dans lequel vit la population. C'est pour cela que les problèmes de pollution, d'empoisonnement se produisent dans le système capitaliste. Les partis ouvriers doivent alors argumenter et raisonner sur la base de ces expériences.

C'est sur la base de la discussion de ces problèmes que va s'élever l'accord entre les diverses forces de la gauche. Quand la bourgeoisie va sentir le développement de cette discussion, elle ne pourra alors trouver les argument pour essayer d'affaiblir le programme commun et l'Union de la Gauche.

La discussion qui se développe jusqu'à maintenant entre communistes et socialistes manque encore d'arguments. Le Parti Communiste est plus proche des nécessités, mais il n'argumente pas pour attirer les forces militantes des autres mouvements qui se trouvent à l'intérieur de l'Union de la Gauche bien qu'organisés de façon indépendante. Il est nécessaire de développer la discussion sur la base d'exemples, d'expériences, qui démontrent pourquoi il faut étatiser, organiser le contrôle ouvrier, la planification de la production. Où se trouve l'expérience dans le monde démontrant que sans étatisation et planification on puisse développer l'économie, améliorer les conditions de vie de la population? Où se trouve l'exemple montrant qu'en combinant propriété collective et propriété privée on puisse résoudre les problèmes? Les expériences qui existent sont tout à l'inverse, celles de l'Union Soviétique, de Cuba, des pays qui sans être Etats ouvriers prennent la voie du progrès. Il faut alors se baser sur ces expériences, ou bien si on croit qu'il est possible d'en réaliser de plus importantes que celles faites jusqu'à maintenant, donner les arguments qui le prouvent.

Nous proposons que se développe la discussion de tous les problèmes qui sont au centre de la préoccupation des masses dans toutes les usines, les ateliers, et que les partis ouvriers et les syndicats planifient ces discussions. Cela va donner une base formidable pour renforcer l'Union de la Gauche dans la prochaine période.

27 Août 1977

EDITORIAL. NON AU PLAN SPITAELS !....

ouvrière en France pousse les directions à aller plus loin, en même temps qu'elle ne permet pas qu'il y ait une rupture de cette conquête historique que représente le front communistes-socialistes et des syndicats pour changer la société.

C'est très important de discuter tout cela amplement en Belgique. Les ouvriers le font dans les usines, et les partis ouvriers sont sous la pression de cette nécessité. Mais il faut faire un débat public pour appliquer l'expérience de la France, faire peser cette expérience dans le Parti Socialiste, dans les prochains congrès que préparent le PSB et plusieurs syndicats, dans le prochain débat interne du M.O.C.

Les Jeunesses Socialistes, qui interviennent aux usines pour chercher l'appui de la classe ouvrière, la gauche socialiste qui conteste le plan Spitaels, la gauche syndicale qui lutte dans le mouvement syndical pour en changer la structure anti-démocratique et pour une intervention plus grande des ouvriers, le Parti Communiste, le MOC: toutes les tendances de gauche sont concernées profondément par les évènements actuels de France. Il faut les discuter, de façon organique, dans les entreprises, dans les assemblées syndicales, dans les assemblées des partis. C'est nécessaire que les syndicats développent plus leur fonction politique: les ouvriers des ACEC qui ont fait grève contre le fichage politique des travailleurs les plus combatifs, ceux de Caterpillar qui luttent contre les sanctions que le patronat veut imposer à 165 ouvriers qui ont participé à la dernière grève, les travailleurs de la verrerie qui exigent le droit de faire des assemblées dans les usines: l'avant-garde ouvrière, en exigeant le respect des droits démocratiques à l'entreprise, pose aussi dans le fond, le droit de discuter et d'intervenir politiquement à l'usine. Une partie de la démocratie syndicale à l'usine, c'est d'avoir le droit d'exprimer des opinions politiques et de les défendre, de les faire connaître, d'avoir des sections des partis ouvriers dans les entreprises. Il y en a dans quelques-unes seulement, mais dans la plupart des entreprises, les réglements de travail interdisent toute activité politique de la classe ouvrière. Il faut incorporer cette revendication dans la lutte pour les droits démocratiques des travailleurs. Ce n'est pas une revendication abstraite, mais une nécessité pour permettre à la classe ouvrière d'echanger des idées, de discuter les expériences de progrès vers le socialisme qui se font dans le monde, et concrètement en France pour pouvoir les mettre en apllication ici.

Il faut que les usines interviennent beaucoup plus, comme les Jeunesses Socialistes de Liège essaient de le faire, et certains secteurs des syndicats à Charleroi, dans la préparation des prochains congrès, tant celui du PSB, que des organisations syndicales et du MOC. Mais pour cela, il faut lutter pour un programme anti-capitaliste pour la Belgique et pour faire fonctionner la démocratie syndicale dans les entreprises elles-mêmes et pour imposer le droit de faire des assemblées régulières dans les usines et de faire une activité politique publique.

J.POSADAS:
la nécessité du front unique de la gauche en France 23.9.1977
les problèmes de culture, de nationalité et le socialisme 4.8.77

LE PARLEMENT EUROPEEN ET L' EUROPE SOCIALISTE

J.POSADAS 1_8_1977

Le Parlement européen est une mystification. Il est une forme de réformisme parlementaire, comme celui de l'époque de Bernstein, Kautsky et Hilferding. Il va exprimer, comme le fait aussi la Communauté Economique Européenne, les rapports de force déterminés par le capital. Si le capitalisme voit que ces élections peuvent être l'objet d'un mouvement conduisant à une alliance sociaux-démocrates - communistes, qui le mette en péril, il va rompre tout cela. Même dans des conditions de poids important des socialistes et communistes, le Parlement Européen prendra des décisions, mais ne pourra pas les imposer. Ce qu'il pourra décider importera peu à l'Allemagne, la France ou l'Angleterre. Par contre, les communistes créent l'illusion que le Parlement va appliquer ce qu'il décidera. Il n'en sera rien du tout!

Le Parlement Européen émettra des recommandations: chose qui peut se faire aussi bien sans lui; par contre, tout ce qui sera en faveur du grand capital prendra la forme de conclusions bien fermes, que le Parlement Européen le veuille ou non. C'est la C.E.E. qui prend les décisions. C'est elle qui décide par exemple, que l'Italie ne doit plus produire de sucre. Ce pays avait fait une production importante de betteraves, il a fallu les jeter. En plus on lui a donné une amende pour avoir produit du sucre en excès. Il n'y a pas de viande en Italie, mais ils ont tué 5.000.000de têtes de étail en Europe. Il n'y a pas assez de fromage en Europe, mais ondétruit le fromage. Il n'y a pas de beurre pour les gens, mais on jette le beurre, et en même temps on vend du beurre trafiqué. Il y a tel surplus de beurre qu'ils en ont vendu 2.000.000 de tonnes aux Etats ouvriers.

Cette situation ne va-t-elle pas s'exprimer aussi au Parlement Européen? Le Parlement Européen va-t-il arranger les problèmes et imposer la justice?
Ce qui est juste dans ce cas serait de baisser le prix du beurre. Mais c'est là un problème commercial. Le Parlement Européen ne peut satisfaire les besoins des populations d'Europe. Les masses voient comment les problèmes se résolvent en Angola, au Mozambique, en Union Soviétique, au Vietnam, à Cuba. Le Parlement Européen en fera-t-il autant?

Les masses voient plus loin que leurs dirigeants. Dans ce Parlement Européen, l'Angleterre et l'Allemagne ont une représentation parlementaire qui suffit à vaincre tous les autres pays. Les parlementaires qui pourraient être élus, venant de ces pays, sont tous capitalistes. Il peut y avoir quelques «eurosocialistes», mais ils sont plus «euro» que «socialistes»... Et même si la gauche obtenait la majorité: qui a les capitaux? les communistes et socialistes? ou le capitalisme? Si les Partis Communistes devaient obtenir ou menacer d'obtenir la majorité au Parlement Européen, les capitalistes cessent d'investir et s'en vont. Il faut donc les exproprier et s'imposer à eux. Alors, pourquoi ne pas le faire dès maintenant?

Les discussions que font les communistes et les socialistes sont arbitraires. Ils ne suivent pas un raisonnement scientifique sur la façon dont ils vont résoudre les problèmes. Ils disent: «nous voulons résoudre le problème de la viande». L'ouvrier leur répond: «c'est simple: nous n'avons pas de viande, mais ils ont tué 5.000.000 de vaches!». Les ouvriers leur posent qu'il s'agit d'un problème de propriété et eux ne disent pas que la solution est l'expropriation des capitalistes. Ils disent qu'ils vont développer une grande agriculture en Italie. Les ouvriers répondent: «mais ils ont jeté à la mer toute la production agricole». «Quand nous serons au parlement Européen, nous allons empêcher tout cela»... ce sont des rêves.

Socialistes et communistes disent que ce Parlement permettra de développer certaines mesures d'intérêt populaire: mais comment y parvenir, sans étatisation, sans planification? Sit le Capitaliste baisse le prix des marchandises, c'est parce qu'il ne peut pas les vendre. S'il les augmente, c'est parce qu'il y a de la demande. La conclusion à laquelle il parvient n'est pas déterminée par le Parlement Européen, ni par les communistes, mais par le marché. Il faut donc éliminer toute l'économie de marché, alors que les communistes et socialistes y restent soumis. C'est elle qui, en dernière instance, fixe les prix.

Il en va encore de même dans l'Etat ouvrier, mais dans une proportion beaucoup plus réduite. Mais l'Etat ouvrier reste lié au système capitaliste par les échanges commerciaux. Et de toute façon, les prix dans leur ensemble sont déterminés en dernière instance par la force de travail incorporée à la marchandise. L'oscillation des prix n'a rien de capricieux. La direction de la bourse, les grands monopoles fixent les prix, mais ceux-ci restent toujours déterminés, en dernière instance, par la force de travail incorporée à la marchandise: c'est cela, l'economie de marché. Communistes et socialistes l'acceptent.

Les ouvriers communistes, par contre, sur la base de leur propre expérience, sont contre l'économie de marché et donnent l'exemple de l'Union Soviétique dans leurs discussions. En Union Soviétique, on ne laisse pas parler quelques types stupides, mais les gens peuvent vivre, penser, raisonner. La preuve en est donnée par le fait que, même si Biermann n'a pas pu parler, les gens ont bien pu vaincre Hitler et libérer la moitié de l'Europe: voilà ce qu'est la liberté. C'est comme cela que les masses le voient.

suite page 4

Prolétaires de tous les pays Unissez_vous !

LUTTE OUVRIERE

ORGANE DU PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE TROTSKISTE
Section belge de la IVe INTERNATIONALE POSADISTE

7 frs 15è année Numéro 290 21 Octobre 1977

Périodique bi-mensuel — Envoyer toute correspondance à LUTTE OUVRIERE — BP 273 — 6000 CHARLEROI I
Abonnement de 12 numéros : 80 F. — Abonnement annuel : 150 F. — Abonnement de soutien : 500 F.
A verser au CCP 000-09762.34-26 de C Pôlet — Editeur Responsable : C. Pôlet — 51a, rue Garibaldi — 1060 Bruxelles.

POUR DONNER UNE ISSUE A LA CRISE DU CAPITALISME IL FAUT UN PROGRAMME DE TRANSFORMATIONS SOCIALES

EDITORIAL

La presse, la radio et la télévision accordent une importance démesurée au détournement de l'avion de la Lufthansa, à l'enlèvement de Schleyer, et à la bande à Baader pour détourner l'attention de l'opinion publique mondiale de la crise capitaliste, pour mettre un voile sur la crise totale du système capitaliste qui touche également l'Allemagne. L'assassinat dans la prison de Baader et ses compagnons, comme celui d'Ulrike Meinhof est le résultat de l'approfondissement de cette crise capitaliste. Dans une autre étape pour faire face à la crise, le capitalisme mondial a fait le fascisme. Il a pu récolter le mécontentement des secteurs de la petite bourgeoisie pour se retourner contre le mouvement ouvrier dans son ensemble. Aujourd'hui, le capitalisme n'a pas de forces, il est exsangue, et il organise et invente ces groupes terroristes. Le détournement d'avion, l'enlèvement de Schleyer, sont inventés par le gouvernement allemand pour justifier l'augmentation de la répression, l'augmentation des budgets militaires, et de toute forme de mesures antidémocratiques. Le terrorisme est du côté du capitalisme. Au nom de la bande à Baader, on fait n'importe quoi, alors qu'il était en prison avec tous ces compagnons, au secret, sans pouvoir rien dire. L'objectif de ces actions est d'intimider la classe ouvrière, le masses et de préparer des mesures répressives plus profondes.
Alors que se passe ces évènements, le gouvernement allemand et tous les gouvernements capitalistes d'Europe acceptent la bombe à neutrons, la «bombe propre» des américains. Où est donc le terrorisme? Alors que se passent ces évènements, les interdits professionnels continuent de toucher des quantités de plus en plus grandes de professeurs, d'enseignants, d'avocats, etc... en Allemagne. Où est le terrorisme? Le capitalisme allemand fait tout cela aujourd'hui, alors qu'il lui faudrait un gouvernement fort, un état fort pour empêcher les mobilisations, le soulèvements de la classe ouvrière et de toutes les couches de travailleurs. Il n'a plus de forces sociales, pour soulever un grand mouvement fasciste, pour mobiliser des courants entiers de la population en défense de la nation, de la patrie. Voilà pourquoi il fait de tels actes terroristes.
Les militaires qui ont participé à l'attaque de l'avion ont été félicités et ont eu droit a l'hymne national et à tous les honneurs comme s'ils avaient conquis une colonie, ou gagné une guerre. Tout cela pour un avion détourné. C'est une vaste comédie inventée par le gouvernement avec la complicité honteuse des socialistes. Cela est en même temps un coup de force contre les Partis Socialistes qui veulent progresser dans la voie anticapitaliste en Europe et qui veulent discuter un programme de remise en question de la propriété comme le fait le Parti Socialiste français même si c'est de façon limitée. Le gouvernement allemand a fait ces actions également pour que la social démocratie intervienne en sa défense pour l'acculer à prendre une position d'appui à toute cette politique réactionnaire.

Le Congrès des Métallurgistes qui vient de se réaliser en Allemagne a fait une résolution importante à ce sujet, disant qu'il ne fallait pas utiliser l'enlèvement de Schleyer pour couvrir les attentes aux droits démocratiques. Cette situation en Allemagne va accentuer la crise dans tous les partis socialistes européens; cela va les obliger à se définir plus précisément par rapport aux gouvernements capitalistes respectifs. L'Internationale Socialiste vient de décider le soutien au Polisario et à la République Arabe Saharouie Démocratique, qui lutte contre l'impérialisme et les régimes féodaux arabes pour la dignité humaine, pour d'autres relations sociales supérieures. C'est là une bien grande contradiction avec la politique du PS allemand qui cautionne et est complice du terrorisme légalisé et orchestré par la droite.
En Belgique, également, où le PSB au gouvernement est là pour entériner le plan de la droite pour faire payer la crise à toute la population exploitée du pays. Cette crise dans les PS va s'accentuer, s'approfondir devant la nécessité de donner une réponse programmatique à la crise en Belgique. Face à l'augmentation effréné du chomage, du coût de la vie, de la détérioriation des produits de consommation courante; les Syndicats, et les Partis Ouvriers ne donnent pas de réponse. Malgré tous les plans, les promesses, et les subsides donnés par le gouvernement aux entreprises en crise, le chomage ne fait qu' augmenter. Rien que pour le mois d'Octobre, il y a 9 000 chomeurs complets en plus. Alors à quoi servent tous les plans Spitaels, les plans Egmond et toutes les autres promesses?
A montrer que c'est une mauvaise étape à passer, une crise passagère, qu'il faut faire

suite page 4

LA NECESSITE DU FRONT UNIQUE DE GAUCHE POUR UNE ISSUE ANTI-CAPI EN FRANCE

23.09.77

Il faut discuter quel est l'état de l'économie, et où conduit le capitalisme. Il ne s'agit pas de mesures circonstancielles. L'étatisation avec la planification sous contrôle ouvrier permet le développement de l'économie, de donner du travail, d'élever les conditions de vie. Faire une série d'étatisations sans lésionner le capitalisme ne représente aucune solution: il faut prendre des mesures qui contribuent au développement de l'économie. On ne peut pas le faire du point de vue capitaliste, alors il faut donner un programme incluant les étatisations et la planification sous contrôle ouvrier. Il faut le discuter publiquement dans tout le mouvement ouvrier, et mener une discussion qui ait un caractère scientifique. Il ne s'agit pas simplement de montrer que nous sommes anti-capitalistes, contre la bourgeoisie, mais d'expliquer comment il faut développer l'économie afin d'éliminer le chômage et d'élever le niveau de vie de la population. Cela ne peut être réalisé par un changement de gouvernement ou d'administration, parce que c'est le système capitaliste qui est en crise et ne peut donner plus. Il faut alors changer le caractère, la racine, les bases de l'économie.

Le programme commun doit montrer ouvertement que pour développer le pays, il faut changer l'économie. Il faut alors poser cette discussion dans le mouvement ouvrier, et faire des appels aux syndicats pour qu'ils mènent la même discussion. Que la CGT organise des discussions dans chaque usine, dans chaque zone et qu'elle fasse des débats publics dans lesquels les gens peuvent s'éduquer. Ce qu'il faut n'est pas un changement de gouvernement: ceci ne résoud rien. Ce n'est pas un autre gouvernement, qu'il soit socialiste-communiste, qui peut résoudre quelque chose, mais un gouvernement socialiste-communiste-radical de gauche qui pose un programme d'étatisations sous contrôle ouvrier.

Il faut continuer cette discussion, mais non la limiter à une discussion de parti à parti. On peut discuter de parti à parti, mais de façon ouverte où tout le monde puisse participer. Il faut mener des discussions dans lesquelles participent les militants communistes et socialistes: quelles mesures économiques faut-il prendre pour le progrès de la France? Il faut de cette façon parler au nom de la France, ce qui ne veut pas dire aux couleurs de la France mais aux couleurs nécessaires au progrès.

La déclaration de Marchais disant que si l'Union Soviétique intervient en France, les communistes vont s'y opposer, est une déclaration conciliatrice qui n'a pas de sens. Il montre l'Union Soviétique comme un envahisseur arriéré qui chercherait le recul de l'histoire. L'invasion de l'Union Soviétique n'est pas en discussion, ce qui l'est est l'invasion possible des yankees et des autres pays capitalistes. Il faut alors montrer que l'Union Soviétique ne va pas envahir la France, ce n'est pas la méthode pour étendre le socialisme, ceci se fait avec la persuasion et les luttes révolutionnaires. Marchais accepte une discussion sur la base de ce que pose la bourgeoisie capitaliste. Il faut le rejeter.

Ce qui est en question est la destruction nécessaire du système capitaliste. Ils essaient avec cette discussion sur l'Union Soviétique de dévier le fond du problème. La France est-elle dans une mauvaise position parce qu'il y a le risque qu'elle soit envahie par l'Union Soviétique, ou l'est-elle parce que le capitalime l'a laissée dans un tel état? Ils sont en train de dévier le centre de la discussion, la cachant sous des déclarations dirigées à la petite bourgeoisie. La majorité des ouvriers qui ont écouté une telle déclaration de Marchais sont contre. Les ouvriers se disent: si l'Union Soviétique envahie la France, nous sommes d'accord, parce que ce sera pour détruire le capitalisme.

Mais le problème ne se pose pas ainsi. L'Union Soviétique n'a pas besoin d'envahir: le socialisme ne s'impose pas par la force ou par la guerre. C'est le capitalisme qui fait la guerre: il faut discuter cela. Qui a envahi les pays d'Asie, d'Afrique, d'Amerique? L'impérialisme. Qui a envahi le Vietnam pour le soumettre? L'impérialisme français. Il a fait la même chose à madagascar, au Tchad, en Algérie. L'Union Soviétique n'a conquis, ni subjugué , ni soumis aucune pays. La Tchécoslovaquie n'a pas été envahie: elle a été aidée à éliminer les secteurs capitalistes. Nous comparons ce qu'était la Tchécoslovaquie en 1968, et ce qu'elle est aujourd'hui.

Nous comparons ce qu'était la France en 1968, et ce qu' elle est aujourd'hui. Le niveau de vie de la population en Tchécoslovaquie a augmenté, ceci s'appelle démocratie. Pendant ce temps, le niveau de vie de la population française à diminué. En Tchecoslovaquie, sous «l'invasion» soviétique, des enfants ne meurent pas au travail, alors que cela existe dans les pays capitalistes.

Il est nécessaire de discuter tous ces problèmes. Le Parti Socialiste et la bourgeoisie veulent faire pression sur Marchais pour l'opposer à l'Union Soviétique. Il ne faut pas faire le jeu du capitalisme. Aucune invasion de l'Union Soviétique n'est en discussion. Là où l'Union Soviétique est intervenue, elle a amené la liberté, l'indépendance, que ce soit pour le Vietnam, la Corée, la moitié de l'Europe, l'Afrique, l'Asie ou Cuba. Sans l'aide de l'Union Soviétique, Cuba aurait été envahie par les yankees. Il faut donc poser ceci. En 1962, les Soviétiques ont reçu la menace des yankees de bombarder leurs bateaux qui défendaient Cuba, et rien ne s'est passé. Les Soviétiques sont intervenus et Cuba est plus développée qu' avant. Il n'y a aucune raison de discuter une abstraction: c'est le capitalisme qui est en discussion et non l'Union Soviétique.

Nous voulons discuter de façon scientifique comment étendre le progrès, et nous voulons que la population participe à cette discussion, même si dans une courte période celle-ci va accepter la gauche aux elections et en dehors les élections.

Il faut discuter que les syndicats doivent intervenir posant les problèmes de l'économie, du régime capitaliste et des Etats ouvriers. On peut discuter d'invasion, mais qui va envahir! L'Union Soviétique n'a pas besoin d'intervenir dans un processus qui va dans sa direction.

L'Union Soviétique ne peut être une nouvelle classe exploiteuse, la bureaucratie n'est pas une classe exploiteuse. Si elle l'était, elle aurait inauguré une nouvelle conception de l'histoire, et alors Marx serait inutilisable. C'est stupide!

Cette discussion montre en même temps la limitation très grande de Mitterrand qui se sent assailli par la On est en train de discuter qu'il faut abattre le système capitaliste, et Mitterrand dévie la discussion en disant: mais si l'Union Soviétique arrive! C'est le programme qui est en discussion et c'est une très bonne situation.

LA DISCUSSION AU SEIN DE LA GAUCHE ET LE DEVELOPPEMENT DU "MAI" POLITIQUE

J.Posadas

1.10.77

Les dissensions au sein de l'union de la gauche bien qu'elles seront importamtes, ne vont pas mener à une rupture de l'union de la gauche. Cette discussion se donne parce qu'il n'y a pas la maturité et la preparation politique necessaire. Il est alors logique qu'on en arrive à une telle crise. De celle-ci ne va pas surgir un recul, mais un progrès car la crise est déterminée par le caractère du programme qui est très élevé, sans que ce soit pour autant le programme necessaire.

La crise vient de ce que la discussion pose le problème des étatisations sous contrôle ouvrier, avec l'intervention des usines et des ouvriers. Il s'agit d'une crise motivée par le caractère programmatique anti-capitaliste, et non par des intérêts éléctoraux, de candidats, de circonscriptions, par des intérêts de camarilla, même si ceux-ci existent. C'est cette discussion qui motive la rupture et l'impasse dans laquelle se trouvent les partis de gauche, ce qui indique un manque de vie et de préparation politiques des partis, que ce soit le Parti Communiste ou le Parti Socialiste.

Il n'y a pas eu de préparation politique dans les masses et le fait que les discussions se soient faites uniquement au niveau des directions, n'ont pas permis aux masses de participer de façon animée, dynamique et permanente. Ni les usines, ni les quartiers, ni les organisations ouvrières, populaires et culturelles n'ont donc pu intervenir. Il faut mener cette discussion afin qu'ils puissent intervenir.

Il faut faire un appel à Mitterrand pour que ce programme soit discuté à l'intérieur du parti Socialiste, qu'il ne reste pas seulement au niveau du sommet. Il faut appeler Mitterrand à ce qu'il mène une telle discussion dans le Parti de façon à ce que la masse socialiste ait la possibilité de voir, de participer, de résoudre, et d'intervenir dans la solution des problèmes. Il faut appeler à mener une discussion générale dans toute la population.

Il ne s'agit pas d'un recul de la part des partis ouvriers. C'est une discussion sur un programme très élevé qui a besoin de cette crise parce qu'il n'y a pas eu de préparation politique antérieure, et qui va mener à cette preparation et à des sauts postérieurs très grands du mouvement ouvrier. Il faut proposer qu'on discute dans toutes les usines des quartiers, les organisations ouvrières, la nécessité d'un programme commun, comme le posent les communistes, mais sous contrôle ouvrier. Toutes ces propositions des communistes l'ont été auparavant faites par les ouvriers: il y a une immense quantité d'usines qui ont proposé les étatisations et la planification sous contrôle ouvrier, mais rien n'a été pris en compte.

Il y a un gigantesque Mai politique. C'est un processus immense de relations de forces mondiales favorables à des transformations sociales.

Les camarades communistes, socialistes, la base ouvrière, les comités d'usine et de quartiers doivent discuter un programme de transformations sociales et le porter sur la place publique. Les masses ont cette volonté immense de transformer la société. Le prochain ai a un centre. En 1968, Mai a surgi abruptement. Celui-ci est un Mai politique. Il y a une unité, pas encore organique, des masses du monde et es Etats ouvriers dans leur volonté de transformations sociales.

Ce qu'il faut discuter n'est pas l'Union Soviétique et ce qu'elle va faire demain, mais aujourd'hui c'est le capitalisme français qui produit et est responsable de la crise en France, de la misère, du chômage, de la répression et qu'il prépare la guerre au moyen des armes atomiques contre les ouvriers. Il faut mener cette discussion: à cette étape il ne s'agit pas de discuter ce que va faire l'Union Soviétique ou le Parti Communiste demain par rapport a l'Union Soviétique, mais comment faire face aujourd'hui au capitalisme qui est responsable de tout le recul, de l'impasse qui a conduit au chômage en France, et de l'exploitation des masses. Si l'Union Soviétique a besoin demain d'intervenir dans n'importe quel pays, elle ne va pas le faire en tant qu'exploiteur pour annexer et exploiter un pays, mais pour l'impulser et le libérer du système capitaliste comme elle l'a fait en Tchécoslovaquie, ou il n'y a eu aucun recul ni economique, ni politique, ni culturel.

Nous appelons le Parti Communiste et les masses à se diriger au Parti Socialiste et à Mitterrand pour leur faire sentir que pour résoudre n'importe quel problème, il faut mettre en cause le système capitaliste qui est responsable de tout cela. Il faut montrer d'autre part que l'impérialisme yankee prépare la querre et non les Soviétiques et que là où vont les Soviétiques, c'est pour libérer et impulser les droits démocratiques des masses, qui signifie impulser l'économie, en les libérant de l'exploitation capitaliste. Il faut exiger en même temps que les masses françaises doivent absolument résoudre ces problèmes et qu'elles vont le faire impulsées par le mouvement communiste et révolutionnaire mondial.

Il faut discuter tout cela et exposer surtout le programme comprenant les étatisations, la planification comme le proposent les communistes, en les étendant et en élargissant les droits démocratiques à travers la participation des usines, des quartiers, de l'ensemble de la classe ouvrière.

Il faut appeler le Parti Socialiste et Mitterrand à discuter de cette façon. Cela signifi la démocratie, il est nécessaire de s'en préoccuper car c'est ce qui va donner une réponse aux problèmes de la France d'aujourd'hui et de demain.

1-10-77 — J. POSADAS

LA

TALISTE

J.Posadas

Il faut poser qu'il y a une régression énorme du niveau de vie des Français: on mange moins de viande, les maladies augmentent, les possibilités de trouver du travail diminuent. La technique pour le développement de la production augmente, et le capitalisme se la garde pour lui. Il faut montrer qu'au contraire, il existe un accroissement et une amélioration des conditions de vie dans les Etats ouvriers. C'est ce qu'il faut mettre en discussion, et non que l'Union Soviétique va envahir.

La CGT doit lancer un convocation pour discuter de la situation de crise du pays et faire en même temps une série de propositions d'étatisations sous contrôle ouvrier. Tout le mouvement ouvrier doit le discuter. Il faut montrer pourquoi ces mesures représentent un progrès face au système capitaliste. Cette discussion doit être publique, qu'on discute dans les quartiers, dans les écoles, un programme économique pour sortir le pays de la crise, et faire la comparaison entre le développement de la vie en France et celui qui existe dans les Etats ouvriers. La Hongrie est partie de rien et est arrivé à un haut niveau.

La France est partie d'un grand processus et est arrêtée, en train de reculer. C'est de cette manière qu'il faut discuter.

L'attitude que prend Mitterrand ne vient pas de Mitterrand lui-même, mais de la droite socialiste qui la provoque. Son attitude était meilleure avant que maintenant. Cela veut dire que la droite est en train de faire un pression très grande. Mais en même temps, il se dirige aussi à la bourgeoisie afin de chercher un certain appui des capitalistes, ou de s'intégrer à la bourgeoisie. C'est le sens de la déclaration de Defferre. Mais il s'agit aussi d'une tromperie, parce que si cela était ainsi, ils ne discuteraient pas de cette façon.

Au nom de qui s'opposent-ils aux nationalisations, au nom du mouvement ouvrier? Le mouvement ouvrier appuie les nationalisations. La CGT qui en représente la majorité les appuie aussi. Alors, au nom de qui s'y opposent-ils?

Il faut poser que cette opposition vient de la droite du Parti Socialiste. C'est la bourgeoisie qui a intérêt à contenir le programme commun et qui en reste aux positions antérieures, parce que le prolétariat et la petite bourgeoisie moyenne et pauvre sont en faveur de ce programme. Après que les communistes aient dit qu'ils étaient pour l'augmentation des nationalisations, ils ont gagné plus de voix. C'est ce qu'a démontré la dernière enquête qu'ils ont faite. Il faut alors que les militants socialistes imposent à la droite ce programme de nationalisations.

Il faut appeler tout le mouvement ouvrier à intervenir, non seulement en disant qu'il faut étatiser, mais en argumentant pourquoi cela est nécessaire, parce que cela permet de développer l'économie consciemment et non en fonction du profit qui écrase les masses et diminue le niveau de vie, provoque le chômage. Il faut discuter partout et même dans les écoles un programme pour développer la France.

Les problèmes de la culture, la nationalité, l'auto-détermination et le socialisme (à propos de l'Ethiopie)

4_8_1977

J.POSADAS

Les militaires d'Ethiopie ont manqué d'initiative politique pour négocier, tant avec l'Erythrée, qu'avec la Somalie dans le conflit de l'Ogaden. La Somalie veut un Ogaden socialiste. Les Erythréens veulent aussi une Erythrée socialiste, si l'on tient compte que le groupe bourgeois est en minorité. Le gouvernement éthiopien a manqué d'initiatives pour discuter avec eux.

La Somalie veut reprendre l'Ogaden pour elle; elle va bientôt entrer en conflit avec les mouvements armés d'Ogaden même, car si cette contrée revient à la Somalie elle deviendra bientôt un Etat ouvrier. Mais d'autre part, cette lutte armée facilite en partie l'intervention des Yankees, dans la mesure où elle empêche la concentration et la centralisation et stimule la division, le morcellement entre les différents intérêts. Cela permet aux Yankees d'avoir leur entrée. Et les tendances conservatrices en sortent renforcées. Les Ethiopiens ont manqué d'initiatives pour comprendre cela.

Il y a, en même temps, une crise très grande en Somalie. Certaines tendances des Somaliens sont isolationnistes, elles s'intéressent à la Somalie et non à la construction du socialisme. Tout cela va venir bientôt à la surface et accélérer les divergences internes. Siad Barre a mené une politique d'imposition, empêchant les gens de parler, pour se défendre des tendances qui veulent aller plus loin. Ses prises de position à propos de l'Ogaden sont un prétexte stupide: pour rechercher l'expansion de la Somalie au moyen d'un conflit avec un Etat comme l'Ethiopie qui est plus à gauche que la Somalie, il doit s'agir de secteurs à peine nationalistes, et non de nationalistes révolutionnaires.

Il existe un carence de programme, de bases marxistes pour comprendre les problèmes. Il s'accrochent encore à la culture bourgeoise; ils suivent une ligne bourgeoise, à gauche de la bourgeoisie. On ne peut les en rendre responsables, mais on ne peut non plus leur dénier toute responsabilité et accuser le stalinisme d'avoir empêché leur éducation. Rien n'a empêché les nationalistes somaliens de s'éduquer non plus. Ces secteurs montrent les limitations de leur nationalisme, ils cherchent l'appui des ouvriers pour servir leurs fins nationales. Cuba montre aussi sa supériorité par rapport à tous les autres: les cubains ont commencé leur lutte en voulant assainir le capitalisme et ils finissent par aller en Afrique pour libérer ce continent. Il y a une bonne base marxiste à Cuba, même si celle-ci n'est pas consciemment développée et appliquée. La fonction actuelle que remplit Cuba lui donne la base pour comprendre. Par contre, ces secteurs nationalistes de Somalie parlent beaucoup de marxisme, mais ils ne font rien de plus qu'en parler. Ce sont des directions très arriérées, venant d'une autre étape et qui continuent à suivre une ligne nationaliste accompagnée de quelques mesures d'étatisations. Les mesures que prend actuellement la Somalie sont déterminées par un intérêt nationaliste, qui n'est certes pas bourgeois mais pas révolutionnaire non plus. Autrement, ils auraient déjà proposé un accord aux Ethiopiens.

En Somalie il n'y a pas de vie politique ni syndicale. L'économie est étatisée pour l'essentiel, mais ces directions ont encore une conception bourgeoise, même si elles voient qu'elles doivent faire des étatisations pour développer l'économie. Elles maintiennent un appareil de type stalinien, pour empêcher que les étatisations ne produisent des effets bénéfiques pour toute la population. Il n'y a pas de syndicats, de vie, de discussion syndicale, politique. Mais la population a élevé sa préoccupation de façon considérable, de sorte que les syndicats, même s'ils n'ont pas de fonctionnement politique, s'occupent de construire des habitations, d'apprendre à lire et à écrire.

Telles sont les contradictions d'une révolution qui a une direction très timide. Celle-ci doit, de toute façon, progresser dans le développement d'organes qui sont des instruments indispensables et vont se retourner contre les limites nationalistes que les dirigeants veulent maintenir. La vie des gens dans les organismes les amène à une compréhension universelle, à voir qu'il ne s'agit pas seulement d'un problème de la Somalie, mais de ceux du monde entier.

Il est bien intéressant de noter qu'en Ethiopie 90 000 livres de Marx furent vendus en trois mois, et que les instructeurs politiques de l'armée étaient des étudiants ayant vécu pendant des années à Cuba.

Toute cette région de l'Afrique est très montagneuse et boisee, pleine d'animaux de toute sorte. La végétation y est très abondante et les mines nombreuses. Toute une partie de cette zone a une importance stratégique car elle donne un débouché sur la mer et représente une communication, une ouverture pour l'ensemble de cette partie d'Afrique. par l'Ethiophie il y a une communication avec toute l'Afrique. L'Ogaden, qui donne sur la Mer Rouge, a une importance fondamentale. Toute cette région était unifiée avant. Mais il y avait des langues, des intérêts différents. Ce ne fut jamais un pays réellement unifié.

Ces mouvements pour «l'indépendance» indiquent la culture de chacune de ces zones. Mais, de quelle culture s'agit-il? Ils n'ont aucune tradition culturelle consistante. La culture se résume à leur mode de parler. Ils n'ont rien incorporé à la civilisation, à la vie, à la technique, à l'économie. Cela n'a aucun sens qu'ils se mettent à parler de culture, de traditions. Tout cela est faux, ce sont des traditions de tribus nomades. Mais les Ethiophiens n'ont pas pris l'initiative de leur poser ces problèmes: «ni vous, ni nous, n'avons de tradition culturelle». Ils doivent le dire pourtant. La seule chose qu'ils ont, c'est une religion, destinée à l'usage de quelques-uns, et rien d'autre.

Il n'y a pas là de problème de culture ou de civilisation. De la même manière, il n'y en avait pas dans la plupart des problèmes des nationalités en Union Soviétique: les problèmes nationaux, la séparation raciale étaient entretenus par l'inertie du tsarisme qui empêchait les peuples de se développer et assurait ainsi sa domination. On peut parler de problèmes de culture, de civilisation, de langues, de traditions, quand cela est en relation avec le progrès, avec la vie de l'humanité. Les Soviétiques doivent intervenir dans cette ligne, c'est ainsi qu'il faut poser les problèmes de l'auto-détermination aujourd'hui. A l'époque actuelle il n'y a pas de problème d'auto-détermination. S'ils existent encore, c'est un arrièrement. Par exemple l'Ogaden demande l'auto-détermination: et l'Ogaden n'est rien du tout.

A l'époque de Lénine, les Bolchéviques ont fait les premières expériences, et ils les ont bien résolues. Ils avaient même décidé de donner une république aux anarchistes pour leur démontrer que ce qu'ils voulaient était impossible à réaliser. Mais l'Union Soviétique, actuellement, ne prend pas l'initiative de proposer aux Ethiopiens qu'ils posent les problèmes de cette manière aux autre mouvements.

Ce problèmes vont se poser, et se généraliser à toute l'Afrique. Que signifie la «tradition» de Djibouti? Ce pays était une invention des Portugais. Ils disent: nous voulons maintenir nos traditions. Mais en quoi consistent-elles? ils n'en savent rien. Les Protugais se trouvaient à Djibouti d'abord, et ensuite les Français l'ont utilisé comme port à des fins militaires.

Les Etats ouvriers doivent prendre des initiatives culturelles historiques; en respectant les traditions, mais en élevant la compréhension que ces pays vont mourir en restant isolés. Par contre, ils ont des conditions pour se développer. Et les gens vont éprouver eux-mêmes le besoin d'apprendre une autre langue.

C'est le même problème en Amérique Latine: avec le quichua et l'aymara de Bolivie. Nous avons posé, en 1946 déjà, que les indigènes devaient apprendre l'espagnol, et que le développement économique et social allait les amener à sentir le besoin de l'espagnol. Le quichua, l'aymara sont des langues mortes.

Quand il n'y a pas de passé culturel ou économique, qu'a-t-on à revendiquer? on reste soumis au petit lopin de terre tel que le système privée l'a organisé: est-ce cela que l'on veut respecter? Il faut dire: dans quel but doit-on respecter la culture, la tradition? quelle est leur importance? quelle contribution ont-ils apporté à la vie? «Ce sont des coutumes de vie». dira-t-on.

Certes, mais des coutumes arriérées. Ceux qui parlent de «respect des coutumes», ne se gênent pas d'utiliser les automobiles, des Yankees ou des Soviétiques, ou des appareils ménagers qui font les repas tout seuls. Pourquoi ne s'en tiennent-ils pas à leurs coutumes au lieu de faire cela?

LE PROBLEME DE L'AUTO-DETERMINATION A DES RACINES DANS LE SYSTEME DE PROPRIETE.

La direction des Etats ouvriers manque de préparation culturelle. Cuba aurait du intervenir sur ces problèmes. Nous respectons tout le monde: si trois personnes veulent garder leurs traditions, qu'elles le fassent. Mais nous leur démontrons, au moyen d'une relation culturelle, que tout en maintenant leur tradition, elles peuvent utiliser les objets, manger, dormir, en fonction, non pas de ces coutumes, mais en fonction du progrès qui signifie un dépassement de leurs traditions. On n'a pas tué leurs traditions, on les a dépassées dans la construction de l'Etat ouvrier.

Il faut intervenir beaucoup, en donnant des idées. Que le prolétariat mène cette tâche vis-à-vis des paysans. La base essentielle, ce n'est pas le prolétariat en tant que groupe, mais c'est le programme et la politique de l'Etat ouvrier. En Union Soviétique, le problème des nationalités s'est discuté intégralement. La nouvelle Constitution est un progrès très important en Union Soviétique, car elle élimine les nationalités. Quel pays capitaliste a fait cela? Le système capitaliste a produit l'Ogaden, où il n'y a que quelques animaux sauvages, tandis que l'Etat ouvrier dépasse le problème des nationalités. Il le fait un peu bureaucratiquement. Mais c'est un fait qu'il n'y a pas de vie de nationalités en Union Soviétique: tous les gens sont des soviétiques et la vie s'est concentrée sou une forme supérieure de relations humaines, celles de l'Etat ouvrier Soviétique. Le bureaucratie ne discute pas tout cela, parce qu'elle n'a pas d'initiatives. Mais elle va devoir le faire bientôt. Quand on en vient à publier un livre disant qu'une tendance veut le retour aux sept premières années de la Révolution Russe, cela signifie que les conditions existent déjà pour intervenir à un niveau beaucoup plus élevé.

Le problème de l'auto-détermination, des langues, prend racine dans le système de propriété. L'Etat ouvrier n'a apporté qu'une faible contribution jusqu'a présent pour résoudre ce problème de la manière scientifiquement la meilleure, de façon à influencer le monde — et en particulier les masses nord-américaines — dans ce sens. Mais il cherche à le faire.

Par contre, dans ces régions d'Afrique, ces mouvements ne posent pas la question du système de propriété pour résoudre les problèmes. Ils se sentent unis au passé au travers de la propriété, de la terre, du village. Ils se réfugient là-dedans, parce qu'ils ont peur de l'avenir et du progrès et ils s'enchevêtrent là. Voilà la base historique de leur comportement. Autrement, ils verraient les progrès que font l'économie et les relations sociales dans le monde, au travers des Etats ouvriers; ils décideraient de s'unifier et d'en finir avec ces particularismes basés

suite p4

sur l'éthiopie....

sur les langues ou la tradition. Quelles sont les particularités culturelles d'une région comme l'Ogaden? elle n'en a aucune, elle n'a apporté aucune contribution au progrès.

Tous ces problèmes sont ceux de l'étape actuelle. Ils se mêlent à ceux de la guerre atomique. Avant que la guerre ne commence, tous ces problèmes surgissent et ils vont se présenter tous à la fois demain. Voyez l'exemple des Vietnamiens: Le progrès le plus important qu'ils ont fait est d'avoir réalisé leur unification. Avant même le fin de la guerre, nous avions posé de réaliser l'unification entre le Vietnam, le Cambodge, le Laos, de revenir à leurs sources communes ou très proches, quant au langage, aux coutumes, aux relations. Mais cela ne signifie pas qu'il faut imposer une unification. Ils s'agit de créer une Fédération de ces trois pays, unissant la force et les capacités de chacun d'eux, et se basant sur l'exemple des Etats ouvriers, entre autres de l'Etat ouvrier Chinois: voilà une organisation qui permet d'avancer.

La direction de l'Union Soviétique n'a rien dit de tout cela. Les Vietnamiens s'en sont préoccupés beaucoup plus que les Soviétiques.

Voilà tous les problèmes qu'il est nécessaire de vivre aujourd'hui. La publication d'un livre posant qu'une tendance en Union Soviétique veut revenir aux sept premières années de la Révolution Russe exprime le fait que ces problèmes font déjà partie de la préoccupation générale. Une telle conception ne surgit pas de l'analyse concrète de l'étape actuelle, mais d'une vision du monde et du futur, d'une vision du passé destinée à voir l'avenir.

Mais tous ces problèmes restent sans conclusions programmatiques. L'Union Soviétique a résolu le problème des nationalités parce qu'elle a centralisé l'économie et la direction du gouvernement. Elle a ainsi éduqué les gens à comprendre que là se trouve la base de tous les autres mouvements de la vie. Que les mouvements de la pensée sont un reflet et une expression du mouvement de la vie. Mais le cerveau est en avance sur la vie: la pensée peut voir ce qui va se passer demain, tandis que la vie elle-même ne le peut pas. Mais l'actuelle direction soviétique n'explique pas tout cela. C'est le programme suivi par l'Union Soviétique qui a prouvé qu'il ne fallait pas en rester au passé. Qu'est-ce que le passé apporte? une forme de production, de relations, impliquant une absence de science, d'art et de culture, et surtout de démocratie soviétique. Si l'Union Soviétique revenait à la démocratie des sept premières années de la révolution, on n'empêcherait certes pas la guerre atomique, mais on réduirait ses ravages de 60% au moins parce qu'on aide le peuple nord-américain à entraver les bras des assassins yankees. On présente la démocratie comme le droit de parler. Mais le problème n'est pas là: la démocratie signifie l'obligation de penser, pour développer l'économie, la culture et la société; comme le faisaient déjà les Grecs.

La base d'appui essentielle de l'Etat ouvrier réside dans l'autorité politique qu'il exerce sur le monde. Il doit, pour développer cette autorité, affirmer et amplifier constamment sa propre base théorique et programmatique et intervenir sur tous les problèmes.

En Europe capitaliste, on ne peut construire qu'un Marché commun capitaliste. Et tous les problèmes des masses subsistent tels quels, même si les luttes populaires et la présence des Etats ouvriers obligent les capitalistes à certaines concessions. Le Marché Commun ne peut changer cette base capitaliste.

Des étatisations partielles auront peu de résultat. Il faut affronter à présent, la concurrence des grands monopoles des Etats-Unis, du Japon, d'Allemagne. Ce n'est pas possible sans développer une politique d'étatisations et de planification de la production. Chaque capitaliste, face aux monopoles allemands, n'a rien à faire. En Allemagne, existe un complexe de 14 grandes entreprises. C'est le pays le plus riche du monde, le plus prétentieux, celui qui a l'économie la «plus saine» (comme ils disent) Mais cette économie aussi «saine» qu'elle soit, connaît 1.300.000 chômeurs. Elle est comme un corps plein de forces mais qui ne peut marcher parce que ses jambes sont toute molles.

Si les Partis Communistes discutaient de cette manière, ils permettraient aux gens de développer une grande capacité de compréhension, d'initiatives, d'expériences, de représentation des problèmes. Par contre, quand ils parlent, c'est pour justifier la politique du marché Commun et dire «qu'il faut être tous ensemble». «Avant on était divisés, maintenant on va être unis grâce au parlement Européen.» C'est complètement faux. C'est réduire tout le processus de l'histoire au fait qu'il n'y avait pas un parti ou une personne à l'étape antérieure pour unifier l'Europe. C'est réduire les luttes politiques à un problème d'acceptation de l'unification européenne.

L'impérialisme, en particulier sous la pression des Etats ouvriers, va atteindre un niveau de crise tel qu'il ne supportera pas de continuer ainsi. Le Marché Commun n'est pas une invention des communistes. C'est Schumann qui a fondé la Communauté du Charbon et de l'Acier en 1951. Ensuite tout un processus d'extension de la communauté au reste de l'économie s'est développé. Mais la crise du capitalisme a atteint actuellement une limite extrême. Les Etats ouvriers sont un facteur de cette crise pour la concurrence économique qu'ils représentent, et surtout la concurrence sociale. Le capitalisme ne trouve pas la force en lui-même pour faire face à tout ce processus. Il a donc essayé de faire la CECA. Il a échoué, car il fait tout au plus la communauté entre les grands pays: Allemagne, Angleterre, France. Les autres sont des subsidiaires des premiers. De plus, toutes les grandes entreprises de Belgique ou du Luxembourg sont soit nord-américaines, soit allemandes ou françaises.

Face à de tels faits, le capitalisme doit répondre à une nécessité d'unifier l'économie. Il doit surtout, affronter les luttes du prolétariat et les Etats ouvriers. Il ne peut faire la guerre ni la contre-révolution. Sans quoi il l'aurait déjà faite. Il doit donc trouver une autre solution. La concurrence entre les différents secteurs du capitalisme devient très aigue. La concurrence capitaliste s'accentue, de pays à pays, de continents à continents, de même que la concurrence avec les Etats ouvriers, et avec les masses qui élèvent leurs luttes: et tout cela provoque des doutes dans des couches capitalistes, qui vont de la petite-bourgeoisie aisée jusqu'à certains secteurs de la bourgeoisie.

Cette situation fait que le capitalisme peut donner certaines concessions, dans la forme, parce qu'il ne peut lancer la guerre, ni faire le fascisme ou la contre-révolution. Mais tout ce qu'il a concédé n'est que miette à côté de ce qu'il était possible de réaliser. Le capitalisme devrait déjà être en dissolution. S'il vit encore c'est parce qu'on ne l'a pas chassé. Mais il ne peut, de toute manière, pas vivre sous une forme normale et il doit aller de concessions en concessions. Les communistes et socialistes croient qu'ils ont fait là des conquêtes. Mais ce n'est pas juste. Le capitalisme fait ces concessions parce que c'est la seule manière pour lui de pouvoir continuer à vivre, alors que les communistes italiens, par exemple, motnrent comme un grand succès l'accord réalisé avec la Démocratie chrétienne, ils disent qu'un tel accord était impossible il y a 30 ans. Mais s'ils avaient fait un gouvernement de gauche, ils auraient, non seulement les conquêtes actuelles, mais d'autres infiniment supérieures: et ils auraient gagné les masses démocrates-chrétiennes.

Mais ils discutent de cette manière, car ils sont accrochés à des intérêts égoïstes, locaux, comme des dirigeants défendant vaniteusement le drapeau de leur pays, et non l'intelligence de leur pays. Ils font ainsi parce qu'ils n'ont pas confiance dans les masses, ils ont une méthode de pensée telle qu'ils ne savent pas ce qui va se passer demain, alors ils s'accrochent à n'importe quoi. Et ils exagèrent faussement les problèmes existant en Union Soviétique. Il est vrai qu'en Union Soviétique, quelques «dissidents» ne peuvent pas parler. Mais l'URSS a aidé Cuba et l'Angola, c'est à dire des millions d'êtres humains. Elle a arrêté le capitalisme: pourquoi ne pas faire cette comparaison? En URSS, quelques personnes ne parlent pas, mais au Mozambique, des millions chantent «l'Internationale». Qu'est-ce qui compte le plus: Bierman et sa guitare silencieuse, ou le Mozambique. le chant qui monte du Mozambique bouleverse le monde entier.

Les dirigeants communistes font des déclarations, mais ne les accompagnent pas d'une politique logique, parce qu'ils manquent de programme. Par contre, les ouvriers leur disent: faisons le gouvernement de gauche! Les ouvriers et militants communistes sentent que le Parlement Européen ne résoud rien. Ils veulent conduire leur Parti à la lutte pour des transformations sociales et pour le gouvernement de gauche.

Il n'y a pas de conditions pour une Europe capitaliste unie, ni sur le plan économique, ni social, ni politique. Dans le meilleur des cas pour le capitalisme - s'il pouvait empêcher la révolution - celui-ci aurait au moins besoin de l'assentiment des Soviétiques. L'Union Soviétique ne peut appuyer un marché commun capitaliste. Et même si elle l'appuyait, une Europe unie est impossible sous le régime capitaliste, du fait même de sa nature qui est de se faire la concurrence. l'Europe ne pourrait s'unir que si le capitalisme fonctionnait comme un super-monopole. Il n'est pas exclu que le capitalisme y parviendrait s'il pouvait encore vivre pendant 30 ans. Mais il ne vivra plus 30 ans, ni même 10. Même si le capitalisme pouvait faire se prolonger la situation actuelle, il ne parviendrait pas à structurer un Marché Commun. L'Europe socialiste, par contre, peut se faire très bien. L'unité d'une Europe socialiste signifie l'élimination des frontières et des barrières au progrès. Voilà une pensée, et des conclusions simples, que les communistes laissent de côté. Il faut les discuter.

J. POSADAS

EDITORIAL suite

un effort, qu'il faut se serrer la ceinture, que les travailleurs bien sûr doivent se serrer la ceinture et comprendre, et aider le gouvernement dans ses efforts de redresser la situation catastrophique du pays.

Mais la classe ouvrière, les travailleurs ne l'entendent pas de la même oreille, et sont parfaitement conscients que cela n'a rien de passager mais va contre son niveau de vie, contre l'emploi. Maintenant encore, face à la fermeture de leur usine, 80 femmes occupent leur atelier.

Les 36 heures et la prépension sont les réponses immédiates que proposent les Syndicats. Et cela est partiellement mis en application dans le cas de la prépension à 55 ans. Mais ce n'est pas suffisant. Nous soutenons également ces mots d'ordre mais il faut surtout qu'ils soient réellement appliqués. Et en ce qui concerne les 36 heures cela n'est pas le cas. Et dans bien des usines, les travailleurs font plus que 36 heures mais aussi une quantité énorme d'heures supplémentaires. Et dans ces mêmes usines, les ouvriers font des heures supplémentaires une semaine, alors que la semaine suivante ils vont en chomage technique. Les syndicats FGTB et CSC doivent faire une campagne de discussions, de mobilisation générale, de façon à ce que les 36 heures soient réellement appliquées et favorables à la majorité des travailleurs et non utilisées par le patronat pour produire plus, et augmenter les cadences. Il faut pour cela, développer des discussions dans les assemblées syndicales sur les 36 heures sous controle ouvrier, la prépension à 55 ans avec un programme qui donne une perspective de solution pour la majorité de la population. Les travailleurs

ne revendiquent une solution pour eux-mêmes, mais pour toute la population. Nous appelons à développer une large discussion dans toutesles entreprises en crise sur la nécessité d'accompagner les 36 heures, la prépension, avec un programme plus large qui donne une perspective globale à la crise: Etatisation sous controle ouvrier des entreprises en crise, de tous les secteurs de l'économie, de l'énergie, de la métallurgie, de l'aéronatique, des verreries, et la discussion d'un plan ouvrier de développement du pays en fonction des besoins des gens.

Dans tout le pays les travailleurs résistent à toutes les attaques du patronat contre leur acquis, ce qui est oblige les partis ouvriers à changer certains points de leur programme. Comme par exemple dans le MOC. Les députés chrétiens de gauche qui veulent faire appliquer et défendre le programme du MOC veulent se regrouper dans un mouvement. La condition essentielle d'ahésion à ce mouvement est la défense et la mise en application du programme du MOC. C'est un pas avant, une élévation dans la nécessité que les chrétiens de gauche s'organisent comme Parti Chrétien de gauche indépendant du PSC, et de toute formation réactionnaire.

Le Parti Communiste également propose la mise sous statut public de la sidérurgie et de la verrerie. Tout en disant que la nationalisation est la seule solution mais qu'il n'y a pas les conditions pour la mettre en application. Nous pensons qu'il n'y a pas de réponses minimum à donner, qu'il est nécessaire de lutter pour les 36 heures

sous contrôle ouvrier, pour la prépension et en même temps pour l'étatisation sous contrôle ouvrier de tous les secteurs de l'économie en Belgique. Mais pour que cette discussion ne reste pas dans les appareils, dans les directions syndicales et aussi des partis socialiste et communiste, la lutte pour la démocratie syndicale dans les usines est tout à fait indispensable. Les délégués de base, les ouvriers qui pensent autrement que les permanents, ou que les directions syndicale, ont très peu de moyens pour s'exprimer.

Pour cela, il est nécessaire d'organiser dans toutes les usines des groupes d'avant garde syndicale qui se préparent pour intervenir et prendre la parole dans les assemblées, qui cherchent à se coordonner au travers par exemple de bulletins d'usines, de journaux de sections où tous les travailleurs pourraient écrire, et intervenir, pour approfondir la discussion d'un programme anticapitaliste pour discuter également tous les problèmes non seulement de l'usine mais du quartier. La lutte pour imposer la démocratie syndicale est indispensable pour que l'opinion des travailleurs, s'impose aux directions et pour que le programme de revendications proposés par les Syndicats et les partis soit le reflet des aspirations de toute la classe ouvrière, de tous les travailleurs qui sont bien plus combatifs et résolus que toutes leurs directions.

Le 19 octobre 1977

le parlement europeen...

Les communistes et les socialistes pensent qu'il est possible de coordonner le Marché Commun en vue de répondre à certains besoins: mais la seule base de ce marché commun, est la politique de concurrence: celui qui est le plus puissant l'emporte. Coordonner cela, va contre l'initiative du capital et le capital, sans initiative, ne fonctionne pas. Si le capital est contraint par une politique de l'Etat, il perd sa capacité de manoeuvre et étouffe. Le capital ne vit qu'en se développant, s'investissant, se reproduisant. Il le fait avec de moins en moins de force et d'énergie, mais il n'a pas d'autre manière de vivre. Le capital, par sa nature même, doit être dynamique, énergique. Quant il ne trouve plus de base pour développer cette énergie, il prend la forme du «capital chaud». Quand ce derniet ne fonctionne plus, on le remplace par le «capital brûlant».. et quand celui-ci ne sert plus non plus, que font-ils? ou il se brûle, ou il fait la guerre!

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous!

LUTTE OUVRIERE

ORGANE DU PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE TROTSKISTE
Section Belge de la IVe INTERNATIONALE POSADISTE

Périodique bi-mensuel – Envoyer toute correspondance à LUTTE OUVRIERE– BP 273 – 6000 CHARLEROI
Abonnement de 12 numéros : 80 F. – Abonnement annuel : 150 F. – Abonnement de soutien : 500 F.
A verser au CCP 000-09762.34-26 de C Pôlet – Editeur Responsable : C. Pôlet – 51a, rue Garibaldi – 1060 Bruxelles.

supplément du nº 290 21_10_1977

LA BOMBE A NEUTRONS, ARME DE NATURE SOCIALE CONTRE_REVOLUTIONNAIRE

J.POSADAS

28_8_77

L'agonie mortelle du système capitaliste prend des formes bien claires: elle se manifeste au travers de la bombe à neutrons. Il faut comprendre catégoriquement que cette arme à neutrons a été créée essentiellement pour un usage local contre-révolutionnaire, pour être lancée sur une manifestation, un meeting, un rassemblement de masses, un mouvement révolutionnaire. C'est une arme inventée à cette fin. Elle est d'essence sociale contre-révolutionnaire, pour affronter les mouvements révolutionnaires.

Mais on lui trouvera, comme face à toute arme hautement mortelle, une riposte au degré maximum également. Nous proposons aux camarades soviétiques, d'étudier les façons de riposter militairement, de se mobiliser face à une telle bombe. Personne ne peut les empêcher de les fabriquer et ils vont le faire. Au lieu de leur laisser une cible, il faut créer des milliers de cibles, qui les obligent à se disperser. Déjà, après la Commune de Paris, le capitalisme a construit de larges avenues à Paris, afin de pouvoir affronter le prolétariat, de l'empêcher de se réunir et se concentrer en vingt mille endroits. Mais cela n'a pas empêché la construction de 20 Etats ouvriers! A cette arme porteuse de mort, on va riposter au moyen d'une autre arme mortelle pour le capitalisme: l'organisation.

La bombe à neutrons exprime que le capitalisme se prépare avec la conscience de la montée de la révolution. C'est une bombe contre-révolutionnaire. La guerre de l'impérialisme est contre-révolutionnaire par nature, mais cette arme est destinée directement à affronter des actions révolutionnaires. Elle a peu d'utilité dans des actions de guerre. Cette prochaine guerre ne se fera pas au travers d'un affrontement de grandes armées l'une contre l'autre, mais par des mouvements d'armes dirigées par des boutons. Alors, cette bombe vise les mouvements révolutionnaires, particulièrement ceux des Etats-Unis, d'Angleterre. Cette bombe est préparée contre les masses nord-américaines, françaises, allemandes et anglaises.

L'impérialisme ne prépare pas de telles armes pour ses besoins militaires. C'est faux! Elle a peu d'effets militairement, mais socialement, elle vise à avoir de l'effet. Leur objectif est de supprimer les gens. La guerre impérialiste dans son ensemble a un caractère contre-révolutionnaire, mais dans le cas de la bombe à neutrons, c'est une arme dirigée directement contre les mouvements révolutionnaires des masses de chaque

arme dirigée directement contre les mouvements révolutionnaires des masses de chaque pays, et contre leurs propres troupes qui se rebelleraient.

Telles sont les contradictions du système capitaliste: il tue tous les gens qu'peut, ensuite il rétablit l'économie et doit avoir des consommateurs: en dix ans, tout le cycle est accompli à nouveau et ils doivent encore une fois tuer les gens, ou les empêcher de naître. Ce sont les contradictions propres au système de la propriété privée.

Il faut réitérer cette conclusion: la bombe à neutrons est dirigée contre les mobilisations révolutionnaires des masses: c'est son but essentiel. Il n'y aura pas de guerre de positions; les bateaux eux-mêmes n'ont plus de grande importance. Il y aura une guerre atomique sur l'eau et sur la terre.

Ils sont en train de chercher l'arme invincible: une telle arme n'éxiste pas, car il n'y a aucune arme capable de se substituer aux gens. Les gens sont plus importants que toutes les armes. Le seul fait de la guerre va jeter dans la révolution la moitié des gens qui ne sont pas avec la révolution pour le moment. Le capitalisme prévoit cette perspective. Au sein même des Etats-Unis il va se passer la même chose. Avant la deuxième guerre mondiale, personne n'aurait pensé que la révolution allait se développer en Hongrie, en Tchécoslovaquie, en Bulgarie. Et maintenant le capitalisme voit que la guerre va donner une vigoureuse impulsion anti-capitaliste au sein même des Etats-Unis. C'est pour faire face à cela qu'il veut la bombe à neutrons. Le capitalisme voit le comportement des masses nord-américaines: il lance un appel en défense de "la démocratie"... et personne ne lui répond. Tous les gens disaient: il faut en finir avec la guerre au Vietnam, laissez le Vietnam tranquille! Les gens n'avaient pas une attitude d'indifférence envers le Vietnam: ils montraient leur intérêt à ce que le Vietnam vive et à ce qu'on le laisse tranquille.

Il est certain que la bombe à neutrons n'est pas seulement destinée aux Etats Unis. Ils vont chercher à la lancer également contre l'armée soviétique, contre les Etats ouvriers, afin de tuer le plus possible de personnes.

Il faut prévoir que, dès le commencement de la guerre, 50% des forces d'appui du système capitaliste vont se retourner contre lui. Ils vont oublier leur fusil, perdre les balles: sous n'importe quelle forme toutes ces forces vont se retourner contre le capitalisme. Aussi le capitalisme est-il en train d'étudier de nouvelles mesures d'intimidation et de menaces, parce qu'il se rend compte de ce que sera le comportement politique des officiers. Il n'a pas le temps de préparer une nouvelle couche d'officiers, car ceux-ci , de toutes manières, reçoivent l'influence du processus de décomposition sociale du capitalisme, et de l'élévation des Etats ouvriers. S'il s'agissait seulement de décomposition du capitalisme, la bourgeoisie aurait encore certains espoirs. Mais il y a la montée des Etats ouvriers, qui constitue un facteur essentiel de cette décomposition capitaliste. Les officiers ressentent les effets de cette décomposition, non pas en se disant qu'ils vont bientôt mourir, mais en ayant sous leurs yeux un régime social supérieur. Trois fois déjà, de hauts gradés militaires, dans différents pays, ont déclaré: "nous allons perdre la guerre parce que l'Union Soviétique a un régime social supérieur".

Nous proposons que les Etats ouvriers, dès maintenant, étudient les formes d'organisation, de mobilisations pour faire face à la bombe à neutrons. Un élément essentiel sera l'appel aux armées, l'influence, la pression sur les militaires pour qu'ils utilisent ces armes contre leurs propres chefs. En plus, une arme anti neutrons va bientôt apparaître. Si la bombe à neutrons a été créée pour asphyxier, assassiner, on trouvera les moyens d'y faire face. Il n'y a pas de force qui puisse empêcher le progrès de la révolution. La révolution est une nécessité fondamentale de l'histoire.

28.8.1977 J.POSADAS

La crise du capitalisme en Belgique, les droits democratiques et le programme anticapitaliste

J.Posadas

Voir Pages centrales

VIVE LE 60e ANNIVERSAIRE DE LA REVOLUTION D'OCTOBRE !

Notre Parti salue avec toute sa fraternité communiste la célébration du 60ème anniversaire de la Révolution d'Octobre et l'Etat Ouvrier Soviétique qui est une démonstration concrèete de la capacité de l'être humain,de toute l'humanité d'éliminer toute les formes d'oppression et de répression,après avoir vécu deux guerres mondiales, et l'appareil bureaucratique le plus puissant qu'il ait existé au monde depuis 1924,, après avoir supporté le capitalisme mondial qui a essayé par tous les moyens de la détruire. Malgré toutes ces difficultés ,l'Etat Ouvriers' est maintenu et a engendré 20 autres Etats Ouvriers qui sont un exemple pour toutes les révolutions qui veulent abattre le régime capitaliste, ou le régime féodal.

Cette célébration a été l'occasion de participation et d'intervention de déléguations de diffé - rents partis communistes et socialistes et a aider à approfondir la discussion intense qui se développe, dans le mouvement communiste mondial.

En 60 ans,l'URSS a démontré sa supériorité sociale politique,et militaire.En effet,il n'y a pas de chômage,en URSSet dans les autres Etats Ouvriers sauf en Yougoslavie et cela justement parcequ'elle a été le plus loin dans le rapprochement avec le capitalisme.Il n'y a pas d'inflation,les prix ne changent pas.En 60 ans,l'URSS a éliminé la faim,l'analphabétisme,les différences de langues et a unifié sur la base de la propriété étatisée.

Après 60 ans d'existence l'URSS a adopté une Constitution qui répresente un progrès par rapport, à l'antérieure même si cela est encore limité.Elle donne plein appui à tous les mouvements qui dans le monde luttent pour leur indépendance et contre l'impérialisme.

Le bilan des 60 ans d'existence de l'URSS est toutà fait positif et nous invitons à le discuter dans tous les partis communistes et socialistes de cette façon pour tirer les conclusions pour la Belgique . L'URSS est arrivé à ce niveau parcequ'elle a exproprier les capitalistes, et éliminer la propriété privée et à planifiér l'économie en fonction des besoins de la population. La solution pour résoudre les problèmes de la Belgique est la même.

Il faut discuter cela dans toutes les organisations de la gauche et dans les Syndicats.Cools et toute une déléguation socialiste a été à la célébration du 60ème anniversaire de la Révolution Russe . Cela est important qu'ils fassent des éloges à l'URSS et sentent l'importance qu" elle a signifié pour le monde.Ils ont également fait des déclarations communes avec les Soviétiques pour réaliser des front entre communistes et socialistes dans différents pays d'Europe. Mais il faut alors appliquer cela dans la politique quotidienne. Si c'est pour que le PSB continue à collaborer au gouvernement et à permettre de faire payer les frais de la crise par la population, ou à laisser Simonet parler en défense des la proriété privée, contre le collectivisme aventurier; ces déclarations à Moscou n'ont aucune valeur..

Nous invitons les camarades de la gauche socialiste à discuter cela et à impulser la discusion d'un programme anticapitaliste,d'étatisations tions,d'expropriation du capitalisme.

Nous invitons à faire une discussion dans le PSB sur tous ces problèmes.

Et à appeler au fonctionnement de la démocratie soviétique la plus complète en URSS comme elle existait du temps de Lénine avec le Parti Bolchévique et les Soviets. La démocratie Soviétique cela ne veut pas dire laisser parler quelques dissident mais que les masses,la classe ouvrière ,toute la population puisse s'exprimer en URSS. Et discuter, par exemple, la suppression des différences de salaires, et également la nécessité que l'URSS et la Chine s'unissent pour en finir avec ce qui reste du capitalisme dans le monde.

Prolétaires de tous les pays Unissez_vous !

LUTTE OUVRIERE

ORGANE DU PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE TROTSKISTE
Section belge de la IVe INTERNATIONALE POSADISTE

7 Francs | 15éme ANNEE | N° 291 | Le 18 Novembre 77

Périodique bi-mensuel — Envoyer toute correspondance à LUTTE OUVRIERE — BP 273 — 6000 CHARLEROI I
Abonnement de 12 numéros : 80 F. — Abonnement annuel : 150 F. — Abonnement de soutien : 500 F.
A verser au CCP 000-09762.34-26 de C Pôlet — Editeur Responsable : C. Pôlet — 51a, rue Garibaldi — 1060 Bruxelles.

EDITORIAL : La nécessité de discuter un programme d'étatisations sous contrôle ouvrier

Le disours de Henri Simonet devant une assemblée de jeunes capitalistes européens,exprime le dégré de violence que se prépare à prendre la crise au sein du Parti Socialiste.S'il parle ainsi,catégoriquement contre toute forme de propriété publique industrielle,c'est parcequ' il ne le fait pas en son nom personnel,mais comme le porte parole de toute une partie de la direction du PSB Il montre aussi,indirectement,qu'il n'y a pas beaucoup d'atermoiements possibles dans le développement de la lutte de classes et révolutionnaire:C'est ou la propriété capitaliste ou la propriété capitaliste,ou la propriété étatisée en vue de répondr aux besoins de la population.C'est une discussion qui dépasse de beaucoup une polémique au sein de la direction socialiste,et qui concerne en fait tout le mouvement ouvrier,partis de gauche et syndicats.Simonet pose un point de vue logique , de la droite sociale démocrate qui veut défendre le capitalisme et sa continuité.

Par contre ,à leur retour d'Union Soviétique,plusieurs dirigeants socialistes (de Belgique,et d' autres pays comme l'Angleterre) qui avaient participé à la commémoration du 60 è anniversaire de la Révolution d'Octobre,se sont montré pleins d'estime et de reconnaisance de la capacité de l'Etat Ouvrier pour résoudre les problèmes fondamentaux des masses,, la faim,la misère,le chômage , l'insécurité du lendemain , l'igorance,qui sont synonymes de l'abscence de droits démocratiques,de droits à la dignité humaine.Un des dirigeants du Labour Party en Angleterre a proposé de faire en Angleterre comme en Union Soviétique.Les socialistes sans prendre position clairement,se montrent partisans d'un front de la gauche avec les comministes et les chrétiens. Partout en Europe,cela se passe pour présenter une alternative à la crise du capitalisme.

Cela n'est pas en accord avec ce que fait le PSB au gouvernement Tindemans.Simonet agit lui, comme agent de ce gouvernement capitaliste,tandis que le Parti Socialiste reçoit les pressions,les influences,les effets des luttes, de la classe ouvrière dans tout le pays qui ne veut pas faire les frais de la crise capitaliste.Il reçoit aussi les influences, de la discussion programmatique qui se poursuit en France sur le programme de nationalisations et du contrôle ouvrier,et il reçoit surtout les effets de cette crise capitaliste qui se poursuit et s'approfondit, et qui ne donne pas de point d'appui pour appliquer une politique réformiste:Les socialistes et les Syndicats doivent constater, que au milieu dè la crise,le capitalisme belge a augmenté ses bénéfices , la production du travail,le niveau des exportations : Cela veut dire qu'il fait payer la crise aux masses travailleuses,aux secteurs les plus faibles au sein même de la bourgeoisie , pour rationaliser,cencentrer la production,et les finances dans un nombre de capitalistes très réduit . La sidérurgie,l' industrie du verre,du textile de la chaussure,des constructions métalliques,la construction connaissent le chômage,et des licencie - ments croissants.Le plan capitaliste est de bloquer les salaires pour l" année prochaine,une nouvelle fois donc de réduire de fait le pouvoir d'achat des ménages.L'aggravation de toute la crise ne laisse pas de possibilité aux directions syndicales et politiques de continuer une politique d'aménagements,d'amendemants législatifs,au programme de la bourgeoisie.

Poussé par cette situation,des dirigeants socialistes comme Glinne,et même Van Miert posent d'appuyer la revendication des 36 heures avec le mouvement syndical,de corriger le plan Spitaels,d'augmenter le nombre de postes de travail dans les Services Publics.Tout cela va directement contre la participation du PSB au gouvernement Tindemans.En même temps,il n'y a pas encore de réponse à la crise capitaliste,de la part du mouvement ouvrier,qui donne une perspective pour le développement économique et social du pays.

La bourgeoisie belge participe intégralement à tous les plans contrerévolutionnaires mondiaux du capitalisme .Tindemans, en allant aux Etats Unisn a appuyé un"plan Marschall", pour soutenir le régime de Mobutu,qui est un plan contrerévolutionnaire en Afrique,pour essayer de contenir le progrès des Etats Révolutionnaires vers une transformation socialiste, de tout le continent.A partir du Zaire,ou au travers du Maroc et de la Mautrita nie,le capitalisme européen et belge,participe aux efforts de l'impérialisme, contre les mouvements révolutionnaires ,le Polisario contre les mouvements de Rhodésie,d'Afrique du Sud, contre l'Algérie.Ils participent également aux changements d'alliances dans les pays arabes,où les gouvernements les plus conservateurs cherchent un accord avec Israël pour contenir ensemble le progrès de la Révolution.Ces interventions directes de la bourgeoisie,son acceptation d'installer la bombe à neutrons en Belgique et aussi son appui à la campagne de terrorisme du gouvernement allemand, montrent que le capitalisme ne se prépare pas seulement à ce que les masses fassent les frais de la crise,mais en même temps à empêcher , par tous les moyens, que la classe ouvrière ne le déloge.

Suite page 4

La crise du capitalisme en Belgiqu
les droits démocratiques et le p

Pour analyser la perspecti ve de la lutte de classes en Belgique,combinée au développement de la lutte de classes en Europe et dans le monde,il faut partir d'une considération générale, fonamentale,centrale:Le capitalisme est dans une crise d'agonie. Cette crise ne résulte pas uniquement des difficultés économiques,elle est sociale La crise sociale est plus importante que la crise économique. Le système capitaliste a besoin de s'étendre pour assurer son développement normal.C'est la condition essentielle de sa vie.Il doit d'étendre , sous forme de capitaux et la guerre impose les capitaux,-exploiter les colonies,en tirer des matières premières telles que le pétrole,le fer,le cuivre,les matières agricoles.Il ne peut plus le faire, d'une part à cause des luttes des pays d'Afrique,d' Asie d'Amérique Latine,(même quand elles sont dirigées par les bourgeoisies nationalistes)et aussi parceque les pays socialistes font une concurrence antagonique au système capitaliste. Le capitalisme trouve la voie de son expansion bloquée.Il doit au contraire,se réduire chaque fois plus.Il réduit sa zone de domination géographique , économique,politique et sociale,et en même temps sa capacité d'action et ses perspectives.C'est le grand capital qui concentre de plus en plus son fonctionnement,qui se mange lui-même, et avale les capitaux les plus faibles.

Pour comprendre la crise économique et tous les problèmes du mouvement syndical en Belgique, il faut étendre sa connaissance pour voir que la racine de cette crise n'est pas belge:elle est dans le système capitaliste lui-même. Il faut aussi comprendre que la bureaucratie syndicale,la politique conciliatrice avec le capitalisme du Parti Socialiste ,la division du prolétariat en flamands et wallons, sont une conséquence de l'arriérement du capitalisme belge et des directions socialistes et communistes, responsables du poids qu'exerce cet état arriéré du capitalisme belge au sein du mouvement ouvrier.

Le capitalisme à l' échelle mondiale ne peut plus s'étendre. Il est arrivé au bout du rouleau.Il a plus de capitaux que jamais,une richesse immense et une impuissance tout aussi énorme parcequ'il a devant lui les pays socialistes,et les pays d' Asie d'Afrique,d'Amérique Latine qui se soulèvent contre le capitalisme.Les chinois appellent ce processus:"Le troisième monde".C'est faux il n' y a pas de troisième monde.Le monde est divisé en deux:Etats Ouvriers et lutte anticapitaliste d' une part;système capitaliste d'autre part.Il n'y a pas de troisième façon de vivre.Il n'y a pas de troisième force possible entre le capitalisme et le socialisme.L'économie s'organise soit en propriété privée,soit en propriété étatisée,qui est une base d' élimination postérieure de toute forme de propriété . Comme il n'y a pas de possibilité de créer de nouvelles formes de propriété il n'y a pas non plus de nouvelles formes de rapports économiques . Chaque pays qui avance,étatise , met l'économie sous contrôle gouvernemental,planifie et fait intervenir le contrôle des masses.C'est une forme supérieure de production,qui élimine l'accumulation,la richesse,l' exploitation et permetun développement de l' économie beaucoup plus proche des besoins de la population .

Le capitalisme belge est épuisé.Il n'y a pas de capitalisme belge à propement parler:Il y a des capitaux yankees,anglais,allemands,français et belges Mais les promoteurs du capital sont les grands consortiums internationaux,la grande banque mnodiale,les compagnies d'acier,de fer de charbon:Ce sont eux qui déterminent l'économie belge.Les grands producteurs mondiaux de charbon et d' acier décident de l'économie en Belgique.

La bureaucratie syndicale,le Parti Socialiste , et même dans une certaine mesure le Parti Communiste n'ont pas de programme d'opposition au système capitaliste.Ils ont encore un programme de conciliation, d'améliorations,de progrès social,de conquêtes syndicales d'horaires de travail,de droits pour les malades,pour les vacances,d' augmentation des salaires.

Le système capitaliste a concentré les capitaux,augmente son pouvoir de concentration,et la dépendance du monde par rapport aux grandes banques des Etats Unis,d'Allemagne de France,d'Angleterre et pour une part beaucoup plus réduite du Japon.Le Japon investit peu de capitaux, il arrive tard sur le marché et la plupart des consortiums japonais sont complètement dominés ou presque par les Yankees.Le capitalisme japonais n'a pas de possibilités de manoeuvre,d'indépendance sur le plan mondial.Il doit faire la concurrence aux yankees aux anglais et aux allemands.Le capitalisme belge n'est,par conséquent , qu'une fraction du capitalisme mondial,parmi les plus pauvres et sa production est soumise au marché capitaliste mondial et en particulier au Marché Commun Européen.

LE MARCHE COMMUN EUROPEEN A ETE INVENTE PAR LE CAPITALISME POUR CONCURRENCER LES ETATS OUVRIERS

Le Marché Commun est une invention du capitalisme, pour concurrencer les Etats Ouvriers(pays socialistes) Il n'existe que depuis 1949,après que la Roumanie, la Hongrie,la Bulgarie,la Tchécoslovaquie,la Pologne,et l' Albanie et une partie de l'Allemagne soient devenus des pays socialistes,à la suite de la guerre 39-45.Le capitalisme comprenait qu'en restant isolé pays par pays,il était très faible face aux Etats Ouvriers,surtout l'Allemagne,le pays le plus capable de l'Europe capitaliste avait disparu.Le capitalisme mis en échec et écrasa l'Allemagne et ensuite lui donna de l'argent pour se reconstruire.L'objectif du capitalisme était d'écraser un pays qui concurrencait la France,l'Angleterre et les Etats Unis. Il l'écrasa militairement,et puis lui donna 10 mille millions de dollars pour ranimer l'économie , afin de pouvoir faire face à l'Etat Ouvrier Allemand, à la Hongrie,la Roumanie,et l'Union Soviétique.

De ce jeu,la Belgique fit aussi partie de la réanimation du système captailiste.Le système capitaliste s'est relancé après la guerre parceque la moitié de la production ,des usines,des matières premières d'Europe furent détruites par la guerre et aussi la moitié du prolétariat.Le capitalisme avait besoin de se développer. Les Etats Ouvriers n'avaient pas la force de l'empêcher,parce qu 'ils venaient de se constituer.Cependant le capitalisme sentit immédiatement le danger de l' influence des Etats Ouvriers;c'est pourquoi il fit aussitôt la Communauté Européenne du charbon et de l'acier jusqu'à devenir l'actuel Marché Commun Européen.

Le capitalisme réalisa tous ces accords pour affronter la concurrence des Etats Ouvriers et celle de l'impérialisme yankee et japonais;mais essentiellement celle des Etats OUvriers.Le capitalisme n'a pas pris ces mesures de façon homogène.L'impérialisme anglais s'est tenu d'abord à l'écart,espérant relancer son économie,concurrencer et vaincre les concurrents capitalistes européens et les Etats Ouvriers.Il échoua.La crise du capitalisme s' avérait très profonde.C'est pourquoi maintenant,l'impérialisme anglais entre au Marché Commun.La discussion sur l'entrée ou non, obéit aux interêts différents des différentes couches des hautes finances du capitalisme anglais;un secteur veut rester à l'écart ,car il voit que l' intégration signifie l' effondrement. Le reste du grand capital, veut s'intégrer,car il mesure en tant que classe, les Etats Ouvriers.

La Belgique ne joue aucun rôle dans tout ce processus. Elle n'a pasde forces.La moitié de l'économie belge est dans les mains des capitaux allemands,français, anglais, ou yankees.L'économie ne dépend pas des interêts des capitalistes belges. Par conséquent,elle va dans le sens de cette dépendance mondiale.Son développement pendant la période d'après guerre jusqu'à environ 60, ut le résultat de la réanimation de l'après guerre, et de la nécessité de créer de nouvelles couches prolétaires après le massacre des ouvriers pendant la guerre. Toutes ces conditions ont permis une avance de l'économie capitaliste en Belgique.Mais simultanément ,le capitalisme perdait des forces parceque l' Afrique entrait en lutte . Elle se libérait de l'impérialisme belge,français , anglais et allemand. Cela a empêché la stabilité du système capitaliste.en Belgique.

Le développement et le progrès des Etats Ouvriers s'expriment avant tout et surtout socialement,par l'influence qu' ils exercent sur le monde. Du point de vue économique l'URSS,la Pologne,la Hongrie,la Roumanie,l'Albanie n'avaient pas la force de concurrencer l'impérialisme anglais,français, belge italien,nord-américains,ou japonais,mais ils l' avaient sur le plan social. Pour cette raison en Afrique,ce ne sont pas les investissements de capitaux, l'importation des marchandises,l'installation des usines de la part des Yankees,des allemands ou des anglais qui ont triomphé , mais bien l'influence des Etats Ouvriers,qui a donné pour résultat l'avance de nouveaux pays vers le socialisme.Il n'y a pas de "troisième monde",car il n'y a pas de nouvelle forme de propriété ou d'économie correspondant à un " nouveau Monde";L'économie est soit d'un pays capitaliste,soit d'un Etat Ouvrier.

En Belgique,lors de la grande grève de 60-61 , les cheminots chantaient la Marseillaise et l'Internationale.La direction syndicale trahit la grève. Mais les ouvriers,qui n'avaient pas triomphé car ils n' avaient pas obtenu ce qu'ils voulaient, ne se sentaient pas abattus.La direction syndicale a capitulé et livré la grève au gouvernement.Si ce mouvement avait triomphé,il aurait secoué toute la société belge et posé de meilleures conditions pour avancer vers l' élimination du système capitaliste.60-61 fut l'expression de la secousse,du bouleversement produit par la libération des colonies. Et entre du Congo Belge .

Les communistes avaient peu de forces.Les socialistes n'ont pas essayé de receuillir et organiser ces forces.Ils ont laissé l'impérialisme se ranimer.

On voit que le rapport mondial de force pèse et décide mondialement,empêche le système capitaliste d'agir comme il le voudrait,mais ne peut toutefois pas remplacer la direction de chaque pays,qui doit intervenir dans le pays lui-même.

LE CAPITALISME N'A PAS DE PERSPECTIVE EN BELGIQUE

Il ressort de ce processus que le capitalisme n'avait et n'a pas de perspectives.Malgré tous les abandons des directions syndicales,socialistes,communistes, wallonnes et flamandes,le capitalisme ne s'est pas rétabli.Il est en recul constant-plus lent qu'il ne le faudrait car communistes et socialistes ne le renversent pas.-mais il est en retraite.Depuis la guerre,il n'y a pas eu de rétablissement du système capitaliste,même pas en Belgique.Partout,le capitalisme est ébranlé,indécis, déséquilibré.Et il y a un progrès constant des mouvements,qui tout en luttant pour les salaires,le travail, les conditions de vie,visent à abattre le système capitaliste.

La survie du capitalisme,depuis la guerre,a provoqué l'empoissonnement de l'eau,de l'air,des aliments,la baisse de la qualité de l'alimentation mondiale,la détérioration des conditions de vie des populations du monde.On consomme plus qu'avant,mais on s'empoisonne plus aussi . Tous les aliments sont frelatés.L'air est complètement contaminé,chargé de produits chimiques et de gaz.La qualité des aliments est chaque fois plus détérioriée.En Europe, il y a les conditions et la possibilité de produire de façon à ce que les gens consomment trois fois plus que maintenant.La viande est un élément diététique essentiel,elle contient , de façon concentrée, la plus grande quantité de de protéines essentielles à la vie.Cependant,on tue 5 millions de vaches.Les oeufs sont essentiels pour l'alimentation humaine et on en détruit des millions pour maintenir les prix. La capacité de faire croitre les animaux et les plantes augmente et la capacité de production également.On produit le double d'avant avec les systè

e, ogramme J. Posadas anticapitaliste

27 AOUT 1977

mes d'engrais,d'irrigation de chauffage,Mais les gens mangent moins qu'avant . On jette les fruits,on les écrase.On détruit la viande,les oeufs,le beurre, le blé.On doit consommer de la farine frelatée,de mauvaise qualité.

Le capitalisme est parvenu a subsister dans une partie de l'Europe,mais il se détériore constamment,tandis que les pays socialistes ne font que progresser.Les rapports de force mondiaux sont tels, qu'en Afrique,en Asie, et en Amérique Latine,ce n'est pas le capitalisme qui influence,mais bien les pays socialistes,et le progrès des luttes de chaque pays.Les masses d' Europe, et de Belgique en particulier observent le processus mondial,reçoivent son influence et sont disposées à nitervenir.Dans toute l'Europe,il y a de puissants mouvements socialistes.En Belgique aussi.Mais le mouvement socialiste en Belgique n'a pas développé un programme,ni une politique pour le développement de la société,il ne fait que négocier avec le pouvoir pour obtenir des avantages sociaux pour les masses.

Et ce dans des conditions où le capitalisme se détériore,perd de sa force sociale,se désintègre consstamment.Il n'augmente pas son pouvoir social et politique.Il augmente et concentre sa richesse économique,élimine les capitalistes les plus faibles, mais n'accroît pas son pouvoir social et politique.Ce pouvoir s'affaiblit,même sur le plan militaire.Il a des bombes plus destructives , que jamais,telles que la bombe à neutrons,mais il n'augmente pas le pouvoir social d'en user.Le problème n'est pas seulement d'avoir des bombes,mais de savoir quoi faire après avoir jeté les bombes.L'humanité a prouvé qu'elle n'avait pas peur.Après la deuxième guerre mondiale , qui a provoqué la mort de 40 millions de personnes , le monde s'est remis à vivre en peu d'années,au travers des Etats Ouvriers et non du capitalisme.

IL FAUT LUTTER CONTRE LA DETERIORATION DES CONDITIONS DE VIE DE LA CLASSE OUVRIERE

Le développement de la lutte de classes en Belgique àcette étape,se fait dans ces conditions.Le Parti Socialiste,le Parti Communiste,les mouvements nationalistes, catholiques,n'ont pas développé un courant,ni prôné un programme pour faire progresser l'économie en fonction des besoins de la population.Ils ont défendu un programme cherchant à obtenir certains avantages pour les gens mais rien de plus.Le capitalisme peut concéder certains avantages aujourd'hui,mais demain,il les reprendra.

Un fait essentiel pour tous les ouvriers et la petite bourgeoisie:toute augmentation des salaires est aussitôt suivie d'une augmentation du coût de la vie. Le coût de la vie inclue également l'eau,la lumière, le loyer,les aliments,le logement.Le niveau de vie des ouvriers est en détérioration permanente,les maladies professionnelles augmentent.Les capitalistes,pour maintenir l'exploitation augmentent le travail à la chaîne,ce qui signifie une destruction de l'être humain,de l'anatomie humaine.Fernand Léger,un très bon peintre français,qui était sympathisant de la IVème Internationale, a fait des tableaux de maçons,de métallurgistes tout déformés par le travail.Mais maintenant on n'est pas seulement déformé,on est empoisonné.40% de la classe ouvrière au moins subit un empoisonnement progressif des poumons,du foie,des reins,du coeur,à cause du froid,de la chaleur,de l'humidité,ou de la sècheresse,qui altèrent, le fonctionnement normal de l'organisme,et à cause des rythmes de travail.Ces conditions de travail provoquent une augmentation énorme des maladies des ouvriers.

En vente sur demande à l'adresse du journal 60 Francs

REVUE MARXISTE

Organe du Secrétariat International de la IVe Internationale Trotskiste- Posadiste

XIe CONGRES MONDIAL
Ier CONGRES EXTRAORDINAIRE

Communiqué de presse

J. POSADAS
ouverture des sessions
rapport politique
20 Juin 1977

Seveso,en Italie,est devenu un scandale parcequ'il y a eu un accident visible.Mais,il y a plein de Seveso en Belgique,en Angleterre,en Allemagne, en France.Tous les pays capitalistes ont des Seveso , ils utilisent des produits chimiques pour diminuer le prix de production,se faire la concurrence entre eux et avec les Etats Ouvriers Ils le font aussi avec les aliments.C'est un poison pour la classe ouvrière , qui ne trouvera pas de solution dans le régime capitaliste.En Italie,une enquête récente a été publiée dans les journaux et a fait scandale:on y montrait que les caramels,les glaces,les fruits sont colorés par des produits chimiques qui empoisonnent. On trempe les fruits dans ces produits chimiques pour donner de la couleur.En Allemagne on vend des légumes, qui ont un aspect resplendissant,mais sans aucune valeur nutritive,les poulets sont énormes mais il ne restent presque rien quand ils sortent de la casserole.les oranges sont magnifiques , toutes colorées,mais quand on les touche,la couleur reste sur les doigts. Les saucisses sont fabriquées avec de la mauvaise viande et des procédés chimiques, qui leur donnent goût et couleur.Dans les pays capitalistes,les fumées des usines empoisonnent le foie , les reins.Beaucoup d'ouvrières deviennent stériles . Les ouvriers qui travaillent dans les mines,les usines automobile,les grandes usines métallurgiques, souffrent d'un empoisonnement croissant.Au Japon,c'est la même chose,même si on n'en parle pas encore .

Tout cela fait aussi partie de la crise du système capitaliste,qui emploie ces méthodes de pollution pour maintenir ces profits.Ils ont tué 5 millions de vaches,mais la viande que l'on consomme reçoit des traitements pour se conserver,ce qui réduit sa qualité nutritive.Quasi tous les fruits en Europe sont traités et font du tort à l'estomac,au foie , aux riens,au sang.Les gens en subissent des altérations qui,si même elles ne se manifestent pas encore, vont avoir de l'effet sur leurs enfants.Tout cela fait partie de la vie des camarades de la classe ouvrière dans toute l'Europe capitaliste.En Amérique Latine les mêmes problèmes existent,mais ils n'ont pas encore atteint le même degré de gravité .Pour maintenir ces profits,le capitalisme doit réduire la valeur nutritive des produits,des aliments,réduire les conditions de vie de la classe ouvrière et augmenter la pollution.En Italie,il meurt chaque année 100 à 200 enfants,victimes d'accidents de travail.

On ne connait pas de tels cas en Belgique,mais on va dans le même chemin.Le capitalisme utilise de la main d'oeuvre enfentine , poue diminuer le coût de production en Italie. Mais en Belgique les problèmes ne sont pas différents .

Il se pose des problèmes de salaires,de meilleures conditions de travail, d'augmentation des congés, mais il y a aussi celui de la qualité des aliments,des logements,de la pollution, de l'air et de l'eau.Si le système capitaliste devait encore subsister 20 ans , Toutes les rivières et toutes les mers seraient polluées complètement polluées par les déchets chimiques,ou ceux des usines atomiques.Toutes les embouchures des fleuves sont complètement polluées.

Il n'y a pas de solution à tous ces problèmes dans le cadre du système capitaliste,et dans le cadre exclusif des revendications ouvrières.Le capitalisme ne peut pas faire autrement,il doit rester concurrentiel.Il doit constamment accroître sa capacité concurrentielle et donc empoisonner les gens.Une des revendications fondamentales de la classe ouvrière, doit porter sur la qualité des aliments,de l'eau, de l'air,des produits végétaux,animaux,du pain.Si on mange beaucoup de pain, on attrape une douleur d'estomac terrible à cause des produits chimiques ajoutés à la farine.

De même pour la viande,le poisson,les fruits, les fromages, le beurre. . Les Syndicats ne posent jamais cette revendication , si ce n'est de façon très passagère.Les directions syndicales,les socialistes et les communistes,les mouvements fédéralistes ne tiennent pas compte de ces problèmes,Au contraire,ils s'associent au capitalisme d'un pays contre celui d'un autre pays.Ils n'ont pas en tête le programme de libération de la classe ouvrière,qui signifie l'élimination du système capitaliste.Comme ils n'ont pas confiance dans le socialisme, et ne croient pas possible d'abattre le système capitaliste,alors ils s'en font les serviteurs,et réduisent la capacité d'action, de la classe ouvrière à des revendications transitoires et très générales d'augmentation des salaires, d'améliorations des conditions de travail,sans plus

Les groupes dits"gauchistes",n'ont pas non plus de programme,de vision d'ensemble du processus.Ils espéraient que les socialistes,les Syndicats et les communistes allaient s'effondrer et ensuite ils ont concilié avec cette même bureaucratie,syndicales,socialistes et communiste,ou directement avec le patronat.

FACE AU CHOMAGE:ECHELLE MOBILE DES HEURES DE TRAVAIL, ET DES SALAIRES,ETATISATION ET PLANIFICATION DE L'ECONOMIE

La discussion actuelle entre communistes et socialistes en France,pose des problèmes qui vont bientôt se poser également en Belgique.Le capitalisme ne peut plus continuer à diriger la société.Le programme commun n'est pas un programme anti-capitaliste,mais il n'est pas non plus un programme capitaliste.Il est un programme de transition,avec quelques points qui sont anti-capitalistes.Les Socialistes et les Communistes ne se mettent pas;d'accord,car les mremiers veulent réduire la portée du programme,tandis que les communistes veulent l'élever,pour résoudre les problèmes de la classe ouvrière en France;ce qui ne peut se réaliser au sein du système capitaliste.

En Belgique,les directions ouvrières ne discutent aucun programme commun;ce qu'elles ont de commun entre elles, que ce soeint les socialistes,les catholiques de gauche,-et les communistes à une étape antérieure-,c'est qu'elles servent le système capitaliste.Mais l'économie belge ne tient plus le coup.Une des revendications néccessaires pour le développement de la lutte de classes, est celle de garantir le travail et les conditions de vie.

Le capitalisme ne peut faire ni l'un ,ni l'autre. Dans tous les pays du Marché Commun,le chômage est en augmentation et s'élève à 6millinos au moins. Ils disent qu'il y a en 5,5 millions.Mais cela est faux. Il y en a plus de 6,5 millions.Le capitalisme ment sur le nombre de chômeurs, pour camoufler son impuissance,et son incapacité à résoudre les problèmes sociaux.Mais,maintenant, il doit subventionner les chômeurs.Avant la guerre,il ne le faisait pas.Les chômeurs n'avaient qu'à se débrouiller,on leur donnait un bol de soupe.Maintenant ils doivent leur donner un salaire.Ils font cela,parcequ'il y a les Etats Ouvriers.Autrement les masses diraient:"Faison comme en Union Soviétique"."Là,il n'y a aps de chômeurs!" Le capitalisme donne un salaire aux chômeurs pour contenir la tendance des masses à chercher une solution au chômage comme cela a été fait en URSS.C'est un salaire limité.Mais il est une source d'inflation, d'augmentation des prix.C'est de l'argent donnée par le capitalisme,et qui ne provient pas de la production Le prix de tous les produits est le résultat de la force de travail,de la capacité de production incorporée à chacun des produits.Sur les marchés nationaux et mondiaux,les produits les plus concurrentiels sint ceux qui prévalent.Les autres sont écartés.Mais le coût de production des marchandises écartées ou détruites est inclus dans le produit qui subsiste.Le prix qui en résulte est un moyen terme , déterminé en fonction des bénéfices des capitalistes

suite page 4

La crise du capitalisme en Belgique..

J.POSADAS

capables de concurrencer .

Mais qui paie toute la production faite en trop ? Et Pourquoi les capitalistes subventionnent-ils les ouvriers sans travail, alors que c'est contre sa nature?Il le fait pour empecher que les ouvriers ne prennent la voie de la lutte anti-capitaliste, pour montrer qu'il est capable de résoudre les problèmes. Mais pour subventionner le chômage,il donne une quantité d'argent qui ne provient pas de la production il fabrique de l'argent.Il augmente ainsi inévitablement le coût général de la production,car il fabrique de l'argent et non des marchandises.En plus,le coût de production des marchandises lancées sur le marché et non vendues et détruites,est incorporée au coût des autres produits .

Le capitalisme subventionne le chômage; cette quantité d'argent provoque de l'inflation et une augmentation de tous les prix Ce processus produit une inlfation ininterrompue , dans le monde entier.Cette inflation n'est pas dûe à la grande consommation des masses.C'est le système capitaliste qui la crée.

Il n'est pas juste de dire,comme le font les dirigeants syndicaux,que l'' indemnisation du chômage , est une grande conquête .

Elle est très relative. En même temps que le capitalisme est obligé de subventionner le chômage,il augmente la production, les prix et diminue le niveau de vie de toute la classe ouvrière.Il y a une accumulation constante des facteurs d'une crise plus ample encore du système capitaliste,qui conduit à la guerre.

La solution au problème du chômage est d'étatiser les usines qui ne peuvent produire,les entreprises auxquelles les capitalistes privés ne s'intéressent plus et qui ne peuvent plus faire la concurrence.Il faut les étatiser et planifier la production en fonction des besoins de consommation de la population.Pourquoi ne pourrait-on pas le faire?L'inconvénient,c'est que ll'on viole la propriété privée ? Mais c'est bien la propriété privée qui empêche les gens de vivre.

Il faut mener une discussion dans le mouvement ouvrier, sur le chômage , les bas salaires,l'augmentation des maladies,la détérioration de la santé,de la classe ouvrière,des conditions de vie et d'hygiène.En Italie,à Seveso, une quantité d'enfants sont nés déformés.Et d'ici à 20 ans il y en aura beaucoup d'autres.Génétiquement,les conséquences de cette intoxication ne s'expriment pas immédiatement.

Le capitalisme n'est pas en conditions de répondre aux besoins de meilleurs salaires,meilleures conditions de vie,de progrès social d'hygiène, de la population du monde. Les Etats Ouvriers n' ont pas encore suffisamment développé la production , pour y parvenir,mais ils tendent vers cela.Le capitalisme,par contre,tend à augmenter ses bénéfices en et préparer la guerre pour défendre cela.Dans les Etats Ouvriers,les conditions de la classe ouvrière tendent à s'améliorer et s'élever.Faisons une simple comparaison: Dans l'Etat Ouvrier Allemand , l'ouvrière qui est enceinte va avoir 9 mois de congès payés et le mari un mois,pour participer à l'attention de l'enfant. On paie 95% du salaire et des allocations importantes aux familles qui ont des enfants,jusqu'à l'âge de dix ans.L'Etat Ouvrier s' occupe ,et se préoccupe d' assurer la continuité de la population.Le capitalisme s'occupe de l' exploiter.

En Belgique, éxiste une des formes les plus arriérées de la production et exploitation capitalis-te.C'est un pays accessoire pour le capitalisme Il est un fournisseur d' acier,de charbon, pour le Marché Commun,et un centre d'investissement de capitaux destinés à cette production.Mais la production d'acier et de charbon arrive à son terme . Le capitalisme produit aujourd'hui de l'acier en deux fois moins de temps qu'avant.Et ils doit réduire sa production.L' acier est la base de l'économie belge.L'Italie pourrait produire 35 millions de tonnes d'acier,elle en produit à peine 8 ou 10 , car autrement,elle modifierait les plans de la CECA. C'est le marché Commun qui décide que l'Italie ne produise plus d'acier et importe le reste du Luxembourg et de la Belgique,où l'acier est produit à moitié prix.La Belgique est déjà arrivée à saturation, de la production d'acier . Le capitalisme ne s' étend plus ne se développe plus. Ils existent des matériaux supérieurs à l'acier qui ont une aussi grande résistance et sont plus légers, plus maniables pour la construction des logements ou pour les transports publics.L'impérialisme allemand,français et anglais , peuvent à eux trois, couvrir tous les besoins en acier.Ils utilisent des petits pays comme la Belgique comme acessoire pour investir des capitaux, comme marché pour des produits industrialisés.

Le Bénélux ne fut que la conséquence de la concentration des grands capitaux aux dépens des petits et moyens.Le Marché Commun est une sorte de multinationale destinée à concurrencer l'impérialisme nord américain et japonais et les Etats Ouvriers.Il montre que le capitalisme n'a pas d'avenir.Il doit prendre la forme d'association de concentration d'une gigantesque multinationale , de tous les pays européens pour faire face à la concurrence des Etats Ouvriers Le capitalisme belge n' a pas de perspectives,de même que le capitalisme français,allemand,anglais ou italien.

Entretemps,la classe ouvrière doit vivre, développer les luttes, elle doit vivre chaque jour.Les directions syndicales, socialistes,communistes,catholiques,fédéralistes, ne tiennent pas compte de ce manque de perspective du capitalisme.Elles n'ont pas de programme pour le futur Elles ont un programme au jour le jour,s'opposant au capitalisme,au gouvernement,au patronat,pour l'une ou l'autre revendication,pour de meilleurs salaires ou pour l'indemnisation des chômeurs.

Le paiement des chômeurs n'est pas une conquête des bureaucrates du Syndicats,mais une conséquance de l'existence des Etats Ouvriers,qui oblige le patronat de donner des indemnités pour empêcher que les chômeurs ne renversent le système capitaliste.Avant,il les laissait mourir.Plus il y avait de chômeurs,mieux cela valait pour lui,car ceux-ci faisaient pression pour faire baisser les salaires.Maintenant il les paie. Les relations capitalistes sont toujours les mêmes: Alors pourquoi fait-il cela ? Parceque les Etats Ouvrier existent et pour empêcher que les chômeurs n'acquiérent la conviction que la solution est de faire comme dans les Etats Ouvriers Ce n'est pas une conquête des directions syndicales. Cest une conquête des masses des Etats Ouvriers,qui influencent les masses et obligent le capitalisme à subventionner le chômage .

Actuellement,le capitalisme n'a pas besoin d' une armée de réserve.Il a besoin de chaque fois moins d'ouvriers,et plus de technique.Dans les grnads pays capitalistes comme l' Allemagne,l'Angleterre, la France,les Etats Unis, le Japon et en partie la Belgique et l'Italie, la concentration de la production,des capitaux,de la technique augmente.La proportion des techniciens,des planificateurs de l'économie bourgeoise augmente . Celle des ouvriers diminue Le capitalisme espérait gagner ainsi la petite bourgeoisie à la perspective de la propriété privée,mais celle-ci est gagnée à la lutte anti-capitaliste,Elle n'est pas attirée pour des raisonq sociales, mais elle est gagnée intelligemment.

Tous les mouvements écologiques d'Allemagne, de Belgique,d'Italie,de France,sont le fait de la petite bourgeoisie.Ce sont des mouvements anti-capitalistes,même si tous ceux qui y interviennent n'ont pas une finalité consciente anticapitaliste.Mais ils se proposent d'éliminer la forme de production qui est la cause de la pollution . Afin de purifier l'environnement,d'assainir les relations avec la nature. La plupart de ces camarades sont les techniciens de l'économie.Ce qui veut dire qu'ils ont été gagnés,influencés par le progrès de l'humanité,et attirés vers le camp ouvrier.Ce processus n'est pas identique , mais il est en progrès constant dans chaque pays. Le capitalisme s'appuie essentiellement sur la petite bourgeoisie de cette branche,mais il le fait à un degré chaque fois moindre.

DISCUTER UN PROGRAMME DE REVENDICATIONS ,UN PLAN DE PRODUCTION ET UN PROGRAMME POUR LES DROITS DEMOCRATIQUES , ET LA DEMOCRATIE SYNDICALE.

Il faut mener une discussion entre tous les groupes,les Syndicats,les Partis pour unir un programme de revendications de travail,de salaires,de conditions de travail d'échelle mobile des heures de travail,d'échelle mobile des salaires, à un plan de production,un programme de droits démocratiques,de démocratie syndicale.

Le délégué doit être élu dans l'usine.Il faut des assemblées dans les usines,et ce sont les ouvriers qui doivent décider qui est leur délégué,et ce qu'il doit faire.Il faut aussi prolonger les comités d ' usines , aux comités de quartiers,élire des délégués de quartiers,des délégués d'écoles.En Italie,le mouvement ouvrier a fait une très grande conquête.Le Parti Communiste concilie avec la bourgeoisie,mais en même temps le prolétariat a conquis les conseils d'usines,de quartiers,d'écoles.Ce sont des formes de dualité de pouvoir mais ils exercent certaines fonctions.Par exemple, les conseils d'écoles,réunissant élèves,parents,et professeurs discutent le programme d'enseignement.C'est une conquête ,bien que limitée.

EDITORIAL suite

L'exemple de l' Union Soviétique et des Etats Ouvriers,avec toutes les limitations de leurs directions,donne un centre pour montrer comment résoudre les problèmes de la population:il faut le faire sur la base de l'expropriation des capitalistes et de la planification de l'économie en fonction des nésités de toute la population.C'est cela que, les socialistes ont bien dû constater en revenant de l' Union Soviétique.Et c' est contre cette perspective , que Simonet,parlant au nom d'une partie de la direction du PSB,défend sans voile,la propriété privée, capitaliste contre toute tentative de lui porter atteinte.

Pendant ce temps, les chrétiens de gauche,qui se réunis en assemblée récemment ,cherchent à former un groupe,un regroupement de classe des travailleurs chrétiens,contre le PSB . Ils n'ont pas discuté quel programme donner à ce regroupement,mais leur radicalisation et leur recherche ont beaucoup d'importance pour aider au progrès du front de la gauche en Belgique.C'est la gauche socialiste et le Parti Communiste qui peuvent les faire avancer plus,en impulsant eux-mêmes un programme d'étatisations,sous contrôle ouvrier des grandes entreprises capitalistes de Belgique et des banques.Même si cela ne signifie pas un progrès électoral ou de croissance numérique pour le Parti Communiste ou pour les socialistes de gauche, c'est une perspective de programme , qui est plus nécessaire aujourd'hui en Belgique.

Il faut appuyer la proposition de la CNE de Charleroi,dans son dernier congrès,de faire une assemblée de toutes les forces, pour débattre: Où va le pays,quel programme répondra le moieux à la désintegration de la structure capitaliste de la Belgique , et de l'Europe.Et la base essentielle en est:Discuter une politique d'étatisations,de contrôle ouvrier,discuter l'expérience , des Etats Ouvriers et comment l'appliquer dans ce pays.Ce débat est très important.Mais il est en même temps très important qu'il se limite pas à des cercles de dirigeants des partis ou des Syndicats. C'est toute la classe ouvrière qui doit y intervenir,donner des idées, des propositions,des critiques et faire des assemblées , tous les jours dans les usines,dans toutes les entreprises.Les socialistes de gauche et les dirigeants syndicaux qui se se sont réunis en forum à Liège pour discuter le problème du chômage et les 36 hs avaient fait un appel individuel aux travailleurs à venir assister aux débats. Les J.S. de Liège ont distribué des tracts à plusieurs usines.Mais les ouvriers ne sont pas venus .

Car ce n'est pas là un fonctionnement réel de démocratie syndicale,ouvrière. Dans le programme pour lutter contre la crise capitaliste,il faut inclure, comme point essentiel,la démocratie syndicale la plus large,et ce n'est pas seulement une revendication pour "avoir son mot à dire mais parceque dans le fonctionnement de la démocratie syndicale,la classe ouvrière mesure toutes ses forces,sa capacité de diriger les luttes et la sociétés de demain,et elle développe son intelligence collective.C'est pour cela aussi que les dirigeants syndicaux en ont une telle crainte.Mais toute la discussion que propose la gauche socialiste,le Parti Communiste,ou les camaras des chrétiens doit incorporer cette revendication de démocratie Syndicale.
Le 17 Novembre 1977

La grève générale du 1er décembre en France et la fonction des partis et des syndicats dans la lutte pour le socialisme.

30_11_1977 Voir p.centrales **J.POSADAS**

DISCUTER L'EXPERIENCE DE LA FRANCE ET DE L'ITALIE POUR DONNER UNE ISSUE A LA CRISE

EDITORIAL

Dans la dernière réunion de l'OTAN,Luns a déclaré que tous les gouvernements d'Europe ont accepté la fabrication de la bombe à neutrons y comprisle gouvernement belge alors que les socialistes s'y sont opposé. Il donne cette opinion du gouvernement sans tenir compte de l'opinion et de la prise de position du PSB à ce sujet. De plus c'est Simonet qui au nom du gouvernement, au nom des représentants des interêts des banquiers et des capitalistes a participé à la réunion de l'OTAN. Il n'agit nulle part comme le représentant du PSB,ou de la majorité de la population et même des électeurs socialistes.

Après cette déclaration de Luns,il apparaît, bien clairement,que le PSB au gouvernement ne peut pas empêcher ou freiner le gouvernement dans les mesures réactionnaires qu'il prend contre la majorité de la population.Et pour un problème aussi crucial et essentiel que l'acceptation de la bombe à neutrons, la position et l'opinion du PSB n'a aucun effet, aucun poids dans la décision de l'OTAN.

On constate également l'incapacité du gouvernement à résoudre les problèmes du pays au travers de la conférence de presse que Tindemans a donnée il y a quelques jours a propos du bilan de l'activité gouvernementale pour résorber le chômage qui est tout à fait satisfaisante et positive, pour le ministre.Il donne des chiffres de quelques milliers de stagiaires et de prépensionnés , avec lesquels on a pu récupérer des emplois. Mais il oublie de dire le chiffre de chômeurs partiels et complets qui est de 400.000 en Belgique.Et ce chiffre augmente sans arrêt dans tous les secteurs de l'économie,dans la métallurgie, sidérurgie,textile, et verreries.

La discussion à propos de Glaverbel est bien significative à ce sujet.Les Syndicats exigent la participation et l'aide de l'Etat,demande des subsides pour sauver Glaverbel et l'industrie du verre.Mais l'Etat a déjà donné des subsides à plusieurs reprises,et ils n'ont jamais permis de sauver tous les emplois,mais ils sont passés dans les poches des patrons et des grands banquiers , qui les investissent où cela leur rapporte le plus par exemple, au Zaire.Et les usines en Belgique continuent de fermer et de mettre des travailleurs sur le pavé. Les capitalistes investissent au zaire,pour construire de luxueux complexes de commerce internationaux, ou des stations radios comme la voix du Zaire, avec du matériel très sophistiqué et très coûteux mais qui ne correspond pas du tout aux nécessités du pays.Et cela, alors qie la population zairoise surtout dans les campagnes est au bord de la famine et de la malnutrition.Pendant ce temps, Mobutu dispose pour lui tout seul de 17% du budget national et se paie une vie de roi sur le dos des masses.de son pays,mais aussi sur celui des masses belges. Les gouvernements belges et français envoient des armes, des mercenaires et des finances pour soutenir ce régime réactionnaire et pourri, dans sa lutte contre les révolutionnaires katangais,angolais, et mozambicains.L'objectif de cet appui est de tenter d'empêcher le progrès de la révolution en Afrique et l'influence de ces pays sur le Zaire. Mais il est bien évident que la population du du Zaire se rend compte que ce régime ne lui apporte que la misère,la faim, la mort, l'analphabétisme ;les maladies;par contre elles voient que le Congo Brazaville, l'Angola, le Mozambique ont résolu les problèmes fondamentaux de la population,ont éliminé la famine, les maladies et ont elévé tout le peuple à la culture. Ells voient que c'est cela le chemin à suivre pour le Zaire également.

Il faut discuter cela aussi en Belgique!Comment peut-on croire qu'en demandant seulement des subsides à l'état ,on puisse résoudre la crise,ou résorber le chomage ou empecher la fermeture des usines.Le gouvernement capitaliste et Tindemans , raisonne en fonction des interêts de la propriété,des banquiers,de la Société Générale, de la FEB..Elle même ne décide en fonction de la Belgique,mais en fonction des interêts des multinationales,des grandes sociétés financières qui sont surtout américaines.

suite page 4

Prolétaires de tous les pays Unissez_vous !

LUTTE OUVRIERE

ORGANE DU PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE TROTSKISTE
Section belge de la IVe INTERNATIONALE POSADISTE

7 Francs | 15ème ANNEE | N° 292 | Le 10 Décembre 1977

Périodique bi-mensuel — Envoyer toute correspondance à LUTTE OUVRIERE - BP 273 — 6000 CHARLEROI I
Abonnement de 12 numéros : 80 F. — Abonnement annuel : 150 F. — Abonnement de soutien : 500 F.
A verser au CCP 000-09762.34-26 de C Pôlet — Editeur Responsable : C. Pôlet — 51a, rue Garibaldi — 1060 Bruxelles.

Lettre à la section grecque:

SUR LE MEETING EN HOMMAGE AU 60e ANNIVERSAIRE DE LA REVOLUTION RUSSE

Le 10 Novembre 1977 **J. Posadas**

Chers camarades,

Nous avons reçu vos informations sur l'hommage à la Révolution Russe, qui s'est réalisé à Athènes. Une énorme quantité de gens - et surtout des jeunes - y ont pris part! Si un meeting pour la Révolution Russe, en pleine campagne électorale, rassemble tant de monde, c'est l'indice d'un mûrissement politique assez élevé d'un secteur de la population. Donner cet appui à l'Union Soviétique représente un choix de classe, et non un simple choix politique. Voilà la première conclusion à tirer. 40.000 personnes, c'est beaucoup. Le seul fait de tenir ce meeting signifie que l'Union Soviétique cherche à étendre l'influence et le poids de l'Etat Ouvrier.

L'Union Soviétique se décide à commémorer le 60e anniversaire, et cela dans un pays de faible poids politique comme la Grèce, avec plusieurs objectifs : le premier, c'est - au travers d'un parti relativement petit -, d'influencer les autres partis communistes pour montrer l'importance de la Révolution d'Octobre et ses principes inaltérables. La gestion et la direction bureaucratiques ne sont pas encore éliminées en Union Soviétique, mais l'Etat Ouvrier cherche à influencer et fait ce meeting public c'est à dire qu'il pèse sur la population en pleine campagne électorale - comme une partie de la lutte contre l'eurocommunisme, contre les tendances révisionnistes du mouvement communiste mondial. Les Soviétiques maintiennent leur gestion bureaucratique, mais ils mènent une lutte contre les révisionnistes de certains principes fondamentaux. L'autre objectif est d'influencer la petite bourgeoisie, la classe ouvrière de Grèce afin de peser sur les partis communistes. C'est une offensive de l'Union Soviétique. Ce n'est pas un meeting de commémoration. C'est une offensive. Et elle va contre le système capitaliste. Peu importe qu'il s'agisse d'un petit Parti Communiste. L'important est l'objectif recherché.

La ligne du meeting fut tracée par l'austronaute et le ministre soviétique qui étaient présents, montrant que la Révolution d'Octobre est la forme de progès de l'humanité. Ce n'était pas simplement une commémoration, mais la démonstration de ce qu'est l'Union Soviétique Aujourd'hui : qu'il n'y a pas de chômage, pas d'exploitation ni de persécution, que la culture, la science et les relations humaines s'élèvent. Ils l'ont fait de façon très générale, mais il faut tenir compte que ce sont des diplomates dans un pays capitaliste. Mais il faut voir là une offensive des Soviétiques, ce n'est pas une pure campagne de propagande. C'est ainsi que vous devez le considérer.

L'assistance d'un tel public démontre que la Grèce est mûre pour la lutte pour le pouvoir. Cette commémoration de l'Union Soviétique a eu lieu en pleine campagne électorale. Les deux partis communistes sont divisés. Pourtant ils entraînent un si grand nombre de gens très enthousiastes. Comme vous en informez, le public à chaque instant criait "Vive l'Union Soviétique"! " Vive l'Union Soviétique"!: ce ne sont pas des cris politiques de propagande électorale, mais des cris politiques, sociaux, de classe, avec des objectifs de classe.

Je crois que le fait de faire venir un astronaute et un ministre dans un pays aussi petit, signifie qu'ils cherchent à influencer le reste des partis communistes de Grèce - et sur tout celui de l'extérieur- s'engagent devant les masses à montrer que leur objectif est de faire la même chose que l'Union Soviétique, cela indique un mûrissement politique assez grand. Les gens ont écouté avec une grande passion l'astronaute et le ministre soviétique. Tous applaudissaient spontanément. Il y a un mûrissement politique qui permet notre intervention.

La chanteuse soviétique dont vous parlez, n'a rien à voir avec le meeting. Elle était là comme une décoration destinée au gouvernement, à la petite-bourgeoisie, aux diplomates. Tenez bien compte de ce que signifie cette initiative que les Soviétiques osent prendre, en plein milieu d'un processus qui mène au règlement final des comptes : cette commémoration s'adresse , non seulement à la Grèce , mais à toute l'Europe. Les Soviétiques sont en train de développer la tendance à intervenir politiquement avec plus d'audace. Ils n'ont pas défendu la paix,la coexistence. Ce qu'ils ont défendu c'est "l'Union Soviétique, comme principe et comme système, est supérieure à tous les autres pays du monde, est l'exemple du progrès de l'humanité".

C'est une concurrence directe, antagonique avec le système capitaliste. Les Soviétiques ont dit aussi: "nous voulons la paix".Mais en même temps, il ont fait écouter le discours que Lénine prononça à la prise du pouvoir. Lénine y fait l'analyse : "nous avons pris le pouvoir, il faut construire une nouvelle so

Suite page 4

LA GREVE GENERALE DU 1er DE
ET DES SYNDICATS DANS LA LUT

Le processus en France conduit à une polémique de programme, de tactique, d'objectifs et de politique. Ni le Parti Communiste, ni Marchais pensaient faire ce qu ils sont en train de faire Ils ont été obligés d'intervenir ainsi, et ils ne peuvent pas revenir en arrière Quand Marchais et le PCF adoptent la position d'appeler les masses à intervenir dans les usines, dans les quartiers, cela ne va pas en rester là. Ce n'est pas un appel transitoire, dans un but électoral, c'est un appel qui répond à une nécessité, mais qui va aller plus loin que ce qu'a prévu le PCF. Il y a une élévation de la discussion programmatique. Ce ne sont pas seulement des discussions sur la tactique: il faut lutter pour le programme, la politique et les objectifs.

L'intervention de Mitterand a une finalité tactique: il cherche un front unique avec les communistes pour affronter le gouvernement et la droite. Le programme n'a pas d'importance pour lui. Par contre, Marchais portait un programme et des objectifs. Les centaines de nouveaux membres qui entrent au Parti Communiste, qu'ils soient ouvriers ou non, vont peser pour orienter vers des conclusions de classe, qui ne vont pas s'arrêter aux élections. Les élections sont une confirmation et non une définition.

Il est déjà démontré aujourd'hui qu'un programme de classe anti-capitaliste et non un front électoral fait sur la base d'un programme hybride, est nécessaire pour aller aux élections.C'est une étape différente de celle de 1972, où fut signé le Programme Commun, même si Mitterand croit qu'il n'en est pas ainsi. Il croyait que ce qui poussait les communistes à faire l'union était une manoeuvre politique ou des intérêts bureaucratiques. Il pensait qu'il pourrait contrôler le Parti Communiste et attirer au Parti Socialiste la petite-bourgeoisie. Mais un secteur important de celle-ci, va voter pour les communistes et non pour Mitterand.

C'est un résultat de l'influence du processus mondial de la révolution en France. Pour cela, il est important, dans cette discussion de l'union de la gauche, de prendre la décision d'appuyer Marchais, car il a pris une attitude nécessaire quoiqu'il l'ait fait en retard et de façon incomplète.Ce ne sont ni la tactique, ni le nombre de députés ou de sénateurs qui sont en discussion, mais le programme.

La bourgeoisie aurait pu profiter de la crise au sein de la gauche en cherchant à s'unir au travers des candidats uniques, mais au contraire, cela n'a fait qu'approfondir sa propre crise. Les différents partis bourgeois ne peuvent pas profiter de la crise dans le mouvement ouvrier, non parce qu'il y a des disputes entre eux, mais parce que leur crise est très grande. La crise du mouvement ouvrier n'est pas un recul, mais une avance , c'est une crise de progrès dans la regénérescence partielle. La bourgeoisie ne comprend rien. Mitterand ne comprend pas non plus. Il continue à se baser sur les ambitions des dirigeants du Parti Communiste. Mais le poids du prolétariat oblige le PCF à changer, comme va bientôt le faire le prolétariat italien vis-à-vis du P.C.Italien.

La crise de la bourgeoisie française, comme celle de l'impérialisme mondial est énorme. Elle ne les empêche pas d'intervenir au Maghreb ou au Moyen Orient mais leur capacité d'intervention s'amoindrit. La bourgeoisie n'affirme ni sa force, ni son pouvoir. La classe ouvrière montre, au contraire, qu'elle est disposée à gagner le pays au travers du Parti Communiste

Les gauchistes sont paralysés devant cette intervention. Ils ne savent que faire, non parce qu'ils se battent entre eux, mais parce qu'ils n'ont ni politique, ni programme et qu'ils perdent de l'importance face au progrès de la discussion dans le PC. Il ne s'agit pas demander ou de protester, mais de donner un programme et des objectifs cohérents.

LA CRISE DU PARTI SOCIALISTE ET LE PROCESSUS D'ELEVATION DE LA REVOLUTION

Une crise très profonde est ouverte dans le Parti Socialiste, qui va en finir avec le règne de Mitterand. Il y a tout un secteur d'appareil lié à l'appareil capitaliste dont les membres viennent de la petite-bourgeoisie. Mais même ainsi le P.S. est obligé de combiner des mesures de soutien au capitalisme avec des mesures d'affrontement. Le programme qu'il pose n'est pas cohérent. Celui du Parti Communiste l'est, par contre, bien qu'il soit limité dans les propositions de planification et de contrôle des masses (qui est une forme de contrôle ouvrier). Le P.C. est un organisme, alors que le P.S. n'en est pas un. Les positions de Mitterand sont conciliatrices avec le système capitaliste. Il ne représente pas la droite, mais n'est pas étranger non plus à la politique que mène la direction du Parti. Il est un instrument de la droite du PS. Mais il n'y a aucune place pour cette politique.

Cette discussion en France n'est pas dûe au hasard, ni accidentelle: c'est la forme sous laquelle s'exprime très profondément la crise du mouvement socialiste et communiste. Ce n'est pas une crise de tendances, due à des positions électorales, mais une crise qui vient du programme et des objectifs de luttes sociales. La classe ouvrière est en train de développer l'assurance pour intervenir Elle n'a pas besoin d'apprendre les conclusions de classe (elle les a déjà acquises), mais la façon dont elle peut intervenir et peser plus dans les prochaine étapes. Les discussions qui vont se faire ne vont pas se passer entre appareils , et dans les sommets, mais les masses vont y peser,que ce soit dans les usines,les ateliers, les quartiers.les bureaux et tous les centres d'activité.

Il n'existe pas d'intervention des partis pour éduquer les masses de façon complète. Il n'y a pas de discussion montrant que le capitalisme est responsable de la crise. Il ne s'agit pas d'expliquer scolastiquement ce qu'est le capitalisme, mais de faire participer les masses, au travers d'organismes. Ce que posent les communistes par rapport à l'auto-gestion répond en partie à la nécessité, mais ceci en est encore loin. Il s'agit cependant d un progrès des communistes, qui va rompre tout le schéma du Parti Socialiste. La masse socialiste voit qu'il en est ainsi.

LA DECOMPOSITION DE LA BOURGEOISIE FRANCAISE FAIT PARTIE DE LA CRISE TOTALE DU CAPITALISME

La crise de la bourgeoisie française, qui s'accentue avec celle de l' Union de la Gauche, n'est pas déterminée par les dissidences entre Chirac et Giscard.Ils

En France, un processus est déjà ouvert. Il ne se terminera pas avec les élections, mais avec l'affrontement de classe . L'élection n'est pas une fin mais un moyen. Nous proposons que l'Union de la gauche se mette d'accord sur le programme que proposent les communistes, et que toutes les masses puissent intervenir, dans cette discussion. Il est nécessaire de faire un débat public auquel participent aussi bien les communistes, les socialistes,que les indépendants. Le Parti Socialiste, les dirigeants-communistes demandent la démocratie en Union Soviétique: pourquoi ne la demandent-ils pas dans le Parti Socialiste? Il ne s'agit pa d'incriminer, mais de poser que tout le monde doit intervenir dans les discussions, et que les résolutions doivent se prendre en fonction des discussions publiques. L'intelligence de la classe ouvrière, son expérience et sa décision ne peuvent peser de façon suffisante parce que la classe ouvrière s'exprime àtravers des partis qui n'ont ni la volonté, ni la capacité, ni la résolution, ni le dynamisme qu'elle a elle-même . doivent mener une politique qui prépare un affrontement de classe, et n'en ont pas l'assurance. Giscard est plus flexible, parce qu' il espère ainsi attirer des secteurs de la petite-bourgeoisie.Chirac est pour une ligne d'affrontement direct Quand il existe une telle dissidence à l'intérieur du capitalisme, c'est parce que les directions bourgeoises, n'ont aucune assurance et qu'elles se sentent pressionnées par leur propre base petite-bourgeoise, et elle même influencée par la classe ouvrière.

L'avance de la classe ouvrière n'est pas seulement celle de France, mais l' avance mondiale, qui influence la France. Cela s'exprime dans le niveau de la lutte de classe dans le pays , mais les facteurs sont mondiaux: c'est le capitalisme mondial qui est en recul . Pour essayer de gagner autorité et force, le capitalisme mondial doit organiser l entrevue entre Sadate et Begin, entrevue qui va se retourner contre lui. Il utilise des moyens et des forces qui vont contre l'expérience des masses; celles- ci voient que pour résoudre leurs problèmes, elles doivent faire comme les Etats ouvriers.

Cela aiguise les crises politiques du capitalisme , et s'exprime dans les crises sociales, comme celle qui existe en France. Ce n'est pas une crise entre Chirac, Giscard et Barre, mais la crise du capitalisme qui ne peut donner de solutions aux problèmes des masses.La bourgeoisie française ne peut s'appuyer sur la dispute qui existe dans le camp ouvrier, ni même sur la passivité de certains secteurs de la petite-bourgeoisie. La bourgeoisie a une peur panique de ce qu'un secteur important de la petite-bourgeoisie soit gagné et influencé par les partis de gauche et vote pour l'Union de la Gauche.

Ce n'est pas l'étape de 1934-36, de Staline. Maintenant il y a 20 Etats ouvriers, et l'URSS intervient comme un facteur décisif , comme le montre son intervention en Ethiopie où la direction déclare qu'en 1977 c'est absurde de vouloir définir les problèmes par la religion musulmane ou par des sectes religieuses arriérées, et que les problèmes se résolvent au moyen de la planification économique. Les mesures que nous avions proposées, sont discutées à présent par les dirigeants éthiopiens.

En même temps qu'a lieu la crise de l'union de la gauche en France, il y a la crise en Ethiopie. Le Parti Communiste Italien a envoyé Pajetta discuter avec Mengistu Mariam. Il va ensuite discuter avec les Somaliens. Et Mengistu déclare: "c'est absurde à cette époque, de poser la nécessité pour les petits groupes de défendre leurs intérêts, alors qu'ils portent atteinte à la défense de l'économie". C'est une influence de la IVème Internationale Posadiste. Ni le PC Italien, ni les Soviétiques n'avaient cette position au paravant. "Il faut unifier le pays, et les problèmes économiques vont se résoudre ainsi": cela indique le progrès d'un petit pays comme l'Ethiopie.

Le capitalisme fait semblant de mener une certaine politique de conciliation , et céder sous quelques aspects, comme en Rhodésie ou en Israël, mais il y a déjà une structure établie que le capitalisme ne peut changer L'intérêt de l'impérialisme d'Israël est lié aux grands cercles financiers et militaires des Etats-Unis. Ils sont contre l'intérêt de Carter qui veut faire des concessions de forme, et quelques-unes d'importance, tout en maintenant le pouvoir des grands cercles financiers liés à l' appareil militaire, afin de préparer la guerre et donner une réponse de classe à l' avance de la révolution mondiale . En même temps, subsistent des secteurs limités, comme Siad Barre en Somalie, qui

xxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxx

textes de J. POSADAS en vente

LE PROGRES INDECLINABLE ET ININTERROMPU DE L'HUMANITE ET LE 60e ANNIVERSAIRE DE L'UNION SOVIETIQUE
7.11.1977

SUR LE 60e ANNIVERSAIRE DE L'UNION SOVIETIQUE ET LE MOUVEMENT COMMUNISTE MONDIAL
9.11.1977

LE TERRORISME ET LA LUTTE POUR LES DROITS DEMOCRATIQUES ET LE SOCIALISME EN ALLEMAGNE
21.10.1977

L'EGLISE, LE PROGRES DE L'HUMANITE ET LE COMMUNISME
13.10.1977

LA CONTRIBUTION DE LA MUSIQUE DE BEETHOVEN A L'ORGANISATION DES SENTIMENTS COMMUNISTES DE L'HUMANITE
(Textes de 1970 et 1975)

L'ORGANISATION DU CERVEAU ET LES RELATIONS SOCIALISTES DE L'HUMANITE
(Textes de 1974 à 1976)

STALINE, L'ETAT OUVRIER ET LA GUERRE ATOMIQUE
5.3.1977

EMBRE ET LA FONCTION DES PARTIS OUVRIERS
E POUR LE SOCIALISME EN FRANCE

30.11.1977

J. Posadas

n'ont pas progressé dans les mesures révolutionnaires et empêchent les masses d' intervenir. L'attitude de Siad Barre représente une position conciliatrice. Il lui manque l'audace, la résolution et la capacité que donne l'expérience révoluti onnaire. Ce qui se passe en Ethiopie n'est pas un pro - blème de bons et de mauvais ni un problème de territoire, mais celui du progrès des secteurs qui cherchentà affirmer la révolution soci aliste. Si ceux qui défen-- dent les particularités nationales et le partage des territoires, voulaient la révolution socialiste, ils s'uniraient entre eux et, une fois résolus les problè

mes économiques, ils discuteraient le problème du ter ritoire ou des races.Toutes les tendances contre-révolu tionnaires ont échoué en Ethiopie. Un processus simi laire va se donner en France.

ELLENSTEIN, ALTHUSSER ET BALIBAR, ET LA NECESSITE DE LA DISCUSSION SUR LA BASE DU MARXISME.

Toute la perspective est dans la continuation du processus d'élévation de la lutte de classes. La crise de la Chine ne modifie en rien cette conclusion. Ce sont les Chinois qui vont devoir changer. Ce n'est pas la Chine qui va influencer le processus révolutionnaire, mais tout le contraire.

L'attitude contre-révolutionnaire de cette direction, n'a pas de perspective. C' est une direction nationa - liste qui cherche à se développer en se liant au capitalisme. Ce n'est pas une direction qui est dans l'er reur, mais qui a une positi on contre-révolutionnaire .

Ils ont aboli une des conquêtes les plus grandes de la Révolution Chinoise, qui avait été établie par la Révolution Culturelle: ils ont éliminé la discussion au sein des usines, dans les syndicats et dans l'armée . C'est toute la caractéristi que d'une direction qui a des intérêts bureaucratiques de caste très profonds, et qui a des racines dans le capitalisme, comme les avait Staline. Mais ce n'est plus l'époque de Staline. Les con ditions sont différentes.Au jourd'hui c'est l'Union Soviétique et le mouvement Co mmuniste qui sont obligés de lutter pour l'élimination du capitalisme.

XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX

L'attitude d'Althusser, à la Biennale de Venise où il remit en question Marx annonce une crise très prochaine dans le Parti Communiste Français. Ellenstein, Althusser et Balibar semblaient les représentants du marxisme.

Garaudy aussi ,avant eux. Celui-ci ne fut pas une expression accidentelle, ni due au hasard, il reflétait le manque de mé - thode marxiste du Parti Com muniste, de vie, de conséquence marxiste dans les problèmes centraux de la théorie, de la politique et de la lutte sociale. Ils ap pliquaient partiellement le marxisme dans les luttes électorales, mais non dans la lutte pour les transformati ons sociales, ni dans l'ana lyse de la structure et des racines de classe de la bour geoisie. C'est pour cela qu Ellenstein en est arrivé à l'eurocommunisme, et qu'Althusser finit pas nier le marxisme après avoir répété comme Balibar, de façon cons tante dans ses livres :"com me l'a dit Marx...". Ils ne faisaient aucune critique à Marx.

Maintenant ils disent que Marx s'est trompé. Cela montre leur manque d'assuran ce théorique et politique , qui vient du manque d' assu rance de la direction du Parti, qui permet d'en arri ver à de telles situations. Il n'y avait aucune raison, pour en arriver à une telle erreur.

Tous les faits démontrent l'assurance du marxis me. De plus: en quoi Marx s' est -il trompé? Tous ces types engendrent des - courants qui finissent par devenir anti-marxistes. Ils changent Marx par un autre programme et une autre mé - thode, sans donner d'exemple

Ils ne donnent aucun exemple d'expériences dans le monde qui se soient faites de façon différente ou opposée à ce qu'a analysé et prévu Marx. En Europe, en Asie et en Afrique et en Amérique , il existe 20 Etats ouvriers Sur ces quatre continents , il existe des exemples déterminants et concluants qui manifestent la vitalité du marxisme. Par contre, Ellen stein et Balibar posent que Marx s'est trompé, que d'au tres conditions existent aujourd'hui. Quelles sont ces conditions différentes qui permettent de modifier la pensée et la conduite du capitalisme? Le capitalisme a git comme il le fait, parce qu'il domine l'économie,les armes et l'armée. Ces camarades se font des illusions en cherchant d'autres analy ses , parce qu'ils ont peur du résultat de la lutte de classes.

Ce sont des staliniens, sans les aspects assassins de Staline. Mais c'est la même irrationalité. Ils se basent sur l'intérêt person nel et non sur l'intérêt ob jectif. Ils n'analysent pas en donnant des exemples et en faisant des démonstrations que la révolution dans tel ou tel pays montre que Marx n'avait pas prévu et que d'autres conditions exi stent. Au contraire, toutes les expériences affirment le marxisme.

Il faut se préparer à intervenir dans une crise très profonde dans les partis ouvriers. Quand , après l'expérience de Garaudy,sor tent des gens comme Ellenstein, Althusser et Balibar, avec derrière eux tout un courant, cela signifie qu' l faut s'attendre à de nou elles crises dans le Parti ommuniste. Mitterand espère cela dans sa dispute avec Marchais et le Parti Communiste. C'est pour cela que "Le Monde" publie trois pages d'Ellenstein, parlant d un socialisme démocratique. Cela n'est pas du marxisme, cela n'a rien à voir avec la lutte de classe: ce sont des rêves. Que signifie : socia lisme démocratique? Le soci alisme est liberté: il supprime le besoin, la misère, le chômage, la guerre. Quel le démocratie demandent-ils La démocratie pour les ou - vriers? d'accord. Mais cela n'est déjà plus de la démocratie en abstrait, mais la démocratie soviétique pour construire le socialisme. Ils parlent, par contre, de démocratie pour tous. Le progrès de l'histoire ne se fait pas ainsi. Cela revient à accepter l'empoisonnement de l'air, et dire que la chimie est en train de permettre un progrès très impor tant. Non! La chimie, aux mains du capitalisme, assas sine et tue, aux mains du socialisme, non. Il faut alors le dire. Et comment ignorer que la chimie fait partie de la lutte de classes? On ne peut convaincre le capitalisme d'arrêter sa fonction assassine. L'Etat ouvrier va modifier les con ditions de vie, mais pour cela, il faut supprimer le capitalisme. Pour le supprimer on ne peut attendre qu' il s'en aille. Quel exemple y a-t-il dans l'histoire de ce que le capitalisme s' en irait de lui-même? dans quel pays s'est-il démontré qu'il faut attendre que le mouvement ouvrier soit majoritaire pour triompher? Il n'y a aucun exemple de cela dans le monde. Bien au contraire. Le Chili, le Mozambique, l'Angola, le Vietnam sont là pour montrer le processus inverse.

Il s'agit de conceptions qui pervertissent la pensée révolutionnaire, et tendent à présenter comme révolutionnaires des idées qui se prétendraient les continuateurs de Marx, tout en ayant dépassé celui-ci. Comme ils ne peuvent dire que Marx est dépassé, ils disent qu'il s est trompé. C'est ainsi que la révision commence. Garaudy a fait la même chose.

C'est l'absence de méthode marxiste dans le Parti Communiste qui permet le développement de tous ces types. Il faut intervenir , dans ce processus, poser que pour transformer la France, il faut abattre le système capitaliste. On peut aller au gouvernement par les élections, gagner le plus grand nombre possible de députés, mais il faut considérer que ceci fait partie d'une préparation qui favorise l'élimination du capitalisme, et n'annule pas le fait qu' il faille l'abattre par la force et transformer l'appareil de l'Etat.

Ellenstein parle d'un socialisme démocratique, mais il ne donne aucun programme concret. Cela signifie-t-il qu'ils laisseraient tel quel l'appareil de l'Etat? qu'ils y mettraient d'autres gens meilleurs? on peut améliorer un peu, mais comme le fonctionnement reste capitaliste ceux qui interviennent là s'adaptent à ce capitalisme Par contre, si on élimine l appareil, la structure et la dépendance capitaliste , on peut faire des changement parce qu'on planifie en fonction de ce que la population a besoin. Il est certain que ce n'est pas simple,mais on peut le faire. La Roumanie était dans de pires conditions, elle l'a pourtant fait. L'Italie et la France peuvent le faire beaucoup mieux. Maintenant les conditions sont meilleures qu' avant pour imposer les transformations. Le capitalisme va réagir. Mais en Roumanie il a aussi cherché à réagir et il fut vaincu. Les rapports de force sont plus favorables aujourd'hui: il y a 20 Etats ouvriers et l' Union Soviétique va intervenir, alors que ces types font une discussion abstraite.

Nous invitons les membres du Parti Communiste à mener une discussion sur cette base. Il faut eliminer le capitalisme, l'Etat capitaliste, progresser le plus possible de façon électorale et parlementaire, pendant qu'on prépare le Parti pour des transformations sociales pour eliminer l'appareil d' Etat capitaliste et la propriété privée. Il ne s'agit pas de changer un type par un autre, mais d'éliminer la propriété privée, parce que s'ils exercent la fonction d'administrer le capitalisme, les nouveaux remplaçants s'adaptent à lui: la fonc - tion crée l'organe.

Après ces déclaration d'Althusser, le Parti Communiste aurait du mener une polémique publique avec lui Celle-ci existe sans doute à l'intérieur , mais on ne la connaît pas. Personne n' a démenti que ceci n'est pas la base théorique du Parti ce qui démontre que dans les positions tactiques, théoriques, programmatiques,c'est un parti très faible. Cela ne veut pas dire qu'il doit rompre avec ces secteurs . Nous n'appelons pas à cette rupture, mais à mener une discussion publique. Il n'est pas vrai qu' entamer cette discussion mène à la rupture. S'il y a rupture , c'est qu'il existe des antagonismes. S'il y a des possibilités d'accords, il faut discuter quels sont ces accords. S'ils ne répondent pas au niveau et à la volonté des masses, à la faiblesse du système capitaliste , et à l'ensemble des relations mondiales de forces favorables aux transformations sociales, il ne s'agit déjà plus d'un accord, mais d une concession faite au secteur qui s'adapte au capitalisme.

Tout cela va devoir être discuté dans le Parti Communiste; et bien que ces types ne discutent pas, cette discussion va se faire . Ellenstein, Balibar et Althusser ne sont pas dans des camps opposés. Ils sont du même camp, avec des positions différentes. Le marxisles dérange tous. Ils ne croient pas à la méthode dialectique, ni aux expériences qu'a laissé la Révolution Russe. Ils démontrent par conséquent la limitation de leur capacité et de leur intelligence. Ce ne sont pas des camarades qui sont dans l'erreur, mais qui montrent les limites de leur compréhension.

L'expérience de l'histoire est très supérieure à la France, l'Italie, à l'Espagne. Chaque pays qui avance le fait sur la base du marxisme. L'Angola, le Mozambique, viennent de réiterer la nécessité du marxisme.Tout mouvement qui avance même Madagascar, réitère cette nécessité, et tout le progrès que fait la révolution se réalise sur la base du marxisme, sans lésions : cela signifie : programme de lutte de classes et transformations révolutionnaires qui ne peuvent se faire que contre le système capitaliste. C'est l'essence de la révolution, et même si le pro

Suite p.4.

RM N°4
Septembre 77
Sur demande à l'adresse du journal : 60 Frs.

REVUE MARXISTE

Organe du Secrétariat International de la IVe Internationale Trotskiste- Posadiste

XIe CONGRES MONDIAL
Ier CONGRES EXTRAORDINAIRE

Communiqué de presse
J. POSADAS
ouverture des sessions
rapport politique
20 Juin 1977

LETTRE A LA SECTION GRECQUE....

ciété". Cela s'adresse à la Grèce! et au présent ! Le discours de Lénine vaut pour aujourd'hui. Et le gouvernement grec, avec l' Otan, et tous ses avions, n'a rien pu faire contre.

En faisant entendre le discours de Lénine, les Soviétiques font une propagande directe de classe. Ils n'ont pas recours à la diplomatie, mais à Lénine. Lénine parle en Grèce et 40.000 personnes l'écoutent! Cela signifie que les conditions sont très bonnes pour notre intervention en Grèce. La bourgeoisie a du permettre que Lénine parle en Grèce. Les autres années, il y avait une réception à l'ambassade avec un dîner diplomatique. Cette fois c'était une réception publique dans un stade de football! Ce n'était pas pour faire venir beaucoup de monde qu'ils l'ont fait ainsi, mais pour donner un sens populaire à la commémoration, pour se lier aux gens.

Il faut tirer la conclusion que le processus de regénérescence partielle trouve là son expression. C'est la regénérescence partielle. C'est Lénine qui a pris la parole: "il faut prendre le pouvoir, il faut tout transformer, il faut programmer la transformation". Il n'y a là ni réformisme, ni conciliation : c'est Lénine qui parle. Cela a beaucoup d'effet sur les militants communistes. C'est cela que voit le militant communiste. Il ne regarde pas la limitation, la gestion bureaucratique, la bureaucratie, il voit l'Union Soviétique, au travers de l'appel de Lénine. C'est de la regénérescence partielle , et quelle regénérescence ! Un autre aurait parlé, il aurait dit : "la paix, il ne faut pas la guerre, il faut être bon"... Mais ici, c'est Lénine qui appelle : "il faut faire ce que nous avons fait nous-mêmes!".

Les communistes ne comprennent pas cela. Les Partis Communistes intérieur et extérieur ne comprennent pas. Autrement, ils auraient décoré tout le stade avec des banderoles, des calicots, ils auraient développé une activité politique. Mais la préparation politique du meeting fut très superficielle. Beaucoup de gens y sont allés: la population grecque vit le processus révolutionnaire mondial. Elle unissait le souvenir des partisans, des guerrillas en Grèce, à ce que disait Lénine. Il ne faut pas attendre que le parti communiste,intérieur ou extérieur, s'orientent à faire des appels pour des transformations sociales, mais les Soviétiques poussent dans cette voie. Ils sont plus à gauche que tous les partis communistes.

Il faut faire un appel aux militants communistes: la première conclusion pour eux, c'est qu'il faut s'unifier! Lénine les a appelé à s'unifier. Il n'a pas parlé au nom de l'un ou de l'autre, mais au nom de transformations sociales . Depuis Lenine, jusqu'à aujourd'hui il n'y a changement. Il y a de meilleures conditions. La bourgeoisie reste toujours la bourgeoisie, elle pense comme classe. Mais l'expérience du prolétariat est plus riche qu'à l'époque de Lénine.

Il faut sentir que l'Union Soviétique par cette intervention, cherche à compenser l'absence de programme et de politique révolutionnaires des Partis Communistes. Elle ne cesse pas d'être bureaucrate. C'est vrai que les droits de mocratiques sont limités en Union Soviétique. Mais il n'y a pas de répression comme avant. La répression antérieure était destinée essentiellement a l'assasinat de dirigeants révolutionnaires et a une alliance avec le capitalisme contre la révolution. Maintenant il n'existe pas de droit démocratique de tendance révolutionnaire,mais l'Union Soviétique appuie la montée de la révolution. Bientôt ces droits démocratiques vont se réaliser.

Il faut comprendre alors que les critiques adressées à la direction de l'Union Soviétique ne doivent plus être comme avant. Le réglement final des comptes approche, il faut donc établir le front unique avec les Etats Ouvriers. Le point essentiel, c'est le front unique contre le capitalisme, et non la critique envers l'Etat Ouvrier.

Il ne faut pas pour autant abandonner les critiques nécessaires, quand il convient de les faire. Mais c'est le front unique contre le système capitaliste qui est essentiel. L'avant garde communiste veut aussi faire des critiques -et elle les fait- ; toutefois elle sent que la ligne fondamentale n'est pas de critiquer mais de faire front unique contre le système capitaliste. Et l'avant -- garde communiste voit que nous agissons de cette manière.

Tenez compte que les Soviétiques ont envoyé trois personnalités, pour un meeting dans un petit pays, avec des partis communistes relativement petits. Cela ne s'adresse pas seulement à la Grèce. Cette offensive des Soviétiques correspond au voyage de Fidel Castro en Ethiopie. Elle a moins de poids et d'importance, mais elle a le même sens.

J.Posadas 10.11.1977

Editorial: suite

++++++++++++++++

C'est en effet le Marché Commun,la CECA qui décide. Exiger des investissements en Belgique,exiger des subsides pour sauver des entreprises en crise comme Glaverbel ou Cockerill, c' est encore une fois de plus faire payer la crise à la population et permettre aux capitalistes de se sauver en investissant au Zaire ou ailleurs.

Le projet d'aménagemenent, du port de Zeebrugge est également un exemple des méthodes capitalistes pour développer le profit. Mais la querelle entre flamands et wallons à ce propos est très mal posée.Cette réalisation ne va pas favoriser la région flamande au dépens de la région wallonne.C'est un moyen de développer les profits capitalistes des grandes sociétés privées d'éléctricité. Et cela encore une fois au dépens de lapopulation.wallonnes et flamandes. Ce Ce port va servir à acheminer directement le gaz naturel d'algérie et obliger tout le monde a changé les appareils ménagers à gaz. Les compagnies d'éléctricité , qui prennent tout cela en mains vont gagner de l'or en barre.Pour cela,ils exigent une aide de l'Etat de 40 milliards.La classe ouvrière et toute la population travailleuse en a assez de payer tout le temps à cause de la passivité et de la timidité des directions syndicales et desdes partis de gauche, et à cause de la conciliation du PSB au gouvernement.

Le Parti Communiste a organisé une campagne pour 100.000 emplois dans tout le pays et pour 10.000 emplois dans la région bruxelloise sans rien changer à la situation politique du pays.Il propose pour Bruxelles seulement la possibilité de créer 10.000 , emplois,simplement en consulter les travailleurs de chaque secteur des services publics sur le nombre, de travailleurs qu' ils voient possible et nécessaire d'embaucher pour que leur service soit complet.

Mais pour arriver à cela , il faudrait entreprendre , des luttes,des mobilisations, des mouvements de grève. Il faudra imposer cela par la force organisée des travailleurs,parce que cela va contre le raisonnement du gouvernement, qui agit comme le représentant des interêts du patronat.Si ils existent les forces pour imposer la création de 10.000 emplois à Bruxelles, ces forces existent pour imposer directement un programme qui exproprie le capitalisme directement.Alors pourquoi , ne pas discuter tout de suite un programme global de transformations sociales du pays.C'est le même problème quand les Syndicats proposent de créer un holding public,pour faire face à la carence des banques privées.Pour imposer cela,il faut organiser une mobilisation générale de la classe ouvrière,parce - les banquiers n'accepteront jamais la création d' un holding public.Alors il est plus positif, de discuter dès maintenant la nécessité d'exproprier le capitalisme;de nationaliser les banques,et d'organiser toutes les forces de gauche dans cet objectif.

Voilà pourquoi l'expérience de la discussion actuelle en France est très, utile pour la Belgique. Le Parti Communiste maintient une position ferme et résolue devant les hésitations et les reculs du PS. Il maintient la défense du programme de nationalisations des principales industries capitalistes de la france,mères et filiales . C'est une attitude qui n' est pas déterminée par des interêrs électoraux,mais , qui est impulsé par la classe ouvrière par les militants et la base communistes et aussi par la gauche socialiste qui manifestent sa volonté d'un réel changement politique pour la France.Le PCF pressionné , par la classe ouvrière et par sa base voit que le programme de 1972 ne suffit plus. Même s'il obtient moins de voix,il va gagner en qualité, parceque on va voir alors une direction , politique ferme et décidée qui se rpépare à prendre le pouvoir.La situation en France et la discussion du prgramme entre communistes et socialistes comme la situation en Italie sont très discutées et suivies en Belgique.Les changements du Parti Communiste Italien , dont la presse ici ne dit mot,sont très importants . C'est la politique de compromis historique qui est en train de s'effondrer . Et le PCI,commence,encore très timidiement, a envisager et proposer une unificarion avec les socialistes plutôt qu'avec la démocratie chrétienne.C'est une victoire de la classe ouvrière italienne,des masses communistes qui s' est exprimée de façon concentée dans la manifestation des 300.000 métallurgistes à Rome qui voulaient impulser le PCI au gouvernement

DISCUTER LA FRANCE ET L'ITALIE....

C'est également une victoire de la IVème Internationale qui intervient depuis des années en Italie, en proposant la création d un gouvernement de gauche socialistes communistes .

Nous proposons à tous les partis de gauche et ux Syndicats d'organiser de larges assemblées pour discuter toutes ces expériences,pour tirer les conclusions de cette situation , en Europe et dans le monde pour appliquer un programme de transformations sociales en Belgique,pour discuter la nécessité d'organiser un gouvernement de gauche,qui discute un programme anticapitaliste .

Le 10 Décembre 1977

LA GREVE GENERALE DU 1.12...

grès se fait pour une étape de façon électorale, présidentielle, au moyen de minis tres, il faut se préparer à ces transformations. Il est nécessaire de se baser sur tout progrès syndical, social, politique ou ministériel, pour réaliser les transformations sociales et affaiblir l'ennemi sans s'adapter à lui.

Les changements qui se réalisent aujourd'hui dans le capitalisme viennent de ce que les relations de forces mondiales l' empêchent de pouvoir s'y opposer. Il faut alors se préparer pour cette discussion et pouvoir intervenir . Cela va avoir un écho dans le Parti Communiste. Il est absurde de croire que personne ne va répondre à cette capitulation face à la pensée bourgeoise. Ils sont en train de préparer la capitulation politique et sociale, comme l'a fait Garaudy.

Ellenstein et les autres intellectuels ne sont pas les représentants du Parti Communiste, ni du mouvement communiste. Ce sont des accidents transitoires. Ils ne représentent ni intelligence, ni expérience révolutionnaires. Partout où le capitalisme a été éliminé, on a appliqué les formes prévues et analysées par Marx, et développées par Lénine. A qui s ' adresse Ellenstein quand il pose qu'il faut faire une démocratie pour tous? Et Mandel, quand il veut un pluralisme où tout le monde puisse avoir le droit d intervenir: de quel monde parle-t-il? Il ne s'agit a plus d'une lutte pour le socialisme, mais d' une lutte de progrès du système capitaliste créant les conditions de sa négation. Il faut être anti-scientifitique pour croire que cela peut se faire. Le système capitaliste ne va pas l'accepter. Il va réagir comme il peut et où peut. Comme il n'a ni la force , ni l'autorité, ni la base sociale pour pouvoir répondre partout, il prépare la guerre à échelle mondiale

On peut avancer beaucoup par la voie parlementaire bourgeoise comme au Chili, mais la décision finale est qu'il faut transformer l'Etat. Cela ne peut se faire que par la force, et l'impérialisme yankee lancera la guerre dans des conditions déterminées Il va être acculé à le faire parce qu'il ne peut admettre une détéroration très grande de la situation.

30.11.1977 J.POSADAS

La crise du capitalisme italien, le front unique partis ouvriers.syndicats et le gouvernement de gauche 8 décembre 1977 *voir pages centrales* **J. POSADAS**

****
*SUPPLEMENT DE LUTTE OUVRIERE N°293 *
****

J.POSADAS: L'accord Sadate- Begin et la politique de l'impérialisme yankee. (Le titre est de la rédaction de Lutte Ouvrière) Le 16Décembre 1978

J.POSADAS: Le Parti Communiste italien ne peut pas devenir un Parti Social-démocrate Le 10 Novembre 1977

****
* *
* *ABONNEZ VOUS A LUTTE OUVRIERE* *
****

Camarades,
A partir de ce numéro, LUTTE OUVRIERE, sortira régulièrement tous les 15 js le mardi.
Nous invitons tous les camarades a renouveler leur abonnement pour 1978.

Prolétaires de tous les pays Unissez_vous !

LUTTE OUVRIERE

ORGANE DU PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE TROTSKISTE
Section belge de la IVe INTERNATIONALE POSADISTE

7 Francs 15 ème Année N° 293 Le 16 Janvier 1978

Périodique bi-mensuel — Envoyer toute correspondance à LUTTE OUVRIERE - BP 273 — 6000 CHARLEROI I
Abonnement de 12 numéros : 80 F. — Abonnement annuel : 150 F. — Abonnement de soutien : 500 F.
A verser au CCP 000-09762.34-26 de C Pôlet — Editeur Responsable : C. Pôlet — 51a, rue Garibaldi — 1060 Bruxelles.

LA FONCTION POLITIQUE DES SYNDICATS LES 36 heures ET LE PROGRAMME ANTICAPITALISTE

EDITORIAL

La crise du capitalisme en Belgique est très grande et sans issue. Carter a fait cette tournée en Europe et dans le reste du monde, pour centraliser la bourgeoisie derrière l'impérialisme nord-américain, en montrant la nécessité de maintenir et renforcer l'OTAN, d'empêcher l'instauration de gouvernements de gauche en Europe, au nom des intérêts de l'ensemble du capitalisme mondial. Et pour ces intérêts aussi, l'impérialisme yankee fait peser sur tout le monde capitaliste les effets de sa propre crise, avec la dévaluation déjà permanente du dollar. Malgré les protestations des gouvernements capitalistes européens, tous se maintiennent unis face à une nécessité, essentielle pour eux tous, de préparer la guerre contre les Etats ouvriers et contre les mouvements anti-capitalistes des masses en Europe et dans le monde.

Carter est venu faire approuver la bombe à neutrons, le renforcement des budgets militaires, la nécessité de nouvelles dépenses des pays capitalistes, d'Europe, pour l'OTAN. Tout cela, il l'a caché derrière des déclarations de défense des droits de l'homme et la liberté: la liberté en fait pour le capitalisme de continuer à exploiter les populations et leur faire payer les frais de sa propre crise.

La bourgeoisie belge est intégrée à ce plan de l'impérialisme, et ne regarde pas aux différences entre wallons et flamands, pour l'appliquer. De plus en plus clairement la lutte s'unifie à échelle mondiale et se montre comme une lutte système contre système entre le capitalisme, et les Etats ouvriers. Si les "eurocommunistes" des partis communistes en Espagne, en France, en Italie, ou en Belgique, ne le comprennent pas, cette compréhension s'élève cependant, dans les mouvements qui ne sont pas d'origine communiste, comme le mouvement révolutionnaire d'Algérie. Boumédienne est venu à Moscou reconnaître la fonction nécessaire de l'Etat ouvrier pour aider le progrès de la révolution arabe et en Afrique en Général. Le camarade angolais, ambassadeur à Bruxelles, salue avec fierté révolutionnaire l'intervention décisive de Cuba pour aider l'Angola à se libérer de l'impérialisme mondial et participer à sa construction sur des bases socialistes.

Mais une situation semblable va se poser à court délai en Europe: le Parti Communiste Italien va au gouvernement, et cela va signifier un changement très profond dans le rapport des forces en faveur de la classe ouvrière et des masses de toute l'Europe. Et les ouvriers se sentent pleins de confiance, d'assurance, pour porter le PC au gouvernement et l'impulser à réaliser des transformations sociales, anti-capitalistes en Italie, parce qu'il y a l'Union Soviétique, et que l'Union Soviétique ne restera pas les bras croisés si l'impérialisme essaie de saboter un gouvernement de gauche en Italie. C'est aussi une expérience très importante pour le mouvement ouvrier en Belgique.

La direction du PSB, et les dirigeants syndicaux participent au programme du capitalisme pour survivre. Comme ils étaient tous présents au dîner de Carter, ils le sont aux tables rondes du gouvernement, du patronat, et sont disposés à collaborer à "l'union nationale" pour sauver le pays de la crise. La classe ouvrière, la petite-bourgeoisie, les étudiants, les intellectuels n'ont pas l'occasion de faire entendre leur voix dans ce genre de réunions au sommet, de même qu'ils n'ont pas de vie politique dans le Parti Socialiste pour exprimer l'opposition à toute cette politique. C'est pour cela que toute la volonté de lutte et de changement de la population travailleuse exprimée surtout au travers de la classe ouvrière, cherche à peser dans le mouvement syndical.

La classe ouvrière, est d'accord pour lutter pour la semaine de 36 heures, et tout de suite, mais elle a aussi conscience qu'il n'y a même pas là un début de solution à la crise capitaliste. Le patronat s'oppose fermement aux 36 heures, parce que cela signifierait de toute façon pour lui une concession sociale qu'il ne tient pas à accorder, mais il prendra cette revendication comme un moindre mal et va exiger de la faire appliquer peu à peu sur quelques années, de façon à se réorganiser, augmenter les cadences, l'automation, et il réceupérera vite ce qu'il aura cédé sur les 36 heures. Mais cela ne conduira pas à la diminution du chômage. C'est ce que l'on peut voir maintenant au travers du conflit dans l'industrie du pétrole.

Les travailleurs disent dans les réunions ou assemblées syndicales: "les 36 heures d'accord, mais tout de suite et pour tous et à la condition formelle du contrôle ouvrier sur les cadences". C'est cela que le capitalisme ne peut supporter. Le contrôle ouvrier sur les cadences, cela ne s'arrête pas seulement aux cadences, cela veut dire aussi l'exigence de contrôler toute l'organisation du travail, de la production, des investissements, sans quoi il n'y aura pas de contrôle.

Il y a une crise très grande dans le mouvement syndical, parce que les directions ont pris le mot d'ordre des 36 heures, comme si la classe ouvrière va être d'accord sans discuter et suivre les ordres des dirigeants, arrêter le travail deux- heures par-ci, une demi-heure par là jusqu'à ce qu'on les obtienne. Mais la classe ouvrière pose les problèmes beaucoup en profondeur: il faut les 36 heures, mais il faut aussi un programme pour garantir réellement, le droit au travail pour tout le monde.

C'est ce programme qui fait défaut dans les directions syndicales. L'exemple de la sidérurgie le montre. L'étude McKinsey est l'étude des capitalistes et pas celle du mouvement ouvrier. Ce sont ces capitalistes qui décident que telle entreprise n'est pas rentable, que 20.000 ouvriers sont de trop, qu'il faudra réduire le quart de la production actuelle, pour garder seulement les secteurs les plus concurrentiels etc..

Face à cela, les syndicats réclament la mise sous statut public de la sidérurgie. Nous sommes d'accord, mais il faut discuter en quoi consistera ce caractère "public" de la sidérurgie: si c'est un statut public régionalisé, où chaque bassin doit décider pour son compte, on reste quand même sous la dépendance du marché capitaliste et surtout du Marché Commun, de la CECA qui restructure la sidérurgie en fonction des intérêts des monopoles les plus puissants. Il faut poser l'étatisation de la sidérurgie, sous contrôle ouvrier, avec un plan de développement économique de la Belgique, en fonction des besoins de la population.

Et tous les bénéfices de l'automation et de la rationalisation de toutes les entreprises doivent aller à la classe ouvrière au lieu de signifier de nouveaux licenciements. Les syndicats développent de plus en plus une fonction politique parce que les revendications immédiates de la classe ouvrière, même les plus élémentaires, exigent des changements sociaux et un programme anti-capitaliste pour pouvoir se réaliser. Et d'autre part, le Parti Socialiste ne mène aucune lutte pour changer le capitakisme en Belgique; au contraire, sa direction elle-même propose de faire un nouveau Stuyvenberg afin de résoudre "tous ensemble" avec les capitalistes, un plan de sauvetage de l'économie capitaliste de la Belgique.

Cette fonction politique des syndicats s'exprime sous plusieurs formes: la grève des travailleurs de l'ALE en est une parce que dans cette lutte les ouvriers utilisent le syndicat pour exiger et imposer des changements dans la vie du Parti Socialiste et pour le nettoyer de ces dirigeants qui sont de réels patrons. La grève des ouvriers de Glaverbel Gilly en est un autre exemple car ils veulent imposer au travers de leur action - dont il faut exiger la reconnaissance par les directions syndicales-, le respect d'un accord signé par le gouvernement et le patronat, et qu'aucun parlement, ni aucune loi n'empêchent de renier cyniquement.

L'assemblée du Front Commun syndical à Charleroi signifie également une lutte politique: le fait que des brigades d'ouvriers de différentes usines vont aller dans les quartiers et discuter avec les gens est une élévation de l'intervention de la classe ouvrière et de son influence et autorité sur la population. Mais les directions syndicales qui reconnaissent elles-mêmes la fonction politique du syndicat, cherchent surtout à faire que le syndicat soit une force de pression plus grande auprès du gouvernement capitaliste ou sur le patronat et non un instrument pour changer la société en front unique avec les partis ouvriers.

Pour cela, il faut discuter le programme de transformations sociales, anti-capitalistes que les syndicats doivent développer et agiter partout. Il faut faire une campagne, comme en partie elle se fait à Charleroi, pour que toute la classe ouvrière puisse discuter, donner son

Suite page 4

La crise du capitalisme italien, le ouvriers et le gouvernement de

La situation est très bonne en Italie pour des transformations sociales, même limitées. C'est une situation on ne peut meilleure. Le Front syndicats-partis progresse.

La position de la CGIL-CISL-UIL, s'opposant à la grève des syndicats autonomes et se proposant de faire circuler les trains, pour la période de Noël n'est pas mauvaise en principe. Ce qu'ils doivent faire alors, est d'expliquer qu'ils ne sont pas contre la grève, mais pas en ce moment. Il faut expliquer aux ouvriers la raison de la suspension de la grève et annoncer qu'on la fera après Une telle attitude gagne les gens. Faire la grève maintenant est une erreur des autonomes. Mais il faut discuter en même temps de ne pas repousser leurs revendications et poser à quel moment, il convient de les poser : faire une discussion publique! Par contre la CGIL-UIL CISL le cachent et en font une dispute avec les autonomes.

Il faut établir, en même temps, un programme général du mouvement syndical. Les conditions de vie en Italie sont chaque fois pires. C'est faux ce qu'ils disent sur la fermeté de la lire; il y a 35 millions de dettes. Ils soutiennent la lire sur la base d'un endettement constant. C'est maintenant qu'il faut poser comme solution: quel programme? si c'est celui du gouvernement actuel, alors c'est le programme de soutien de tous les grands capitalistes, des grands escrocs, des fascistes, des juges fascistes. Il faut donner un programme de rechange.

Le Parti Communiste pose: "une nouvelle politique économique". Mais, quelle politique? une nouvelle politique économique peut rester dans la même ligne de défense du système capitaliste. D'accord pour une nouvelle politique économique: mais laquelle? Il y a par exemple un fait bien notable qu'il faut discuter dans le Parti Communiste Italie : il y a toute une offensive de la part du capitalisme mondial, et des Yankees en particulier, pour privatiser toutes les propriétés de l'Etat; et pour faire en sorte qu'au préalable, l'Etat paie, rembourse toutes les dettes, finance et développe l'entreprise, et ensuite la remette à la propriété privée. Voilà la finalité des capitalistes. C'est à dire: remettre toutes les entreprises semi-étatiques ou étatisées à la propriété privée, après que l'Etat ait pris en charge toutes les dettes et donne des prêts pour les faire fonctionner: que l'Etat crée le capitalisme.

Le Parti Communiste doit protester contre cela Les entreprises d'Etat doivent rester étatisées,mais passer sous contrôle ouvrier, et il faut un programme de production, de construction d'hôpitaux, de routes, de moyens de transports, d'eau, de gaz, de services hygiéniques: il y a des milliers de choses à faire.

Les socialistes au sommet vont s'y opposer. Mais déjà, un secteur socialiste cherche à comprendre la nécessité de changement

Le Parti Communiste doit mener les discussions sur le programme de transformations sociales, sans lequel aucun progrès n'est possible. Autrement,l'Etat va payer toutes les dettes des capitalistes, et même, leur faire des prêts et ce sera encore pire.

Il faut tenir compte de deux principes fondamentaux sur la crise actuelle du système capitaliste :le premier de tout, est le fait que ce n'est pas l'économie, mais l'existence des Etats ouvriers, de l'Union Soviétique, de la Chine, de Cuba, qui empêche le fonctionnement du système capitaliste et oblige celui-ci à s'occuper du développement mondial de la révolution et à préparer des bombes à neutrons. Le deuxième point, c'est la crise normale du système capitaliste, qui n'a déjà plus de solution. Il a résolu les deux crises précédentes au moyen de la guerre,mais maintenant il ne peut plus faire de la même manière ; il va faire la guerre,mais il ne résoudra pas le problème pour autant.

Il faut faire une analyse objective: le capitalisme ne peut plus employer tous les ouvriers qu'il a mis au chômage. Il n'est pas en conditions d'étendre la production pour consommer. Le capitalisme italien lui-même, avec sa médiocre production, pourrait doubler sa production, il en a les moyens techniques Mais à qui vendra-t-il?qui va acheter? Si les Italiens investissent, ce n'est pas de l'argent à eux, mais celui des Yankees, des Allemands, des Japonais. Ces derniers sont en mesure de vendre à l'Italie à la moitié du prix auquel celle-ci produit.. Les Yankees demandent aux Allemands de financer la dette des Etats Unis parce que leurs 17 millions de chômeurs ne peuvent plus être résorbés Ils pourraient en réincorporer 2,3 millions, mais pas le reste. Et le capitalisme, pour continuer à vivre, doit faire la concurrence aux Etats ouvriers, sur le plan des prix, de la qualité de la production.

Les Etats Ouvriers sont des concurrents, hors de la zone capitaliste, et qui empêchent par conséquent le développement du système. D'autre part, les Allemands ont un excès de 3.000 millions de marks par mois, il y a une accumulation du capital dont ils ne savent que faire. Avant ils l'investissaient dans les colonies. Maintenant, il n'y en a plus, du fait de l'existence des Etats ouvriers, de l'Union Soviétique.Avant, ils envoyaient la production à la moitié du prix; maintenant quand ils le font, ils sont repoussés. La crise du système capitaliste n'est pas motivée seulement, par des raisons économiques elle est due à l'existence des Etats ouvriers. Elle n a pas de solution.

Il faut discuter publiquement: quelle est la nature de la crise en Italie? est-ce parce qu'elle a un mauvais gouvernement? certes, c'est un gouvernement catastrophique. Mais ce gouvernement catastrophique aiguise la crise, qui elle, provient de l'existence même du système capitaliste. Dans toute l'Europe et aux Etats-Unis, on trouve des chaussures italiennes très bon marché et qui se vendent beaucoup. A quel prix? au prix du travail "en noir": des millions de personnes qui vivent en devant travailler tout le jour. Où est l'Italie démocratique? est-ce cela la démocratie? est-ce cela l'Etat démocratique? c'est un asile, où les gens ne vivent que pour travailler et rien d'autre. Toute une famille doit vivre en travaillant. Le capitalisme ne peut surmonter cette situation. Continuer ainsi est une condition essentielle pour le capitalisme: cela fait partie de la force du capitalisme italien. Mais le travail en noir est inhumain. Le capitalisme ne peut progresser, il est en crise non à cause du manque de marché, de capitaux. Il est en crise parce qu'il n'y a ni marchés, ni capitaux en mesure de répondre à ce que le capitalisme aurait besoin pour se ranimer. Il faut poser que c'est là la crise de l'Italie.

Comment va-t-on surmonter cette crise? avec un programme meilleur pour l'agriculture. Mais lequel Le problème n 'est pas d'améliorer le programme,mais que les meilleures terres, celles qui produisent à un bon prix, sont dans les mains des gros propriétaires, et que la CEE impose de ne pas produire, elle les paie pour ne pas produire.Il faut un gouvernement qui fasse produire de tout à un bon prix, et on doit voir qu'il n'est pas capitaliste. Si les communistes entrent dans un gouvernement, ils doivent faire cela, sans quoi ils vont appuyer le déficit du système capitaliste. Voilà ce qui est en discussion maintenant.

La crise du capitalisme n'est pas due à l'existence du chômage. Le chômage ne peut plus être contenu, ni diminué. Le capitalisme ne peut plus absorber les 17 millions de chômeurs Ce n'est pas par manque de marché. Le marché existe. Et d'après les informations des journaux et de la propre Banque Nationale d'Italie, la production antérieure a été dépassée dans les principales branches de production, entre autres, dans l'automobile. Mais il n'y a pas de marché. Et la concurrence augmente de plus en plus par rapport à tout ce que produit l'Italie, entre autres pour l'acier.

L'Italie produit de l acier et le vend à l'Europe. Maintenant, la CEE lui a imposé de ne plus en vendre. Elle finance pour ne plus vendre: c'est de la folie! Mais on voit bien là que la cause de la crise ne réside pas dans le manque d'acheteurs, mais bien dans le fait que le système capitaliste paie pour ne plus produire. Si on élimine le système capitaliste, la consommation d acier va s'épanouir et on va voir la nécessité de produire encore plus. Dans le cadre du système capitaliste, les limites sont très étroites. Pour vivre, le système capitaliste doit licencier des ouvriers et investir pour augmenter le rythme de production; plus il accroît le rythme de production, moins il a besoin d'ouvriers. C'est pour cela qu'il ne peut embaucher des chômeurs.

En 1914 et en 1939,il y avait des millions de chômeurs. Ils ont résolu le problème en les tuant dans la guerre. Cette fois ci, non. Le capitalisme va faire la guerre, mais il ne résoudra pas le chômage C'est pour cela qu'il a peur, et qu'il fait la bombe à neutrons.

C'est bien de vouloir avancer sans conflits,nous sommes d'accord. D'accord aussi pour avancer électoralement. Mais, jusqu'à quelle limite? Voilà ce qu il faut discuter! Est-il possible de résoudre la crise de l'Italie avec un nouveau programme de production? oui, c'est possible, mais quel programme ? s'il est capitaliste,il ne résoudra rien. Il n'y qu'à voir les principales entreprises d'Etat, qui ont un déficit immense: quelle est la raison de ce déficit? la production est bonne, les ouvriers travaillent bien, les salaires sont normaux. Quelle est la raison? que les ouvriers ne travaillent pas? mais l'ouvrier italien travaille comme tous les ouvriers du reste du monde. La cause est le système capitaliste et l'existence de la classe capitaliste. Il faut envisager ce problème

Si l'Etat remplace le capitaliste, il peut faire certaines entreprises, il peut faire assez bien de choses. On peut aussi faire un programme de production. Mais si ce programme est capitaliste, c'est le capitaliste qui va sortir gagnant. Et il va se heurter au mouvement ouvrier. Le programme de production qu'il faut faire, ne peut être capitaliste; sans poser dès maintenant la chute du système capitaliste, il faut poser une discussion publique: programme capitaliste ou programme ouvrier. Et que cette discussion se fasse avec l'intervention de tous, qu'on discute dans les usines, dans la rue, dans les quartiers dans les écoles.

Discuter: comment sortir de la crise? Il y a une crise de production, de chômage, de qualité des produits: comment en sortir? Il faut discuter,maintenant même dans le mouvement ouvrier, un programme pour surmonter la crise du système capitaliste et non seulement celle du gouvernement. Ce n'est pas une crise dans le vide, comme le disent certains. Il s'agit de dire comment résoudre les problèmes de la crise qui existe maintenant Le programme doit se proposer de développer les entreprises d'Etat, que celles-ci restent aux mains de l'Etat, avec des directeurs contrôlés par le mouvement ouvrier. Maintenant ce sont les directeurs qui contrôlent le programme de production, et ils sont tous des représentants des entreprises capitalistes .

Le président de l'organisation syndicale patronale (la Confindustria) pro

Sur demande
à l'adresse du journal
Prix: 15 francs

BROCHURE EN VENTE

J. POSADAS

La crise du capitalisme en Belgique, les droits démocratiques et le programme anti-capitaliste

27-8-1977

front unique syndicats-partis gauche

J. POSADAS

8 déc. 1977

pose que l'Etat paie toutes les dettes des entreprises et donne encore de l'argent. C''est l' Etat qui subventionne le capitalisme: et pourquoi ne les étatise-t-ils pas au lieu de leur donner de l'argent C'est faux que l'entreprise d'Etat soit en déficit. Elle est en déficit si elle est dirigée comme maintenant, par des directeurs capitalistes, mais elle donnera des bénéfices si elle est dirigée sous contrôle ouvrier. Il faut mener cette discussion dans le mouvement ouvrier, dans le syndicat, dans les centrales ouvrières.

Il faut discuter sur la production agricole : nous sommes d'accord qu'il faut travailler plus la terre. Mais sous quelle forme? ce n'est pas possible sous l'entreprise capitaliste. Il faut un investissement de capitaux, de machines, un marché, qui n'existent pas d'un point de vue capitaliste. Cependant les gens ne consomment pas assez. Actuellement on produit plus de tomates en une heure, qu'on n'en faisait avant en un jour.Mais on en consomme aussi beaucoup plus. Mais cette production restant dans les mains des capitalistes,celui-ci n'a pas intérêt à produire pour la consommation, mais pour ses profits Alors le capitalisme n' a pas intérêt à accroître ni la qualité ni la quantité. Voilà comment il faut discuter.

Le Parti Communiste veut un Etat qui contrôle, qui dirige. Diriger qui ? le capitaliste? mais celui ci agit en fonction de son intérêt. Et d'un point de vue capitaliste, l'Italie est le pays capitaliste le plus faible de tous les pays industrialisés de la CEE, pour la concurrence européenne.

On voit, là aussi, qu il n'y a pas de place pour "l'eurocommunisme". Le Parti Communiste de France s' oppose à l'entrée du Portugal, de la Grèce et de l' Espagne au Marché Commun , car ce sont des concurrents Il défend "ses paysans" , mais dans le fond, c'est le gros propriétaire qu'il défend avec une telle politique. Voilà où mène "l'eurocommunisme".

La position correcte, est de faire un Marché Commun Européen Socialiste.Alors il n'y aura pas de marché pauvre, ou riche.Il faut poser la nécessité d' une planification de l'économie. D'accord, on ne peut faire cela immédiatement , mais il faut le poser. La solution est dans la planification socialiste de l' Europe.

Il faut discuter ce problème pour l'Italie.Tout le processus mondial est contre le capitalisme italien. Il faut discuter plus le processus mondial dans le Parti Communiste Italien. Le journal "Unita" publie assez bien de choses, très bonnes, comme elle vient de le faire à propos d Ethiopie. C'est bien ce que fait le PCI dans ces voyages, en Ethiopie, en France ou en Espagne. Mais il faut discuter dans le Parti pour que la masse du Parti s'éduque, apprenne , comprenne et intervienne , donne des idées. Discuter, par exemple, la position à propos de l'Ethiopie, faire des séminaires dans le Parti, des discussions au sein de la vie des cellules, discuter les résultats de la grève des métallurgistes du 2 décembre.

C'était comme une grève générale de l'Italie ! elle a secoué le monde entier. Même les Etats- Unis en ont eu peur, car ils demandent : "où est l'euro - communisme ?". Cette grève ne conduit pas à l'eurocommunisme, elle mène à l'abolition du capitalisme et les Yankees voient qu' il en est bien ainsi. Il faut discuter que cette grève signifie une force immense à utiliser en vue d' un gouvernement de gauche.

Nous ne posons pas qu il faut chasser le capitalisme maintenant même.Nous posons un gouvernement de gauche, avec un programme de gauche. Non pas un Front Populaire, avec un programme capitaliste, mais un programme de gauche, qui signifie des positions anti-capitalistes. Sans poser l'abolition du système capitaliste,il faut toutefois un programme de gauche conduisant à cette abolition. Par exemple, dans les discussions des usines il faut discuter le résultat de la grève générale : quelle est sa signification? une volonté unanime! Voilà l'Italie! toute l'Italie a cessé le travail . C'était une grève de métallurgistes, mais toute l'Italie était présente. La direction attendait 100000 personnes. Il en est venu 500.000.

Quand une telle mobilisation se produit, c'est que l'Italie est sur pied de lutte et veut des changements. Il faut discuter cette conclusion, pour obliger le capitalisme à faire des concessions,pour affaiblir le front capitaliste. Nous ne posons pas de le détruire maintenant, mais d'affaiblir le front capitaliste, et préparer les prochains pas, ce qu'il est très possible de faire Discuter de cela avec les socialistes.

Suite page 4

POUR L' UNIFICATION SOCIALISTE DU VIETNAM ET DU CAMBODGE !

La presse capitaliste a montré le Vietnam comme un envahisseur impérialiste dans le conflit avec le Cambodge. Elle a sauté sur l'occasion pour essayer de dénigrer le Vietnam et montrer qu'il agit comme des dictateurs qui veulent imposer par la violence et la force leur régime social. Ces conflits entre le Vietnam et le Cambodge sont en fait le résultat d' un comportement arriéré de actuels dirigeants cambodgiens, qui veulent maintenir au-dessus de tout "l'indépendance nationale" et résistent à l'unification socialiste, et donc à prendre ce qu'il y a de plus élevé dans l'organisation économique et sociale du Vietnam, pour l'appliquer au Cambodge.Ce conflit est stimulé par les Chinois , qui exacerbent les tendances plus arriérées, nationalistes au sein de la révolution cambodgienne,pour empêcher surtout que le progrès du Vietnam réunifié influence la Chine elle-même. Comment peut- on qualifier de fasciste un pays comme le Vietnam alors qu'il a résolu les problèmes essentiels des masses, alors qu'en deux ans à peine, après avoir, au nom de toute l'humanité triomphé de l'impérialisme yankee, il a réussi à réunifier le nord et le sud du pays, qu il est en train de construire de nouvelles relations humaines de fraternité communiste, qu'il a gagné des milliers de prostituées et de soldats de l'ancien régime , qu'il discute déjà de la possibilité de l'égalisation des salaires!

Dans ce conflit, les Vietnamiens ont également l'appui d'un secteur de la direction de la révolution cambodgienne, qui n'approuve pas ce nationalisme et qui veut aussi l'unification socialiste, ou du moins discuter fraternellement , pour résoudre ces problèmes hérités de siècles de la domination féodale, coloniale, de siècles de propriété privée, et résoudre les problèmes existants sur la base de ce que le Vietnam, comme le Cambodge sont des Etats ouvriers et non des ennemis de classe.

Les problèmes d'indépendance, de nationalité , de traditions et de culture ne se posent plus comme à des étapes antérieures . Cela est vrai pour le problème du Vietnam et du Cambodge, comme pour l'Ethiopie et l'Erythrée et la Somalie, ou le Sahara Occidental et le Maghreb, ou même pour la Belgique avec le problème wallons- flamands.

Nous appelons le Parti Communiste, le mouvement communiste mondial, à intervenir sur ces problèmes et à appeler à la création d'une Fédération socialiste de toute l'Indochine et à l'unification du Vietnam et du Cambodge pour permettre un meilleur progrès, un développement économique, social, politique culturel en commun des deux pays, et de discuter ces problèmes qui se posent aussi dans d'autres pays. Par exemple: la Belgique, sa division en trois régions, va-t-elle permettre de résoudre les problèmes essentiels du pays, - chômage , fermetures d'entreprises etc. -. Non. Par contre,l' unification de tout le pays sous la direction du mouvement ouvrier, proposant un programme de transformations socialistes du pays,va permettre de résoudre les problèmes des masses. La perspective d'une autre forme de société, d'une société socialiste va donner les moyens de développer le pays en fonction des intérêts de la majorité de la population, et non de l une ou l'autre région, c' est à dire en définitive , des banques et des patrons

Il est nécessaire de discuter ces problèmes de façon scientifique dans le mouvement communiste mondial, et que l'URSS intervienne concrètement pour le Vietnam comme elle le fait pour l'Ethiopie ou le Polisario.

Dans ce conflit entre le Vietnam et le Cambodge, ce sont les dirigeants du Cambodge qui défendent des positions arriérées. Les Vietnamiens ont proposé à plusieurs reprises de discuter. Il est absurde d'en arriver à des conflits armés entre deux Etats ouvriers. Nous défendons les deux paus comme des Etats ouvriers, et nous proposons de discuter la Fédération socialiste de toute l'ancienne Indochine. Pour permettre un dévelpppement harmonieux, un progrès économique , social et politique, il est nécessaire de centraliser les forces.Toute l'Indochine pourrait progresser cent mille fois plus, en dépassant les problèmes de frontières, de langues, de traditions.Une tradition qui n'apporte pas de contribution au progrès humain ne sert à rien. Par contre, l'unification socialiste , la centralisation économique permet aux masses de ces pays de se communiquer les expériences , les plus élevées, de faire progresser les relations sociales et l'économie. Au travers de la centralisation, l'URSS et la Chine aussi, ont résolu les problèmes essentiels des masses.

En Chine et en URSS il y avait une multitude de nationalités, de langues, de religions. Et il suffit de voir la supériorité de la Chine et de l'URSS sur n' importe quel pays capitaliste aujourd'hui, qui s' est faite dans la centralisation. Ces problèmes ont été résolus, et il n'y a aucune minorité opprimée , ni en URSS ni en Chine, à part les dissidents qui veulent revenir à la Russie tsariste.

Depuis deux ans, le Vietnam n'a cessé de progresser. La réalisation la plus importante est d'avoir fait l'unification du nord et du sud. L'arrièrement , la corruption, instaurés par le régime de Saigon , ont été éliminées. Et cela en s'appuyant sur l' Etat Ouvrier du Nord Vietnam,la supériorité de ses relations humaines, du fonctionnement de l'économie étatisée et planifiée, sur la fonction du Parti Communiste, sur les acquis économiques.

Il y a encore beaucoup de choses à construire, à reconstruire, mais les bases du progrès existent , parce que l'unification s' est faite sur la base socialiste. Cela permettra de résoudre tous les problèmes des masses et du pays.

L'Union Soviétique,et tout le mouvement communiste mondial doit discuter ces problèmes, non seulement pour le Vietnam, mais aussi pour tous les autres pays. Par exemple, en Espagne, faut-il revendiquer l indépendance et l'autonomie de la Catalogne ou de l'Andalousie, comme est en train de le faire le PCE ? ou bien une transformation socialiste du pays sur la base de la centralisation, de l'économie.

Nous appelons les partis communistes à discuter tous ces problèmes comme le pose le camarade J.Posadas dans l'article "LES PROBLEMES DE LA CULTURE, LA NATIONALITE , L'AUTO-DETERMINATION ET LE SOCIALISME, du 4.8.1977 (paru dans Lutte Ouvrière n°290 et réédité dans une brochure avec d' autres textes sur le thème de l'Ethiopie).
15.1.78

LA CRISE DU CAPITALISME ITALIEN..

Suite de la page 3

Parmi les socialistes une gauche assez bonne est en train de se développer. Pour le moins, ils se rendent compte que l'Italie ne peut continuer ainsi. Ils n'ont pas d'idées précises ùais ils voient que la situation ne peut plus direr C'est une expression de l'influence de la base, qui veut des changements.

La classe ouvrière a parlé le 2 décembre, au travers des métallurgistes C'est l'Italie qui a pris la parole là. Le Parti Communiste doit parler,donner son opinion, permettre à la base d'intervenir. Comme ils font maintenant,ils n'écoutent pas le Parti , mais des cadres sélectionnés. Il faut faire en sorte que les membres du Parti discutent et interviennent directement, que toutes les sections, toutes les cellules aient une vie politique animée, et faire un plan d'activités envers les étudiants, les syndicats, les jeunes, les paysans, les chômeurs, proposer un plan d'activités en commun pour les chômeurs , et les travailleurs.

En quoi consiste ce plan? développer l'Italie, pour qu'il y ait du travail pour tous? mais comment y parvenir? sous le capitalisme, l'Italie ne peut se développer. Les problèmes du Mezzogiorno n'ont pas de réponse dans le système capitaliste. De plus, le problème de l'Italie n'est pas le Mezzogiorno, mais l Italie entière. Il faut développer toute l'Italie.Le Parti Communiste doit discuter de cela et voir qu ' il ne tient pas compte de la force de la classe ouvrière: les ouvriers ne parlent pas, ne commentent pas, ne développent pas d' opinion. Il faut qu' ils parlent, dans les usines , le quartier, à l'école,qu' ils analysent, fassent des propositions. Maintenant , c'est le Parti qui donne l ordre, et ensuite il ferme les locaux de réunions. Le militant ne pèse pas, il ne contribue pas à la vie quotidienne de la classe ouvrière, de la petite bourgeoisie, des étudiants des parents. C'est une force qui ne participe pas de cette lutte. Il faut la faire participer.

La perspective de la direction du Parti Communiste Italien, de vouloir gagner la gauche démocrate chrétienne, est correcte . Elle n'est pas mauvaise.Cela fait partie de la politique du P.C.I. Mais si l' intention et l'objectif ne sont pas incorrects, la méthode l'est. La gauche démocrate-chrétienne, ce ne sont ni les députés,ni les dirigeants; c'est la base ouvrière, paysanne et petite bourgeoise de la Démocratie Chrétienne. C'est correct de s'adresser aux députés et dirigeants pour les influencer et les orienter, mais il faut le faire aussi à la base. S'adresser à la base démocrate - chrétienne qui a cessé le travail le 2 décembre avec toute l'Italie. Voilà où est la base démocrate-chrétienne. Il faut considérer qu'il est nécessaire de l' influencer. Pour cela: un programme de changements , de transformations, une analyse montrant que le capitalisme n'avance pas.

Il n'y a pas de raison de craindre que l'impérialisme va intervenir. Si les Yankees interviennent, les Soviétiques aussi. Les Yankees le savent et pour cela ils font semblant de ne pas intervenir, et cachent leurs intentions.Les Soviétiques ne peuvent permettre un rapport de forces défavorable en Europe. L'Egypte, qui a fait tout un programme de rapprochement, de front unique avec Israel contre la révolution arabe, a échoué. On le voit maintenant clairement De la même façon, la politique des Yankees en Europe va à l'échec.

Les Soviétiques ne peuvent permettre que l'Europe aille en arrière,dans le rapport de forces. Ils vont intervenir. Il ne s'agit pas ici de discussion militaire, mais économique et sociale. Et les Soviétiques interviennent chaque fois plus et mieux. Mais le problème n'est pas d'attendre qu'ils interviennent ou non: le rapport de forces est tel, maintenant qu'il permet au Parti Communiste Italien de se réunir, de discuter tous les jours dans l'usine, au collège, à l'université, dans les cellules, les sections discuter un programme de changements. Cela va influencer les masses socialistes, les dirigeants socialistes; les dirigeants de la droite socialiste vont peut-être s'effrayer, mais pas tellement, car ils s'y attendent. Mais cela va surtout pousser les masses socialistes à intervenir . Autrement, on fait une discussion dans les airs, entre les directions, et la base ne discute pas.

Il est juste de faire des négociations. Mais ces négociations avec les dirigeants démocrates-chrétiens, socialistes, républicains, n'empêchent pas de discuter dans les cellules du Parti, dans le collège et les universités, les usines.

Il faut étendre publique la polémique actuelle, entre Benvenuto et Trentin (dirigeant des syndicats communiste et socialiste) que tout le monde en parle et donne son avis, et que toutes les tendances interviennent. C'est cela la démocratie: discuter publiquement, entre tout le monde, discuter la nécessité de changements. L'Italie ne peut pas chômer. Tout le monde doit avoir du travail Comment y parvenir?comment faire pour augmenter la production, de sorte que tout le monde ait de quoi consommer.

Il faut discuter la situation du monde dans le Parti Communiste Italien : elle est contre le système capitaliste. Que le Parti discute et qu'l'Unita publie ces discussions. Par exemple, il faut discuter, dans les cellules, le rapport de Pajetta sur l'Ethiopie. Discuter dans le Parti la crise de l'Espagne. Les communistes espagnols posent d'entrer dans le gouvernement de Catalogne: mais avec quel programme? il faut discuter ces problèmes. L'autonomie de la Catalogne, comme celle de l'Andalousie, ne signifie aucun progrès, mais un recul, un arrièrement énorme. La centralisation , par contre, permet le développement de l'économie et de la culture. La décentralisation fait reculer l'économie, la culture et la science. Il faut le discuter dans le Parti, car en Italie les mêmes problèmes vont se poser.

Si un processus d'élévation de la révolution se produit à bref délai en Italie, des tendances vont surgir pour réclamer l'autonomie: autonomie en Sardaigne! autonomie en Sicile! Le capitalisme aura recours à cela. En Belgique, également.

La Belgique est divisée en trois parties : les wallons, les flamands et les francophones de Bruxelles. Cela empêche la centralisation du pays. Le capitalisme se prépare déjà à réclamer l'autonomie, et la séparation des flamands, si le mouvement ouvrier avance.

Ce sont des mesures du capitalisme. Il faut discuter cela dans le Parti. Plus les masses communistes s'éduquent, plus elles comprennent les problèmes de l'Italie.Le Parti Communiste et socialiste ne discutent pas ainsi. Mais il faut le faire.

Il est évident que le Parti Communiste veut entrer au gouvernement. Il faut demander maintenant : avec quel programme? entrer au gouvernement, pour quoi faire? Le capitalisme n' a pas de force pour sortir de cette crise. Il s' appuie sur les communistes et socialistes, il cherche leur soutien pour gagner du temps. Les directions communiste et socialiste ont peur de la crise, tandis que le mouvement ouvrier montre la puissance énorme qu'il possède: pourquoi ne pas présenter un front unique, maintenant même! mouvement ouvrier, syndicats, centrales ouvrières,partis communiste et socialiste . Il ne s'agit pas d'une crise dans le vide, ni d' un coup fasciste. Les fascistes n'ont pas la force de faire un coup. La droite , dispose de juges, de gens à elle au niveau le plus élevé, ils décident d' en haut, mais en dehors de cela, ils n'ont aucune force Ils n'ont pas de point d'appui, ni de base dans la population. La population a de l'expérience, elle a la conviction du triomphe de 1945, du triomphe des Etats ouvriers; quand elle va se lancer, elle le fait avec toute une expérience. Ils ne vont pas se trouver face à une population désorganisée, mais militante Il faut discuter: nous avons toute la force! pourquoi ne pas avancer?

Si l'impérialisme yankee va saboter, ce n' est pas grand-chose qu'il peut faire. Il ne peut envoyer les troupes , ni les avions, ni la bombe atomique. Il y a des conditions très bonnes pour avancer. On ne pose pas pour l'immédiat le renversement du capitalisme, mais un programme de gouvernement de gauche. Le mot d'ordre des prochains mois est: GOUVERNEMENT DE GAUCHE! Ce n' est pas l'intervention des groupes qui compte, mais celle de la masse communiste et socialiste. Le militant communiste est très influencé par cette situation. On part du gouvernement de gauche, pour rompre le système capitaliste. Un des éléments qui donne de la force à la droite dans le Parti Communiste, c'est qu'on a peur dans le Parti socialiste. Ils s'accrochent à cela pour freiner. Mais la base socialiste n'a pas peur.

La grève des métallurgistes a été totale: tous y ont pris part, communistes, socialistes, démocrates-chrétiens, républicains Tout le pays était au meeting. Mais faire pression, en parlant de la force de la mobilisation, cela donne peu de résultats . Il faut proposer: un programme de gauche: assainir toutes les dettes des entreprises étatiques ou semi - étatiques, faire le contrôle ouvrier, un programme de production à la place de l'administration capitaliste, qui laissera tout comme avant.

Toutes les entreprises qui ferment, ou sont en faillite, doivent être prises en charge par l'Etat , et soumises au contrôle ouvrier. Le capitalisme est impuissant, la classe ouvrière est capable, avec les partis communiste et socialiste, les syndicats-CGIL-UIL-CISL-, de proposer un plan. Il faut aussi un programme de production agraire: tant qu'on dépend de la CEE, on lui reste soumis. Il faut un programme indépendant de la CEE, de production agricole pour l Italie, pour la consommation des Italiens; entre autres, consommer de la viande. Ils ont donné des subventions à l'Italie afin de tuer des vaches!comment laisser cela sans discussion! Il ne s'agit pas seulement de l'Italie,mais de la CEE qui est la "multinationale" européenne du grand capital. Les communistes en France sont déjà en train de discuter cela. Il faut le faire également en Italie.

Il faut discuter plus la situation mondiale dans le Parti communiste: que se passe-t-il dans le monde. Discuter le rapport de Pajetta sur l'Ethiopie. C' est bien que l'UNITA le publie, mais il faut en discuter dans le Parti, afin d'en tirer des expériences, comprendre, s'édu - quer.

8.12.1977 J.POSADAS

EDITORIAL:suite

opinion, échanger des idées, dans les assemblées, à l'usine, au bureau, dans les quartiers et discuter: quelle est la perspective pour la Belgique? et préparer des assemblées populaires dans chaque ville, chaque région, réunissant les quartiers, les usines, les écoles, les partis ouvriers et de gauche et les syndicats pour débattre du futur du pays. Le Parlement les conférences économiques tous les "Stuyvenberg" sont des tribunes de la bourgeoisie et réservée aux sommets. Il faut que toute la population intervienne et fasse peser sa volonté de changements sociaux.

15.1.1978

En vente sur demande à l'adresse du journal 60 Francs

REVUE MARXISTE

Organe du Secrétariat International de la IVe Internationale Trotskiste- Posadiste

XIe CONGRES MONDIAL
Ier CONGRES EXTRAORDINAIRE

Communiqué de presse

J. POSADAS
ouverture des sessions
rapport politique
20 Juin 1977

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

LUTTE OUVRIERE

ORGANE DU PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE TROTSKISTE
Section Belge de la IVe INTERNATIONALE POSADISTE

Périodique bi-mensuel – Envoyer toute correspondance à LUTTE OUVRIERE - BP 273 – 6000 CHARLEROI I
Abonnement de 12 numéros : 80 F. – Abonnement annuel : 150 F. – Abonnement de soutien : 500 F.
A verser au CCP 000-09762.34-26 de C Pôlet – Editeur Responsable : C. Pôlet – 51a, rue Garibaldi – 1060 Bruxelles.

Supplément au n° 293

L'ACCORD SADATE BEGIN ET LA POLITIQUE DE L'IMPERIALISME YANKEE

(Le titre est de la rédaction du journal)

J. POSADAS 16 12 1977

La profondeur de la crise du capitalisme s'exprime dans le pas que franchit l'impérialisme yankee - au nom du capitalisme mondial - de pousser ces négociations entre Sadate et Begin. Ce sont des démarches destinées à chercher une conciliation, éphémère, superficielle. Mais dans quel but? à la recherche de quoi? du développement de l'économie? de l'arrêt du gaspillage des forces dans les actes militaires ? ou de la préparation de quelquechose de plus significatif? L'objectif est la préparation de la contre-révolution au Moyen Orient et de la guerre.

Cela ne veut pas dire que cette conclusion est pour l'immédiat (elle peut l'être cependant), mais que l'impérialisme fixe de tels plans et fait face pour contenir l'Union Soviétique. Les grands pays capitalistes sont d'accord pour avoir un centre contre-révolutionnaire comme Israël, mais ils ont des intérêts différents. Les Anglais étaient les patrons du Moyen Orient. Maintenant il ne leur reste rien. Les Anglais et les Allemands ont été chassés. Mais la lutte entre eux continue Mais ce n'est pas la dispute ou la concurrence entre eux, même si elle subsiste, qui détermine leurs pas ; leurs mouvements, leur orientation : c'est l'accord entre eux contre les masses arabes.

Cet accord entre Sadate et Begin est destiné aussi à limiter l'intérêt des grands négociateurs arabes, tels que le Koweit et l'Arabie Séoudite; ces pays ont intérêt, eux aussi , à contenir la révolution, mais des couches de leur population voient la nécessité et la possibilité de développer l'économie, et ont certains intérêts qui les font pencher ver les Etats ouvriers, vers le développement du pays, la concession de certaines libertés pour avoir un appui social contre les grands centres oligarchiques.

Le Parti Communiste italien ne peut devenir social démocrate

J POSADAS

10 11 1977

La situation actuelle du Parti Communiste Italien se développe dans une phase d' un processus beaucoup plus profond, qui va se poursuivre pendant pas mal de temps. A la différence d'autres étapes, comme ce fut le cas après la guerre, l'Union Soviétique intervient à gauche et cherche à éliminer le capitalisme.

La dispute des Partis communistes Italien Français et Espagnol, a pour base des intérêts nationaux, la limitation et la peur Dans leur sein se développent des ailes objectivement de droite, pouvant rester sur

(v. p.3)

Les démarches Sadate-Begin sont aussi l'expression d'une lutte entre Carte et les cercles de la haute finance yankees. Carter cherche à faire des accords pour contenir les Soviétiques, mais en obtenant plus de concessions de la part des Israéliens. Par contre, la haute finance ne veut rien savoir de tout cela: c'est cela, la force d' Isarel. Si les Yankees cessent de donner des armes et des avions aux Israéeliens, Israel s'écroule. La lutte et contradiction intérieures viennent justement de ce que Carter ne peut cesser de leur donner des armes. Il ne veut pas cesser l'envoi d'armes à Israel ni affaiblir ce pays; il veut qu'il cède une part minime, afin d'augmenter la fonction d'Israel au travers de l'Egypte. Les intérêts d'Israel, de ses dirigeants , du Pentagone et de la CIA s'identifient tous pour barrer la voie au mouvement de libération arabe, mais ils ont en même temps des intérêts distincts. De là, l'attitude circonspecte des Soviétiques, qui essaient de tirer profit de ces luttes et disputes internes.

La lutte actuelle aux Etats-Unis, entre les diverses tendances dites " colombes, faucons, aile dure, aile souple"; exprime les différents intérêts qui sont en jeu: la haute finance et l'impérialisme veulent continuer à utiliser Israel comme jusqu'à présent, essentiellement comme un instrument contre-révolutionnaire et assassin, et se heurtent à la politique de Carter qui veut gagner du temps, obtenir un appui et réaliser une certaine détente pour contenir les Soviétiques, en préparant la guerre, et essayer de ranimer l'économie capitaliste. Ce sont tous des calculs erronnés. Les divergences à propos d'Israel ne sont pas une pardie, elles sont bien réelles.

Alors que le processus du monde est dirigé par l'Union Soviétique et les Yankees, on voit de petits pays apparaître avec une force, une capacité et une influence déterminante, qu'ils n'ont pas en réalité. Ces petits pays font partie d'un processus très délicat, explosif, dans lequel les Yankees surtout ont peur de la guerre **maintenant**. C'est une situation qui évolué déjà au bord de l'impatience du capitalisme. La cause n'en est pas la crise économique; il peut encore la supporter. Mais le capitalisme voit de plus en plus la situation lui échapper des mains. Il ne peut plus contenir le processus au Moyen Orient; il ne peut empêcher le Polisario, qui est un mouvement tout petit et sans poids dans l'histoire. Israel et l'Egypte non plus , n'ont pas de poids dans l'histoire: mais lorsque de petits pays, ou de petits mouvements déterminent une pareille éclosion, cela montre que la situation est apte.

Les Yankees se lancent ouvertement à soutenir les démarches de Sadate, bien qu ils puissent très peu investir en Egypte même; cela montre que la base des Yankees au Moyen Orient est Israel, et non l'Egypte, dans laquelle ils n'ont aucune confiance. Mais même en Israel, il y a une crise et une opposition intérieure assez importante; celle-ci ne vient pas seulement des communistes, mais aussi de la gauche socialiste. Les protestations augmentent, les grèves se multiplient, les salaires perdent constamment de leur valeur. Il faut considérer qu'Israel est un pays **importé**, et non un pays développé. Israel fut créé pour contenir la révolution. Au début, elle n'avait pas la perspective actuelle, mais cela est évident. En 1948, ce sont les Yankees qui ont soutenu la création d'Israel , à la recherche d'un point d'appui au Moyen Orient.

Il y a une situation de crise très élevée du capitalisme. Il faut prendre comme une de ses expressions, ce qui est en train de se passer dans ces petits pays. L'impérialisme y a fait des accords en comptant que si cela tourne mal pour lui, cela n'a pas de grande signification. Mais s'il faisait la même chose avec des grands pays,et que cela tournerait mal, la conséquence pourrait en être la guerre. L'Union Soviétique voit de plus en plus qu'il s'agit d'un problème de classe contre classe. Elle ne le voit pas dans tous les aspects, mais historiquement, elle mesure classe contre classe.

L'impérialisme n'est pas à la recherche de débouchés, de marché pour investir. Il cherche à éliminer l'antagoniste historique, et les autres - français, anglais, allemands - doivent marcher derrière lui.

L'attitude des Soviétiques, dans ce cas de Sadate, comme dans celui de l'Ethiopie, est importante. Elle montre que la regénérescence partielle progresse. Il n'y a

des positions social-démocrates. Mais le Parti Communiste en tant que tel ne peut devenir social-démocrate. Il n'en existe aucune condition. Le Parti Communiste Italien ne peut se transformer en Parti Social-Démocrate, car les conditions de cette transformation ne résident pas uniquement dans le fait que les dirigeants soient sociaux-démocrates: il faut que ces conditions soient aussi économiques, politiques, sociales, et que les masses le permettent.

Les masses italiennes ont la force de faire changer les directions, et si les dirigeants de droite peuvent reculer beaucoup plus, cela ne signifie pas un recul du Parti Communiste en tant que tel. Il s'agit d'une lutte intérieure dans laquelle il est nécessaire de développer des arguments et non de provoquer des affrontements. Le déroulement du processus va montrer la nécessité d'une politique de classe.

A l'époque de Staline, le Parti Communiste d'Union Soviétique tuait ceux qui menaient la lutte anti-capitaliste, maintenant il appuie cette lutte.Cela ne signifie pas un changement dans la compréhension historique et concrète, mais une nécessité qui surgit du processus lui-même, sans lequel l'URSS s'écroule.

Ce n'est pas un choix du P.C. d'Union Soviétique, mais une relation de forces qui se développe dans les rapports économiques et sociaux entre l'Etat ouvrier et le système capitaliste. C'est ainsi que des dirigeants peuvent reculer, mais qu'il ne peut y avoir de recul en tant que parti. La perspective n'est pas d'un développement de la droite à l'intérieur du Parti Communiste, mais dans celui de sa gauche. Un affrontement mondial de classes entre capitalisme et Etats ouvriers se prépare et le capitalisme n'a pas de force ni économique, ni sociale, ni politique. Il a la force militaire, les bombes à neutrons, mais il n'a aucune perspective historique et, jour après jour, son appui social diminue.Le capitalisme attaque même Carter qui veut mener une politique plus ou moins réformiste: il est écrit qu'il aura la même fin que Kennedy. Le capitalisme n'a pas de force pour supporter des changements, tandis que les forces pour changer le système capitaliste existent de tous côtés, développées surtout par l'Union Soviétique.

L'Union Soviétique a besoin de mener cette politique, et pour la développer, elle doit affronter le capitalisme et l'éliminer. Ce n'est pas une politique révolutionnaire mais elle n'est pas non plus réformiste. Quand elle donne son appui à l'Ethiopie, elle n'est pas réformiste, quand elle le donne au Polisario non plus. Par contre, c'est à l'intérieur de l'URSS que se fait la politique réformiste. Mais dans ces relations, qui va triompher? la nécessité de supprimer le système capitaliste.

Ce n'est pas la droite qui a une perspective à l'intérieur du Parti Communiste Italien, ni sur le plan économique, ni sur le plan social ou politique. Il n'y a pas les conditions pour développer une droite: si cela se produit, les masses quittent le Parti Communiste. Mais aujourd'hui les masses ne s'en vont pas, elles restent au contraire et vont éliminer la droite dans une véritable rébellion comme cela s'est produit en France. Les changements de Marchais ne viennent pas seulement de lui, mais de la pression des masses qui l'a fait changer.

Ce sont des directions qui n'ont pas la compréhension du développement révolutionnaire. Elles doivent avancer parce que le processus de l'économie, des luttes des masses, les poussent. C'est ainsi que le mot d'ordre central de cette phase du processus est: front unique des syndicats -CGIL-CISL-UIL- et des partis communistes, socialiste, et des groupes "gauchistes", comme cela s'est réalisé en France. Il existe là un véritable front unique des syndicats CGT-CFDT et du Parti Communiste, sur la base du programme commun, qui est de gauche, et qui comporte des mesures anti-capitalistes, même si celles-ci ne le sont pas totalement.

On va vers un gouvernement de gauche en Italie. Il n'y a pas d'autre issue, et si le Parti Communiste reste les bras croisés, dans peu de temps la direction sera dépassée par sa propre base. Le fait que chaque semaine se fasse un comité central qui ne résoud rien, signifie qu'il n'a aucune idée pour avancer. Malgré cela, il ne peut reculer.

Face à cette politique indécise du Parti Communiste, qu'est-ce qu' appuient les masses? la droite? non. Il y a l'exemple dans le monde, de Fidel Castro qui appuie l'Ethiopie et l'Angola, alors qu'il restait auparavant enfermé à Cuba.Il faut se préparer pour des étapes postérieures du point de vue théorique et politique afin d'intervenir.

LE PARTI COMMUNISTE ITALIEN NE PEUT DEVENIR SOCIAL DEMOCRATE

Les Soviétiques parlent maintenant pour la première fois de la crise totale du système capitaliste, et le Parti Communiste de l'Etat ouvrier allemand pose aussi "la crise totale du système capitaliste" et qu'il s'agit d'une "affrontement entre socialisme et capitalisme".

Les gauchistes sont paralysés et n'ont aucune idée. Ils ne savent que faire; c'est la même chose partout. Le Parti Communiste ne sait pas npn plus que faire, mais il ne s'agit pas de tous les partis communistes. Le Parti Communiste Belge qui, il y a trois mois, était pour "l'eurocommunisme", se prononce maintenant contre celui-ci. Le Parti Communiste Hollandais était furieusement eurocommuniste, et dit maintenant que c'est une erreur. Cela exprime la désorientation des Partis communistes, dû au manque antérieur d'une politique correcte.

La politique du Parti Communiste Italien , d'alliance avec la bourgeoisie (c'est une véritable alliance), n'a pas pour but de soutenir le capitalisme: il croit qu'il va ainsi affaiblir le capitalisme et gagner de l'autorité sur les masses démocrates-chrétiennes.

Les perspectives ne sont pas en faveur de la droite du Parti communiste, ni en faveur du capitalisme. Kissinger était allé en Italie pour contenir les tendances qui, dans la Démocratie chrétienne, veulent faire une alliance avec les communistes. Et il a dit à la bourgeoisie italienne :"ne vous faites pas d'illusions; derrière Berlinguer et Amendola, il y a la classe ouvrière italienne qui n'est pas "eurocommuniste". C'est ce qu'a dit Kissinger, et il n'est pas venu en tant que journaliste, mais comme agent de la C.I.A.

Cette politique du Parti Communiste, d'attendre que le capitalisme s'affaiblisse et qu'il s'en aille, vient de ce qu'il a peur de l'intervention des Etats-Unis, ou de la France. Si un coup d'Etat fasciste triomphe en Italie, l'Union Soviétique intervient, ne pouvant permettre un recul dans les rapports de forces. Le capitalisme n'ayant pas de forces, s'il fait un coup d'Etat il tombe. Dans aucune partie du monde en dehors des Etats-Unis, le capitalisme n'a de forces.

Cet accord avec la Démocratie chrétienne ne peut arriver à rien, et il faut discuter que cela fait des années que cette situation existe. Les communistes disent : "l'inflation est arrêtée". Comment, l'inflation? c'est la vie du peuple italien qui s'est arrêtée! si c'était l'inflation, il y aurait eu des effets sur la vie. Mais où en est l'évolution du niveau de vie? ils disent que la lire ne change pas, mais les prix oui: ils continuent à augmenter!

Il faut discuter dans le Parti Communiste, la nécessité d'un programme de gauche du front unique syndicats-Partis de gauche, et du gouvernement de gauche, comme issue à la crise, pour le progrès de l'Italie.

10 novembre 1977 - J.POSADAS

L'ACCORD SADATE - BEGIN (suite de la Page 2)

pas encore de programmation et d'orientation politique précise; mais toute l'attitude antérieure de soumission des Soviétiques à l'impérialisme ne se produit plus. Inévitablement, maintenant les Soviétiques doivent appuyer la lutte révolutionnaire. Ils ne le font pas partout,ni en toutes circonstances, mais ils ne peuvent plus comme avant, abandonner des révolutions importantes. Ils peuvent encore négocier une reddition dans un petit pays, avec un petit mouvement, mais ils ne peuvent plus le faire quand il s'agit de problèmes importants et décisifs.

16 décembre 1977 - J.POSADAS